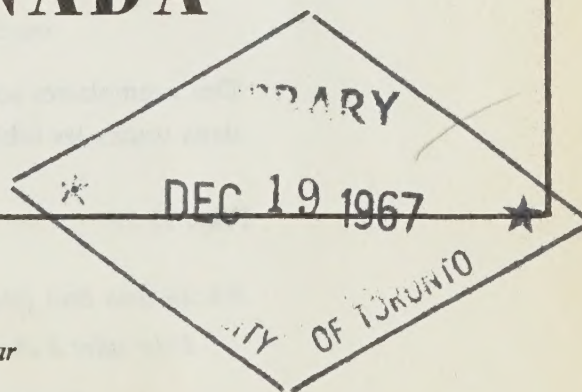


3 1761 11557289 3





L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE DU CANADA



Publié par

L'IMPRIMEUR DE LA REINE

OTTAWA

© Droits de la Couronne réservés

En vente chez l'Imprimeur de la Reine à Ottawa,
et dans les librairies du Gouvernement fédéral
dont voici les adresses:

OTTAWA

Édifice Daly, angle Mackenzie et Rideau

TORONTO

221, rue Yonge

MONTREAL

Édifice Aeterna-Vie, 1182 ouest, rue Ste-Catherine

WINNIPEG

Édifice Mall Center, 499, avenue Portage

VANCOUVER

657, avenue Granville

ou chez votre libraire.

Des exemplaires sont à la disposition des intéressés
dans toutes les bibliothèques publiques du Canada.

Prix: \$3.50

N° de catalogue SP4-166F

Réception des pages révisées: \$5.00 par année

Prix sujet à changement sans avis préalable

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.

Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie

Ottawa, Canada

1966


AVANT-PROPOS

Dans son ensemble, la présente publication traite des trois pouvoirs du gouvernement du Canada, mais elle met aussi l'accent sur l'organisation administrative du pouvoir exécutif, que cette organisation soit formée de ministères qui relèvent des ministres eux-mêmes, ou qu'elle soit formée d'organismes pour lesquels les ministres sont responsables devant le Parlement. On trouve dans les Annexes A, B, C et D de la Loi sur l'administration financière une description complète sur l'organisation du gouvernement.

Quand le Comité interministériel a été créé pour mettre en oeuvre un guide officiel sur l'organisation du gouvernement du Canada, son but était de présenter un précis de renseignements qui permettrait à quiconque de situer les diverses ramifications de gouvernement et de trouver l'essentiel sur les fonctions de chacune d'elles. En conséquence, on a fait davantage ressortir, dans le Guide, les fonctions mêmes des divers organismes du gouvernement et on a fait disparaître les longues énumérations d'employés.

L'expérience acquise a amené le Comité interministériel à établir des revisions provisoires mises sur papier de couleur grâce auxquelles les changements effectués dans l'organisation du gouvernement seront d'un accès facile aux personnes abonnées au service de revision. Toute nouvelle revision provisoire serait annexée au Guide quand le besoin s'en ferait sentir (peut-être en janvier ou en juillet).

Même si l'information qui apparaît dans le Guide peut être obtenue d'agents de liaison employés par les ministères du gouvernement, on peut obtenir encore de plus amples renseignements en d'adressant directement aux ministères concernés.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115572893>

LOI SUR LES REMANIEMENTS ET TRANSFERTS DE FONCTIONS DANS LE SERVICE PUBLIC

Transferts au ministère de la Consommation et des Corporations

C.P. 1968-1297

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, par les présentes,

- a) de transférer du ministre du Commerce au ministre de la Consommation et des Corporations
 - (i) la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère du Commerce et connue sous le nom de Direction des standards, et
 - (ii) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre du Commerce aux termes de la Loi sur l'inspection de l'électricité, de la Loi sur l'inspection du gaz, de la Loi sur la marque de commerce national et l'étiquetage exact, de la Loi sur le poinçonnage des métaux précieux, de la Loi sur les poids et mesures et de l'article 19 de la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes;
- b) de transférer du ministre des Pêcheries au ministre de la Consommation et des Corporations la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère des Pêcheries et connue sous le nom de Service d'inspection au niveau du détail;
- c) de transférer du ministre de l'Agriculture au ministre de la Consommation et des Corporations la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère de l'Agriculture et connue sous le nom de Division des services généraux de la Direction de la production et des marchés.

Transferts au ministère de la Production de défense

C.P. 1968-1298

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, par les présentes,

- a) de transférer du ministre de l'Industrie au ministre de la Production de défense les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre de l'Industrie aux termes de l'article 8 de la Loi sur le ministère de l'Industrie;

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 47TH STREET
NEW YORK 19

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 47TH STREET
NEW YORK 19

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 47TH STREET
NEW YORK 19

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 47TH STREET
NEW YORK 19

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 47TH STREET
NEW YORK 19

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 47TH STREET
NEW YORK 19

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 47TH STREET
NEW YORK 19

- b) de transférer du secrétaire d'Etat du Canada au ministre de la Production de défense les pouvoirs, devoirs et fonctions du secrétaire d'Etat du Canada relatifs au département des impressions et de la papeterie publiques aux termes de la Loi sur les impressions et la papeterie publiques et qui étaient dévolus au secrétaire d'Etat du Canada en vertu du décret C.P. 1964-156 du 3 février 1964;
- c) de transférer du ministre des Transports au ministre de la Production de défense la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère des Transports et connue sous le nom de Direction de la construction navale;
- d) de transférer du Conseil du Trésor au ministère de la Production de défense la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du Conseil du Trésor et connue sous le nom de Bureau central de traitement des données, et
- e) de transférer de la Commission de la fonction publique au ministère de la Production de défense la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant de la Commission de la fonction publique et connue sous le nom de Bureau des conseillers en gestion.

Transferts au ministère des Pêcheries

C.P. 1968-1299

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de transférer par les présentes, du ministre des Forêts et du Développement rural au ministre des Pêcheries,

- a) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre des Forêts et du Développement rural aux termes de l'alinéa a) de l'article 24 de la Loi de 1966 sur l'organisation du gouvernement;
- b) la direction et la surveillance des parties de la fonction publique relevant du ministère des Forêts et du Développement rural et connues sous le nom de Direction générale des forêts, y compris tous les instituts et laboratoires s'y rattachant, le Groupe consultatif (Forêts) dudit ministère et les parties de la Division de l'information et des renseignements techniques dudit ministère qui administrent certains aspects du programme des forêts;
- c) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre des Forêts et du Développement rural aux termes de la Loi sur le développement des forêts et la recherche sylvicole; et
- d) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre des Forêts et du Développement rural aux termes de la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales.

Transferts au ministère des Forêts et du Développement rural

C.P. 1968-1300

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, par les présentes,

- a) de transférer du ministre de l'Industrie au ministre des Forêts et du Développement rural
 - (i) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre de l'Industrie aux termes de la Partie II de la Loi sur le ministère de l'Industrie,
 - (ii) la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique connue sous le nom d'Agence de développement régional,
 - (iii) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre de l'Industrie aux termes de la Loi stimulant le développement de certaines régions, et
 - (iv) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre de l'Industrie aux termes de l'article 71A de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- b) de transférer du ministre de l'Agriculture au ministre des Forêts et du Développement rural
 - (i) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre de l'Agriculture aux termes de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, et
 - (ii) la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère de l'Agriculture et connue sous le nom d'Administration du rétablissement agricole des Prairies; et
- c) de transférer du ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources au ministre des Forêts et du Développement rural les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources aux termes de la Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique, modifiée par la Loi de 1966 sur l'organisation du gouvernement; et
- d) de transférer du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration au ministre des Forêts et du Développement rural
 - (i) la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et connue sous le nom de Direction des entreprises expérimentales ou Direction des entreprises-pilotes du Service d'établissement des programmes de ce ministère, et
 - (ii) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration aux termes de toute loi du Parlement du Canada visant à couvrir les divers frais de la fonction publique à compter du 1^{er} avril 1968, et autorisant le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration à conclure des accords comme il est stipulé au crédit 25 du budget prin-

cipal du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour l'année financière se terminant le 31 mars 1969.

Il plaît en outre à Son Excellence en conseil, par les présentes,

- a) en vertu de la Loi sur l'office d'expansion économique de la région atlantique, de désigner le ministre des Forêts et du Développement rural pour agir en qualité de ministre compétent aux fins de ladite Loi en remplacement de l'honorable Allan Joseph MacEachen qui avait été ainsi désigné par le décret C.P. 1967-1824 du 21 septembre 1967;
- b) en vertu de la Loi sur l'administration financière, de désigner le ministre des Forêts et du Développement rural pour agir en qualité de ministre compétent aux fins de ladite Loi en ce qui a trait à l'Office d'expansion économique de la région atlantique établi par la Loi sur l'office d'expansion économique de la région atlantique; et
- c) en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, de désigner le ministre des Forêts et du Développement rural pour agir en qualité de ministre compétent aux fins de ladite Loi en remplacement de l'honorable Jean-Luc Pepin, qui avait été ainsi désigné par le décret C.P. 1967-1440 du 18 juillet 1967.

Décret sur la planification des mesures d'urgence civiles— Modifications

C.P. 1968-1302

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu des alinéas *d)* et *e)* du paragraphe (1) de l'article 2 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, des alinéas *a)* et *f)* de l'article 2 de la Loi sur l'administration financière et de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'apporter les modifications ci-après au Décret sur la planification des mesures d'urgence civiles, établi par le décret C.P. 1965-1041 du 8 juin 1965⁽¹⁾.

MODIFICATIONS

1. Révoquer l'article 4 du Décret sur la planification des mesures d'urgence civiles et y substituer ce qui suit:

«4. Chaque ministre auquel l'article 3 fait allusion devra s'assurer que dans les cas où les préparatifs pour l'exercice et l'accomplissement des attributions, fonctions et pouvoirs civils d'urgence doivent se faire en collaboration avec les organismes ou les ministères de gouvernements étrangers, les plans pour ces préparatifs sont coordonnés par le ministre de la Défense nationale par l'intermédiaire de l'Organisation des mesures d'urgence et de concert avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures.»

2. Révoquer toute la partie de l'article 8 dudit décret qui précède l'alinéa a) dudit article et y substituer ce qui suit:

«8. Le ministre de la Défense nationale, par l'intermédiaire de l'Organisation des mesures d'urgence, devra»

3. Révoquer les articles 9, 10 et 11 dudit décret et y substituer ce qui suit:

«9. L'Organisation des mesures d'urgence est désignée comme «département» aux fins de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et de la Loi sur l'administration financière.

10. Le directeur de l'Organisation des mesures d'urgence est désigné comme le sous-chef du département aux fins de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et de la Loi sur l'administration financière et agira en qualité d'assistant du ministre compétent.

11. Le ministre de la Défense nationale est le ministre compétent à l'égard de l'Organisation des mesures d'urgence aux fins de la Loi sur l'administration financière.»

Transfert au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

C.P. 1968-1303

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de transférer par les présentes, du Conseil national de recherches du Canada au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique connue sous le nom de Conseil des recherches médicales.

Transfert au Bureau du Conseil privé

C.P. 1968-1304

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de transférer par les présentes, du Secrétariat d'Etat du Canada au Bureau du Conseil privé, la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant de la Direction des cérémonies et du protocole du Secrétariat d'Etat du Canada et connue sous le nom de Division des documents parlementaires.

Transferts au ministère des Postes

C.P. 1968-1305

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, par les présentes,

- a) de transférer du ministre des Transports au ministre des Postes
 - (i) la direction et la surveillance de la partie de la Direction des télécommunications et de l'électronique du ministère des Transports qui n'est pas intimement liée à l'efficacité et à la sécurité du réseau de transports du pays, et du Bureau des télécommunications de l'Etat (administration et ligne de conduite) dudit ministère, et
 - (ii) les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre des Transports, aux termes de la Loi sur la radio et de la Loi sur les télégraphes;
- b) de transférer du Secrétariat des sciences du Bureau du Conseil privé au ministre des Postes les pouvoirs, devoirs et fonctions du Secrétariat des sciences à l'égard du Bureau d'étude des communications intérieures par satellite, et
- c) de transférer du Conseil de recherches pour la défense au ministre des Postes la direction et la surveillance de la partie du Centre de recherches sur les télécommunications de la défense du Conseil de recherches pour la défense qui n'est pas intimement liée à la recherche et au développement de caractère purement militaire.

Il plaît en outre à Son Excellence en conseil, en vertu de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, de désigner le ministre des Postes comme ministre compétent aux fins de ladite Loi.

Transfert au ministère des Travaux publics

C.P. 1968-1306

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de transférer par les présentes, du ministre du Commerce au ministre des Travaux publics, la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère du Commerce et connue sous le nom de Commission des expositions du gouvernement canadien.

Transfert au ministère du Commerce

C.P. 1968-1307

Sur avis conforme du Premier ministre et en vertu de la Loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de transférer par les présentes, du ministre de la Production de défense au ministre du Commerce, la direction et la surveillance de la partie de la fonction publique relevant du ministère de la Production de défense et connue sous le nom de Direction des programmes internationaux, à l'exclusion toutefois de la partie de ladite Direction qui est connue sous le nom de Division de l'exploitation de la Corporation commerciale canadienne.

SÉNAT

Palais du Parlement, Ottawa

Président

L'honorable Sydney J. Smith

Le leader du gouvernement

L'honorable Paul J.J. Martin, C.P.

Le chef de l'opposition

L'honorable Jacques Flynn, C.P.

Liste alphabétique des membres du Sénat

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
Les honorables		
Aird, John B.	Toronto	Toronto (Ont.)
Argue, Hazen	Regina	Kayville (Sask.)
Aseltine, Walter M., C.P.	Rosetown	Rosetown (Sask.)
Basha, Michael G.	West-Coast	Curling (T.-N.)
Beaubien Arthur-L.	Provencher	Saint-Jean-Baptiste (Man.)
Beaubien, L.-P.	Bedford	Montréal (P.Q.)
Bélisle, Rhéal	Sudbury	Sudbury (Ont.)
Benidickson, W.M., C.P.	Kenora-Rainy River.	Kenora (Ont.)
Blois, Fred. M.	Colchester-Hants.	Truro (N.-É.)
Boucher, William-A.	Prince-Albert	Prince-Albert (Sask.)
Bourget, Maurice, C.P.	Les Laurentides	Lévis (P.Q.)
Bourque, Romuald	De la Vallière	Outremont (P.Q.)
Burchill, G. Percival	Northumberland-Miramichi .	South-Nelson (N.-B.)
Cameron, Donald	Banff	Edmonton (Alb.)
Carter, Chesley W. ....	.....	Saint-Jean (T.-N.)
Choquette, Lionel	Ottawa-Est	Ottawa (Ont.)
Connolly, Harold	Halifax-Nord	Halifax (N.-É.)
Connolly, John J., C.P.	Ottawa-Ouest	Ottawa (Ont.)
Cook, Eric	Saint-Jean-Est	Saint-Jean (T.-N.)
Croll, David A.	Toronto-Spadina	Toronto (Ont.)
Denis, Azellus, C.P.	La Salle	Montréal (P.Q.)
Deschatelets, Jean-Paul, P.C.	Lauzon	Montréal (P.Q.)
Desruisseaux, Jean-Paul	Wellington	Sherbrooke (P.Q.)
Dessureault, J-M.	Stadacona	Québec (P.Q.)
Duggan, James .....	.....	Saint-Jean (T.-N.)
Eudes, Raymond	DeLorimier	Montreal, (P.Q.)
Everett, Douglas D.	Winnipeg	Winnipeg (Man.)
Farris, John W. de B.	Vancouver-Sud	Vancouver (C.-B.)
Fergusson, M ^{me} Muriel McQ.	Fredericton	Fredericton (N.-B.)
Flynn, Jacques, C.P.	Rougemont	Québec (P.Q.)
Fournier, Edgar	Madawaska-Restigouche...	Iroquois (N.-B.)
Fournier, Sarto	de Lanaudière	Montréal (P.Q.)
Gélinas, Louis-P.	Montarville	Montréal (P.Q.)
Gladstone, James	Lethbridge	Cardston (Alb.)
Gouin, L.-M.	de Salaberry	Montréal (P.Q.)
Grosart, Allister	Pickering	Toronto (Ont.)
Haig, J. Campbell	River-Heights	Winnipeg (Man.)

Les honorables

Hastings, Earl A.	Palliser-Foothills.	Calgary (Alb.)
Hayden, Salter A.	Toronto.	Toronto (Ont.)
Hays, Harry, C.P.	Calgary.	Calgary (Alb.)
Hollett, Malcolm.	Burin.	Saint-Jean (T.-N.)
Inman, M ^{me} F. Elsie.	Murray-Harbour.	Montague (I. P.-É.)
Irvine, M ^{me} Olive L.	Lisgar.	Winnipeg (Man.)
Isnor, Gordon B.	Halifax-Dartmouth.	Halifax (N.-É.)
Kickham, Thomas J. ....	.....	Souris (I.-P.-É.)
Kinley, John J.	Queens-Lunenburg.	Lunenburg (N.-É.)
Kinnear, Mary E. ....	.....	Port Colborne, Ont.
Laird, Keith. ....	.....	Windsor, Ont.
Lamontagne, Maurice, P.C.	Inkerman.	Montreal, Que
Lang, Daniel A.	York-Sud.	Toronto (Ont.)
Langlois, Léopold.	Grandville.	Québec (P.Q.)
Lefrançois, J.-Eugène.	Repentigny.	Montréal (P.Q.)
Leonard, T. D'Arcy.	Toronto-Rosedale.	Toronto (Ont.)
MacDonald, John J.	Queens.	R.r. 9, Charlottetown (Î. P.-É.)
Macdonald, John M.	Cap-Breton.	Sydney-Nord (N.-É.)
MacKenzie, Norman A.	University-Point Grey.	Vancouver (C.-B.)
Macnaughton, Alan, C.P.	Sorel.	Westmount (P.Q.)
Martin, Paul J.J., C.P. ....	.....	Windsor, (Ont.)
McDonald, A. Hamilton.	Moosomin.	Regina (Sask.)
McElman, Charles.	Nashwaak Valley.	Fredericton (N.-B.)
McGrand, Fred A.	Sunbury.	Fredericton Junction, (N.-B.)
McLean, Donald A. ....	.....	Black's Harbour, (N.-B.)
Méthot, Léon.	Shawinigan.	Trois Rivières, (P.Q.)
Michaud, Hervé J. ....	.....	Fredericton, (N.-B.)
Molson, Hartland de M.	Alma.	Montréal (P.Q.)
Monette, Gustave.	Mille-Îles.	Montréal (P.Q.)
Nichol, John.	Lion's Gate.	Vancouver (C.-B.)
O'Leary, Clement A.	Antigonish-Guysborough.	Antigonish (N.-É.)
O'Leary, M. Grattan.	Carleton.	Ottawa (Ont.)
Pearson, Norman McL.	Thunder-Bay.	Fort-William (Ont.)
Pearson, Arthur M.	Lumsden.	Lumsden, (Sask.)
Phillips, Lazarus.	Rigaud.	Westmount, (P.Q.)
Phillips, Orville H.	Prince.	Alberton (Î. P.-É.)
Pouliot, Jean-François.	de la Durantaye.	Rivière-du-Loup (P.Q.)
Power, C. G., C.P.	Golfe.	Saint-Pacôme (P.Q.)
Prowse, J. Harper.	Edmonton.	Edmonton (Alb.)
Quart, M ^{me} Josie D.	Victoria.	Québec (P.Q.)
Rattenbury, Nelson.	Saint-Jean.	Saint-Jean (N.-B.)
Roebuck, Arthur W.	Toronto-Trinity.	Toronto (Ont.)
Savoie, Calixte-F.	L'Acadie.	Moncton (N.-B.)
Smith, Donald.	Queens-Shelburne.	Liverpool (N.-É.)
Smith, Sydney J. (Président)	Kamloops.	Kamloops, (C.-B.)
Sparrow, Herbert O.	Battlefords.	North Battlefords, (Sask.)
Stanbury, Richard J.	York Centre.	Toronto, (Ont.)
Sullivan, Joseph A.	North York.	Toronto, (Ont.)
Thériault, Edouard J. ....	.....	Digby, (N.-É.)
Thompson, Andrew. ....	.....	Kendal, (Ont.)
Thorvaldson, Gunnar S.	Winnipeg-Sud.	Winnipeg (Man.)
Urquhart, Earl W.	Inverness-Richmond.	West Bay (N.-É.)
Vaillancourt, Cyrille.	Kennebec.	Lévis (P.Q.)
Walker, David, C.P.	Toronto.	Toronto (Ont.)
Welch, Frank C.	Kings.	Wolfville (N.-É.)
White, George S., C.P.	Hastings-Frontenac.	Madoc (Ont.)
Willis, Harry A.	Peel.	Toronto (Ont.)
Yuzyk, Paul.	Fort Garry.	Winnipeg (Man.)

LE SECRÉTARIAT DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Résidence du Gouverneur général, Ottawa

Principaux fonctionnaires

Chef de Cabinet du Gouverneur général.....	M. Esmond Butler
Chef de Cabinet adjoint du Gouverneur général.....	Le colonel A. G. Cherrier, O.B.E., C.D.
Administrateur de la Maison du Gouverneur général.....	Le capitaine D.C. McKinnon, C.D., M.R.C.
Attaché de Presse	M. Guy Robillard
Attaché.....	M. George Cowley
Aides de camp.....	Le lieutenant M. S. Price, M.R.C. Le capitaine d'aviation J. A. M. Landry Le capitaine D. G. Hyman, A.R.C.

Son Excellence Madame Michener

Dame d'honneur et Secrétaire Mme. C. Webster

Aux fins administratives, il existe ce qu'on est convenu d'appeler le «Secrétariat du Gouverneur général» qui est considéré comme un département du gouvernement au sens de certaines lois, notamment la *Loi sur le service civil* (chapitre 48, modifié, des S.R.C. 1952), la *Loi sur la pension du service public* (chapitre 47, modifié, des S.C. 1952-1953) et la *Loi sur l'administration financière* (chapitre 116, modifié, des S.R.C. 1952).

Jusqu'en 1927, le Secrétariat s'occupait de toute la correspondance officielle entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni, l'Ambassadeur de Sa Majesté, à Washington, les divers Gouvernements des colonies, et de la correspondance corollaire avec les ministères du Gouvernement canadien. Depuis, ces attributions ont été dévolues au ministère des Affaires extérieures.

Les attributions du Secrétariat du Gouverneur général embrassent le secrétariat et l'administration, y inclus la soumission au Gouverneur général, pour signature, des documents d'État tels que les Commissions de nomination, Ordres en conseil, procès capitaux, cas de pardon et autres; les travaux administratifs concernent les fonctions cérémoniales telles que l'ouverture et la prorogation du Parlement, les investitures, la présentation des lettres de créance par les chefs de missions diplomatiques; les programmes de voyages officiels; les programmes de visite des chefs d'État et autres distingués visiteurs au Canada, en autant que ces visites soient en rapport avec les activités du Gouverneur général; la correspondance officielle, le protocole relatif au Gouverneur général; le maintien d'une liaison étroite avec le bureau du premier ministre et les autres ministères du gouvernement, aussi bien qu'avec le Palais de Buckingham.

Le chef de cabinet du Gouverneur général est le chef du personnel du Gouverneur général. Le chef permanent du Secrétariat (qui fonctionne comme service distinct dans l'accomplissement des fonctions énumérées ci-haut) est le chef de cabinet adjoint du Gouverneur général.

En plus du Secrétariat du Gouverneur général, il existe deux autres services principaux à la Résidence du Gouverneur général. Ces services sont reliés au personnel privé du Gouverneur général ou de sa Maison.

Un des services est confié à l'administrateur de la Maison, dont la fonction primordiale est de contrôler les dépenses et de gérer la Maison de Son Excellence, c'est-à-dire: le choix du personnel domestique, l'achat de comestibles, et le contrôle interne de la Résidence du Gouverneur général.

Les aides de camp constituent le second service. Ce sont des officiers attachés à la personne de Son Excellence lorsqu'elle remplit des engagements à Ottawa ou en tournée de visites. Leurs fonctions exigent en plus l'administration relative aux engagements de Son Excellence à la Résidence du Gouverneur général et ailleurs.

Il existe en plus une dame d'honneur qui remplit également les fonctions de secrétaire personnelle, auprès de l'épouse du Gouverneur général.

LE PARLEMENT DU CANADA

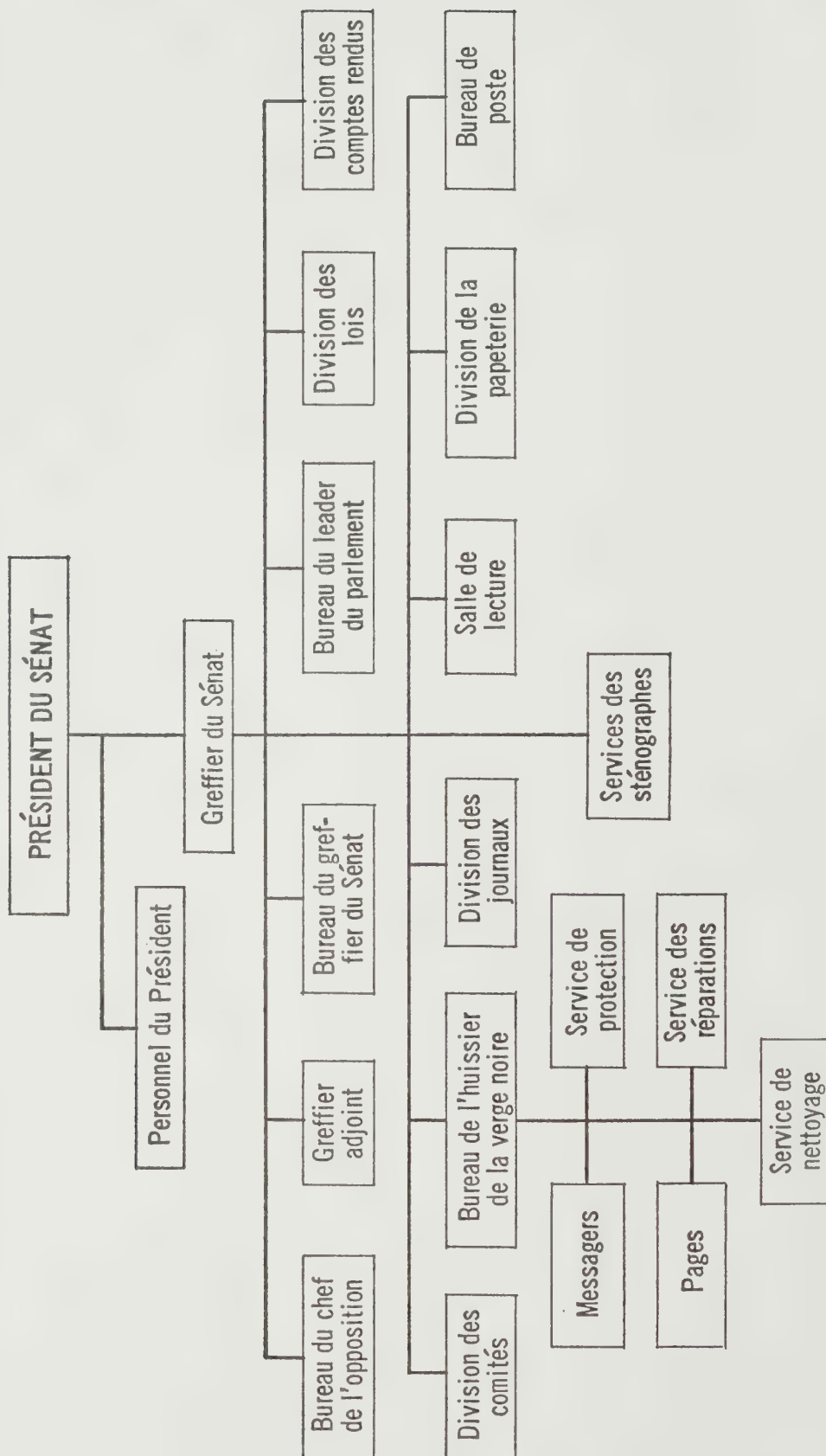
LE PARLEMENT DU CANADA

La Reine, représentée au Canada par le Gouverneur général, le Sénat et la Chambre des communes constituent le Parlement du Canada. Le Parlement assure les affectations de fonds à des fins publiques et la perception de ces fonds en vertu de lois publiques du Parlement. D'une façon générale, les pouvoirs législatifs du Parlement sont définis à l'article 91 de *l'Acte de l'Amérique du Nord britannique* de 1867. Ils embrassent les sujets suivants: la modification de la Constitution du Canada, sous réserve de certaines exceptions; la dette publique et la propriété publique; la réglementation du trafic et du commerce; l'assurance-chômage; le prélèvement de deniers par tout mode ou système d'imposition; l'emprunt de deniers sur le crédit public; l'administration des postes; les recensements et la statistique; la milice, le service militaire, le service naval et la défense du pays; la fixation des traitements et des allocations des fonctionnaires, civils ou autres, du gouvernement du Canada, ainsi que les dispositions à prendre pour en assurer le paiement; les balises, les bouées, les phares et l'île de Sable; la navigation; la quarantaine, ainsi que l'établissement et l'entretien d'hôpitaux de marine; les pêcheries côtières et intérieures; le transport par eau entre une province et un pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces; le numéraire et la frappe de la monnaie; la banque, la constitution des banques et l'émission de la monnaie de papier; les caisses d'épargne; les poids et mesures; les lettres de change et les billets à ordre; l'intérêt; le cours légal de la monnaie; la faillite et l'insolvabilité; les brevets d'invention; les droits d'auteur; les Indiens et les terres réservées aux Indiens; la naturalisation et les aubains; le mariage et le divorce; les pensions de vieillesse; le droit criminel, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle; l'établissement, l'entretien et l'administration des pénitenciers. Cet article attribue également au Parlement fédéral l'exercice de tout pouvoir non expressément reconnu aux provinces.

En outre, le Parlement du Canada et, dans les limites de leurs territoires respectifs, les assemblées législatives provinciales peuvent légiférer sur l'agriculture et l'immigration, mais, s'il y a conflit, c'est la loi fédérale qui l'emporte.

Les lois ou actes adoptés par le Parlement dans l'exercice de ses pouvoirs législatifs sont d'abord présentés sous forme de projets de loi ou bills, et ils peuvent émaner soit du Sénat, soit de la Chambre des communes. Toutefois, les projets de loi qui affectent une partie du revenu public à quelque service ou qui établissent un impôt doivent émaner de la Chambre des communes. Les projets de loi d'intérêt privé émanent ordinairement du Sénat. Pour acquérir force de loi, tous les bills doivent être adoptés par les deux Chambres et recevoir la sanction royale.

SÉNAT



SÉNAT

Palais du Parlement, Ottawa

Président

L'honorable Sydney J. Smith

Le leader du gouvernement

L'honorable John J. Connolly, C.P.

Le chef de l'opposition

L'honorable Alfred Johnson Brooks, C.P.

Liste alphabétique des membres du Sénat

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
Les honorables		
Aird, John B.....	Toronto.....	Toronto (Ont.)
Argue, Hazen.....	Regina.....	Kayville (Sask.)
Aseltine, Walter M., C.P.....	Rosetown.....	Rosetown (Sask.)
Basha, Michael G.....	West-Coast.....	Curling (T.-N.)
Beaubien Arthur-L.....	Provencher.....	Saint-Jean-Baptiste (Man.)
Beaubien, L.-P.....	Bedford.....	Montréal (P.Q.)
Bélisle, Rhéal.....	Sudbury.....	Sudbury (Ont.)
Benidickson, W.M., C.P.....	Kenora-Rainy River.....	Kenora (Ont.)
Blois, Fred. M.....	Colchester-Hants.....	Truro (N.-É.)
Boucher, William-A.....	Prince-Albert.....	Prince-Albert (Sask.)
Bourget, Maurice, C.P.....	Les Laurentides.....	Lévis (P.Q.)
Bourque, Romuald.....	De la Vallière.....	Outremont (P.Q.)
Burchill, G. Percival.....	Northumberland-Miramichi.....	South-Nelson (N.-B.)
Cameron, Donald.....	Banff.....	Edmonton (Alb.)
Carter, Chesley W.....	.....	Saint-Jean (T.-N.)
Choquette, Lionel.....	Ottawa-Est.....	Ottawa (Ont.)
Connolly, Harold.....	Halifax-Nord.....	Halifax (N.-É.)
Connolly, John J., C.P.....	Ottawa-Ouest.....	Ottawa (Ont.)
Cook, Eric.....	Saint-Jean-Est.....	Saint-Jean (T.-N.)
Croll, David A.....	Toronto-Spadina.....	Toronto (Ont.)
Denis, Azellus, C.P.....	La Salle.....	Montréal (P.Q.)
Deschatelets, Jean-Paul, P.C.....	Lauzon.....	Montréal (P.Q.)
Desruisseaux, Jean-Paul.....	Wellington.....	Sherbrooke (P.Q.)
Dessureault, J-M.....	Stadacona.....	Québec (P.Q.)
Duggan, James.....	.....	Saint-Jean (T.-N.)
Everett, Douglas D.....	Winnipeg.....	Winnipeg (Man.)
Farris, John W. de B.....	Vancouver-Sud.....	Vancouver (C.-B.)
Fergusson, Mme Muriel McQ.....	Fredericton.....	Fredericton (N.-B.)
Flynn, Jacques, C.P.....	Rougemont.....	Québec (P.Q.)
Fournier, Edgar.....	Madawaska-Restigouche.....	Iroquois (N.-B.)
Fournier, Sarto.....	de Lanaudière.....	Montréal (P.Q.)
Gélinas, Louis-P.....	Montarville.....	Montréal (P.Q.)
Gershaw, F.W.....	Medicine-Hat.....	Medicine-Hat (Alb.)
Gladstone, James.....	Lethbridge.....	Cardston (Alb.)
Gouin, L.-M.....	de Salaberry.....	Montréal (P.Q.)
Grosart, Allister.....	Pickering.....	Toronto (Ont.)
Haig, J. Campbell.....	River-Heights.....	Winnipeg (Man.)

SÉNATEURS

DIVISIONS SÉNATORIALES

ADRESSES POSTALES

Les honorables

Hastings, Earl A.....	Palliser-Foothills.....	Calgary (Alb.)
Hayden, Salter A.	Toronto.....	Toronto (Ont.)
Hays, Harry, C.P.....	Calgary.....	Calgary (Alb.)
Hollett, Malcolm.....	Burin.....	Saint-Jean (T.-N.)
Inman, M ^{me} F. Elsie.....	Murray-Harbour.....	Montague (I. P.-É.)
Irvine, M ^{me} Olive L.....	Lisgar.....	Winnipeg (Man.)
Isnor, Gordon B.	Halifax-Dartmouth.....	Halifax (N.-É.)
Kickham, Thomas J.....	.....	Souris (I.-P.-É.)
Kinley, John J.	Queens-Lunenburg.....	Lunenburg (N.-É.)
Kinnear, Mary E.....	.....	Port Colborne, Ont.
Laird, Keith.....	.....	Windsor, Ont.
Lamontagne, Maurice, P.C.....	Inkerman.....	Montreal, Que
Lang, Daniel A.....	York-Sud.....	Toronto (Ont.)
Langlois, Léopold.....	Grandville.....	Québec (P.Q.)
Lefrançois, J.-Eugène.....	Repentigny.....	Montréal (P.Q.)
Leonard, T. D'Arcy.....	Toronto-Rosedale.....	Toronto (Ont.)
MacDonald, John J.....	Queens.....	R.r. 9, Charlottetown (Î. P.-É.)
Macdonald, John M.....	Cap-Breton.....	Sydney-Nord (N.-É.)
Macdonald, W. Ross, C.P.....	Brantford.....	Brantford (Ont.)
MacKenzie, Norman A.....	University-Point Grey.....	Vancouver (C.-B.)
Macnaughton, Alan, C.P.....	Sorel.....	Westmount (P.Q.)
McCutcheon, M. Wallace, C.P.....	Gormley.....	Toronto (Ont.)
McDonald, A. Hamilton.....	Moosomin.....	Regina (Sask.)
McElman, Charles.....	Nashwaak Valley.....	Fredericton (N.-B.)
McGrand, Fred A.	Sunbury.....	Fredericton-Junction (N.-B.)
Méthot, Léon.....	Shawinigan.....	Trois-Rivières (P.Q.)
Molson, Hartland de M.....	Alma.....	Montréal (P.Q.)
Monette, Gustave.....	Mille-Îles.....	Montréal (P.Q.)
Nichol, John.....	Lion's Gate.....	Vancouver (C.-B.)
O'Leary, Clement A.....	Antigonish-Guysborough.....	Antigonish (N.-É.)
O'Leary, M. Grattan.....	Carleton.....	Ottawa (Ont.)
Paterson, Norman McL.....	Thunder-Bay.....	Fort-William (Ont.)
Pearson, Arthur M.	Lumsden.....	Lumsden (Sask.)
Phillips, Orville H.....	Prince.....	Alberton (Î. P.-É.)
Pouliot, Jean-François.....	de la Durantaye.....	Rivière-du-Loup (P.Q.)
Power, C. G., C.P.....	Golfe.....	Saint-Pacôme (P.Q.)
Prowse, J. Harper.....	Edmonton.....	Edmonton (Alb.)
Quart, M ^{me} Josie D.....	Victoria.....	Québec (P.Q.)
Rattenbury, Nelson.....	Saint-Jean.....	Saint-Jean (N.-B.)
Roebuck, Arthur W.....	Toronto-Trinity.....	Toronto (Ont.)
Savoie, Calixte-F.....	L'Acadie.....	Moncton (N.-B.)
Smith, Donald.....	Queens-Shelburne.....	Liverpool (N.-É.)
Smith, Sydney J. (Président).....	Kamloops.....	Kamloops (C.-B.)
Sullivan, Joseph A.....	York-Nord.....	Toronto (Ont.)
Thompson, Andrew.....	.....	Kendal, Ont.
Thorvaldson, Gunnar S.....	Winnipeg-Sud.....	Winnipeg (Man.)
Urquhart, Earl W.....	Inverness-Richmond.....	West Bay (N.-É.)
Vaillancourt, Cyrille.....	Kennebec.....	Lévis (P.Q.)
Vien, Thomas, C.P.....	de Lorimier.....	Outremont (P.Q.)
Walker, David, C.P.....	Toronto.....	Toronto (Ont.)
Welch, Frank C.....	Kings.....	Wolfville (N.-É.)
White, George S., C.P.....	Hastings-Frontenac.....	Madoc (Ont.)
Willis, Harry A.....	Peel.....	Toronto (Ont.)
Yuzyk, Paul.....	Fort Garry.....	Winnipeg (Man.)

Principaux fonctionnaires du Sénat

Greffier du Sénat et greffier des Parlements.....	Robert Fortier, C.R., LL.B., B.A.
Secrétaire-légiste et conseiller parlementaire du Sénat..	E. Russell Hopkins, B.A., LL.B.
Premier adjoint au greffier.....	Alcide Paquette, B.A.
Gentilhomme huissier de la verge noire.....	Le major C.-R. Lamoureux, D.S.O.
Chef de la division des comités.....	Robert J. Batt, LL.B., B.A.
Chef de l'administration et du personnel.....	J. Walter Dean
Éditeur des <i>Débats</i> et chef de la division des sténo- graphes parlementaires.....	Graydon Hagen

Dans sa constitution primitive, la composition du Sénat était fondée sur trois divisions territoriales (Ontario, Québec et provinces Maritimes), représentées chacune par 24 sénateurs. En 1915, vint s'ajouter une quatrième division, celle des provinces de l'Ouest, représentée également par 24 sénateurs. Chacune des provinces qui entrèrent par la suite dans l'Union (le Manitoba et la Colombie-Britannique en 1871, l'Île du Prince-Édouard en 1873, la Saskatchewan et l'Alberta en 1905, et Terre-Neuve en 1949) eut ses représentants. Le Sénat se compose aujourd'hui de 102 membres, ainsi répartis : 6 de Terre-Neuve, 4 de l'Île du Prince-Édouard, 10 de la Nouvelle-Écosse, 10 du Nouveau-Brunswick, 24 du Québec, 24 de l'Ontario, 6 du Manitoba, 6 de la Saskatchewan, 6 de l'Alberta et 6 de la Colombie-Britannique. Sauf pour les lois de finances et les bills relatifs aux levées d'impôts, le Sénat partage avec les Communes le pouvoir de présenter des mesures législatives.

Les sénateurs sont nommés à vie, par instrument sous le grand sceau du Canada. Les qualités requises d'un sénateur sont les suivantes : *a*) avoir trente ans révolus ; *b*) être sujet de la Reine, soit de naissance soit par naturalisation ; *c*) posséder en loi ou en équité à titre de franc-tenancier, pour son propre compte et son profit, des biens-fonds tenus en franc alleu ou en roture ; ces biens-fonds devant, dans l'un et l'autre cas, être situés dans la province pour laquelle on est nommé, et avoir une valeur de \$4,000 en sus de toutes rentes, dettes ou redevances exigibles ou payables sur ces biens-fonds et de toutes hypothèques ou charges les grevant ; *d*) posséder des biens meubles et immeubles d'une valeur globale de \$4,000 en sus de ses dettes et obligations ; *e*) avoir son domicile dans la province pour laquelle on est nommé ; et, dans le cas du Québec, avoir son domicile ou posséder les biens-fonds requis dans la circonscription pour laquelle on est nommé. Avant de prendre son siège, chaque sénateur doit prêter un serment d'allégeance et faire une déclaration attestant qu'il possède les biens-fonds requis.

Un sénateur peut, par une lettre de démission adressée au Gouverneur général, résigner ses fonctions. Le siège d'un sénateur devient vacant si le sénateur manque d'assister aux séances du Sénat durant deux sessions consécutives ; s'il prête un serment ou fait une déclaration ou un acte réconfortif d'allégeance, d'obéissance ou de fidélité à une puissance étrangère, ou s'il accomplit un acte qui le rend sujet ou citoyen ou lui permet de réclamer les droits et les avantages de sujet ou de citoyen d'une puissance étrangère ; s'il est déclaré insolvable ou en faillite, s'il réclame les bénéfices d'une loi concernant les débiteurs insolvable ou s'il se rend coupable de concussion ; s'il est déclaré coupable de trahison, de félonie ou d'un acte infamant ; s'il cesse de posséder les qualités requises quant à la propriété ou au domicile ; toutefois, un sénateur n'est pas

réputé avoir cessé de posséder les qualités requises quant au domicile par cela même qu'il a son domicile au siège du gouvernement du Canada durant l'exercice de fonctions qui l'obligent à y demeurer.

Le président du Sénat est nommé par le Gouverneur en conseil, par instrument sous le grand sceau du Canada. Une tradition bien établie veut que la nomination ne soit faite que pour une législature et qu'un président de langue anglaise suive un président de langue française (et réciproquement). La même coutume régit l'élection du président de la Chambre des communes. De plus, les deux Chambres s'entendent pour que les deux présidents ne soient jamais de la même langue.

Les débats et les délibérations du Sénat, qui se font dans l'une ou l'autre langue, sont régis par un règlement.

Le Sénat a établi les comités permanents suivants: Règlements; Banques et Commerce; Transports et Communications; Bills d'intérêt privé en général; Régie interne et Dépenses imprévues; Relations extérieures; Finances; Trafic du tourisme; Débats et Comptes rendus; Divorces; Ressources naturelles; Immigration et Travail; Relations commerciales du Canada; Santé nationale et Bien-être social; Administration du service civil; Édifices et terrains publics. Il existe aussi des comités mixtes du Sénat et de la Chambre des communes, les uns permanents, les autres sessionnels.

Le greffier du Sénat, qui est aussi le greffier des Parlements, est le principal fonctionnaire du Sénat; il dresse le procès-verbal de toutes les délibérations du Sénat. Aux termes de la *Loi sur le service civil* (chapitre 48, modifié, des S.R.C. 1952), il a rang de «sous-ministre» et, à ce titre, doit remplir certaines fonctions lorsqu'il s'agit de nominations à des postes du Sénat. Il donne lecture de la commission pourvoyant à la nomination d'un nouveau Président et, à titre de commissaire désigné à cette fin, fait prêter aux nouveaux membres les serments prescrits par la loi. En sa qualité de greffier des Parlements, il a la garde de tous les originaux des lois du Parlement. Il appose son sceau d'office sur les exemplaires de toutes les lois livrés au Registraire général du Canada en conformité de la *Loi sur la publication des lois* (chapitre 230 des S.R.C. 1952) ou dont la production est exigée devant les cours de justice. Lorsque des particuliers lui demandent le texte de lois dont ils ont besoin, il en authentifie les exemplaires.

Les fonctions du greffier adjoint consistent à lire les pétitions et autres documents, à rédiger les procès-verbaux des délibérations du comité plénier, et à aider d'autre manière le greffier dans l'exécution des travaux du Sénat.

Le secrétaire-légiste et conseiller parlementaire du Sénat donne des consultations d'ordre juridique au Sénat, aux comités du Sénat et aux sénateurs sur toutes questions se rapportant aux mesures législatives passées ou actuelles. Il est tenu notamment de lire tous les projets de loi d'intérêt public ou privé qui sont présentés au Sénat et de vérifier l'exactitude de tous les renvois aux lois ou parties de loi dont ils font mention. Il conseille les avocats sur tout sujet dont il peut être question dans les projets de loi d'intérêt privé et contrôle la forme de ces projets de loi. Il assiste à toutes les séances des comités du Sénat où l'on étudie des mesures législatives, qu'elles soient d'intérêt public ou privé, et conseille au besoin le président et les membres du comité. Les hauts fonctionnaires du Sénat le consultent sur des questions d'ordre juridique. Il est tenu en outre de préparer des avant-projets de bill d'intérêt public pour le compte des sénateurs qui désirent présenter de tels bills au Sénat.

Le gentilhomme huissier de la verge noire doit veiller aux formalités que comporte l'ouverture du Parlement, convoquer l'Orateur et les membres de la Chambre des communes pour entendre la lecture du discours du Trône ou lorsqu'il s'agit de sanctions royales et de la prorogation. Pour ce qui est du Sénat, il doit veiller au maintien de l'ordre, à la sécurité et aussi à la direction du service des messagers.

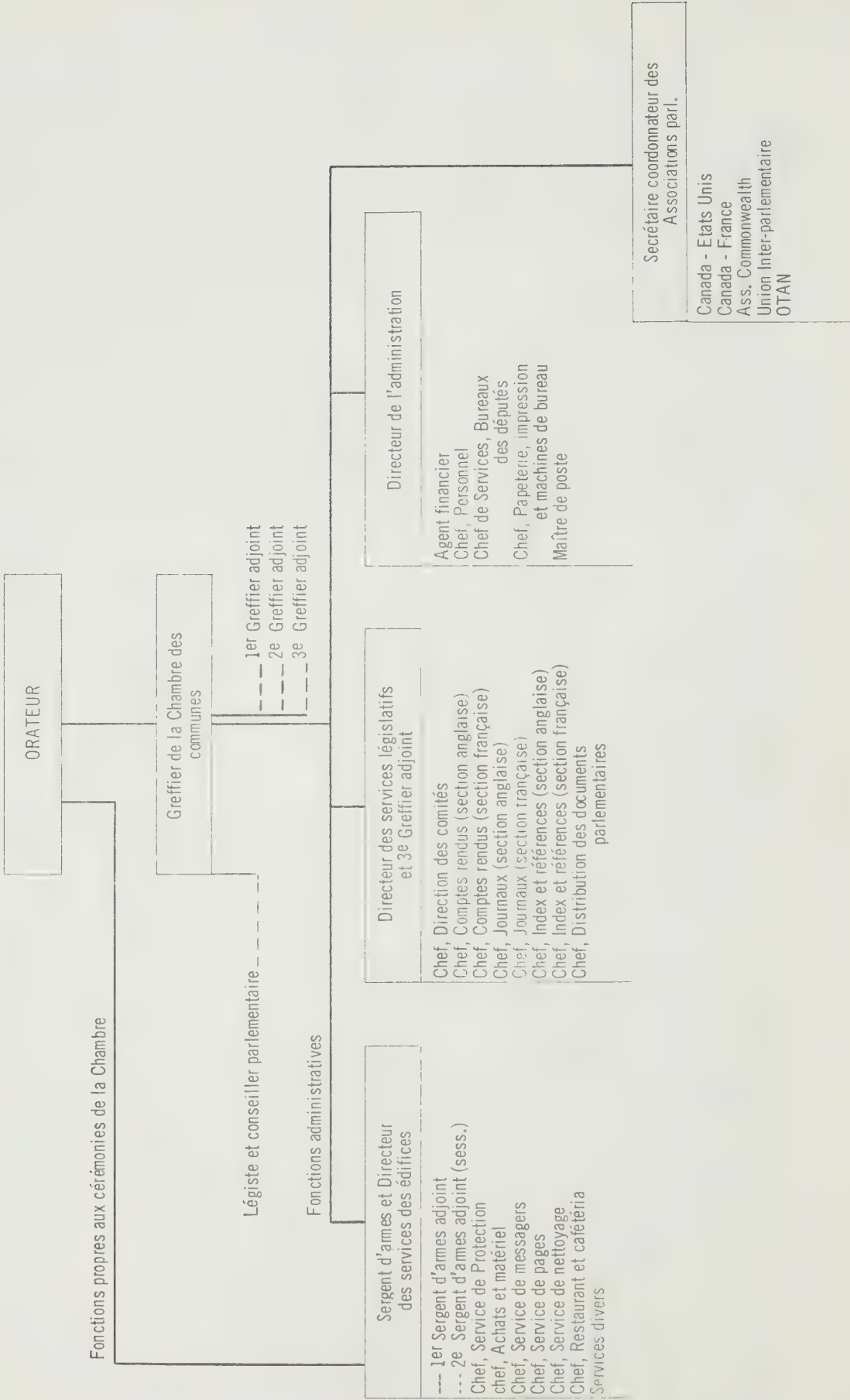
La Division des comités assure le service des secrétaires et des commis aux écritures requis par les comités permanents du Sénat, prépare les rapports des comités en vue de

leur présentation au Sénat et fait imprimer et distribuer le compte rendu des délibérations des comités du Sénat. Cette division examine toutes les pétitions ayant pour objet la présentation de projets de loi d'intérêt privé au Parlement et prépare des rapports à cet égard.

Le Service des *Débats* et des sténographes établit le compte rendu des débats du Sénat et prépare le manuscrit destiné à l'imprimeur. L'édition quotidienne des «*Débats du Sénat*» est distribuée le lendemain matin de chaque séance. Après chaque session une édition révisée des «*Débats du Sénat*» paraît en volumes reliés. Ce service établit également le compte rendu des témoignages rendus devant les comités permanents et spéciaux ainsi que celui des délibérations de ces comités, en conformité des ordres donnés. On remet le texte des rapports de comités à la Division des comités afin qu'elle l'incorpore dans les *Procès-verbaux* et autres documents qui doivent être imprimés et distribués par le Département des Impressions et de la Papeterie publiques.

La Division des journaux est chargée de préparer, d'après les notes du greffier du Sénat, les *Procès-verbaux*, les *Ordres du Jour* et les *Affaires de routine* du Sénat. Ces rapports forment la matière de la publication intitulée *Procès-verbaux du Sénat du Canada*, que l'on peut se procurer le lendemain matin de chaque séance. Après chaque session du Parlement, la division prépare une édition avec index des *Procès-verbaux du Sénat du Canada* qui paraît en volumes reliés sous le titre de *Journaux du Sénat du Canada*. Les *Journaux* constituent le compte rendu définitif des délibérations du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES



CHAMBRE DES COMMUNES

Palais du Parlement, Ottawa

L'Orateur

L'honorable Lucien Lamoureux, M.P.

Orateur suppléant et président des comités..... M. Herman M. Batten, député

Président suppléant des comités..... M. Maurice Rinfret, député

Liste alphabétique des membres de la Chambre des communes

Première session, vingt-septième législature

NOTA: Sous le titre (Affiliation politique): L.—libéral; C.P.—conservateur-progressiste; L. T.—libéral-travail-
liste; N.P.D.—nouveau parti démocratique; C.S.—crédit social; R.C.—ralliement créditiste; Ind.—indépendant.

Nom	Circonscription	Adresse	Affiliation politique
Addison, John.....	York-Nord.....	King (Ont.).....	L.
Aiken, G. H.....	Parry-Sound-Muskoka.....	Gravenhurst (Ont.).....	C.P.
Alkenbrack, A. D.....	Prince-Edward-Lennox.....	Napanee (Ont.).....	C.P.
Allard, Maurice.....	Sherbrooke.....	Sherbrooke (P.Q.).....	C.P. Ind.
Allmand, Warren.....	Notre-Dame-de-Grâce.....	Montréal (P.Q.).....	L.
Andras, R. K.....	Port-Arthur.....	Port-Arthur (Ont.).....	L.
Asselin, l'hon. Martial.....	Charlevoix.....	La Malbaie (P.Q.).....	C.P.
Asselin, Patrick-T.....	Richmond-Wolfe.....	Bromptonville (P.Q.).....	L.
Badanai, Hubert.....	Fort-William.....	Fort-William (Ont.).....	L.
Baldwin, G. W.....	Peace-River.....	Peace-River (Alb.).....	C.P.
Ballard, H. R.....	Calgary-Sud.....	Calgary (Alb.).....	C.P.
Barnett, T. S.....	Comox-Alberni.....	Alberni (C.-B.).....	N.P.D.
Basford, Ron.....	Vancouver-Burrard.....	Vancouver (C.-B.).....	L.
Batten, H. M.....	Humber-St. George's.....	Corner Brook (T.-N.).....	L.
Orateur suppléant et président des comités pléniers			
Beaulieu, Paul.....	Saint-Jean-Iberville- Napierville.....	Saint-Jean (P.Q.).....	C.P.
Béchar, Albert.....	Bonaventure.....	Carleton-sur-Mer (P.Q.).....	L.
Secrétaire parlementaire du secrétaire d'État			
Beer, Bruce S.....	Peel.....	Brampton (Ont.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture			
Bell, l'hon. R. A.....	Carleton.....	Bells Corners (Ont.).....	C.P.
Bell, Thomas M.....	Saint-Jean-Albert.....	Saint-Jean (N.-B.).....	C.P.
Benson, l'hon. E. J.....	Kingston.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor			
Berger, Jean.....	Montmagny-L'Islet.....	L'Islet (P.Q.).....	L.
Bigg, F. J.....	Athabasca.....	Westlock (Alb.).....	C.P.
Blouin, Gustave.....	Saguenay.....	Sept-Îles (P.Q.).....	L.
Boulanger, Prosper.....	Mercier.....	Montréal (P.Q.).....	L.
Bower, J. O.....	Shelburne-Yarmouth-Clare.....	Shelburne (N.-É.).....	C.P.
Brand, L. M.....	Saskatoon.....	Saskatoon (Sask.).....	C.P.
Brewin, Andrew.....	Greenwood.....	Ottawa (Ont.).....	N.P.D.
Brown, J. E.....	Brantford.....	Brantford (Ont.).....	L.
Byrne, J. A.....	Kootenay-Est.....	Kimberley (C.-B.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre des Transports			
Cadieu, A. C.....	Meadow-Lake.....	Spiritwood (Sask.).....	C.P.
Cadieux, l'hon. Léo.....	Terrebonne.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Ministre de la Défense nationale			
Cameron, A. J. P.....	High-Park.....	Toronto (Ont.).....	L.
Cameron, Colin.....	Nanaimo-Cowichan- Les Îles.....	Lantzville P.O. (C.-B.).....	N.P.D.
Cantelon, Reg.....	Kindersley.....	Unity (Sask.).....	C.P.
Cantin, Jean-Charles.....	Québec-Sud.....	Québec (P.Q.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre du Commerce			
Caouette, Réal.....	Villeneuve.....	Rouyn (P.Q.).....	R.C.
Caron, Pierre.....	Hull.....	Hull (P.Q.).....	L.
Cashin, Richard.....	Saint-Jean-Ouest.....	Saint-Jean (T.-N.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre des Pêcheries			
Caston, Douglas M.....	Jasper-Edson.....	Edson (Alb.).....	C.P.
Chatterton, G. L.....	Esquimalt-Saanich.....	Victoria (C.-B.).....	C.P.
Chatwood, Andrew.....	Grand Falls-White Bay- Labrador.....	Wabush (Labrador), (T.-N.).....	L.
Choquette, Auguste.....	Lotbinière.....	Laurier Station (P.Q.).....	L.

Nom	Circonscription	Adresse	Affiliation politique
Chrétien, l'hon. Jean Ministre d'État	Saint-Maurice-Lafleche.....	Shawinigan (P.Q.).....	L.
Churchill, l'hon. Gordon.....	Winnipeg-Sud-Centre.....	Winnipeg (Man.).....	C.P.
Clancy, G. D.....	Yorkton.....	Yorkton (Sask.).....	C.P.
Clermont, Gaston.....	Labelle.....	Thurso (P.Q.).....	L.
Coates, Robert C.....	Cumberland.....	Amherst (N.-É.).....	C.P.
Code, Desmond.....	Lanark.....	Smiths Falls (Ont.).....	C.P.
Comtois, J. R.....	Joliette-L'Assomption- Montcalm.....	Repentigny (P.Q.).....	L.
Côté, Florian.....	Nicolet-Yamaska.....	Sainte-Brigitte-des-Saults (P.Q.).....	L.
Côté, Gustave.....	Dorchester.....	Sainte-Claire-de-Dorchester (P.Q.).....	L.
Côté, l'hon. Jean-Pierre Ministre des Postes	Longueuil.....	Longueuil (P.Q.).....	L.
Cowan, Ralph.....	York-Humber.....	Toronto (Ont.).....	L.
Crossman, Guy.....	Kent (N.-B.).....	Buctouche (N.-B.).....	L.
Crouse, Lloyd R.....	Queens-Lunenburg.....	Lunenburg (N.-É.).....	C.P.
Danforth, H. W.....	Kent (Ont.).....	Blenheim (Ont.).....	C.
Davis, Jack.....	Coast-Capilano.....	Vancouver-Ouest (C.-B.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources			
Deachman, Grant.....	Vancouver-Quadra.....	Vancouver (C.-B.).....	L.
Diefenbaker, le très hon. J. G.....	Prince-Albert.....	Ottawa (Ont.).....	C.P.
Dinsdale, l'hon. W. G.....	Brandon-Souris.....	Brandon (Man.).....	C.P.
Dionne, Charles-Eugène.....	Kamouraska.....	Saint-Pascal (P.Q.).....	R.C.
Douglas, T. C.....	Burnaby-Coquitlam.....	Ottawa (Ont.).....	N.P.D.
Drury, l'hon. C. M.....	Saint-Antoine-Westmount.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Ministre de l'Industrie et de la Production de défense			
Dubé, Jean-Eudes.....	Restigouche-Madawaska.....	Campbellton (N.-B.).....	L.
Duquet, Gérard.....	Québec-Est.....	Québec (P.Q.).....	L.
Émard, René.....	Vaudreuil-Soulanges.....	Ville Île-Perrot (P.Q.).....	L.
Enns, S. J.....	Portage-Neepawa.....	Portage-La-Prairie (Man.).....	C.P.
Éthier, Viateur.....	Glengarry-Prescott.....	Glen Robertson (Ont.).....	L.
Fairweather, R. Gordon L.....	Royal.....	Saint-Jean (N.-B.).....	C.P.
Fane, F. J. W.....	Vegreville.....	Vegreville (Alb.).....	C.P.
Faulkner, Hugh.....	Peterborough.....	Lakefield (Ont.).....	L.
Fawcett, Norman.....	Nickel Belt.....	Capreol (Ont.).....	N.P.D.
Flemming, l'hon. Hugh John.....	Victoria-Carleton.....	Juniper (N.-B.).....	C.P.
Forbes, R. E.....	Dauphin.....	Dauphin (Man.).....	C.P.
Forest, Yves.....	Stanstead.....	Magog (P.Q.).....	L.
Forrestall, J. M.....	Halifax.....	Halifax (N.-É.).....	C.P.
Foy, Walter F.....	Lambton-Ouest.....	Sarnia (Ont.).....	L.
Fulton, l'hon. E. D.....	Kamloops.....	Kamloops (C.-B.).....	C.P.
Gauthier, C.-A.....	Roberval.....	Mistassini (P.Q.).....	R.C.
Gendron, Rosaire.....	Rivière-du-Loup- Témiscouata.....	Rivière-du-Loup (P.Q.).....	L.
Germa, Bud.....	Sudbury.....	Sudbury (Ont.).....	N.P.D.
Gilbert, John.....	Broadview.....	Toronto (Ont.).....	N.P.D.
Godin, Roland.....	Portneuf.....	Les Écureuils (P.Q.).....	R.C.
Gordon, l'hon. Walter L.....	Davenport.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada			
Goyer, Jean-Pierre.....	Dollard.....	Saint-Laurent (P.Q.).....	L.
Graffey, Heward.....	Brome-Missisquoi.....	Knowlton (P.Q.).....	C.P.
Granger, l'hon. Charles R.....	Bonavista-Twillington.....	Saint-Jean (T.-N.).....	L.
Ministre d'État			
Gray, H. E.....	Essex-Ouest.....	Windsor (Ont.).....	L.
Greene, l'hon. J. J.....	Renfrew-Sud.....	Arnprior (Ont.).....	L.
Ministre de l'Agriculture			
Grégoire, Gilles.....	Lapointe.....	Québec (P.Q.).....	Ind.
Grills, Lee.....	Hastings-Sud.....	Belleville (Ont.).....	C.P.
Groos, D. W.....	Victoria (C.-B.).....	Victoria (C.-B.).....	L.
Guay, Raynald.....	Lévis.....	Lauzon (P.Q.).....	L.
Gundlock, D. R.....	Lethbridge.....	Lethbridge (Alb.).....	C.P.
Habel, J.-A.....	Cochrane.....	Kapuskasing (Ont.).....	L.
Haidasz, Stanley.....	Parkdale.....	Toronto (Ont.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien			
Hales, A. D.....	Wellington-Sud.....	Guelph (Ont.).....	C.P.
Hamilton, l'hon. Alvin.....	Qu'Appelle.....	Manotick (Ont.).....	C.P.
Harkness, l'hon. D. S.....	Calgary-Nord.....	Calgary (Alb.).....	C.P.
Harley, H. C.....	Halton.....	Oakville (Ont.).....	L.
Hees, l'hon. George.....	Northumberland.....	Cobourg (Ont.).....	C.P.

Nom	Circonscription	Adresse	Affiliation politique
Hellyer, l'hon. Paul Ministre des Transports	Trinity	Ottawa (Ont.)	L.
Herridge, H. W.	Kootenay-Ouest	Nakusp (C.-B.)	N.P.D.
Honey, Russell C.	Durham	Port Hope (Ont.)	L.
Hopkins, Leonard	Renfrew-Nord	Petawawa (Ont.)	L.
Horner, Albert	The Battlefords	Blaine Lake (Sask.)	C.P.
Horner, J. H.	Acadia	Pollockville (Alb.)	C.P.
Howard, Frank	Skeena	Terrace (C.-B.)	N.P.D.
Howe, William Dean	Hamilton-Sud	Hamilton (Ont.)	N.P.D.
Howe, W. M.	Wellington-Huron	Arthur (Ont.)	C.P.
Hymmen, Keith	Waterloo-Nord	Kitchener (Ont.)	L.
Irvine, Jack A.	London	Lambeth (Ont.)	C.P.
Isabelle, Gaston	Gatineau	Lucerne (P.Q.)	L.
Jamieson, Don	Burin-Burgeo	Swift Current (T.-N.)	L.
Johnston, Howard	Okanagan-Revelstoke	Vernon (C.-B.)	C.S.
Jorgenson, W. H.	Provencher	Morris (Man.)	C.P.
Keays, J. R.	Gaspé	Gaspé (P.Q.)	C.P.
Kindt, Lawrence E.	Macleod	Nanton (Alb.)	C.P.
Klein, M. L.	Cartier	Montréal (P.Q.)	L.
Knowles, Stanley	Winnipeg-Nord-Centre	Winnipeg (Man.)	N.P.D.
Korchinski, S. J.	Mackenzie	Rama (Sask.)	C.P.
Lachance, Georges-C.	Lafontaine	Montréal (P.Q.)	L.
Laflamme, Ovide Secrétaire parlementaire du registraire général	Québec-Montmorency	Sainte-Foy (P.Q.)	L.
Laing, l'hon. Arthur Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Vancouver-Sud	Ottawa (Ont.)	L.
LaMarsh, l'hon. Judy V. Secrétaire d'État du Canada	Niagara Falls	Ottawa (Ont.)	L.
Lambert, l'hon. Marcel	Edmonton-Ouest	Ottawa (Ont.)	C.P.
Lamoureux, l'hon. Lucien Orateur	Stormont	Cornwall (Ont.)	L.
Langlois, Paul	Chicoutimi	Chicoutimi (P.Q.)	L.
Langlois, Raymond	Mégantic	Thetford Mines (P.Q.)	R.C.
Laniel, Gérard	Beauharnois-Salaberry	Valleyfield (P.Q.)	L.
Laprise, Gérard	Chapleau	La Sarre (P.Q.)	R.C.
Latulippe, Henri	Compton-Frontenac	Lac Mégantic (P.Q.)	R.C.
Laverdière, Herman	Bellechasse	Saint-Lazare (P.Q.)	L.
Leblanc, Fernand-E.	Laurier	Montréal (P.Q.)	L.
LeBlanc, Guy	Rimouski	Rimouski (P.Q.)	L.
Lehoe, Bert	Cariboo	Ottawa (Ont.)	C.S.
Lefebvre, T.	Pontiac-Témiscamingue	Témiscamingue (P.Q.)	L.
Legault, Carl	Nipissing	Sturgeon Falls (Ont.)	L.
Lessard, H. Pit	Saint-Henri	Montréal (P.Q.)	L.
Lewis, David	York-Sud	Toronto (Ont.)	N.P.D.
Lind, J. G.	Middlesex-Est	London (Ont.)	L.
Loiselle, Gérard	Sainte-Anne	Montréal (P.Q.)	L.
Loney, John	Bruce	Tiverton (Ont.)	C.P.
Macaluso, Joseph	Hamilton-Ouest	Hamilton (Ont.)	L.
MacDonald, David	Prince	Alberton (Î.P.-É.)	C.P.
Macdonald, D. S. Secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures	Rosedale	Toronto (Ont.)	L.
MacEachen, l'hon. Allan J. Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social	Inverness-Richmond	Ottawa (Ont.)	L.
MacEwan, H. Russell	Pictou	New Glasgow (N.-É.)	C.P.
MacInnis, Donald	Cap-Breton-Sud	Glace-Bay (N.-É.)	C.P.
MacInnis, M ^{me} Grace	Vancouver-Kingsway	Vancouver (C.-B.)	N.P.D.
Mackasey, B. S. Secrétaire parlementaire du ministre du Travail	Verdun	Verdun (P.Q.)	L.
MacLean, l'hon. J. A.	Queens	Lewis, Beatons Mills (Î.P.-É.)	C.P.
Macquarrie, Heath	Queens	Victoria (Î.P.-É.)	C.P.
MacRae, J. Chester	York-Sunbury	Fredericton (N.-B.)	C.P.
Madill, J. E.	Dufferin-Simcoe	Orangeville (Ont.)	C.P.
Mandziuk, Nicholas	Marquette	Oakburn (Man.)	C.P.
Marchand, l'hon. Jean Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration	Québec-Ouest	Québec (P.Q.)	L.
Martin, M. W.	Timmins	Timmins (Ont.)	N.P.D.
Martin, l'hon. Paul Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	Essex-Est	Ottawa (Ont.)	L.

Nom	Circonscription	Adresse	Affiliation politique
Mather, Barry.....	New Westminster.....	Ladner (C.-B.).....	N.P.D.
Matheson, John R.....	Leeds.....	Brockville (Ont.).....	L.
Secrétaire parlementaire du premier ministre			
Matte, Jean-Paul.....	Champlain.....	Saint-Tite (P.Q.).....	L.
McCleave, Robert.....	Halifax.....	Halifax (N.-É.).....	C.P.
McCutcheon, Mac T.....	Lambton-Kent.....	Florence (Ont.).....	C.P.
McIlraith, l'hon. G. J.....	Ottawa-Ouest.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Ministre des Travaux publics			
McIntosh, Jack.....	Swift-Current-Maple-Creek..	Swift-Current (Sask.).....	C.P.
McKinley, R. E.....	Huron.....	Zurich (Ont.).....	C.P.
McLean, A. M. A.....	Charlotte.....	Black's Harbour (N.-B.).....	L.
McLelland, R. D.....	Rosetown-Biggar.....	Loreburn (Sask.).....	C.P.
McNulty, Jim.....	Lincoln.....	St. Catharines (Ont.).....	L.
McQuaid, Melvin.....	Kings.....	Souris (Î.P.-É.).....	C.P.
McWilliam, G. Roy.....	Northumberland-Miramichi..	Newcastle (N.-B.).....	L.
Mongrain, J.-A.....	Trois-Rivières.....	Trois-Rivières (P.Q.).....	Ind.
Monteith, l'hon. J. W.....	Perth.....	Stratford (Ont.).....	C.P.
Moore, H. A.....	Wetaskiwin.....	Wetaskiwin (Alb.).....	C.P.
More, K. H.....	Regina City.....	Regina (Sask.).....	C.P.
Morison, J. B.....	Wentworth.....	Dundas (Ont.).....	L.
Muir, George.....	Lisgar.....	Roland (Man.).....	C.P.
Muir, Robert.....	Cap-Breton-Nord et Victoria.	Sydney-Mines (N.-É.).....	C.P.
Munro, J. C.....	Hamilton-Est.....	Hamilton (Ont.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration			
Nasserden, E.....	Rosthern.....	Saskatoon (Sask.).....	C.P.
Nesbitt, W. B.....	Oxford.....	Woodstock (Ont.).....	C.P.
Neveu, L.-P.....	Shefford.....	Granby (P.Q.).....	L.
Nicholson, l'hon. J. R.....	Vancouver-Centre.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Ministre du Travail			
Nielsen, Erik.....	Yukon.....	Whitehorse (Yukon).....	C.P.
Nixon, G. E.....	Algoma-Ouest.....	Sault-Sainte-Marie (Ont.)...	L.
Noble, P. V.....	Grey-Nord.....	Shallow Lake (Ont.).....	C.P.
Noël, Aurélien.....	Outremont-Saint-Jean.....	Outremont (P.Q.).....	L.
Nowlan, J. P.....	Digby-Annapolis-Kings.....	Wolfville (N.-É.).....	C.P.
Nugent, Terence.....	Edmonton-Strathcona.....	Edmonton (Alb.).....	C.P.
O'Keefe, Joseph P.....	Saint-Jean-Est.....	Saint-Jean (T.-N.).....	L.
Olson, H. A.....	Medicine Hat.....	Medicine Hat (Alb.).....	L.
Orange, R. J.....	Territoires du Nord-Ouest...	Yellowknife (T. N.-O.).....	L.
Orlikow, David.....	Winnipeg-Nord.....	Winnipeg (Man.).....	N.P.D.
Ormiston, J. N.....	Melville.....	Cupar (Sask.).....	C.P.
Otto, Steven.....	York-Est.....	Toronto (Ont.).....	L.
Ouellet, André.....	Papineau.....	Montréal (P.Q.).....	L.
Pascoe, J. E.....	Moose-Jaw-Lake-Centre.....	Moose Jaw (Sask.).....	C.P.
Patterson, A. B.....	Fraser Valley.....	Abbotsford (C.-B.).....	C.S.
Pearson, le très hon. L. B.....	Algoma-Est.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Premier ministre			
Pelletier, Gérard.....	Hochelaga.....	Montréal (P.Q.).....	L.
Secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures			
Pennell, l'hon. L. T.....	Brant-Haldimand.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Solliciteur général du Canada			
Pepin, l'hon. Jean-Luc.....	Drummond-Arthabaska.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources			
Peters, Arnold.....	Timiskaming.....	New Liskeard (Ont.).....	N.P.D.
Pilon, Bernard.....	Chambly-Rouville.....	Béloil (P.Q.).....	L.
Prittie, R. W.....	Burnaby-Richmond.....	Burnaby (C.-B.).....	N.P.D.
Prud'homme, Marcel.....	Saint-Denis.....	Montréal (P.Q.).....	L.
Pugh, D. V.....	Okanagan Boundary.....	Oliver (C.-B.).....	C.P.
Racine, J.-P.....	Beauce.....	Saint-Honoré de Shenley (P.Q.).....	L.
Rapp, Reynold.....	Humboldt-Melfort-Tisdale...	Spalding (Sask.).....	C.P.
Régimbal, Roger-E.....	Argenteuil-Deux-Montagnes.	Lachute (P.Q.).....	C.P.
Reid, John M.....	Kenora-Rainy River.....	Kenora (Ont.).....	L.T.
Ricard, l'hon. Théogène.....	Saint-Hyacinthe-Bagot.....	Saint-Hyacinthe (P.Q.).....	C.P.
Richard, J.-T.....	Ottawa-Est.....	Ottawa (Ont.).....	L.
Rideout, M ^{me} Margaret.....	Westmorland.....	Moncton (N.-B.).....	L.
Secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social			

Nom	Circonscription	Adresse	Affiliation politique
Rinfret, Maurice Vice-président des comités pléniers	Saint-Jacques	Montréal (P.Q.)	L.
Robichaud, l'hon. H.-J. Ministre des Pêcheries	Gloucester	Ottawa (Ont.)	L.
Rochon, Jean-L.	Laval	Montréal (P.Q.)	L.
Rock, Raymond	Jacques-Cartier-Lasalle	Lachine (P.Q.)	L.
Roxburgh, Jack	Norfolk	Simcoe (Ont.)	L.
Ryan, S. Perry	Spadina	Toronto (Ont.)	L.
Rynard, P. B.	Simcoe-Est	Orillia (Ont.)	C.P.
Saltsman, Max	Waterloo-Sud	Galt (Ont.)	N.P.D.
Sauvé, l'hon. Maurice Ministre des Forêts et du Développement rural	Îles-de-la-Madeleine	Ottawa (Ont.)	L.
Schreyer, Ed.	Springfield	Winnipeg (Man.)	N.P.D.
Scott, Reid	Danforth	Scarborough (Ont.)	N.P.D.
Scott, W. C.	Victoria (Ont.)	Kinmount (Ont.)	C.P.
Sharp, l'hon. Mitchell Ministre des Finances et receveur général	Eglinton	Ottawa (Ont.)	L.
Sherman, L. R.	Winnipeg-Sud	Winnipeg (Man.)	C.P.
Simard, Alcide	Lac-Saint-Jean	Naudville (P.Q.)	R.C.
Simpson, Robert	Churchill	Flin-Flon (Man.)	C.P.
Skoreyko, William	Edmonton-Est	Edmonton (Alb.)	C.P.
Smallwood, C. S.	Battle River-Camrose	Irma (Alb.)	C.P.
Smith, Heber E.	Simcoe-Nord	Barrie (Ont.)	C.P.
Southam, R. R.	Moose-Mountain	Gainsborough (Sask.)	C.P.
Stafford, H. E.	Elgin	St. Thomas (Ont.)	L.
Stanbury, Robert	York-Scarborough	Willowdale (Ont.)	L.
Stanfield l'hon. Robert L. Chef de l'opposition	Colchester-Hants	Ottawa (Ont.)	C.P.
Starr, l'hon. Michael	Ontario	Oshawa (Ont.)	C.P.
Stefanson, Eric	Selkirk	Gimli (Man.)	C.P.
Stewart, J. B. Secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics	Antigonish-Guysborough	Bayfield (N.-É.)	L.
Tardif, Paul Vice-président adjoint des comités pléniers	Russell	Ottawa (Ont.)	L.
Teillet, l'hon. Roger Ministre des Affaires des anciens combattants	Saint-Boniface	Ottawa (Ont.)	L.
Thomas, Antonio	Maisonnette-Rosemont	Montréal (P.Q.)	L.
Thomas, W. H. A.	Middlesex-Ouest	Strathroy (Ont.)	C.P.
Thompson, R. N.	Red-Deer	Red Deer (Alb.)	C.S.
Tolmie, D. R.	Welland	Welland (Ont.)	L.
Tremblay, Jacques-R.	Richelieu-Verchères	Sorel (P.Q.)	L.
Tremblay, l'hon. René	Matapédia-Matane	Ste-Foy (P.Q.)	L.
Trudeau, l'hon. P.-E. Ministre de la Justice et procureur général	Mont-Royal	Ottawa (Ont.)	L.
Tucker, J. R.	Trinity-Conception	Saint-Jean (T.-N.)	L.
Turner, l'hon. John N. Registraire général du Canada	Saint-Laurent-Saint-Georges	Ottawa (Ont.)	L.
Valade, Georges	Sainte-Marie	Montréal (P.Q.)	C.P.
Wadds, M ^{me} Jean	Grenville-Dundas	Prescott (Ont.)	C.P.
Wahn, Ian	Saint-Paul's	Toronto (Ont.)	L.
Walker, J. E. Secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national	York-Centre	Downsview (Ont.)	L.
Watson, Ian	Châteauguay-Huntingdon-Laprairie	Howick (P.Q.)	L.
Watson, Lawrence	Assiniboia	Avonlea (Sask.)	C.P.
Webb, R. A.	Hastings-Frontenac	Norwood (Ont.)	C.P.
Whelan, E. F.	Essex-Sud	Amherstburg (Ont.)	L.
Winch, Harold E.	Vancouver-Est	Vancouver (C.-B.)	N.P.D.
Winters, l'hon. Robert Ministre du Commerce	York-Ouest	Toronto (Ont.)	L.
Wooliams, Eldon M.	Bow-River	Calgary (Alb.)	C.P.
Yanakis, Antonio	Berthier-Maskinongé-Delanaudière	Saint-Gabriel-de-Brandon (P.Q.)	L.

Officiers de la Chambre des communes

Greffier de la Chambre des communes.....	Alistair Fraser
Sergent d'armes.....	Lieutenant-colonel David V. Currie, v.c.
Greffier adjoint.....	
Légiste et conseiller parlementaire.....	Maurice Ollivier
Deuxième greffier adjoint.....	Gordon Dubroy
Troisième greffier adjoint.....	Alexander Small
Sergent d'armes adjoint.....	J.-P.-Lucien Groulx

Chefs des services

Services administratifs

Directeur de l'administration	C.M. de Salaberry
Services financiers.....	J.E. Lemieux
Personnel	Leonard C. Hill
Chef de services, bureaux	Frank Blackburn
Papeterie, impression et machines de bureau	J.P. Renaud
Maître de poste	Yvon Lavoie

Services des édifices

Directeur des services des édifices	Lieutenant-colonel David V. Currie, v.c.
Service de protection	George F.A. Jones
Achats et matériel	D.R. MacDonald
Restaurant	W. Pentecost
Services de messagers	S. Gauthier
Service de nettoyage	J.B. Tierney
Service des pages	R. Robertson

Services législatifs

Directeur des services législatifs	Alexander Small
Comptes rendus des comités (section anglaise)	T.C. Rogers
Comptes rendus des comités (section française)....	Marcel Roussin
Comités et bills privés	Antonio Plouffe
Distribution des documents parlementaires	W.R. Gray
Comptes rendus de la Chambre (section anglaise) ..	W.W. Buskard
Comptes rendus de la Chambre (section française) ..	André Naubert
Journaux (section anglaise)	J.E. O'Connor
Journaux (section française)	Réginald L. Boivin
Index et références (section anglaise)	J.W. MacLeod
Index et références (section française)	M ^{lle} Y. Lavertu

Associations parlementaires

Secrétaire coordonnateur.....	Ian G. Imrie
-------------------------------	--------------

La Chambre des communes se compose de 265 représentants élus de la population du Canada. Ces membres du Parlement sont élus dans 263 districts électoraux, ou circonscriptions électorales, comme on les appelle plus communément. Deux districts électoraux, celui d'Halifax, dans la province de la Nouvelle-Écosse, et celui de Queens, dans la province de l'Île du Prince-Édouard, élisent chacun deux députés.

L'*Acte de l'Amérique du Nord britannique 1867*, unissait fédéralement ce qui était alors la province du Canada (autrefois le Haut-Canada et le Bas-Canada), la province de la Nouvelle-Écosse et la province du Nouveau-Brunswick et créait quatre provinces désignées par les noms suivants: Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick.

L'Acte prévoyait aussi l'établissement d'une Chambre des communes composée de 181 députés, dont 82 seraient élus dans l'Ontario, 65 dans le Québec, 19 en Nouvelle-Écosse et 15 dans le Nouveau-Brunswick. Il prévoyait l'accroissement graduel du nombre de députés et la tenue d'un recensement de la population canadienne tous les dix ans à partir de 1871. Les provinces qui entrèrent par la suite dans la Confédération furent admises à se faire représenter à la Chambre des communes. D'autre part, après chaque recensement décennal, une loi sur la députation fut adoptée en vue d'un remaniement de la représentation à la Chambre des communes. Sous le régime de la loi actuelle, le nombre des représentants de chaque province est calculé d'après une formule mathématique qui s'applique à la population de chaque province, sous réserve de certaines restrictions, comme celle qui prévoit qu'aucune province ne doit avoir moins de députés que de sénateurs. La *Loi sur la députation*, adoptée après le recensement de 1951, prévoit que les provinces auront respectivement à la Chambre des communes le nombre de représentants suivant: Ontario, 85; Québec, 75; Nouvelle-Écosse, 12; Nouveau-Brunswick, 10; Manitoba, 14; Colombie-Britannique, 22; Île du Prince-Édouard, 4; Saskatchewan, 17; Alberta, 17; Terre-Neuve, 7; Territoire du Yukon, 1; Territoires du Nord-Ouest, 1; soit, au total, 265.

Au cours des sessions de 1963 et de 1964-1965, le Parlement a adopté la *Loi sur le commissaire à la représentation* (chapitre 40 des S.C. 1963) et la *Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales* (chapitre 31 des S.C. 1964-1965), prévoyant l'établissement de commissions de délimitation des circonscriptions électorales en vue de la revision de la représentation des provinces à la Chambre des communes.

La *Loi électorale du Canada* (chapitre 39 des S.C. 1960) prévoit que, sauf certaines exceptions spécifiées, tout électeur qualifié sous l'empire de la loi peut se porter candidat à une élection. Au nombre des cas d'exception spécifiés se trouvent les entrepreneurs de l'État, les membres de toute assemblée législative provinciale, certains fonctionnaires publics, les personnes à l'emploi de l'État à l'époque de l'élection et les personnes reconnues coupables de corruption électorale ou de pratiques électorales illicites, durant des périodes déterminées consécutives à leur condamnation. Le candidat qui veut être mis en présentation doit faire signer son bulletin de présentation par vingt-cinq électeurs habiles à voter, et déposer la somme de \$200.

Toute personne est habile à voter si elle est âgée de vingt et un ans révolus ou si elle atteindra cet âge le ou avant le jour du scrutin à cette élection; si elle est un citoyen canadien ou autre sujet britannique si, dans le cas d'un sujet britannique autre qu'un citoyen canadien, elle a résidé ordinairement au Canada durant les douze mois qui ont précédé immédiatement le jour du scrutin à cette élection. Toutefois, les fonctionnaires qui occupent certains postes, comme le commissaire à la représentation, le directeur général des Élections, l'adjoint au directeur général des Élections, les officiers rapporteurs durant leur durée d'office, sauf lorsqu'il existe une égalité du nombre de votes à la compilation officielle du scrutin ou au recomptage, les juges nommés par le gouverneur en conseil, les détenus des institutions pénales et les pensionnaires de certaines autres institutions, ainsi que d'autres personnes exclues par la loi, sont inhabiles à voter.

La législature (Chambre des communes) est élue, à chacune des élections générales, pour une période maximum de cinq ans et est susceptible d'être dissoute par le Gouverneur général avant l'expiration d'une telle période. Lorsqu'un siège devient vacant, par suite de la mort d'un député ou autrement, pendant la durée d'une législature, un bref

ordonnant la tenue d'une élection complémentaire doit, en principe, être émis moins de six mois après que le directeur général des élections a reçu un mandat l'autorisant à émettre un tel bref. L'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* prévoit que le Parlement du Canada tiendra au moins une session chaque année, «de façon qu'il ne s'écoule pas douze mois entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante du Parlement».

La Chambre des communes a un Orateur, un président des comités (qui est aussi orateur suppléant de la Chambre) et un président suppléant des comités.

La *Loi sur les secrétaires parlementaires* (chapitre 15 des S.C. 1959) prévoit la nomination, pour une période de 12 mois, de seize secrétaires parlementaires de ministres. Une telle nomination n'empêche pas un député de siéger ni de voter à la Chambre des communes.

L'Orateur est le président de la Chambre des communes. Il est choisi parmi les députés élus, à l'ouverture de la première législature qui suit une élection générale. Sa nomination n'est valide que pour la durée d'un parlement. Selon l'usage établi, un Orateur de langue anglaise alterne avec un Orateur de langue française.

Ce procédé s'applique aussi au Sénat, où le Président est nommé par le gouverneur en conseil. La coutume veut aussi que le Président du Sénat et l'Orateur de la Chambre des communes ne soient jamais de la même langue.

Lorsque l'Orateur de la Chambre des communes est de langue anglaise, le Président des comités, qui est aussi Orateur suppléant, est de langue française.

En plus de présider toutes les réunions de la Chambre des communes, l'Orateur assure l'observation de son Règlement, maintient ses droits et privilèges et se constitue à l'occasion son porte-parole. Il est comptable de la gestion des affaires internes et du fonctionnement des divisions et services.

La Chambre des communes élit en outre deux autres députés qui sont chargés d'aider l'Orateur. Le président des comités pléniers, qui a aussi le titre d'Orateur suppléant, est élu vers le début de la première session consécutive à une élection générale et agit pour le compte de l'ensemble du Parlement. Il lui incombe de présider les séances du comité plénier, du comité des subsides et du comité des voies et moyens et aussi, au besoin, de remplacer l'Orateur au fauteuil. Le président suppléant des comités est élu à l'ouverture de chaque session et reste en fonction pendant cette session-là seulement. Il aide le président et préside aux séances des divers comités pléniers; il occupe parfois le fauteuil de la Chambre.

Le Règlement de la Chambre prévoit les comités permanents suivants: Agriculture, forêts et aménagement rural; Radiodiffusion, télévision, films et assistance aux arts; Corporations de la Couronne; Affaires extérieures; Finances, commerce et questions économiques; Pêcheries; Santé et bien-être social; Habitation, aménagement urbain et travaux publics; Affaires indiennes, droits de l'homme, citoyenneté et immigration; Industrie, recherches et exploitation énergétique; Justice et questions juridiques; Travail et emploi; Prévisions budgétaires en général; Bills privés en général; Défense nationale; Affaires du Nord canadien et ressources nationales; Privilèges et élections; Comptes publics; Règlement de la Chambre; Transports et communications; Affaires des anciens combattants.

Aux termes de la *Loi sur la Chambre des communes* (chapitre 143 des S.R.C. 1952), l'administration financière et la régie des questions d'ordre interne de la Chambre des communes relèvent des Commissaires de la régie intérieure, c'est-à-dire de l'Orateur et de quatre ministres de la Couronne nommés par décret du conseil.

Le greffier de la Chambre des communes, qui est aussi commissaire autorisé à faire prêter aux membres de la Chambre le serment d'allégeance, a rang de sous-ministre. Il a la garde de tous les documents et archives de la Chambre. Il a la

direction et le contrôle du personnel des bureaux, sous réserve des instructions qu'il peut, à l'occasion, recevoir de l'Orateur ou de la Chambre. Il est le principal archiviste de la Chambre, et ses procès-verbaux constituent un résumé des délibérations quotidiennes de la Chambre. Il enregistre le partage des votes lorsqu'une question est mise aux voix en Chambre. Très souvent, on le consulte au sujet du Règlement, des usages et des travaux du Parlement.

Le Comité du personnel, qui se compose du directeur de l'administration, du directeur des services des édifices et du directeur des services législatifs, conseille le greffier de la Chambre des communes en matière d'effectifs et de personnel. Ces directeurs répondent également au greffier de la direction de certains services.

Le sergent d'armes, qui remplit également les fonctions de directeur des services des édifices, accompagne l'Orateur avec la masse (le symbole de l'autorité de la Chambre) à certaines occasions. Il a la garde de la masse, de l'ameublement et des installations de la Chambre. Au début de chaque session, ou selon les exigences du service, il engage, avec l'approbation de l'Orateur, les agents du service d'ordre, messagers, pages et journaliers sessionnels et sumuméraires dont la Chambre a besoin.

Le greffier adjoint donne lecture de l'Ordre du jour ainsi que de tous rapports de comité et autres documents ou textes qui doivent être lus devant la Chambre. Il agit aussi à titre de chronométreur des discours prononcés par les membres en Chambre des communes ou en comité plénier. Tous les ordres de la Chambre tendant à la production de communications ou d'autres documents sont signés, au nom du greffier, par le greffier adjoint. Quand la Chambre est formée en comité, le greffier adjoint agit en qualité de secrétaire du comité et tient les procès-verbaux de ses délibérations, gardant toutes les autres archives nécessaires. Il compte mais il n'enregistre pas les votes des membres durant les mises aux voix dans les comités de la Chambre. Le greffier adjoint remplit les fonctions du greffier en l'absence de celui-ci.

Le deuxième greffier adjoint doit veiller à ce que tous les bills, motions et résolutions en cours d'étude à la Chambre et tous les autres documents requis par la Chambre soient sur le Bureau et à la disposition des députés. Il examine les questions, les avis de motions, etc., que les membres soumettent pour être inclus dans les Ordres du Jour, afin de s'assurer qu'elles sont conformes au Règlement. Il fait aussi l'appel des noms des députés lors des scrutins. Quand la Chambre est formée en comité, il aide le greffier adjoint à tenir les archives et les procès-verbaux, prépare au besoin des mémoires ou d'autres documents et remplace le greffier adjoint en l'absence de celui-ci.

Le fonctionnement de l'organisation administrative de la Chambre des communes est délégué aux trois directeurs qui relèvent du greffier de la Chambre des communes:

(1) Le directeur de l'administration est comptable de l'exécution des travaux des services administratifs suivants: Services financiers, Personnel, Sténographes des députés, Papeterie et fournitures et Bureau de poste. Les questions qui ont trait au personnel et au contrôle financier comptent parmi ses responsabilités les plus importantes. Il lui incombe de résoudre les problèmes qui se rattachent à l'administration, aux finances et au personnel et d'alléger la tâche du greffier de la Chambre des communes en exécutant en son nom certaines formalités (signatures et autorisations).

(2) Le sergent d'armes et directeur des services des édifices s'occupe de l'étude, de la mise au point et de l'exécution des travaux effectués par les services suivants: Service de protection, Achats et matériel, Service de messagers, Service de pages, Service d'entretien et de nettoyage, Restaurant et cafétérias. Pour toutes ces fonctions, il relève du greffier de la Chambre des communes. En ce qui a trait au cérémonial historique, il relève directement de M. l'Orateur.

(3) Le directeur des services législatifs et troisième greffier adjoint a la haute main sur les fonctions qui sont centrées sur la Chambre, exception faite des fonctions du légiste et conseiller parlementaire et de celles des deux greffiers adjoints. Mais y compris la direction des services suivants: Comités, Comptes rendus anglais et français, Journaux anglais et français et Index et références anglais et français et distribution. A titre de troisième greffier adjoint, il remplit en outre certaines fonctions au Bureau de la Chambre.

Le Service de distribution des documents parlementaires (qui assure la distribution quotidienne des documents publics aux sénateurs, aux députés, aux hauts fonctionnaires et à d'autres) et la Division mixte du restaurant et des cafétérias du Parlement entrent dans le cadre administratif des Communes, bien qu'elles desservent le Sénat et la Chambre des Communes.

La Division des comités, et des bills privés (Édifice de l'Ouest, Ottawa) fournit les secrétaires aux réunions de tous les comités permanents et spéciaux de la Chambre, donne les indications nécessaires sur la façon de procéder en ces comités et aide les présidents de comité à rédiger leurs rapports. Cette division s'occupe aussi de questions relatives aux bills privés.

La Division de l'index et des références prépare périodiquement des index cumulatifs des débats de la Chambre des communes. Cette division fournit aussi le service des références pour les députés, les officiers et le public. La division comporte un service de langue française et un service de langue anglaise.

La Division des journaux est chargée de préparer, publier et indexer les procès-verbaux quotidiens de la Chambre. Ce rapport, intitulé *Procès-verbaux*, est publié tous les jours pendant la session. Une copie signée par le greffier de la Chambre des communes est remise chaque jour au Gouverneur général. Après chaque session, les procès-verbaux quotidiens sont révisés puis publiés en un volume relié, sous le titre de: «Journaux de la Chambre des communes du Canada». C'est le compte rendu officiel des délibérations de la Chambre.

La Division est aussi chargée de publier tous les avis, questions, motions, projets de résolution et autres documents semblables que les députés remettent au greffier de la Chambre des communes afin qu'elle les insère comme avis de motions dans le *Feuilleton des Avis* annexé aux *Procès-verbaux*. Cette division est chargée de dresser le *Feuilleton et Ordre du jour*, où figure le programme quotidien des travaux de la Chambre des communes. Cette division a aussi la garde de tous les documents déposés à la Chambre de temps à autre. Un service renseigne les sénateurs, députés, fonctionnaires, journalistes et autres intéressés sur tous les documents déposés.

La Division, qui comporte une section française et une section anglaise, publie dans l'une et l'autre langue les documents quotidiens et les Journaux sessionnels.

La Division des sténographes parlementaires, qui comprend une section française et une section anglaise, assure le compte rendu des débats de la Chambre. Chaque jour, les débats sont préparés pour la publication, traduits et imprimés, puis distribués le lendemain matin dans l'une et l'autre langue aux députés et autres intéressés. Au cours de chaque session, le texte de ces mêmes débats est révisé et publié en volumes reliés, avec un index distinct. Des divisions analogues desservent, en français et en anglais, les comités permanents et spéciaux.

Le service d'amplification de la voix et d'interprétation simultanée de l'anglais au français et du français à l'anglais, dont la salle des séances de la Chambre était déjà dotée, sera étendu aux salles des comités. L'équipement, en voie de modernisation, permettra l'enregistrement et l'interprétation en 5 langues des délibérations de la Chambre et des comités pour répondre aux besoins éventuels des associations parlementaires internationales qui se réuniront dans la capitale.

La Division du personnel est chargée de conserver les dossiers et autres documents

concernant le personnel de la Chambre. Durant les sessions le personnel se chiffre à environ 1,100 personnes.

A titre de directeur des services des édifices, le sergent d'armes assure le fonctionnement des divers services de la Chambre, notamment un service de protection, un service de messagers en uniforme et, durant la session, un service de pages en uniforme qui sont à la disposition des membres de la Chambre des communes. A cette division sont aussi confiés l'entretien et le soin de l'intérieur de la partie du Palais du Parlement qui relève de la Chambre des communes, y compris le mobilier de bureau et le matériel qui s'y rattache.

La Division des lois, dirigée par le légiste et conseiller parlementaire, aide les députés à rédiger des projets de lois, des motions, des propositions de résolutions et d'autres textes semblables. Elle prépare des mémoires sur des questions et des usages d'ordre juridique et constitutionnel. Elle donne des avis sur les modifications proposées aux bills et lorsque des modifications sont adoptées, elle les insère dans les bills réimprimés. Elle donne le bon à tirer des bills et en prépare les parchemins lorsqu'ils sont adoptés et envoyés au Sénat. Elle prépare les résolutions qui précèdent les bills de subsides et les bills de finance. Après chaque session du Parlement, elle assure la publication des statuts de l'année.

LE BUREAU DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL

Édifice de la Justice, rue Wellington, Ottawa

Principaux fonctionnaires

Auditeur général.....	A. M. Henderson, O.B.E., F.C.A
Auditeur général adjoint.....	G. R. Long, C.A.

La fonction d'Auditeur général est prévue par la *Loi sur l'administration financière* (chapitre 116, modifié, des S.R.C. 1952). Le Bureau fut établi originairement en 1878 alors qu'une *Loi pourvoyant à un examen plus complet des comptes publics* (chapitre 7 des S.C. 1878) créa le Bureau de l'Auditeur général, dans le but de vérifier les comptes publics et de faire rapport chaque année à la Chambre des communes.

L'Auditeur général est nommé par le Gouverneur en conseil, par instrument sous le grand sceau du Canada et, moyennant bonne conduite, il remplira ses fonctions jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Il peut être destitué par le Gouverneur général seulement, sur recommandation du Sénat et de la Chambre des communes. Le Gouverneur en conseil peut nommer une personne pour remplir temporairement la fonction d'Auditeur général lorsque ce poste est vacant.

La fonction du Bureau de l'Auditeur général consiste à examiner les comptes intéressant le Fonds du revenu consolidé et la propriété publique. Le Bureau vérifie aussi les comptes de la plupart des sociétés de la Couronne et autres ressorts publics.

Le rapport annuel de l'Auditeur général appelle l'attention sur toute dépense non autorisée ou non attestée, toute perte résultant de fraude, tout paiement spécial par mandat, tout remboursement de taxe ou paiement semblable fait en vertu d'une autorisation législative, ou toute autre chose que l'Auditeur général estime devoir porter à l'attention de la Chambre des communes. Le rapport annuel doit être déposé à la Chambre des communes par le ministre des Finances, le trente et un décembre ou avant, ou, si le Parlement n'est pas en session, durant les quinze jours après l'ouverture de la session suivante. Si le ministre ne dépose pas le rapport durant la période de temps prescrite, l'Auditeur général doit transmettre le rapport à l'Orateur pour qu'il le dépose à la Chambre des communes.

En plus de préparer les rapports de vérification statutaires des sociétés de la Couronne et autres ressorts publics, en vue de les déposer à la Chambre des communes avec les rapports annuels des ressorts publics concernés, le Bureau de l'Auditeur général prépare aussi des rapports devant servir aux corps constitués, aux bureaux de direction, etc. Ces rapports contiennent le résultat des vérifications, expliquant l'étendue de la vérification, analysant les résultats financiers comparativement aux années précédentes, et fournissant à la direction des commentaires et des suggestions au sujet du contrôle interne, des épargnes qui peuvent être obtenues et d'autres observations faites au cours de la vérification.

Des surveillants régionaux sont postés à Halifax, Montréal (2), Toronto, Winnipeg, Edmonton et Vancouver.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE



COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Commissaires

Président.....J.J. Carson
Membres.....Ruth E. Addison

La Commission de la Fonction Publique a été instituée en 1908, sous le régime de la *Loi de 1908 modifiant la loi de la Fonction Publique* (chapitre 15 des S.C. 1907–1908) qui établissait le principe de la sélection selon l'ordre de mérite déterminé par concours. Cette loi ne s'appliquait qu'aux emplois disponibles à Ottawa. La *loi de la Fonction Publique*, chapitre 48 des S.R.C. 1952, avec modifications) a placé tous les fonctionnaires sous l'autorité de la Commission. La loi du 1^{er} Avril 1962 (chapitre 57 des S.C. 1960–1961) garantit l'indépendance de la Commission et maintient le principe fondamental du régime d'avancement basé sur le mérite. La *loi sur l'emploi dans la fonction publique* de Mars 1967 réaffirme ce principe et autorise la Commission à déléguer ses fonctions et pouvoirs – sauf en matière d'appels. Aux termes de la dite loi, la tâche principale de la Commission devient le recrutement et ses anciennes attributions relatives à la fixation des salaires, à la classification et aux conditions de l'emploi sont transférées au Conseil du Trésor.

La Commission de la Fonction publique est responsable devant le Parlement à qui elle doit rendre compte de ses activités. Elle comprend un président et deux autres membres nommés par le Gouverneur en conseil. Un commissaire reste en fonction pendant dix ans à compter de la date de sa nomination – sauf cas de conduite délictueuse –, mais il peut être révoqué en tout temps par le Gouverneur en conseil, sur requête du Sénat de la Chambre des Communes. À l'expiration de son premier mandat ou d'un mandat subséquent, un commissaire peut être nommé pour une nouvelle période de dix ans. Un commissaire ne doit pas occuper d'autre charge dans la fonction publique, ni se livrer à une autre activité rémunérée.

La loi sur la Fonction publique définit comme suit, les attributions et obligations de la Commission:

- a) nommer et recruter pour les postes à pourvoir, des personnes possédant les qualifications requises, conformément aux dispositions de la loi;
- b) fournir des directives aux cadres et les faire bénéficier de programmes de développement et de formation professionnels;
- c) engager des personnes compétentes en vue d'aider la Commission dans l'accomplissement de ses fonctions;
- d) créer des conseils chargés d'émettre des avis et recommandations sur toute délégation des pouvoirs de la Commission et de statuer sur les recours litigieux et accusations de favoritisme politique;
- e) rendre compte, dans la mesure où elle l'estimera utile, au Gouverneur en conseil, de questions ayant trait à l'administration et à l'application de la loi ou des règlements s'y rattachant;
- f) remplir tout autre devoir et charge relatifs à la Fonction publique, que pourra lui assigner le Gouverneur en conseil.

La Commission comprend sept divisions: Le Personnel et l'Administration, le Recrutement, les Appels, les Relations Publiques, le Secrétariat, le Bureau des Langues et le Bureau des Conseillers en Gestion.

La division du Personnel assure la formation, le relevé et l'appréciation des effectifs, ainsi que les opérations administratives courantes requises dans ce domaine par tous les départements ministériels. Il fournit également divers services, tels que l'interprétation des données, la gestion des dossiers, la sténographie, et travaux connexes.

La division du Recrutement est chargée du recrutement, de la sélection, de l'affectation, de la mutation, de la promotion et de l'organisation du personnel. Cette organisation comprend l'inventaire des ressources, l'état prévisionnel des besoins, la rotation et l'élargissement des effectifs. La Commission délègue certaines de ses attributions, notamment le recrutement, à des bureaux régionaux ou locaux, chaque fois que l'état des lieux le permet.

La division des Appels est saisie de tous les litiges relatifs aux nominations, promotions et licenciements pour incompétence ou par suite de réduction du personnel.

La division des Relations Publiques est chargée des contacts avec la presse, de l'information en général, des publications et de la publicité.

Le Secrétariat est l'organe administratif de la Commission. Il en définit les objectifs généraux et assure l'expédition des affaires courantes. Il peut également proposer des amendements à la loi et aux règlements. Il est chargé de rédiger les rapports adressés au Parlement et de préparer les soumissions au Conseil du Trésor et au Gouverneur en conseil.

Le Bureau des Langues vise à développer le bilinguisme dans la Fonction publique en général et parmi les cadres en particulier. Il dispose à cet effet d'écoles linguistiques qui utilisent les méthodes d'enseignement les plus modernes, et il élabore des programmes pertinents.

Le Bureau des Conseillers en gestion offre aux organismes de l'Etat, sur demande, ses avis concernant le règlement de problèmes administratifs, tels que: L'interprétation des données, l'équipement de bureau, les problèmes de direction, l'organisation, la formation, etc.

La Commission entretient des bureaux régionaux à:

Halifax, Nouvelle Écosse
St. John's, Terre-Neuve
Saint John, N.B.
Moncton, N.B.
Québec, P.Q.
Montreal, P.Q.
Ottawa, Ont.
Toronto, Ont.

London, Ont.
Winnipeg, Man.
Edmonton, Alta.
Calgary, Alta.
Regina, Sask.
Saskatoon, Sask.
Vancouver, B.C.
Victoria, B.C.

LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Palais du Parlement, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable l'Orateur du Sénat

L'honorable l'Orateur de la Chambre des communes
conjointement

Bibliothécaire parlementaire..... Erik John Spicer
Bibliothécaire associé..... Guy Sylvestre

La bibliothèque du Parlement a été établie par la *Loi concernant la bibliothèque du Parlement* (chapitre 21 des S.C. 1871), devenue la *Loi sur la bibliothèque du Parlement* (chapitre 166 des S.R.C. 1952). Avant 1871, la bibliothèque du Parlement était administrée par le greffier de l'Assemblée législative.

La bibliothèque du Parlement conserve tous les livres, tableaux, cartes et autres objets que possèdent en commun le Sénat et la Chambre des communes du Canada, à l'usage des deux Chambres du Parlement.

La Salle de lecture de la Chambre des communes fait partie de la bibliothèque.

La direction de la bibliothèque du Parlement est confiée au Président du Sénat et à l'Orateur de la Chambre des communes, aidés d'un comité mixte nommé à chaque session par les deux Chambres. Le Bibliothécaire parlementaire a le rang de sous-ministre.

LE POUVOIR JUDICIAIRE

LE POUVOIR JUDICIAIRE

La section 101 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* prévoit que le Parlement du Canada a le pouvoir, au besoin, de prendre des dispositions pour instituer et organiser une cour générale d'appel pour le Canada, ainsi que d'établir d'autres tribunaux en vue d'assurer une meilleure exécution des lois du Canada. La Cour suprême du Canada, aujourd'hui la cour de dernier ressort pour le Canada, et la Cour de l'Échiquier ont été établies d'après ce pouvoir.

En vue de l'administration de la justice au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, le Parlement a établi la Cour territoriale du Yukon et la Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest.

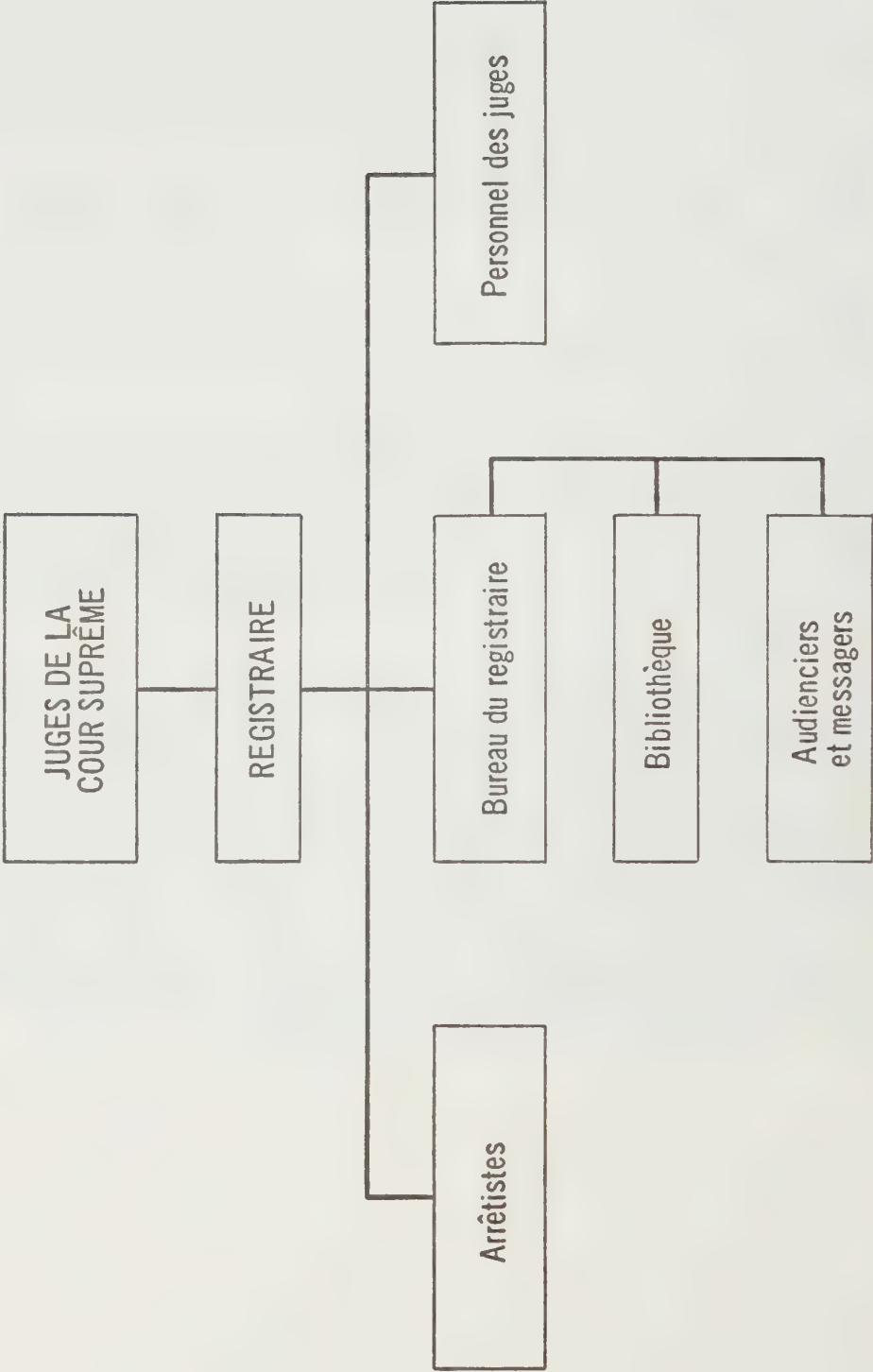
Plusieurs commissions, légalement désignées cours d'archives, ont aussi été établies, telles que la Commission du Tarif, la Commission d'Appel de l'Impôt sur le revenu et la Commission des Transports du Canada.

L'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* prévoit que le Gouverneur général soit chargé de nommer des juges des cours supérieures, des cours de district et des cours de comté dans chaque province, exception faite des juges des Cours de vérification des testaments de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Il prévoit aussi que les traitements, indemnités et pensions de ces juges soient établis par le Parlement du Canada. Le présent ouvrage ne traite pas de la constitution et de l'organisation de ces cours provinciales.

En vertu des dispositions de la *Loi de la Cour suprême* et de la *Loi de la Cour de l'Échiquier*, les juges de ces cours exercent leurs fonctions jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans, moyennant bonne conduite, mais ils sont sujets à destitution par le Gouverneur général sur recommandation du Sénat et de la Chambre des communes. Les membres de la Commission des Transports du Canada et de la Commission d'Appel de l'Impôt, aussi bien que d'autres hauts fonctionnaires tels que l'Auditeur général, le Directeur général des Élections et les Commissaires du Service civil, sont sujets à destitution durant leur tenure d'office, uniquement par le Gouverneur général, et d'après une recommandation du Sénat et de la Chambre des communes.

Les dispositions concernant les traitements, indemnités et pensions des juges sont incluses dans la *Loi sur les juges* (S.R.C. 1952, chapitre 159, modifié).

COUR SUPRÊME DU CANADA



LA COUR SUPRÊME DU CANADA

Édifice de la Cour suprême, rue Wellington, Ottawa

Juges

L'honorable juge John Robert Cartwright, C.P., juge en chef du Canada

L'honorable juge Gérard Fauteux

L'honorable juge Douglas Charles Abbott, C.P.

L'honorable juge Ronald Martland

L'honorable juge Wilfred Judson

L'honorable juge Roland Almon Ritchie

L'honorable juge Emmett Matthew Hall

L'honorable juge Wishart Flett Spence

L'honorable juge Louis-Philippe Pigeon

Principaux fonctionnaires

Registraire ou greffier..... K. J. Matheson, C.R.

Registraire adjoint..... François des Rivières, C.R.

La Cour suprême du Canada a été créée par la *Loi de la Cour suprême et de la Cour de l'Échiquier* (chapitre 11 des S.C. 1875), qui est devenue la *Loi sur la Cour suprême* (chapitre 259, modifié, des S.R.C. 1952).

La Cour suprême possède, détient et exerce, à titre exclusif, la juridiction finale d'appel en matière civile et criminelle à l'intérieur du Canada et pour tout le Canada, et le jugement de la Cour est dans tous les cas définitif et péremptoire. Néanmoins, il peut être interjeté appel au Comité judiciaire du Conseil privé, avec permission de ce corps, dans les causes en matière civile instituées avant le 23 décembre 1949.

La Cour a aussi juridiction à l'égard de l'audition et de l'examen de toutes questions déferées par le Gouverneur en conseil, de l'audition de demandes concernant les brefs d'*habeas corpus* et de *certiorari*, et d'autres questions qui sont de sa compétence en vertu des lois suivantes:

Loi sur l'Amirauté (chapitre 1^{er} des S.R.C. 1952)

Loi sur l'aéronautique (chapitre 2, modifié, des S.R.C. 1952)

Loi sur la faillite (chapitre 14 des S.R.C. 1952)

Code criminel (chapitre 51, modifié, des S.C. 1953-1954)

Loi sur les élections fédérales contestées (chapitre 87, modifié, des S.R.C. 1952)

Loi sur la Cour de l'Échiquier (chapitre 98, modifié, des S.R.C. 1952)

Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers (chapitre 111, modifié, des S.R.C. 1952)

Loi sur la défense nationale (chapitre 184, modifié, des S.R.C. 1952)

Loi sur les chemins de fer (chapitre 234, modifié, des S.R.C. 1952)

Loi sur les liquidations (chapitre 296 des S.R.C. 1952)

La Cour suprême se compose d'un juge en chef, appelé le juge en chef du Canada, et de huit juges puînés, nommés par le Gouverneur en conseil au moyen de lettres

patentes sous le grand sceau. Peut être nommé juge quiconque est ou a été juge d'une cour supérieure de l'une des provinces du Canada, ou un avocat inscrit pendant au moins dix ans au barreau de l'une desdites provinces. Au moins trois des juges sont choisis parmi les juges de la Cour du Banc de la Reine ou de la Cour supérieure ou parmi les avocats de la province de Québec. Les juges cessent d'occuper leur charge lorsqu'ils atteignent l'âge de soixante-quinze ans.

Le registraire ou greffier de la Cour est nommé par le Gouverneur en conseil, par un acte sous le grand sceau; il doit être un avocat inscrit pendant au moins cinq ans. Sous réserve des instructions du ministre de la Justice, il surveille et dirige les fonctionnaires, commis et employés nommés à la Cour. Le registraire a aussi, pour l'exercice de la juridiction d'un juge en chambre, cette même autorité qui peut lui être conférée par les ordonnances ou règles établies sous le régime de la *Loi sur la Cour suprême*.

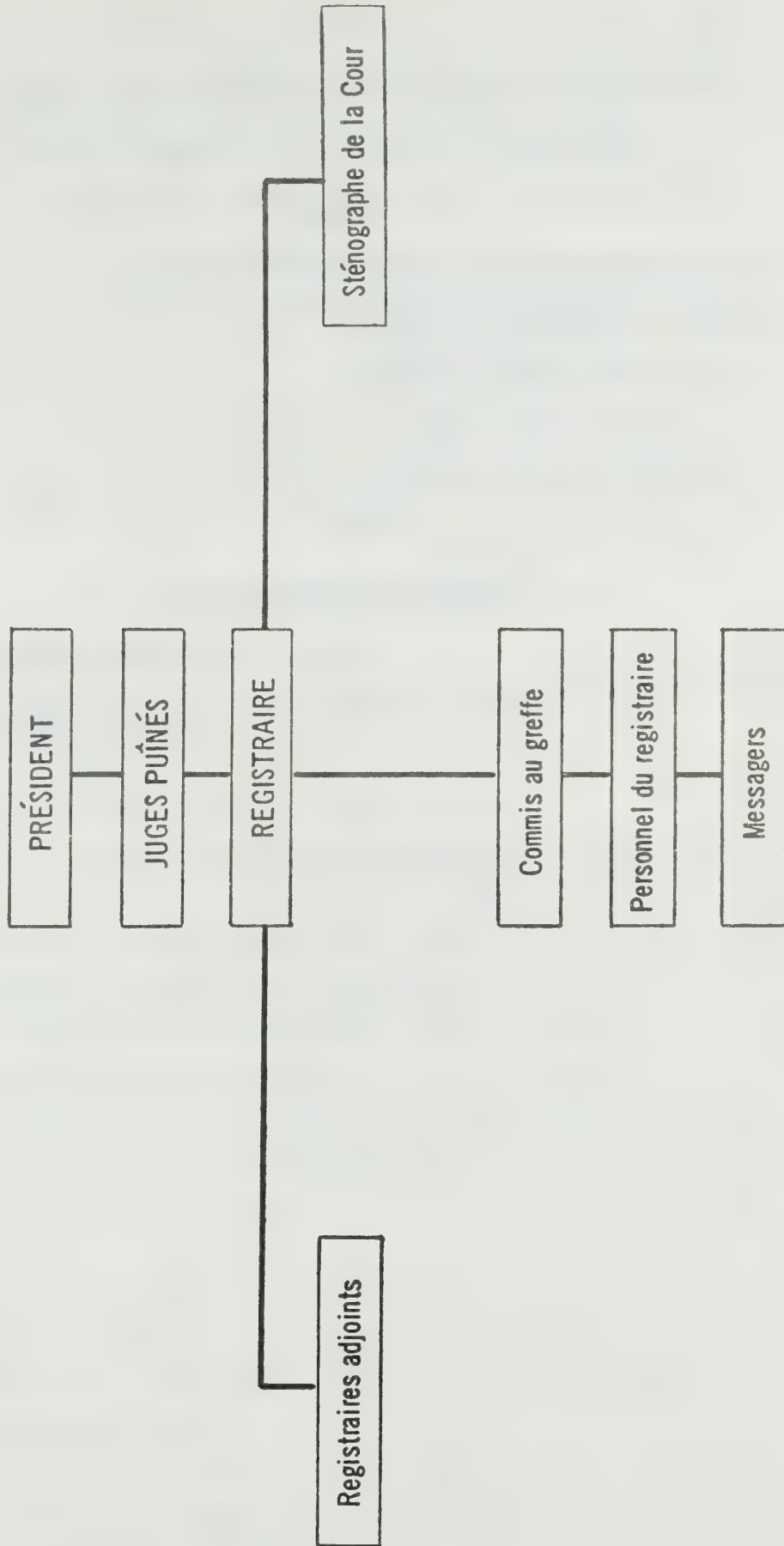
Le registraire adjoint est nommé aussi par le Gouverneur en conseil d'après un acte sous le grand sceau; il doit être un avocat inscrit pendant au moins cinq ans. Il exerce et effectue les pouvoirs et les devoirs du registraire tel que requis de lui par le registraire, et il peut exercer et effectuer les pouvoirs et les devoirs du registraire en son absence ou lorsqu'il est autrement incapable de prendre action, ou si le poste de registraire est vacant.

Conformément au choix du ministre, l'un ou l'autre du registraire ou du registraire adjoint doit rapporter et publier les jugements de la cour.

Le compte rendu des décisions de la Cour est publié (de même que celui de la Cour de l'Échiquier) dans les *Canada Law Reports—Rapports judiciaires du Canada*. Ces décisions servent de guide en matière judiciaire; les volumes qui les renferment sont vendus aux avocats et au public.

La bibliothèque de la Cour suprême, pourvue d'ouvrages sur le droit civil français et le *common law* anglais, est accessible aux juges et aux fonctionnaires de la Cour suprême et de la Cour de l'Échiquier et aux avocats qui ont à plaider devant ces cours. De même, les avocats de ministère et les membres du barreau consultent fréquemment les ouvrages de la bibliothèque.

COUR DE L'ÉCHIQUIER



LA COUR DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA

Édifice de la Cour suprême, rue Wellington, Ottawa

Juges

L'honorable Wilbur R. Jackett, président
L'honorable John Doherty Kearney
L'honorable Jacques Dumoulin
L'honorable Arthur L. Thurlow
L'honorable Camilien Noël
L'honorable Angus Alexander Cattanach
L'honorable Hugh F. Gibson
L'honorable Allison A. M. Walsh
L'honorable Roderick Kerr

Principaux fonctionnaires

Registraire.....	Gabriel Belleau, C.R.
Registres adjoints et arrêstistes.....	Paul-A. Raymond, C.R. Melville I. Pierce Louis Ladouceur
Commis du greffe.....	J.W.N. Delorme

La Cour de l'Échiquier du Canada a été établie par la *Loi sur la Cour suprême et la Cour de l'Échiquier* (chapitre 11 des S.C. 1875), devenue la *Loi sur la Cour de l'Échiquier* (chapitre 98, modifié, des S.R.C. 1952), et aussi, en ce qui concerne le côté amirauté, par la *Loi d'amirauté 1891* (chapitre 29 des S.C. 1891), devenue la *Loi sur la Cour de l'Échiquier*; elle a été constituée en Cour des prises, en ce qui touche le côté amirauté, par la *Loi canadienne sur les prises 1945* (chapitre 12 des S.C. 1945), devenue la *Loi canadienne sur les prises* (chapitre 28 des S.R.C. 1952).

La Cour de l'Échiquier, en vertu de l'autorité qui lui a été conférée par le Parlement, est un tribunal de première instance dont la compétence s'étend, dans certains cas, aux appels. La juridiction de la Cour embrasse tout le Canada et, dans l'exercice de sa compétence, la Cour tient des audiences dans les principales villes du pays. La juridiction de la Cour s'étend aux cas concernant les réclamations contre ou en faveur de la Couronne en droit au Canada.

De multiples lois ont élargi le domaine de compétence de la Cour et, notamment: la *Loi de l'impôt sur le revenu* (chapitre 148, modifié, des S.R.C. 1952), qui prévoit les appels des cotisations en matière d'impôt sur le revenu; la *Loi fédérale sur les droits successoraux* (chapitre 89, modifié, des S.R.C. 1952), en ce qui concerne les appels des cotisations en matière de droits successoraux; la *Loi sur les pétitions de droit* (chapitre 210 des S.R.C. 1952), pour ce qui est des réclamations d'indemnisation contre la Couronne; la *Loi sur l'expropriation* (chapitre 106 des S.R.C. 1952), relative aux réclamations en dédommagement à l'égard de terrains expropriés; les diverses lois relatives aux brevets, au droit d'auteur et aux marques de commerce; les lois sur la douane et l'accise, lesquelles visent aussi les appels des décisions de la Commission du tarif. Bon nombre des actions dont connaît la Cour consistent en poursuites intentées par la Couronne.

En ce qui concerne le côté amirauté, la juridiction est exercée par la Cour partout au Canada et, à l'égard des eaux canadiennes, dans les cas de contrats et d'actes préjudiciables et à propos de procédures *in rem* et *in personam* se rattachant à la navigation et au transport maritime ou en découlant. Des districts d'amirauté ont été établis dans huit des dix provinces, celles de Saskatchewan et d'Alberta exceptées, où un juge régional d'amirauté préside les audiences. Appel peut être interjeté à la Cour de l'Échiquier ou directement à la Cour suprême du Canada des décisions des juges régionaux d'amirauté.

Telle qu'elle est actuellement constituée, la Cour se compose d'un président et de sept juges puînés que le Gouverneur en conseil nomme par lettres patentes sous le grand sceau. Peut être nommé juge de la Cour quiconque est ou a été juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté dans l'une des provinces du Canada, ou un avocat inscrit depuis au moins dix ans au barreau de l'une des provinces.

Les cadres de la Cour comprennent le Registraire (qui doit justifier d'au moins cinq ans d'inscription au barreau) et deux registraires adjoints (qui sont en même temps arrêtistes des Rapports de la Cour de l'Échiquier).

Les juges et officiers des cours d'amirauté

L'amirauté du district de Colombie-Britannique

Le juge de district: l'hon. Thomas Grantham Norris, Vancouver.

Le juge adjoint: l'hon. Charles William Tysoe, Vancouver.

Le registre: John R. Abel, Vancouver.

Les registres adjoints: Richard A. Briggs, Vancouver.

Bernard J. B. Morahan, Vancouver.

T. H. W. Harding, Prince Rupert.

L'amirauté du district du Nouveau-Brunswick

Le juge de district: l'hon. W. A. I. Anglin, Saint John.

Registre: Wilfrid C. Clarke, Saint John.

L'amirauté du district de Nouvelle-Écosse

Le juge de district: Son honneur le juge Vincent Joseph Pottier, Halifax.

Le juge adjoint: l'hon. James L. Ilsley, Halifax.

Registre: Alan J. Turner, Halifax.

Registre adjoint: A. D. Muggah, Sydney.

L'amirauté du district de l'Île du Prince-Édouard

Le juge de district: Gordon R. Holmes, C.R., Charlottetown.

Le registre: Albert C. Dinnis, Charlottetown.

L'amirauté du district de Québec

Le juge de district: l'hon. Arthur Ives Smith, Montréal.

Le juge adjoint: John Stairs, C.R., Montréal, P.Q.

Le registre: Paul-Émile Montreuil, Québec.

Le registre: L.-P. Caisse, Montréal.

Registre adjoint: J.-Émile Vézina, Québec.

L'amirauté du district d'Ontario

Juge de district: l'hon. Dalton C. Wells, Toronto.

Juge délégué: A. S. Marriott, C.R., Toronto.

Registre: J. A. Preston, Toronto.

L'amirauté du district de Terre-Neuve

Les juges du district: l'hon. Robert S. Furlong, St. John's.

l'hon. Harold G. Puddester, St. John's.

l'hon. James D. Higgins, St. John's.

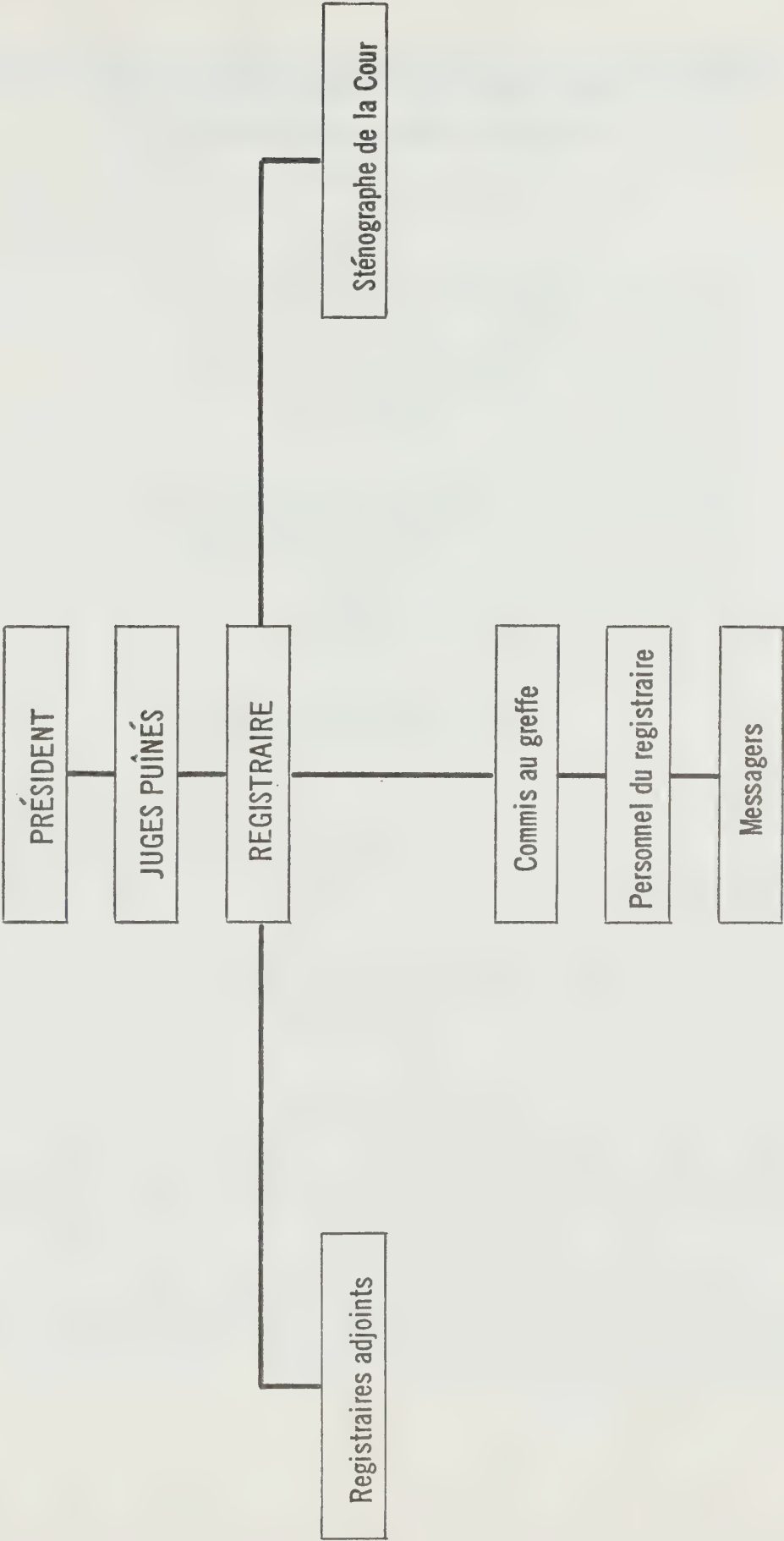
Le registre: R. C. B. Mercer, C.R., St. John's.

L'amirauté du district de Manitoba

Le juge de district: l'hon. George Eric Tritschler, Winnipeg.

Registre: Lorne J. C. Elliott, Winnipeg.

TRIBUNAL D'APPEL DES COURS MARTIALES



TRIBUNAL D'APPEL DES COURS MARTIALES

Édifice de la Cour suprême, rue Wellington,
Ottawa

Juges

L'honorable Hugh F. Gibson, président
L'honorable Wilbur R. Jackett
L'honorable John Doherty Kearney
L'honorable Jacques Dumoulin
L'honorable Arthur Louis Thurlow
L'honorable Camilien Noël
L'honorable Angus Alexander Cattanach
L'honorable Louis McCoskery Ritchie
L'honorable George Eric Tritschler
L'honorable Thomas Grantham Norris
L'honorable Yves Bernier

Principaux fonctionnaires

Registraire.....	Gabriel Belleau, C.R.
Registres adjoints.....	Paul-A. Raymond, C.R. Melville I. Pierce Louis Ladouceur
Commis du greffe.....	F. J. Trowbridge

Le Tribunal d'appel des cours martiales est une cour supérieure d'archives établie en vertu d'une modification à la section 190 de la *Loi sur la Défense nationale* sanctionnée le 20 mars 1959. Le Tribunal remplace le Conseil d'appel des cours martiales.

Les juges du Tribunal d'appel des cours martiales se composent d'au moins quatre juges de la Cour de l'Échiquier du Canada et d'autres juges d'une cour supérieure de juridiction criminelle que nomme le Gouverneur en conseil. Le président, un des juges du Tribunal d'appel des cours martiales, est désigné par le Gouverneur en conseil. Trois juges du Tribunal d'appel des cours martiales constituent un quorum.

Le Tribunal peut siéger et entendre les appels en tout lieu ou à tous endroits.

Le registraire de la Cour de l'Échiquier est d'office greffier du tribunal d'appel des cours martiales et les fonctionnaires, commis et employés nommés à la Cour de l'Échiquier doivent exercer les attributions de leur poste respectif relativement au Tribunal d'appel des cours martiales.

LES COURS TERRITORIALES

La Cour territoriale du Yukon

Édifice fédéral, Whitehorse, T.Y.

Juge

L'honorable juge John Parker

Shérif et Greffier de la Cour

Jack F. Worsell

La Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest

Édifice public, Yellowknife, T. N.-O.

Juge

L'honorable juge William George Morrow

Shérif et Greffier de la Cour

Alexander Stewart

Les cours territoriales, présentement prévues par la *Loi sur le Yukon* (chapitre 53, S.C., 1952-1953, modifié) dans le cas du Yukon, et la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* (chapitre 331, S.R.C. 1952, modifié) dans le cas des Territoires du Nord-Ouest, sont des cours supérieures d'archives ayant juridiction civile et criminelle dans toute l'étendue des territoires pour lesquels elles ont été établies. Ces cours ont aussi juridiction sur les causes en appel, que ce soient des causes civiles ou criminelles, en ce qui concerne certaines décisions rendues par les juges de paix et les magistrats de police.

Les cours siègent à Whitehorse et à Yellowknife respectivement, et en d'autres endroits désignés par le juge de la cour dans chacun de leur territoire.

Les juges des cours sont nommés par le Gouverneur en conseil et restent en fonction moyennant bonne conduite jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 75 ans.

Le shérif et greffier de la cour est nommé par le Gouverneur en conseil dans chacun des deux territoires.

COUR D'APPEL DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Juges

Le juge en chef de l'Alberta Juge en chef

Les juges d'appel de l'Alberta

Les juges de la Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour territoriale du Territoire du Yukon.

Principaux fonctionnaires

Le registraire de la Division d'appel de la Cour suprême de l'Alberta est d'office le registraire de la Cour d'appel et les officiers, commis et employés de la Division d'appel de la Cour suprême de l'Alberta remplissent envers la Cour d'appel, les mêmes fonctions qui leur sont assignées régulièrement. Le greffier de la Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest est d'office le registraire adjoint de la Cour d'appel.

La Cour d'appel a été établie par une modification à la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* (chapitre 331 des S.R.C. 1952 modifié par le chapitre 20 des S.C. 1960).

La Cour d'appel est une cour correctionnelle supérieure. Ses pouvoirs et sa juridiction s'étendent à tout ce qui survient dans les Territoires du Nord-Ouest sous l'autorité de la Division d'appel de la Cour suprême de l'Alberta concernant les causes soulevées en Alberta immédiatement avant le 1^{er} janvier 1960.

La Cour peut siéger dans les Territoires du Nord-Ouest ou dans la province de l'Alberta.

COUR D'APPEL DU TERRITOIRE DU YUKON

Juges

Le juge en chef de la Colombie-Britannique..... Juge en chef

Les juges d'appel de la Colombie-Britannique

Les juges de la Cour territoriale des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour territoriale du Territoire du Yukon.

Principaux fonctionnaires

Le registraire de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique est d'office registraire de la Cour d'appel et les officiers, commis et employés de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique remplissent envers la Cour d'appel, les mêmes fonctions qui leur sont assignées régulièrement. Le greffier de la Cour territoriale du Territoire du Yukon est d'office le registraire adjoint de la Cour d'appel.

La Cour d'appel a été établie par une modification à la *Loi sur le Territoire du Yukon* (chapitre 298 des S.R.C. 1952 modifié par le chapitre 24 des S.C. 1960).

La Cour d'appel est une cour correctionnelle supérieure. Ses pouvoirs et sa juridiction s'étendent à tout ce qui survient dans le Territoire du Yukon sous l'autorité de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique concernant les causes soulevées en Colombie-Britannique immédiatement avant le 1^{er} janvier 1960.

La Cour peut siéger dans le Territoire du Yukon ou dans la province de la Colombie-Britannique.

LE POUVOIR EXÉCUTIF

LE POUVOIR EXÉCUTIF

Au Canada, en vertu de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, le pouvoir exécutif est dévolu à la Reine. Ce pouvoir comprend a) un pouvoir statutaire qui découle de cet Acte et des lois parlementaires et b) la prérogative royale, c'est-à-dire l'autorité résiduelle du souverain en sa qualité de chef de l'État. Le Gouverneur général est le représentant de la Reine au Canada. Le Gouverneur en conseil exerce le pouvoir exécutif au nom de la Reine.

Le Gouverneur en conseil est le Gouverneur général,—représentant de la Reine en sa qualité de souveraine du Canada,—«agissant sur et suivant l'avis du conseil privé de la Reine au Canada» (article 13 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*). Le conseil privé du Canada et celui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord sont les seuls organismes de ce genre dans tout le Commonwealth britannique. Lorsqu'ils ont prêté le serment d'office, les membres du conseil privé du Canada demeurent conseillers privés leur vie durant. Cependant, suivant l'usage constitutionnel consacré, l'exécutif est le comité du conseil privé, composé de ceux qui forment le gouvernement du jour, c'est-à-dire les membres du Cabinet. Les actes officiels du Gouverneur en conseil revêtent la forme de décrets du Conseil qui trouvent au besoin un complément dans une proclamation.

Le Cabinet, présidé par le premier ministre, se compose des ministres de la Couronne qui constituent le gouvernement au pouvoir. Ses membres sont assermentés tant à l'égard du conseil privé que de leurs fonctions spéciales. Dans la pratique, ils sont choisis parmi les députés ou les sénateurs, ou bien ils se font élire membres de la Chambre des communes peu de temps après avoir été nommés membres du Cabinet. Le Cabinet ne relève d'aucun statut; ses fonctions reposent sur les conventions et coutumes établies dans le cadre évolutif d'une monarchie constitutionnelle et d'un régime démocratique. Sa durée d'office dépend de la confiance des Communes. Les ministres qui en sont membres surveillent et prennent sous leur responsabilité le fonctionnement et l'activité des divers secteurs administratifs que forment les ministères et organismes de l'État. Occasionnellement, un ou plusieurs ministres sans portefeuille sont nommés membres du Cabinet. Le Cabinet coordonne les tâches multiples du Gouvernement et préside aux décisions de principe qui s'imposent, dont l'application peut exiger, en certains cas, un ordre formel du Gouverneur en conseil, mais qui revêt souvent d'autres formes: déclaration au Parlement, dépôt d'une mesure législative, communication à des gouvernements étrangers ou directives du ministre à ses services.

Deux comités du conseil privé sont établis par des actes législatifs: le Conseil du Trésor et le Comité du conseil privé sur les recherches scientifiques et industrielles.

Le Conseil du Trésor a été établi par l'arrêté ministériel C.P. 3 du 2 juillet 1867. C'est la *Loi sur l'administration financière* (chapitre 116, modifié, des S.R.C. 1952) qui régit ses pouvoirs et sa constitution. Avant le 1^{er} octobre 1966, le Conseil était constitué du ministre des Finances comme président et de cinq autres membres du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada. Depuis la création, le 1^{er} octobre 1966, du ministère du Président du Conseil du Trésor, ce ministère est sous la gouverne—en plus du président—du ministre des Finances et de quatre autres ministres du cabinet. Le Conseil du Trésor est particulièrement responsable des questions concernant la finance, les revenus, les prévisions budgétaires, les dépenses, les engagements financiers, les comptes, les établissements de personnel, les termes et conditions d'emploi, y compris la négociation collective

dans la fonction publique, qui lui sont soumises par le Gouverneur-en-conseil ou qui sont sujettes à son examen et à ses décisions par délégation statutaire selon la *Loi sur l'administration financière* ou selon tout autre statut.

Le Comité du conseil privé sur les recherches scientifiques et industrielles, établi en vertu de la *Loi sur le Conseil des recherches* (chapitre 239, modifié, des S.R.C. 1952), se compose d'un ministre de la Couronne, à titre de président, et de huit autres ministres. Les fonctions du Comité consistent à: a) conseiller le gouvernement sur toutes les questions relatives aux recherches d'ordre scientifique et industriel au Canada, b) renvoyer ces questions au Conseil national de recherches pour qu'il les étudie et prenne les mesures appropriées, c) répondre de la dépense de toute somme votée par le Parlement à des fins générales de recherches d'intérêt scientifique et industriel.

LE COMITÉ DU CONSEIL PRIVÉ

Les Membres du Conseil des Ministres du Canada

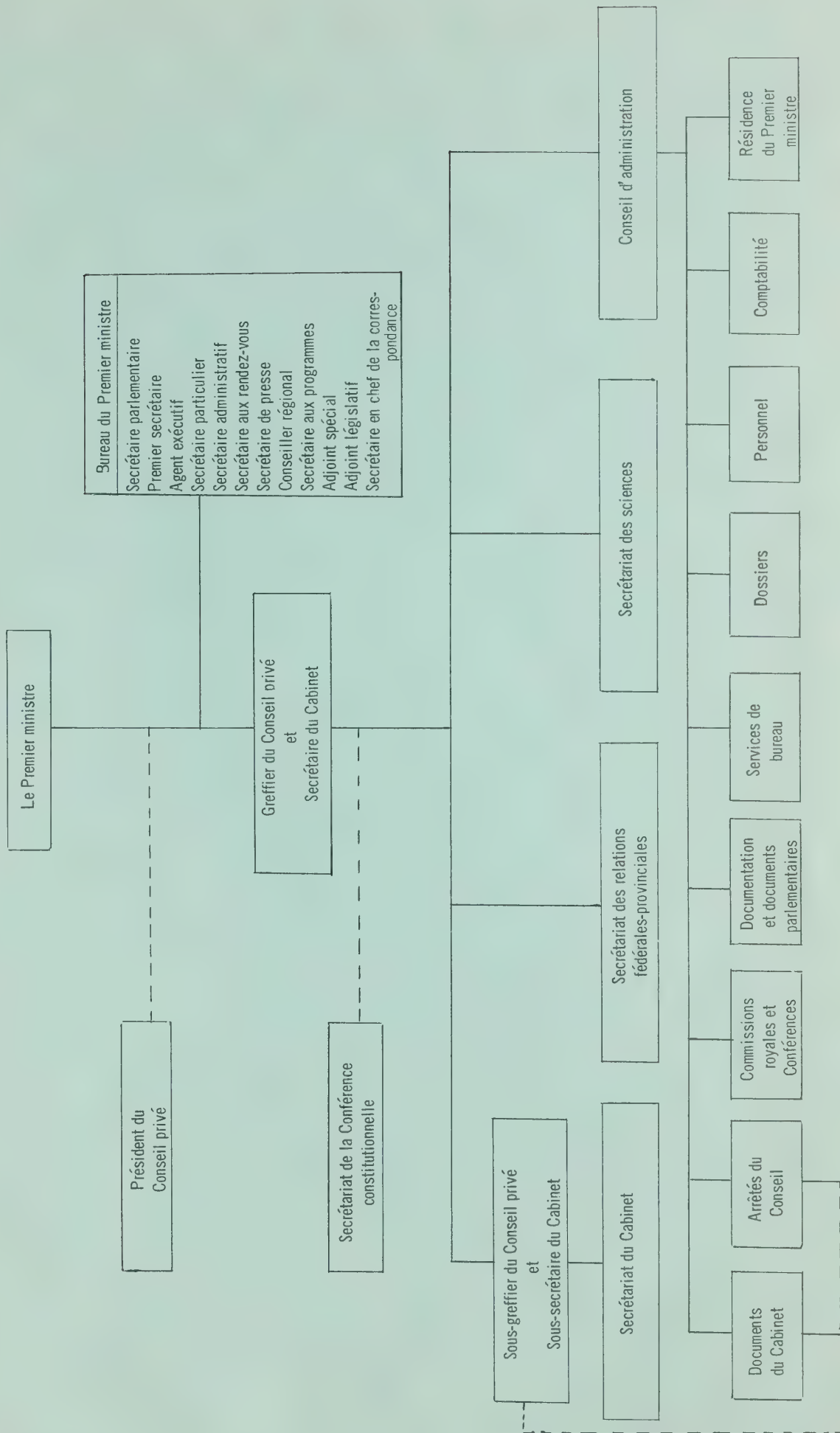
Par ordre de préséance au Conseil privé

1. Le très honorable Pierre Elliott Trudeau, Premier ministre
2. L'honorable Paul Joseph James Martin, Leader du gouvernement au Sénat
3. L'honorable Paul Theodore Hellyer, ministre des Transports
4. L'honorable Mitchell Sharp, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
5. L'honorable George James McInraith, Solliciteur général du Canada
6. L'honorable Arthur Laing, ministre des Travaux publics
7. L'honorable Allan Joseph MacEachen, ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration
8. L'honorable Charles Mills Drury, Président du Conseil du Trésor
9. L'honorable Edgar John Benson, ministre des Finances et Receveur général
10. L'honorable Léo Alphonse Joseph Cadieux, ministre de la Défense nationale
11. L'honorable Jean-Luc Pepin, ministre de l'Industrie et ministre de Commerce
12. L'honorable Jean Marchand, ministre des Forêts et du Développement rural
13. L'honorable John James Greene, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources
14. L'honorable Joseph Julien Jean-Pierre Côté, ministre du Revenu national
15. L'honorable John Napier Turner, ministre de la Justice et Procureur général du Canada
16. L'honorable Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
17. L'honorable Bryce Stuart Mackasey, ministre du Travail
18. L'honorable Donald Stovel Macdonald, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada
19. L'honorable John Carr Munro, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social
20. L'honorable Gérard Pelletier, Secrétaire d'État du Canada
21. L'honorable Jack Davis, ministre des Pêcheries
22. L'honorable Horace Andrew Olson, ministre de l'Agriculture
23. L'honorable Jean-Eudes Dubé, ministre des Affaires des anciens combattants
24. L'honorable Stanley Ronald Basford, ministre de la Consommation et des Corporations
25. L'honorable Donald Campbell Jamieson, ministre de la Production de défense
26. L'honorable Eric William Kierans, ministre des Postes
27. L'honorable Robert Knight Andras, ministre d'État
28. L'honorable James Armstrong Richardson, ministre d'État
29. L'honorable Otto Emil Lang, ministre d'État

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

James E. Walker	du Premier ministre
Florian Côté.....	du Ministre de l'agriculture
Stanley Haidasz.....	du Ministre de la consommation et des corporations
Robert J. Orange	du Ministre de l'énergie, des mines et des ressources
Jean-Pierre Goyer	du Secrétaire d'État aux affaires extérieures
Herbert E. Gray	du Ministre des finances
Eugene F. Whalen	du Ministre des pêcheries
Russell C. Honey	du Ministre des forêts et du développement rural
Jean-Charles Cantin	du Ministre de la justice
James C.P. McNutty.....	du Ministre du travail
Gérard Loiselle.....	du Ministre de la main-d'œuvre et de l'immigration
David W. Groos	du Ministre de la défense nationale
Rosaire Gendron	du Ministre de la santé nationale et du bien-être social
Yves Forest	du Président du Conseil Privé
Paul Langlois	du Ministre des travaux publics
Robert D. G. Stanbury	du Secrétaire d'État du Canada

LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE LE CONSEIL PRIVÉ



BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

Immeuble de l'Est, Édifices du Parlement, Ottawa

Ministre responsable

Le très honorable P. E. Trudeau, C. P., député, Premier ministre

Secrétaire parlementaire.....	James E. Walker
Premier secrétaire.....	Marc Lalonde
Adjoint exécutif.....	Gordon Gibson
Secrétaire privée.....	Mlle C. Viau
Secrétaire administrative.....	Mlle Mary E. Macdonald
Secrétaire à la convocation.....	Mme Sheila Cook
Secrétaire de presse.....	Roméo Leblanc
Conseiller régional.....	Pierre Levasseur
Secrétaire aux programmes.....	Jim Davey
Adjoint spécial.....	Timothy Porteous
Adjoint législatif.....	Ivan Head
Secrétaire en chef à la correspondance.....	William G. Morris

Président du Conseil privé

L'honorable D. S. Macdonald, C. P., député

Adjoint exécutif.....	W. McWhinney
Conseiller législatif.....	J. B. Stewart
Adjoint spécial.....	N. Zadra
Secrétaire privée.....	Mme. B. Hunter
Dépôts parlementaires.....	Mlle D. Paquette

Principaux fonctionnaires

Greffier du Conseil privé et

Secrétaire du Cabinet..... R. G. Robertson

Sous-greffier du Conseil privé

et sous-secrétaire du Cabinet..... O. G. Stoner

Secrétaire adjoint du Cabinet..... M. A. Crowe

Secrétaire adjoint du Cabinet..... P. M. Pitfield

Secrétaire adjoint du Cabinet..... H. H. Wright

Secrétaire adjoint du Cabinet..... D. F. Walls

Secrétaire adjoint du Cabinet..... N. Préfontaine

Greffier adjoint du Conseil privé (arrêtés du

Conseil) ... J. L. Cross

Secrétariat des relations fédérales-provinciales. J. S. Hodgson

Secrétariat des sciences, Directeur..... Dr. J. R. Weir

Administration, Directeur..... H. B. Stewart

Le Bureau du Conseil privé a été établi en vertu de l'article II de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, qui constituait un Conseil chargé d'aider et de conseiller ceux qui dirigeaient le gouvernement du Canada, sous le nom de Conseil privé de la Reine pour le Canada. Les premiers membres du Conseil privé de la Reine prêtèrent serment à Ottawa, lundi, le 1^{er} juillet 1867 devant le vicomte Monck alors Gouverneur général.

Aux termes de l'article 130 de l'Acte, tous les fonctionnaires des gouvernements provinciaux ayant à exercer des fonctions relatives à des matières attribuées par l'Acte au Parlement du Canada furent tenus de continuer à exercer ces fonctions jusqu'à ce que le Parlement en ordonne autrement. En conséquence, le Greffier du Conseil exécutif de la province du Canada, prêta serment comme Greffier du Conseil privé, le 1^{er} juillet 1867, et continua d'observer, à peu près intégralement, les usages inhérents à la charge qu'il remplissait auparavant dans la province du Canada.

Quand le Bureau du Conseil privé fut établi, il avait pour mission générale d'aider, sous la direction de son Greffier, le Président du Conseil privé dans les travaux du Conseil. Ces travaux portaient sur les recommandations des ministres de la Couronne dans des domaines exigeant l'intervention du Gouverneur en conseil, de même que sur les échanges de dépêches avec le Colonial Office qui s'imposaient à l'attention ministérielle.

Depuis 1867, les fonctions ont subi plusieurs changements. En 1909, les devoirs que comporte la manutention des dépêches furent transférés au nouveau ministère des Affaires extérieures. De plus, en 1940, le Greffier du Conseil privé fut nommé Secrétaire du Cabinet. A ce titre, il fut chargé, sous la direction du Premier ministre, de diverses fonctions se rattachant aux séances du Cabinet et des comités du Cabinet.

Du point de vue administratif, le Bureau du Conseil privé est considéré comme un ministère du gouvernement placé sous l'autorité du Premier ministre, et chargé de :

1. D'assurer un secrétariat au Cabinet et aux comités du Cabinet, notamment de dresser l'ordre du jour, de produire les documents du Cabinet, d'envoyer l'ordre du jour et divers documents aux Ministres, de consigner et de faire circuler les décisions;
2. D'exécuter le travail des comités inter-ministériels, et notamment de veiller à ce que soient désignés leurs présidents, membres et secrétaires, et de préparer des documents à l'intention et au nom de ces comités;
3. D'effectuer au besoin des études particulières;
4. De préparer, à l'occasion, toute documentation utile au Premier ministre;
5. D'opérer la liaison avec les ministères et les organismes du gouvernement lorsqu'il s'agit de traiter les affaires qui ressortissent au Cabinet;
6. D'étudier les propositions soumises au Gouverneur en conseil afin de s'assurer qu'elles sont conformes à la ligne de conduite administrative et aux lois; de préparer les projets de décret;
7. S'assurer des fonctions relatives aux règlements institués d'après la *Loi sur les règlements* y compris la charge d'examiner, d'éditer, d'enregistrer et de préparer les règlements statutaires fédéraux devant être publiés dans la *Gazette du Canada*, partie II.

Le Secrétariat des relations fédérales-provinciales

Le Secrétariat des relations fédérales-provinciales a été créé en 1968 pour coordonner les relations du gouvernement fédéral avec les gouvernements provinciaux, pour assurer l'application coordonnée et progressive de la politique des gouvernements concernant le bilinguisme dans la fonction publique, pour préparer la révision de la Constitution, et pour coordonner les projets du gouvernement fédéral concernant la capitale nationale.

Secrétariat des sciences

Le Secrétariat des sciences a été établi en août 1964 dans le but de rassembler et d'analyser toute information disponible concernant les différents programmes scientifiques du gouvernement et leur relation avec les autres activités scientifiques à travers le Canada.

Conseil d'administration

Le Président du Conseil d'administration doit surveiller le travail des divisions des documents du Cabinet et des décrets du Conseil privé qui collaborent étroitement avec le Greffier adjoint du Conseil privé et les secrétaires adjoints du Cabinet. De plus, il est responsable de l'administration des Commissions royales d'enquête et des Conférences de l'administration des résidences du Premier ministre, et de la préparation des réponses aux questions de la Chambre et les Ordres de dépôt de documents. D'autres services tels ceux de référence, du personnel et de l'administration travaillent à la fois sous le Bureau du Conseil privé et le Cabinet du Premier ministre.

Bureau du Premier ministre

Le bureau du Premier ministre est organisé en secrétariat, dont les officiers sont chargés de tenir le Premier ministre au courant de tous les événements importants qui surviennent d'un bout à l'autre du pays, de maintenir la liaison avec les diverses organisations de parti, de préparer des évaluations et des recommandations, de tenir les dossiers voulus, et, en outre, de:

1. préparer des lettres et des messages en réponse à la correspondance et autres demandes reçues par le Premier ministre;
2. organiser des rendez-vous au nom des individus et des délégations qui désirent des entrevues privées avec le Premier ministre ou ses collègues;
3. agencer les fonctions publiques officielles du Premier ministre lorsqu'il s'agit de questions gouvernementales;
4. seconder le Premier ministre dans ses fonctions parlementaires;
5. communiquer au public, par la voie des journaux, les comptes rendus et les déclarations du Premier ministre sur des sujets d'intérêt national.

Les prévisions budgétaires du Bureau du Conseil privé incluent les fonds pour les organismes suivants:

Conseil économique du Canada

Loi sur le Conseil économique du Canada, S.C. 1963, chapitre 11

Conseil des Sciences du Canada

Loi sur le Conseil des Sciences du Canada, S.C. 1966, chapitre 19

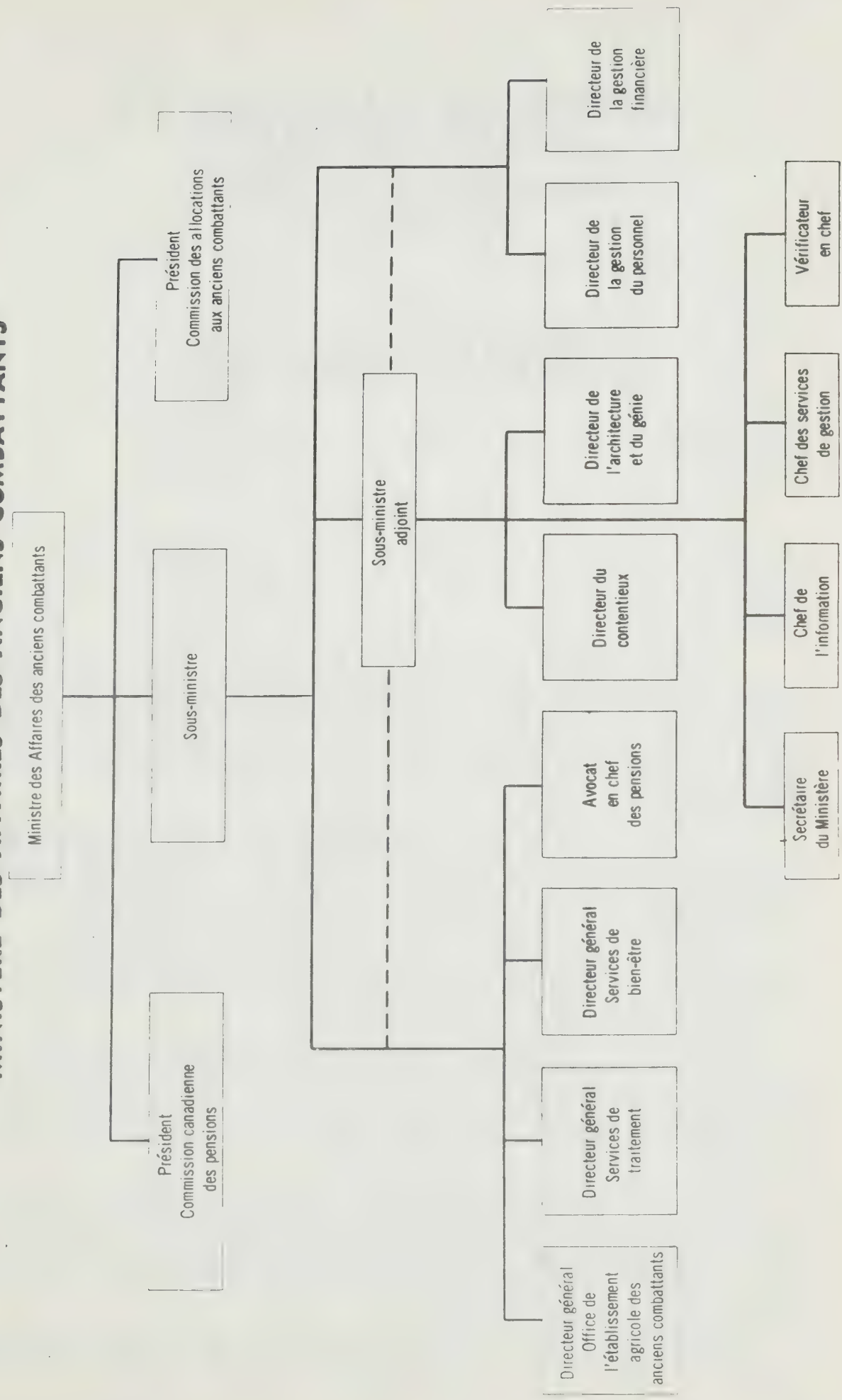
En outre, le Bureau du Conseil privé administre les lois suivantes:

Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867

Loi sur les règlements, S.R.C. 1952, chapitre 235

MINISTÈRES,
SOCIÉTÉS DE LA COURONNE
ET
ORGANISMES FÉDÉRAUX

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS



LE MINISTÈRE DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Édifice des Affaires des anciens combattants,
angle Lyon et Wellington;
Ottawa

Ministre

L'honorable Roger J. Teillet, C.P., député,
ministre des Affaires des anciens combattants

Adjoint exécutif..... P. B. Curd

Adjoint spécial..... M. Dupuis

Sous-ministre..... Paul Pelletier,

Sous-ministre adjoint..... F. T. Mace,

En 1944, le ministère des Pensions et de la Santé nationale a été divisé en deux nouveaux ministères, soit le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, et le ministère des Affaires des anciens combattants. Ce dernier, établi en vertu de la *Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants* (S.C. 1944-1945, c. 19), est maintenant régi par la *Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants* (S.R. 1952, c. 80).

Le Ministère s'occupe exclusivement de questions qui concernent les anciens combattants et les personnes qui sont à leur charge. Ses principaux rôles concernent le traitement médical et les allocations, le versement des pensions, le travail social, la réadaptation des handicapés et l'établissement sur les terres. Le Ministère se divise en trois groupes: le Cabinet, les services et l'administration.

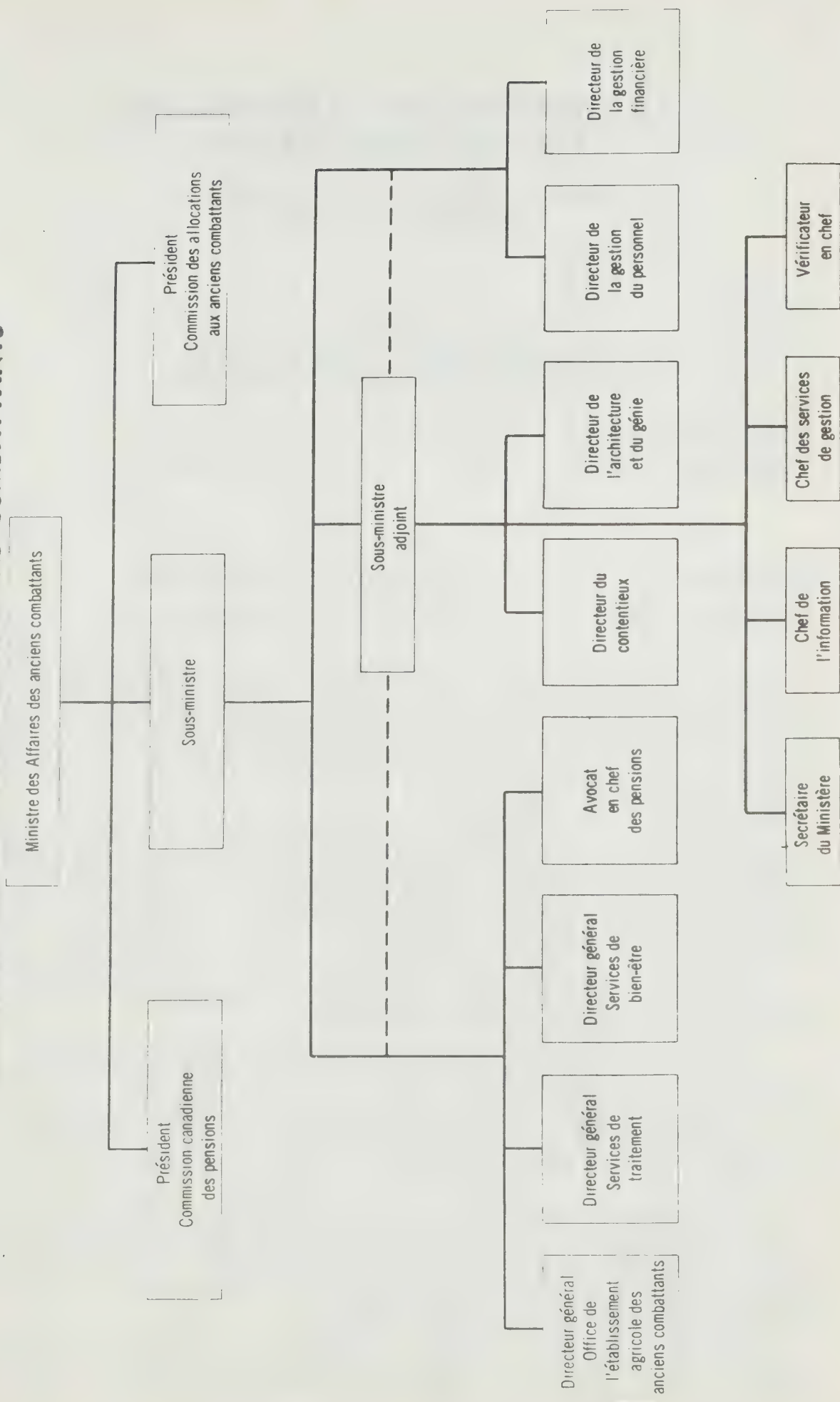
Le Cabinet se compose du ministre, du sous-ministre, du sous-ministre adjoint et du secrétaire du Ministère, chacun disposant d'un personnel, ainsi que du chef de l'information et du chef des services de gestion.

Le groupe des services réunit quatre directions, qui sont les Services de traitement, le Bureau des vétérans, l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants, et les Services de bien-être des anciens combattants. Ces directions sont chargées d'appliquer les lignes de conduite et d'assurer la gestion générale des divers services à offrir aux anciens combattants et aux personnes qui sont à leur charge.

Les Services de traitement fournissent le traitement médical nécessaire à l'égard des blessures et des maladies, survenues au cours du service actif, aux anciens combattants et aux autres personnes qui sont devenues admissibles en raison de leur service de guerre. Dans certaines conditions, on fournit également l'hébergement aux anciens combattants âgés.

Le Bureau des vétérans aide les anciens combattants qui demandent une pension d'invalidité ou des pensions à l'égard de personnes à leur charge, en présentant

MINISTÈRE DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS



LE MINISTÈRE DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

Édifice des Affaires des anciens combattants,
angle Lyon et Wellington;
Ottawa

Ministre

L'honorable Roger J. Teillet, c.p., député,
ministre des Affaires des anciens combattants

Adjoint exécutif..... P. B. Curd

Adjoint spécial..... M. Dupuis

Sous-ministre..... Paul Pelletier,

Sous-ministre adjoint..... F. T. Mace,

En 1944, le ministère des Pensions et de la Santé nationale a été divisé en deux nouveaux ministères, soit le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, et le ministère des Affaires des anciens combattants. Ce dernier, établi en vertu de la *Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants* (S.C. 1944-1945, c. 19), est maintenant régi par la *Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants* (S.R. 1952, c. 80).

Le Ministère s'occupe exclusivement de questions qui concernent les anciens combattants et les personnes qui sont à leur charge. Ses principaux rôles concernent le traitement médical et les allocations, le versement des pensions, le travail social, la réadaptation des handicapés et l'établissement sur les terres. Le Ministère se divise en trois groupes: le Cabinet, les services et l'administration.

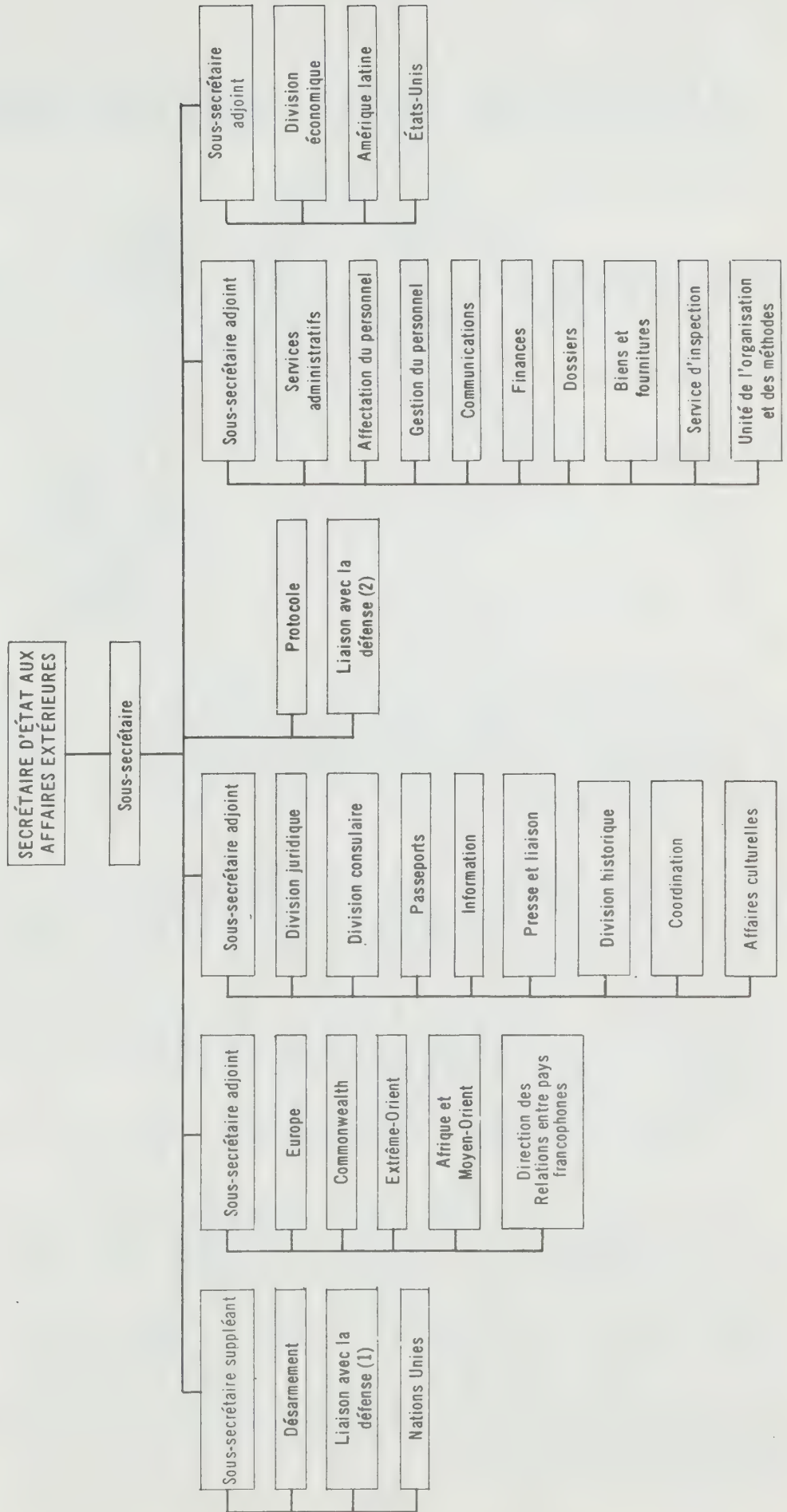
Le Cabinet se compose du ministre, du sous-ministre, du sous-ministre adjoint et du secrétaire du Ministère, chacun disposant d'un personnel, ainsi que du chef de l'information et du chef des services de gestion.

Le groupe des services réunit quatre directions, qui sont les Services de traitement, le Bureau des vétérans, l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants, et les Services de bien-être des anciens combattants. Ces directions sont chargées d'appliquer les lignes de conduite et d'assurer la gestion générale des divers services à offrir aux anciens combattants et aux personnes qui sont à leur charge.

Les Services de traitement fournissent le traitement médical nécessaire à l'égard des blessures et des maladies, survenues au cours du service actif, aux anciens combattants et aux autres personnes qui sont devenues admissibles en raison de leur service de guerre. Dans certaines conditions, on fournit également l'hébergement aux anciens combattants âgés.

Le Bureau des vétérans aide les anciens combattants qui demandent une pension d'invalidité ou des pensions à l'égard de personnes à leur charge, en présentant

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIÈRES



LE MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

Ministre

L'honorable Paul Martin, C.P., député,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Secrétaire parlementaire..... Donald S. MacDonald

Fonctionnaires supérieurs

Sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures..... Marcel Cadieux

Sous-secrétaires d'État adjoints..... R. E. Collins
J. C. Langley
H. B. Robinson
M. H. Wershof (conseiller
juridique)
B. M. Williams

Le ministère des Affaires extérieures a été établi par une *Loi portant création d'un département des Affaires extérieures* (chapitre 13 des S.C. 1909) devenue la *Loi sur le ministère des Affaires extérieures* (chapitre 68 des S.R.C. 1952). D'après une révision de la Loi en 1912, il fut placé directement sous l'autorité du Premier ministre jusqu'à ce que soit nommé un Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en 1946.

Le Ministère est chargé des relations officielles du gouvernement du Canada avec les autres gouvernements, de la participation du Canada aux organisations internationales et de la sauvegarde des intérêts du Canada à l'étranger.

Le ministère des Affaires extérieures maintient à l'étranger : 47 Ambassades, 15 hauts-commissariats, 13 consultats généraux, 4 consultats, 1 mission militaire, 3 commissions de surveillance, 8 missions permanentes ou délégations auprès d'organisations internationales et 1 consultat honoraire. De plus, le Canada a des ambassadeurs non résidents accrédités auprès de 29 pays et des hauts-commissaires non résidents accrédités auprès de 6 pays.

Le travail du Ministère à Ottawa est réparti entre vingt-cinq divisions, un Bureau de l'organisation et des méthodes et un Service d'inspection.

Six divisions correspondent à des régions géographiques particulières; aux autres sont attribués des fonctions ou services d'ordre spécial. Les divisions géographiques sont les suivantes: Amérique latine, Commonwealth, États-Unis d'Amérique, Europe, Extrême-Orient, Afrique et Moyen-Orient.

Parmi les dix divisions organisées d'après la nature de leurs fonctions, la Division consulaire est chargée de la conduite des affaires consulaires relatives aux droits et aux intérêts des Canadiens à l'étranger. Elle assure la liaison avec le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. La Division des passeports s'occupe de l'émission de tous les passeports canadiens au Canada et des problèmes afférents aux passeports.

La 1^{re} Division de liaison avec la Défense s'occupe, de concert avec le ministère de la Défense nationale et les autres ministères intéressés, des questions de politique étrangère afférentes à certains aspects de la défense, notamment celles que posent la participation du Canada à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les accords canado-américains en matière de défense. La 2^e Division de liaison avec la Défense veille au côté «renseignements» des questions mentionnées ci-dessus et fournit des détails à cet égard au président du Comité mixte des renseignements militaires; elle s'attache en outre à l'aspect confidentiel des travaux du Ministère.

La Direction du désarmement est chargée des questions relatives au contrôle des armements et au désarmement. Elle fournit des conseils sur la politique de désarmement, assure la liaison avec d'autres ministères et agences intéressés de l'État et coordonne l'opinion canadienne à l'intérieur du pays et à l'étranger sur les questions de désarmement. Elle aide aussi au conseiller du gouvernement canadien en matière de désarmement à s'acquitter de ses fonctions.

La Direction des affaires économiques veille d'une façon toute spéciale à ce que la politique économique canadienne sur le plan international soit en harmonie avec les considérations et les buts plus généraux du gouvernement en matière de politique extérieure. La Direction des affaires économiques travaille en étroite collaboration avec les ministères des Finances, du Commerce et avec d'autres organismes intéressés. Elle comprend quatre sections: la Section de la politique commerciale, la Section du commerce et du développement (chargée des relations économiques et commerciales avec les pays en voie de développement), la Section de l'aide et du financement, enfin, la Section des transports, de l'énergie et des communications.

La Division de l'information coordonne le programme canadien d'information à l'étranger et diffuse aux citoyens et aux gouvernements des autres pays une connaissance et une compréhension du Canada et du peuple canadien. Elle travaille en collaboration avec d'autres ministères et organismes du gouvernement tels que le ministère du Commerce, l'Office national du film et la Société Radio-Canada. Elle coordonne en plus les initiatives culturelles du Canada à l'étranger et est responsable de la liaison avec le Conseil des Arts du Canada. La Division est aussi chargée de fournir les renseignements sur la politique étrangère du Canada et le travail du Ministère, et maintient la liaison avec les services d'information des organisations internationales.

La Division juridique donne des avis sur des questions de droit international et sur l'interprétation des traités. Elle est aussi chargée de la liaison avec le ministère de la Justice. En plus de sa section générale, elle comprend une Section des traités qui aide à la préparation des ententes internationales et une Section des réclamations qui s'occupe des réclamations de citoyens canadiens contre les étrangers.

La Division du protocole s'intéresse aux questions de protocole diplomatique, de préséance, de privilèges et d'immunités. Elle s'occupe d'accréditer les représentants diplomatiques et consulaires à l'étranger et d'accepter les lettres de créance de représentants similaires des pays étrangers au Canada. Elle organise les visites au Canada des dignitaires étrangers et prend les dispositions nécessaires pour leur assurer un séjour agréable. Elle s'occupe des récompenses et des honneurs en provenance de l'étranger.

La Division de presse et de liaison publie des communiqués, organise des conférences de presse, répond aux demandes de renseignements des journaux et s'occupe des journalistes canadiens en voyage à l'étranger. Elle assure aussi divers services d'information politique aux ministres du Cabinet et aux missions du

Ministère à l'étranger, et elle fait la liaison avec le Service international de Radio-Canada.

La Division des Nations Unies s'occupe des questions ayant trait à l'ONU et aux institutions spécialisées. Elle est chargée d'aviser sur les questions relatives à la participation du Canada et aux règles de conduite envers ces organismes. Elle coordonne le travail des autres divisions du ministère des Affaires extérieures et des autres ministères du gouvernement à ce sujet.

Le travail additionnel du Ministère est partagé entre sept autres divisions: Services administratifs, Communications, Finance, Archives, Dossiers, Biens et Fournitures, et Personnel (affectations) et Personnel (services).

Les Services administratifs s'occupent des salaires et allocations, congés et présences, fonds de retraite, impression et reproduction de documents, coordination des services relatifs à l'envoi de personnel à l'étranger, l'établissement de nouveaux postes et préparation des règlements du Ministère.

Les principales attributions de la Direction des finances sont d'établir le budget principal et les crédits supplémentaires des Affaires extérieures, d'exercer un contrôle financier général sur les dépenses du Ministère, de financer les missions à l'étranger et de vérifier les comptes de ces missions, d'organiser les voyages et les déplacements et de régler les réclamations à ce sujet, d'effectuer les versements voulus aux organisations internationales et de prendre les dispositions administratives nécessaires à la participation du Canada aux conférences internationales.

La Division historique est responsable de l'organisation et du fonctionnement des bibliothèques et des archives au Ministère à Ottawa aussi bien qu'aux postes à l'étranger. Elle est aussi responsable de la préparation d'études sur les sujets d'intérêt pour le Ministère et fournit des renseignements sur les questions internationales.

La Division des dossiers est chargée de la garde et du classement des dossiers et fiches.

La Division des biens et des fournitures voit aux achats, loyers, ameublement et entretien des locaux et des endroits utilisés par le Ministère à l'étranger, aussi bien qu'à la préparation et à la mise à exécution des projets de construction. C'est cette Division qui s'occupe d'acheter, emballer et expédier toute la papeterie, les articles et les meubles de bureaux, y inclus les objets et valises personnelles arrivant ou quittant Ottawa.

La Division du personnel est responsable de l'instruction et du placement du personnel aux diverses divisions à Ottawa et aux missions à l'étranger. Ses responsabilités incluent tout ce qui concerne le placement, l'instruction, l'avancement et l'administration générale des affaires du personnel.

Le Service d'inspection a été organisé en vue de préparer des visites périodiques aux postes de l'étranger, afin que le travail et le rendement de chaque poste soient examinés en relation avec les exigences du Ministère.

A la suite du rapport de la Commission Glassco, le Ministère a formé un Bureau d'efficacité administrative chargé d'examiner l'organisation et les attributions de son administration interne. Avec la collaboration de conseillers en gestion, de profonds changements ont été proposés. Le Bureau en question est appelé à mettre ces changements en oeuvre et à formuler de nouvelles recommandations destinées à parfaire l'administration dans son ensemble.

Le Bureau de l'organisation et des méthodes est chargé de faire une étude constante des pratiques et des techniques du Ministère. Il veille aux systèmes, aux méthodes, aux écritures et à toute la gamme des procédés administratifs. Il fait des relevés détaillés qui sont suivis de recommandations au sous-secrétaire sur l'emploi le plus efficace du matériel et du personnel.

En plus d'être titulaire de son propre ministère, le secrétaire d'État aux Affaires Extérieures est responsable devant le Parlement des organismes fédéraux suivants:

Bureau de l'Aide extérieure

Commission mixte internationale (section canadienne)

Commission des frontières internationales (section canadienne)

Le Secrétaire des Affaires Extérieures est responsable des lois suivantes:

Ministère des Affaires extérieures

Loi sur le ministère des Affaires extérieures, c. 68 des S.R.C. 1952

Loi sur l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, c. 122 des S.R.C. 1952

Loi sur le haut commissaire au Canada du Royaume-Uni, c. 142 des S.R.C. 1952

Loi sur les privilèges et immunités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, c. 218 des S.R.C. 1952

Loi sur les privilèges et immunités des Nations Unies, c. 219 des S.R.C. 1952

Loi sur les Nations Unies, c. 275 des S.R.C. 1952

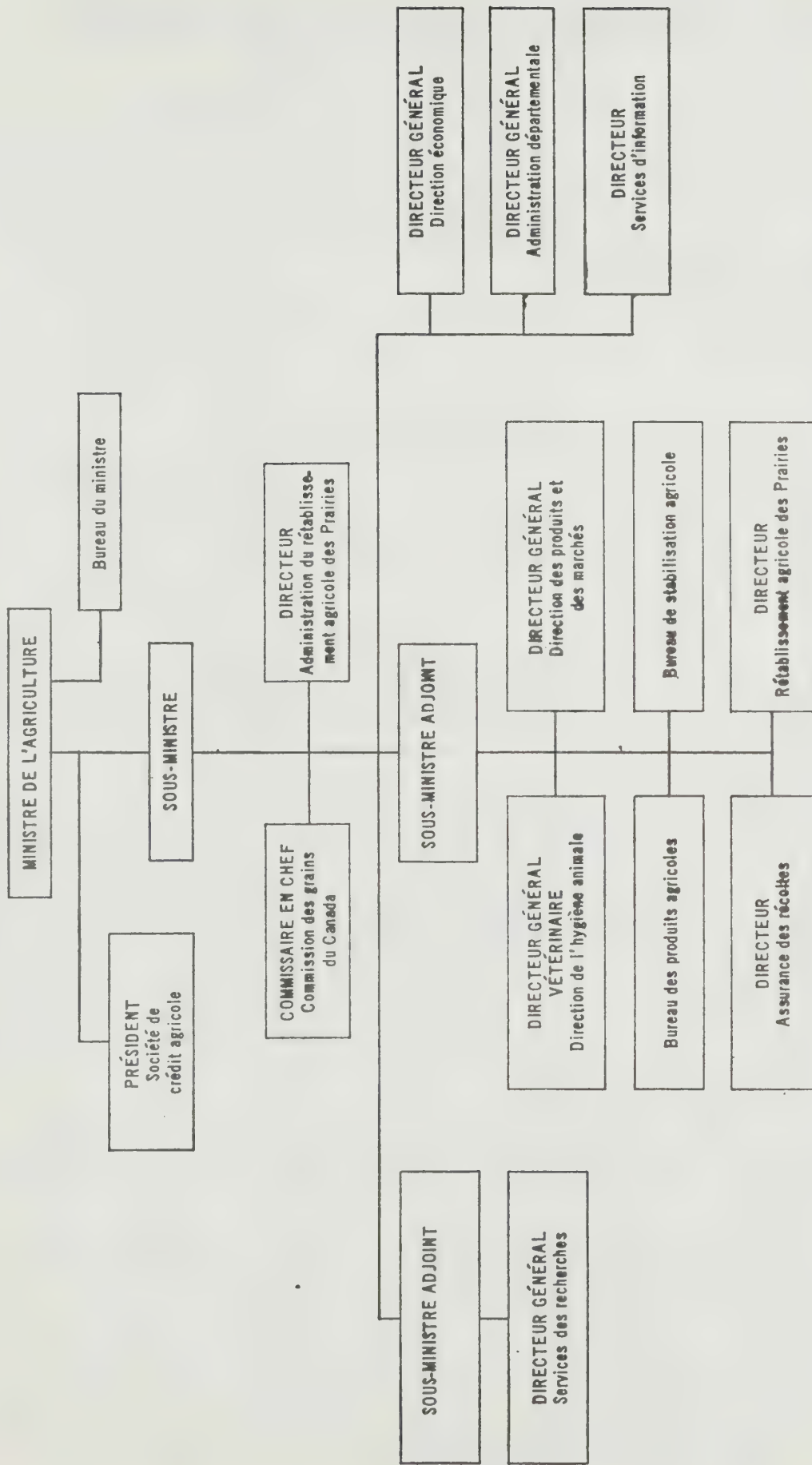
La Commission mixte internationale

Loi sur le Traité des eaux limitrophes internationales, c. 28 des S.C. 1911

Bureau de l'aide à l'extérieur,

C.P. 1960-1476, du 28 octobre 1960

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE



LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Edifice Sir John Carling
Ferme expérimentale centrale, Ottawa

Ministre

L'honorable John James Greene, C.P., député,
Ministre de l'Agriculture

Secrétaire parlementaire..... B. S. Beer
Adjoint exécutif..... D. F. McIntosh
Adjoint spécial..... D. M. Peacock

Fonctionnaires Supérieurs

Sous-ministre..... Sydney B. Williams
Sous-ministre adjoint (Recherche) M. Robert Glen
Sous-ministre adjoint (Production et Marchés)..... W. E. Jarvis
Sous-ministre adjoint (Économie) M. Rolland Poirier

Le ministère de l'Agriculture (à l'origine le Bureau de l'agriculture établi en vertu d'une Loi de l'Assemblée législative de la province du Canada en 1852) a été établi en vertu de la *Loi sur l'organisation du ministère de l'Agriculture* (S.C. 1867-1868, chapitre 53), devenue la *Loi du ministère de l'Agriculture* (S.R.C. 1952, chapitre 66).

La **Direction de la recherche** est le principal organisme de recherches du Ministère. Formée en 1959 par le fusionnement du Service des fermes expérimentales et du Service des sciences, elle est chargée d'un vaste programme de recherches fondamentales et appliquées portant sur les problèmes agricoles. Elle comprend un bureau et un siège administratif à Ottawa ainsi que huit instituts de recherche, trois services de recherche, 26 stations de recherche, et 14 fermes expérimentales réparties d'un océan à l'autre, et vers le nord jusque dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Tout en desservant les grandes régions agricoles du Canada, la Direction de la recherche travaille en collaboration avec les autres agences fédérales telles que le Conseil national de recherches et avec les universités et les gouvernements provinciaux.

Le directeur général et le directeur général associé sont les principaux agents administratifs. Le directeur général est le président du bureau de la Direction de la recherche qui comprend le directeur général associé et quatre directeurs généraux adjoints.

Les directeurs généraux adjoints s'occupent respectivement des Instituts et Services, et des établissements de l'Ouest canadien. Le quatrième directeur général adjoint est responsable de l'administration, y compris les sections suivantes: Architecture et génie, Personnel, Affaires immobilières et financières, Services centraux et Information scientifique. Un groupe de 12 coordonnateurs de la recherche, spécialisés en diverses disciplines scientifiques, aident aux bureaux et aux établissements de recherche à maintenir une liaison, des communications et un programme coordonné de recherches dans leurs domaines respectifs.

Les instituts de recherche s'attaquent principalement aux problèmes d'envergure nationale, portant notamment sur les sols, les plantes, les animaux et les aliments. Les trois services de recherche fournissent à la Direction une assistance spécialisée dans les domaines de la statistique, de la chimie analytique et du génie.

Les stations de recherche et les fermes expérimentales sont, de par leur emplacement, destinées à résoudre les problèmes qui surgissent dans les grandes régions agricoles du Canada. On compte quatre stations de recherche dans les provinces de l'Atlantique, trois dans le Québec, quatre dans l'Ontario, dix dans les provinces des Prairies et cinq en Colombie-Britannique. La plupart des stations se spécialisent dans un domaine particulier en plus des tâches ayant particulièrement trait à leurs régions respectives. Ainsi, Fredericton est le principal centre de recherche sur les pommes de terre, Winnipeg des recherches sur le blé, et Saskatoon des recherches sur les cultures fourragères. Toutes les recherches en cours aux instituts, aux services, aux stations et fermes sont coordonnées de façon à assurer un programme total de recherches qui réponde aux besoins de l'agriculture canadienne.

La **Direction de l'hygiène vétérinaire** applique la Loi sur les épizooties, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur l'abattage sans cruauté des animaux destinés à l'alimentation; elle dirige en outre des laboratoires portant sur la recherche, les enquêtes et les diagnostics relatifs aux maladies des animaux. La Direction compte trois divisions: Maladies contagieuses, Inspection des viandes, et Pathologie vétérinaire, comptables au directeur vétérinaire général. La Loi sur les épizooties a pour objet de protéger le bétail canadien contre les maladies destructives et contagieuses. L'objet de la Loi sur l'inspection des viandes vise à assurer un approvisionnement suffisant de viandes et de produits carnés solubles provenant d'animaux en santé abattus dans des établissements soumis à la surveillance du Ministère. Les recherches et les enquêtes sont effectuées par la Division de la pathologie vétérinaire; elle recherche notamment la cause et les moyens de répression, des maladies et des parasites susceptibles d'infester les animaux domestiques, les volailles, les animaux à fourrure et les animaux sauvages. Cette division fabrique aussi la tuberculine et d'autres réactifs de diagnostic et aussi des produits biologiques; elle fournit également des services d'analyse et de diagnostic.

La **Direction de la production et des marchés** réunit sous une même direction toute l'activité du Ministère dans les domaines de la production et de la vente des produits agricoles. La Direction comprend sept divisions, comptables à un directeur général de qui relève l'administration de la législation et des programmes dans les domaines de la production, de la vente et de la répression des maladies.

Les programmes d'essais de rendement, et le classement et l'inspection des viandes, des volailles et des oeufs relèvent des Divisions des bestiaux et des volailles. La première est chargée également de la surveillance des paris mutuels.

La Division des produits laitiers effectue le classement et l'inspection des produits laitiers, et la Division des fruits et légumes accomplit un travail semblable en ce qui concerne les fruits, les légumes, les produits de l'érable et le miel. La législation qui porte sur les semences, les aliments, les engrais et les antiparasitaires est appliquée par la Division des produits végétaux, tandis que la Division de la protection des végétaux applique les règlements portant sur la répression des maladies et la certification des plants de pommes de terre et des bulbes à fleurs.

La Division des services généraux effectue des inspections au détail et d'autres travaux qui complètent ceux des divisions relatives aux produits.

La Direction de la production et des marchés comprend également deux sections, la Section d'aide aux consommateurs qui fournit des renseignements sur les

produits agricoles et interprète les règlements concernant le classement et l'inspection à l'intention des consommateurs, et la Section de l'information sur les marchés qui publie des renseignements sur les récoltes et les marchés dans des revues hebdomadaires, mensuelles et annuelles.

La **Direction de l'administration du personnel** établit, administre et dirige les programmes relatifs au personnel à l'intention d'environ 11,000 employés du Ministère, y compris les groupes scientifiques et professionnels et d'autres employés connexes, à divers endroits du Canada. La Direction conseille le sous-ministre et les autres hauts fonctionnaires sur les programmes et méthodes se rattachant au personnel. Les fonctions de la Direction sont attribuées à quatre divisions: Recrutement et personnel; Classification et traitements; Recherche et perfectionnement; et Relations avec le personnel.

La **Division des affaires financières et administratives** comprend trois divisions. La Division de l'administration financière s'intéresse aux fonctions financières et en particulier à la planification des méthodes et des finances. L'objectif général des services d'organisation consiste à aider aux directions et aux sous-sections du Ministère à réaliser une administration efficace. La Division de l'administration s'occupe de beaucoup de détails qu'entraîne l'administration d'une organisation importante complexe. Les Sections suivantes relèvent de cette Division: Gestion du matériel; Services de bureau, Gestion des immeubles; Traitement de l'information; Bibliothèque du Ministère et Planification des mesures d'urgence.

La **Direction de l'économie** comprend la Division des services économique d'exploitation agricole et la Division des services des marchés. Elle compte trois bureaux régionaux: un en Colombie-Britannique, un qui dessert les provinces des Prairies et un autre les provinces de l'Atlantique. La Direction est responsable des recherches et des services consultatifs en matière d'économie qui touchent à l'agriculture. Travaillant en collaboration étroite avec les autres directions et organismes du Ministère, elle effectue des enquêtes économiques et collige, analyse et interprète les renseignements économiques en vue de faciliter l'établissement et l'application des programmes du Ministère. La Direction de l'économie est intimement liée au travail de l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, à l'Accord général sur les tarifs douaniers et à l'Organisation de coopération et de développement économique.

La **Division de l'information** est le principal organisme du Ministère qui s'occupe de grouper et de disséminer des renseignements sur les travaux du Ministère. La Division publie des publications pour le Ministère ainsi que des renseignements sous forme de nouvelles pour les journaux, la radio et la télévision. Elle met en exécution aussi un programme comprenant des vues animées pour fins de projection et pour la télévision, monte des étalages pour les expositions, effectue des enregistrements et distribue des rubans magnétiques aux stations radiophoniques.

Organismes connexes

L'*Office de stabilisation des prix agricoles* applique la Loi sur la stabilisation des prix agricoles (S.C. 1957-1958, chapitre 22) qui établit un prix garanti annuel pour tout produit agricole, qui de l'avis de l'Office, a besoin d'être garanti. Cette mesure législative tend à assurer la stabilité des revenus pour les cultivateurs en les protégeant contre toute diminution soudaine et désastreuse des prix.

L'*Office des produits agricoles* a été établi en vertu de la Loi sur les pouvoirs d'urgence, en 1951, en vue de mettre à exécution les contrats relatifs aux denrées alimentaires et à d'autres travaux concernant ces denrées, au fur et à mesure des besoins. L'Office a été réétabli en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles (S.R.C. 1952, chapitre 4).

La *Commission des grains du Canada* a été établie par la Loi sur les grains du Canada (S.C. 1925, chapitre 33 -- devenue la Loi sur les grains du Canada, S.R.C. 1952, chapitre 25, modifiée). L'Office se rend responsable de l'application de la Loi, y compris les inspections, le pesage, l'entreposage et le transport du grain, l'établissement de certains tarifs et de certaines normes et le fonctionnement des **Élévateurs du gouvernement canadien**.

Administration des lois spéciales

La *Loi sur l'assurance-récolte* (S.C. 1959, chapitre 42) a été adoptée en vue de permettre aux provinces de mettre à la disposition des cultivateurs canadiens de régime d'assurance-récolte. La Loi prévoit que le gouvernement fédéral peut conclure une convention avec n'importe quelle province et acquitter 50 p. 100 des frais administratifs et 25 p. 100 des primes nécessaires à la mise à exécution d'un régime provincial d'assurance-récolte. La Loi prévoit également des prêts aux provinces aux cours des années où les indemnités excèdent les primes et les réserves ou, à la place de tels prêts, la réassurance d'une partie des obligations de la province en vertu des régimes en vigueur.

La *Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies* (S.R.C. 1952, chapitre 213, modifiée) prévoit, grâce à l'Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, le versement de paiements aux cultivateurs des Prairies dans les townships où les rendements sont faibles par suite de la sécheresse, des dommages par les insectes et d'autres causes.

La *Loi sur l'établissement agricole des Prairies* (S.R.C. 1952, chapitre 214) s'occupe de l'établissement des zones de sécheresse et d'érosion dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, et de l'Alberta. Les programmes et les projets varient grandement par leur nature et leur portée mais chacun a pour objectif, soit la meilleure utilisation du terrain en vue de réduire au minimum les problèmes suscités par la sécheresse, soit la conservation des eaux pour la ferme. Ces travaux s'effectuent au moyen d'arrangements spéciaux conclus avec les provinces intéressées.

Le Programme de l'Administration du rétablissement agricole des prairies est effectué au moyen de trois services, le siège administratif étant à Regina (Sask.).

Le Service d'aménagement des eaux est responsable des recherches et de la construction d'ouvrages d'emmagasiner des eaux et d'irrigation destinés à servir aux cultivateurs et à des collectivités; elle est responsable aussi de l'exploitation d'une pépinière à Indian Head (Sask.), des travaux d'irrigation dans le sud-ouest de la Saskatchewan et de l'exploitation de l'entreprise d'irrigation de la rivière Bow, en Alberta. Le Service d'utilisation des terres est responsable de l'établissement, de la construction et de l'entretien de 86 pâturages collectifs couvrant près de 2,500,000 acres capables de porter 150,000 têtes de bovins.

Le Service du génie s'occupe d'établissement de plans, de mécanique des sols, d'hydrologie, d'analyse des photos aériennes et d'études portant sur la biologie, et aussi des enquêtes juridiques et de génie requises dans la mise à exécution des projets de la R.A.P. Il est chargé aussi de la construction de gros travaux tels que ceux de la Saskatchewan-Sud et de la rivière St. Mary. Les travaux de génie sont effectués au moyen de trois bureaux régionaux situés à Regina, à Calgary et à Winnipeg.

Le ministère de l'Agriculture est chargé de l'application des lois suivantes:

Loi sur le ministère de l'Agriculture, S.C. 1952, chapitre 66

Loi sur les insectes destructeurs et les ennemis des plantes, S.C. 1952, chapitre 81

Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, S.R.C. 1952, chapitre 213

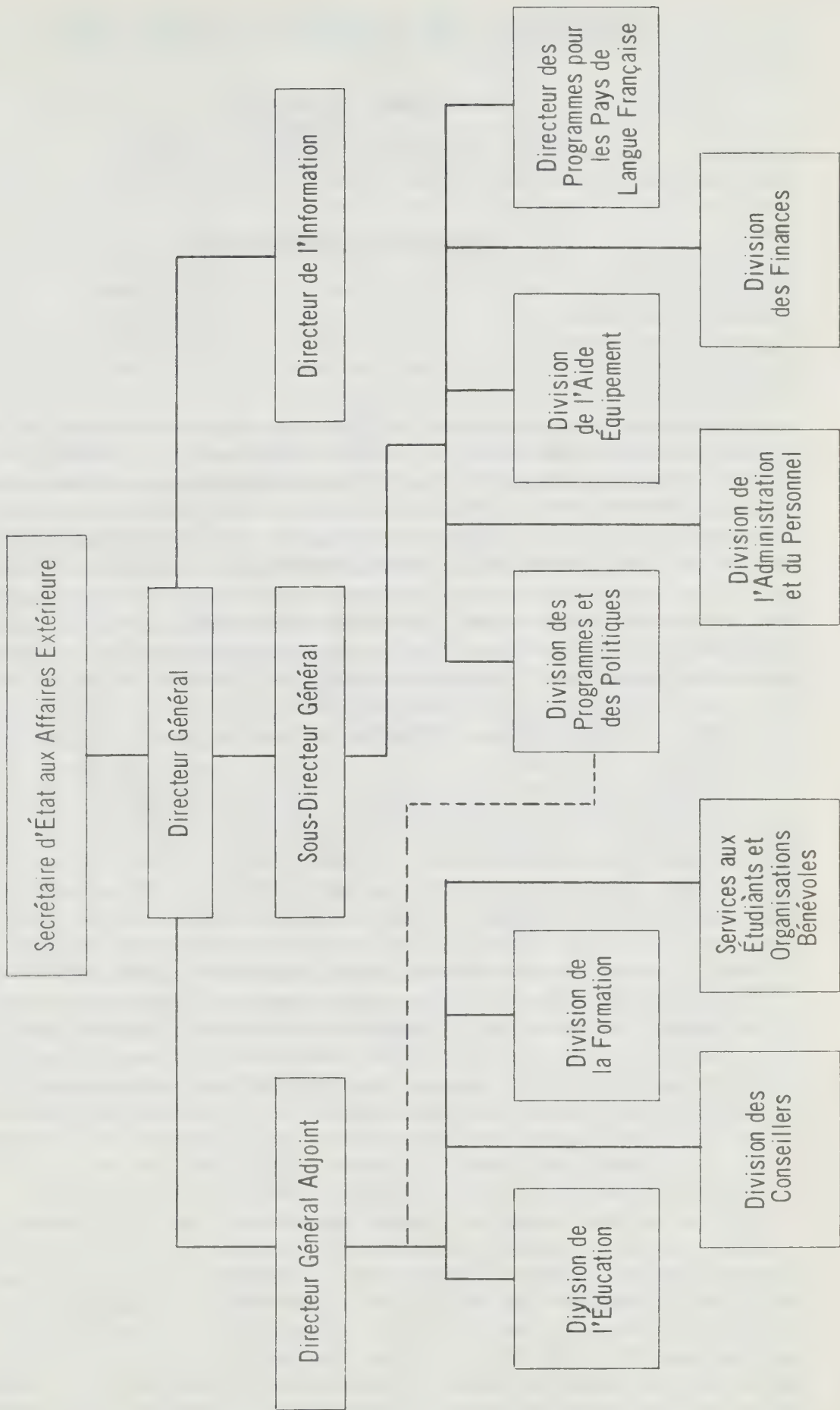
Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, S.R.C. 1952, chapitre 214

Loi sur l'Office des produits agricoles, S.R.C. 1952, chapitre 4
 Loi sur la vente coopérative des produits agricoles, S.R.C. 1952, chapitre 5
 Loi sur l'organisation du marché des produits agricoles, S.R.C. 1952, chapitre 6
 Loi sur les épizooties, S.R.C. 1952, chapitre 9
 Loi sur les produits laitiers du Canada, S.R.C. 1952, chapitre 22
 Loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries, S.R.C. 1952, chapitre 47
 Loi sur les installations frigorifiques, S.R.C. 1952, chapitre 52
 Loi sur les stations agronomiques, S.R.C. 1952, chapitre 101
 Loi sur les engrais chimiques, S.C. 1957, chapitre 57
 Loi sur les fruits, les légumes et le miel, S.R.C. 1952, chapitre 126
 Loi sur l'inspection du foin et de la paille, S.R.C. 1952, chapitre 141
 Loi sur l'inspection et la vente, S.R.C. 1952, chapitre 155
 Loi sur les animaux de ferme et leurs produits, S.R.C. 1952, chapitre 167
 Loi sur la généalogie des animaux, S.R.C. 1952, chapitre 168
 Loi sur l'industrie des produits de l'érable, S.R.C. 1952, chapitre 172
 Loi sur l'essai du lait, S.R.C. 1952, chapitre 180
 Loi sur les produits antiparasitaires, S.R.C. 1952, chapitre 209
 Loi sur les semences, S.C. 1959, chapitre 35
 Loi sur la vente coopérative du blé S.R.C. 1952, chapitre 294
 Loi sur les normes des produits agricoles du Canada, S.C. 1955, chapitre 27
 Loi sur l'inspection des viandes, S.C. 1965, chapitre 36
 Loi sur l'abattage sans cruauté des animaux destinés à l'alimentation, S.C. 1959
 chapitre 44
 Loi sur la stabilisation des prix agricoles, S.C. 1957-1958, chapitre 22
 Loi sur l'assurance-récolte, S.C. 1959, chapitre 42
 Loi sur le crédit agricole, S.C. 1959, chapitre 43 modifié
 Loi relative aux aliments du bétail, S.C. 1960, chapitre 14
 Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles, S.C. 1964-1965,
 chapitre 29
 Loi sur la commission canadienne du lait, S.C. 1966-1967, chapitre 34

En plus du ministère de l'Agriculture, le Ministre est comptable au Parlement des organismes suivants:

- Office des produits agricoles
- Office de stabilisation des prix agricoles
- Commission canadienne des grains
- Société du crédit agricole
- Commission canadienne du lait

BUREAU DE L'AIDE EXTÉRIEURE



BUREAU DE L'AIDE EXTÉRIEURE

Ministre responsable

L'honorable Paul J. J. Martin, C.P., député,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Principaux fonctionnaires

Directeur général M.F. Strong
Sous-Directeur général P. M. Towe

Le Bureau de l'aide extérieure a été établi par décret du Conseil n° 1960-1476, du 28 octobre 1960.

Sous la juridiction du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le Bureau de l'Aide extérieure est responsable de la mise en œuvre et de l'administration des programmes de fonds octroyés pour l'aide bilatérale dans les pays du Sud et du Sud-est asiatique, des Antilles et, en Afrique, dans les pays de langue française et dans ceux du Commonwealth, de même que des programmes de prêts consentis pour le développement des pays déjà cités et de ceux de l'Amérique latine. Le Bureau est également responsable de l'administration au Canada du Plan de bourses du Commonwealth. Le Bureau maintient des liens avec d'autres ministères et organismes du gouvernement intéressés à divers aspects de la coopération économique internationale et, sur demande, procure des conseils et de l'aide administrative aux agences bénévoles canadiennes qui s'occupent d'assistance aux pays en voie de développement. Dans le cas de désastres à l'étranger, le Bureau coordonne les efforts du gouvernement canadien à procurer de l'aide d'urgence en coopération avec les organismes canadiens de secours.

Le Bureau d'aide extérieure est dirigé par un directeur général qui répond directement au Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures. Les questions de ligne de conduite fondamentale sont étudiées par un Bureau d'administration de l'aide extérieure, se composant du directeur général, les sous-ministres (ou leurs représentants) des ministères d'Affaires extérieures, Finances et Commerce, et le directeur exécutif canadien de la Banque internationale. Des représentants d'autres ministères peuvent être invités à assister aux délibérations lorsqu'il s'agit d'une question qui les concerne.

L'organisation du Bureau d'aide extérieure comprend cinq divisions. La Division de coordination des projets et des politiques s'occupe de la coordination du travail des autres divisions du Bureau, en plus de l'assistance technique et administrative fournie par d'autres ministères du gouvernement. Cette division est responsable aussi de l'étude et de l'évaluation des demandes reçues de la part des pays récipiendaires, la préparation des ententes intergouvernementales, l'allocation de fonds de contreparties, la préparation des procédés concernant l'obtention des biens et des services, et le contrôle budgétaire des coûts des projets et des allocations annuelles.

La Division de l'éducation s'occupe généralement des programmes canadiens d'assistance en ce qui concerne le recrutement du personnel d'enseignement scolaire et universitaire pour service à l'étranger, et l'entraînement au Canada d'étudiants en provenance de l'étranger. Le Directeur du recrutement des enseignants francophones a la responsabilité de recruter au Canada des enseignants de langue française en vue de postes dans les divers pays en voie de développement. La Division maintient la liaison avec les institutions gouvernementales et éducationnelles au Canada ainsi qu'avec les organismes nationaux et internationaux à l'étranger. L'administration du Plan de bourses d'études et de subventions du Commonwealth est la responsabilité de la Division de l'éducation.

La Division de l'assistance technique se compose de deux sections. La section des conseillers est responsable d'étudier les possibilités de remplir les demandes pour des conseillers techniques; la location, la sélection, le recrutement et l'instruction du personnel technique pour service à l'étranger; et la surveillance de leurs fonctions sur place. La Section des conseillers s'occupe en plus du recrutement de Canadiens devant servir auprès des programmes d'assistance des Nations Unies ou d'autres organismes internationaux ou extérieurs. La Section de l'entraînement étudie les demandes soumises par les gouvernements récipiendaires en vue d'obtenir des programmes d'entraînement; prépare l'équipement devant servir aux cours d'étude pratique, y inclus les programmes de groupes spéciaux; surveille le travail de chaque apprenti au Canada en coopération avec ses instructeurs; et coordonne les services requis par l'apprenti concernant l'itinéraire de voyage, la santé et le bien-être et d'autres services nécessaires pour terminer son programme avec succès. La Section d'entraînement remplit en plus certaines tâches administratives concernant les programmes d'entraînement au Canada, financés par les Nations Unies ou d'autres organismes de l'extérieur.

Le Directeur des programmes pour les pays de langue française coordonne et surveille les projets d'aide canadienne dans les pays francophones d'Afrique, ainsi qu'au Cambodge, au Vietnam, au Laos, et dans l'Asie du Sud-est. Il agit aussi à titre de conseiller particulier pour le développement et l'exécution de tous les projets dans ces pays. Il exerce, en outre, les fonctions d'agent de liaison auprès des institutions de langue française du Canada.

La Division de l'Assistance-équipement exécute et administre les programmes autorisés d'assistance-équipement. Les responsabilités de cette Division comprennent l'évaluation technique des demandes pour des projets ou de l'équipement de plus haute importance, les négociations de contrats avec des compagnies canadiennes choisies, dresser le programme et surveiller le travail des contracteurs, et de préparer l'expédition des marchandises canadiennes, à destination des pays récipiendaires.

La Division des finances s'occupe de ce qui se rapporte au financement des programmes d'assistance. Elle ébauche les prévisions budgétaires pour les programmes d'assistance, rédige les soumissions au Conseil du trésor en ce qui concerne les dépenses des fonds d'assistance et donne des conseils sur l'usage de ces fonds, en particulier sur ce qui touche l'aspect financier des ententes, des contrats, et des règlements selon lesquels les programmes d'aide technique sont exécutés. Cette Division est aussi chargée de compiler les comptes et les statistiques, et de rédiger les rapports financiers.

La Division de l'administration et du personnel est chargée de mettre à la disposition des autres divisions les services communs dans les domaines suivants: l'administration du personnel, le soutien administratif pour les conseillers et les professeurs à l'étranger, l'administration des contrats, l'organisation des déplacements, les services de bureau, les communications et les services de sténographie et de transcription.

AIR CANADA

Place Ville-Marie, Montréal
Filiale des Chemins de Fer Nationaux du Canada

Ministre responsable

L'honorable Paul T. Hellyer, C.P., député,
ministre des Transports

Conseil d'Administration

D.A. Anderson	Renault St-Laurent, C.R.
Walter C. Koerner	J.G. Simpson
N.J. MacMillan, C.R.	Bernard Tailleur
G.R. McGregor	Welland D. Woodruff
R.H. McIsaac	

Direction

Président	G.R. McGregor
Vice-président	H.W. Seagrim
Premier vice-président (Ventes)	H.G. Wood
Premier vice-président (Finances)	W.S. Harvey
Vice-président (Exploitation)	D.C. Tennant
Vice-président (Services administratifs)	S.W. Sadier
Vice-président (Relations publiques)	R.C. MacInnes
Conseillers Juridiques Généraux	Lionel Côté, C.R. I.E. McPherson
Secrétaire de la Compagnie	R.T. Vaughan
Directeur général (Achats et Magasins).....	K.E. Olson

La compagnie Air Canada a été créée par une loi de 1937 sous le nom de "Trans-Canada Air Lines" en vue de l'exploitation d'un service public de transport aérien sur tout le territoire canadien ainsi qu'à l'étranger. Air Canada assure maintenant le transport des voyageurs, du courrier et des marchandises sur un réseau qui, hors du Canada, s'étend aux États-Unis, à l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, la France, la Suisse, l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche, l'Union Soviétique, au Danemark, aux Bermudes, aux Bahamas, à la Jamaïque, Antigua, la Barbade et à la Trinité.

LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS

Édifice des Affaires des anciens combattants,
angle des rues Lyon et Wellington,
Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Roger J. Teillet, C.P., député,
ministre des Affaires des anciens combattants

Président.....	W. T. Cromb
Vice-président.....	W. G. H. Roaf
Membres.....	H. B. Mersereau J. E. R. Roberge G. F. Schoales J. H. M. Dehler E. G. B. Foote

La *Loi sur les allocations aux anciens combattants* est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1930. Le but de la loi était de venir en aide aux anciens combattants qui, en raison des fatigues du service, avaient vieilli avant l'âge et n'étaient plus capables de se faire valoir sur le marché du travail. Au cours des discussions qui ont eu lieu à cette époque, on désignait ces allocations sous le nom de «Burnt-out Pension». L'application de la loi était confiée à un organisme qu'on appelait alors le Comité des allocations aux anciens combattants et qui est devenu plus tard la Commission des allocations aux anciens combattants.

La loi a été modifiée 14 fois depuis 1930, la portée en a été agrandie, et les taux d'allocation ainsi que les revenus maximums ont été haussés de temps à autre.

Par suite des modifications de 1950, la loi a établi des autorités régionales dans les districts du ministère des Affaires des anciens combattants et donné à celles-ci le plein pouvoir et l'autorisation exclusive de statuer sur toutes les questions relevant de l'application de la loi à l'égard de la concession, de l'augmentation, de la diminution ou de la suspension, ou encore de la suppression de toute allocation payable ou versée en vertu de la loi.

Les membres d'une autorité régionale sont des employés du ministère des Affaires des anciens combattants que le ministre désigne à ce poste avec l'approbation du Gouverneur en conseil. Aux termes des Règlements, le nombre des membres d'une autorité régionale ne doit pas être inférieur à quatre ni supérieur à sept, suivant l'étendue du district du Ministère et le volume du travail relatif aux allocations.

Il y a dix-neuf autorités régionales, y compris l'Autorité régionale pour les pays étrangers qui a son siège à Ottawa. Toute demande d'allocation doit être adressée à l'autorité régionale établie pour le district où l'intéressé réside.

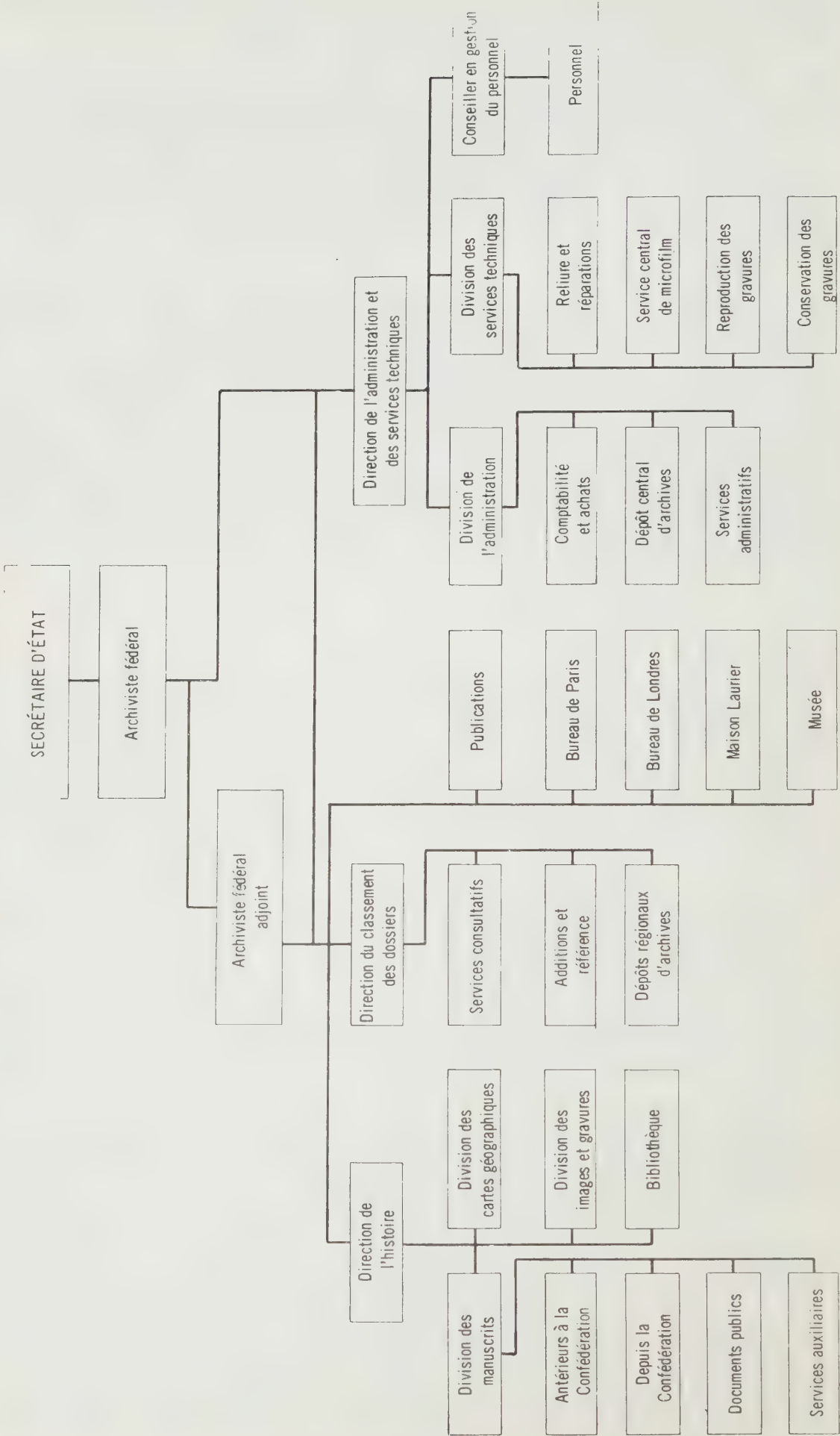
La Commission des allocations aux anciens combattants est un organisme statutaire qui fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Affaires des anciens combattants en ce qui concerne l'application de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*. C'est le Gouverneur en conseil qui nomme les membres de la

Commission. Celle-ci est un organisme quasi judiciaire, indépendant quant à ses décisions. Le ministre est chargé de l'application de la loi.

La Commission des allocations aux anciens combattants agit comme tribunal d'appel à l'égard d'un requérant ou d'un bénéficiaire qui se sent lésé par suite de la décision d'une autorité régionale, et la Commission peut, de son propre chef, reviser toute concession de la part d'une autorité régionale, la modifier ou la renverser. En outre, la Commission doit aussi instruire et guider les autorités régionales quant à l'interprétation de la conduite, et conseiller le ministre au sujet des règlements concernant la méthode à suivre dans les questions soumises aux autorités régionales en vue d'une décision.

Le 23 février 1962, la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils* a été modifiée par l'addition de la nouvelle Partie XI qui met à la disposition de certains groupes de civils, ainsi que des veuves et orphelins de ceux-ci, les mêmes avantages que ceux dont peuvent bénéficier les anciens combattants en vertu de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*. Ces groupes spécifiques de civils ont exercé des fonctions, au cours de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale, en des circonstances qu'on a jugées dangereuses. Cette nouvelle Partie XI est appliquée par la Commission des allocations aux anciens combattants et les autorités régionales. Toutes les demandes d'allocations soumises aux termes de cette Partie sont traitées et jugées de la même manière que les demandes d'allocations présentées sous le régime de la *Loi de 1952 sur les allocations aux anciens combattants*.

ARCHIVES PUBLIQUES



LES ARCHIVES PUBLIQUES

Édifice des Archives publiques,
330, promenade Sussex,
Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Judy V. LaMarsh, C.P., député,
Secrétaire d'État

Fonctionnaires supérieurs

Archiviste fédéral..... D^r W. Kaye Lamb
Archiviste fédéral adjoint..... W. I. Smith

Des dispositions ont d'abord été prises pour la création des Archives publiques à la suite d'un décret du 20 juin 1872 qui nommait un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture pour prendre la charge de ce nouveau service. En 1912, la Direction des archives est devenue le département des Archives publiques (*Loi sur les archives publiques*. C.S., 1911-1912, chapitre 4, maintenant la *Loi sur les archives publiques*. S.R.C., 1952, chapitre 222).

Le but des Archives publiques est de rassembler et de mettre à la disposition du public une vaste collection de pièces de sources relatives à l'histoire du Canada.

La Direction de l'histoire comprend quatre divisions s'occupant respectivement des manuscrits, des images et gravures, des cartes géographiques et des livres.

La Division des manuscrits renferme des collections de manuscrits et de documents publics, chacune arrangée par groupes. Les groupes de manuscrits comprennent les papiers particuliers des gouverneurs, intendants, explorateurs, missionnaires et autres, de même que la plus grande partie de la correspondance de nombreux hommes d'État canadiens de premier plan. Les groupes de documents représentent un choix d'archives de tous les ministères et organismes du gouvernement du Canada.

La Division des images et gravures a la charge des peintures, aquarelles, gravures et photographies documentaires se rapportant à des personnes, des événements, des lieux et des objets historiques. Elle prend note d'illustrations semblables publiées dans les livres, les revues et les journaux.

La Division des cartes géographiques a la garde de milliers de cartes et de plans se rapportant à la découverte, l'exploration et l'établissement du pays. Elle conserve aussi une collection de levés topographiques étrangers.

La Bibliothèque renferme quelque 80,000 volumes sur l'histoire du Canada et un grand nombre de brochures, revues et journaux.

Bien que les documents dans les Divisions sus-mentionnées ne puissent pas être prêtés, ils peuvent bénéficier d'un service de vingt-quatre heures. On peut obtenir sur demande, pour une somme minime, la reproduction des pièces disponibles et on peut emprunter à la Division des manuscrits de nombreux documents reproduits sur microfilm.

La Direction du classement des dossiers a été établie en 1956 pour aider les ministères et les organismes à classer leurs dossiers; elle se trouve à Tunney's Pasture. Le service offert comprend des recommandations et des conseils sur l'ordonnancement et la disposition des dossiers et la prévision de l'espace d'entreposage nécessaire, d'un service de référence et de l'élimination systématique à aussi bon compte que possible des dossiers dormants. Des dépôts régionaux sont en voie d'établissement dans les principales villes du Canada.

La Direction de l'administration et des services techniques fait des recommandations sur les lignes de conduite générales et s'occupe des besoins d'ordre administratif des Archives. La Division des services techniques assure un service technique et un service de consultation relatif à la reproduction sur microfilm au Conseil consultatif des Archives publiques, de même qu'aux ministères et organismes de l'Etat. Le Service central de microfilm est un organisme centralisé de la Division qui fait le travail de microfilm au prix coûtant pour les ministères. Il incombe à la Division d'établir le détail des ouvrages quant au film et à l'outillage, au traitement du film, à l'utilisation de l'outillage et à la mise à l'épreuve des films pour tous les ministères et organismes du gouvernement.

Les Archives publiques ont des bureaux à Londres et à Paris.

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

Édifice temporaire n° 2, 70, rue Lyon, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable C.M. Drury, C.P., député,
ministre de la Production de défense

Conseil d'administration

J. R. Brisson

Maj.-gén. D. A. G. Waldock

C. L. Muir

D. B. Mundy

Maj.-gén. H.L. Meuser

Maj.-gén. R. P. Rothschild,

G. W. Hunter

Fonctionnaires supérieurs

Président et directeur général J. R. Brisson

Vice-président..... G. W. Hunter

Secrétaire K. J. Price

Divisions d'exploitation

Armes portatives,
Long Branch, Ontario

Remplissage,
Saint-Paul-l'Ermitte (Québec)

Les Arsenaux Canadiens Limitée ont été constitués en société de la Couronne en septembre 1945, sous le régime de la Partie I de la *Loi sur les compagnies*, 1934 (chapitre 33 des S.C. 1934), maintenant la *Loi sur les compagnies* (chapitre 53 des S.R.C. 1952), pour donner suite aux vœux de la Commission mixte sur l'organisation des arsenaux.

La Société a été dotée de ce qu'il y a de mieux dans chaque catégorie d'usines d'armements et a retenu des effectifs spécialisés, des procédés et de l'outillage suffisants, de façon non seulement à pourvoir aux besoins ordinaires des forces armées que l'industrie n'est pas en mesure de satisfaire en temps de paix, mais aussi pour assurer des possibilités d'expansion rapide en cas de guerre.

Les attributions de la Société comprennent la production du matériel et des fournitures militaires sur commande du ministère de la Production de défense, la mise au point du matériel militaire nouveau que requièrent les Services, la mise au point et l'organisation des procédés de fabrication, la garde des archives se rapportant

aux procédés de fabrication, et le maintien des compétences particulières se rapportant aux attributions de la Société et qui ne sont pas normalement requises dans l'industrie.

Outre son siège à Ottawa, la Société compte deux divisions d'exploitation dans les villes suivantes:

Armes portatives, Long Branch, Ontario (fabrication d'armes portatives);

Remplissage, Saint-Paul-l'Ermitte (Québec), (montage et remplissage de munitions d'artillerie, de mines, bombes, grenades, fusées et autres pièces allant jusqu'aux ogives de torpilles).

CENTRE NATIONAL DES ARTS

Édifice Burnside, 151, rue Slater, Ottawa 4

Ministre responsable

L'honorable Judy LaMarsh, C.P., M.P.
Secrétaire d'État

Conseil d'Administration

Pour une période de quatre ans

M. Lawrence Freiman (Ottawa, Ontario)..... Président
M. Claude Robillard (Montreal, Québec)..... Vice-président
M. Leonard A. Kitiz, C.R. (Halifax, Nouvelle-Écosse)
Mme Andrée Paradis (Outremont, Québec)
M. William Teron (Ottawa, Ontario)

Pour une période de trois ans

Dr. Robertson Davies (Toronto, Ontario)
Mlle Madeleine Gobeil (Ottawa, Ontario)
M. Anson C. McKim (Montréal, Québec)

Pour une période de deux ans

Mlle Dorothy Maud Somerset (Vancouver, Colombie-Britannique)
Dr. Arnold Walter (Toronto, Ontario)

Membres à titre d'office

Le maire d'Ottawa
Le maire de Hull
Le Directeur du Conseil des Arts
Le Président de la Société Radio-Canada
Le Commissaire et Président du Conseil d'administration de l'Office national du Film

Principaux administrateurs

SOUTHAM, G. Hamilton..... Directeur général
BEAUDET, Jean-Marie Directeur de la musique
CORDER, Bruce..... Directeur de l'exploitation
DUVAL, Laurent..... Directeur des relations publiques
GRAVELLE, Pierre Secrétaire de la Corporation
HABER, David Administrateur du théâtre
MONTPETIT, Robert Contrôleur des finances
WRONG, Henry Directeur des programmes spéciaux

La décision du Gouvernement de construire le Centre national des Arts a été annoncée par le Premier ministre, à Ottawa, le 23 décembre 1963. Les avant-projets fournis par les architectes furent dévoilés par le Secrétaire d'État le 29 juillet 1964 et les travaux de construction commencèrent au début de l'année 1965. Le complexe, qui occupe un terrain de 6½ acres, comprendra une salle d'opéra et de concert de 2,300 sièges, une salle de spectacle de 900 sièges, un théâtre expérimental de 300 sièges, un salon de réception qui servira également de salle de récital, des bureaux qui seront mis à la disposition d'organisations artistiques, un centre de renseignement, un restaurant, un café et un garage pouvant loger 900 voitures. Il sera terminé en 1969.

La *Loi sur le Centre national des Arts*, chapitre 48 des S.C. 1966, (sanctionnée le 15 juillet 1966) constitua une corporation pour l'administration du Centre national des Arts. La Corporation a pour objet "de diriger et maintenir le Centre, de développer les arts d'interprétation dans la région de la Capitale nationale et d'aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada."

Les arts d'interprétation désignent les arts de la scène et les concerts, notamment la création, la mise-en-scène et l'exécution d'œuvres dramatiques, musicales ou chorégraphiques.

Pour faciliter la réalisation de ses objets, la Corporation peut:

- a) organiser et patronner des réalisations, au Centre, dans le domaine des arts d'interprétation;
- b) encourager et aider le perfectionnement des troupes d'arts d'interprétation attachées au Centre;
- c) organiser ou patronner des émissions de radio et de télévision émanant du Centre ainsi que la projection de films au Centre;
- d) aménager au Centre, selon les modalités et aux conditions que la Corporation peut fixer; des locaux pour les organisations nationales et locales poursuivant, entre autres objets, le développement et l'encouragement des arts d'interprétation au Canada; et
- e) à la demande du gouvernement du Canada ou du Conseil des Arts du Canada, organiser des représentations ailleurs au Canada par des troupes d'arts d'interprétation, établies ou non au Canada, et organiser des représentations hors du Canada par des troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

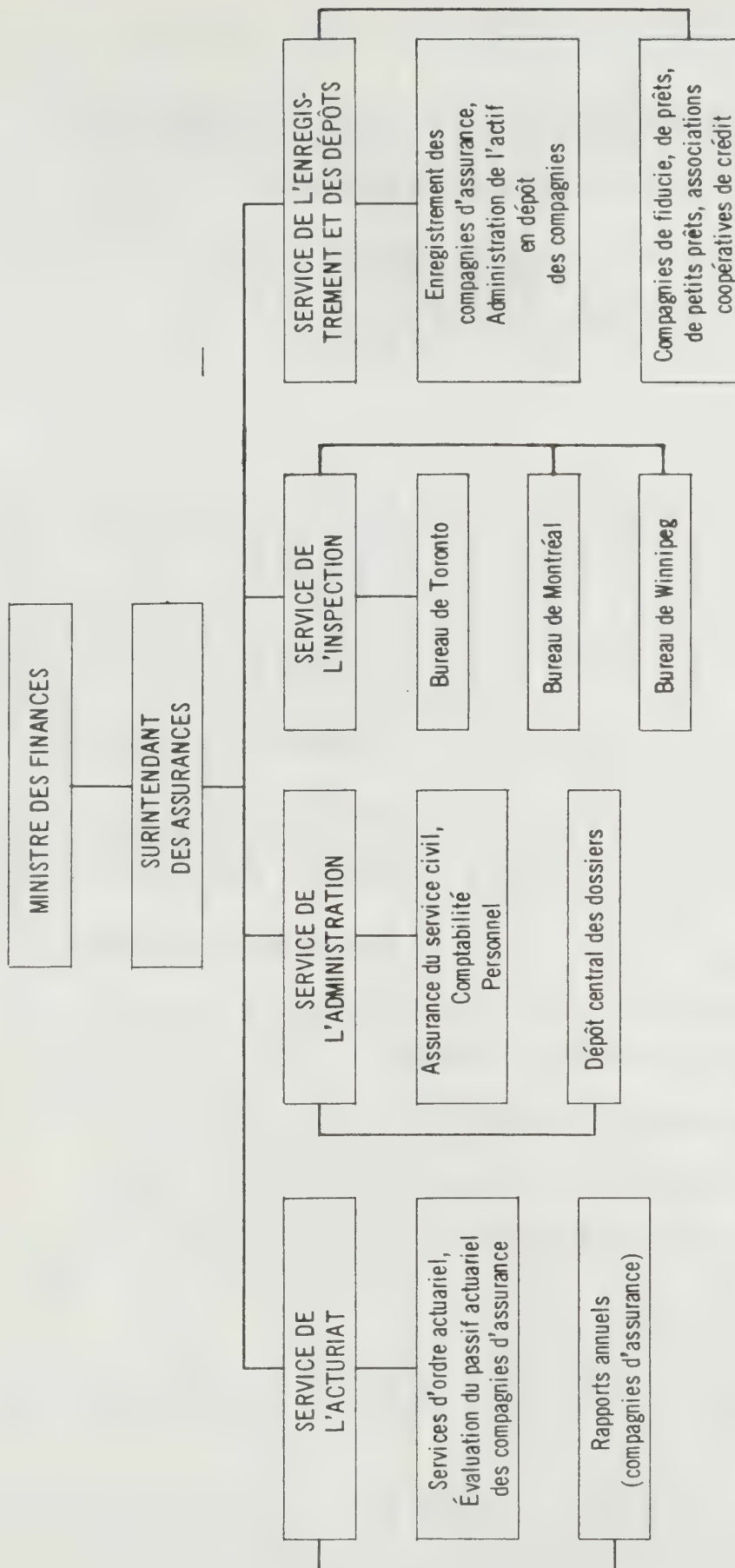
La Corporation n'est pas mandataire de Sa Majesté et, sauf ce que prévoit l'article 13, l'administrateur ainsi que les fonctionnaires et employés de la Corporation ne font pas partie de la fonction publique.

La Corporation est réputée une organisation de charité au Canada,

- a) telle que la décrit l'alinéa e) du paragraphe (1) de l'article 62 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, aux fins de ladite loi; et
- b) telle que la décrit le sous-alinéa (i) de l'alinéa d) du paragraphe (1) de l'article 7 de la *Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès*, aux fins de ladite loi.

Le Conseil d'administration fut nommé en décembre 1966. Depuis lors, il a autorisé la création d'un orchestre de concert, il a conclu une entente avec le Stratford Festival Company maintenant connu sous le nom de Stratford National Theatre of Canada lequel aura chaque hiver une saison régulière à Ottawa, il a entamé des négociations visant à la formation d'une compagnie de théâtre d'expression française au Centre national des Arts, et envisage la tenue d'un festival d'été.

DÉPARTEMENT DES ASSURANCES



LE DÉPARTEMENT DES ASSURANCES

Confederation Heights, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Mitchell Sharp, C.P., député,
ministre des Finances

Surintendant des assurances R. Humphrys

Le département des assurances est devenu officiellement un département distinct en 1924 à la suite d'une modification apportée à la *Loi de 1917 sur les assurances*, bien qu'il eût été ainsi désigné par la *Loi de 1910* (chapitre 32 des S.C. 1909-1910). Lors de la révocation de celle-ci, en 1932, le département fut reconstitué par la *Loi sur le département des assurances* (chapitre 45 des S.C. 1932—maintenant chapitre 70 des S.R.C. 1952). La fonction de surintendant des assurances fut d'abord créée par une loi de 1875, chapitre 20. Le surintendant rend compte au ministre des Finances des questions relatives à l'application et l'exécution des lois indiquées ci-dessous. Antérieurement à 1910, son personnel faisait partie du ministère des Finances.

Le surintendant des assurances agit suivant les instructions du Ministre. Il lui incombe d'enquêter et de lui présenter, lorsqu'il y a lieu, des rapports sur toutes les affaires qui se rattachent à l'exécution de chacune des lois suivantes et des décrets ou règlements s'y rapportant:

Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (chapitre 31 des S.R.C. 1952)

Loi sur l'assurance du service civil (chapitre 49 des S.R.C. 1952)

Loi sur les associations coopératives de crédit (chapitre 28 des S.C. 1952-1953)

Loi sur les compagnies d'assurance étrangères (chapitre 125 des S.R.C. 1952)

Loi sur les petits prêts (chapitre 251 des S.R.C. 1952)

Loi sur les compagnies de prêts (chapitre 170 des S.R.C. 1952)

Loi sur les compagnies fiduciaires (chapitre 272 des S.R.C. 1952)

Partie 1 de la Loi sur la Taxe d'accise (chapitre 100 des S.R.C. 1952)

Le département est divisé en quatre services: Actuariat; Administration; Onspexion; Enregistrement et Dépôt.

Le Service de l'actuariat vérifie l'évaluation du passif actuarial des compagnies d'assurance-vie enregistrées, prépare les rapports annuels relatifs aux compagnies d'assurance et fournit des services d'ordre actuariel aux autres ministères.

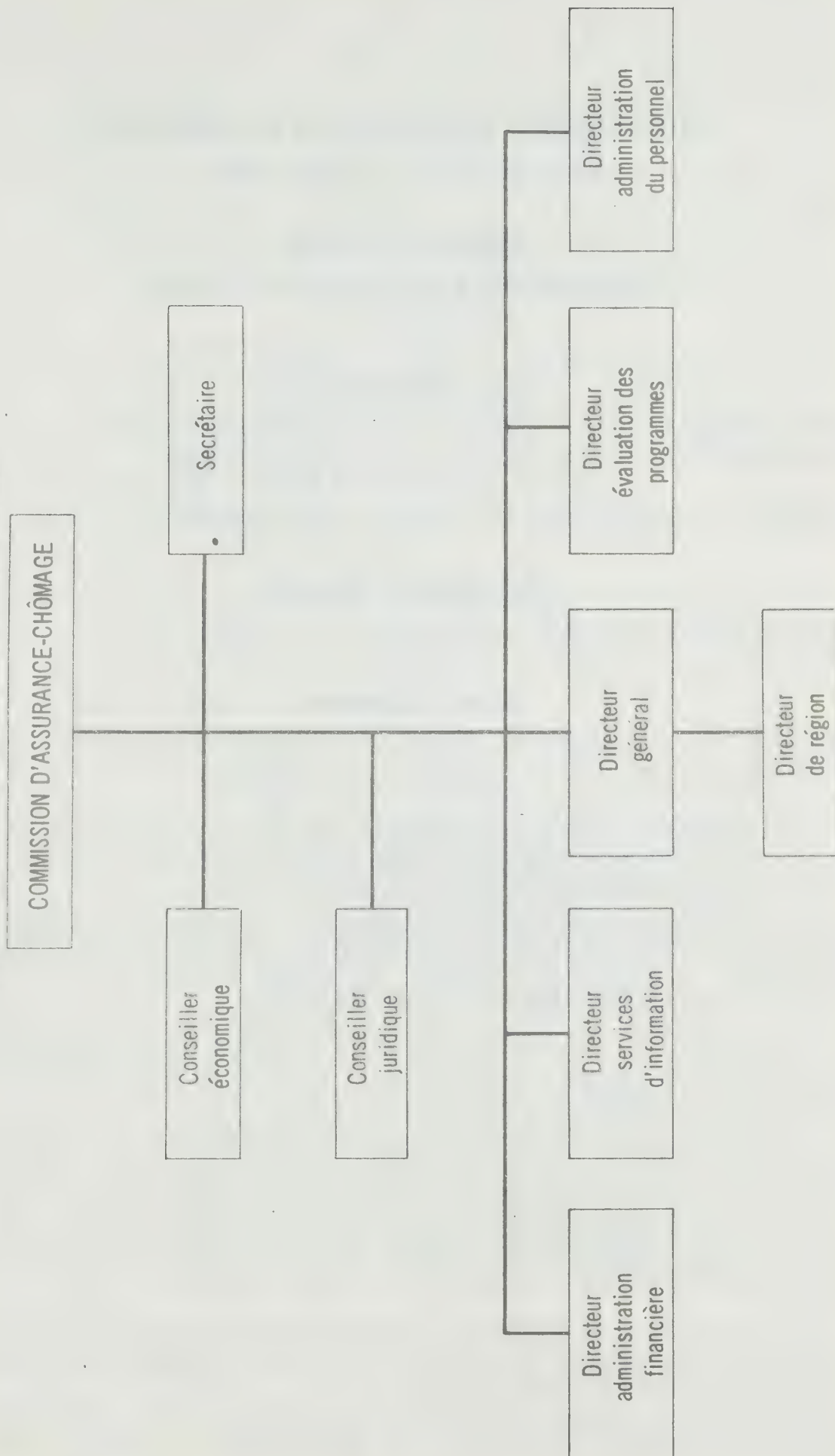
Les fonctions du service de l'administration sont les suivantes: administration de l'assurance du service civil, perception de la cotisation annuelle des dépenses, perception d'impôt sur les primes suivant la Partie I de la Loi sur la taxe d'accise, comptabilité, questions de personnel, dépôt central des dossiers et prévisions budgétaires de l'ensemble du département.

Le service d'inspection inspecte les compagnies à leur siège social ou à leur principale agence canadienne, vérifie leurs états annuels et dresse des rapports sur les inspections.

Le service de l'enregistrement et des dépôts a pour fonctions l'enregistrement des compagnies, le maintien de dépôts par les compagnies enregistrées, l'évaluation de titres et la compilation de prêts, les compagnies de petits prêts et les prêteurs d'argent.

Le département possède des bureaux à Montréal, Toronto et Winnipeg.

COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE



COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Immeuble 5, 520, rue Preston, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable John Robert Nicholson, C.P., député,
ministre du Travail

La Commission

Commissaire en chef..... Jacques M. DesRoches
Commissaires Thos. B. Ward
Morris C. Hay, C.R.
Secrétaire A.C. Bricault

Fonctionnaire supérieur

Directeur général R.L. Beatty

Bureau de l'arbitre

Arbitre Honorable Juge John D. Kearney
Registraire..... J. Durocher

La Commission d'assurance-chômage a été établie en 1941 sous l'empire de la *Loi de 1940 sur l'assurance-chômage* (chapitre 44 des S.C. 1940), devenue la *Loi sur l'assurance-chômage* (chapitre 50 des S.C. 1955).

La Commission veille à appliquer l'assurance obligatoire aux personnes employées, sauf celles de certaines catégories et, sous réserve des règlements nécessaires, à verser à ces personnes, lorsqu'elles tombent en chômage, des prestations hebdomadaires pendant des périodes limitées.

Pour poursuivre ces buts, la Loi prévoit l'établissement d'un organisme d'assurance-chômage, sous la direction de la Commission d'assurance-chômage, ainsi que la nomination des fonctionnaires et du personnel requis pour gérer les affaires de la Commission.

La Commission se compose de trois commissaires nommés par le Gouverneur en conseil, dont l'un est commissaire en chef. Des deux autres commissaires, l'un est nommé sur consultation des associations d'employés, l'autre sur consultation des associations patronales. Le mandat du commissaire en chef est de 10 ans; les autres commissaires sont nommés pour des périodes n'excédant pas dix ans. Les commissaires peuvent être nommés de nouveau pour un ou plusieurs autres mandats.

L'organisation de la Commission comporte trois échelons: un bureau central, cinq bureaux régionaux et des bureaux de zone et de district situés dans les centres urbains les plus peuplés du pays.

Il appartient au bureau central d'édicter des règles concernant la direction, les façons de procéder, les méthodes et la réglementation qui touchent l'adminis-

tration et l'interprétation, de la Loi et des Règlements, les finances, les relations extérieures et les questions relatives au personnel. Le bureau régional, que dirige le directeur régional, veille à l'administration et à la gestion des affaires de la Commission dans les limites de sa région, et son organisation est à peu près la même que celle du bureau central. Le bureau local qui relève directement du directeur régional, met le service d'assurance-chômage à la portée du public. Il est uniquement question ici de l'activité du bureau central.

Les commissaires constituent le groupe à qui il appartient d'adopter des lignes de conduite pour tout l'organisme. Il met en application la Loi sur l'assurance-chômage et s'acquitte de toutes autres fonctions et responsabilités prescrites par le Gouverneur en conseil sur recommandation du ministre du Travail, et, à l'égard de ces autres fonctions et responsabilités, est comptable au ministre du Travail.

La Commission est secondée par le directeur général et quatre directeurs. Le directeur général dirige et coordonne le travail des différents spécialistes et les opérations d'exécution du programme d'assurance-chômage dans les bureaux régionaux et locaux conformément aux objectifs fixés par la Commission. C'est lui qui porte la responsabilité générale de la planification des opérations nécessaires à la réalisation des objectifs approuvés par la Commission.

Du directeur général relèvent les directions de la planification et de l'organisation, du contrôle du revenu, des réclamations et des prestations, du contrôle des prestations et de l'analyse de la gestion.

La Direction de la planification et de l'organisation s'occupe de la planification, du perfectionnement, de la formation et de l'organisation administrative prévisionnels de la Commission dans son ensemble. Le chef de la direction est en outre tenu de jouer le rôle de coordonnateur en vue d'une analyse valable de l'activité des bureaux régionaux et central.

La Direction du contrôle du revenu englobe les divisions de l'assurabilité, des contributions, de la vérification et du fichier central. La Division de l'assurabilité statue sur les questions d'assujettissement à l'assurance-chômage. La Division des contributions détermine et élabore les méthodes et la marche que doivent suivre les employeurs pour verser des contributions, fixe le montant des contributions d'assurance-chômage et les périodes à l'égard desquelles elles sont payables et calcule le taux et la durée des prestations. La Division du fichier central est chargée de l'attribution et du contrôle des numéros d'assurance sociale et des numéros d'inscription des employeurs. La Division de la vérification effectue la vérification des registres des employeurs et veille à ce que tous les travailleurs assurables soient assurés et que les contributions soient versées comme il faut. Les vérificateurs des services extérieurs de la division visitent périodiquement les employeurs.

La Direction des réclamations et des prestations se compose de la division de la détermination de l'admissibilité et de celle des réclamations et du paiement. La Division de la détermination de l'admissibilité tranche les questions concernant le droit aux prestations, elle veille à ce que les dispositions de la Loi concernant les prestations soient appliquées comme il faut, elle revoit les décisions des conseils arbitraux et rédige les appels et les exposés à l'intention de l'Arbitre. La Division des réclamations et du paiement s'occupe de l'élaboration et de la revision de méthodes intéressant l'inscription, l'examen et le règlement des réclamations.

La Direction du contrôle des prestations est chargée de la vérification et de l'examen des réclamations en vue de protéger la Caisse contre les décaissements abusifs et de faire enquête chez les employeurs qui ont enfreint la Loi et les Règlements. La direction établit et élabore des techniques d'enquête. Ses

enquêteurs du service extérieur prennent part au programme d'éducation du public en ayant des entretiens avec les requérants pour constater s'ils remplissent les conditions d'attribution de prestations et pour définir les droits que leur confère la Loi.

La Direction de l'analyse de la gestion comporte trois divisions: celle du Système d'ordination électronique, des Études du travail et de la Gestion des formules. La Division du système d'ordination électronique est chargée de l'élaboration de systèmes comportant l'emploi de calculateurs électroniques ainsi que d'autres comportant des modifications majeures aux méthodes existantes. La Division des études du travail est chargée de l'élaboration et de l'introduction de normes de travail applicables à toutes les opérations de la Commission. La Division de la gestion des formules s'occupe de la création et du contrôle des formules employées par la Commission.

Le conseiller économique aide la Commission à établir les programmes d'action et veille à ce que chaque programme évolue avec le milieu économique et industriel auquel il s'applique. Il analyse en outre les expériences faites dans d'autres pays afin d'y puiser ce qui pourrait utilement s'appliquer au régime d'assurance-chômage du Canada.

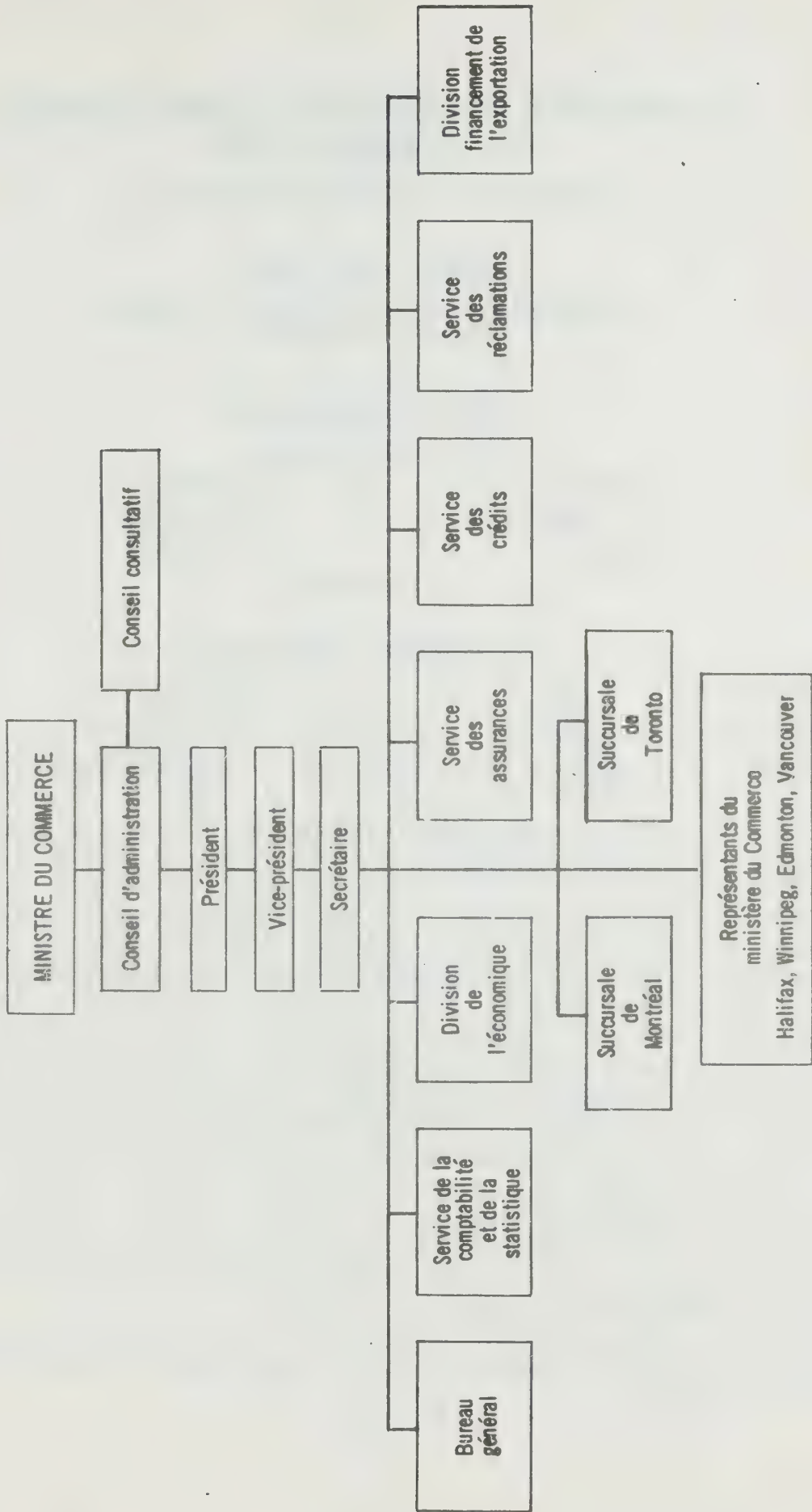
Le directeur de l'administration du personnel élabore et recommande les lignes directrices destinées à assurer l'utilisation la plus efficace du personnel. Il aide la Commission et les directeurs de ses conseils et services de spécialiste.

Le directeur de l'administration financière conseille la Commission et les directeurs sur toute question financière concernant la planification et l'application du programme d'assurance-chômage; il fournit aide et conseils pour la préparation et la présentation des prévisions budgétaires; il élabore les lignes directrices et méthodes pour la rédaction de rapports sur les dépenses et leur contrôle efficace et donne des directives aux fonctionnaires subalternes chargés des services administratifs et des services de bureau.

Le directeur de l'évaluation des programmes veille à l'application d'un programme dont l'objet est d'aider la haute direction à évaluer et à améliorer l'efficacité des opérations.

Il y a un directeur régional à chacun des endroits suivants: Moncton (N.-B.); Montréal (P.Q.); Toronto (Ont.); Winnipeg (Man.) et Vancouver (C.-B.).

LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CRÉDITS À L'EXPORTATION



LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CRÉDITS À L'EXPORTATION

Immeuble Halifax, 309, rue Cooper, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Robert Henry Winters, C.P., député,
ministre du Commerce

Conseil d'administration

J. H. Warren, président

R. B. Bryce

C. L. Read

L. C. Audette

J. C. Langley

D. Harvey

H. T. Aitken

A. W. Thomas

Fonctionnaires supérieurs

Président.....	H. T. Aitken
Vice président	A. W. Thomas
Secrétaire.....	T. Chase-Casgrain

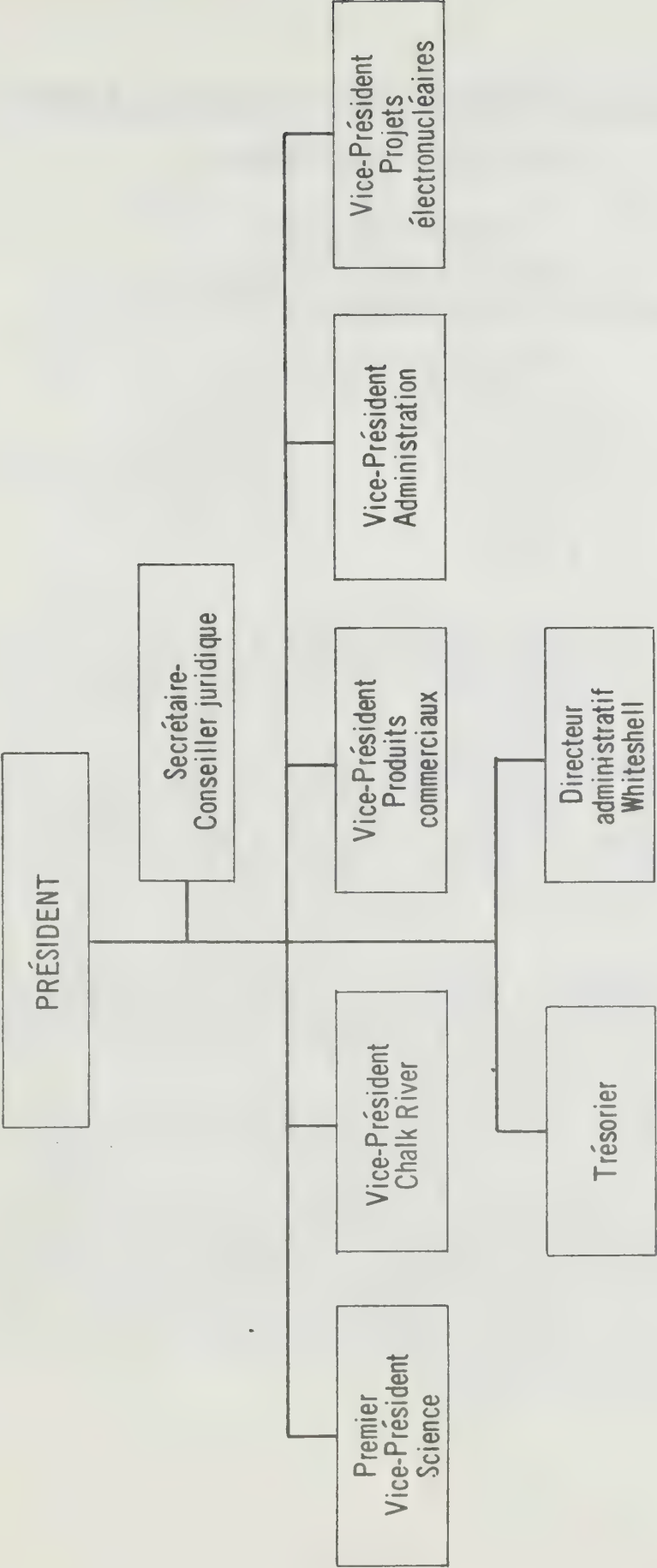
La Société d'assurance des crédits à l'exportation a été établie en vertu de la *Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation* (chapitre 39 des S.C. 1944-1945) devenue la *Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation* (chapitre 105 des S.R.C. 1952), en vue d'assister les exportateurs canadiens dans deux domaines, celui de l'assurance des crédits à l'exportation, et celui du financement à long terme. Elle assure contre le risque de non-paiement de la part des acheteurs étrangers causé par les aléas financiers et politiques qui découlent du commerce extérieur. Avec l'autorisation du Gouverneur en conseil la Société peut aussi financer les exportateurs de biens d'équipement lourd.

La Société, dont le bureau principal est à Ottawa, est sous la direction d'un conseil d'administration composé du sous-ministre du Commerce, du sous-ministre des Finances et d'au plus six autres personnes nommées de temps à autre par le Gouverneur en conseil, dont l'une est désignée pour exercer les fonctions de président de la Société.

La Loi prévoit un conseil consultatif composé d'au plus quinze membres, chargé de renseigner le conseil d'administration sur toutes les questions relatives à l'administration de la Société. Les membres du Conseil consultatif ne sont pas rémunérés, mais peuvent toucher le montant des déboursés réels et raisonnables qu'ils ont faits dans l'exercice de leurs fonctions de membres de ce conseil.

A Halifax, Winnipeg, Edmonton et Vancouver, les fonctionnaires du ministère du Commerce représentent la Société et servent de trait d'union entre les exportateurs et le bureau principal.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE



L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

Siège: 150, rue Kent, Ottawa 4

Ministre responsable

L'Honorable Jean-Luc Pépin,
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Conseil d'administration

H. M. Caron	J. C. Lessard
G. E. Gathercole	G. M. Shrum
C. Geoffrion	D. M. Stephens
D. A. Golden	H. G. Thode
J. L. Gray	F. C. Wallace
C. A. Grinyer	

Principaux établissements de l'EACL

Centre d'études nucléaires de Chalk River (Chalk River, Ontario)
Groupe des produits commerciaux (Boîte postale 93, Ottawa 3)
Groupe des projets électronucléaires (Sheridan Park, Ontario)
Centre d'études nucléaires de Whiteshell (Pinawa, Manitoba)

C'est en 1952 que l'Énergie Atomique du Canada, Limitée (EACL) a été constituée en Société de la Couronne, conformément aux dispositions de la *Loi sur les compagnies* (Chapitre 53 des S.R.C. 1952). Dès le 1^{er} avril 1952 l'EACL a hérité du Centre de Chalk River auparavant administré par le Conseil national de recherches.

Les principales activités de l'EACL sont: a) le développement de centrales électronucléaires rentables, b) la poursuite de recherches fondamentales et appliquées dans le domaine de l'énergie nucléaire, c) l'exploitation des réacteurs canadiens de recherche et d) la production de radioéléments et la fabrication d'appareils permettant de s'en servir.

Au Centre d'études nucléaires de Chalk River on effectue des recherches fondamentales et appliquées en physique, en chimie, en biologie ainsi qu'en médecine et on fait des mises au point technologiques. Le Groupe des produits commerciaux vend les radioéléments préparés dans ses laboratoires et les appareils d'irradiation fabriqués dans ses ateliers. Les ingénieurs du Groupe des projets électronucléaires font les plans des centrales alimentées en chaleur par un réacteur. Au Centre d'études nucléaires de Whiteshell on participe à la mise au point de centrales nucléaires rentables et on effectue des travaux de recherche pour d'autres applications pacifiques de l'énergie atomique.

LA BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE

Siège social—234, rue Wellington, Ottawa
Bureau du gérant général—901, carré Victoria, Montréal

Ministre responsable

L'honorable Mitchell Sharp, C.P., député,
ministre des Finances

Président..... L. Rasminsky, C.B.E.

La Banque d'expansion industrielle, filiale intégrale de la Banque du Canada, a été constituée en corporation par la *Loi sur la Banque d'expansion industrielle* (chapitre 44 des S.C. 1944-1945, devenu le chapitre 151 des S.R.C. 1952, modifié par les S.R.C. 1952, c. 326, 1956, c. 75, 1961, c. 50). Tout son capital-actions appartient à la Banque du Canada.

La Banque d'expansion industrielle est autorisée à se procurer des fonds en vendant des obligations soit à la Banque du Canada, soit à d'autres acheteurs. La Banque peut prêter des fonds aux personnes qui exploitent ou qui projettent d'exploiter une entreprise industrielle au Canada lorsque, de l'avis de la Banque, les propriétaires de l'entreprise ou du service ont eux-mêmes placé un montant suffisamment élevé et de nature à offrir une protection raisonnable à la Banque, et qu'ils ne peuvent obtenir de fonds additionnels ailleurs à des termes et conditions raisonnables.

Une entreprise industrielle signifie une entreprise où est exercée une industrie, un commerce ou une autre entreprise commerciale de quelque genre que ce soit.

La Banque est régie par un Conseil d'administration dont les membres sont ceux du Conseil de la Banque du Canada et le sous-ministre du Commerce. La fonction de président est remplie par le gouverneur de la Banque du Canada. Le siège social de la Banque est à Ottawa. Le Bureau du gérant général et ceux de l'administration générale sont à Montréal.

La Banque maintient des bureaux à St. John's, Halifax, Saint-Jean (N.-B.), Moncton, Rimouski, Sherbrooke, Trois-Rivières, Montréal et Québec, Toronto, Hamilton, Windsor, Waterloo, Fort William, Sudbury, Ottawa, London, Winnipeg, Saskatoon, Regina, Calgary, Edmonton, Kelowna, Prince George, Victoria et Vancouver.

LA BANQUE DU CANADA

234, rue Wellington, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Mitchell Sharp, C.P., député,
ministre des Finances

Principaux fonctionnaires

Gouverneur.....	L. Rasminsky, C.B.E.
Sous-gouverneurs.....	J. R. Beattie
	R. B. McKibbin
	L. Hébert
	R. W. Lawson

La Banque du Canada a été constituée en corporation par la *Loi sur la Banque du Canada* (chapitre 43 des S.C. 1934, devenu le chapitre 13 des S.R.C. 1952, modifié par les S.R.C. 1952, c. 315, 1953-1954, c. 33). En conformité de la loi primitive, le capital-actions (d'un montant de \$5,000,000) fut souscrit par des acheteurs particuliers. En 1936, une modification apportée à la loi autorisa une émission d'actions additionnelles d'un montant de \$5,100,000, au nom du ministre des Finances. En 1938, une nouvelle modification prescrivit l'achat obligatoire et l'annulation subséquente de toutes les actions au portefeuille public, ainsi qu'une réduction du capital de la Banque à \$5,000,000, dont la totalité est confiée à la garde du ministre des Finances au compte du Canada.

La Banque est autorisée par la loi à vendre des matières d'or et d'argent, du numéraire et des devises étrangères, des valeurs mobilières du Gouvernement du Canada et certains autres titres, des lettres de change à court terme et des billets à ordre; elle peut faire des prêts et des avances aux banques à charte et aux banques d'épargne ainsi qu'au Gouvernement du Canada et au gouvernement de toute province; elle achète et vend sur le marché libre, à l'intérieur ou en dehors du Canada, des valeurs mobilières, des transferts par câblogramme, des acceptations de banquiers et des lettres de change; elle peut accepter des dépôts des banques et des gouvernements, ouvrir des comptes dans d'autres banques centrales et conclure tous autres marchés bancaires afférents aux dispositions de la *Loi sur la Banque du Canada* ou découlant de ces dispositions. Elle a le droit exclusif d'émettre de la monnaie au Canada. La Banque doit aussi remplir à titre gratuit les fonctions d'agent financier du Gouvernement du Canada et elle peut, par convention, faire office de banquier ou d'agent financier de n'importe quel gouvernement provincial. La Banque sert d'agent au Gouvernement du Canada, dans ce pays, lorsqu'il s'agit de payer l'intérêt et le principal de la dette publique du Canada et, d'une manière générale, en ce qui concerne la gestion de ladite dette.

La Banque est gérée par un Conseil d'administration composé d'un gouverneur, d'un sous-gouverneur et de douze administrateurs nommés pour trois ans par le ministre des Finances, avec l'approbation du Gouverneur en conseil. Le sous-ministre des Finances est en plus membre du Conseil, mais il ne jouit pas du droit de vote. Le gouverneur et le sous-gouverneur sont nommés pour sept ans par les administrateurs, avec l'approbation du Gouverneur en conseil. Les livres de la Banque sont apurés par deux vérificateurs que désigne le Gouverneur en conseil.

La Banque du Canada compte six divisions principales: Division du change étranger, Division des études, secrétariat et Division des valeurs, comptable en chef et vérificateur.

Les agences de la Banque du Canada sont situées à Halifax (N.-É.), Saint-Jean (N.-B.), Montréal (P.Q.), Ottawa et Toronto (Ont.), Winnipeg (Man.), Regina (Sask.), Calgary (Alb.), et Vancouver (C.-B.).

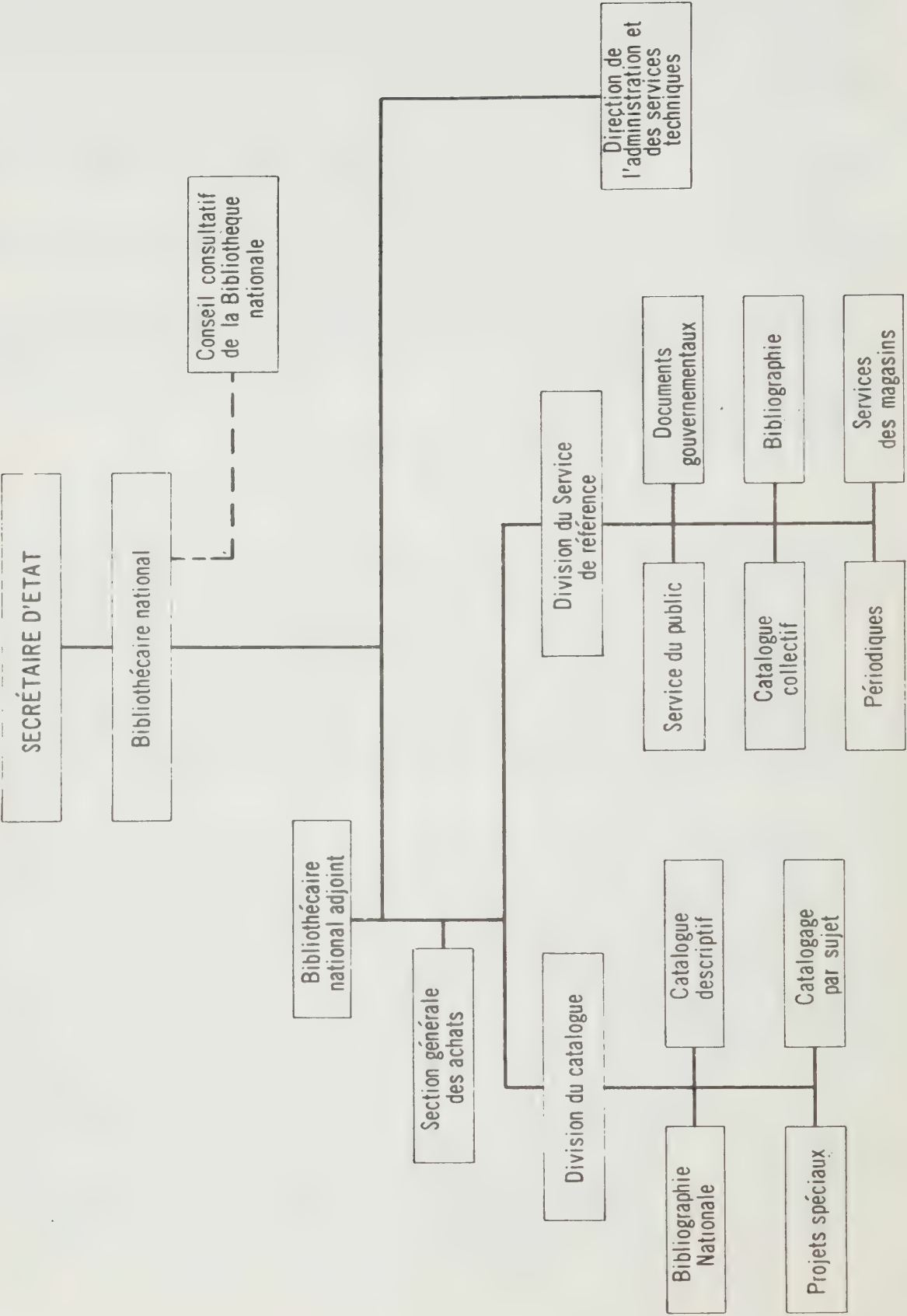
On trouvera ailleurs dans ce volume des renseignements sur le fonctionnement de la Banque d'expansion industrielle, filiale de la Banque du Canada.

Le ministre des Finances est responsable des lois suivantes concernant la Banque du Canada:

La Banque du Canada

Loi sur la Banque du Canada, c. 13 des S.R.C. 1952

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE



LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Edifice Bibliothèque nationale et Archives, rue Wellington, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Judy V. LaMarsh, C.P., député,
secrétaire d'État

Fonctionnaires supérieurs

Bibliothécaire national..... Dr W. Kaye Lamb
Bibliothécaire national adjoint..... M^{lle} A. Languedoc

La Bibliothèque nationale a officiellement vu le jour le 1er janvier 1953 par suite de la proclamation de la *Loi sur la Bibliothèque nationale* (S.R.C., 1952, chapitre 330). A la même date, la Bibliothèque a absorbé le Centre bibliographique canadien qui était chargé du travail préparatoire depuis son début en 1950.

L'activité générale de la Bibliothèque comprend: (a) le rassemblement, au moyen d'achats ou de toute autre méthode, de livres pour la Bibliothèque; (b) l'établissement et le maintien d'un Catalogue collectif national où pourrait figurer tout ce que renferment les collections des principales bibliothèques du Canada; (c) l'établissement et la publication d'une bibliographie nationale où pourraient être inscrits et décrits les livres parus au Canada, écrits ou rédigés par des Canadiens, ou qui présentent un intérêt ou ont un sens spécial pour le Canada, et (d) l'établissement ou la publication d'autres bibliographies, de répertoires et d'index.

La Division du catalogue s'occupe (a) de rédiger la bibliographie nationale "Canadiana", établie et publiée mensuellement et annuellement, qui fournit une documentation aussi complète que possible sur toutes les publications d'origine et d'auteurs canadiens, ou présentant un intérêt particulier pour les Canadiens; (b) de cataloguer tous les livres, et (c) d'acquérir les livres publiés au Canada, ou sur le Canada, ou écrit par des Canadiens, de même que d'inscrire tous les livres reçus en vertu du règlement concernant le dépôt de livres à la Bibliothèque.

Le Service de référence est chargé de la préparation du Catalogue collectif national et il assure un service de référence aux autres bibliothèques et aux particuliers. Le service comprend le prêt de livres aux bibliothèques et la localisation de certains ouvrages dans les bibliothèques du Canada.

La Section générale des achats acquiert pour la Bibliothèque des livres relevant des sciences sociales et des humanités, elle inscrit tous les livres reçus aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur* (S.R.C., 1952, chapitre 55), elle accuse réception des dons et prend des dispositions pour l'échange de livres, en vertu de l'autorisation du Conseil du Trésor, et elle exerce un certain degré de surveillance sur les achats de livres que font les ministères de l'État.

Le Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale (qui a succédé au Comité consultatif de la Bibliothèque nationale nommé en 1948-49) est établi en conformité de l'article 8 de la *Loi sur la Bibliothèque nationale*, en vue de conseiller le bibliothécaire national et de l'aider en ce qui concerne l'organisation et le développement de la Bibliothèque nationale.

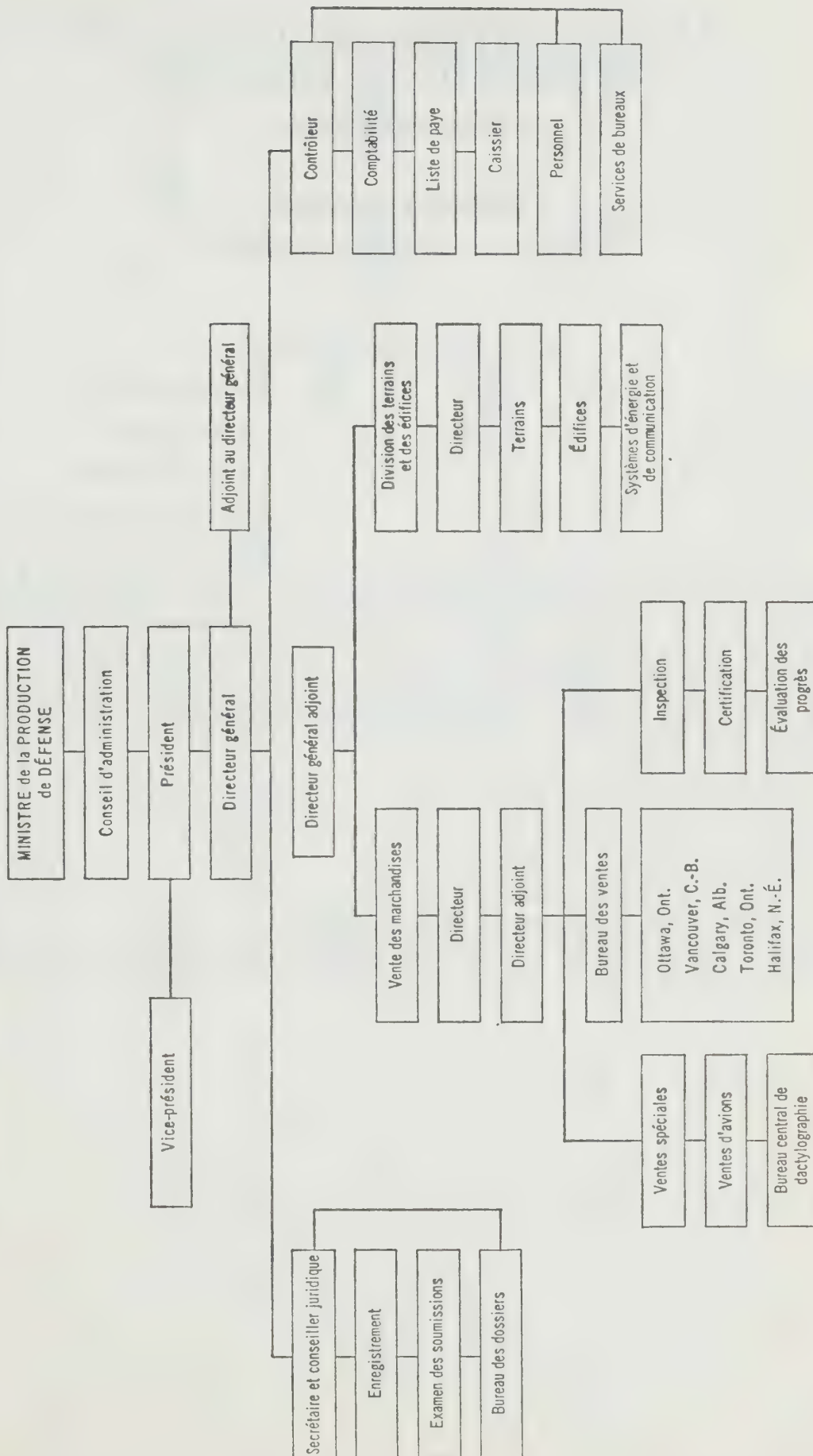
La Direction des services administratifs et techniques offre des conseils sur la ligne de conduite générale et s'occupe de satisfaire aux exigences d'ordre administratif de la Bibliothèque.

Le Secrétaire d'État doit assurer l'exécution des lois suivantes, dans la mesure où elles s'appliquent à la *Bibliothèque nationale*:

Loi sur la bibliothèque nationale, S.R.C., 1952.
chapitre 330

Loi sur le droit d'auteur, S.R.C., 1952,
chapitre 55

LA CORPORATION DE DISPOSITION DES BIENS DE LA COURONNE



**LA CORPORATION DE DISPOSITION
DES BIENS DE LA COURONNE**

219, rue Argyle, Ottawa

Ministre responsable

Ministre de la Production de défense

Fonctionnaires supérieurs

Président	Jean Miquelon
Vice-président.....	G. W. Hunter
Directeur général	Roger LaPlante
Secrétaire.....	Rolland LaPrairie

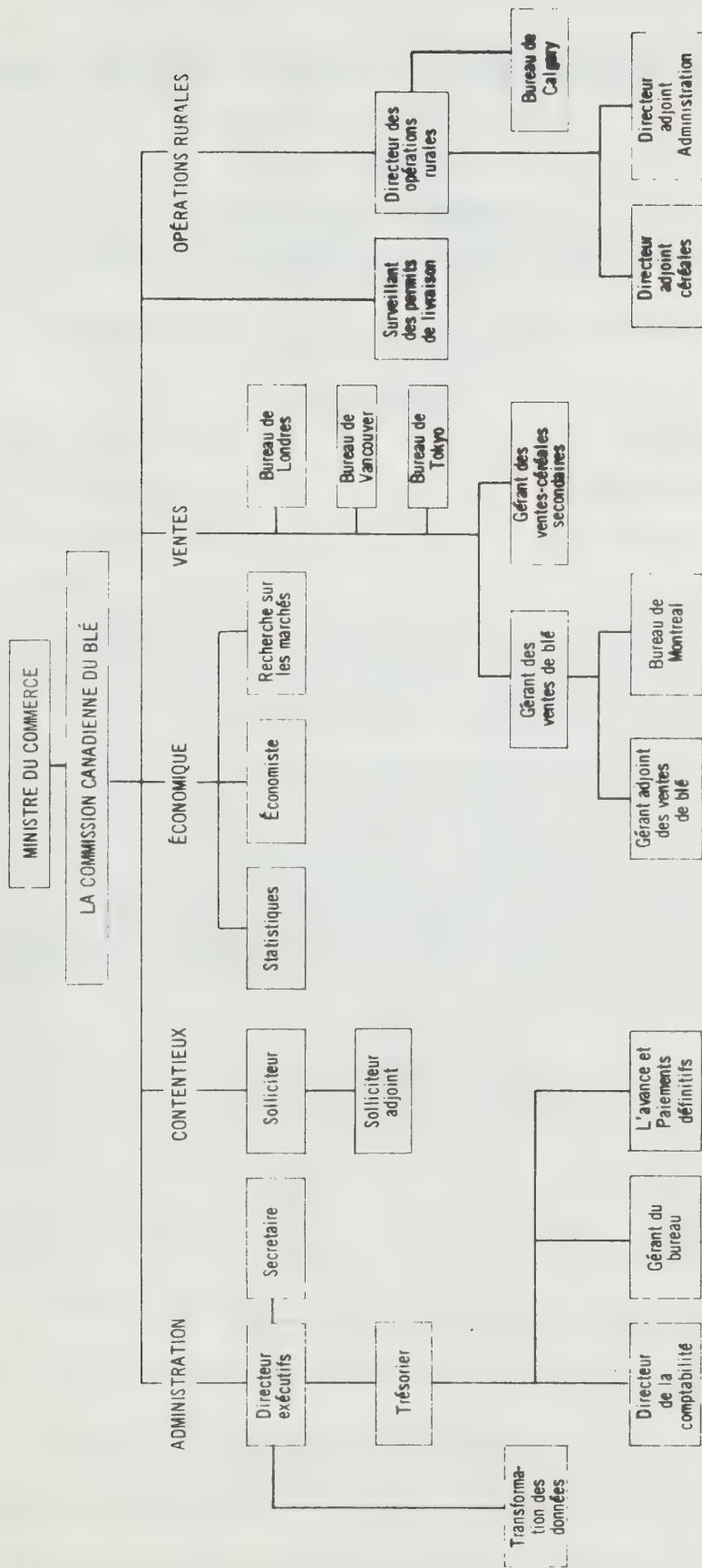
La Corporation de disposition des biens de la Couronne (à l'origine appelée «Corporation des biens de guerre») a été établie par la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne* (chapitre 21 des S.C. 1944-1945, modifié), qui est devenue la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne* (chapitre 260 des S.R.C. 1952). Elle avait pour objet principal de disposer des biens de la Couronne devenus de surplus par suite de la cessation de la guerre. Aujourd'hui, la Corporation est chargée de la disposition des biens qui excèdent les besoins de la Couronne. Elle comprend deux divisions: Vente des marchandises et Terrains et Immeubles.

La Division de la vente des marchandises s'occupe des biens et des matériaux en surplus qui sont retournés à la Corporation en vue de la vente.

D'après une entente, la Corporation vend le matériel de guerre des États-Unis qui est en surplus sur le sol canadien.

La Corporation maintient des bureaux régionaux à Halifax (N.-É.), Toronto (Ontario), Calgary (Alberta), et Vancouver (C.-B.), en plus du bureau-chef à Ottawa.

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ



LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

423, rue Main, Winnipeg

Ministre responsable

L'honorable Robert Henry Winters, C.P., député,
ministre du Commerce

Secrétaire Parlementaire — Bruce S. Beer, député

Commissaires

Commissaire en chef.....	W. C. McNamara
Commissaire en chef adjoint.....	J. B. Lawrie
Commissaire.....	G. N. Vogel
Commissaire.....	D. H. Treleaven
Commissaire.....	R. L. Kristjanson

La Commission canadienne du blé a été établie en vertu de la *Loi de 1935 sur la Commission canadienne du blé* (chapitre 53 des S.C. 1935) devenue la *Loi sur la Commission canadienne du blé* (chapitre 44, modifié, des S.R.C. 1952).

Au début, la Commission était un organisme chargé d'acheter le blé des producteurs, qui voulaient volontairement recourir à ses services et de prendre ensuite les dispositions nécessaires pour vendre les quantités ainsi obtenues. Cependant, depuis le 27 septembre 1943, la Commission est le seul organisme pour la mise sur le marché du blé canadien de l'ouest selon un Règlement approuvé par le Gouverneur en conseil. De la même manière, depuis le 1^{er} août 1949, la Commission a été le seul organisme pour faire la mise sur le marché de l'avoine et de l'orge produits dans l'Ouest canadien en vue de la vente commerciale.

Les pouvoirs de la Commission comprennent l'autorité d'achat, la livraison, l'approvisionnement, la manutention, le transport, la vente et autres moyens pour disposer des grains. Seulement les grains produits dans la région spécifiée, qui comprend les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta en plus de la région le plus à l'est de la province de la Colombie-Britannique, et de la région le plus à l'ouest de la province d'Ontario, sont achetés par la Commission qui dirige les livraisons de grains aux éleveurs et wagons de chemin de fer dans cette région aussi bien que le mouvement interprovincial et l'exportation en général du blé, de l'avoine et de l'orge.

La Commission canadienne du blé a des succursales à Montréal, Calgary et Vancouver, ainsi que des bureaux à Londres et à Tokyo.

Le Ministre du Commerce est responsable des lois suivantes concernant la Commission canadienne du blé:

Loi sur la Commission canadienne du blé c.44 des S.R.C. 1952

Loi sur les réserves provisoires de blé, c.2 des S.C. 1956

Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies c.2 des S.C. 1957-1958.

Loi sur les prêts relatifs au grain des Prairies c. 1^{er} des S.C. 1960

Loi sur les paiements provisoires relatifs au grain des Prairies, c.2 des S.C. 1960.

**SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS
ET D'EXPLOITATION LIMITÉE**

Conseil national de recherches du Canada
Chemin de Montréal, Ottawa 7^e, Canada

Ministre responsable:

L'honorable Charles Mills Drury, C.P., député,
président du Comité des recherches scientifiques
et industrielles du Conseil privé

Membres du Bureau

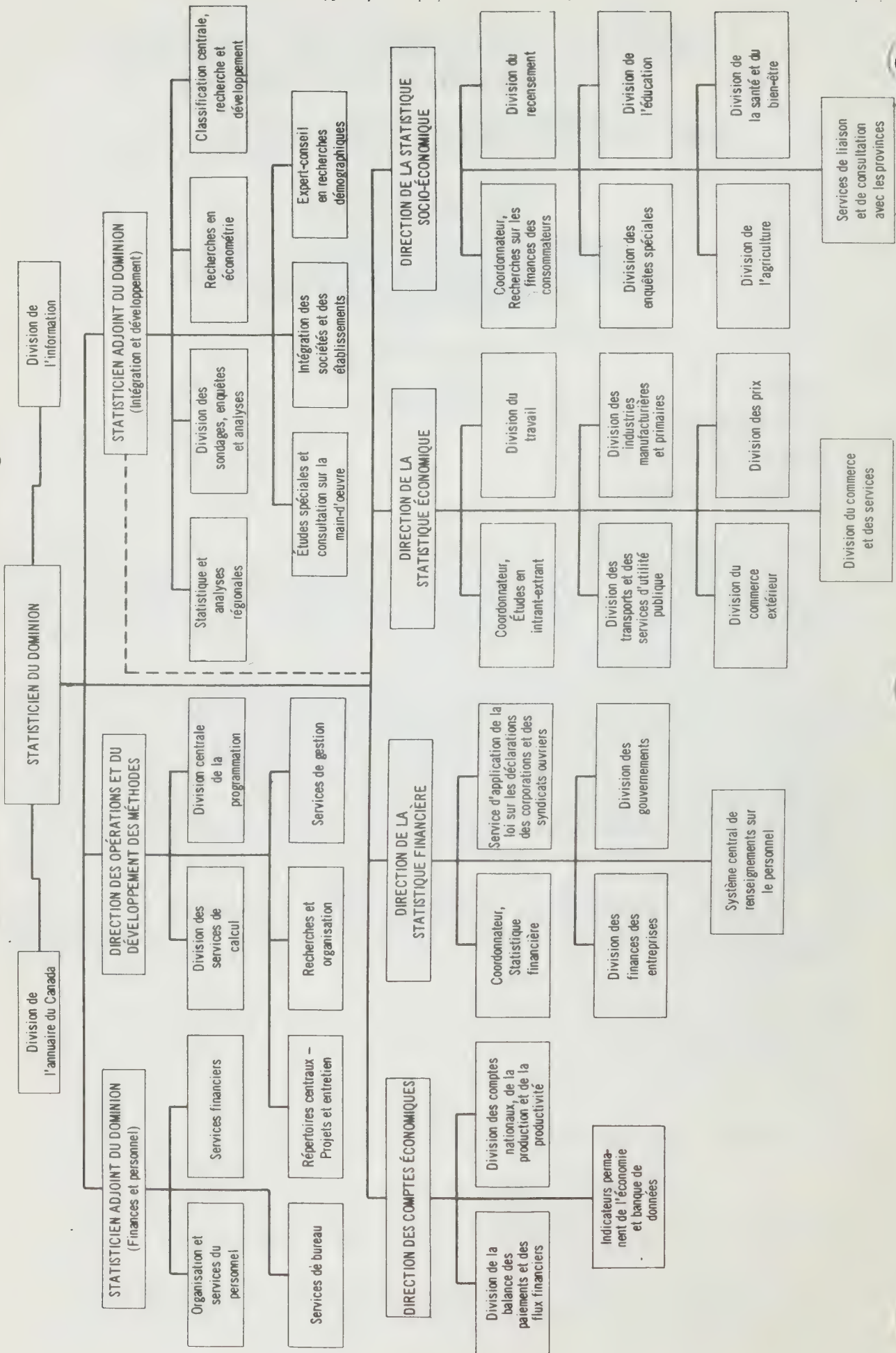
Président Dr. B.G. Ballard
Vice-président F.L. McKim
Directeur général C.L. Annis
Secrétaire-trésorier F.R. Charles

La Société canadienne des brevets et d'exploitation limitée est une société de la Couronne qui dépend entièrement du Conseil national de recherches du Canada. Elle a été incorporée en 1947 aux termes de la 1^{re} partie de la *Loi sur les compagnies*, 1934 (S.C. 1934, chapitre 33 – maintenant *Loi sur les compagnies*, S.R.C. 1952, chapitre 53).

La Société canadienne des brevets et d'exploitation limitée a été établie dans le but de faciliter l'obtention de brevets pour les inventions des scientifiques qui travaillent dans les laboratoires du Conseil national de recherches du Canada et pour favoriser l'emploi des inventions par l'octroi de licences d'exploitation à l'industrie. Les attributions de la société ont été élargies depuis sa fondation et elle s'occupe aujourd'hui également des inventions en provenance des universités canadiennes et des organismes provinciaux de recherches ainsi que de l'administration et de la régie des inventions assujetties à la *Loi sur les inventions dues aux fonctionnaires*.

Le conseil d'administration est constitué par des représentants de l'industrie, des universités, du Conseil national de recherches du Canada et d'autres organismes publics.

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE



BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

Tunney's Pasture, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Robert Henry Winters, C.P., député,
ministre du Commerce

Fonctionnaires supérieurs

Statisticien du Dominion.....	Walter E. Duffett
Statisticien adjoint du Dominion (Finances et personnel)	H. L. Allen
Statisticien adjoint du Dominion (Intégration et développement).....	S. A. Goldberg
Statisticien adjoint du Dominion (Direction de la statistique socio-économique)	L. E. Rowebottom
Directeur général des comptes économiques	
Directeur général de la statistique économique	
Directeur général de la statistique financière	
Directeur général des opérations et du développement des méthodes	

Le Bureau fédéral de la statistique a été constitué en vertu de la *Loi de la statistique* (chap. 43 des S.C. 1918, remplacée par la *Loi sur la statistique*, chap. 257 des S.R.C. 1952, modifiée) pour faire fonction d'organisme central de la statistique au Canada. Les attributions du Bureau sont les suivantes: recueillir, analyser et publier des renseignements statistiques sur la vie économique et sociale du Canada et recenser périodiquement la population, l'habitation, le commerce et l'agriculture du Canada.

La ligne de conduite et la direction générale du Bureau relèvent du statisticien fédéral. De plus, celui-ci est chargé d'appliquer la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (C.P. 1962-1837) qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1963. Le but de cette loi est d'assurer la divulgation de renseignements statistiques financiers et autres touchant les affaires des sociétés et des syndicats ouvriers en activité au Canada en vue de faire mieux comprendre l'étendue et les effets de l'appartenance étrangère de l'industrie canadienne et de l'affiliation des syndicats ouvriers canadiens à des syndicats étrangers. Il y a trois statisticiens fédéraux adjoints et quatre directeurs généraux; chacun est chargé d'un groupe de divisions spécialisées ou fonctionnelles, qui se subdivisent en sections.

Le statisticien fédéral adjoint (Finances et personnel) est chargé des fonctions suivantes: régie interne et relations extérieures afférentes à cette tâche; mise au point et application de régimes coordonnés de déclaration des finances et de la main-d'œuvre selon les besoins des organismes de gestion et de contrôle; mise au point et coordination de programmes de formation et d'orientation pour le personnel du B.F.S.; aide à l'élaboration d'une ligne de conduite générale, surtout en ce qui a trait à la mise en valeur des ressources disponibles dans le cadre du budget et des effectifs.

Au statisticien fédéral adjoint (Intégration et développement), il incombe d'intégrer la gamme complète des statistiques d'ordre économique et social établie par le Bureau. Cet adjoint a le concours des services spécialisés suivants: *Statistiques et analyses régionales*; *Division des sondages, enquêtes et analyses*; *Recherches en économétrie*; *Classification centrale - recherches et développement*; *Études spéciales et consultation sur la main-d'œuvre*; *Intégrations des sociétés et des établissements*; *Expert-conseil en recherches démographiques*. Il est également chargé, suivant les besoins des utilisateurs, du perfectionnement et de la mise au point en général des renseignements statistiques englobant l'éventail étendu de sujets étudiés par le Bureau fédéral de la statistique; des programmes de recherches et d'études analytiques entrepris à la dimension du Bureau, de la mise au point de l'échantillonnage et de la méthodologie statistique à la page et d'en encourager l'application dans l'ensemble du B.F.S., de la coordination des programmes statistiques intéressant plus d'une direction, de l'orientation, de la coordination des travaux statistiques intéressant plus d'une division et de leur intégration aux programmes des autres ministères et, enfin, il doit aider le statisticien fédéral à établir des lignes de conduite.

La *Direction de la statistique socio-économique* comprend cinq divisions du Bureau, ainsi que les Services de liaison et de consultation avec les provinces et la Coordonnateur des recherches sur les finances des consommateurs. Ces divisions sont les suivantes:

- la *Division de l'agriculture* établit et coordonne la statistique agricole et maintient une étroite liaison avec les ministères fédéral et provinciaux de l'Agriculture;
- la *Division du recensement* est chargée des recensements décennaux et quinquennaux de la population et de l'agriculture, en plus de faire des études d'analyse sociale et de répondre aux demandes de vérification d'âge d'après de vieux documents;
- la *Division de l'éducation* a pour tâche première de présenter la statistique de l'enseignement à tous les degrés au Canada, ainsi que des bibliothèques et des musées, en coordonnant les données provenant des dix provinces;
- la *Division de la santé et du bien-être* établit la statistique touchant la santé du peuple canadien, l'état civil, l'application de la loi et l'administration de la justice;
- la *Division des enquêtes spéciales* dirige l'activité extérieure du B.F.S., y compris le relevé de la main-d'œuvre, par l'intermédiaire des huit bureaux régionaux du Bureau situés à Saint-Jean (Terre-Neuve), Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Edmonton et Vancouver.

La *Direction des comptes économiques* doit recueillir et analyser la statistique dans le cadre général de la comptabilité des comptes nationaux et comprend les divisions suivantes:

- la *Division de la balance des paiements et des flux financiers* établit la statistique relative à la balance canadienne des paiements internationaux à l'état de la dette internationale et au tourisme international;
- la *Division des comptes nationaux, de la production et de la productivité* établit les indices de la production nationale réelle par industrie, y compris l'Indice de la production industrielle, ainsi que la statistique globale et détaillée de la productivité industrielle;
- aux *Indicateurs permanents de l'économie et banque de données*, il incombe de publier la Revue statistique du Canada, de mettre au point à la dimension du Bureau un programme de rectification des variations saisonnières et d'éta-

blir et de tenir à jour des banques de données renfermant des séries chronologiques économiques.

La *Direction de la statistique économique* comprend les six divisions suivantes, en plus du Coordonnateur des études en intrant-extrant:

- la *Division du commerce extérieur* établit la statistique du commerce des marchandises entre le Canada et les pays étrangers;
- la *Division du travail* s'occupe principalement des fonds de retraite, de la statistique de la paie industrielle, de l'activité de la Commission d'assurance-chômage, ainsi que de l'établissement de statistiques pour le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration;
- la *Division des industries manufacturières et primaires* rassemble la statistique de l'abattage, des pêches, de l'exploitation minière, de la fabrication, de l'énergie et de l'approvisionnement d'urgence;
- la *Division du commerce et des services* est chargée de la statistique des établissements de détail, de gros et de service;
- la *Division des prix* a pour fonction de rassembler la statistique des prix et des dépenses des consommateurs urbains. En outre, elle fait des études comparatives des prix à l'étranger et dans des localités isolées du pays, pour le compte d'autres ministères fédéraux;
- la *Division des transports et des services d'utilité publique* établit la statistique de l'activité et de la situation financière des transports (rail, route, eau et air) ainsi que des divers moyens de communication.

La *Direction de la statistique financière*, il incombe de planifier, de mettre au point et d'appliquer les programmes statistiques requis par les divisions suivantes ainsi que le Coordonnateur de la statistique financière:

- la *Division des finances des entreprises* recueille et analyse la statistique financière des établissements commerciaux, de la construction, de l'habitation, des investissements, de l'actif et du passif des sociétés, des travaux de recherches, de la compensation des chèques et des faillites commerciales;
- le *Système central de renseignements sur le personnel de la fonction publique du Canada* est un service dont le but premier est de procurer des renseignements d'ordre administratif à l'usage des organismes centraux et des ministères régis par la Fonction publique du Canada;
- la *Division de l'application de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers* rassemble des renseignements financiers et autres sur les sociétés et les syndicats ouvriers en activité au Canada en vue d'établir, d'une part, l'étendue et les effets de l'appartenance et de la direction étrangère des corporations établies au Canada et, d'autre part, l'étendue et les effets de l'affiliation des travailleurs canadiens aux syndicats ouvriers internationaux;
- la *Division des gouvernements* est chargée des renseignements statistiques concernant la structure financière des trois collectivités et des entreprises commerciales des gouvernements au Canada.

La *Direction des opérations et du développement des méthodes* est chargée de l'emploi des ressources à la mise au point et à l'entretien de programmes d'amélioration du traitement des données et des méthodes dans l'ensemble du Bureau. Elle doit assurer la synchronisation de l'ordination et des autres modes de traitement des données avec les opérations des divisions et concevoir une planification à long terme des besoins en matière d'ordination et des domaines connexes (y compris la mise en mémoire et le dépistage de l'information).

La *Division centrale de la programmation* et la *Division des services des calculs* font partie intégrante de la Division, de même que la Section des répertoires centraux, la Section des services de gestion et la Section des recherches et organisation.

A la *Division de l'Annuaire du Canada*, il incombe de publier annuellement les deux recueils officiels de renseignements sur l'économie du pays, l'*Annuaire du Canada* et la publication illustrée intitulée *Canada*. En outre, elle dirige la bibliothèque du B.F.S. qui dessert non seulement le Bureau, mais aussi toute la collectivité statistique et économique.

La *Division de l'information* du Bureau fédéral de la statistique est le centre où sont communiqués et distribués au public, à la presse, à la radio et à la télévision les renseignements publiés par le ministère. Les deux dernières divisions relèvent du statisticien fédéral.

COMMISSION D'APPEL DE L'IMMIGRATION

116, rue Lisgar
Ottawa, Ontario

MINISTRE RESPONSABLE

L'honorable Jean Marchand, C.P., député
Ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration

Membres à plein temps:

Mlle Janet V. Scott	Présidente
M. J.C.A. Campbell	Vice-président
M. J.P. Geoffroy	Vice-président
M. A.B. Weselak	Membre
M. G. Légaré	Membre
M. U. Benedetti	Membre
M. F. Glogowski	Membre
M. J.-P. Houle	Membre
M. J.A. Byrne	Membre

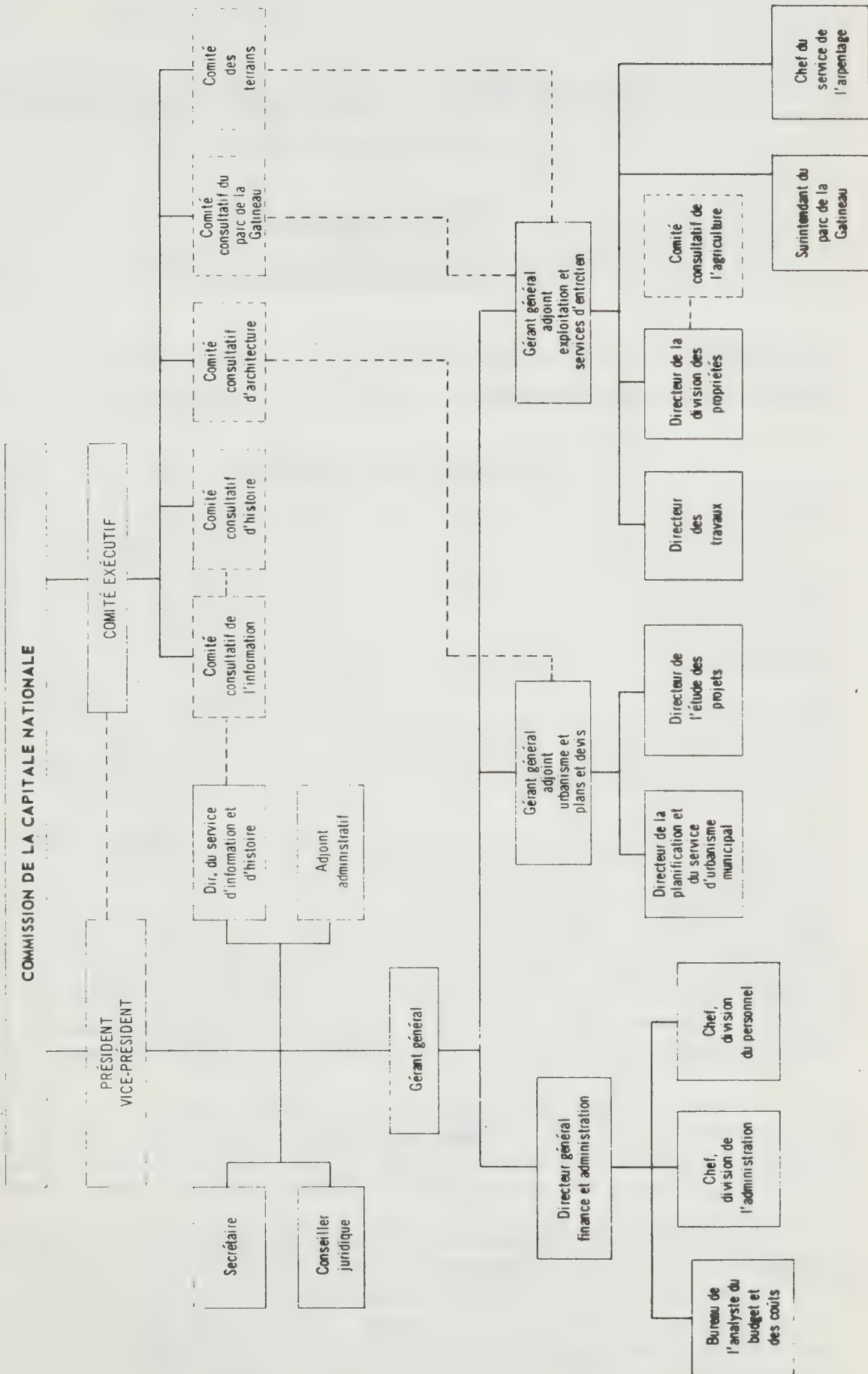
La Commission d'appel de l'immigration a été établie par la *Loi sur la Commission d'appel de l'immigration* qui a été promulguée le 13 novembre 1967.

La Commission fonctionne comme organisme distinct, complètement indépendant du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration. C'est une cour d'archives dont les neuf membres sont nommés par le gouverneur en conseil. Le bureau central de la Commission est à Ottawa et ses salles d'audience sont situées à 116, rue Lisgar, Ottawa. Toutefois, la Commission peut siéger à tout endroit du Canada qu'elle juge approprié.

La Commission est un tribunal d'appel pour les personnes qui ont fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion et pour celles qui se sont portées garantes de l'admission de membres de leur parente vivant à l'étranger et dont la demande d'admission a été rejetée, conformément à la Loi ou au Règlement sur l'immigration.

Un membre de la Commission peut, sur instructions du président, entendre seul un appel, en entier ou en partie; cependant, un quorum de la Commission formé de trois membres, comprenant un avocat, doit examiner la preuve et rendre la décision. Dans les circonstances ordinaires, les auditions sont publiques.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE



COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

Angle Carling et Bell, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable George J. McIlraith, C.P., député,
ministre des Travaux publics

Président, lieut.-gén. S. F. Clark, B.SC.M..... Ottawa (Ont.)

Vice-président, Anthony Adamson..... Toronto (Ont.)

Membres de la commission

D'Arcy Audet,	Hull, Que.
J. Eugène Bissonnette,	Quebec, Que.
Louis M. Bloomfield,	Montréal, Que.
Wilfrid Carr,.....	Ottawa, Ont.
John A. Frost,.....	Manotick, Ont.
Gérald Gaudet,	Moncton, N.B.
Hans Geggie,.....	Wakefield, Que.
Charles H. Hulse,.....	Ottawa, Ont.
Maj.-Gen. H. Kennedy,.....	Rockcliffe Park, Ont.
Warnett Kennedy,	Vancouver, B.C.
Mme B. Earl MacDonald,	Prince Edward Island
Frank Martin,.....	Saskatoon, Sask.
Auguste Martineau,	Ottawa, Ont.
Mme J.P. Norrie,.....	Truro, N.S.
Kennet Kane Paget,.....	Calgary Alta.
Alan R. Philp,.....	Winnipeg, Manitoba.
Graham F. Towers,.....	Rockcliffe Park, Ont.
Brigadier Walter Tucker,.....	Grand Falls, Nfld.

Directeur général

Eric W. Thrift

La Commission d'embellissement d'Ottawa (organisme qui a précédé la Commission du district fédéral) a été instituée au mois d'août 1899 (chapitre 10 des S.C. 1899) afin d'aménager des parcs et des promenades destinés à embellir et améliorer la ville d'Ottawa et ses environs. La loi prévoyait une subvention annuelle d'un montant de \$60,000 pendant une période de dix ans. En 1899, les commissaires étaient au nombre de quatre, dont trois nommés par le Gouverneur en conseil et un par la ville d'Ottawa. Ce nombre fut porté à huit en 1902 et la subvention annuelle, à \$150,000 en 1919.

En 1927, une loi du Parlement changea le nom de la Commission d'embellissement d'Ottawa en celui de Commission du district fédéral (chapitre 55 des S.C. 1926-1927) et étendit son champ d'activité de façon à y inclure Hull et la région environnante. En outre, depuis 1934, la Commission veille à l'entretien et à l'amélioration des terrains contigus aux édifices de l'État à Ottawa. En août 1944, un décret du conseil délimita la région de la capitale nationale de 900 milles carrés. Afin de permettre à la Commission de procéder à ses travaux d'urbanisme, le Parlement a apporté, en 1946 et à plusieurs reprises par la suite, d'importantes modifications à la *Loi de 1927 sur la Commission du district fédéral*. Ayant été chargée de coordonner les entreprises de construction d'édifices du gouvernement fédéral dans les limites de la région de la capitale nationale, la Commission a dû se prononcer sur les emplacements et la forme extérieure des immeubles et sur divers autres travaux effectués sur les propriétés de la Couronne.

La Commission fut reconstituée en 1959 sous le nom de la Commission de la capitale nationale (*Loi de la capitale nationale*, Élisabeth II, chap. 37 des S.C. 1958). Ses pouvoirs et ses attributions furent élargis afin de faciliter la réalisation des plans d'aménagement et d'urbanification de la capitale.

La Commission est un corps constitué établi en vertu des lois du Parlement canadien. On a fixé à vingt le nombre de ses membres afin que chacune des dix provinces y soit représentée par un commissaire domicilié sur le territoire de celle qu'il représente. Les membres, à l'exception du président et des personnes qui accomplissent des travaux spéciaux, ne touchent pas d'émoluments.

La loi sur la capitale nationale, qui régit l'activité de la Commission, stipule, en partie: «La Commission a pour buts et objets de préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale et d'y aider, afin que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada puissent être en harmonie avec son importance nationale.»

La Commission exécute son mandat statutaire en se fondant sur le Plan de la capitale nationale établi par l'urbaniste français Jacques Gréber à titre de monument canadien aux morts de la guerre de 1939-1945. Ce Plan a été adopté par le Parlement en 1951.

Il comporte cinq propositions principales, savoir, la création de grands espaces libres, y compris les promenades, l'établissement et la régie d'une ceinture de verdure, la planification de la décentralisation des édifices du gouvernement, les remaniements ferroviaires au sein de la zone urbaine, l'acquisition et l'entretien du parc de la Gatineau dans le secteur de la capitale nationale situé dans la province de Québec. La Commission collabore, sans exercer aucune autorité, avec la ville d'Ottawa, la ville de Hull et les autres municipalités comprises dans la région de la capitale nationale, soit une superficie de 1,800 milles carrés. Elle consent une aide financière pour les travaux qui se conforment aux exigences du Plan directeur et, sur demande, conseille les municipalités.

La Commission a déjà acheté une bonne partie des terrains requis pour l'exécution des propositions principales. Soucieuse de conserver les lieux historiques qui s'y trouvent, elle procède actuellement à la compilation d'un inventaire historique exhaustif. Le tourisme lui permet de collaborer étroitement avec les villes de Hull et d'Ottawa.

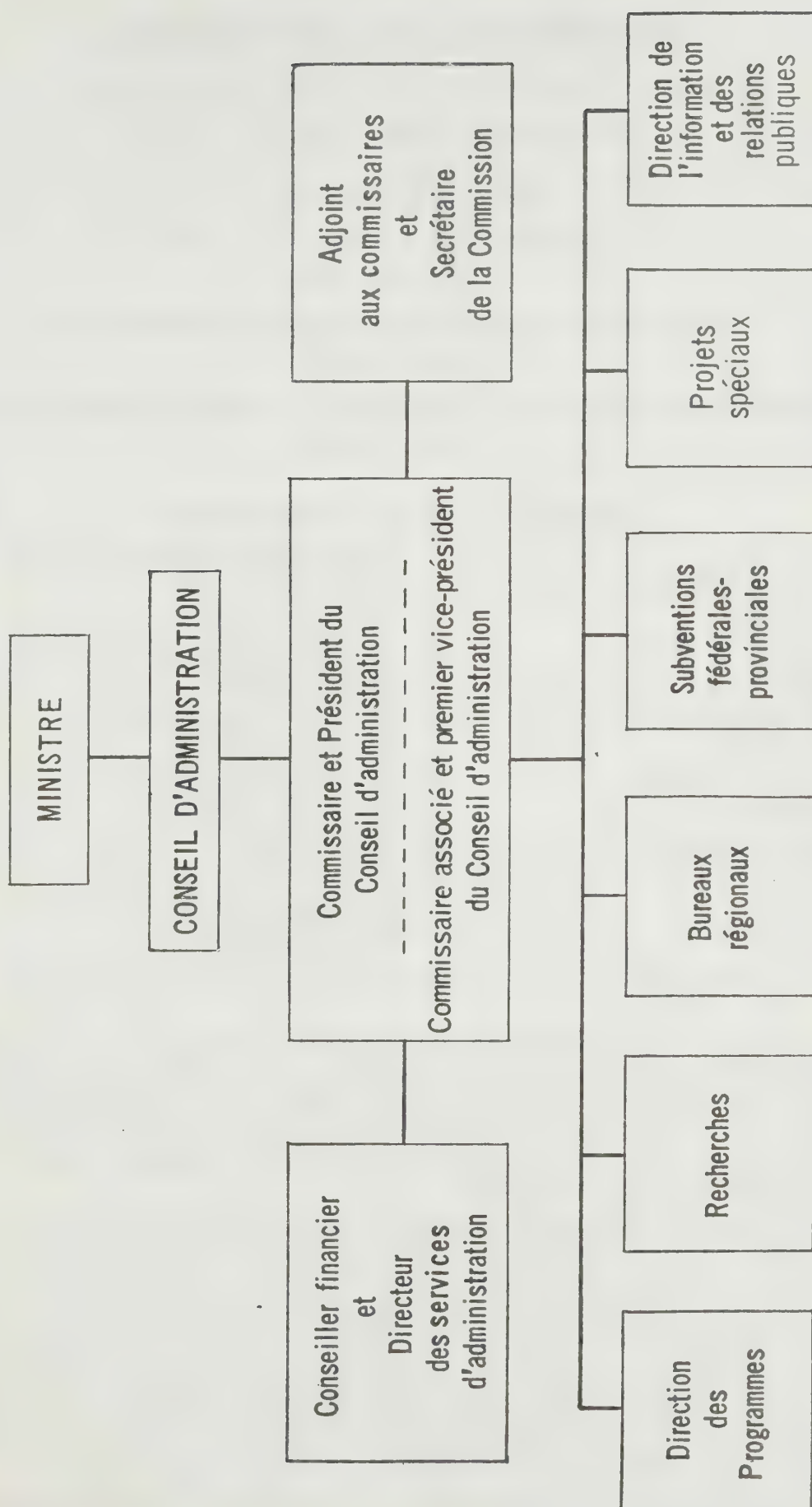
Le personnel de la Commission varie de 600 à 800 selon la saison et relève d'un président et d'un administrateur général.

Le ministre des Travaux publics est responsable des lois suivantes concernant la *Commission de la capitale nationale*:

Loi sur la capitale nationale, c. 37 des S.C. 1958

Loi sur la maison Laurier (Laurier House), c. 163 des S.R.C. 1952

COMMISSION DU CENTENAIRE



COMMISSION DU CENTENAIRE

Edifice "Canadian", 219 ouest avenue Laurier, Ottawa

Adresse postale: Case postale 1967, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Judy LaMarsh, C.P., député
Secrétaire d'Etat

Commissaire et président du Conseil d'administration

John W. Fisher

Commissaire associé et vice-président du Conseil d'administration

Gilles Bergeron

Membres du Conseil d'administration

Philip T. Davis,
2^e vice-président du Conseil,
Ottawa (Ont.)

Ernest A. Côté, M.B.E.,
Ottawa (Ont.)

John S. Hodgson, Ph.D., O.B.E.
Ottawa (Ont.)

Hugh O. Mills, M.B.E.,
Halifax (N.-E.)

George G.C. Metcalf,
Toronto (Ont.)

L'hon. N.A.M. MacKenzie, C.M.G., M.M. &
Bar, Q.C., LL.D.,
Vancouver (C.-B.)

Mme Marianne E. Linnell, LRSM,
Vancouver (C.-B.)

Douglas C. Hunt, Q.C.,
St. John's (T.N.)

Fred G. McGuinness,
Winnipeg, Manitoba

Lorenzo Paré,
Québec, (P.Q.)

A.R. Micay, Q.C.,
Winnipeg (Man.)

Claude Gauthier, Adjoint aux commissaires et secrétaire de la Commission

La Commission du centenaire a été créée par la *Loi sur le centenaire de la Confédération canadienne*, Partie I (S.C. 1961, c. 60, modifié par S.C. 1963, c. 36), dans le but de promouvoir l'intérêt dans le centenaire de la Confédération au Canada et d'organiser et mettre en oeuvre des programmes et projets à cet égard, afin que le centenaire puisse être observé dans tout le Canada d'une façon qui soit en rapport avec son sens national et historique.

La Commission peut acquérir par achat, bail ou autrement tous biens immeubles ou meubles y compris des titres, et posséder, détenir, vendre ou gérer ceux-ci, ou en disposer, ainsi que peut le déterminer la Commission; dépenser les montants qui lui proviennent de la conduite de son activité sous forme de dons, legs ou d'autre façon; se charger de programmes et de projets relatifs à la célébration du centenaire de la Confédération au Canada; et entreprendre des projets communs avec toute province, ou toute organisation qui poursuit les mêmes objets que la Commission, en ce qui concerne la célébration du centenaire de la Confédération au Canada, ou accorder des subventions à toute semblable province ou organisation.

Elle se compose d'un commissaire, d'un commissaire associé et de pas plus de douze administrateurs.

Conférence nationale du Centenaire de la Confédération

La Conférence nationale du centenaire de la Confédération a été créée par la *Loi sur le centenaire de la Confédération canadienne*, Partie II (S.C. 1961, c. 60, modifié par S.C. 1963, c. 36), pour étudier les plans et programmes relatifs au centenaire de la Confédération au Canada, et d'en délibérer.

Elle se compose du Secrétaire d'État, qui agit à titre de président et de soixante membres y compris au moins deux représentants recommandés par chacun des dix gouvernements provinciaux. Le vice-président est l'honorable J.R. Nicholson, ministre du Travail.

LA COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX

Parc des champs de bataille, Québec

Ministre responsable

L'honorable Arthur Laing, C.P., député, ministre des Affaires indienne
et du Nord canadien

Commissaires (nommés par le Gouvernement fédéral)

Président.....	Hon. Oscar Gilbert, C.L.
Membres.....	Lieu.-col. J. Gordon Ross, C.D. Me Jean Leahy, C.R. Me Renault St-Laurent, C.R.

Commissaires (nommés par les provinces)

Membre.....	L'honorable Antoine Rivard (Québec)
-------------	--

La Commission des champs de bataille nationaux (chapitres 57 et 58, modifiés, des S.C. 1908) a été créée aux fins d'acquérir, de préserver et d'aménager les champs de bataille historiques de Québec et d'en faire un parc des champs de bataille nationaux.

En vertu de modifications que le Parlement apporta à la loi par la suite, la Commission reçoit des subventions annuelles votées par le Parlement.

L'OFFICE FÉDÉRAL DU CHARBON

140, rue Wellington, Ottawa 4

Ministre responsable

L'honorable Jean-Luc Pepin, C.P., député,
ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Membres de l'Office

Président et fonctionnaire exécutif en chef.....	C. L. O'Brian
William C. Whittaker.....	Calgary (Alb.)
Ian M. MacLaren.....	Toronto (Ont.)
Le major-général E.-J. Renaud, C.B.....	Ottawa (Ont.)
Percival Streeter.....	Saint-Jean (N.-B.)
Vincent E. Mackinnon.....	Sydney Mines (N.-É.)
J. Malcolm Brodie.....	Vancouver (C.-B.)

La Commission fédérale du combustible, à laquelle devait succéder l'Office fédéral du charbon, fut créée en 1922, par décret du conseil, et placée sous la présidence du sous-ministre des Mines. Elle se composait de hauts fonctionnaires représentant les services administratifs déjà occupés à l'étude des combustibles et des problèmes connexes. Bien qu'à l'origine elle eût pour mission d'assurer le ravitaillement en combustible, elle eut bientôt pour fonction principale d'appliquer un régime de subventions visant à aider les charbonnages canadiens à trouver des débouchés. Pendant la seconde Grande Guerre, les fonctions de la Commission passèrent à l'Administrateur du charbon et, plus tard, au Régisseur du charbon. C'est aussi au cours de cette période que fut créée la Commission d'urgence de production du charbon. Une fois la réglementation du charbon abolie en 1947, la Commission fédérale du combustible fut rétablie et resta en fonctions jusqu'à la proclamation de la *Loi sur l'Office fédéral du charbon* (chapitre 57 des S.C. 1947, devenu le chapitre 86 des S.C. 1952).

Il incombe à l'Office d'étudier, examiner et recommander au Ministre, à l'occasion, les règles et mesures que l'Office estime nécessaires à la production, à l'importation, à la distribution et à l'utilisation du charbon au Canada. De plus, l'Office a le pouvoir d'entreprendre ou de faire entreprendre tout ce qui, selon le ministre ou l'Office, est essentiel à l'application d'une disposition quelconque de la loi ou à la réalisation des fins qu'on lui assigne, y compris les recherches et enquêtes qui peuvent s'imposer et la coordination de l'activité des ministères en ce qui a trait au charbon. D'autre part, l'Office doit administrer toutes subventions ou primes votées par le Parlement en ce qui regarde le charbon. A titre de mandataire du ministre des Mines et des Relevés techniques, il statue sur les demandes de prêts faites en vertu de la *Loi sur l'aide à la production du charbon* (chapitre 173 des S.R.C., 1952, modifié), et il administre les prêts consentis sous le régime de cette loi.

L'Office fédéral du charbon se compose de sept membres, nommés par le Gouverneur en conseil, qui occupent leurs postes à titre amovible. Le Gouverneur en conseil nomme l'un des membres président de l'Office. Ce président, à titre de fonctionnaire exécutif en chef de l'Office, assume la surveillance et la direction des travaux de l'Office et dirige les fonctionnaires, commis et employés nommés pour en assurer le fonctionnement.

LES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

Bureau-chef du Système—935 ouest, rue Lagauchetière, Montréal

Ministre responsable

L'honorable Paul T. Hellyer, C.P., député,
ministre des Transports

Fonctionnaires supérieurs

Président de la Compagnie et du Conseil d'administration	N. J. MacMillan, C.R.
Vice-président du système	W. C. Bowra
Vice-président et Secrétaire de la Compagnie	R. T. Vaughan
Vice-présidents.....	W. T. Wilson
	R. H. Tarr
	J. L. Toole
	A. H. Hart
	F. A. Gaffney
	M. Archer
	J. H. Richer
	E. T. Hurley
	Lionel Côté, C.R.
Vice-présidents régionaux.....	E. J. Cooke, Moncton (N.-B.)
	J. A. McDonald, Montréal (Qué.)
	D. V. Gonder, Toronto, (Ont.)
	E. P. Stephenson, Winnipeg, (Man.)
	G. R. Graham, Edmonton, (Alb.)

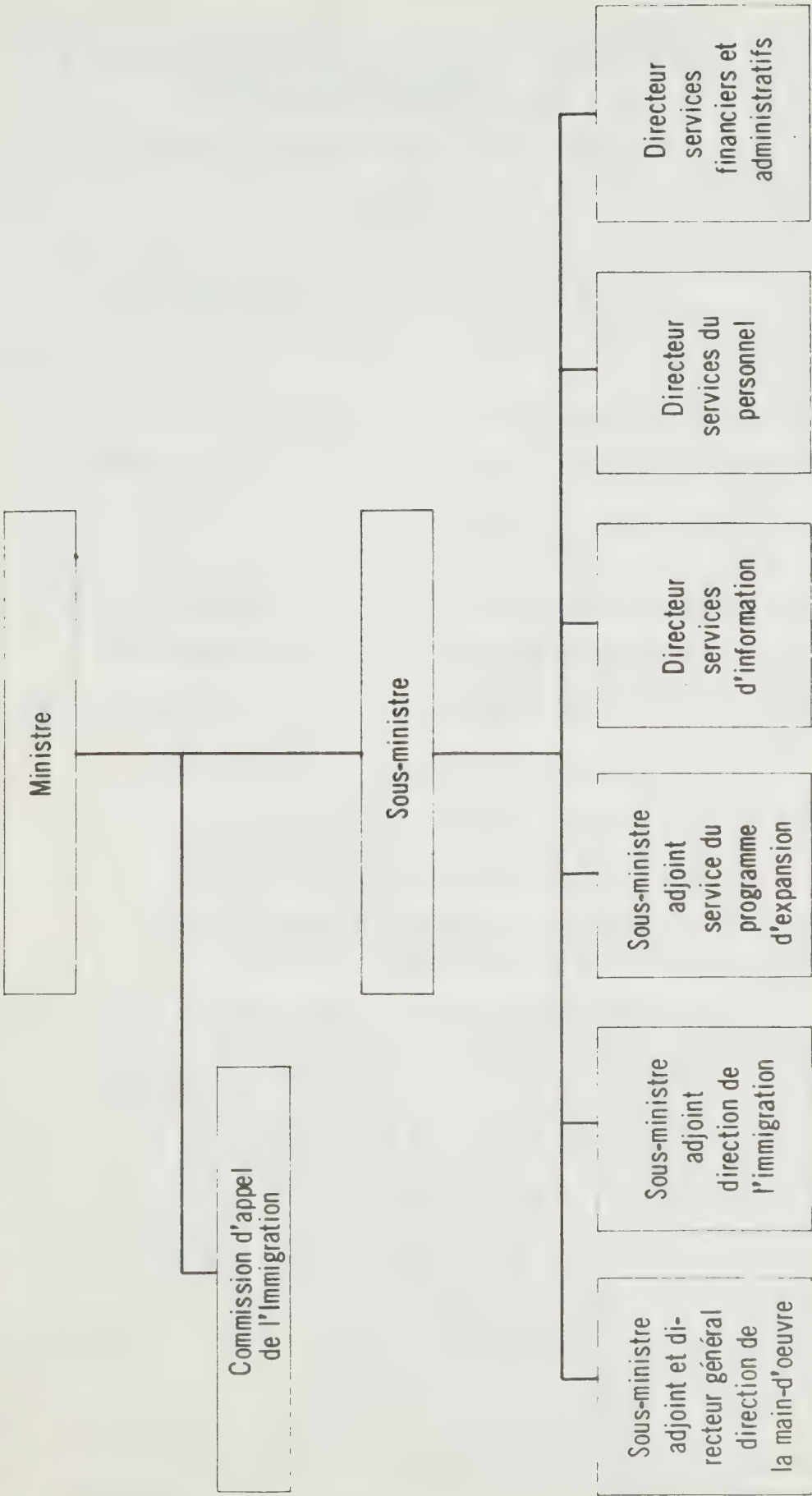
Les Chemins de fer nationaux du Canada ont été incorporés par le chapitre 13 des S.C. 1919, mis en vigueur par un arrêté en conseil du 4 octobre 1922. En 1923, les Chemins de fer nationaux comprenaient la compagnie Grand Trunk Railway of Canada (englobé par les Chemins de fer nationaux en 1923) et les compagnies Canadian Northern Railway et Grand Truck Pacific Railway (englobés par les Chemins de fer nationaux en 1956). Par un arrêté en conseil du 30 janvier 1923, l'ancien chemin de fer Intercolonial et divers embranchements de ligne de chemin de fer (tous inclus dans le programme de chemins de fer du gouvernement canadien) ont été transférés aux Chemins de fer nationaux du Canada pour fins de gestion et d'exploitation. Plus tard, la compagnie Hudson Bay Railway, construite par le gouvernement

canadien, et la compagnie Newfoundland Railway ont aussi été confiées aux Chemins de fer nationaux pour fins de gestion et d'exploitation. Aujourd'hui, les Chemins de fer nationaux exploitent en moyenne, 24,613 milles de rail.

La direction et le contrôle de la compagnie de Chemins de fer nationaux et ses programmes sont confiés à un Conseil d'administration responsable au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Les membres du Conseil d'administration sont: N. J. MacMillan, C.R., président, D. A. Anderson, C. A. Curtis, N. P. Dryden, J. R. Griffith, H. T. Huston, W. C. Koerner, G.-E. Lapalme, C.R., H. C. Pinder, C. A. Pippy, Renault St-Laurent, C.R., Bernard Tailleur.

(Pages 137 et 138 restent délibérément page blanches.)

MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE L'IMMIGRATION



MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'IMMIGRATION.

Édifice E.A. Bourque Memorial, Ottawa

Ministre

L'honorable Jean Marchand, C.P., député,
ministre de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration

Secrétaire parlementaire.....	John C. Munro, député
Secrétaire particulière	Mlle C. Carrière
Directeur du cabinet du Ministre	B. Dufresne
Adjoint spécial	P.M. Kilburn
Sous-ministre	Tom Kent

Sous-ministre adjoint (Immigration)	R.B. Curry
Sous-ministre adjoint (Main-d'oeuvre)	G.G. Duclos
Sous-ministre adjoint (Planification des programmes)	W.R. Dymond

Bureaux ouverts dans les villes suivantes

Directeur pour la région atlantique, Halifax (N.-E.)
Directeur pour la région québécoise, Montréal (Québec)
Directeur pour la région ontarienne, Toronto (Ontario)
Directeur pour la région des Prairies, Winnipeg (Manibota)
Directeur pour la région du Pacifique, Vancouver (C.-B.)

Ce ministère a été établi en janvier 1966 en vertu de la Loi sur l'organisation du gouvernement, créée en 1966. Il a pris forme le 1^{er} octobre 1966 et relève du ministre de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration. Ce ministère, ainsi désigné, est composé de deux directions d'exploitation et de quatre services auxiliaires.

La direction de l'immigration voit à l'application de la Loi sur l'Immigration et des règlements et elle est chargée du choix et du déplacement des immigrants, de leur faire subir les examens appropriés et d'expulser tout immigrant sujet à caution. La direction de la main-d'oeuvre est responsable du recrutement, de la formation à l'emploi et de l'embauche autant dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes que de l'entreprise industrielle de manière à tirer toute l'utilisation possible de la main-d'oeuvre canadienne. Elle est aussi responsable de la collectivité des immigrants et des travailleurs nomades quant à leur adaptation au travail. Parmi les nombreux aspects des tâches qui incombent à cette dernière direction, il y a l'emploi professionnel, la nature et le classement des emplois, les techniques de recrutement, les méthodes d'examen, la formation professionnelle, la rééducation des désavantagés professionnels, les programmes municipaux sur les travaux d'hiver, les campagnes d'emploi d'hiver et le programme sur le déplacement de la main-d'oeuvre.

Le ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration dirige aussi la recherche, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes sur la main-d'oeuvre, l'exploitation de projets d'essai en matière de formation professionnelle et dans le cas d'autres sphères d'activité, ses propres services juridiques et la planification de la main-d'oeuvre d'urgence à l'échelon national.

Il y a aussi les services auxiliaires désignés comme services financiers et administratifs, services du personnel et services d'information.

La direction de l'immigration, jusqu'en octobre 1966, formait une partie du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. La majorité des autres parties constituant de ce ministère, y compris les services qui relèvent maintenant de la direction de la main-d'oeuvre, était avant le 1^{er} janvier 1966 sous la juridiction du ministère du Travail.

Le ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration est responsable des lois suivantes:

Loi sur l'immigration (S.R., c. 325)

Loi sur les sociétés auxiliaires de l'immigration (S.R., c. 146)

Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle (1960-1961, c. 6)

Article 21 et Partie II de la Loi sur l'assurance-chômage (1955, c. 50)

Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides (1960-1961, c. 26)

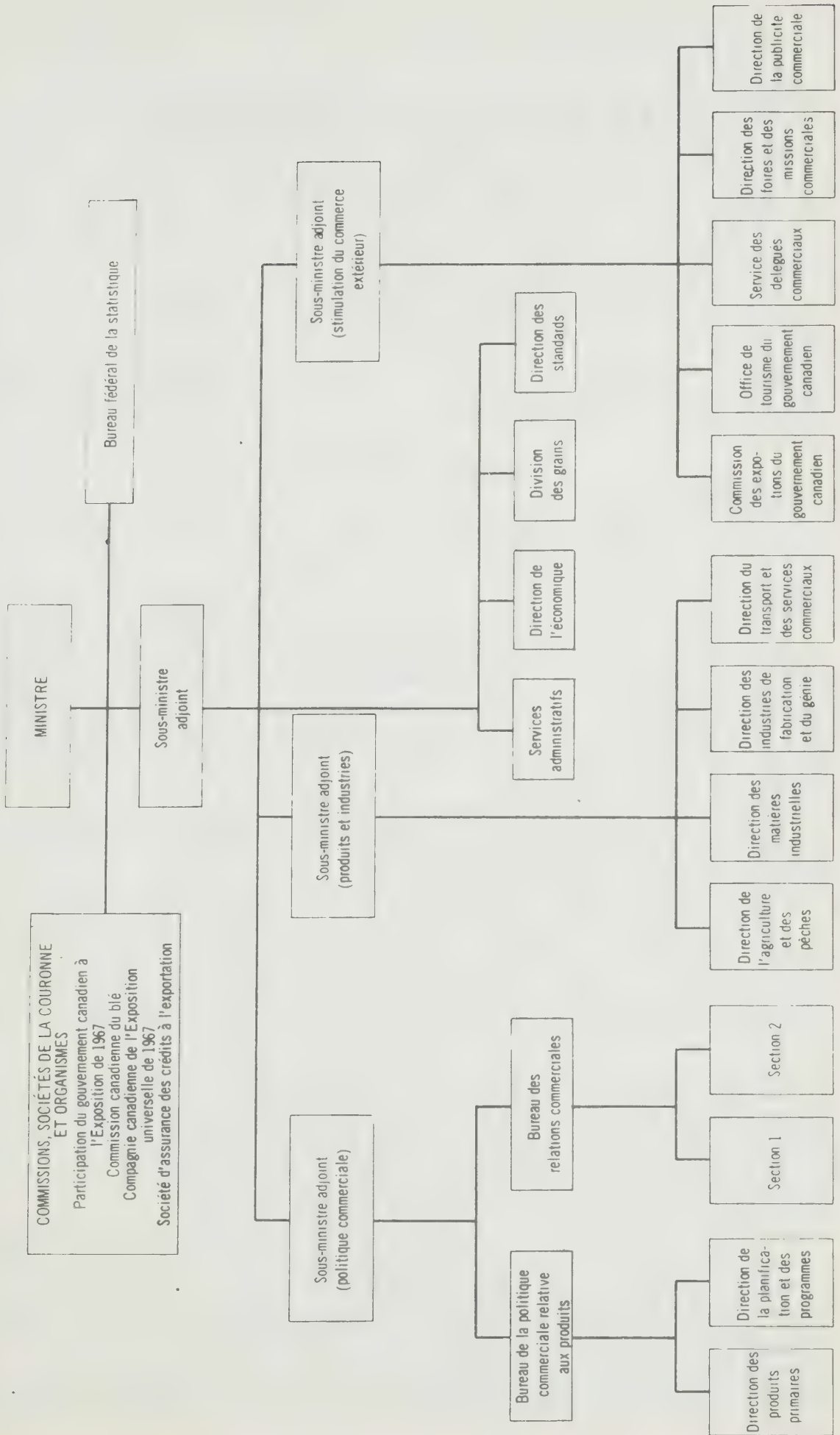
Loi sur la réintégration dans les emplois civils (S.R., c. 236)

Commission d'appel de l'Immigration

Président J.C.A. Campbell

(Les pages 142 à 146 restent délibérément page blanches.)

MINISTÈRE DU COMMERCE



LE MINISTÈRE DU COMMERCE

Édifice du Commerce, rue Wellington, Ottawa
(sauf indication contraire)

Ministre

L'honorable Robert Henry Winters, C.P., député,
ministre du Commerce

Secrétaire parlementaire	Jean-Charles Cantin, député
Directeur du cabinet.....	A. C. Abbott

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre.....	J. H. Warren
Sous-ministre adjoint (Politique commerciale)	M. Schwarzmann
Sous-ministre adjoint (Stimulation du commerce extérieur).....	T. R. G. Fletcher
Sous-ministre adjoint (Produits et industries)	Denis Harvey

Bien qu'il ait été créé en 1887 aux termes d'une *Loi sur le ministère du Commerce* (chapitre 10 des S.C. 1887), devenue, la *Loi sur le ministère du Commerce* (chapitre 78 des S.R.C. 1952), le ministère du Commerce n'a commencé à fonctionner que le 3 décembre 1892, lors de la proclamation de la loi. Dès sa création, le Ministère a eu comme but principal de stimuler le commerce d'exportation ainsi que le commerce intérieur du Canada.

Le Ministère s'est développé à mesure que le Canada s'est affirmé sur le plan du commerce international. Son personnel comprend plus de 2,000 fonctionnaires dans les bureaux du Ministère au Canada et à l'étranger.

Le Ministère se compose maintenant des directions ci-après: Administration, Bureau des relations commerciales, Bureau de la politique commerciale relative aux produits, Agriculture et pêches, Commission des expositions du gouvernement canadien, Office de tourisme du gouvernement canadien, Économique, Matières industrielles, Industries de fabrication et du génie, Personnel, Standards, Service des délégués commerciaux, Foires et missions commerciales, Publicité commerciale, Transport et services commerciaux et Division des céréales.

La Direction de l'agriculture et des pêches cherche à stimuler la vente des produits de ces deux industries à l'étranger. Dans l'exercice de ses fonctions, elle se tient en relations constantes avec l'industrie canadienne et les ministères de l'Agriculture et des Pêcheries. Cette direction maintient aussi un réseau d'information sur l'agriculture et les pêches dans les pays étrangers.

L'Office de tourisme du gouvernement canadien (immeuble Kent, 150, rue Kent, Ottawa 4) encourage les voyages au Canada par des campagnes publicitaires aux États-Unis et outre-mer. Il expédie au-delà d'un million d'imprimés et de renseignements touristiques annuellement en réponse aux demandes que suscitent ces campagnes. Les bureaux de consultation et de publicité touristique que l'Office a établi dans 21 villes à l'étranger contribuent à ce programme. Les bureaux aux États-Unis se trouvent à New York, San Francisco, Boston, Chicago, Minneapolis,

Los Angeles, Cincinnati, Indianapolis, Philadelphie, Rochester, Détroit, Cleveland, Washington et Seattle. En Europe ils sont situés à Paris, Londres, Amsterdam et Francfort. L'Office a également des bureaux à Tokyo, Mexico et Sydney (Australie).

La Direction des matières industrielles, créée en 1964, reconnaît que les milieux commerciaux ont de plus en plus besoin de services spécialisés et d'assistance pour la mise en marché; elle s'occupe de découvrir de nouvelles possibilités sur les marchés extérieurs pour nos matières premières, nos produits mi-ouvrés et les produits connexes. Cette direction comprend une Division des produits chimiques, une Division des produits forestiers et une Division des métaux et des minéraux.

La Direction des industries de fabrication et du génie a également été établie en 1964 alors qu'on a divisé en deux l'ancienne Direction des produits pour remplir deux fonctions distinctes. Sa formation résulte de l'acroissement prononcé dans le cadre du commerce extérieur de services de consultation technique, de l'outillage de production et des produits fabriqués. Cette direction se compose de la Division des appareils et des machines commerciales, de la Division du matériel électrique et électronique, de la Division de l'outillage du génie mécanique et de la Division des textiles et des biens de consommation.

La Direction de l'économie étudie de façon suivie les principaux aspects de l'ensemble de la situation économique du Canada en estimant la portée des événements courants et à venir et en faisant au besoin des recherches sur certaines questions économiques d'intérêt particulier.

La Commission des expositions du gouvernement canadien (2487, rue Kaladar, Ottawa) prend les dispositions nécessaires pour que le Canada participe aux expositions, foire et étalages, au Canada et à l'étranger.

Le Bureau des relations commerciales s'intéresse principalement aux tarifs douaniers et autres réglementations du commerce des pays étrangers. Il vise à sauvegarder et à améliorer les conditions d'accès des produits canadiens aux marchés d'exportation, par sa participation à la direction et au développement des relations commerciales extérieures du Canada. Il s'occupe aussi du financement des exportations et de l'aide extérieure. Sur demande, le Bureau fournit aux exportateurs canadiens des renseignements relatifs aux droits de douane, aux restrictions à l'importation, aux documents d'expédition nécessaires et à d'autres mesures gouvernementales en vigueur sur les marchés étrangers. Il leur fournit également toute l'aide dont ils ont besoin en cas de difficultés particulières dans ce domaine. Ce Bureau fournit aussi des renseignements d'ordre général sur la situation économique et commerciale dans toutes les parties du monde et il apporte son concours dans la préparation de voyages d'affaires à l'étranger. Grâce à ses divisions régionales, le Bureau entretient des relations étroites avec les délégués commerciaux en poste à l'étranger.

Le Bureau de la politique commerciale relative aux produits a deux fonctions principales. La première consiste à entreprendre des études détaillées au sujet de produits déterminés ou de certains secteurs de l'industrie afin de donner des avis visant le développement du commerce et des politiques connexes. Au cours de ces études, le Bureau se tient au courant du travail des autres ministères dans les domaines en rapport avec l'industrie canadienne. Son objectif principal vise à développer de nouvelles occasions d'exportation et, en particulier, à accroître le commerce d'exportation des produits manufactures et de transformation. Sa seconde fonction vise la négociation d'ententes internationales sur certains produits et les activités connexes qui intéressent notre commerce d'exportation et d'importation. Le Bureau doit également promouvoir les intérêts canadiens lorsqu'il s'agit de trouver une solution aux difficultés spécifiques en rapport avec la politique relative aux produits. Ces fonctions nécessitent sa collaboration avec des organisations et organismes internationaux comme le GATT, l'UNCTAD, la FAO, l'OCDE, les Con-

seils internationaux du blé, du sucre, du café et de l'étain ainsi que les divers groupes internationaux d'étude en matière de produits lorsque surviennent des questions concernant la politique commerciale. Afin d'être à la hauteur des progrès réalisés dans ce domaine, il se tient en relations étroites avec les spécialistes en produits du Ministère du Commerce et des autres ministères et organismes de l'État, les représentants des producteurs et des importateurs canadiens ainsi qu'avec les associations industrielles.

La Direction des standards (Tunney's Pasture Ottawa) est tenue d'homologuer les modèles et de surveiller l'usage commercial d'un grand nombre d'appareils de mesure. Sont de son ressort, en électricité, les compteurs, les transformateurs et la matériel de télémétrie; dans le domaine du gaz, les compteurs, les débits à l'orifice et les calorimètres; dans le domaine général des mesures, les poids, les balances de tout genre et de toute capacité, les compteurs, les camions-citernes et les cellules de charge électronique. Elle surveille aussi le marquage des objets fabriqués de métaux précieux, entreprend des programmes visant à mettre les normes au point et réglemente certains secteurs de l'étiquetage des produits et de la réclame qui leur est faite.

Il y a des inspecteurs régionaux de l'électricité et du gaz ainsi que des poids et mesures dans les villes suivantes du Canada et on peut trouver leurs noms dans l'annuaire téléphonique du gouvernement fédéral: Saint-Jean (T.-N.); Charlottetown (Î. P.-É.); Halifax (N.-É.); Saint-Jean (N.B.); Montréal, Québec et Trois-Rivières (P.Q.); Belleville, Fort William, Hamilton, London, Ottawa, Sudbury et Toronto (Ont.); Winnipeg (Man.); Regina (Sask.); Calgary et Edmonton (Alb.); et Vancouver (C.-B.). Il y a des inspecteurs des poids et mesures à Sherbrooke (P.Q.), et à Saskatoon (Sask.), et des inspecteurs de l'électricité et du gaz à Penticton et Victoria (C.-B.). Les inspecteurs du poinçonnage des métaux précieux sont à Montréal (P.Q.), à Toronto (Ont.), et à Vancouver (C.-B.).

Le Service des délégués commerciaux est l'organisme du Ministère dans les pays d'outre-mer et il est chargé à ce titre de favoriser les intérêts du Canada à l'étranger dans le domaine du commerce extérieur. Plus de 170 délégués commerciaux postés dans 68 bureaux dans 47 pays. Ils connaissent les conditions économiques dans leurs territoires et fournissent des renseignements sur les marchés pour les produits canadiens et sur les règlements étrangers. Ils peuvent aider aux entreprises canadiennes à trouver des agents dignes de foi et présenter les hommes d'affaires en voyage dans leur territoire. Les délégués commerciaux reviennent au Canada de temps à autre et au cours de leurs tournées au pays, ils s'entretiennent de problèmes particuliers avec les firmes qui les consultent. Ces tournées leur permettent aussi de se remettre au courant de l'expansion économique du Canada.

La Direction des foires et des missions commerciales, en conformité de la politique du Ministère, prépare, met en oeuvre et coordonne la participation du Canada aux foires à l'étranger et aux missions canadiennes qui se rendent à l'extérieur et s'occupe des missions étrangères qui viennent au Canada.

En plus de surveiller le programme de publicité du Ministère, la Direction de la publicité commerciale prépare et distribue des publications et fournit divers renseignements destinés à stimuler le commerce extérieur et à encourager les acheteurs étrangers à importer des produits canadiens. Elle est chargée de la publication de la bimensuelle *Foreign Trade* et sa version française *Commerce extérieur*.

La Direction du transport et des services commerciaux s'occupe des problèmes de transport industriel et de fret du point de vue de l'utilisateur et en fonction de l'expansion commerce d'exportation; de l'administration des restrictions aux exportations et aux importations; de la préparation des répertoires commerciaux à l'usage du Ministère; de l'administration des six bureau régionaux dans les villes ci-après:

Saint-Jean (T.-N.)
Édifice Sir Humphrey Gilbert
Rue Duckworth
Boîte postale 5458

Halifax (N.-É.)
Édifice Sir John Thompson
1256, rue Barrington

Winnipeg 1 (Man.)
Pièce 521, 269, rue Main

Edmonton (Alb.)
802 Chancery Hall
3, Sir Winston Churchill Square

Vanvouver 2 (C.-B.)
Pièce 405, Immeuble fédéral
325, rue Granville

Montréal 2 (P.Q.)
1, place Ville-Marie

Toronto 1, (P.Q.)
Suite 921, Centre Toronto-Dominion

La Division des céréales s'occupe des questions d'exportation et de vente à l'intérieur en ce qui concerne la mise en marché du blé, de l'avoine, de l'orge, du seigle et de certains sous-produits, notamment la farine. Dans l'exercice de ces fonctions, la division collabore très étroitement avec la Commission canadienne du blé, la Commission des grains du Canada et le ministère de l'Agriculture ainsi qu'avec l'industrie du grain.

On trouvera ailleurs dans la présente brochure des précisions sur l'organisation du Bureau fédéral de la statistique.

Le ministre du Commerce est responsable de l'administration des lois ci-après:

- Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, Chapitre 105, S.R.C. 1952
- Loi sur la Commission canadienne du blé, Chapitre 44, S.R.C. 1952
- Loi sur la Compagnie de l'exposition universelle canadienne, Chapitre 12, S.C. 1952
- Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, Chapitre 26, S.C. 1952
- Loi sur les exportations, Chapitre 63, S.R.C. 1952
- Loi sur l'inspection de l'électricité, Chapitre 94, S.R.C. 1952
- Loi sur l'inspection du gaz, Chapitre 129, S.R.C. 1952
- Loi sur les licences d'exportation et d'importation, Chapitre 27, S.C. 1953-1954
- Loi sur la marque de commerce nationale et l'étiquetage exact, Chapitre 191 S.R.C. 1952
- Loi sur le ministère du Commerce, Chapitre 78, S.R.C. 1952
- Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, Chapitre 2, S.C. 1957
- Loi sur les poids et mesures, Chapitre 292, S.R.C. 1952
- Loi sur le poinçonnage des métaux précieux, Chapitre 215, S.R.C. 1952

En outre, le ministre du Commerce fait rapport au Parlement de la participation du gouvernement canadien à l'Exposition de 1967

LA COMMISSION DE SECOURS POUR HALIFAX

5555, rue Young, Halifax

Ministre responsable

Le très honorable Lester B. Pearson, C.P., C.R., député,
Premier ministre. Les dispositions financières incombent
au ministre des Finances

Commissaires

Président.....	A. M. Butler, C.A.
Vice-président	F. H. Flinn
Membre.....	W. E. Tibbs, M.C.

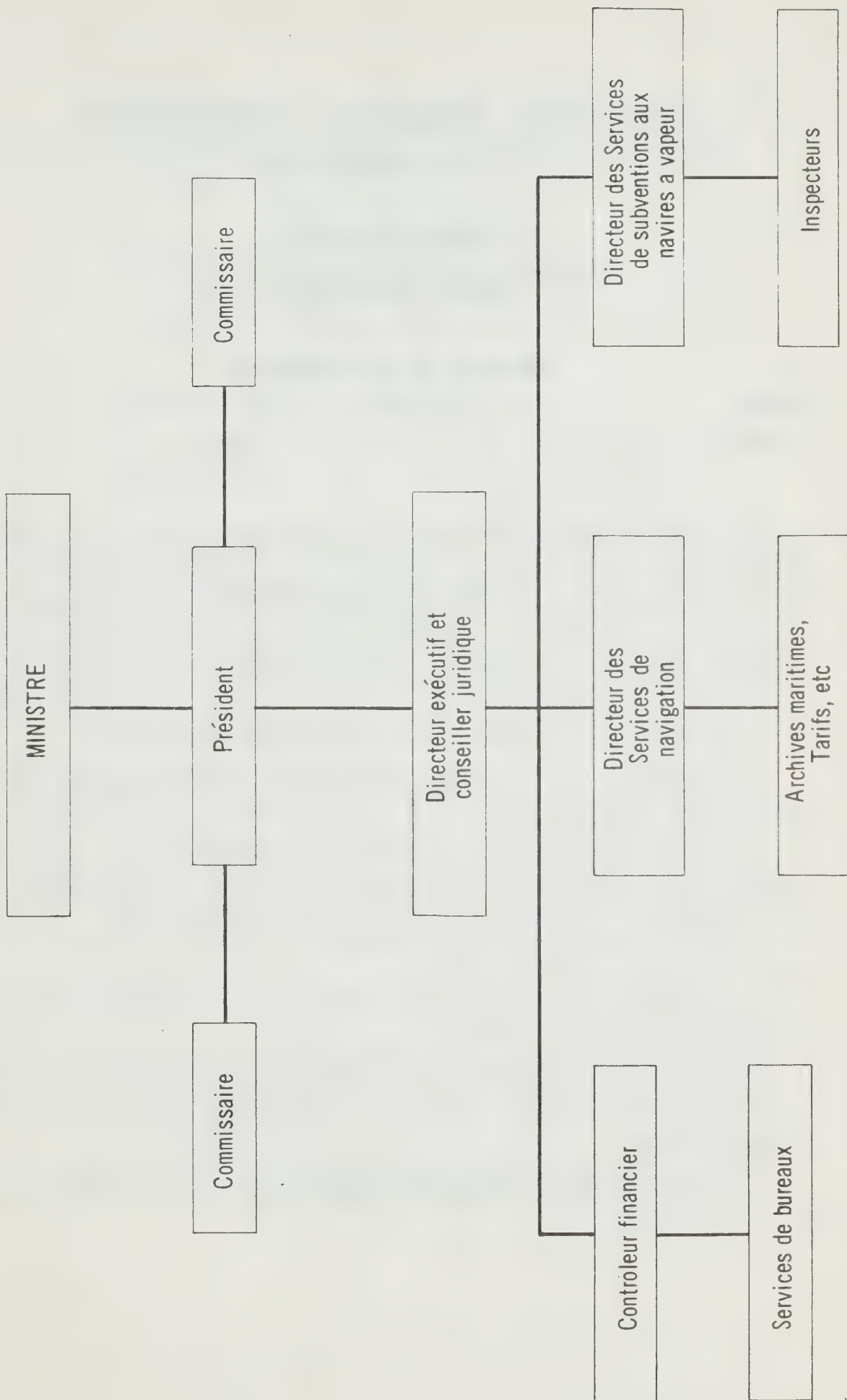
Principal fonctionnaire

Secrétaire-gérant..... E. W. Crooks

Le Comité de secours pour Halifax, composé d'un groupe de citoyens éminents, a été constitué immédiatement après l'explosion d'Halifax survenue le 6 décembre 1917, aux fins de recevoir des dons et de mettre à exécution les mesures de secours rendues nécessaires par l'explosion.

Cette tâche a été accomplie par la Commission de secours pour Halifax (établie par l'arrêté en conseil C.P. 112, en date du 22 janvier 1918), qui a été constituée par une loi provinciale (c. 61, S. N.-É. 1918) et qui a été ratifiée et confirmée par la *Loi concernant la Commission de secours pour Halifax* (chapitre 24 des S.C. 1918). La Commission, en plus de s'enquérir des pertes et dommages causés par l'explosion, est chargée de la gestion du fonds de secours.

COMMISSION MARITIME CANADIENNE



COMMISSION MARITIME CANADIENNE

124, rue O'Connor, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable J. W. Pickersgill, C.P., député,
ministre des Transports

Membres de la Commission

Président.....	H. J. Darling
Commissaires.....	Vacant J. C. Rutledge

La Commission maritime canadienne a été créée par la *Loi sur la Commission maritime canadienne* (S.C. 1947, c. 52)—maintenant la *Loi sur la Commission maritime canadienne* (S.R.C. 1952, c. 38) pour «étudier et recommander au Ministre, à l'occasion, les méthodes et mesures qu'elle juge nécessaires à la mise en service, à l'entretien, à l'équipement en hommes et au développement d'une marine marchande et d'une industrie de construction et réparation de navires répondant aux besoins maritimes du Canada». Aux termes de la loi établissant la Commission maritime canadienne, celle-ci est un organisme autonome responsable envers le ministre des Transports, assujéti à la direction de ce dernier et tenu de lui présenter un rapport.

La Commission doit, entre autres responsabilités statutaires, «administrer, en conformité des règlements du gouverneur en conseil, toutes subventions pour navires à vapeur votées par le Parlement».

Les subventions sont versées annuellement pour l'entretien d'un certain nombre de services côtiers indispensables, assurés par navires à vapeur. Ces subventions sont administrées en vertu de contrats passés avec les différents exploitants.

La loi de constitution de la Commission expose d'autres attributions et responsabilités qui peuvent se résumer ainsi:

a) Faire fonction de conseiller pour l'application de la section 673 de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

b) Déterminer, de concert avec le ministère de la Défense nationale, la Corporation commerciale canadienne et les entreprises de navigation, les conditions de transport et autres détails relatifs au transport transocéanique des cargaisons et du personnel militaire.

Septagent les fonctions générales de la Commission: Directeur gérant, services de la navigation et Archives maritimes, contrôleur financier, et service des subventions aux navires à vapeur.

LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE

Chambre 850 – 151, rue Slater, Ottawa 4

Ministre responsable (Section canadienne)

L'honorable Paul Martin, C.P., député,
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Section canadienne

Président..... A. D. P. Heeney,
Commissaires..... D^r D. M. Stephens
D^r René Dupuis
Secrétaire de la Section Canadienne..... D.G. Chance

Section des États-Unis

Président..... M.E. Welsh
Commissaires..... Eugene W. Weber
Charles R. Ross
Secrétaire de la Section des États-Unis..... W. A. Bullard

La Commission mixte internationale a été établie en 1909 par un traité entre les États Unis d'Amérique, et la Grande-Bretagne. Ce traité a été confirmé et sanctionné par la *Loi sur le Traité des eaux limitrophes internationales* (chapitre 28, modifié, des S.C. 1911).

La Commission s'occupe de l'utilisation, l'obstruction et la diversification des eaux limitrophes et des rivières qui traversent la frontière entre le Canada et les États-Unis.

Les ouvrages qui occasionneraient une augmentation du niveau des eaux à la frontière doivent recevoir l'approbation de la Commission avant que les travaux ne soient commencés. En plus, la Commission entreprend des enquêtes approfondies sur toute question soulevée entre les gouvernements du Canada et des États-Unis le long de la «frontière commune», et fait rapport de ses conclusions et de ses recommandations à ces deux gouvernements.

La Commission se compose de six membres, dont trois sont nommés par le Gouvernement canadien et trois par le président des États-Unis.

LE CONSEIL DES ARTS DU CANADA

Édifice Victoria, rue Wellington, Ottawa

Ministre comptable du Conseil des Arts au Parlement

L'honorable Judy LaMarsh, C.P., député,
secrétaire d'État

Membres

Président, Jean Martineau,	Montréal (Qué.)
Vice-président, J.F. Leddy	Windsor (Ont.)
Murray Adaskin	Saskatoon (Sask.)
R.P. Jean Adrien Arsenault	Charlottetown (Î. P.-É.)
Alex Colville	Sackville, (N.B.)
J.A. Corry	Kingston (Ont.)
Mme W.J. Dorrance	Vancouver (C.-B.)
Mme Stan J. Dowhan	Canmore (Alb.)
W.P. Gregory	Stratford (Ont.)
Henry D. Hicks	Halifax (N.-É.)
Stuart Keate	Vancouver (C.-B.)
Mme Annette Lasalle-Leduc	Montréal (Qué.)
Napoléon LeBlanc	Québec (Qué.)
Douglas V. LePan	Toronto (Ont.)
C.J. Mackenzie	Ottawa (Ont.)
Trevor F. Moore	Toronto (Ont.)
Gilles Pelletier	Montréal (Qué.)
Mlle Kathleen Richardson	Winnipeg (Man.)
Claude Robillard	Montréal (Qué.)
I.A. Rumboldt	St-Jean (T.-N.)
Samuel Steinberg	Montréal (Qué.)

Hauts fonctionnaires

Directeur	Jean Boucher
Directeur associé	Peter M. Dwyer

Membres du Comité de placements

Président, J.G. Hungerford

Arnold Hart

Louis Hébert

Jean Martineau

Trevor F. Moore

Le Conseil des Arts du Canada a été établi le 28 mars 1957, en vertu de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* (S.C. 1957, chap. 3) en vue de développer et favoriser l'étude et la jouissance des arts, des humanités et des sciences sociales.

Le Conseil est responsable de la Commission nationale canadienne pour l'Unesco et s'occupe, par l'entremise de celle-ci, de la participation du Canada à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

Le Conseil se compose d'un président et d'un vice-président nommés par le Gouverneur en conseil pour une période de cinq ans, et de 19 membres nommés pour une période de trois ans. Il comprend aussi un directeur et un directeur associé à temps complet nommés par le Gouverneur en conseil. Le Conseil des Arts se réunit au moins trois fois l'an.

Un Comité de placements, composé du président du Conseil, d'un membre nommé par le Conseil et de trois autres personnes nommées par le Gouverneur en conseil aide le Conseil à effectuer et à gérer ses placements et lui fournit des avis en l'espèce.

Le Conseil est reconnu par la loi comme organisation de charité au Canada. Il n'est pas mandataire de Sa Majesté.

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

Siège—116, rue Albert, case postale 527, Ottawa

Ministre responsable

Le très honorable Pierre Elliot Trudeau, C.P., député
Le Premier Ministre

Membres du Conseil

Président	Arthur J.R. Smith
Directeur	D.L. McQueen

Autres membres

R.R. Atkinson	Saskatoon (Sask.)
W.J. Bennett	Montréal (Qué.)
François-E. Cleyne	Huntingdon (Qué.)
Robert M. Fowler	Montréal (Qué.)
Arthur R. Gibbons	Ottawa (Ont.)
David L. Kirk	Ottawa (Ont.)
Walter C. Koerner	Vancouver (C.-B.)
W. Ladyman	Toronto (Ont.)
Stanley A. Little	Ottawa (Ont.)
Ian M. MacKeigan	Halifax (N.-É.)
Maxwell W. Mackenzie	Como (Qué.)
William Mahoney	Toronto (Ont.)
Hugh A. Martin	Vancouver (C.-B.)
J.R. Murray	Winnipeg (Man.)
Marcel Pepin	Montréal (Qué.)
Charles Perrault	St-Hyacinthe (Qué.)
Mme A.F.W. Plumptre	West Hill (Ont.)
André Raynauld	Montréal (Qué.)
Alfred Rouleau	Lévis (Qué.)
Gabriel S. Saab	Montréal (Qué.)
William Y. Smith	Frédéricton (N.-B.)
Graham Ford Towers	Rockcliffe Park Village
William O. Twaits	Toronto (Ont.)
Francis G. Winspear	Edmonton (Alb.)

Le Conseil économique du Canada a été établi d'après la *Loi sur le Conseil économique* (S.C. 1963, chapitre 11).

Il incombe au Conseil de renseigner le Ministre et de lui faire des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emplois et de production utile afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie; et en particulier, le Conseil doit: a) périodiquement évaluer, avec méthode et selon un plan d'ensemble, les perspectives économiques à long et à moyen termes et les comparer aux possibilités d'expansion de l'économie; b) recommander les programmes d'action du gouvernement les plus propres, de l'avis du Conseil, à faciliter la réalisation des possibilités d'expansion de l'économie; c) examiner les moyens de consolider et améliorer la situation financière et commerciale

du Canada sur le plan international; d) étudier les moyens d'accroître la participation canadienne à la propriété, la direction et la gestion des industries au Canada; e) étudier les incidences que l'expansion de l'économie, l'évolution de la technologie et l'automatisation, ainsi que les transformations de la vie économique internationale peuvent avoir sur l'emploi et le revenu dans l'ensemble comme dans certaines régions du Canada et dans des secteurs particuliers de l'économie; f) étudier et examiner, avec des représentants des industries intéressées et des représentants de la main-d'œuvre ouvrière et agricole et des autres producteurs des secteurs primaires, ainsi que d'autres groupes ou organisations professionnelles, les programmes précis relatifs à la production et aux investissements dans les principales industries au Canada, les plus propres à contribuer à un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique; g) étudier comment des programmes économiques à l'échelle nationale peuvent davantage stimuler dans un équilibre harmonieux l'essor économique de toutes les régions du Canada; h) analyser et apprécier des entreprises particulières d'envergure en vue de l'expansion de l'industrie et des autres formes d'activité économique au Canada, que ces entreprises comportent ou non une participation directe du gouvernement, et faire à leur sujet les recommandations les plus propres, de l'avis du Conseil, à contribuer à la croissance économique du Canada; i) encourager au maximum les consultations et la collaboration entre le salariat et le patronat en vue de la réalisation des objets de la présente loi; j) chercher à établir de façon régulière des consultations poussées avec les organismes compétents du gouvernement de chaque province; et k) reviser, si le Ministre l'en requiert, les programmes à moyen ou à long terme du gouvernement du Canada, conçus pour aider l'industrie, le salariat et l'agriculture.

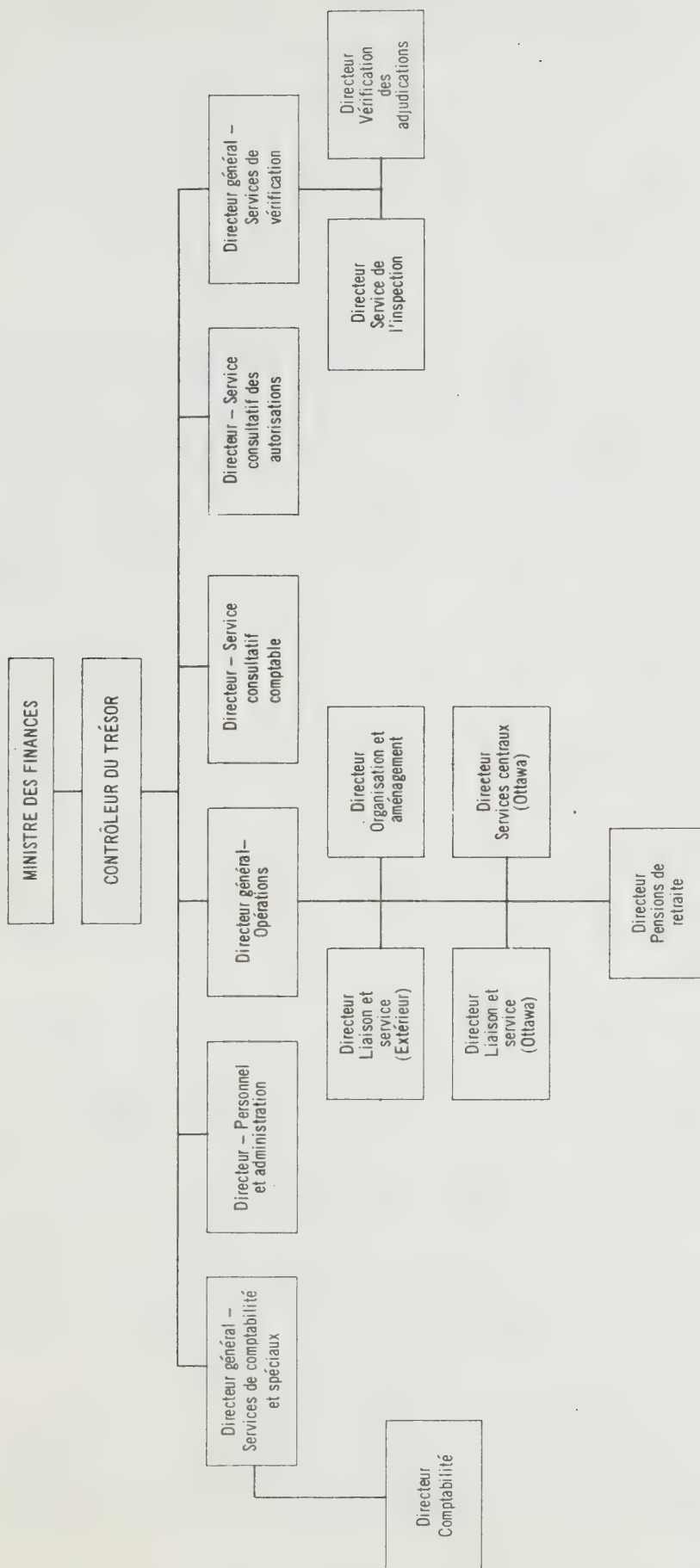
Selon que les circonstances l'exigent, le Conseil doit, de sa propre initiative ou si le Ministre l'en requiert, faire les études, les enquêtes et les autres travaux qui peuvent être nécessaires relativement à toute question concernant l'exercice de ses fonctions et doit faire tenir au Gouvernement ses rapports, ses avis et ses recommandations à ce sujet.

Le Conseil doit préparer et faire publier chaque année un exposé des perspectives et des problèmes économiques à long et à moyen termes et il peut faire publier les études et les rapports préparés à son intention, dont la publication lui semble opportune.

En plus, par la mise en vigueur de la *Loi sur le Conseil économique du Canada*, la *Loi sur le Conseil national de la Productivité* (chapitre 4 des S.C. 1960-1961) a été abolie, et le Conseil économique du Canada s'est vu confier les responsabilités qui avaient été assignées au Conseil national de la Productivité. Ce sont d'encourager et stimuler (i) le perfectionnement des méthodes de production et de distribution, (ii) le perfectionnement des techniques de gestion, (iii) le maintien de relations harmonieuses au sein de l'industrie, (iv) le recours aux programmes de formation à tous les paliers de l'industrie et le recours aux programmes de rééducation afin de satisfaire aux besoins nouveaux en main-d'œuvre, (v) l'extension de programmes de recherches industrielles dans les usines et les industries comme moyen d'accroître la productivité, et (vi) la propagation de renseignements d'ordre technique.

Le Conseil se compose d'un président et de deux directeurs à plein temps, et d'au plus 25 autres membres qui représentent en général les différents secteurs et groupes de l'économie canadienne. Le président est l'administrateur en chef. Il contrôle et dirige le travail et le personnel du Conseil.

CONTRÔLEUR DU TRÉSOR



BUREAU DU CONTRÔLEUR DU TRÉSOR

Immeuble Concord, Ottawa

Ministre responsable

L'hon. Mitchell Sharp, C.P., député,
Ministre des Finances

Contrôleur du Trésor H.R. Balls

Le Contrôleur du Trésor est un fonctionnaire du ministère des Finances, nommé par le Gouverneur en conseil. Sous l'autorité de la *Loi sur l'administration financière* il exerce la responsabilité statutaire d'assurer qu'aucun décaissement du Fonds de revenu consolidé ne soit entrepris pour des projets non autorisés ou ne soit plus élevé que le montant voté par le Parlement. A cette fin, il conduit une vérification préliminaire de tous les déboursés sauf ceux effectués en vertu du Règlement concernant les voyages. Il assure également un service d'émission des chèques et un service de comptabilité pour tous les ministères et départements et il doit préparer les comptes publics et autres états financiers du gouvernement.

Le Directeur général des Services de comptabilité et spéciaux a la charge des services fournis au Ministre des Finances; il aide par ses conseils à élaborer la politique de comptabilité, à établir les détails comptables des mesures législatives et à perfectionner les méthodes et les pratiques comptables; il tient les comptes fiscaux du gouvernement qui se rapportent aux revenus, aux affectations et aux dépenses ainsi qu'aux actifs et aux passifs du Canada; il prépare les comptes publics du Canada et cette partie des documents budgétaires qui concerne les Comptes de l'État; il gère les soldes de caisse du Receveur général; il prépare les pronostics des besoins de caisse du gouvernement; il rembourse aux banques les chèques acquittés du Receveur général et il en fait la conciliation avec les émissions de chèques; il conserve sous bonne garde les valeurs déposées auprès du Ministre des Finances.

Le Directeur général des Opérations voit à l'émission des chèques, à la comptabilité, aux rapports financiers et services connexes fournis aux ministères du gouvernement par tous les bureaux du Trésor, à Ottawa, dans d'autres villes du Canada et à l'étranger; il perfectionne et met en œuvre des programmes tendant à uniformiser les méthodes, pratiques et systèmes employés par les bureaux du Trésor, ainsi que de nouvelles techniques et le traitement électronique, lorsque cela est praticable et économique, afin de répondre aux besoins de gestion et autres des ministères; il met en œuvre des programmes de formation et de perfectionnement du personnel; il projette et met en œuvre l'intégration des bureaux ou de leurs fonctions connexes; il dirige la décentralisation des travaux parmi les bureaux régionaux du Trésor du gouvernement fédéral en conformité des besoins des ministères; il maintient la liaison avec les paliers supérieurs des ministères, et il applique la Loi sur la pension de retraite du service public.

Le Directeur du Service consultatif comptable fournit des conseils aux ministères du gouvernement en matière de politique comptable, de méthodes de comptabilité et de rapports financiers; il aide également les ministères à concevoir des méthodes de comptabilité qui servent à contrôler les finances, les budgets et les rapports.

Le Directeur du Service consultatif des autorisations dispense des conseils aux ministères du gouvernement et aux bureaux du Trésor en matière d'autorisations

et interprétation de la politique de gestion financière du gouvernement établie par le Conseil du Trésor; il conseille également sur les questions juridiques se rapportant à la gestion des crédits votés, aux mesures législatives, aux règlements, et aux délibérations et directives du Conseil du Trésor; il a charge du manuel des autorisations et des méthodes financières du Trésor.

Le Directeur général des Services de vérification est chargé des services de vérification fournis par le Contrôleur du Trésor; il vérifie l'exécution et le coût des adjudications et des accords à frais partagés conclus par le gouvernement fédéral; il conduit une vérification administrative des bureaux du Trésor et, quand il en est requis, les vérifications d'ordre interne des ministères et départements.

Le Directeur du Personnel et de l'Administration s'occupe des besoins d'effectifs, des services du personnel et des services de bureau; il assure la liaison avec le Conseil du Trésor en ce qui concerne l'organisation et l'effectif et avec la Commission du service civil en ce qui concerne les classifications des postes; il conçoit et administre les programmes relatifs au personnel qui s'appliquent aux employés du Trésor; il prépare les budgets et les prévisions des programmes pour le Bureau du Contrôleur du Trésor; il voit à l'aménagement des bureaux; il voit à obtenir l'équipement, la papeterie et les fournitures de bureau, et il coordonne et fournit des services de dactylographie et de transcription dans tout le département.

LA CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

Édifice Macdonald, 123, rue Slater, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable C. M. Drury, P.C., C.R.
Ministre de l'Industrie

President

M. A.D. Belyea

Directeurs

M. W.H. HUCK
Sous-ministre adjoint
Ministre de la Production
de défense

M. D.B. MUNDY
Sous-ministre adjoint
Ministre de la Production
de défense

M. R.M. KEITH
Sous-ministre adjoint
Ministère de la Production
de défense

M. A.G. BLAND
Président de
Construction de défense
(1951) Limitée

M. H.T. AIKEN
Président de la
Société d'assurance des
crédits à l'exportation

M. R.M. TRITES
Directeur des programmes
internationaux
Ministère de la Production
de défense

La Corporation commerciale canadienne a été établie en société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada le 1^{er} mai 1946, par la Loi sur la Corporation commerciale canadienne. Elle doit répondre de sa gestion au ministre de l'Industrie.

Elle a pour fonction principale de favoriser les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays et de négocier des contrats au nom du gouvernement canadien lorsque des pays étrangers désirent acheter dans notre pays des fournitures et des services de défense ou autres sur le plan intergouvernemental.

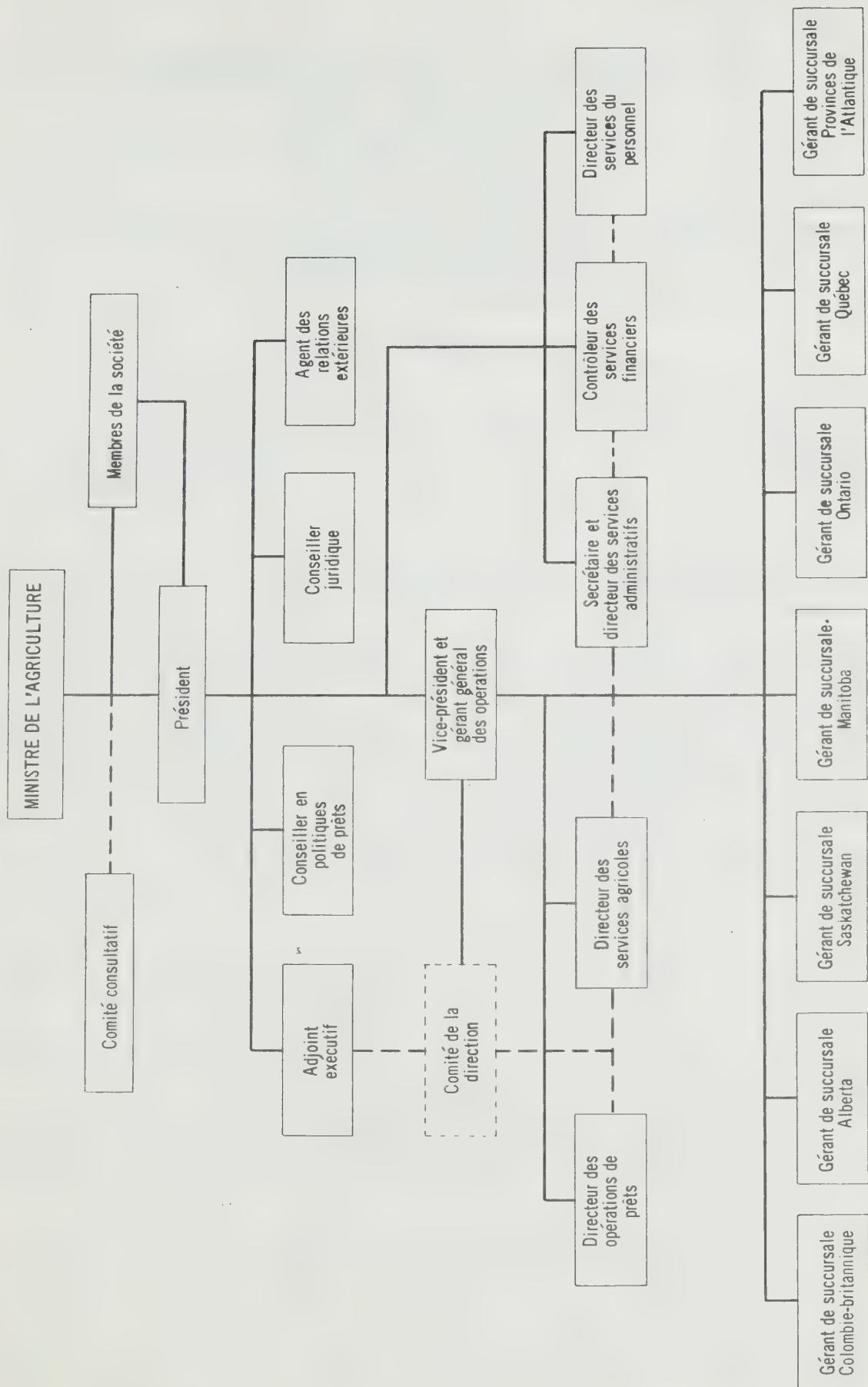
L'administration est assurée par le ministère de la Production de défense et le personnel est fourni par ce même ministère qui est chargé de procurer des fournitures et des services aux Forces armées du Canada. Les achats effectués par la Corporation au nom d'autres gouvernements se font donc par le même ministère, conformément aux normes élevées établies par les Forces armées du Canada. Bien que la Corporation conserve son identité propre de société, une intégration complète au ministère de la Production de défense lui a permis de profiter des possibilités offertes par l'organisation de ce Ministère.

La Corporation est disposée à indiquer les prix et la disponibilité d'une grande variété de produits pour la défense du Canada et à fournir tous les services de gestion de contrats pour tout achat fait au Canada par un autre pays. La gestion

des contrats du gouvernement canadien veille à ce que le pays achetant au Canada des fournitures de défense bénéficie des mêmes conditions de prix, de qualité et de livraison qu'un ministère canadien dans des circonstances comparables. Bien que la Corporation dispense gratuitement ses services, on n'est pas obligé d'avoir recours à cet intermédiaire. Les pays étrangers achètent parfois directement des fabricants canadiens et, dans ce cas, la Corporation fournit conseils et aide à ceux qui en font la demande.

La Corporation a une autre fonction importante, celle de procurer les produits, matériels et installations d'origine canadienne que le gouvernement du Canada fournit à d'autres pays dans le cadre du Plan de Colombo et d'autres programmes d'aide.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE



LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

Édifice Sir John Carling
930 Avenue Carling, Ottawa

Ministre responsable

Rattachée à l'honorable John James Greene, C.P., député,
ministre de l'Agriculture

Composition de la Société

Président.....	G. Owen
Vice-président.....	W. H. Ozard
Membres.....	Alexander T. Davidson Stanislas J. Chagnon Joseph F. Parkinson

La Société du crédit agricole a été instituée par la *Loi sur le crédit agricole* (S.C. 1959, chap. 43, promulguée le 5 octobre 1959) comme successeur de la Commission du prêt agricole canadien. La Société est une société de la Couronne autonome qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture, et elle est chargée de l'application de la *Loi sur le crédit agricole* et de la *Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles* (S.C. 1964, chap. 29, promulguée le 11 décembre 1964). Un comité consultatif composé de cultivateurs et d'autres personnes qualifiées nommées par le Ministre formule des avis à la Société sur la politique de prêts et sur toutes autres questions que lui défère le Ministre ou la Société.

La *Loi sur le crédit agricole* a pour objet de répondre aux besoins de crédit hypothécaire à long terme des cultivateurs canadiens. La Loi offre deux types de prêts hypothécaires aux personnes dont la principale occupation est l'agriculture. Sous le régime de la Partie II de cette Loi, la Société peut prêter jusqu'à 75 p. 100 de la valeur estimative des terres agricoles offertes en garantie, mais le montant ne doit pas excéder \$40,000. Aux termes de la Partie III, la Société peut prêter jusqu'à 75 p. 100 de la valeur des terres en culture et des bâtiments, du bétail et de l'équipement offerts en garantie, mais le montant ne doit pas dépasser \$55,000. Pour être admissible à un prêt sous le régime de la Partie III, un cultivateur doit avoir moins de 45 ans et posséder au moins cinq ans d'expérience en agriculture. Les prêts sous l'empire de la Partie III sont garantis de plus par une assurance obligatoire sur la vie de l'emprunteur et ses opérations agricoles sont soumises à la surveillance de la Société jusqu'au moment où le prêt est réduit à 75 p. 100 de la valeur estimative des terres et des bâtiments. Une assurance-vie et une surveillance identiques sont disponibles au choix aux emprunteurs de la Partie II.

Le taux d'intérêt sur les premiers \$20,000 empruntés sous la Partie II ou les premiers \$27,500 sous la Partie III est établi par statut à 5 p. 100. Sur la partie du prêt qui excède ce montant, le taux d'intérêt est fixé par la Société sous réserve de l'approbation du Gouverneur en conseil. Ce taux peut fluctuer en raison du taux d'intérêt exigible sur les fonds empruntés par la Société, des frais d'administration de la Société et de la réserve nécessaire pour combler les pertes prévisibles de capital.

Tous les prêts sont remboursables sur une base d'annuités dans une période maximale de 30 ans.

Les fonds nécessaires aux prêts consentis aux cultivateurs aux termes de la *Loi sur le crédit agricole* sont empruntés aux taux courants d'intérêt du ministre des Finances. Le montant global des emprunts impayés ne doit en aucun temps excéder 25 fois le capital de la Société lequel par une modification apportée à la Loi en 1966 a été haussé à 40 millions.

La *Loi sur le crédit accordé aux syndicats de machines agricoles* autorise la Société du crédit agricole à consentir des prêts aux groupes qualifiés de cultivateurs (désignés sous le nom de syndicats) pour l'achat de machinerie agricole devant être utilisée en commun. Aux termes de cette Loi, la Société peut prêter à un syndicat jusqu'à 80 p. 100 du coût de la machinerie à acheter, mais les prêts à recouvrer de tout syndicat ne doivent pas excéder \$15,000 par membre ou \$100,000. La Société obtient les fonds nécessaires d'une Caisse de prêts aux syndicats de machines agricoles, compte spécial établi à cette fin au Fonds du revenu consolidé. Les sommes dues à ce Fonds par la Société ne doivent pas excéder 25 millions.

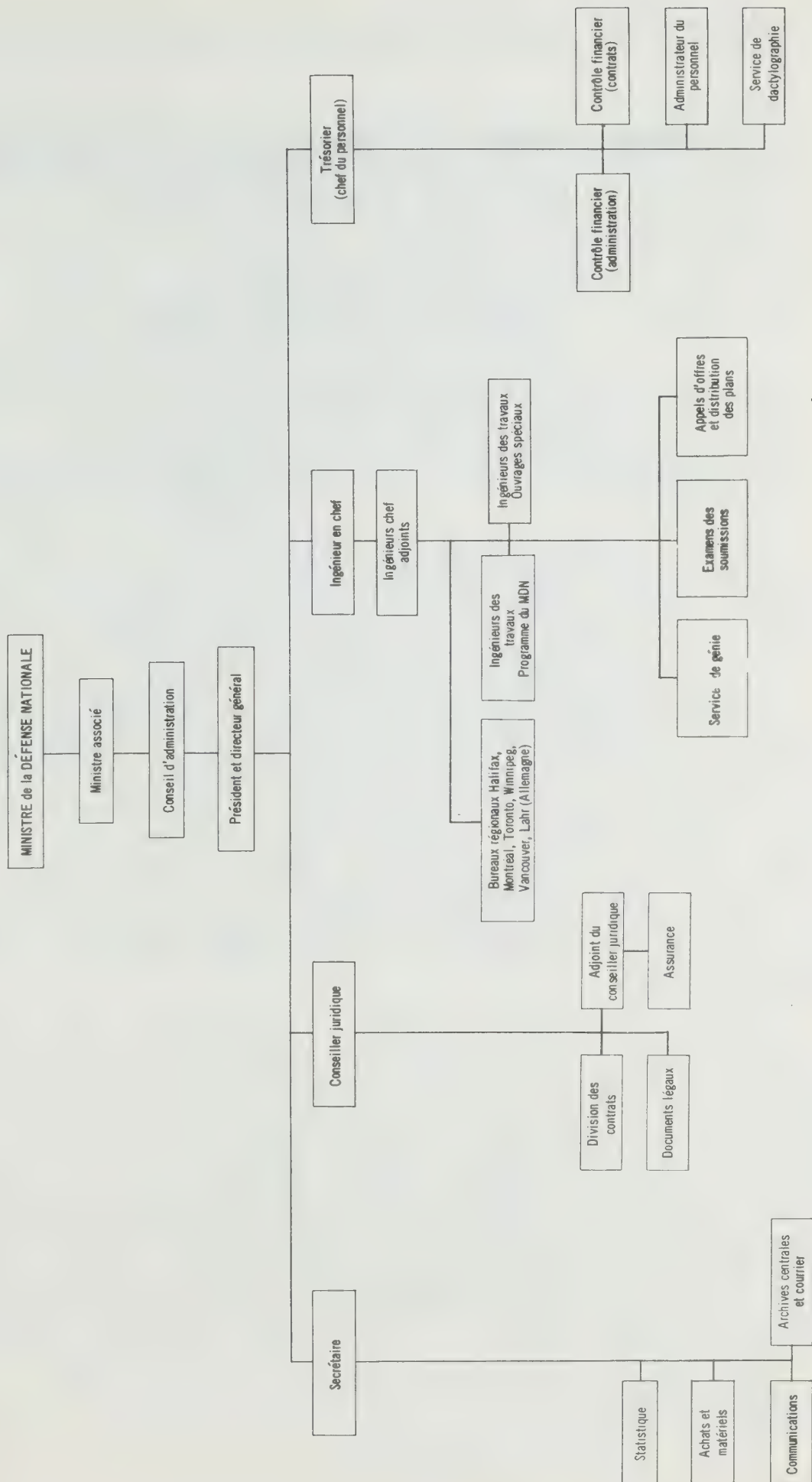
Afin de pouvoir obtenir un prêt, un syndicat doit compter trois membres ou plus, tous cultivateurs, et l'agriculture doit constituer la principale occupation de la majorité. Le syndicat doit être formé aux fins d'acheter de la machinerie agricole devant être utilisée principalement sur les fermes des membres. Les prêts sont remboursables dans une période d'une durée maximale de sept ans. La garantie est fournie par un billet à ordre signé par chaque membre du syndicat et par toute autre garantie que pourrait exiger la Société. Le taux d'intérêt prescrit par la Société avec l'approbation du Gouverneur en conseil tient compte du coût des fonds à la Société et des dépenses à servir les prêts. Une déduction initiale de 1 p. 100 du montant de chaque prêt est prélevée pour fins de service.

Des Commissions d'Appel ont été établies dans chaque province, à l'exception de Terre-Neuve pendant l'année 1965-1966. Ces commissions, instituées par la Société en vertu de l'article 11 d) de la *Loi sur le crédit agricole*, entendront les appels de toute personne ou groupe insatisfait de la décision de la Société sur toute demande présentée sous le régime de l'une ou de l'autre des Lois appliquées par la Société. Ces commissions sont formées de cultivateurs qui sont connus pour leur solide jugement et leur active participation dans les affaires de leurs localités. Ces membres de commission, en fonction à temps partiel chaque fois que leurs services sont requis, formulent des recommandations à la Société à l'égard de chaque demande faisant l'objet d'un appel.

La Société du crédit agricole a son siège social à Ottawa et des succursales à Kelowna (C.-B.); Edmonton (Alb.); Regina (Sask.); Winnipeg (Man.); Toronto (Ont.); Ste-Foy (Qué.) et Moncton (N.-B.). Cette dernière succursale dessert les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick.

La Société a 127 bureaux de campagne administrés par 216 conseillers en crédit agricole qui sont chargés d'informer les cultivateurs de leur région des services disponibles, d'accorder des consultations préliminaires sur l'emploi du crédit, de dispenser des conseils relatifs à l'organisation et à la gestion de la ferme ainsi qu'à la formation des syndicats, d'accueillir les demandes, d'effectuer des évaluations de fermes et de surveiller les opérations agricoles des emprunteurs sous la Partie III, et des emprunteurs sous la Partie II qui ont requis ce service.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE



CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE.

Immeuble Kenson, 225, rue Metcalfe, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Léo Cadieux, C.P., député,
ministre de la Défense Nationale

Conseil d'administration

A. G. Bland, président
J. S. Hodgson
W. H. Huck

P. Mathieu
le major-général H.L. Meuser
le brigadier E.W. Henselwood

Président et directeur général..... A. G. Bland

Construction de Défense Limitée a commencé de fonctionner en novembre 1950, à titre de société de la Couronne chargée d'adjuger les contrats des travaux de construction pour la défense et d'en surveiller l'exécution. Le 12 juillet 1951, en vertu de la Loi sur la production de défense, la Société actuelle a été constituée sous le nom de Construction de Défense (1951) Limitée, et elle a assumé les responsabilités de l'ancien organisme. A compter du début jusqu'au 1^{er} avril 1951, la Société était comptable envers le ministre du Commerce; elle a ensuite relevé du ministre de la Production de défense jusqu'au 22 juillet 1963, alors que les pouvoirs de ce dernier ont été transmis au ministre de l'Industrie. Le 22 avril 1965, la direction et le contrôle de la Société ont été confiés au ministre de la Défense nationale.

Comme son nom l'indique, la Société a pour principale responsabilité les travaux de construction pour la défense. Ces tâches comprennent non seulement la demande et l'examen de toutes les soumissions et, par la suite, l'adjudication des contrats, mais aussi la surveillance des travaux de construction sur les chantiers, ainsi que l'administration de tous les travaux. Dans le détail, toutefois, l'activité de la Société se répartit en quatre catégories distinctes: (1) les travaux de Défense nationale; (2) tous les travaux de défense exécutés en Europe pour le compte du ministère de la Défense nationale dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; (3) les travaux de construction de défense exécutés au Canada pour le compte du gouvernement des États-Unis; et (4) les conseils et l'aide fournis, en matière de construction, en vue de l'exécution de certains projets comme, par exemple, ceux de la Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967.

Les fonctions de la Société sont réparties entre les quatre directions interdépendantes ci-après:

La Direction du génie qui est chargée de l'administration de tous les contrats, y compris la demande de soumissions, l'adjudication des contrats et la surveillance des travaux.

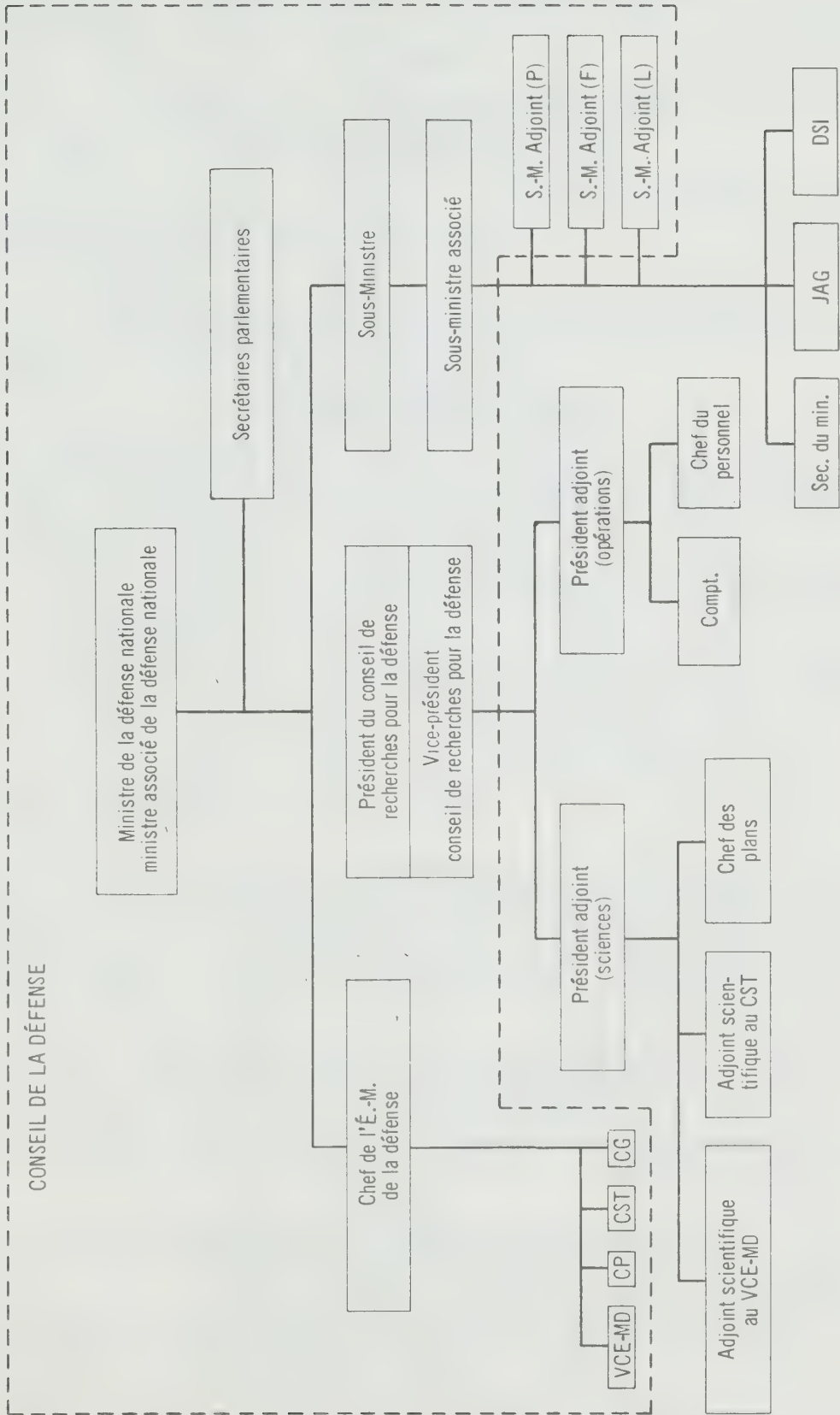
La Trésorerie qui s'occupe: a) de la préparation des prévisions budgétaires annuelles et du contrôle de toutes les dépenses imputables sur ces crédits; b) de la liaison avec le bureau du contrôleur du Trésor en ce qui concerne le paiement des travaux de construction de défense, ainsi que la vérification des comptes relatifs aux divers travaux de construction; c) de la garde et du contrôle de toutes les garanties déposées par les entrepreneurs qui font des soumissions concernant des travaux de défense; et d) de l'activité du personnel de la Société, en ce qui touche les avis à donner sur les relations avec le personnel ainsi que l'administration du personnel, y compris le recrutement, la sélection, le classement, la formation, l'avancement et les avantages accordés aux employés.

Le Secrétariat qui est chargé du contrôle et de la réglementation de toutes les méthodes et questions administratives. Toutes les données statistiques de la Société émanent de cette direction, qui est également chargée des réserves de matériel et des achats, des communications, ainsi que des dossiers, des archives et du courrier.

Le Contentieux qui est chargé de conseiller la Société en ce qui a trait à toutes les questions juridiques. En outre, cette direction surveille la rédaction et l'adjudication de tous les contrats de travaux de défense, y compris divers genres de contrats accordés à des conseillers techniques.

Construction de Défense (1951) Limitée à son siège social à Ottawa, et possède des bureaux régionaux à Halifax (N.-É.), Montréal (Québec), Toronto (Ontario), Winnipeg (Manitoba) et Vancouver (C.-B.). Elle a aussi un bureau à Lahr, en Allemagne.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE



LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Immeuble A, 125, rue Elgin, Ottawa

Ministre

L'honorable Léo Cadieux, C.P., député,
ministre de la Défense nationale

Adjoint exécutif.....	Le brigadier H. E. T. Doucet
Adjoint spécial	Le lt-col. R. M. J. Labrosse
Secrétaire particulière	Mme I. Ouimet
Secrétaire administrative	Mlle M. O'Neil

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre	E. B. Armstrong
Chef de l'état-major de la Défense	Général J. V. Allard
Vice-chef de l'état-major de la Défense	Le maréchal de l'Air F. R. Sharp
Président du Conseil de recherches pour la défense.....	Robert J. Uffen
Sous-ministre associé.....	Paul Mathieu
Sous-ministre adjoint (Finances)	Dr. J. C. Arnell
Sous-ministre adjoint (Personnel).....	T. G. Morry
Sous-ministre Adjoint (Logistique).....	Le maj.-général H. L. Meuser
Juge-avocat général	Le brigadier W. J. Lawson

Le ministère de la Défense nationale a été créé par la *Loi sur la défense nationale de 1922* (chapitre 34 des S.C. 1922, actuellement incorporé dans la *Loi sur la défense nationale*, S.R.C., 1952, chapitre 184, et ses modifications) qui instituait un département civil du gouvernement destiné à remplacer les anciens départements de la Milice et de la Défense et du Service naval, ainsi que la Commission de l'Air.

Le ministre de la Défense nationale a la haute direction des forces canadiennes, du Conseil de recherches pour la défense et de tout ce qui concerne la défense nationale, et il est responsable de la construction et du fonctionnement de tous les établissements de la défense, ainsi que de tous les ouvrages nécessaires à la défense du Canada.

Le chef de l'état-major de la Défense a pour mission d'aider de ses conseils le ministre et le ministre associé de la Défense nationale sur toutes les questions de défense relatives aux forces armées du Canada.

Le président du Conseil de recherches pour la défense a la responsabilité de s'acquitter de toutes fonctions relatives aux recherches portant sur la défense du Canada et, selon que le Ministre lui en donne instruction, sur le perfectionnement du matériel. Il aide également le Ministre de ses conseils sur toutes les questions de recherche et d'expérimentation scientifiques, techniques ou autres qui, à son avis, peuvent intéresser la défense.

Le sous-ministre et le sous-ministre associé sont chargés de l'administration du Ministère, fonction qui comporte l'examen et le contrôle constants ainsi que la gestion des ressources du ministère. Le sous-ministre est le conseiller financier du Ministre et du Ministre associé. Les principaux fonctionnaires placés sous son autorité sont les suivants:

Le sous-ministre adjoint (finances), qui assure le contrôle et la gestion des ressources financières et des ressources en effectifs utilisées par le Ministère.

Le sous-ministre adjoint (logistique), de qui relève tout ce qui concerne la construction, l'acquisition et l'entretien des établissements de la défense, et auquel il incombe d'examiner et d'approuver les programmes militaires et les projets d'achat de matériel, de fournitures et d'immeubles.

Le sous-ministre adjoint (personnel), qui est chargé de toutes les questions administratives, autres que le contrôle des ressources financières et des effectifs, qui se rapportent au personnel militaire et civil.

Le juge-avocat général, qui est rattaché à la division du sous-ministre et qui a pour mission d'assurer l'application du droit militaire au sein des Forces armées canadiennes. Il est également le conseiller juridique du Ministère, des Forces armées et du Conseil de recherches pour la défense.

Le directeur des Services d'information est chargé de disséminer tous renseignements non classifiés portant sur des questions de défense, auprès du public, des forces armées et du personnel civil du Ministère, y compris le Conseil de recherches pour la défense. Il prépare les réponses aux questions parlementaires, et il planifie et coordonne les programmes de relations intercommunautaires.

Le secrétaire du Ministère agit en qualité de secrétaire du Conseil de la défense et, à ce titre, est responsable envers le ministre de la Défense nationale de l'accomplissement du travail de secrétariat du Conseil.

Le 1^{er} août 1964, le gouvernement adoptait un projet de la loi abolissant le poste de président du Comité des chefs d'état-major, ainsi que ceux des chefs d'état-major de chacune des trois Armes. Cette nouvelle mesure prescrivait d'autre part qu'une seule autorité appelée chef de l'état-major de la Défense devait remplacer le chef d'état-major de la Marine, le chef d'état-major général et le chef d'état-major de l'Air.

Un Conseil de la défense a été institué sous l'autorité du ministre de la Défense nationale. En plus du Ministre, qui en est le président, et du Ministre associé, qui en est le vice-président, cet organisme se compose des membres suivants: l'adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale; le sous-ministre de la Défense nationale; le chef de l'état-major de la Défense; le président du Conseil de recherches pour la défense; le vice-chef de l'état-major de la Défense. Les membres associés sont le sous-ministre associé et les sous-ministres adjoints; les chefs de division du Quartier général des forces canadiennes; le vice-président du Conseil de recherches pour la défense et un secrétaire.

Le Conseil de la défense a pour fonction de fournir des avis au ministre de la Défense nationale et au ministre associé de la Défense nationale sur les questions relatives à la défense nationale.

Le chef de l'état-major de la Défense est chargé du contrôle et de l'administration des forces canadiennes, qui sont la Marine royale du Canada. Il est secondé dans l'exercice de ses fonctions, au Quartier général des forces canadiennes, par un vice-chef de l'état-major de la Défense, un chef du personnel, un chef des services techniques et un contrôleur général.

Le vice-chef de l'état-major de la Défense, qui est aussi l'adjoint du chef de l'état-major de la Défense, doit veiller à la préparation des forces canadiennes,

à leur instruction et à leur formation opérationnelles, au développement tactique, aux communications et aux besoins opérationnels; il est également chargé du renseignement, des plans, de l'élaboration et de l'analyse des programmes, ainsi que des Réserves et de l'aide aux autorités civiles.

Le chef du personnel assure la direction du personnel des forces canadiennes du ministère de la Défense nationale, y compris le recrutement, l'instruction individuelle et de base, l'organisation des carrières, ainsi que les services médicaux, dentaires et religieux.

Le chef des services techniques exerce trois fonctions principales; celle de la logistique, qui a trait à l'acquisition, à l'emmagasiner, à l'entretien et à la distribution du matériel; celle du génie, qui porte sur les travaux d'études, l'appréciation et l'inspection du matériel; et celle de la construction, qui comprend l'achat, l'érection et l'entretien des établissements et des immeubles de la Défense.

Le contrôleur général a pour mission essentielle d'assurer la coordination de toutes les questions financières intéressant les forces canadiennes, ce qui comprend notamment la préparation des prévisions budgétaires, le contrôle des dépenses ainsi que celui de la répartition des ressources financières et des effectifs. Cette division comprend également certains groupes spécialement chargés de l'amélioration de la gestion, y compris l'organisation de la gestion et le traitement automatique des données.

Le ministre de la Défense nationale et le ministre associé de la Défense nationale sont conjointement responsables de l'application des lois suivantes qui touchent à la Défense nationale:

Loi sur la Défense nationale, S.R.C. 1952, chapitre 184.

Loi sur la continuation de la pension des services de défense, S.R.C. 1952, chapitre 63.

Loi sur les forces canadiennes, S.R.C. 1952, chapitre 310.

Loi sur les forces de la Communauté britannique présentes au Canada, S.R.C. 1952, chapitre 283.

Loi sur les forces présentes au Canada (Traité de l'Atlantique Nord) S.R.C. 1952, chapitre 284.

Loi sur les forces des États-Unis présentes au Canada, S.R.C. 1952, chapitre 285.

Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes & Règlements sur la pension de retraite des forces canadiennes, S.R.C. 1959, chapitre 21.

(Les pages 179 et 180 restent délibérément page blanches.)

Le chef de l'état-major de la Défense est chargé du contrôle et de l'administration des forces canadiennes, qui sont la Marine royale du Canada, l'Armée canadienne et l'Aviation royale du Canada. Il est secondé dans l'exercice de ses fonctions, au Quartier général des forces canadiennes, par un vice-chef de l'état-major de la Défense, un chef du personnel, un chef des services techniques et un contrôleur général.

Le vice-chef de l'état-major de la Défense, qui est aussi l'adjoint du chef de l'état-major de la défense, doit veiller à la préparation des forces canadiennes, à leur instruction et à leur formation opérationnelles, au développement tactique, aux communications et aux besoins opérationnels; il est également chargé du renseignement, des plans, de l'élaboration et de l'analyse des programmes, ainsi que des Réserves et de l'aide aux autorités civiles.

Le chef du personnel assure la direction du personnel des forces canadiennes du ministère de la Défense nationale, y compris le recrutement, l'instruction individuelle et de base, l'organisation des carrières, ainsi que les services médicaux, dentaires et religieux.

Le chef des services techniques exerce trois fonctions principales: celle de la logistique, qui a trait à l'acquisition, à l'emmagasiner, à l'entretien et à la distribution du matériel; celle du génie, qui porte sur les travaux d'études, l'appréciation et l'inspection du matériel; et celle de la construction, qui comprend l'achat, l'érection et l'entretien des établissements et des immeubles de la Défense.

Le contrôleur général a pour mission essentielle d'assurer la coordination de toutes les questions financières intéressant les forces canadiennes, ce qui comprend notamment la préparation des prévisions budgétaires, le contrôle des dépenses ainsi que celui de la répartition des ressources financières et des effectifs. Cette division comprend également certains groupes spécialement chargés de l'amélioration de la gestion, y compris l'organisation de la gestion et le traitement automatique des données.

Le ministre de la Défense nationale est responsable des lois suivantes:

Ministère de la Défense nationale

Loi sur la défense nationale, c. 184 des S.R.C. 1952

Loi sur les pensions des services de défense, c. 63 des S.R.C. 1952

Loi de 1952 sur les forces canadiennes, c. 310 des S.R.C. 1952

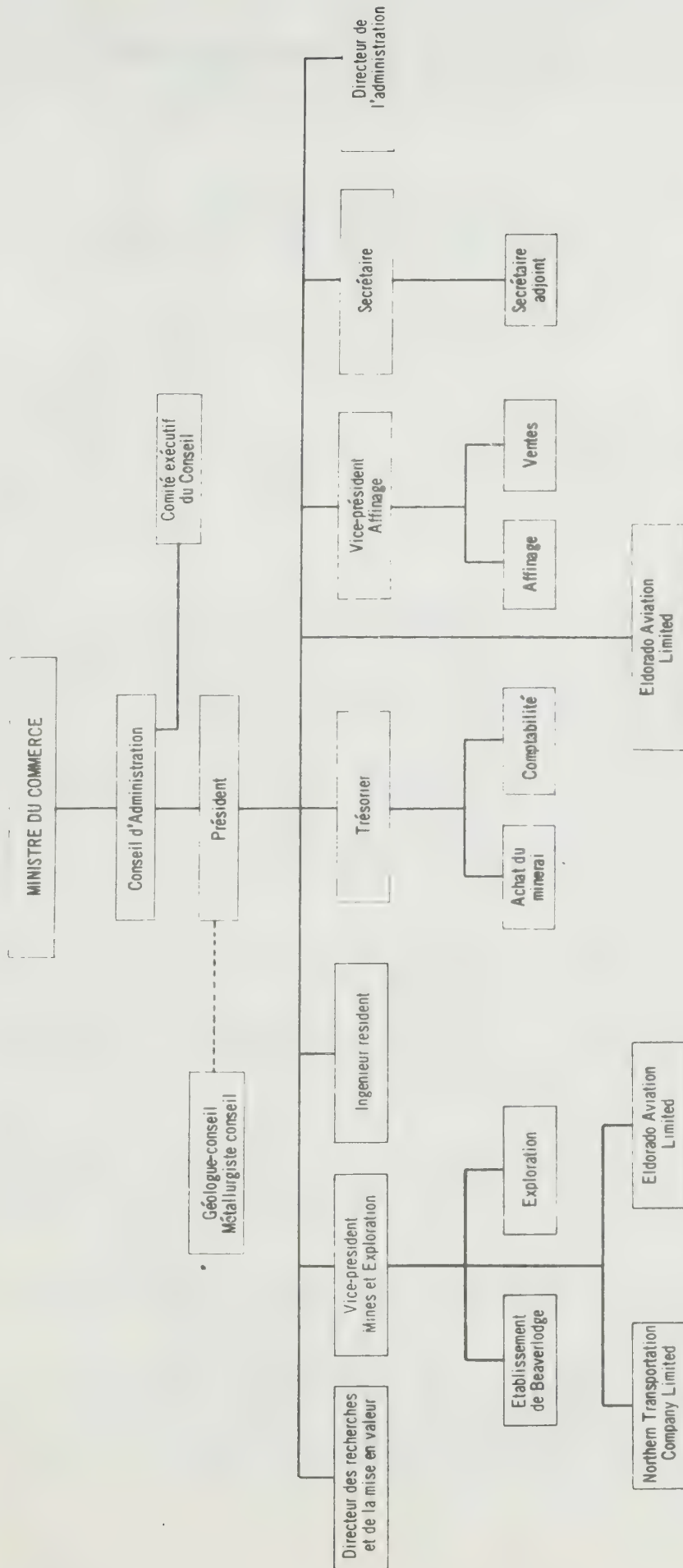
Loi sur les forces de la Communauté britannique présentes au Canada, c. 283 des S.R.C. 1952

Loi sur les forces présentes au Canada (Traité de l'Atlantique Nord), c. 284 des S.R.C. 1952

Loi sur les forces des États-Unis d'Amérique présentes au Canada, c. 285 des S.R.C. 1952

Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes

ELDORADO MINING AND REFINING LIMITED



Nota: La Northern Transportation Company et l'Eldorado Aviation Limited, sont la propriété exclusive de l'Eldorado Mining and Refining Limited. La première société est responsable devant le Parlement par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien; la deuxième, par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

L'ELDORADO MINING AND REFINING LIMITED

Suite 800, 151 rue Slater, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Jean-Luc Pépin, C.P., député,
ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Fonctionnaires supérieurs et locations

Président.....	W. M. Gilchrist (Ottawa)
Vice-président (exploitation).....	H. E. Lake (Edmonton)
Vice-président (raffinement).....	J. C. Burger (Port Hope)
Secrétaire.....	R. C. Powell (Port Hope)
Trésorier.....	J. C. Orr (Port Hope)

L'*Eldorado Mining and Refining Limited* a été constituée en vertu de la *Loi des compagnies* (chapitre 33 des S.C. 1934). L'entreprise qui, avant de recevoir sa désignation actuelle, avait porté successivement les noms de *Eldorado Gold Mines Limited*, *Eldorado Mining and Refining Limited* et *Eldorado Mining and Refining (1944) Limited*, est devenue propriété de la Couronne en janvier 1944.

La société a pour fonction d'extraire et de broyer les minerais d'uranium, puis d'affiner les concentrés et de produire l'oxyde pur et le métal. La société exerce également les fonctions d'agent officiel pour l'achat d'uranium conformément au programme d'approvisionnement du gouvernement.

Les bureaux de l'administration sont à Port Hope. La société se compose des divisions suivantes:

Division des recherches et de la mise en valeur, à Ottawa, qui s'efforce d'améliorer les procédés de broyage et d'affinage.

La Division de l'achat du minerai d'uranium passe des contrats avec des entreprises privées pour produire l'uranium, vendu ensuite par l'Eldorado aux gouvernements étrangers; elle passe aussi des contrats en vertu du programme d'approvisionnement du gouvernement.

Division de l'affinage, à Port Hope (Ont.), dont les fonctions consistent à transformer les produits de l'uranium en oxyde orangé et (ou) métal et autres composés.

L'établissement de Beaverlodge, à Eldorado (Sask.), fait l'extraction et le broyage du minerai d'uranium.

La société s'est retirée en 1961 du domaine des recherches à l'extérieur, après deux ans de travail dans la région du Grand Lac des Ours, dans les Territoires du Nord-Ouest.

L'Eldorado Mining and Refining Limited possède deux pleines filiales, qui sont l'Eldorado Aviation Limited et la Northern Transportation Company Limited (toutes deux situées à Edmonton, Alberta). L'Eldorado Aviation Limited a pour mission d'effectuer le transport par avion du personnel de l'Eldorado Mining and

Refining Limited et le transport de cargaisons prioritaires d'Edmonton à destination des lieux d'exploitation nordiques de l'Eldorado Mining and Refining Limited et de la Northern Transportation Company Limited. Mais cette dernière société poursuit l'entreprise de transport au moyen d'un service de messageries qui dessert l'intérieur du bassin de la rivière Mackenzie et la région centrale occidentale de l'Arctique.

LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU CANADA

39, avenue McArthur, Eastview

Directeur général des élections
Jean-Marc Hamel, M. Sc. Com., M.P.A.

Directeur général adjoint des élections E.A. Anglin, C.R.

Le Bureau du Directeur général des élections a été établi en tant que tel par la *Loi des élections fédérales* (chapitre 46 des S.C. 1920), devenue la *Loi électorale du Canada* (chapitre 39, des S.C. 1960). Auparavant, la *Loi des élections du Dominion 1874* (chapitre 9 des S.C. 1874) assignait au greffier de la Couronne en chancellerie certaines des attributions qui incombent maintenant au Directeur général des élections.

Le Directeur général des élections est nommé par résolution de la Chambre des communes. Il a le rang de sous-chef de ministère aux termes de la *Loi électorale du Canada*. Il est responsable au Commissaire à la représentation, agit sous sa direction et sa surveillance et communique avec le Gouverneur en Conseil par l'intermédiaire du Secrétaire d'État du Canada.

Dans le cas du décès du Directeur général des élections alors que le Parlement n'est pas en session, ou de son incapacité ou de son incompétence à remplir les fonctions requises de lui, un suppléant sera nommé par le Juge en Chef du Canada ou en son absence par le doyen des juges de la Cour suprême du Canada qui se trouve à Ottawa à ce moment, et d'après la demande du Secrétaire d'État.

Dès sa nomination, ce suppléant exercera les pouvoirs et remplira les fonctions du Directeur général des élections, en son nom et en son lieu, jusqu'au quinzième jour après le début de la session parlementaire suivante, à moins que le Juge en Chef du Canada, ou le juge qui a autorisé la nomination, ne décide auparavant que cet ordre soit contremandé.

En l'absence de l'un et de l'autre du Juge en Chef du Canada et du juge de la Cour suprême du Canada qui a nommé le suppléant au Directeur général des élections, l'ordre selon lequel ce suppléant a été nommé peut être révoqué par tout autre juge de la même Cour.

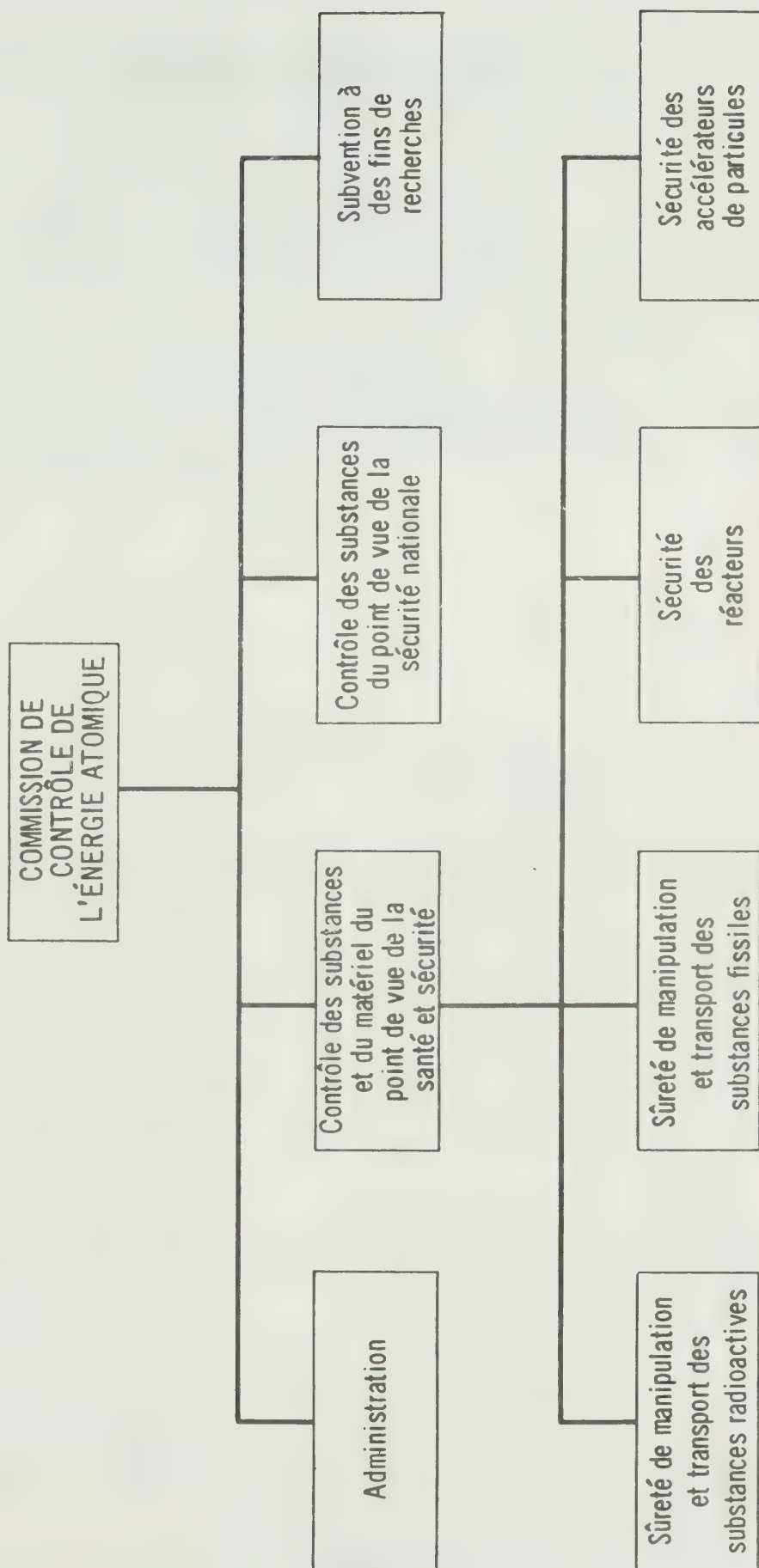
Le Directeur général des élections, en plus des pouvoirs et des attributions en matière d'élections qui étaient conférés autrefois au greffier de la Couronne en chancellerie, exerce une direction et une surveillance générales sur la conduite administrative des élections fédérales et, après la tenue d'un scrutin, rend compte au Commissaire à la représentation de toute question qui a surgi au cours d'une élection et qu'il juge devoir porter à l'attention de la Chambre des communes. En outre, au cours de toute élection, il a la direction de tous les officiers rapporteurs. Il est aussi chargé de tout scrutin qui se tient sous l'empire de la Loi canadienne sur la tempérance (chapitre 30 des S.R.C. 1952) et de l'élection des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest et du Conseil du Territoire du Yukon.

Le Directeur général des élections est responsable pour l'administration des lois suivantes:

Loi canadienne sur la tempérance, c. 30 des S.R.C. 1952

Loi électorale du Canada, c. 39 des S.C. 1960

COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE



LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

107, rue Sparks, case postale 1046, Ottawa

Autres bureaux—a/s l'Énergie Atomique du Canada Limitée, Chalk River (Ontario)
—a/s Centrale nucléo-électrique de Douglas Point,
Hydro Ontario, Tiverton, Ontario

Ministre responsable

L'honorable Jean-Luc Pépin
ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Membres

D^r G. C. Laurence

D^r H. Gaudefroy

W. M. Gilchrist

J. L. Gray

D^r B. G. Ballard

La Commission de contrôle de l'énergie atomique a été établie par la *Loi de 1946 sur le contrôle de l'énergie atomique* (S.C. 1946, chapitre 37, reprise aux S.R.C. 1952, chapitre 11, puis modifiée).

La principale fonction de la Commission est de pourvoir au contrôle et à la surveillance du développement, de l'emploi et de l'usage de l'énergie atomique, et de permettre au Canada de participer d'une manière efficace aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique dont il peut être convenu désormais. Par conséquent, la Loi pourvoit au contrôle par la Commission des substances, du matériel et des renseignements relatifs à l'énergie atomique et à l'établissement de règlements à cette fin. Elle permet aussi à la Commission d'établir des bourses et des subventions pour les recherches en énergie atomique.

La Commission exerce un contrôle sur les matières d'importance stratégique (par exemple, l'uranium, le plutonium, l'eau lourde) et le matériel au moyen d'un régime de licence appliqué avec le concours du ministère du Commerce et du ministère du Revenu national.

Le contrôle s'exerce aussi sur toutes les substances radioactives dans l'intérêt de la santé et de la sécurité. En matière d'hygiène, la Commission suit les conseils du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et, par l'entremise de celui-ci, ceux des services provinciaux intéressés.

La Commission exerce également un contrôle au moyen d'un régime de licence sur toute quantité importante d'uranium enrichi ou de plutonium transformé ou employé par des entreprises autres que l'Énergie Atomique du Canada Limitée afin de prévenir la réaction accidentelle de masse critique. Les demandes sont étudiées par les experts en criticité de la Commission et, au besoin, le groupe de discussion en matière de criticité de l'AECL est consulté.

La Commission fournit des conseils aux autorités de régie des transports et aux expéditeurs au sujet des conteneurs utilisés pour le transport des matières radioactives.

La construction et l'exploitation des réacteurs nucléaires qui ne se trouvent pas dans les établissements du gouvernement sont également contrôlées par un régime de licence, selon l'avis du Comité consultatif de la Commission sur la sécurité des réacteurs. Ce comité est composé de spécialistes en réacteurs et d'experts en hygiène et en sécurité recrutés à la Commission, à l'Énergie Atomique du Canada Limitée et au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Conseil National de Recherches du Canada, Conseil de Recherches pour la Défense, Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et des représentants des gouvernements provinciaux et municipaux qu'intéressent des projets particuliers.

Les subventions aux universités canadiennes pour des recherches en énergie atomique et pour l'acquisition de matériel spécial à cette fin sont administrées avec le concours du Conseil national de recherches. Le comité consultatif de la Commission sur la sécurité des accélérateurs de particules, étudie les indices d'hygiène et de sécurité des accélérateurs de particules dont la Commission appuie l'aménagement de ses fonds. Ce comité comprend des spécialistes de la Commission, du Conseil national de recherches, du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, d'institutions scientifiques extérieures ainsi qu'un représentant du ministère de la Santé de la province où se trouve l'entreprise en cause.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Place de Ville 112 rue Kent, Ottawa

Ministre responsable-

L'honorable Jean-Luc Pépin, C.P., député,
ministre de l'Énergie, Mines et Ressources

Membres

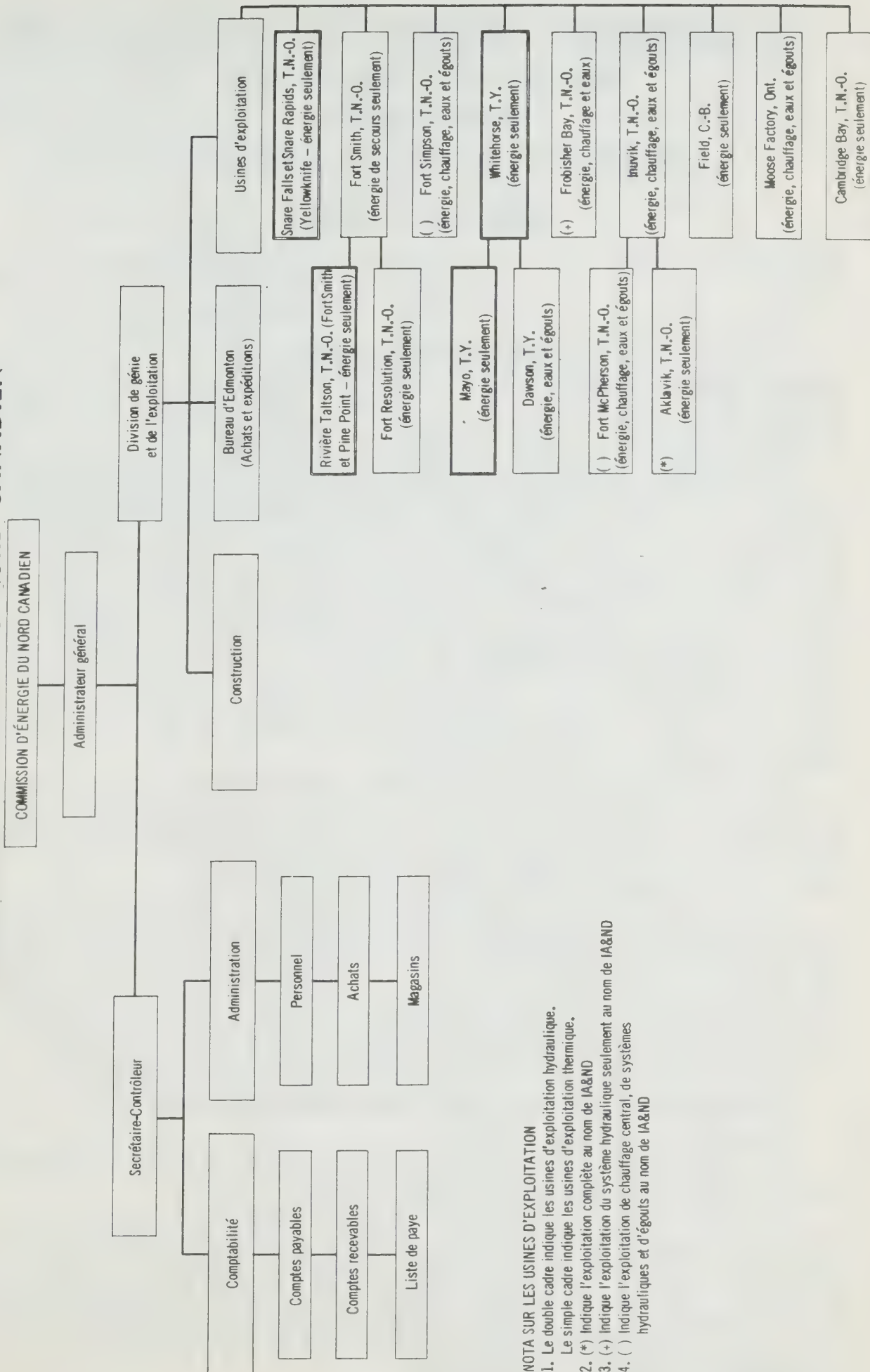
Président.....	Ian N. McKinnon
Vice-président.....	Robert D. Howland
Membres.....	Maurice Royer H. Lee Briggs Douglas M. Fraser

L'Office national de l'énergie a été établi en juin 1959, d'après la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (chapitre 46 des S.C. 1959), dans le but d'assurer la meilleure utilisation possible des ressources énergétiques du pays, et de réglementer la construction et l'exploitation de pipe-lines de pétrole et de gaz assujettis à la juridiction du Parlement, les droits applicables à la transmission opérée par ce moyen, l'exportation et l'importation du gaz, l'exportation de l'énergie électrique et la construction des lignes devant servir à l'exportation.

En outre, l'Office étudie et passe en revue toutes les questions relatives à l'énergie qui ressortissent au Parlement. Il doit aussi recommander au ministre responsable les mesures *ad hoc* que l'organisme juge nécessaires ou opportunes dans l'intérêt public.

Cinq membres, nommés par le gouverneur en conseil pour une période de sept ans, constituent l'Office. Deux des membres sont désignés respectivement président et vice-président. Un secrétaire de l'Office est aussi nommé par le gouverneur en conseil. Le siège de l'Office est à Ottawa, mais les séances ont lieu aux époques et endroits qu'il choisit suivant les besoins.

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN



NOTA SUR LES USINES D'EXPLOITATION

1. Le double cadre indique les usines d'exploitation hydraulique.
2. (*) Indique l'exploitation complète au nom de IA&ND
3. (+) Indique l'exploitation du système hydraulique seulement au nom de IA&ND
4. () Indique l'exploitation de chauffage central, de systèmes hydrauliques et d'égouts au nom de IA&ND

LA COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

Edifice Impérial, 251, rue Bank, Ottawa

Ministre responsable

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Membres de la Commission

Président	J.A. MacDonald
Membres	J.F. Parkinson
	T.M. Patterson

Principaux fonctionnaires

Directeur général et ingénieur en chef	E.W. Humphrys
Sous-directeur général	J.M. Lowe
Secrétaire-contrôleur	T.A. Stott

La Commission a été établie en 1948 en vertu de la *Loi sur la Commission d'énergie des Territoires du Nord-Ouest* (chapitre 196 des S.R.C. 1912), modifiée en 1956 par la *Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien* (chapitre 42, Elisabeth 4-5), qui prévoit l'aménagement et l'exploitation d'usines qui fournissent de l'énergie électrique à l'intérieur des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et, sous réserve de l'approbation du gouverneur général en Conseil, ailleurs au Canada. La Loi prescrit que la Commission doit être exploitée de manière à se soutenir elle-même financièrement; en conséquence, les tarifs imposés pour recevoir l'énergie électrique doivent produire un revenu suffisant pour contrebalancer l'intérêt sur la mise de fonds, le remboursement du capital effectué au cours des années, les frais d'exploitation et d'entretien, et pour constituer un fonds de réserve pour éventualités diverses.

La Commission possède et exploite des centrales électriques aux endroits indiqués dans le tableau ci-joint. En outre, on prévoit l'aménagement de centrales et de lignes de distribution d'énergie au cours de 1967-1968 pour fournir l'électricité, dans les T.N.O., à Baker Lake, Cambridge Bay (centrale à recevoir de l'expansion), Coppermine, Norman Wells, Frank Channel et Rae.

La Commission exploite, d'après une entente avec le ministère de la Santé et du Bien-être une entreprise de service à Moose Factory, comprenant de l'énergie, du chauffage, des services d'eau et d'égouts. Elle exploite aussi les centrales électriques et services de distribution de Cambridge Bay (antérieurement du ressort du ministère des Transports); quant aux services suivants, ils sont exploités par la Commission au compte du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien:

- a) Centrales thermiques et services d'eau et d'égouts à Fort McPherson;
- b) Centrales thermiques et services d'eau et d'égouts à Fort Simpson;
- c) Centrales électriques à Aklavik.

La Commission a aussi un bureau à Edmonton pour l'achat et l'expédition destinés aux centrales électriques du Nord canadien.

En vertu de la *Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique* (chapitre 25, Elisabeth 6), la Commission met en oeuvre certaines phases d'un programme du gouvernement fédéral par lequel les provinces de l'Atlantique reçoivent une assistance pour la mise en valeur d'énergie électrique. La responsabilité de cette entreprise devant le Parlement a été transférée, le 1^{er} janvier 1966, du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources.

La Commission exploite, d'après une entente avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, une entreprise de service à Moose Factory, en Ontario, comprenant de l'énergie, du chauffage, des services d'eau et d'égouts. Elle exploite aussi les centrales électriques et services de distribution de Cambridge Bay (antérieurement du ressort du ministère des Transports); quant aux services suivants, ils sont exploités par la Commission au compte du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien:

- a) Centrales thermiques et services d'eau et d'égouts à Fort McPherson;
- b) Centrales thermiques et services d'eau et d'égouts à Fort Simpson;
- c) Centrales électriques à Inuvik

La Commission possède aussi un bureau à Edmonton pour l'achat et l'expédition destinés aux centrales électriques du Nord canadien.

En vertu des dispositions de la Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique (chapitre 25, Elisabeth 6), la Commission est chargée de mettre en oeuvre certaines phases d'un programme du gouvernement fédéral par lequel les provinces de l'Atlantique reçoivent une assistance pour la mise en valeur d'énergie électrique. Le ministre du Nord canadien et des Ressources naturelles (maintenant le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien) était, à l'origine, responsable de cette entreprise devant le Parlement, mais à compter du 1^{er} janvier 1966, c'est l'honorable Jean-Luc Pépin, C.P., député, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui en assume la responsabilité.

CONSEIL NATIONAL DE L'ESTHÉTIQUE INDUSTRIELLE

Ministre responsable

L'honorable C. M. Drury, C.P., député,
ministre de l'Industrie et de la Production de défense

Membres

John C. Parkin, président	Toronto (Ont.)
Mme T. Bata.....	Don Mills (Ont.)
Mme Claude P. Beaubien.....	Montréal (Qué.)
R. J. Hesler.....	Montréal (Qué.)
G. W. Hunter.....	Ottawa (Ont.)
H. Kelman.....	Ottawa (Ont.)
Warnett Kennedy	Vancouver (C.B.)
Lucien Lalonde	Ottawa (Ont.)
D. S. McGiverin.....	Winnipeg (Man.)
C. A. Peachey.....	Montréal (Qué.)
Isidore C. Pollack.....	Québec (Qué.)
Carl A. Pollock.....	Kitchener (Ont.)
S. S. Reisman.....	Ottawa (Ont.)
George Soulis.....	Waterloo (Ont.)
Clair Stewart	Toronto (Ont.)
Claude Vermette	Ste-Adèle (Qué.)
J. H. Warren.....	Ottawa (Ont.)

Le Conseil national de l'esthétique industrielle a été établi par la *Loi sur le Conseil national de l'esthétique industrielle* (chapitre 24 des S.C. 1960-1961), dans le but d'encourager et d'accélérer le relèvement des normes esthétiques applicables aux produits de fabrication canadienne.

A cette fin, le Conseil peut: *a)* organiser et mettre en œuvre des programmes destinés à rendre l'industrie et le grand public conscients de la nécessité d'une esthétique industrielle judicieuse; *b)* mettre au point des procédés susceptibles de provoquer un renouveau esthétique dans l'industrie; *c)* aider l'industrie à mettre au point et à appliquer des techniques appropriées relatives à l'esthétique industrielle; *d)* organiser et aider des comités et d'autres groupes en vue de la mise en œuvre, à l'échelle nationale ou régionale ou dans des industries particulières, de programmes destinés à promouvoir le souci d'une meilleure esthétique industrielle; *e)* recommander au Ministre que soient attribués, par l'intermédiaire d'organismes appropriés ou d'autre façon, des octrois ou des bourses d'étude

(i) à des particuliers au Canada pour l'étude ou la recherche en esthétique industrielle, poursuivies au Canada ou ailleurs, et

(ii) à des institutions au Canada en vue de stimuler l'étude ou la recherche en esthétique industrielle au Canada;

f) accorder ou délivrer des certificats, citations ou attestations de mérite à des produits canadiens remarquables par leur conception; et *g)* organiser, au Canada et à l'étranger, des expositions d'une haute valeur esthétique et prendre l'initiative de semblables expositions.

La Direction de l'esthétique industrielle du ministère de l'Industrie est responsable de développer et de mettre à exécution le programme d'activités et de fournir les services ayant trait aux buts du Conseil.

OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

396, rue Cooper, Ottawa 4

Ministre responsable

Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Membres

I.M. MacKeigan, C.R., président	Halifax (N.-É.)
Albert Martin, vice-président	Corner Brook (T.-N.)
Stephen Dolhanty	Florence (N.-É.)
C. Arnold Patterson	Dartmouth (N.-É.)
Robert C. Eddy	Bathurst (N.-B.)
Simon L. Bujold	Moncton (N.-B.)
Carl F. Burke	Charlottetown (Î.P.-É.)
Neil R. MacLeod	Summerside (Î.P.-É.)
Capt. Maxwell Burry	Glovertown (T.-N.)
Joseph A. Likely	Saint John (N.-B.)
Calvert C. Pratt	St-Jean (T.-N.)

Fonctionnaire supérieurs

Directeur exécutif	Dr. E. P. Weeks
Secrétaire	C. P. Russell

L'Office d'expansion économique de la région Atlantique a été établi au mois de décembre 1962 (S.C. 1962-63, chapitre 10, tel qu'amendé).

L'Office a pour objet d'enquêter sur les programmes et les initiatives propres à favoriser l'essor et l'expansion économiques de la région atlantique au Canada et de présenter au Ministre un rapport à ce sujet, d'entreprendre des études sur les programmes et les initiatives qui ne nécessitent aucune participation du Fonds de même que sur les programmes et les initiatives qui comportent une assistance du Fonds et de faire tenir au Ministre un rapport et des recommandations à cet égard; sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'Office peut, en outre, pour servir ses fins,

a) préparer, en consultation avec le Conseil économique du Canada, un plan d'ensemble coordonné qui soit de nature à stimuler l'expansion économique de la région atlantique;

b) revoir constamment les procédés propres à favoriser la saine expansion économique de la région atlantique, que ces procédés entraînent ou non la mise en oeuvre de programmes et d'initiatives nouvellement conçus, ou la disparition ou l'atténuation de facteurs existants jugés contraires à une semblable expansion;

c) relativement aux programmes ou initiatives d'un caractère particulier que le Ministre peut lui proposer, ou sur lesquels l'Office peut de son propre chef

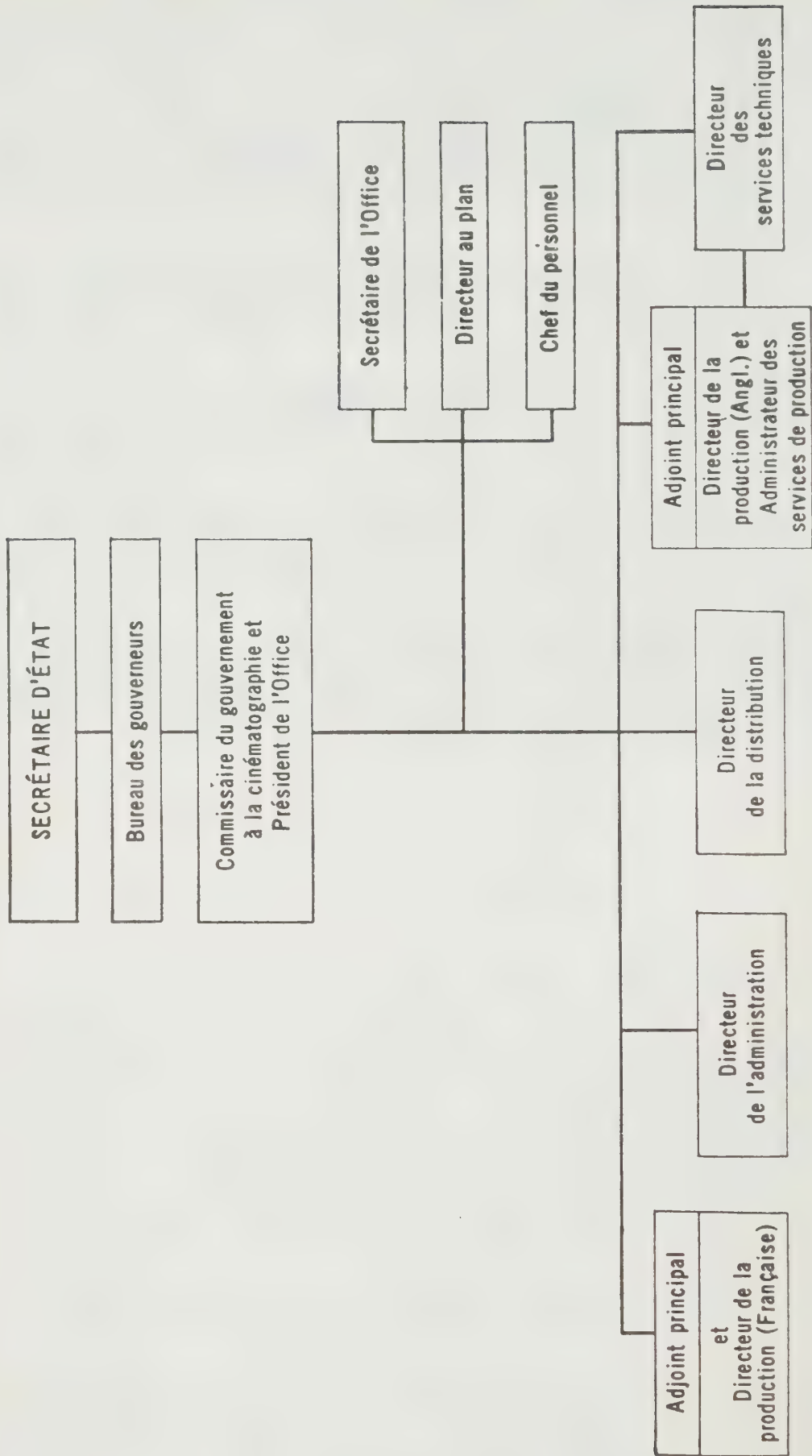
faire enquête, en étudier et apprécier la praticabilité et l'incidence sur l'économie de la région atlantique et présenter au Ministre un rapport à ce sujet, ainsi que faire au Ministre des recommandations concernant les programmes ou initiatives semblables qui, de l'avis de l'Office, contribueront à l'essor et à l'expansion économiques de la région atlantique; et

d) Sous l'approbation du gouverneur en conseil, conclure des accords avec le gouvernement de l'une des provinces comprises dans la région atlantique ou avec l'organisme compétent ou la personne autorisée de la province concernée, en vue d'assurer

- (i) la mise en oeuvre, de la part de l'Office, de programmes ou initiatives qui, de l'avis de l'Office, contribueront à l'essor et à l'expansion de l'activité économique de la région atlantique, pour laquelle aucun autre accord approprié n'est possible;
- (ii) la mise en oeuvre conjointe de programmes ou d'initiatives décrits au sous-alinéa (i), de la part de l'Office et de la province concernée, ou encore de l'organisme compétent ou de la personne autorisée de la même province;
- (iii) le paiement effectué par l'Office à la province concernée, ou encore à l'organisme compétent ou à la personne autorisée de la même province, à titre de participation au coût des programmes ou initiatives décrits au sous-alinéa (i)

Dans le plus grande mesure compatible avec l'exercice des fonctions que lui assigne la présente loi, l'Office doit entrer en consultation et travailler en commun avec le Conseil économique du Canada, ainsi qu'avec tous les ministères, services et autres organismes du gouvernement du Canada, dont les fonctions et les fins se rattachent à celles de l'Office.

OFFICE NATIONAL DU FILM



L'OFFICE NATIONAL DU FILM

Bureau du président—150, rue Kent, Ottawa
Bureau central—3255, chemin de la côte de Liesse, Montréal

Ministre responsable

L'honorable Judy V. LaMarsh, C.P., député,
secrétaire d'État

Bureau des gouverneurs

H.A. McPherson, Commissaire du Gouvernement à la cinématographie et président de l'Office	Ottawa, Ont.
R.G. Robertson	Ottawa, Ont.
Marcel Cadieux	Ottawa, Ont.
Mme Keith Rand	Port Williams, N.-E.
W. R. Jack	Hatzic, C.-B.
Roger Lemelin	Québec, Qué.
Peter J. Lazarowich, C.R.	Edmonton, Alb.
Dr Joseph W. Willard	Ottawa, Ont.
Mme Phyllis M. Grosskurth	Toronto, Ont.

Fonctionnaires supérieurs

Commissaire.....	H.A. McPherson
Commissaire adjoint	Roland Ladouceur

L'Office nationale du film fut institué par la *Loi nationale sur le film, 1939* (chapitre 20 des S.C. 1939) pour examiner les activités cinématographiques de l'État et conseiller le Gouverneur en conseil à cet égard. Les décrets C.P. 3549 du 11 juin, et C.P. 6047 du 8 août 1941, ont transféré à l'Office la production de films et de photos et les services de distribution qui relevaient jusque-là du Bureau du cinématographe officiel. Ce service, soumis à l'autorité du ministre du Commerce depuis 1921, avait remplacé le Bureau des expositions et de la publicité établi au ministère du Commerce dès 1914. La *Loi nationale sur le film, 1950* (chapitre 44 des S.C. 1950), devenu la *Loi nationale sur le film* (chapitre 185 des S.R.C. 1952), a remplacé la loi précédente et a de nouveau défini les fonctions et les buts de l'Office. Selon la loi de 1950, l'Office doit entreprendre et favoriser la production et la diffusion de films dans l'intérêt national: ces films sont destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations. L'Office représente le gouvernement du Canada auprès des entreprises commerciales lorsque celles-ci produisent des films pour le compte du gouvernement et de ses ministères. Enfin, l'Office est chargé de faire des recherches sur divers aspects du cinéma et d'en mettre les résultats à la disposition des producteurs de films.

Le Bureau des gouverneurs se compose de neuf membres—dont quatre, y compris le Commissaire du gouvernement à la cinématographie qui en est le président, sont choisis dans les services de l'État et cinq, à l'extérieur. Les gouverneurs se réunissent au moins tous les trois mois. Le Commissaire à la cinématographie est en même temps l'administrateur en chef de l'Office.

L'Office comprend quatre divisions principales: Production, Distribution, Services techniques et Administration.

La réalisation des films, des films fixes, des photos, que ce soit dans le cadre même du programme de l'Office ou pour le compte des ministères et services du gouvernement, relève de la division de la Production. L'Office, dans sa production, s'intéresse d'abord aux thèmes canadiens, aux institutions du pays, aux réalisations du Canada dans tous les domaines: industries, arts, sciences, essor culturel, questions économiques et sociales, participation canadienne à diverses entreprises à l'étranger. Le tournage des films se fait un peu partout à travers le Canada selon les besoins, et aussi dans les studios de l'Office. Il y a également un Service d'Animation et un autre chargé de produire des films fixes; ces derniers sont composés de photos, de dessins ou de peintures exécutés par les artistes attachés à ce Service. L'ONF a également un Service de la Photographie qui coordonne tous les besoins du gouvernement canadien à cet égard. Ce service s'occupe de maintenir et d'enrichir la photothèque de l'Office. De plus, il réalise des photos-reportages qui sont mis à la disposition des journaux et revues au Canada et à l'étranger; le Service de la Photo prépare aussi à l'intention des écoliers des cahiers de photos sur divers sujets, et s'occupe de maintenir et d'enrichir la photothèque de l'Office.

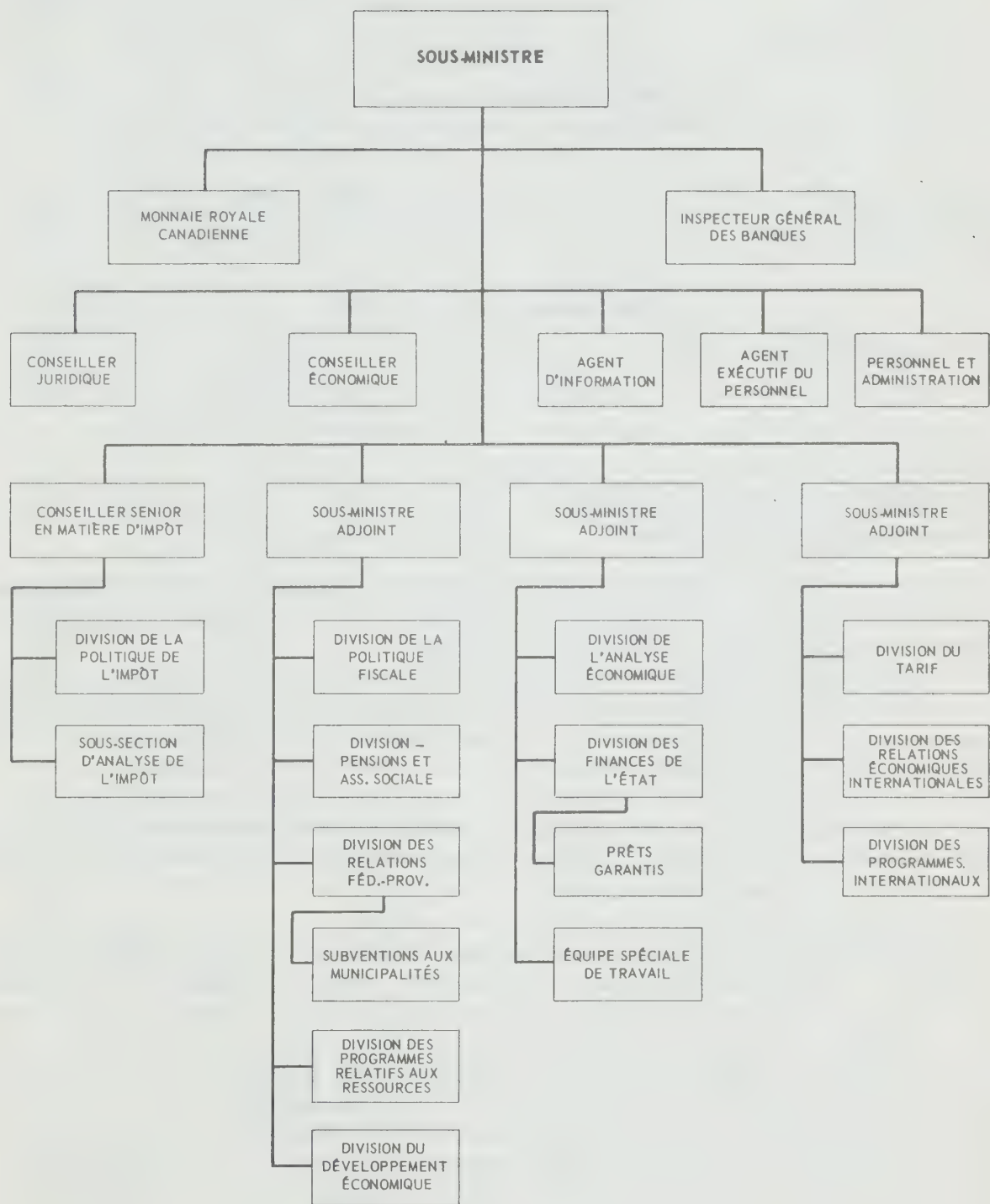
La division de la Distribution est chargée de mettre les films de l'Office à la disposition du public tant au Canada qu'à l'étranger. La distribution se pratique par trois moyens principaux: les salles de cinéma, la télévision, les cinémathèques. Il existe également des conseils du film, des réseaux de distribution en 16mm. qui permettent à des organismes de tout genre de s'approvisionner facilement en films. Au Canada, l'Office a des bureaux régionaux et de nombreux représentants dans toutes les provinces. A l'étranger, la distribution se pratique de la même façon qu'au Canada avec la collaboration de nos missions diplomatiques et commerciales qui possèdent pour la plupart une cinémathèque. De plus, pour sa distribution étrangère, l'Office a des bureaux à Londres, à Paris, à New York, à Chicago, à San Francisco, à Buenos-Aires et à la Nouvelle-Delhi. A l'intérieur de la division de la Distribution, il y a deux sections qui s'occupent respectivement de la distribution au Canada, et de la distribution internationale. Les services d'Information et de Publicité, de Recherches et de Statistiques relèvent également de cette division.

La division des Services techniques comprend les sections suivantes: caméra, enregistrement sonore, laboratoires d'impression des films, des photographies, des dessins animés et des titres, section des effets d'optique, et service de recherches en cinématographie.

La Division de l'administration est responsable du contrôle financier y inclus la coordination des budgets des divisions, l'établissement d'une procédure de comptabilité et le maintien des archives de la comptabilité. Elle s'occupe aussi du personnel, des achats, des douanes, des magasins, des communications, de l'expédition au pays et à l'étranger, de la liaison avec les ministères du gouvernement quant à la production de films, de films-fixes et de photos, ainsi que de l'achat du matériel photographique et cinématographique.

Les bureaux régionaux de l'Office sont installés dans les villes suivantes: Halifax (N.-E.); Montréal (P.Q.); Toronto (Ont.); Saskatoon (Sask.); et Vancouver (C.-B.).

MINISTÈRE DES FINANCES



MINISTÈRE DES FINANCES

Edifice de la Confédération
rue Wellington, Ottawa

Ministre

L'honorable Mitchell Sharp, C.P., député,
ministre des Finances et Receveur général du Canada

Secrétaire particulière..... Mlle Jeannette Dugal
Directeur du Cabinet M. J. McCabe

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre des Finances R.B. Bryce
Sous-ministre adjoint..... A.W. Johnson
Sous-ministre adjoint..... A.B. Hockin
Sous-ministre adjoint..... R.Y. Grey
Conseiller senior en matière d'impôt J.R. Brown
Inspecteur général des banques..... W.E. Scott

Le ministère des Finances a été créé par la *Loi concernant le ministère des Finances* (chapitre 4 des Statuts de 1869, devenue la *Loi sur l'administration financière*, S.R.C. 1952, chapitre 116, modifié).

Le ministre des Finances est chargé de la gestion et de la direction du Fonds du revenu consolidé ainsi que de la surveillance, du contrôle et de la direction de toutes les questions intéressant les affaires financières du Canada, que la loi n'a pas attribuées à d'autres ministres.

Le ministère des Finances se compose de quatre directions, dont trois relèvent d'un sous-ministre adjoint et l'autre du conseiller senior en matière d'impôt. En font aussi partie l'Inspecteur général des banques, le Contrôleur du Trésor et la Monnaie royale canadienne.

Un sous-ministre adjoint est à la tête d'une Direction qui se compose de cinq divisions: Relations fédérales-provinciales, Politique fiscale, Développement économique, Programmes relatifs aux ressources, Sécurité sociale et Pensions. La Division des Relations fédérales-provinciales s'occupe des rapports entre Ottawa et les provinces en ce qui concerne les domaines fiscaux et économiques, ce qui comporte l'utilisation conjointe des domaines fiscaux, les versements en cas de besoins d'ordre fiscal, les subventions conditionnelles ou inconditionnelles aux provinces. Elle veille également à l'orientation du Bureau des subventions aux municipalités, lequel applique les modalités de paiement des subventions annuelles en remplacement d'impôts aux municipalités dans lesquelles sont situés des biens fédéraux. La Division de la politique fiscale voit à l'utilisation des modes d'imposition et de dépense en vue d'aider à la réalisation des programmes économiques. La Division du développement économique s'occupe des travaux d'aménagement dans un certain nombre de domaines y compris les programmes de développement par zone et région, les programmes de main-d'oeuvre, l'expansion industrielle, la

recherche et le développement, le transport et l'énergie. La Division des programmes relatifs aux ressources s'intéresse aux répercussions économiques et financières des lignes de conduite et des programmes intéressant les industries qui exploitent les ressources, y compris l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, les minéraux et les eaux. La Division des Pensions et de la Sécurité sociale s'occupe des répercussions financières des propositions intéressant le domaine des pensions et de l'assurance sociale, applique le Régime d'assurance-hospitalisation (hors du Canada) et émet des avis sur les réclamations étrangères et les indemnités en vertu des divers règlements internationaux.

Un autre sous-ministre adjoint des Finances est à la tête d'une Direction composée de la Division de l'Analyse économique et de la Division des finances d'Etat et d'une équipe spéciale de travail. Les deux divisions s'occupent d'apprécier et de prévoir la conjoncture économique et l'emploi, le produit national brut et la dépense nationale brute, la balance des paiements, les marches des valeurs, les émissions d'obligations du gouvernement, la gestion de la dette publique, le fonds des changes et le Fonds monétaire international. La Division des finances d'Etat oriente les opérations du Bureau des prêts garantis qui voit à l'application de quatre programmes de prêts bancaires garantis par le gouvernement: la *Loi sur les prêts aux étudiants*, la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles*, la *Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche*. L'équipe spéciale de travail s'occupe des budgets d'investissements et du financement des sociétés de la Couronne.

Un troisième sous-ministre adjoint des Finances est à la tête d'une Direction composée de trois divisions: la Division du Tarif, la Division des Relations économiques internationales, et de la Division des programmes internationaux. Les Divisions du Tarif et des Relations économiques internationales s'occupent de la politique en matière de tarif douanier, des négociations et ententes internationales en matière de commerce et de tarifs et en matière de politique commerciale et de denrées, d'importations à bon marché. La Division des Programmes internationaux s'occupe des programmes d'aide extérieure, du financement à longue échéance des exportations ainsi que des aspects économiques et financiers des Nations Unies et de ses organismes spécialisés, y compris la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Le Conseiller senior en matière d'impôt est à la tête d'une Direction qui comprend la Division de la politique de l'impôt et la sous-section d'analyse de l'impôt. La Division de la politique de l'impôt fait une revue constante de la politique de l'impôt en vigueur, analyse les changements proposés, y compris leurs répercussions sur les recettes du gouvernement et négocie les conventions internationales en matière d'impôt. La sous-section d'analyse de l'impôt consiste en un groupe spécial formé en vue d'analyser les recommandations de la Commission royale sur la fiscalité et autres propositions destinées à l'amélioration de la structure de l'impôt fédéral.

L'Inspecteur général des banques est requis par le Parlement d'effectuer des examens et des enquêtes concernant les affaires et les opérations des banques à charte et des banques constituées en vertu de *Loi sur les banques d'épargne de Québec*, afin de s'assurer que les dispositions des lois respectives sont observées et que les banques sont dans une situation financière saine. Il fait rapport à cet égard au ministre des Finances.

La Monnaie royale canadienne (320, promenade Sussex) frappe la monnaie pour le Canada et occasionnellement pour d'autres pays. Les mines d'or canadiennes font affiner la majeure partie de leur production d'or à la Monnaie et elles vendent à celle-ci la quasi-totalité de leur production d'or. La Monnaie frappe en outre les médailles pour le compte du gouvernement et de certaines sociétés savantes; en outre, elle vend des pièces de monnaie canadiennes aux collectionneurs.

On trouvera dans le présent manuel, à la page 161, un exposé de l'organisation et des fonctions du Contrôleur du Trésor.

En plus de son ministère, le ministre des Finances est responsable au Parlement des agences fédérales suivantes:

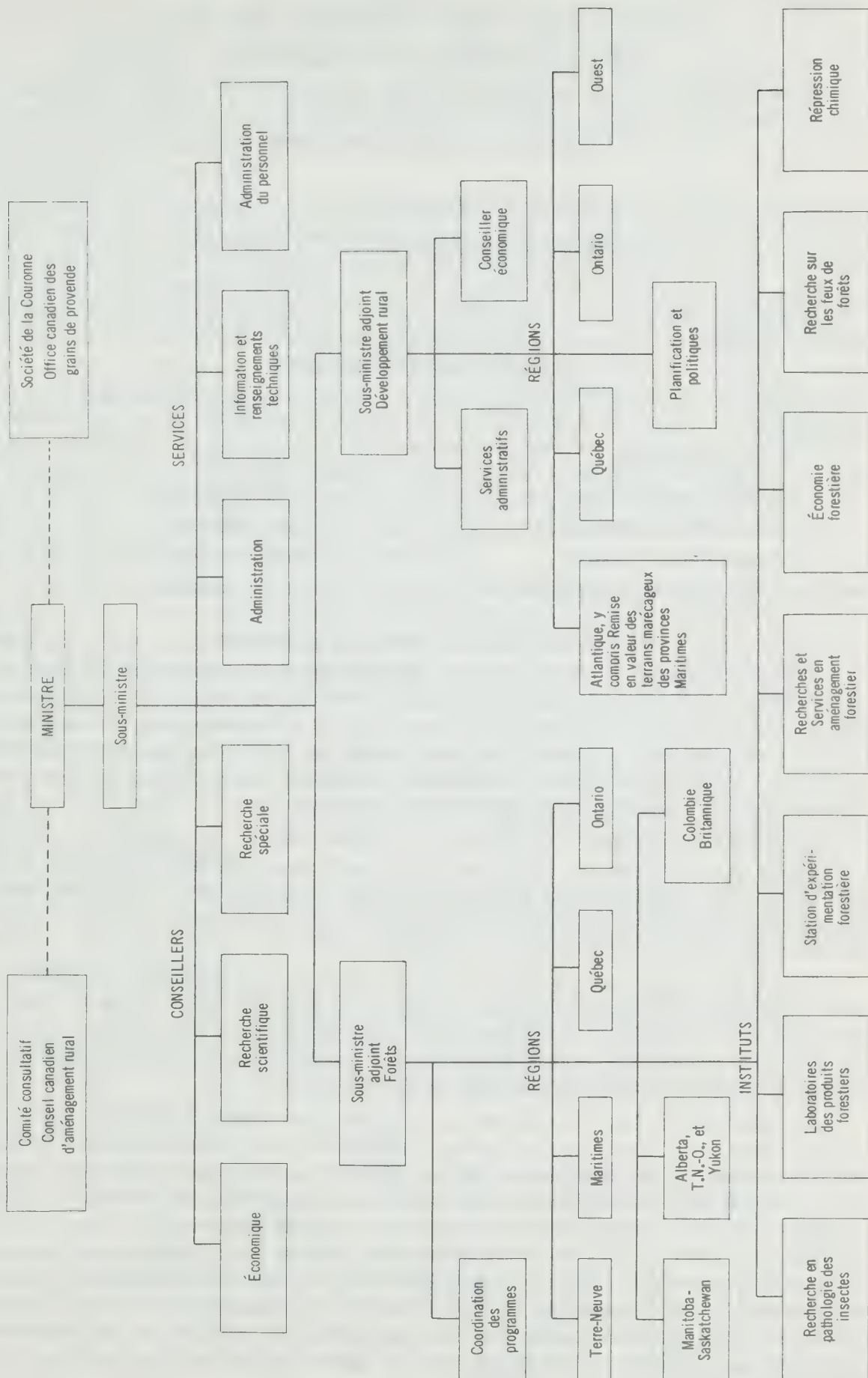
Auditeur général du Canada	Inspecteur général des banques
Banque du Canada	la Banque d'expansion industrielle
Contrôleur du Trésor	la Monnaie Royale canadienne
Département des assurances	la Commission du tarif

Le ministre des Finances est responsable des lois suivantes:

- Loi sur les banques, c. 87, 1966-67
- Loi sur la Banque du Canada, c. 13, S.R.C., 1952
- Loi sur les lettres de change, c. 15, S.R.C., 1952
- Loi sur les accords de Bretton Woods, c. 19, S.R.C., 1952
- Loi canadienne sur les prêts aux étudiants, c. 24, 1964
- Loi sur les prêts aux pêcheurs canadiens, c. 37, S.R.C., 1952
- Loi sur la revision du capital des chemins de fer nationaux du Canada, c. 311, S.R.C., 1952
- Loi de 1955 sur le remboursement d'obligations des chemins de fer nationaux du Canada, c. 31, 1955
- Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes, c. 315, S.R.C., 1952
- Loi sur la pension spéciale du service diplomatique, c. 82, S.R.C., 1952
- Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires), c. 54, 1954
- Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, c. 110, S.R.C., 1952
- Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, c. 58, 1960-1961
- Loi de 1964 sur la revision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, c. 26, 1964
- Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, c. 29, 1956
- Loi sur l'administration financière, c. 116, S.R.C., 1952
- Loi sur le compte de remplacement des biens endommagés par l'incendie c. 28, 1953-1954
- Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, c. 46, 1955
- Loi sur l'exportation de l'or, c. 131, S.R.C., 1952
- Loi sur la Banque d'expansion industrielle, c. 151, S.R.C., 1952
- Loi sur l'intérêt, c. 156, S.R.C., 1952
- Loi sur l'Association internationale de développement, c. 32, 1960
- Loi sur les risques de guerre en matière d'assurance maritime et aérienne, c. 328, S.R.C., 1952
- Loi sur les allocations de retraite des députés, c. 329, S.R.C., 1952
- Loi sur le développement et les prêts municipaux, c. 13, 1963
- Loi sur les subventions aux municipalités, c. 182, S.R.C., 1952
- Loi sur l'aide aux améliorations municipales, c. 183, S.R.C., 1952
- Loi sur les prêteurs sur gage, c. 204, S.R.C., 1952
- Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, c. 2, 1957-1958
- Loi sur les prêts relatifs au grain des Prairies, c. 1, 1960
- Loi sur le financement provisoire des producteurs de grain des Prairies, c. 1, 1956
- Loi sur les paiements provisoires relatifs au grain des Prairies, c. 2, 1960
- Loi sur les subventions aux provinces, c. 221, S.R.C., 1952

Loi sur la mise au point des pensions du service public, c. 32, 1959
Loi sur la pension du service public, c. 47, 1952-1953
Loi sur les banques d'épargne du Québec, c. 41, 1953-1954
Loi sur la libération des garanties, c. 245, S.R.C., 1952
Loi sur les prêts aux petites entreprises, c. 5, 1960-1961
Loi sur la Commission du Tarif, c. 261, S.R.C., 1952
Loi sur les réserves provisoires de blé, c. 2, 1956
Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants, c.
278, S.R.C., 1952
Loi sur les liquidations, c. 296, S.R.C., 1952

MINISTÈRE DES FORÊTS ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL



MINISTÈRE DES FORÊTS ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Edifice Sir Guy Carleton

161 ouest, avenue Laurier, Ottawa

Ministre

L'honorable Maurice Sauvé, C.P., député

Directeur du cabinet John Roberts

Adjoint spécial H. P. Gordon

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre J. Louis E. Couillard

Conseillers

– conseiller spécial H. W. Beall

– conseiller scientifique D. R. Redmond

– conseiller économique D. A. Wilson

Sous-ministre adjoint, Forêts M. L. Prebble

Sous-ministre adjoint, Développement rural André Saumier

Principaux établissements régionaux

La Direction des Forêts maintient des laboratoires des produits forestiers à Ottawa (Ont.) et à Vancouver (C.B.), un institut de recherche en pathologie des insectes à Sault-Sainte-Marie (Ont.), une station d'expérimentation forestière à Chalk River (Ont.) et, à Ottawa, des instituts de recherche en économie forestière, de service et de recherche en aménagement forestier, de recherche sur les incendies de forêts et de recherche en répression chimique.

La Direction générale des forêts est représentée par des directeurs régionaux à Victoria pour la côte du Pacifique, à Calgary pour l'Alberta, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, à Winnipeg pour le Manitoba et la Saskatchewan, à Sault-Sainte-Marie pour l'Ontario, à Sainte-Foy pour le Québec, à Fredericton pour les Maritimes et à St. Jean pour Terre-Neuve.

La Direction générale du Développement rural est représentée par des directeurs régionaux, à Régina pour les provinces de l'Ouest, aux quartiers généraux d'Ottawa pour l'Ontario et le Québec, et à Moncton pour la région de l'Atlantique. Le directeur de ce dernier bureau est chargé particulièrement du programme de la remise en valeur des terrains marécageux des Maritimes.

Le ministère actuel fut d'abord le ministère des Forêts établi en octobre 1960 par la fusion de la Direction des forêts, ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, et de la Division de la biologie forestière, Direction des recherches, ministère de l'Agriculture. En mars 1964, le ministère a été chargé de l'administration de la *Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles (ARDA)*, et de la *Loi sur l'utilisation des terrains marécageux des provinces Maritimes*. En octobre 1966, l'administration du programme d'assistance des grains de provende a été transférée à l'Office canadien des provendes par la *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme*. C'est en mai 1966 que le titre abrégé de la loi sur l'ARDA a été changé pour le suivant: *Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA)*.

Le nom du Ministère est devenu: ministère des Forêts et du Développement rural, en vertu de la Loi sur l'organisation du gouvernement, qui reçut la sanction royale le 14 juin 1966.

Le ministère des Forêts et du Développement rural est composé de la Direction générale des Forêts et de la Direction générale du Développement rural. Chacune de ces directions générales a à sa tête un sous-ministre adjoint qui rend compte directement au sous-ministre des Forêts et du Développement rural.

Direction Générale des Forêts

La Direction générale des Forêts exécute des programmes complets et détaillés de recherche en aménagement forestier, en sylviculture, en protection contre les incendies de forêt, en entomologie et en pathologie forestières, l'amélioration des normes d'utilisation du bois, ainsi que la mise au point de nouveaux produits forestiers. En plus de s'occuper des programmes susmentionnés, la Direction générale des Forêts exécute des études portant sur l'économie des ressources forestières et sur la situation économique des industries forestières. Une aide financière peut-être accordée aux provinces en vertu d'accords approuvés par le ministre des Forêts et du Développement rural, en vue d'aider à trouver des solutions à certains problèmes forestiers. La Convention fédérale-provinciale sur les Forêts, qui a permis au gouvernement fédéral d'accorder aux provinces, depuis 1952, une aide financière dans leurs entreprises d'inventaire forestier, de reboisement, de protection contre les incendies ainsi que d'amélioration des routes forestières et des peuplements, s'est terminée le 31 mars 1967.

Cette Direction générale exécute aussi des inventaires forestiers et fournit des conseils et de l'aide d'ordre technique à d'autres organismes du gouvernement fédéral qui s'occupent de gestion de terres forestières, et elle collabore avec les organismes internationaux qui s'occupent de foresterie et dont le Canada est membre permanent. On exécute dans quelque 15 établissements, répartis dans tout le Canada, des programmes de recherche à l'échelle régionale, sous la direction de sept bureaux régionaux qui, eux-mêmes, rendent compte directement au sous-ministre adjoint (forêts). Huit instituts et laboratoires, situés à Ottawa, Vancouver, Sault-Sainte-Marie et Petawawa, mettent en œuvre des programmes de recherche à l'échelle nationale. Ils rendent aussi compte de leurs travaux directement au sous-ministre adjoint (forêts).

La Direction de la coordination des programmes fournit au sous-ministre adjoint (forêts) l'aide technique nécessaire à la coordination des programmes de recherche forestière exécutés par les établissements régionaux, ainsi que par les instituts et les laboratoires nationaux.

Le Ministère joue le rôle de coordonnateur auprès du Comité technique (sept organismes représentés) de recherche sur les bassins hydrographiques, de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales, en vertu de la *Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales* (Chapitre 59 des S.C. 1947). Voir aussi page 209.

Direction générale du Développement Rural

La Direction générale du Développement rural administre le programme de l'ARDA institué pour renforcer les programmes existants d'aménagement des ressources et d'expansion économique, ainsi que pour mettre au point des programmes d'assistance publique destinés à aider les gens des régions rurales à surmonter les problèmes d'adaptation physique, économique et sociale. La Direction générale s'occupe aussi d'un programme de conservation des sols et des eaux, dont le but est d'accroître, à la longue, la productivité des ressources rurales fondamentales.

L'inventaire des terres du Canada est une des tâches importantes de la Direction générale du Développement rural. Ses objectifs sont de déterminer de façon

exacte les utilisations possibles de toutes les terres classées des régions habitées du Canada et d'établir avec exactitude la surface et l'emplacement des terres entrant dans chaque catégorie. Les terres seront classées en fonction: a) de leurs propriétés physiques, par rapport à leur utilisation possible pour des fins agricoles et forestières ainsi que pour l'aménagement des loisirs en plein air et la conservation de la faune; b) de leur utilisation actuelle; c) des facteurs socio-économiques qui se rattachent à leur utilisation actuelle.

La Direction de la planification et des politiques de la Direction générale du Développement rural, à son bureau principal à Ottawa et comprend cinq divisions spécialisées. La Direction générale comprend quatre directions régionales chargées d'établir la liaison entre le Ministère et les provinces en ce qui a trait à l'Inventaire des terres du Canada, à la réaffectation des ressources, au développement communautaire en milieu rural, à la sociologie, à la conservation du sol et de l'eau et autres sujets se rattachant au développement rural.

La Direction générale du Développement rural administre aussi la *Loi sur le fonds de développement économique rural*, sanctionnée le 11 juillet 1966, qui prévoit la création d'un fonds d'au plus \$50 millions pour le développement économique et social des régions spéciales d'aménagement rural. En vertu de cette loi, le ministre des Forêts et du Développement rural peut, sur la recommandation du conseil consultatif et avec l'approbation du Gouverneur en conseil, signer avec toute province un accord portant sur la mise en oeuvre, dans une région spéciale de développement rural, d'un programme complet de développement rural, en collaboration avec la province ou tout autre organisme provincial, ou un accord en vertu duquel le gouvernement fédéral s'engage à verser à la province des contributions relatives aux frais d'un programme complet de développement rural, dans une région spéciale d'aménagement rural, mis en oeuvre par le gouvernement de la province ou par tout autre organisme provincial. Le conseil consultatif est composé d'au plus dix fonctionnaires supérieurs de certains ministères ou organismes du gouvernement fédéral, désignés par le Gouverneur en conseil.

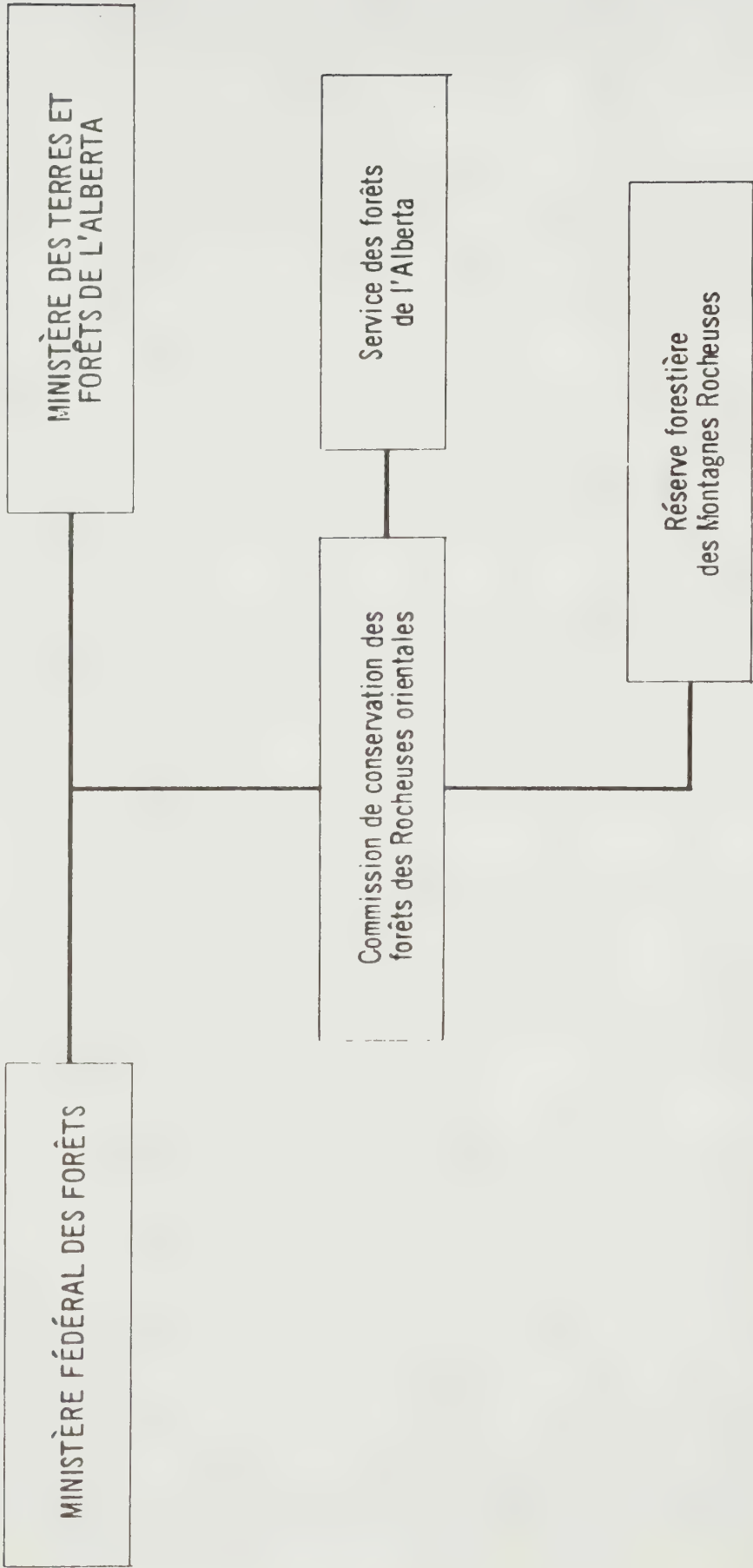
Le ministre des Forêts et du Développement rural a autorisé pour nommer au Conseil canadien d'aménagement rural des membres représentants toutes les provinces du Canada. Aucun représentant des divers gouvernements ne siège au Conseil. Des associations et des organismes intéressés aux problèmes de développement rural et désignés par le ministre sont invités à déléguer un de leurs membres au Conseil. Les personnes ainsi nommées constituent au moins la moitié du Conseil; le ministre a le droit de nommer les autres membres. Le Conseil a pour tâche de conseiller le ministre sur la portée, la direction et la mise en oeuvre des programmes et des principes directeurs de développement rural au Canada.

Le ministère des Forêts et du Développement rural s'efforce, en vertu d'un programme central d'information, d'amener le public à mieux saisir l'importance de nos ressources forestières ainsi que du rôle de la recherche et, en collaboration avec les provinces, des programmes de l'ARDA et du Fonds de développement économique rural et de l'objectif de ces programmes.

L'*Office canadien des grains de provende*, société de la Couronne, rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre des Forêts et du Développement rural. Il s'occupe de l'administration de l'aide au transport des grains de provende de l'Ouest vers l'Est du Canada et vers la Colombie-Britannique. Une des tâches de l'Office, dans le cadre de ce programme (dont s'occupait auparavant l'Administration des grains de provende du Ministère) est de surveiller de près les prix des grains de provende dans les diverses régions, ainsi que les tarifs de transport par camion, par chemin de fer ou par voie d'eau vers toutes les destinations

de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique. (La partie du programme qui traitait de l'aide à l'entreposage des grains de provenance de l'Ouest dans l'Est du Canada, instituée en 1963, a été supprimée le 21 août 1966).

COMMISSION DE CONSERVATION DES FORÊTS DES ROCHEUSES ORIENTALES



LA COMMISSION DE CONSERVATION DES FORÊTS DES ROCHEUSES ORIENTALES

Bureau du président—11723, 84^e av., Edmonton, Alberta

Bureau du secrétaire—514 sud-ouest, 11^e av., Calgary

Ministres responsables

L'honorable Maurice Sauvé, C.P., député,
ministre des Forêts et de l'Aménagement Rural

L'honorable Henry A. Ruste, ministre des Terres et Forêts,
province d'Alberta

Membres de la Commission

Membre représentant le gouvernement fédéral.....	D ^r J. D. B. Harrison, Ottawa (Ont.)
Membre représentant l'Alberta et président.....	J. R. H. Hall, Edmonton (Alb.)
Membre représentant l'Alberta.....	A. T. Baker, Calgary (Alb.)

La Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales a été constituée en vertu de la *Loi de conservation des forêts des Rocheuses orientales* (chapitre 59, modifié, des S.C. 1947), laquelle autorisait la conclusion d'une entente entre le Gouvernement canadien et la province d'Alberta visant la protection et la conservation des forêts de la Réserve forestière des montagnes Rocheuses (environ 9,000 milles carrés), qui est comprise dans le bassin de la rivière Saskatchewan.

La Commission est chargée d'organiser, de diriger et de surveiller a) la construction, l'opération et l'entretien des installations afin d'assurer le meilleur fonctionnement possible du programme, b) la protection contre les incendies, les insectes, les maladies et autres dégâts, et c) l'administration des forêts en vue d'obtenir un plus fort débit possible de la rivière Saskatchewan et de ses affluents.

Sous la direction de la Commission, la Province s'engage à mettre à exécution les lignes de conduite et les travaux prescrits par la Commission.

LA COMMISSION DE LA FRONTIÈRE INTERNATIONALE

615, rue Booth, Ottawa

Ministre responsable (Section canadienne)

L'honorable Paul Martin, C.P., député,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures

Section canadienne

Commissaire..... A. F. Lambert

Section des États-Unis

Commissaire..... Edward J. King

La Commission de la frontière internationale exerce ses fonctions en vertu du traité de 1925 conclu entre le Canada et les États-Unis d'Amérique. L'article IV de ce traité confère pleins pouvoirs aux deux commissaires de la frontière internationale, ou à leurs successeurs, l'un pour le Canada et l'autre pour les États-Unis, nommés en vertu du traité de 1908, et leur donne instruction de faire l'inspection de la frontière, de réparer, déplacer ou reconstruire les monuments publics, de tenir ouverte la ligne frontalière, de faire en sorte que cette ligne frontalière soit effectivement toujours maintenue et de pouvoir déterminer tout point de la frontière susceptible de règlement entre les deux gouvernements. La Loi sur la commission de la frontière internationale (Élisabeth II, 1960, chap. 31) confère en outre pleins pouvoirs à la Commission pour diriger tout aménagement en deçà de dix pieds de la frontière internationale.

Le personnel de la Section canadienne lui est fourni par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais le commissaire canadien relève du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Chaque section de la Commission a ses ingénieurs, ses dessinateurs, ses sténographes. Les deux pays se partagent les frais d'entretien de la frontière, chacun payant les traitements et les frais de déplacement de son propre commissaire et de ses adjoints. Les Commissaires se réunissent au moins une fois par an, tour à tour à Washington et à Ottawa, afin de coordonner le travail des deux sections, de signer les lettres de transmission et certificats relatifs à leurs rapports conjoints annuels, de signer des états de leurs frais communs et d'étudier les problèmes qui se posent au sujet de la frontière.

MUSÉES NATIONAUX DU CANADA

130, rue Slater, Ottawa 4

Ministre responsable

Le Secrétaire d'État du Canada

Conseil d'administration

Président..... Jean-P.-W. Ostiguy

Vice-président..... J.R. Longtaffe

Membres:

Jean Boucher	— Directeur du Conseil des Arts du Canada, Ottawa, Ont.
W.G. Schneider	— Président du Conseil national de recherches, Ottawa, Ont.
Mme E.W. George	— Moncton, N.-B.
Amiot Jolicoeur	— Québec, P.Q.
David Spurgeon	— Toronto, Ont.
George W.P. Heffelfinger	— Winnipeg, Man.
Mme Harry Cohen	— Sydney, T.-N.
Allan Bronfman	— Montréal, P.Q.
G.S. Vickers	— Toronto, Ont.
Mme C. Marcoux-Baillargeon	— Montréal, P.Q.
J. Tuzo Wilson	— Toronto, Ont.
Kiyoshi Izumi	— Régina, Sask.

La corporation de la couronne connue sous le nom de Musées nationaux du Canada a été établie par la *Loi sur les musées nationaux* (S.C. 1967-1968, chapitre 21), afin d'intéresser le peuple canadien aux produits de la nature et aux oeuvres de l'homme, et de les lui faire connaître. Pour s'acquitter de cette mission, la corporation peut

- a) collectionner, classer, conserver et exposer des objets se rapportant à ses fins;
- b) entreprendre ou patronner des recherches se rapportant à ses fins;
- c) organiser et patronner des expositions itinérantes d'articles faisant partie de ses collections, ou s'y rattachant;
- d) faire le nécessaire pour l'acquisition ou la publication et la vente au public de livres, plaquettes, répliques et autres articles ayant certains rapports avec ses fins;
- e) entreprendre ou patronner des programmes de formation dans les professions et les disciplines connexes à l'activité des musées;
- f) établir une liaison suffisante avec les musées et les universités en vue d'assurer une collaboration maximum de toute l'activité dans ce domaine, et à ces fins, établir des comités consultatifs au besoin;
- g) assurer ou faire le nécessaire pour procurer des services techniques et professionnels à d'autres organismes dont les fins sont semblables à l'une ou plusieurs des fins de la Corporation, selon les modalités que peut approuver le Ministre; et

h) d'une manière générale, faire et autoriser ce qui est accessoire ou favorable à la réalisation des fins de la Corporation et à l'exercice de ses pouvoirs.

La Corporation comprend un musée de beaux-arts, mieux connu sous le nom de Galerie nationale du Canada, un musée de l'homme, un musée d'histoire naturelle, un musée de science et de technologie. Moyennant l'approbation du gouverneur en conseil, le Conseil peut fonder d'autres musées lorsque le besoin s'en fait sentir.

Les activités de chaque musée sont sous l'autorité d'un directeur nommé par le gouverneur en conseil sur recommandation de Conseil. La Loi institue le poste de secrétaire général de la Corporation, lequel a rang de sous-ministre et est chargé, au nom du Conseil, de la direction et de l'administration des affaires de la Corporation en toutes matières que ladite loi ou les règlements administratifs approuvés par le Ministre ne réservent pas spécialement au Conseil, à un comité du Conseil ou à un directeur de musée. Présentement, les titulaires des postes sont les suivants:

Secrétaire général – Charles Mackenzie

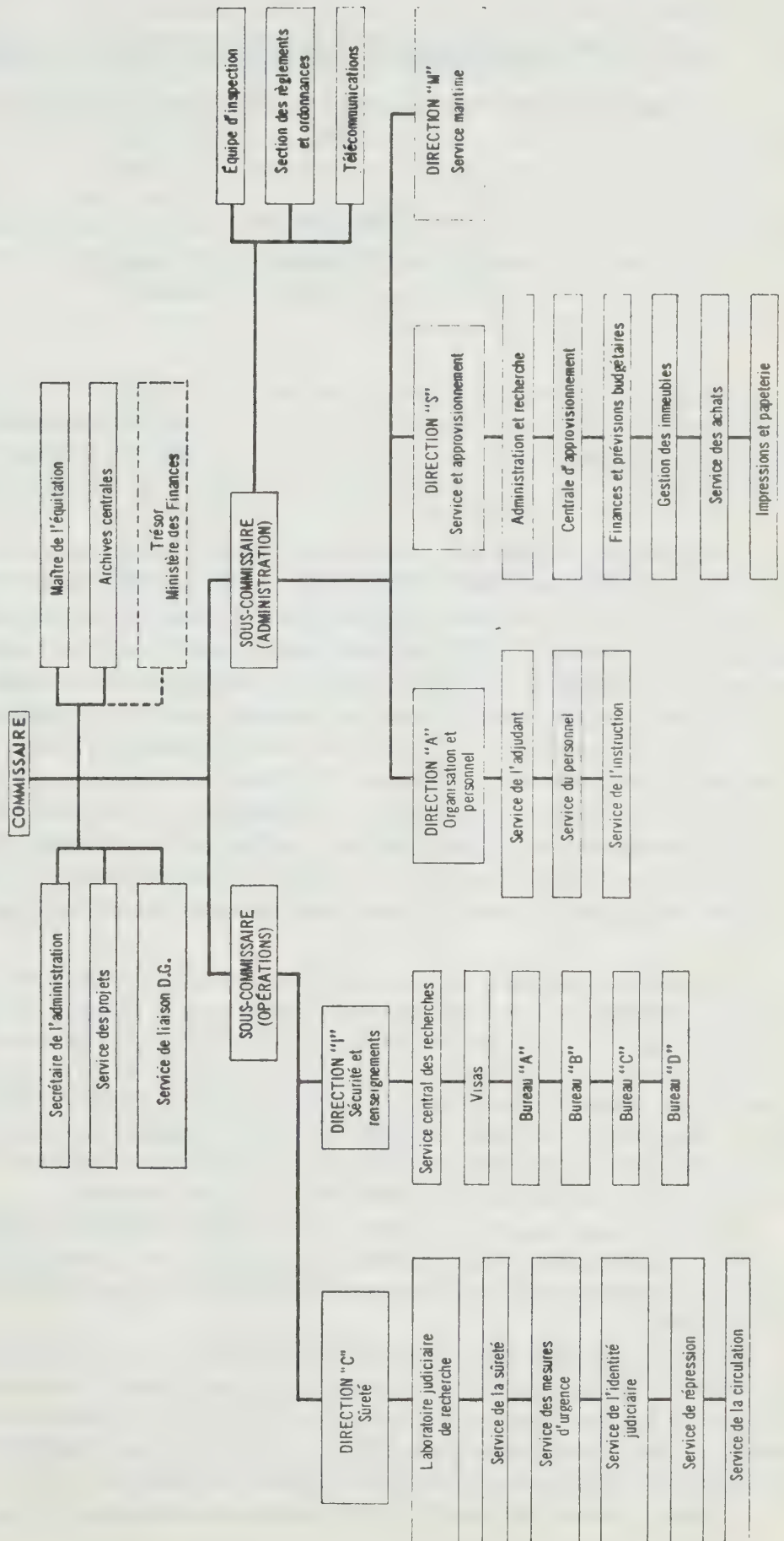
Directeur de la Galerie nationale – Mlle Jean Sutherland Boggs

Directeur du Musée de l'homme – W.E. Taylor

Directeur du Musée d'histoire – A.W.F. Banfield

Directeur du Musée de science et de technologie – D.M. Baird

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA



LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Immeuble de la Direction générale, 1200, promenade Alta Vista,
Ottawa

Relevant de

L'honorable L.T. Pennell, C.P., député,
Solliciteur Général du Canada

Le commissaire.....	G. B. McClellan
Les sous-commissaires.....	M. F. A. Lindsay J. R. W. Bordeleau

La Gendarmerie royale du Canada a été formée en 1873, année où elle fut établie sous le titre de Police montée du Nord-Ouest par un arrêté visant à l'administration de la justice en vue de la création d'un corps de police dans les territoires du Nord-Ouest (chapitre 35 des S.C. 1873), devenu la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (chapitre 241, modifié, des S.R.C. 1952) pour maintenir l'ordre dans un territoire s'étendant des frontières occidentales du Manitoba aux Rocheuses, connu alors sous le nom de Territoires du Nord-Ouest. En 1904, Édouard VII reconnut les services rendus par la Gendarmerie en autorisant l'addition à son nom du qualificatif «royale». En 1918, la Gendarmerie reçut mission d'appliquer les lois fédérales dans toute la partie du Canada située à l'ouest de Port Arthur et Fort William; depuis 1920, ses attributions s'exercent sur l'ensemble du Canada. Cette année-là, la Gendarmerie prit le nom de Gendarmerie royale du Canada et le quartier général fut transféré de Regina à Ottawa.

Quand elle fut instituée, ses fonctions consistaient surtout à enrayer le trafic des boissons enivrantes, à percevoir les droits de douane, à affermir le règne des lois, à maintenir l'ordre et à pacifier les Indiens. De nos jours, la Gendarmerie est chargée d'appliquer quelque 52 lois fédérales dans tout le Canada, et est spécialement autorisée à prendre des mesures contre les infractions aux lois sur la contrebande par voie terrestre, maritime et aérienne. En plus d'assurer le service de sécurité du gouvernement fédéral, elle assiste plusieurs ministères dans leurs fonctions administratives, veille à la protection des édifices et des biens du gouvernement.

Comme la Gendarmerie est le seul corps de police dans les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, ainsi qu'à l'extrême-nord de certaines autres provinces, elle y est chargée de l'administration civile en même temps que de la surveillance des Esquimaux et des Indiens.

En plus de ses fonctions fédérales, la Gendarmerie, en vertu d'une entente avec Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique aide ces provinces à appliquer leurs lois respectives. Elle a aussi conclu des ententes avec 121 villes, municipalités et villages en vue de faire respecter les règles du droit interne.

La Gendarmerie comprend dix-huit divisions dispersées à travers le Canada.

Douze divisions terrestres alphabétiquement désignées sont affectées à la criminalité dans les provinces et les Territoires. Elles renferment des subdivisions et des détachements. Les divisions de la marine et de l'air aident les divisions de terre en leur fournissant, le cas échéant, des bateaux et des avions. Il y a trois autres divisions: le quartier général «QG», qui est dirigé et fonctionne en tant que division; la division «N», «Dépôt» et «Penhold», qui toutes deux sont des centres de formation.

La division «QG» comprend cinq directions: «A», «C», «I», «M», et «S», qui sont chargées de l'organisation et du personnel, d'enquêtes judiciaires, de la sécurité des renseignements, des services de marine, des services et de l'approvisionnement. Les grandes directions se divisent en services où se traitent tous les aspects des opérations policières, sauf les questions qui ressortissent directement au bureau du commissaire.

La Direction «A» se compose des services suivants: adjudant; personnel; formation.

La direction «C» traite les affaires relatives à la criminalité au Canada qui relèvent de la Gendarmerie. Elle comprend les services des enquêtes judiciaires d'identification de la police des aéroports, de répression, de circulation routière, des plans d'urgence et des laboratoires de détection criminelle. Jusqu'à un certain point, chacun de ces services a son homologue dans la plupart des divisions, sauf celui des laboratoires de détection.

La direction «I» s'occupe des questions ayant trait à la sécurité.

La direction «M» voit aux nécessités du service maritime.

La direction «S» se répartit ainsi: administration; gestion des immeubles; finances et prévisions budgétaires centrales; achats d'approvisionnements, impressions et papeterie.

Les 18 divisions sont:

<i>Division</i>	<i>Quartiers généraux</i>
«A» (Ontario-Est)	Ottawa (Ont.)
«B» (Terre-Neuve)	Saint-Jean (T.-N.)
«C» (Québec)	Montréal (P.Q.)
«D» (Manitoba)	Winnipeg (Man.)
«E» (Colombie-Britannique)	Victoria (C.-B.)
«F» (Saskatchewan)	Regina (Sask.)
«G» (Yukon et Territoires du Nord-Ouest)	Ottawa (Ont.)
«H» (Nouvelle-Écosse)	Halifax (N.-É.)
«J» (Nouveau-Brunswick)	Fredericton (N.-B.)
«K» (Alberta)	Edmonton (Alb.)
«L» (Île-du-Prince-Édouard)	Charlottetown (Î.P.-É.)
«O» (Ontario-Ouest)	Toronto (Ont.)

<i>Division</i>	<i>Quartiers généraux</i>
«N»	Ottawa (Ont.)
«Air»	Ottawa (Ont.)
«Dépôt»	Regina (Sask.)
«Quartier Général»	Ottawa (Ont.)
<< Marine >>	Ottawa (Ont.)
<< P >>	Penhold (Alb.)

La Gendarmerie entretient aussi des services de liaison à Londres (Angleterre) et à Washington (D.C.).

<i>Division</i>	<i>Quartiers généraux</i>
«N»	Ottawa (Ont.)
«Air»	Ottawa (Ont.)
«Dépôt»	Regina (Sask.)
«Quartier Général»	Ottawa (Ont.)
«Marine»	Ottawa (Ont.)
«P»	Penhold (Alb.)

La Gendarmerie entretient aussi des services de liaison à Londres (Angleterre) et à Washington (D.C.).

LA COMMISSION D'APPEL DE L'IMPÔT

116, rue Lisgar, Ottawa 4

Ministre responsable

L'honorable E. J. Benson, C.P., député
ministre du Revenu national

Membres de la Commission

Président.....	Cecil L. Snyder,
Président adjoint.....	R. S. W. Fordham,
Membres.....	Maurice Boisvert, J. O. Weldon, Roland St-Onge, W. O. Davis,

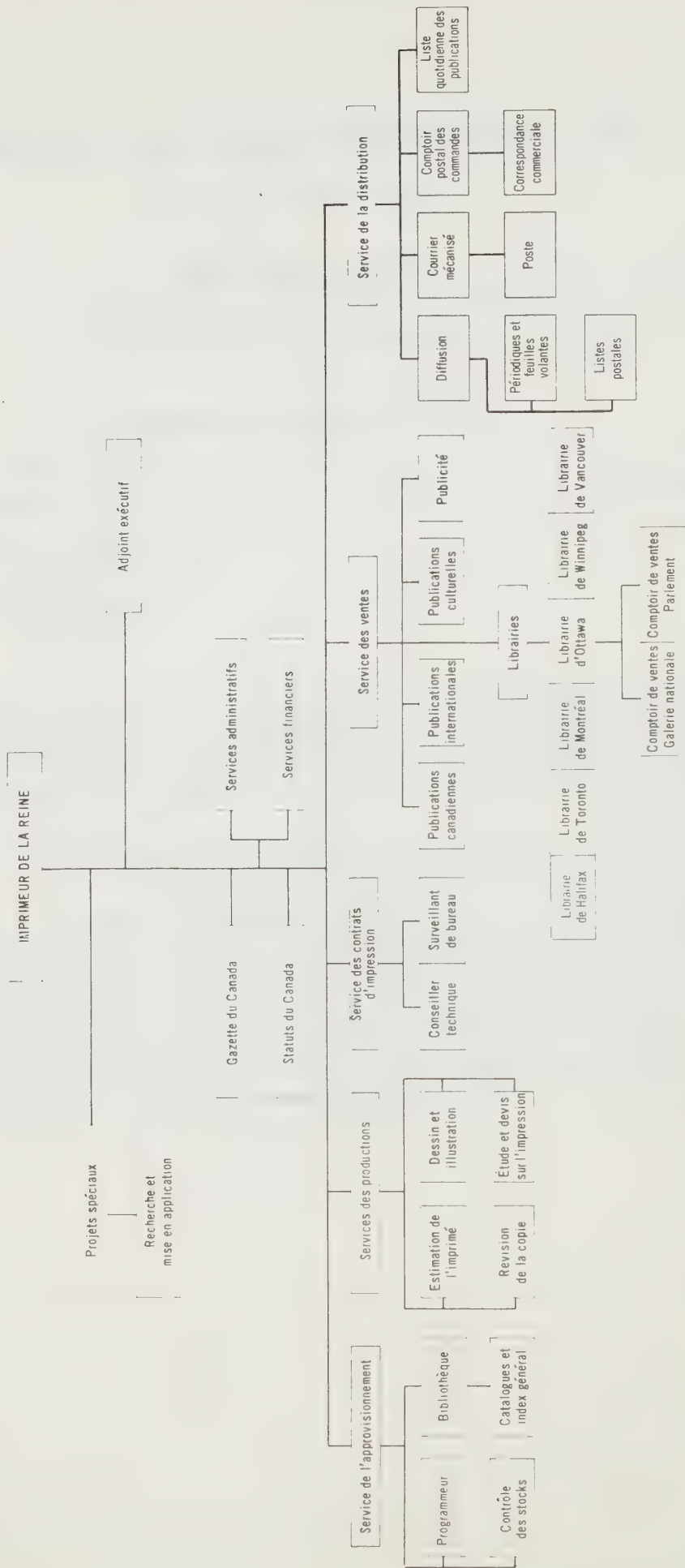
Une Commission d'appel de l'impôt sur le revenu a été instituée par l'article 22 d'une *Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu* (chapitre 55 des S.C. 1946) pour connaître et décider des appels interjetés par les contribuables en ce qui concerne les cotisations d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les dons visant les années 1946 et suivantes.

Le nom de la Commission a été changé par le chapitre 32 des S.C. 1958, et elle se nomme maintenant la Commission d'appel de l'impôt.

Le président de la Commission exerce une surveillance générale et a la haute main sur l'administration de la Commission. Chaque membre de la Commission a compétence pour connaître et décider des appels concernant les cotisations d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les dons, d'après la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et les cotisations d'après la *Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès* (chapitre 29 des S.C. 1958).

La Commission est située à Ottawa mais elle traverse le Canada au moins deux fois par année pour connaître les appels; plus fréquemment à Toronto et à Montréal.

DÉPARTEMENT DES IMPRESSIONS ET DE LA PAPETERIE PUBLIQUES



DÉPARTEMENT DES IMPRESSIONS ET DE LA PAPETERIE PUBLIQUES

Édifice de l'Imprimerie du gouvernement canadien
boulevard du Sacré-Cœur, Hull (Québec)

Ministre

L'honorable Judy LaMarsh, C.P. député,
secrétaire d'Etat

Sous-ministre et Imprimeur de la Reine

Roger Duhamel, M.S.R.C.

Une loi du Parlement créait en 1886 le département des Impressions et de la Papeterie publiques. Cette loi avait pour but d'assurer les services d'impression et de publication qui répondent au droit du public d'être informé sur l'activité du gouvernement.

A la suite d'une décision du Cabinet prise en 1954, le ministre de la Production de défense a reçu la responsabilité de l'unique exécution des travaux d'imprimerie, tandis que le département des Impressions et de la Papeterie publiques conservait la responsabilité de mise en train des travaux d'impression réclamés par le Sénat, par la Chambre des communes et par les ministères et organismes du gouvernement, ainsi que la responsabilité de leur distribution une fois ces travaux publiés; le Département, de plus, établit les normes générales des programmes de publication. Pourvu d'un personnel de spécialistes qui est chargé des problèmes propres à la publication, le Département procure une assistance technique aux ministères et organismes du gouvernement pour l'estimation, la mise en train et la distribution des publications de manière à leur permettre de rentrer dans les frais prévus de production et de main-d'œuvre.

Encore en évolution, le Département renferme une bibliothèque, un service de revision pour la Gazette du Canada et pour les Statuts du Canada, ainsi que cinq divisions d'exploitation, qui sont: l'approvisionnement, les contrats d'impression, la production, la vente des publications et les services de distribution.

Approvisionnement. Cette division reçoit toutes les demandes de publication que font les ministères du gouvernement, et de concert avec le ministère concerné, elle établit le prix de vente de l'exemplaire et le nombre d'exemplaires à vendre. Elle tient à jour un relevé des prix des publications à vendre et elle règle les réimpressions le cas échéant. Elle obtient, pour la vente, les catalogues et les reproductions de tableaux de la Galerie nationale, des diapositives et les publications d'organismes internationaux dont le Canada est membre.

Contrats d'impression. Afin de mettre à profit les connaissances techniques du Département dans le domaine des contrats d'impression, le Département garde l'exclusivité des contrats d'impression conformément aux règlements du gouvernement sur les contrats. Aussi, à la suite des soumissions reçues, elle établit les contrats relatifs à toute tâche d'imprimerie.

Production. Cette division procure une assistance technique aux ministères du gouvernement sur toute matière de publication, notamment l'illustration, l'impression, les instructions typographiques; son personnel a aussi pour tâche d'interpréter les

normes d'impression d'après la demande d'impression des ministères qui sont les auteurs des manuscrits à publier. Cette division met enfin à la disposition des ministères un service d'estimation pour les aider dans l'application des frais impliqués.

Vente des publications. Des librairies de l'Etat sont ouvertes à Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg et Vancouver. Le Département fait office, au Canada, d'unique dépositaire des publications qu'il reçoit des organismes internationaux. La division de la vente des publications incite les libraires canadiens détaillants à vendre les publications du gouvernement dont la demande est courante.

Distribution. Cette division dirige un comptoir postal au siège du Département et s'acquitte des abonnements aux périodiques du gouvernement. Elle distribue aussi les publications de l'Etat aux particuliers et organismes qui ont droit, en vertu de la loi, à la réception gratuite de ces publications. Elle conseille les ministères en matière de suscription et de mise sous enveloppe par procédé mécanique, elle tient à jour, au gré des ministères, leurs listes postales et assure, sur demande et selon les cas, un service d'estampage de suscriptions, un service d'emballage ou de mise à la poste.

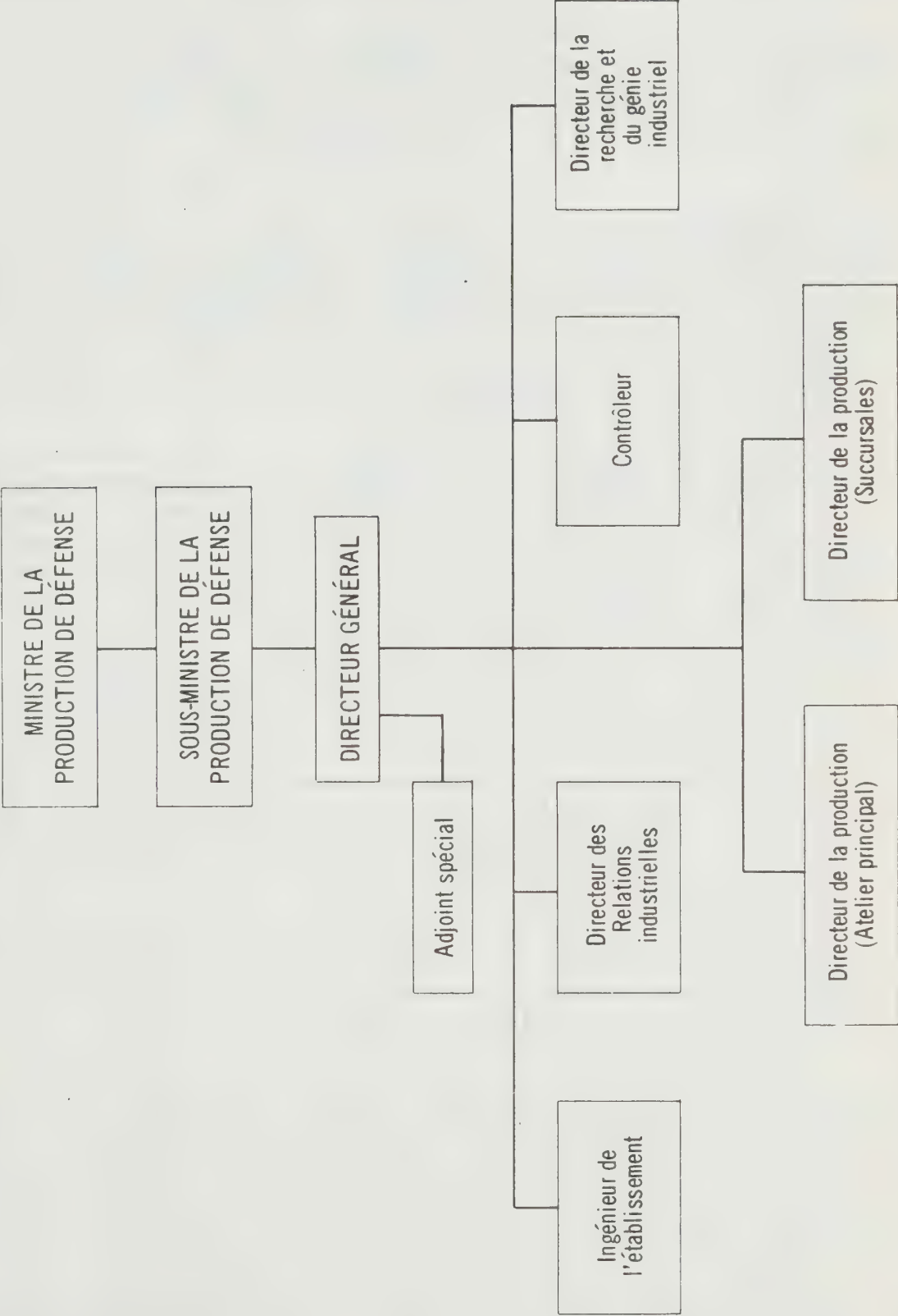
La bibliothèque établit une liste quotidienne de publications pour fin de distribution; elle établit aussi des catalogues mensuels et annuels des publications disponibles, ainsi qu'un catalogue récapitulatif de toutes les publications fédérales.

L'Imprimeur de la Reine doit faire respecter les lois suivantes, pour autant qu'elles se rapportent aux publications du gouvernement:

Loi sur les impressions et la papeterie publiques, S.R.C. 1958, chapitre 226

Loi sur la publication des lois, S.R.C. 1952, chapitre 230

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT CANADIEN



IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT CANADIEN

Ottawa

Ministre responsable

L'honorable C. M. Drury, C.P., député,
ministre de la Production de défense

Sous-ministre de la Production de défense

G. W. Hunter

Directeur général..... C. B. Watt

L'arrêté en conseil C.P. 1963-1254 en date du 21 août 1963, a décrété que les fonctions de l'Imprimerie du gouvernement canadien reposent sur l'autorité du ministère de la Production de défense. L'Imprimerie du gouvernement canadien accomplit certains travaux d'impression pour le Sénat et la Chambre des communes, et pour les divers ministères et organismes de l'État. L'atelier central et les bureaux de l'Imprimerie sont situés à Hull (P.Q.).

Les diverses fonctions de l'Imprimerie du gouvernement canadien sont réunies sous le Directeur général qui est responsable devant le sous-ministre de la Production de défense pour la gestion, le contrôle et l'exploitation de l'Imprimerie. Ces fonctions sont réparties comme il suit: la Direction des Relations industrielles, la Direction des services financiers, la Direction du génie, la Direction de la recherche du génie industriel, la Direction de la production (atelier principal), et la Direction de la production (succursales). De plus, un Adjoint spécial seconde le Directeur général dans l'accomplissement de sa tâche administrative.

La Direction des Relations industrielles en plus de la gestion et de l'affectation du personnel, s'occupe des relations industrielles, de la planification et du perfectionnement de la main d'œuvre.

Le Service des finances administre toutes les finances de l'Imprimerie et notamment le budget annuel, le bilan annuel et mensuel, l'état des recettes et des dépenses; il étudie les frais d'exploitation, établit les factures relatives aux impressions et assure la vérification interne; il comprend aussi la division des systèmes, méthodes et traitement des données.

La Direction du génie entretient les machines et l'équipement d'imprimerie utilisés à l'usine centrale et dans les succursales. Cette direction prépare des plans pour la machinerie de l'usine en plus de l'adapter aux besoins de l'Imprimerie; elle maintient des archives concernant les spécifications, le rendement et les prévisions en vue de besoins futurs.

La Direction de la recherche et du génie industriel est responsable de l'établissement et du perfectionnement des méthodes et des normes du temps pour toute l'exploitation de l'atelier principal et des succursales; de l'évaluation du rendement de nouvelles machines et de nouveaux procédés d'impression; ainsi que des spécifications et de la qualité de tout le matériel utilisé à la production. De plus, cette Direction s'occupe de divers aspects de recherche des techniques d'impression.

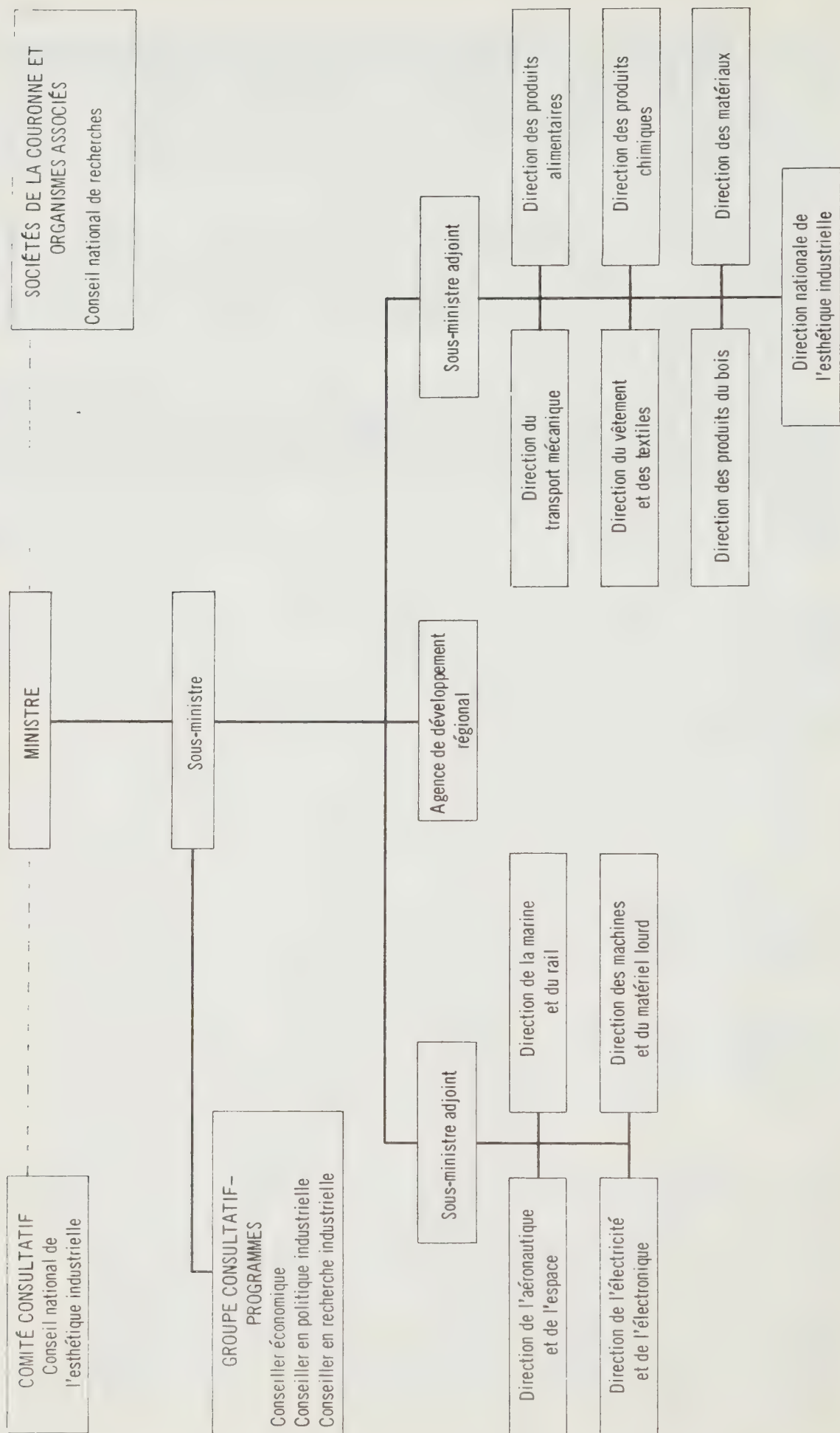
La Direction de la production (atelier principal) est chargée de la production des imprimés requis par le Parlement et les divers ministères, imprimés exécutés à l'atelier principal à Hull. Un des plus importants aspects de ses fonctions consiste en la production des imprimés que demandent les deux Chambres du Parle-

ment, y compris des publications importantes telles que le *Hassard* (le compte rendu journalier des débats du Parlement), les *Statuts du Canada*, et autres travaux d'impression divers. En plus de ces travaux d'impression pour le Parlement, cette Direction est chargée également des imprimés requis par les ministères et autres organismes de l'Etat. La *Gazette du Canada*, la *Gazette du Travail*, les Comptes publics et les Prévisions budgétaires sont parmi les publications imprimées à l'atelier principal.

La Direction de la production (succursales) dirige et coordonne les travaux d'impression exécutés à l'extérieur de l'atelier principal, y compris les travaux d'impression de l'atelier situé à l'édifice du Bureau fédéral de la statistique, travaux exécutés pour ce dernier organisme. De plus, il y a des succursales d'impression et des succursales secondaires dans la région d'Ottawa et dans les principales villes du Canada.

Ces succursales doivent exécuter les travaux d'impression requis par les divers ministères de leur région, impliquant l'emploi de petites presses lithographiques. Ces travaux comprennent des précis, des programmes, des formules, des instructions, des avix, des brochures, des affiches, etc., exigeant un service expeditif et économique.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE



MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Immeuble MacDonald, 123, rue Slater, Ottawa

Ministre

L'honorable C. M. Drury, C.P., député
ministre de l'Industrie

Adjoint exécutif—T. Porteous

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre..... S. S. Reisman
Sous-ministre adjoint..... D. B. Mundy
Sous-ministre adjoint..... B. G. Barrow
Agence de développement régional, commissaire..... W.-J. Lavigne

Le ministère de l'Industrie a été créé en juillet 1963 aux termes de la *Loi sur le ministère de l'Industrie* (S.C. 1963, chapitre 3). Ses attributions, ses pouvoirs et ses fonctions englobent toutes les questions ayant trait aux industries de fabrication au Canada qui relèvent du Parlement canadien mais que la loi ne confie pas à quelque autre ministère, direction ou organisme du gouvernement du Canada.

Voici les principales fonctions du ministère de l'Industrie:

- (1) faciliter l'adaptation des industries manufacturières aux conditions nouvelles des marchés domestiques et extérieurs et renouveler les techniques de production,
- (2) venir en aide aux industries manufacturières qui ont besoin de mesures spéciales pour atteindre leur potentiel non réalisé ou pour faire face à des problèmes particuliers de redressement,
- (3) encourager le progrès et l'utilisation de la technologie industrielle moderne au Canada et rendre plus efficace la participation du gouvernement du Canada à la recherche industrielle.

Le ministère comprend 10 directions, dont chacune est particulièrement chargée des questions ayant trait à un secteur déterminé de l'industrie manufacturière. Ce sont l'aéronautique, les produits chimiques, le vêtement et les textiles, le matériel électrique et électronique, les produits alimentaire, les machines, et le matériel lourd, les matériaux, le transport mécanique, la marine et le rail et les produits du bois.

Ces 10 directions renferment 33 divisions, dont chacune s'occupe d'un grand secteur d'un groupe industriel et se consacre à un genre d'industrie. Chaque direction est confiée à un directeur, secondé par un sous-directeur, alors que chaque division est surveillée par un chef de division; tous les chefs sont des spécialistes dans leur domaine.

La Direction de l'esthétique industrielle du ministère de l'Industrie est l'organisme administratif du Conseil national d'esthétique industrielle. Le Conseil et la Direction ont formulé un programme en collaboration et ont lancé divers projets en vue d'aider l'industrie canadienne dans tous les secteurs de la création des modèles et

de déterminer dans tous les milieux commerciaux et chez le grand public une meilleure compréhension de l'importance de l'esthétique dans la fabrication, la mise en marché et surtout l'exportation efficace de produits.

Le Groupe consultatif des programmes est composé d'un petit nombre de fonctionnaires versés en économie, en politique commerciale de même qu'en études et recherches industrielles. Leurs fonctions consistent à conseiller l'administration et les directions du ministère dans ces domaines, et à coordonner les programmes du Ministère qui en relèvent.

Agence de développement régional

L'Agence de développement régional a été établie en vertu de la Partie II de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*. Ses attributions sont: a) l'exécution de travaux de recherches sur les moyens de relever le niveau de l'emploi et du revenu dans des régions désignées et la tenue d'enquêtes à ce sujet; b) la préparation et l'administration de programmes et d'initiatives propres à stimuler le développement économique de régions désignées. Des spécialistes régionaux travaillent au développement régional de concert avec les diverses Directions du ministère de l'Industrie, les autorités provinciales et municipales et autres organismes.

Comme ministre que le gouverneur en conseil peut désigner pour remplir la fonction de ministre aux fins de la loi du Conseil national recherches le Ministre de l'industrie est responsable au Parlement du

Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée

Conseil de la recherche médicale

Conseil national des recherches

Les lois suivantes sont administrées par le ministère:

Loi sur le ministère de l'industrie, c. 3 des S.C. 1963

Loi sur les compagnies, c. 53 des S.R.C. 1952

Loi sur le conseil des recherches, c 239 des S.R.C. 1952

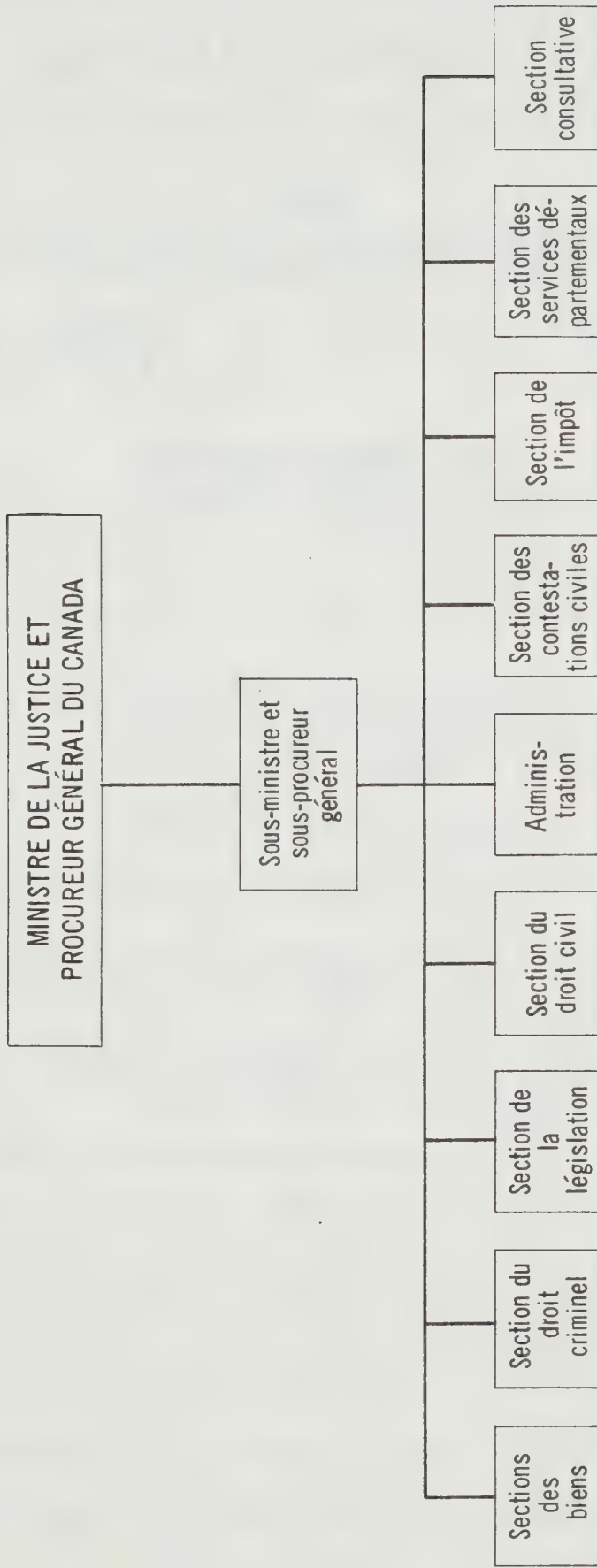
Loi sur les compagnies (Partie I), c 53 des S.R.C. 1952

Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine

Élisabeth II c. 33 des S.C. 1959

Loi sur les unités de longueur et de masse, c. 164 des S.R.C. 1952

MINISTÈRE DE LA JUSTICE



LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Édifice de la Justice, rue Wellington, Ottawa

Ministre

L'honorable Pierre E. Trudeau, C.P., député, ministre de la
Justice et procureur général du Canada

Secrétaire particulier..... M^{me} M. M. Lebleu
Adjoint exécutif..... J. R. G. Geoffrion

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre de la Justice et sous-procureur général
du Canada..... Donald S. Maxwell, C.R.
Sous-ministre associé..... Donald S. Thorson, C.R.
Sous-ministre associé..... R. Bédard, C.R.

Le ministère de la Justice a été établi en 1868 par l'Acte concernant le
Département de la Justice (chapitre 39 des S.C. 1867-1868), devenu la Loi sur
le ministère de la Justice (chapitre 71 des S.R.C. 1952).

Aux termes de la loi, le ministre de la Justice:

- a) est le conseiller juridique officiel du gouverneur général et le jurisconsulte
du Conseil privé de Sa Majesté pour le Canada;
- b) veille à ce que les affaires publiques soient administrées conformément à la
loi;
- c) a la surveillance de toutes les matières qui concernent l'administration de la
justice au Canada et qui ne rentrent pas dans les attributions des gouverne-
ments provinciaux;
- d) donne son avis sur les mesures législatives et les délibérations de chacune
des législatures provinciales du Canada et, en général, avise la Couronne
sur toutes les questions de droit qu'elle lui défère;

Les attributions du procureur général du Canada sont les suivantes:

- a) il est revêtu des attributions et chargé des fonctions qui sont attachées à la
charge de procureur général d'Angleterre par la loi ou par l'usage, en tant
qu'elles sont applicables au Canada, ainsi que des attributions et fonctions
qui, par les lois des diverses provinces, relevaient de la charge de procureur
général de chaque province jusqu'à l'époque de l'entrée en vigueur de l'Acte
de l'Amérique du Nord britannique, 1867, en tant que ces lois, en vertu des
dispositions de ladite loi, sont administrées et appliquées par le gouvernement
du Canada;
- b) il donne son avis aux chefs des divers ministères du gouvernement sur toutes
les questions de droit qui concernent ces ministères;
- c) il est chargé d'établir et d'autoriser toutes les pièces émises sous le grand
sceau du Canada;

d) il est chargé de régler et de diriger la demande ou la défense dans toutes les contestations formées pour ou contre la Couronne ou un ministère public sur les matières qui rentrent dans les limites de l'autorité ou des attributions du Canada.

Les fonctions juridiques du Ministère sont accomplies par huit sections: Section consultative, Section des contestations civiles, Section du droit civil, Section des services départementaux, Section de l'impôt, Section du droit criminel, Section de la législation, et Section des biens.

La Section consultative est responsable de la préparation des opinions juridiques fournies par le sous-procureur général du Canada et demandées par le gouvernement du pays, de même que par divers ministères et sociétés de la Couronne.

La Section des contestations civiles est chargée de la conduite de toutes les questions litigieuses impliquant le gouvernement du Canada et qui prend naissance dans une province de *Common Law*, à l'exception des appels au sujet de l'impôt sur le revenu et les cas d'impôt sur les successions.

La Section du droit civil aborde toutes affaires concernant le droit civil par opposition à la *common law*. Elle s'occupe de toutes les contestations où le gouvernement fédéral est partie, ainsi que de toutes opérations foncières et autres matières étrangères au droit criminel qui exigent l'emploi d'agents juridiques dans la province de Québec. Cette section émet aussi des avis consultatifs au ministre de la Justice en certaines matières ne comportant pas nécessairement de litige réel mais qui concernent, au premier chef, l'application du Code civil de la province de Québec.

La Section du droit criminel est chargée de l'étude des demandes visant l'exercice de la prérogative royale de clémence, de la conduite des poursuites pour infractions aux lois fédérales ainsi que de l'exécution du droit pénal dans les territoires du Nord-Ouest et le territoire du Yukon.

La Section des services départementaux se compose des conseillers juridiques préposés aux autres ministères et organismes du gouvernement. Les conseillers juridiques au bureau du Conseil privé et aux ministères de l'Agriculture, de la main-d'oeuvre et de l'Immigration, des Finances, des Travaux publics, du Commerce et de l'Énergie, des Mines et des Ressources sont des officiers du ministère de la Justice. Leurs fonctions, sous l'autorité du sous-procureur général du Canada, consistent à fournir des conseils juridiques et d'obtenir l'opinion officielle du sous-procureur général du Canada au nom des ministères et organismes du gouvernement auxquels ils sont attachés. Leurs activités sont coordonnées par le directeur de cette section.

La Section de l'impôt a été établie dans le but principal de traiter des litiges relatifs à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et à la *Loi fédérale sur les droits successoraux*.

La Section de la législation rédige tous les bills présentés au Parlement à titre d'éléments du programme législatif du Gouvernement. Ses autres fonctions comprennent: (1) la préparation des programmes législatifs courants du Conseil du territoire du Yukon et du Conseil des territoires du Nord-Ouest, outre la révision des ordonnances desdits territoires; (2) la préparation de règlements prévus par des lois, à la demande des ministères intéressés; (3) la préparation des codifications administratives des lois et modifications pour tous les départements du gouvernement; (4) la préparation de documents délivrés sous le grand sceau; (5) la préparation d'une codification de chaque loi, de session en session.

La Section des biens a pour fonction de s'occuper du travail juridique non litigieux relatif aux terrains et à l'acquisition de terrains à travers le Canada, par voie d'achat et d'expropriation, et aux transferts de terrains à travers le Canada, par voie de Lettres patentes, sauf, pour le moment, en ce qui a trait à la province de Québec.

Le département possède des bureaux à Montréal, Toronto et Vancouver.

Le ministère de la Justice est ou chargé de l'application des lois suivantes, ou y a un intérêt particulier,

Loi sur l'amirauté

Loi sur la preuve au Canada

Loi canadienne sur les prises

Déclaration canadienne des droits

Le Code criminel

Loi sur la responsabilité de la Couronne

Loi sur le ministère de la Justice

Loi sur les biens en déshérence

Loi sur les cours de l'Echiquier

Loi sur l'extradition

Loi sur les criminels fugitifs

Loi sur l'interprétation

Loi sur les juges

Loi sur le dimanche

Loi sur les stupéfiants

Loi sur les secrets officiels

Loi sur la Cour suprême

Loi sur la répression de l'usage du tabac chez les adolescents

Loi sur l'administration de la justice dans le Yukon

LA COMMISSION DES LIEUX ET MONUMENTS HISTORIQUES DU CANADA

400 ouest, rue Laurier, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Arthur Laing, C.P., député,
ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Membres de la Commission

Le D ^r C. Bruce Fergusson, président.....	Halifax (N.-É.)
Le D ^r Wm. Kaye Lamb.....	Ottawa (Ont.)
Le D ^r D. G. Creighton.....	Toronto (Ont.)
Le D ^r James D. Talman.....	London (Ont.)
Richard Y. Secord.....	Winterburn (Alb.)
Le D ^r Margaret Ormsby.....	Vancouver (C.-B.)
Le D ^r Marcel Trudel.....	Lucerne (P.Q.)
Jean-Jacques Lefebvre.....	Montréal (P.Q.)
Allan R. Turner.....	Regina (Sask.)
Gerald Keith.....	Lancaster (N.-B.)
M. l'Abbé Francis W.P. Bolger	Charlottetown (Î. P.-É.)
Edgar Russenholt	Headingley, Manitoba

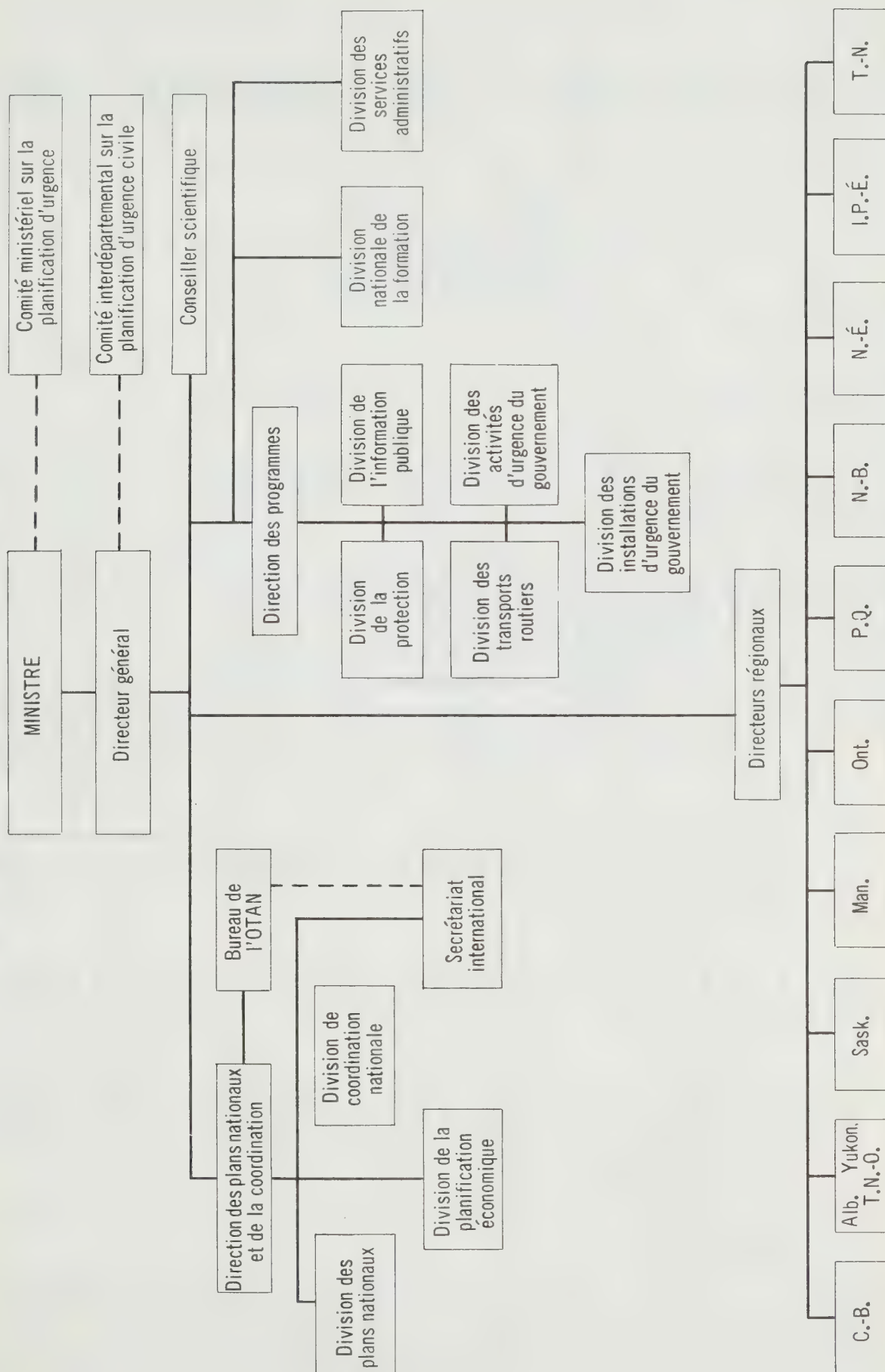
Secretary* Peter H. Bennett

La Commission des lieux et monuments historiques du Canada, créée en 1919, a été nantie de pouvoirs juridiques en 1953 en vertu de la *Loi sur les lieux et monuments historiques* (chapitre 39, modifié, des S.C. 1952-1953).

Ses fonctions consistent à conseiller le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien sur la désignation ou la commémoration par tout le Canada des lieux présentant un intérêt ou une importance historique nationale.

* Ce poste est rempli par un fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

ORGANISATION DES MESURES D'URGENCE



ORGANISATION DES MESURES D'URGENCE DU CANADA

Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Charles M. Drury, C.P., député,
ministre de l'Industrie

Directeur général..... C. R. Patterson

L'Organisation des mesures d'urgence du Canada a été créée à la suite d'une décision du Cabinet en juin 1957, en vue d'établir une organisation civile à plein temps devant assumer la tâche de diriger la préparation de mesures civiles de guerre. Ses fonctions du début ont été redéfinies et accrues par trois décrets du conseil. Le décret du conseil 1959-656 du 28 mai 1959 et le décret du conseil 1963-993 du 27 juin 1963 ont été révoqués et remplacés par le décret du conseil 1965-1041 du 8 juin 1965, qui prévoit ce qui suit:

- a) adopter un programme et une ligne de conduite afin d'assurer le fonctionnement ininterrompu du gouvernement en cas d'urgence;
- b) coordonner les plans de mesures d'urgence et la formation pertinente du personnel des ministères, agences ou sociétés du Gouvernement du Canada;
- c) préparer, de concert avec les autorités provinciales, un plan d'ensemble pour régir l'utilisation des ressources du transport routier, en cas d'urgence;
- d) planifier les mesures d'urgence civiles en ce qui a trait aux questions qui ne relèvent pas d'un ministère, agence ou société du Gouvernement du Canada ou proposer au Gouverneur en conseil de confier pareille responsabilité à un ministère en particulier;
- e) fournir de l'aide et des conseils aux provinces et aux municipalités en ce qui a trait à la préparation des mesures d'urgence civiles visant des questions qui ne relèvent pas d'un ministère, institution ou société du Gouvernement du Canada;
- f) avec l'aide du secrétaire d'État aux Affaires extérieures assurer les relations générales avec les autres pays et avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en ce qui a trait aux mesures d'urgence civiles, y compris la coordination des plans dans les régions en question par les autres ministères, institutions ou sociétés d'État; et
- g) être chargé de la direction et de l'administration du Collège canadien des mesures d'urgence.

Le 1^{er} février 1966, une décision du Cabinet conférait au ministre de l'Industrie par l'Organisation des mesures d'urgence du Canada la responsabilité d'établir et de coordonner la réponse immédiate du gouvernement fédéral en cas de désastre pour lequel les provinces ou les municipalités ont demandé son aide ou dans lequel il est directement en cause.

L'Organisation des mesures d'urgence s'appelle "ministère" aux fins de la Loi sur le service civil et de la Loi sur l'administration financière.

Le directeur général de l'Organisation des mesures d'urgence est désigné sous-chef du ministère aux fins de la Loi sur le service civil et de la Loi sur l'administration financière et agit en qualité de sous-ministre du ministre.

Le bureau central de l'Organisation est divisé en deux grandes directions, dont l'une est responsable de la planification et de la coordination et l'autre de l'exécution et de la surveillance des programmes. De plus, deux divisions, la formation nationale et les services administratifs, relèvent directement du directeur général. Chaque direction majeure réunit un certain nombre de divisions et de sections responsables de secteurs spécifiques du travail de l'Organisation, tels la préparation de plans de survie nationale, la planification économique, la liaison internationale, la planification du transport routier national, l'établissement et l'administration de sièges d'urgence pour le gouvernement et la planification de survivance de nature générale aussi bien que technique. Il y a aussi des divisions ou sections chargées de maintenir la liaison avec les planificateurs d'autres ministères ou organismes, de veiller aux communications de planification d'urgence, de mettre en vigueur des programmes d'information publique, de protection radiologique et d'administrer un système d'assistance financière aux provinces et aux municipalités afin de leur permettre d'organiser des programmes locaux pour faire face aux urgences de la guerre ou aux désastres en temps de paix.

La liaison avec les autorités provinciales, avec le personnel régional des ministères et des organismes fédéraux et avec les forces armées se fait par l'entremise des bureaux régionaux de planification de l'Organisation situés dans les capitales de chacune des provinces. Le Collège canadien des mesures d'urgence, situé à Amprior (Ontario), est le principal centre d'instruction pour les personnes engagées ou associées aux activités de planification d'urgence, à tous les niveaux du gouvernement, aussi bien que dans l'entreprise privée et l'industrie.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES.

588, rue Booth, Ottawa

Ministre

L'honorable Jean-Luc Pépin, P.C., M.P.

Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Secrétaire parlementaire Jack Davis, député

Sous-ministre C.M. Isbister,

Sous-ministre adjoint (Recherche) J.M. Harrison,

Sous-ministre adjoint (Exploitation minérale) Jean-Paul Drolet,

Sous-ministre adjoint

(Ressources hydrauliques) A.T. Davidson,

Sous-ministre adjoint (Énergie)

Les bureaux régionaux suivants situés en dehors d'Ottawa se rapportent directement à leurs divisions (Voir tableau ci-contre) des quartiers généraux de leur ministère:

Observatoire fédéral d'astrophysique Victoria (C.B.)

Bureau de Québec 2136, chemin Sainte-Foy,
Québec 10 (Québec)

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a été créé en vertu de la *Loi sur l'organisation du gouvernement* (S.C. 1966, chapitre 25; 14-15 Elizabeth II)

Le ministère coordonne, favorise et recommande des politiques et des programmes nationaux concernant l'énergie, les mines et les minéraux, l'eau et les autres ressources. Il dirige des programmes de recherche fondamentale et appliquée, des enquêtes et des études économiques relatifs à ces ressources; à cette fin, il soutient et met en service des instituts de recherche, des laboratoires, des observatoires et autres installations permettant les explorations et les recherches consacrées aux sources, aux origines et aux propriétés de ces ressources et à leur mise en valeur ou utilisation. Le ministère étudie, revoit constamment et examine toute recommandation relative aux questions concernant la recherche, la production, la récupération, la fabrication, la transformation, la transmission, le transport, la distribution, la vente, l'achat, l'échange ou l'aliénation des ressources de cette nature, ou concernant la provenance de telles ressources, soit au Canada, soit à l'étranger.

Il exécute des levés géodésiques, topographiques, officiels, hydrographiques, océanographiques, limnologiques, géologiques, géophysiques et autres, et en publie les résultats sous forme de cartes destinées à l'expansion de l'économie canadienne.

Le ministère est formé des quatre groupes suivants:

Recherche
Exploitation minérale
Ressources hydrauliques
Énergie

Groupe de la Recherche

Le groupe se livre à un vaste éventail de travaux de recherche se rapportant aux sciences de la terre. Il comprend la Direction des levés et de la cartographie, la Commission géologique du Canada, la Direction des mines, la Direction de la géographie, la Direction des observatoires et l'Étude du plateau continental polaire, qui relevaient toutes de l'ancien ministère des Mines et des Relevés techniques. Le Comité permanent de toponymie relève aussi du groupe de la recherche.

Groupe de l'Exploitation Minérale

Ce groupe poursuit de vastes études économiques et commerciales au sujet des minéraux et recueille à l'intention du gouvernement et de l'industrie, des données à l'échelle nationale et mondiale sur tous les minéraux, y compris ceux qui servent à la production d'énergie. Ces études aident à établir des lignes de conduite pour la mise en valeur, le traitement et l'utilisation des minéraux. Le sous-ministre adjoint a aussi la responsabilité d'octroyer les permis et les concessions d'exploration minérale au large des côtes.

Groupe des Ressources Hydrauliques

Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a la responsabilité première d'orienter l'élaboration de la politique fédérale dans le domaine des eaux et de coordonner les travaux des organismes fédéraux en ce qui touche la gestion des ressources hydrauliques et la pollution des eaux. En plus de vastes travaux en hydrométrie, en océanographie et en hydrographie, ce groupe entreprend et coordonne des études hydrologiques au niveau régional, dirige des recherches sur les rapports existants entre l'eau et les ressources renouvelables et examine constamment la politique et les programmes nationaux et régionaux relatifs à l'eau.

Le groupe comprend la Direction des sciences de la mer et celle de la recherche hydrologique, qui relevaient de l'ancien ministère des Mines et des Relevés techniques, et la Direction des ressources hydrauliques, de l'ancien ministère du Nord canadien et des Ressources nationales.

Groupe de l'Énergie

Ce groupe étudie les ressources et les besoins du Canada en matière d'énergie. Parmi les organismes qui relèvent du ministre, quatre s'occupent d'une façon ou d'une autre de la production d'énergie. Ce sont: l'Office national de l'énergie, l'Office fédéral du charbon, l'Énergie atomique du Canada limitée et l'Eldorado Mining and Refining Limited. Le sous-ministre adjoint agit à titre de conseiller pour tous les programmes d'ensemble relatifs aux sources et aux besoins d'énergie.

Le ministre est responsable de l'administration des lois suivantes:

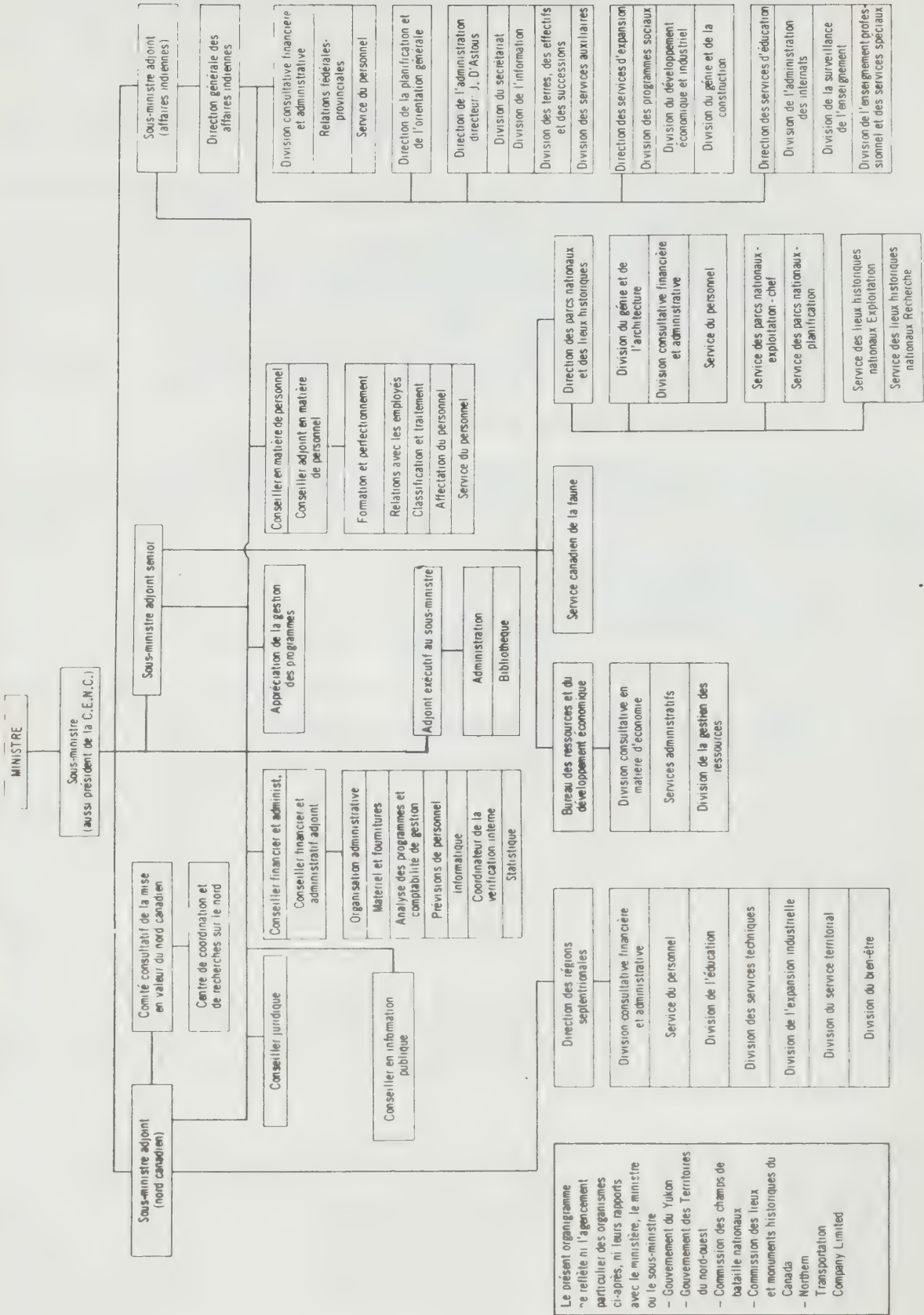
Loi sur les ressources et les levés techniques (S.R., c. 73)

Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique
(1957-1958, c. 25)

Loi canadienne sur l'aide à la conservation des eaux (1952-1953, c. 21)
Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux (1955, c. 47)
Loi sur l'Office national de l'énergie (1959, c. 46)
Loi sur la société de la Couronne <<Northern Ontario Pipe Line>> (1956, c 10)
Loi visant la mise de la houille canadienne sur un pied d'égalité avec la houille importée (S.R., c. 34)
Loi sur le contrôle de l'énergie atomique (S.R., c. 11)
Loi sur l'arpentage des terres du Canada (sauf la partie III) (S.R., c. 26)
Loi sur les explosifs (S.R., c. 102)
Loi sur l'aide à la production de charbon (S.R., c. 173)
Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or (S.R., c. 95)
Loi sur l'Office fédéral du charbon (S.R., c. 86)

Voici la liste des offices, commissions et autres organismes que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources représente à la Chambre ou dont il est responsable:

l'Office national de l'énergie
l'Office fédéral du charbon
l'Énergie atomique du Canada Limitée
l'Eldorado Mining and Refining Limited
l'Eldorado Aviation Limited
la Commission de contrôle de l'énergie atomique
la Northern Ontario Pipe Line, Société de la Couronne



MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN.

400 ouest, avenue Laurier, Ottawa 4

Ministre

L'honorable Arthur Laing, C.P., député
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Secrétaire parlementaire.....	Docteur Stanley Haidasz, député
Directeur du cabinet	G.F. Gibson
Adjoint spécial	L.S. Marchand
Adjoint spécial	D.L. Ingram
 Sous-ministre.....	 E.A. Côté
Sous-ministre adjoint senior	J.A. MacDonald
Sous-ministre adjoint (Nord canadien).....	J.H. Gordon
Sous-ministre adjoint	R.F. Battle

En vertu de la *Loi sur l'organisation du gouvernement*, adoptée le 16 juin 1966, les attributions du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien comprennent l'aménagement des parcs nationaux, l'administration des affaires indiennes et esquimaudes, ainsi que la gestion des ressources fauniques du Canada.

Peu avant la mise en vigueur de la Loi, les bureaux de la Direction des ressources hydrauliques et de la Direction de la mise en valeur des ressources, ainsi que les fonctions relatives à l'administration de la *Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique*, de la *Loi sur les forces hydrauliques du Canada*, de la *Loi canadienne sur l'aide à la conservation des eaux* et de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux*, fonctions qui relevaient de l'ancien ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, ont été transmises au ministre des Mines et des Relevés techniques, avec changement du nom du ministère en celui de ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. En même temps, l'administration de la Direction générale des affaires indiennes et toutes les attributions relatives à l'administration de la *Loi sur les Indiens*, qui relevaient du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, devenu depuis le ministère de la Main-d'œuvre, ont été transmises au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (C.P. 1965 – 2285). Le ministre a aussi été désigné pour répondre au Parlement de l'administration de la *Northern Transportation Company*.

Aux termes de la Loi, les attributions, pouvoirs et fonctions du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien portent sur toutes les affaires qui relèvent du Parlement du Canada et qui ne sont pas légalement attribuées à un autre ministère ou organisme du gouvernement fédéral, à savoir: a) les affaires indiennes; b) les ressources et les affaires des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon; c) les

affaires esquimaudes; d) les parcs nationaux; e) les champs de bataille nationaux, les monuments et lieux historiques; f) les oiseaux migrateurs et autres espèces de la faune du Canada.

Le ministère comprend la Direction des régions septentrionales, la Direction des parcs nationaux et des lieux historiques, la Direction générale des affaires indiennes, le Service canadien de la faune et le Bureau des ressources et du développement économique.

La *Direction des régions septentrionales* s'occupe de l'administration de la population et des ressources naturelles des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, ainsi que des affaires esquimaudes. Elle veille, au nom du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, à l'application des ordonnances et des règlements touchant l'enseignement, l'hygiène, le bien-être social, les affaires municipales, les boissons alcooliques, la chasse, l'indemnisation des accidents de travail et la sécurité dans les mines.

La *Direction des parcs nationaux et des lieux historiques* est chargée de la gestion des parcs nationaux et des lieux historiques du Canada, en vertu de la Loi sur les parcs nationaux (S.R.C. 1952, c. 189 modifié) et de la Loi sur les lieux et monuments historiques (S.C. 1952-1953, c. 39 modifié). Les parcs nationaux du Canada sont des étendues de terres réservées à perpétuité, afin que tous les Canadiens des générations actuelles et des générations futures puissent en faire usage, s'y instruire et s'y divertir. Le Service des lieux historiques nationaux s'occupe exclusivement de la commémoration d'événements et de personnages historiques, ainsi que de la conservation de bâtiments qui font partie du patrimoine historique du Canada.

La *Direction générale des affaires indiennes* a pour fonctions d'aider les Indiens à participer pleinement à la vie économique et sociale du Canada. Des programmes mis sur pied en vertu de la Loi sur les Indiens (S.R., c. 149), sont actuellement en voie d'exécution afin d'assurer la réalisation de cet objectif, qui porte sur l'éducation, le développement économique, le bien-être social et l'aménagement communautaire.

Le *Service canadien de la faune*, en vertu de la *Loi sur l'organisation du gouvernement*, de la *Loi sur l'exportation du gibier* (S.R., c. 128) et de la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* (S.R.C., 1952, c. 179), entreprend des recherches sur la faune du Canada et entretient des rapports avec d'autres organismes internationaux, nationaux, provinciaux et privés qui s'occupent de la faune.

Le *Bureau des ressources et du développement économique* s'occupe de la gestion des ressources non renouvelables et du développement économique du Nord canadien. Les principales attributions du bureau consistent à trouver les moyens de favoriser l'essor économique du Nord canadien et à accroître le rythme de la mise en valeur de ses ressources non renouvelables; à découvrir des occasions alléchantes de placement ou de mise en valeur, tant dans l'intérêt du secteur public que dans celui du secteur privé; à étudier les facteurs qui influent sur les placements de capitaux dans le Nord canadien; à proposer des mesures propres à améliorer les occasions de faire des placements profitables dans tous les domaines et partant, à multiplier les placements de capitaux dans le Nord canadien.

Le *Bureau du conseiller financier et administratif* a pour fonction de conseiller le personnel de la haute direction en matière de finances, de matériel, de principes et de méthodes d'administration; il s'occupe aussi de certains services spéciaux centralisés. Le Bureau comprend sept sections, à savoir: organisation administrative, matériel et fournitures, analyse des programmes et comptabilité de

gestion, prévisions de personnel, informatique, coordonnateur de la vérification interne et statistique.

Le *Bureau du conseiller en matière de personnel* établit les lignes de conduite, conseille et oriente le personnel supérieur au sujet de toutes les questions relatives au personnel; en outre, il a la haute surveillance des bureaux des conseillers en matière de personnel des diverses directions. Le Bureau comprend les cinq sections suivantes: relations avec les employés, formation et perfectionnement, classification et traitements, affectation du personnel et service du personnel.

Le *Bureau du conseiller en information publique* exerce son rôle au niveau de la haute administration dans les domaines de l'information et de la publicité. On établira bientôt, dans chaque Direction, des sections d'information dont le personnel sera fourni par la Division des services d'information. Ces sections relèveront du directeur de chaque Direction, mais elles seront guidées par le conseiller en information publique en ce qui concerne l'orientation et le perfectionnement professionnels. On prévoit aussi affecter des agents d'information à tout bureau régional qui en aura besoin.

Le Ministère remplit aussi certaines fonctions administratives ayant trait aux Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, ainsi, qu'à la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Ces organismes figurent ailleurs dans le présent manuel.

Services extérieurs

La Direction des parcs nationaux et des lieux historiques du Ministère administre les parcs nationaux, dont voici la liste:

Banff, Hautes-Terres du Cap-Breton, Elk-Island, Fundy, Îles de la baie Georgienne, Jasper, Kejimikujik (N.-É.) (en voie d'aménagement), Kootenay, Mont Revelstoke, Glacier, Pointe-Pelée, Prince-Albert, Île-du-Prince-Édouard, Mont Riding, parc Îles du Saint-Laurent, Terra-Nova, Lacs Waterton, Wood-Buffalo et de Yoho.

En outre, le Ministère administre 19 parcs historiques et huit lieux historiques nationaux, et elle a la garde de plus de 600 plaques, monuments et cairns commémorant des événements marquants de l'histoire du Canada.

Des directeurs régionaux sont postés aux endroits suivants: à Calgary (Alberta), le directeur régional de l'Ouest; à Cornwall (Ontario), celui de la région du Centre; et à Halifax (N.-É.), celui de la région de l'Atlantique.

Les services extérieurs de la Direction générale des affaires indiennes sont très étendus. Ils sont répartis en sept régions administratives, ayant chacune à leur tête un directeur régional. Les bureaux régionaux sont situés à Québec (P.Q.), Toronto (Ontario), Winnipeg (Manitoba), Regina (Saskatchewan), Edmonton (Alberta), à Vancouver pour la Colombie-Britannique et le Yukon où un commissaire des Indiens est en fonction, à Amherst (N.-É.) pour les Maritimes, et à Fort Smith, pour le district du Mackenzie des Territoires du Nord-Ouest. Chaque région comprend un certain nombre d'agences ou de districts, dirigés par des surintendants et (ou) par des directeurs de district; chaque agence ou district comprend une ou plusieurs réserves ou villages indiens. Les conseils consultatifs des Indiens, un pour chaque région, font des recommandations à la Direction générale au sujet des programmes d'action et des modifications éventuelles à y apporter, et ils désignent, à leur tour, des représentants à un Conseil national consultatif des Indiens.

Au cours de 1966, les fonctions remplies auparavant par le directeur régional du district du Mackenzie, à l'exception des tâches non attribuées, ont été confiées à la Direction des régions septentrionales. Le directeur de cette région joue aussi un rôle consultatif et de liaison avec la Direction des régions septentrionales.

Le personnel extérieur de la Direction des régions septentrionales relève soit de l'administrateur du Mackenzie, dont les bureaux se trouvent à Fort Smith (T.N.-O.), soit de l'administrateur de l'Arctique, dont les bureaux se trouvent à Ottawa. L'administrateur du Mackenzie dirige trois bureaux régionaux (Fort Smith, Yellowknife et Inuvik (T.N.-O.)), dont le territoire comprend au total dix zones ayant chacune à leur tête un administrateur local. L'administrateur de l'Arctique dirige, lui aussi, trois bureaux régionaux (Ottawa, Frobisher Bay (T.N.-O.) et Churchill, au Manitoba) dont le territoire comprend au total 19 zones ayant chacune à leur tête soit un administrateur local, soit un administrateur des régions septentrionales. Le bureau de l'administrateur régional du Nouveau-Québec est situé à Ottawa. Aussi, la Direction a des services extérieurs disséminés dans un immense territoire comprenant de petites localités fort éloignées les unes des autres.

Le *Service canadien de la faune* est chargé de toutes les fonctions fédérales relative à la faune, sauf en ce qui touche à la conservation de la faune dans les parcs nationaux. Ces fonctions comprennent les recherches au sujet des oiseaux faisant l'objet de la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* conclue en 1916 avec les États-Unis, ainsi que la conservation de ces oiseaux, les recherches et les services consultatifs relatifs à la faune des parcs nationaux, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Le service canadien de la faune aide aussi à l'aménagement des ressources fauniques qui relèvent des provinces, par l'intermédiaire de ses services de recherche qui diffusent des renseignements au sujet de la faune, et aussi en collaborant avec les provinces à la mise en oeuvre de programmes de conservation, soit sur demande, soit en vertu d'ententes. Tous les travaux du Service sont englobés dans un programme général appelé "Programme national de la faune". Ces travaux comprennent, en plus de l'administration, les fonctions relatives à la conservation des oiseaux migrateurs, à la mammalogie, à la pathologie, aux recherches sur les insecticides et à l'information. Le Service s'occupe de 106 refuges d'oiseaux migrateurs repartis dans tout le pays.

Les bureaux extérieurs du Service sont situés à Edmonton (Alberta) pour la région de l'Ouest, et à Ottawa (Ontario) pour la région de l'Est. Ils sont sous la direction de surintendants.

Le *Bureau des ressources et du développement économique* est formé de deux divisions distinctes mais étroitement apparentées: la Division consultative en matière d'économie et la Division de la gestion des ressources, auxquelles se rattache la Division des services administratifs. La Division de la gestion des ressources compte des bureaux de registraires miniers à Whitehorse, Dawson, Mayo et Watson Lake, au Yukon, ainsi qu'à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, de même que le bureau de l'ingénieur en conservation des ressources pétrolières à Calgary (Alberta) et un bureau auxiliaire de la Section de l'aménagement des terres à Edmonton (Alberta), chargé de mettre en oeuvre un programme consistant à acheter aux cultivateurs de l'Ouest les droits aux habitats d'oiseaux aquatiques situés dans les propriétés de ces derniers.

Principales lois dont l'application relève du ministère

1. Loi sur le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales (S.C. 1953-1954, c. 4)
2. Loi sur les titres de biens-fonds (S.R.C. 1952, c. 162)
3. III^e Partie de la Loi sur l'arpentage des terres du Canada (S.R., c. 26)
4. Loi sur les Territoires du Nord-Ouest (S.R.C. 1952, c. 331)
5. Loi sur le Yukon (S.C. 1952-1953, c. 53)
6. Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon (S.R.C. 1952, c. 300)
7. Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon (S.R.C. 1952, c. 301)

8. Loi sur les terres territoriales (S.R.C. 1952, c. 263)
9. Loi sur les concessions de terres publiques (S.R.C. 1952, c. 224)
10. Loi sur les graines de semence (S.R.C. 1927, c. 87)
Loi des cautions des graines de semence (S.R.C. 1927, c. 88)
11. Le remboursement des cautionnements (Loi sur les ressources naturelles – S.C. 1932, c. 35)
12. Loi sur les parcs nationaux (S.R.C. 1952, c. 189)
13. Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec (S.C. 1908, c. 57; S.C. 1909, c. 58; S.C. 1911, c. 5; S.C. 1914, c. 46)
14. Loi sur l'exportation du gibier (S.R.C. 1952, c. 128)
15. Loi sur les lieux et monuments historiques (1952–1953, c. 39)
16. Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (S.R.C. 1952, c. 179)
17. Loi sur la semaine de la conservation de la faune (S.R.C. 1952, c. 192)
18. Loi réglant certaines questions relatives aux terres des réserves indiennes, surgies entre les gouvernements du Canada et de l'Ontario (S.C. 1924, c. 48)
19. Loi sur la réserve indienne de St. Regis (S.C. 1927, c. 37)
20. Loi sur la réserve indienne de Caughnawaga (S.C. 1934, c. 29)
21. Loi sur les ressources minérales des réserves indiennes de la Colombie-Britannique (S.C. 1943-1944, c. 19)
22. Loi sur les Indiens (S.R.C. 1952, c. 149)
23. Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien (S.R.C. 1952, c. 196)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien répond aussi devant le Parlement des organismes suivants:

- le Conseil des Territoires du Nord-Ouest
- le Conseil du Yukon
- la Commission des lieux et monuments historiques du Canada
- la Commission des champs de bataille nationaux
- Northern Transportation Company

LA SOCIÉTÉ DE LA COURONNE «NORTHERN ONTARIO PIPE LINE»

a/s Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Jean-Luc Pépin, C.P., député
Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Conseil d'administration

J.H. Warren

H.R. Balls

V. J. Macklin

D. Harwey

L. E. Smith

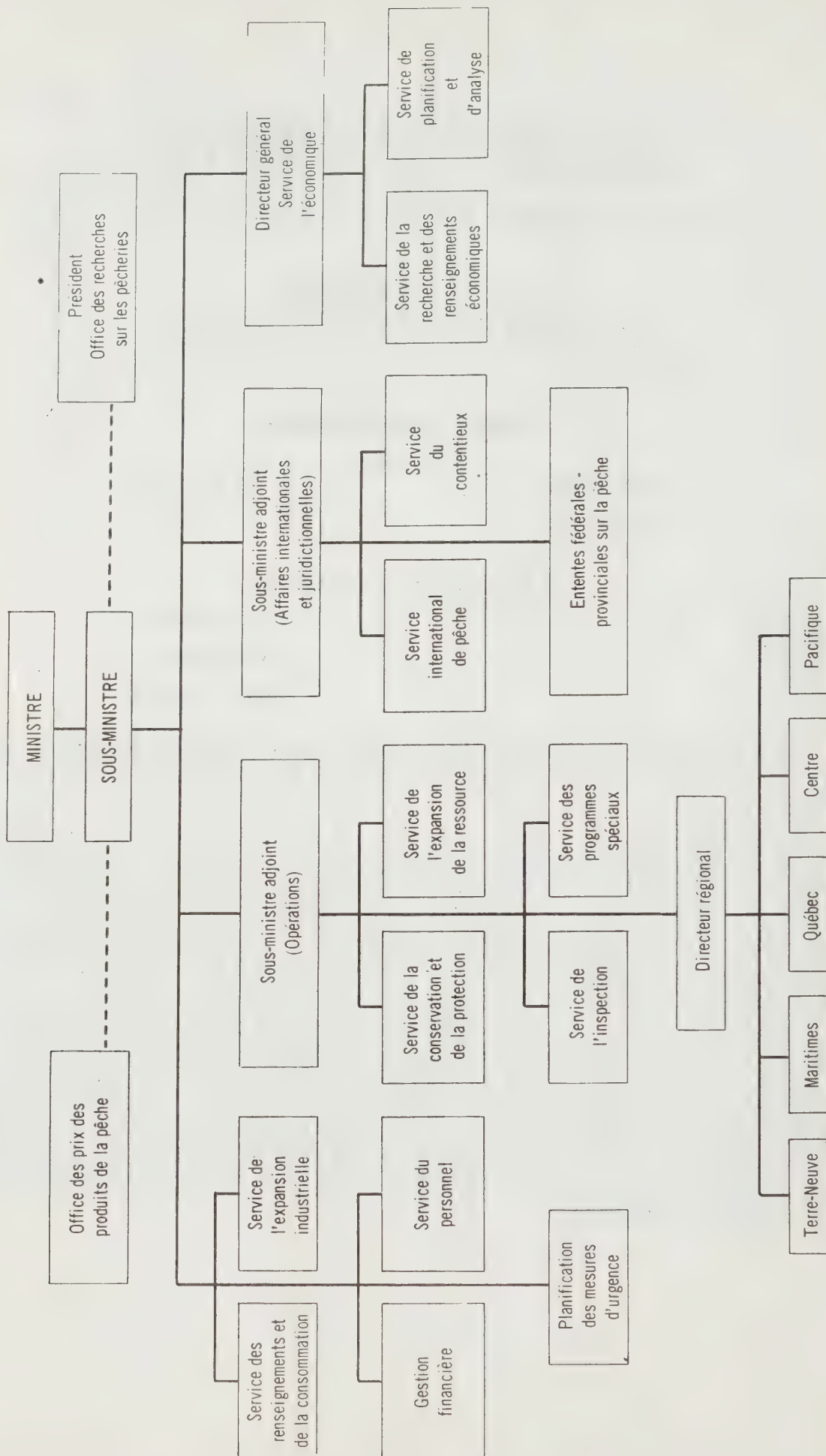
Fonctionnaires supérieurs

Président.....	J. H. Warren
Trésorier.....	N. Tokaryk
Secrétaire.....	W. J. Mulock

La Société de la Couronne *Northern Ontario Pipe Line* a été établie aux termes de la *Loi sur la société de la Couronne «Northern Ontario Pipe Lines»* (chapitre 10 des S.C. 1956).

La Société a été établie aux fins suivantes: a) l'acquisition de biens immeubles ou réels et de biens meubles ou personnels en vue de la construction, de l'entretien et de l'exploitation de la section de l'Ontario septentrional, ainsi que la construction, l'entretien et l'exploitation de ladite section d'un pipe-line de gaz naturel; b) la location à bail, avec faculté d'achat, de la section de l'Ontario septentrional à la *Trans-Canada Pipe Lines Limited*, ainsi que l'exécution d'un tel bail, y compris l'aliénation, par la Société, de la section de l'Ontario septentrional en conformité de ladite faculté d'achat; et c) l'accomplissement de toutes autres opérations ou choses que le gouverneur en conseil peut juger nécessaires à l'exécution de tout accord ou arrangement, conclu avant ou après l'entrée en vigueur de la loi, entre le gouvernement du Canada et celui de l'Ontario ou le gouvernement du Canada et la *Trans-Canada Pipe Lines Limited*, en ce qui concerne le financement, la construction, la location, l'exploitation, l'entretien, l'amélioration et l'aliénation de la section de l'Ontario septentrional. Le 29 mai 1963, la *Trans-Canada Pipe Lines Limited* a exercé son droit d'acheter la section de l'Ontario septentrional du pipe-line.

MINISTÈRE DES PÊCHERIES



LE MINISTÈRE DES PÊCHERIES

Édifice Sir Charles Tupper, Ottawa

Ministre

L'honorable H.-J. Robichaud, C.P., député,
ministre des Pêcheries

Secrétaire parlementaire.....	Charles R. M. Granger, député
Adjoint exécutif.....	J.-Roger Roy
Secrétaire particulier.....	M ^{lle} M.A.C. Armitage

Fonctionnaires Supérieurs

Sous-ministre.....	A.W.H. Needler, D.Ph.
Sous-ministre adjoint (Affaires internationales et juridictionnelles).....	S.V. Ozere
Sous-ministre adjoint (Opérations).....	R.R. Logie, D.Ph.
Directeur général des Services de l'Économie	
Office des recherches sur les pêcheries du Canada, président.....	F.R. Hayes, D.Ph.
Office des prix des produits de la pêche, président.....	J.N. Lewis

Bureaux des directeurs régionaux

Région	Siège administratif
Terre-Neuve.....	Saint-Jean (T.-N.)
Maritimes.....	Halifax (N.-É.)
Québec.....	Québec (P.Q.)
Centre.....	Winnipeg (Man.)
Pacifique.....	Vancouver (C.-B.)

Le ministère des Pêcheries a été établi en premier lieu sous l'autorité d'un ministre des Pêcheries le 1^{er} juillet 1930, en conformité de la *Loi sur le ministère des Pêcheries* (chap. 21 des S.C. 1930) devenue la *Loi sur le ministère des Pêcheries* (chap. 69 des S.R.C. 1952). Auparavant, soit de 1867 à 1930, les fonctions du Ministère reposaient sur l'autorité du ministre de la Marine et des Pêcheries, qui fut aussi ministre du Service naval durant la première guerre mondiale.

Les travaux du Ministère comportent la conversation et l'expansion des pêches en conformité des règlements de pêche, l'exploitation d'établissements de pisciculture, l'aménagement et l'amélioration des cours d'eau de frai, et la répression des nuisibles; l'inspection des produits du poisson pour le contrôle de la qualité et l'encouragement à l'expansion industrielle; l'application des mesures les plus susceptibles de favoriser l'utilisation des produits de la pêche et de donner au public une juste idée des ressources et de l'industrie de la pêche.

L'organisation du Ministère se divise en un certain nombre de services dont les fonctions sont résumées ci-dessous:

SERVICE DE LA CONSERVATION ET DE LA PROTECTION:

Le Service de conservation et de protection est chargé de la conservation des stocks de poissons, mollusques, crustacés et mammifères marins par l'établissement de règlements et la mise en vigueur de ces règlements.

SERVICES DE L'ÉCONOMIQUE:

Les Services de l'économie poursuivent des recherches sur tous les aspects de la pêche et fournissent des renseignements sur les marchés ainsi que d'autres données économiques à l'industrie de la pêche, au gouvernement et au public en général. Ce travail suppose l'emploi de méthodes statistiques appropriées.

DIRECTION DE LA PLANIFICATION DES MESURES D'URGENCE:

Cette Direction doit adopter des lignes de conduite et des méthodes à suivre en cas d'urgence résultant de la guerre ou de désastres survenus en temps de paix, dans le cadre des concepts nationaux, de ceux de l'OTAN et de nos alliés, et former un personnel compétent pour la mise en oeuvre de ces méthodes.

ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES SUR LA PÊCHE:

Le directeur coordonne l'examen estimatif des propositions et des recommandations ayant trait à la gestion de la ressource, dirige la préparation de rapports et d'études, organise les réunions fédérales-provinciales, coordonne le travail des sous-comités et fait rapport sur les programmes et les projets.

SERVICE DE GESTION FINANCIÈRE:

Le Service de gestion financière est chargé de toutes les fonctions financières qui incombent au Ministère, du contrôle de l'inventaire, des achats et des contrats, de l'administration des archives et des services de bibliothèque. Il agit aussi à titre consultatif auprès du Ministère et de l'Office des recherches sur les pêcheries du Canada relativement à divers aspects de la gestion se rattachant à l'organisation, l'informatique, l'étude des imprimés et la mesure du travail.

SERVICE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE:

Le Service d'expansion industrielle du Ministère entreprend des opérations de pêche d'exploration, introduit de nouvelles méthodes et fait la démonstration de techniques plus efficaces de repérage, de capture et de traitement du poisson. Plusieurs de ces entreprises se poursuivent avec la coopération d'autres agences du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et de l'industrie de la pêche.

SERVICE DES RENSEIGNEMENTS ET DE LA CONSOMMATION:

Le Service des renseignements et de la consommation veille à renseigner le public sur toute l'activité du Ministère et des Offices qui en dépendent. Il accomplit aussi diverses tâches visant à accroître la consommation du poisson.

SERVICE DE L'INSPECTION:

Le Service d'inspection est chargée de l'inspection des produits de la pêche destinés aux marchés domestiques et étrangers ainsi que de la recherche relative aux problèmes de traitement et de distribution.

SERVICE INTERNATIONAL DE PÊCHE:

Le Service international de pêche est chargé de la mise au point de l'exécution de lignes de conduite administratives se rattachant d'une manière générale aux questions de pêche internationale et, plus particulièrement, à la coordination de l'activité du Ministère en rapport avec les commissions internationales de pêche et autres agences internationales de pêche. Les commissions qui intéressent le Ministère sont les suivantes:

- la Commission du phoque à fourrure du Pacifique nord
- la Commission internationale de la chasse à la baleine
- la Commission internationale des pêches du Pacifique nord
- la Commission internationale des pêches de saumon du Pacifique
- la Commission internationale du flétan du Pacifique
- la Commission internationale des pêches du nord-ouest de l'Atlantique

SERVICE DU CONTENTIEUX:

Les fonctions du Service du contentieux sont de donner des conseils sur les questions de droit découlant de l'application des diverses lois dont le Ministère est chargé, de préparer les documents juridiques, la législation et les règlements et, d'une manière générale, d'agir à titre consultatif auprès du Ministère et des Offices qui s'y rattachent dans tous les secteurs qui peuvent exiger ce service.

SERVICE DU PERSONNEL:

Le Service du personnel est chargé de formuler, de promulguer et de mettre en oeuvre les lignes de conduite, les pratiques et les méthodes du Ministère dans le domaine de l'administration du personnel.

SERVICE D'EXPANSION DE LA RESSOURCE:

Le Service d'expansion de la ressource poursuit des recherches appliquées et met en oeuvre des mesures pour l'amélioration du milieu ainsi que d'autres techniques visant à perpétuer et à accroître les stocks de poissons, de mollusques et de crustacés qui ont de la valeur aux fins commerciales et récréatives dans les régions côtières et dans certaines régions intérieures désignées du Canada.

SERVICE DES PROGRAMMES SPÉCIAUX:

Le Plan d'indemnités aux pêcheurs a été conçu pour répondre au besoin que les petits pêcheurs éprouvaient depuis longtemps de se protéger contre la perte de leurs barques de pêche, de leurs casiers à homards, de leurs engins de pêche fixes et de leurs installations à terre ou contre les avaries occasionnées par les tempêtes et autres causes. Ce régime est administré par le directeur des Programmes spéciaux.

OFFICE DES RECHERCHES SUR LES PÊCHERIES DU CANADA:

L'Office des recherches sur les pêcheries du Canada, comme on l'appelle maintenant, fonctionne sous l'autorité du ministre des Pêcheries en vertu de la *Loi du Conseil de recherches sur les pêcheries* (chapitre 31 des S.C. 1937), devenue depuis la *Loi sur le Conseil de recherches sur les pêcheries* (chapitre 121, modifié, des S.R.C. 1952). Par suite de législation antérieure, l'histoire de l'Office remonte à 1898.

L'Office des recherches sur les pêcheries se compose d'un président à service continu, nommé par le gouverneur en conseil, et d'au plus dix-huit membres honoraires, dont un représente le ministère fédéral des Pêcheries et les autres

diverses universités et l'industrie de la pêche. Le rôle de l'Office consiste à poursuivre des recherches fondamentales et appliquées essentielles à la sauvegarde et à la mise en valeur des pêches maritimes et continentales du Canada. A cette fin, l'Office dispose de laboratoires installés à des endroits stratégiques par tout le Canada, de stations saisonnières sur les lieux dans les régions reculées et d'une flotille croissante de navires de recherche. Le bureau du président et la Division de la publication qui fait paraître le "*Journal of the Fisheries Research Board of Canada*" et autres ouvrages scientifiques sont à Ottawa.

OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE:

L'Office des prix des produits de la pêche a été constitué sous le régime de la *Loi de 1944 sur le soutien des prix des produits de la pêche* (chap. 42 des S.C. 1944-1945), devenue la *Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche* (chap. 120 des S.R.C. 1952). Composé d'au plus six membres (y compris un président et un vice-président), l'Office doit s'efforcer d'assurer aux pêcheurs un revenu suffisant et stable et d'établir un rapport équitable entre les revenus de la pêche et ceux qui proviennent d'autres emplois.

En plus du ministre des Pêcheries, le Ministre rend compte au Parlement de l'administration des agences suivantes:

L'Office des prix des produits de la pêche

L'Office des recherches sur les pêcheries du Canada

Les Commissions internationales de pêche

Le ministre des Pêcheries est aussi chargé d'appliquer les lois suivantes mentionnées dans l'Annexe (modifié) à la *Loi sur le ministère des Pêcheries*:

Loi sur la protection des pêcheries côtières (chap. 15 des S.C. 1952-1953)

Loi sur les pêches maritimes (chap. 61 des S.R.C. 1952)

Loi sur les pêcheries (chap. 119 des S.R.C. 1952, modifiée par le chap. 23 des S.C. 1960-1961)

Loi sur le développement de la pêche (chap. 18 des S.C. 1966)

Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche (chap. 120 des S.R.C. 1952)

Loi sur le conseil de recherche sur les pêcheries (chap. 121, modifiée, S.R.C. 1952)

Loi sur l'inspection du poisson (chap. 118 des S.R.C. 1952)

Loi sur la convention relative aux pêcheries des Grands lacs (chap. 24 S.C. 1955)

Loi sur les viandes et conserves alimentaires (chap. 177 des S.R.C. 1952) dans la mesure où elle a trait à la mise en conserve du poisson, des mollusques et des crustacés.

Loi sur la convention relative à la pêche du flétan dans le Pacifique septentrional (chap. 43 des S.C. 1952-1953)

Loi sur la convention concernant les pêcheries du Pacifique nord (chap. 44 des S.C. 1952-1953)

Loi sur la convention pour les pêcheries du nord-ouest de l'Atlantique (chap. 18 des S.C. 1953-1954)

Loi sur la convention relative aux phoques à fourrure du Pacifique (chap. 31 des S.C. 1957)

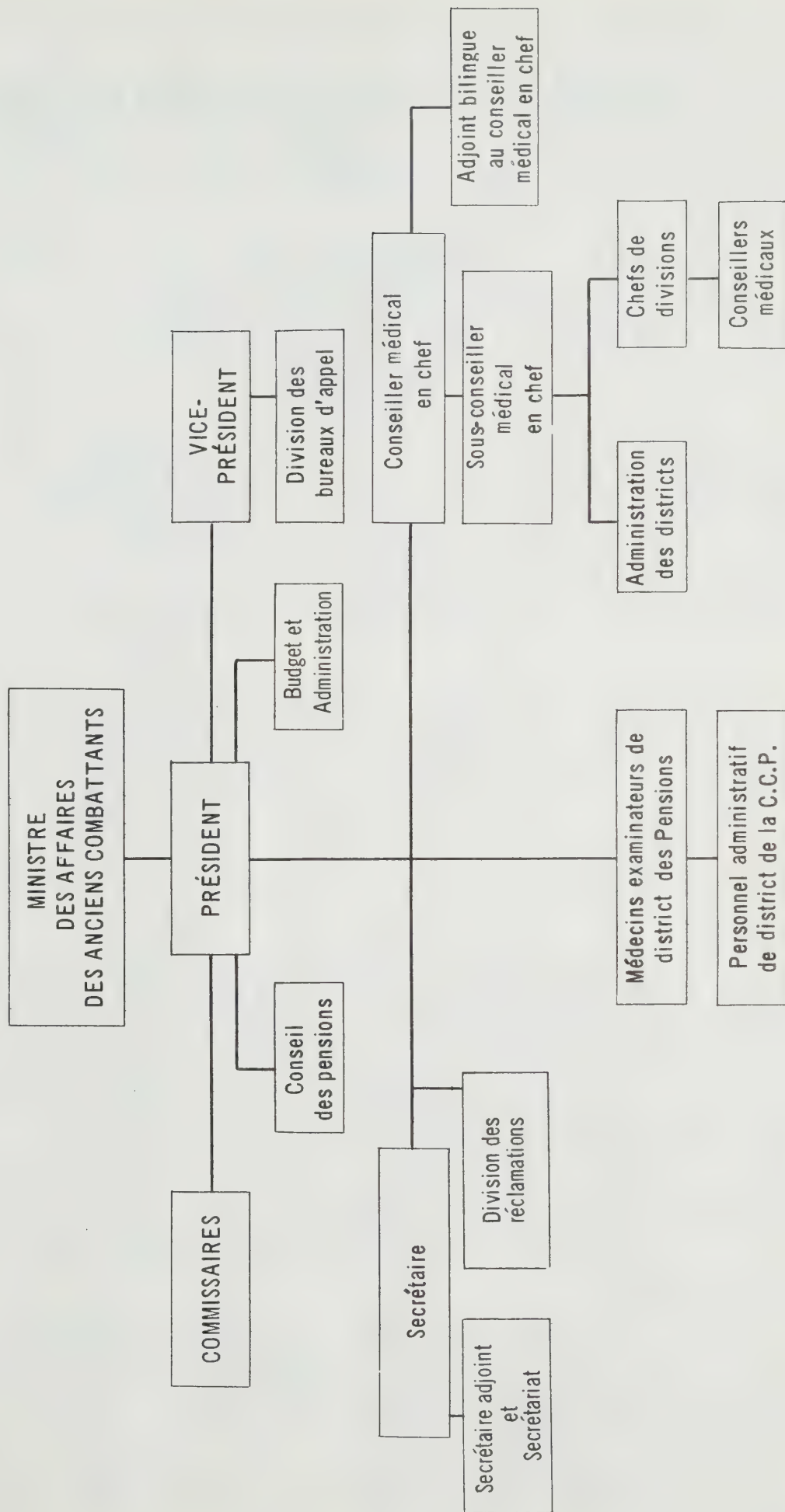
Loi sur la convention relative aux pêcheries de saumon du Pacifique (chap. 11 des S.C. 1957)

Loi sur la convention concernant la chasse à la baleine (chap. 293 S.R.C. 1952)

Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche (chap. 22 des S.C. 1964)

Loi sur l'Office du poisson de conserve (chap. 244 des S.R.C. 1952)

LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS



LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS

Édifice des Affaires des anciens combattants, angle Lyon et Wellington,
Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Roger Teillet, C.P., député,
ministre des Affaires des anciens combattants

Commissaires

Président.....	T. D. Anderson
Vice-président	J.M. Forman,
Commissaires.....	J.-R. Painchaud, S.G. Mooney, Dr. U. Blier, D.G. Decker, W.T. Nixon, W. D. Flatt, W.P. Power, W.A. Gilmour, J.M. Cameron Dr J.G. Fyfe Dr J.L. Thompson Dr L.W. Brown R. Jutras J.G. Bisson

C'est en 1916 que fut établie la Commission des pensions du Canada, qui précéda la Commission canadienne des pensions. C'était le premier organisme institué pour s'occuper uniquement des pensions de guerre. Auparavant, le versement et l'administration des pensions accordées pour service de guerre dans les forces armées du Canada relevaient de la Commission des pensions et des réclamations, au ministère de la Défense nationale. Les dispositions de la *Loi des pensions* (chapitre 43 des S.C. 1919), devenue la *Loi sur les pensions* (chapitre 207, modifié, des S.R.C. 1952), prévoyaient la création d'une Commission des pensions du Canada formée de trois membres nommés par le Gouverneur en conseil et dont l'un aurait le titre de président. Cette commission était investie de l'autorité et des pouvoirs exclusifs voulus pour juger les réclamations et attribuer des pensions dans les cas d'invalidité ou de décès résultant du service militaire.

Une modification apportée à la loi en 1933 abolissait la Commission des pensions du Canada et créait la Commission canadienne des pensions, formée de huit à douze membres, dont un président, nommés par le Gouverneur en conseil. Cette Commission était revêtue de pouvoirs et chargée de fonctions analogues à celles qu'avait exercées la Commission des pensions du Canada.

En vertu de modifications subséquentes, le nombre des membres de la Commission était augmenté d'au plus cinq commissaires *ad hoc*, choisis pour des périodes ne devant pas dépasser un an, et l'un des commissaires était nommé à la vice-présidence.

La Commission possède un pouvoir illimité, une pleine autorité et la juridiction exclusive pour étudier et juger toutes questions concernant l'attribution, l'augmentation, la diminution, la suspension ou l'annulation de toute pension prévue par la *Loi sur les pensions*, relativement à une invalidité ou à un décès survenus pendant le service militaire dans les forces armées du Canada depuis le début de la première guerre mondiale ou imputable à un tel service, et pour recouvrer tout plus-payé s'il en est. En outre, en vertu de l'autorité spéciale qui lui est conférée par la *Loi sur les pensions*, elle étudie les demandes de supplément pour assimiler aux taux canadiens, les pensions accordées aux Canadiens que l'on pouvait considérer comme résidant légalement au Canada au moment où a éclaté la première ou la seconde guerre mondiale, qui ont servi dans les forces impériales ou alliées pendant la première ou la seconde guerre mondiale et à qui les gouvernements des pays intéressés versent des pensions. Elle étudie aussi des demandes de pensions aux taux du Canada, présentées en vertu de la *Loi sur les pensions*, faites par des Canadiens dont les demandes ont été rejetées par le gouvernement du pays dans les forces duquel ils ont servi.

Les fonctions de la Commission n'ont pas changé depuis 1933, mais sa tâche s'est accrue. En plus de l'application de la *Loi sur les pensions*, elle est aussi chargée de celle des parties I à X de la *Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils* (chapitre 51 modifié des S.R.C. 1952), qui assure une pension à certains groupes de personnes qui ont accompli un service spécial pendant la seconde guerre mondiale, y compris les matelots de la marine marchande, le personnel des services auxiliaires, les membres du Corps des pompiers volontaires qui ont servi au Royaume-Uni, les agents spéciaux de la Gendarmerie royale du Canada, les membres de services d'assistance outre-mer et autres.

Entre autres fonctions nouvelles, la Commission doit aussi attribuer et verser les indemnités en espèces qui accompagnent certaines décorations décernées pour bravoure, à des membres des forces armées du Canada; juger les demandes de pension présentées par des membres de la Gendarmerie royale du Canada en raison d'une blessure ou d'une maladie; exprimer des avis en vertu de la *Loi sur les pensions des services de défense* (chapitre 63, modifié, des S.R.C. 1952); étudier les réclamations présentées aux termes de la *Loi sur les prestations de service de guerre destinées aux agents spéciaux* (chapitre 256 des S.R.C. 1952) et accorder des suppléments aux pensions versées en vertu de la *Loi sur le Corps féminin de la Marine royale et le South African Military Nursing Service* (Service sud-africain d'infirmières militaires) (Prestations) (chapitre 297 des S.R.C. 1952); étudier les réclamations présentées en vertu de l'Ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État et d'après le règlement établi en vertu du Décret sur le paiement d'indemnités dans les cas d'accidents d'aviation; enfin, administrer en fidéicommiss certains fonds qu'elle détient à titre de dons et qui servent à soulager les cas d'urgence et les cas de détresse.

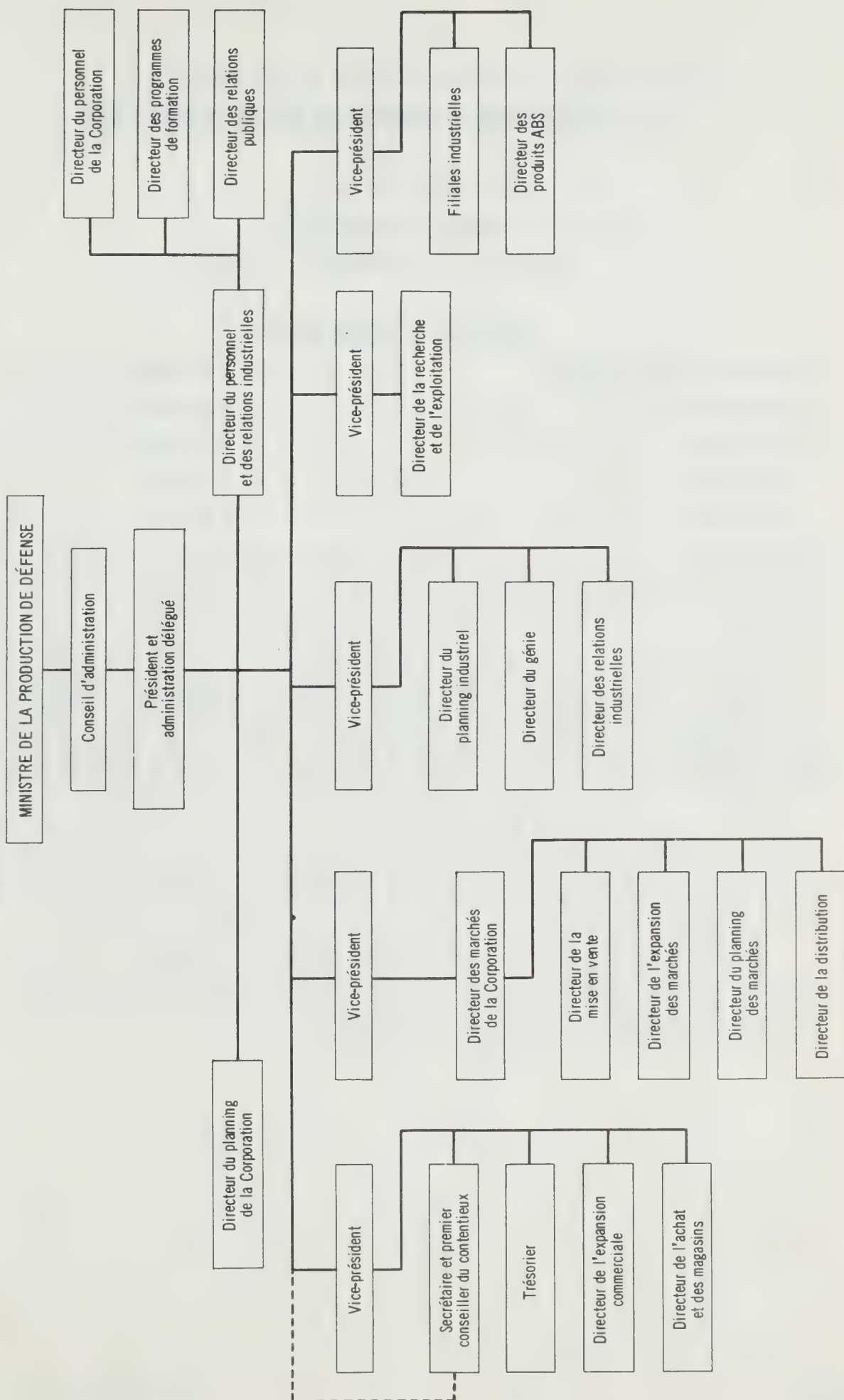
Outre le président, le vice-président et les commissaires, le bureau central comprend trois divisions principales: le Secrétariat, la Division des réclamations et le Bureau consultatif médical, qui relèvent directement du président. Les bureaux d'appel de la Commission, se composant chacun de trois membres, voyagent d'un littoral à l'autre au Canada et tiennent des séances en des endroits appropriés.

Des bureaux de district de la Commission, sous la direction d'un médecin examinateur senior des pensions, sont situés dans les principales villes du Canada. Les fonctionnaires de ces bureaux traitent directement avec le requérant ou le pensionné, pratiquent les examens médicaux aux fins de la pension, évaluent provisoirement l'origine de l'invalidité et transmettent cette évaluation à l'approbation du bureau central; ils s'occupent aussi des questions relatives aux pensions de personnes à charge, soumettent des rapports et des recommandations au bureau central pour étude, et s'occupent des nouvelles réclamations, ainsi que des questions ayant trait aux pensions en général.

Des bureaux de district sont maintenus aux adresses suivantes:

Pavillon des anciens combattants, Hôpital général, Saint-Jean (T.-N.)
Hôpital Camp Hill, Halifax (N.-É.)
Édifice Dominion, angle des rues Queen et Richmond, Charlottetown (Î. P.-É.)
Hôpital Lancaster, Saint-Jean (N.-B.)
Hôpital Ste-Foy, 2705, boulevard Laurier, Ste-Foy, Québec 10 (Qué.)
4545, chemin de la Reine Marie, Montréal 26 (Qué.)
Centre médical de la Défense nationale, Bureau M-129, promenade d'Alta Vista, Ottawa (Ont.)
Nouvel édifice fédéral, rue Clarence, Kingston (Ont.)
Hôpital Sunnybrook, Toronto 12 (Ont.)
Édifice fédéral, angle des rues Ferguson et Worthington, North Bay (Ont.)
Édifice du Revenu national, angle des rues Principale et Caroline, Hamilton (Ont.)
Hôpital Westminster, Aile « A », London (Ont.)
Hôpital Deer Lodge, Winnipeg (Man.)
Édifice Motherwell, avenue Victoria et rue Rose, Regina (Sask.)
507, Édifice fédéral, Saskatoon (Sask.)
Hôpital Colonel-Belcher, Calgary (Alb.)
Pavillon Colonel-Mewburn, Hôpital de l'Université d'Alberta, Edmonton (Alb.)
Hôpital Shaughnessy, Vancouver 9 (C.-B.)
Édifice Belmont, Victoria (C.-B.)

LA POLYMER CORPORATION LIMITED



LA POLYMER CORPORATION LIMITED

Sarnia (Ont.)

Ministre responsable

L'honorable C. M. Drury, C.P., député,

Principaux fonctionnaires

Président et gérant général.....	E. R. Rowzee
Vice-président.....	E. J. Buckler
Vice-président.....	L. D. Dougan
Vice-président.....	R. E. Hatch
Vice-président.....	I. C. Rush
Vice-président.....	S. Wilk
Secrétaire et chef du contentieux.....	W. J. Dyke
Trésorier.....	G. Bracewell

La *Polymer Corporation Limited* a été constituée en compagnie de la Couronne en 1942 en vertu de la Partie I de la *Loi de 1934 sur les compagnies* (chapitre 33 des S.C. 1934), devenue la *Loi sur les compagnies* (chapitre 53 des S.R.C. 1952) à la demande du ministre des Munitions et Approvisionnements agissant sous l'autorité de la *Loi sur le ministère des Munitions et Approvisionnements* (chapitre 3 des S.C. 1939 (2^e session)).

Le bureau chef de la Société est situé à Sarnia (Ont.). L'usine de Sarnia fabrique une grande variété de caoutchouc synthétique et de produits intermédiaires et connexes, ainsi que les résines ABS. Elle fournit la majeure partie du caoutchouc synthétique utilisé dans l'industrie canadienne. Le reste, approximativement les deux tiers de la production de Sarnia, est vendu à l'étranger dans 65 pays.

Kayson Plastics and Chemicals Limited dirige une entreprise à Preston, en Ontario, pour la fabrication d'articles en polystyrène et matières assimilées. Une usine de butyl et des usines de caoutchouc pour usage général et spécialisés sont respectivement situées en Belgique et en France.

LE CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

Édifice Humson, 180, rue Elgin, Ottawa 4

Ministre responsable

L'honorable Paul Hellyer, C.P., député,
ministre des Transports

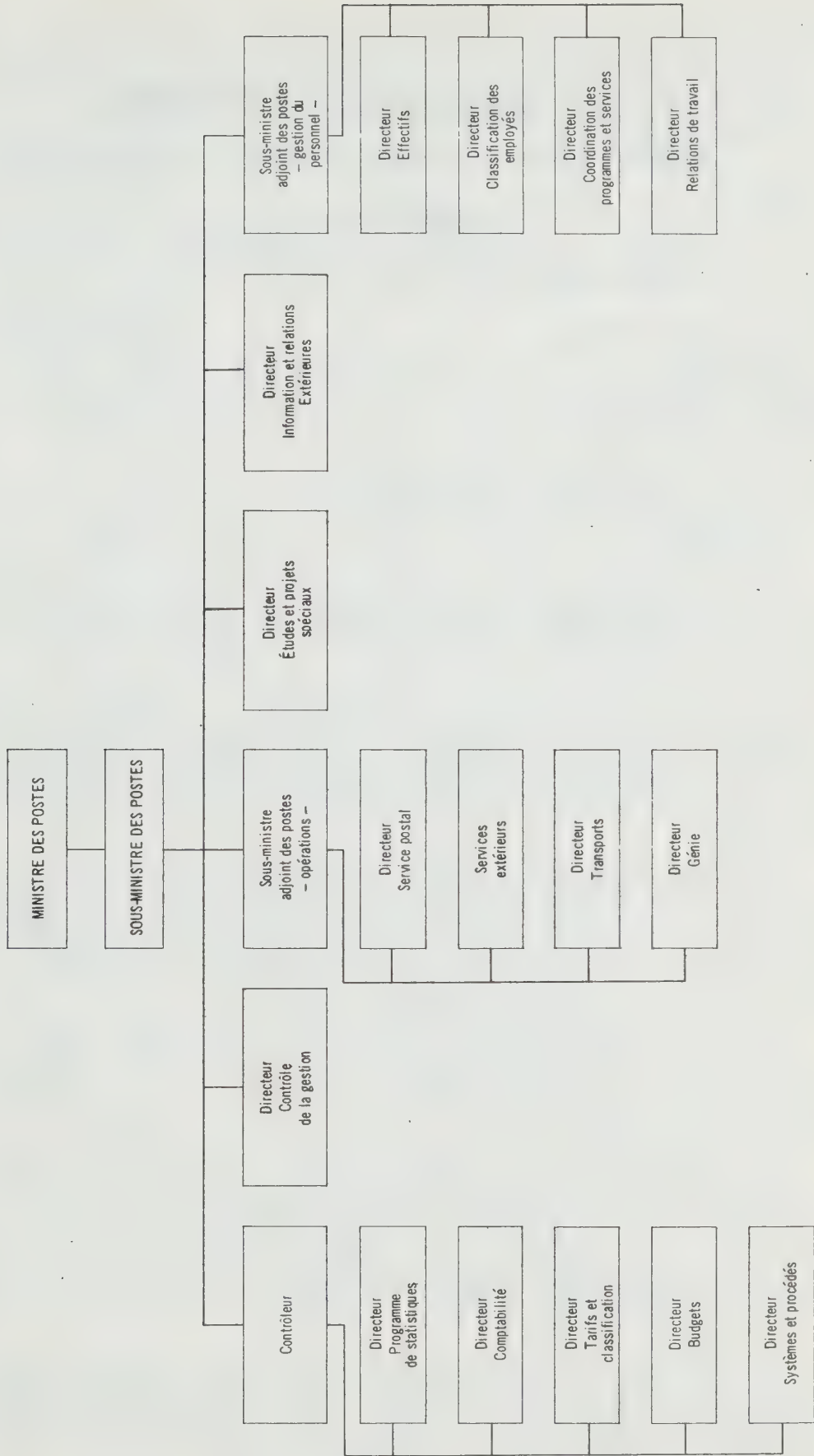
Membres du Conseil

Président.....	H. A. Mann
Vice-président.....	L.-R. Talbot
Membre.....	E. J. Alton
Membre.....	J. E. Lloyd
Secrétaire	Roger Saint-Jean

Le Conseil des ports nationaux, créé sous le régime de la *Loi sur le Conseil des ports nationaux*, 1936 (chapitre 42 des S.C. 1936), devenue la *Loi sur le Conseil des ports nationaux* (chapitre 187 des S.R.C. 1952, modifié), exerce sa compétence sur les ports suivants: St. John's (T.-N.); Halifax (N.-É.); Saint-Jean (N.-B.); Chicoutimi, Québec, Trois-Rivières et Montréal (P.Q.); Churchill (Man.) et Vancouver (C.-B.), et sur les élévateurs à grain de l'État situés à Prescott et Port Colborne (Ont.). Avant la création du Conseil, une commission locale régissait chaque port national.

Le Conseil a son siège à Ottawa et visite régulièrement chacune des installations soumises à sa gestion. Dans chaque port un fonctionnaire local, le gérant du port, rend compte au Conseil de l'exploitation du port. Un gérant des élévateurs rend compte au Conseil et est responsable de la gestion des élévateurs.

MINISTÈRE DES POSTES



LE MINISTÈRE DES POSTES

Édifice sir Alexander Campbell Promenade Riverside, Ottawa

Ministre des Postes

L'Honorable Joseph-Julien-Jean-Pierre Côté, C.P., député

Secrétaire particulière	Mme G. Leblanc
Adjoint spécial	A. Cyr
Adjoint spécial	O. Benoit
Sous-ministre des Postes.....	W.H. Wilson
Sous-ministre adjoint des Postes-Exploitation.....	C. Dazé
Sous-ministre adjoint des Postes-Gestion du personnel	P. Faguy

Le ministère des Postes a été établi par *la Loi des postes de 1867* (chapitre 10 des S.C. 1867-1868), aujourd'hui *la Loi sur les postes* (chapitre 212, modifié, des S.R.C., 1952).

Douze directions se partagent l'activité du Ministère: Comptabilité, Budgets, Génie, Contrôle de la gestion, Classification des employés, Coordination des programmes, Effectifs, Relations de travail, Études et Projets spéciaux, Tarifs et Classification, Service postal et Transports, auxquelles s'ajoutent trois services: Information et Relations extérieures, Programmes statistiques, et Systèmes et Procédés.

La direction de la Comptabilité assume la responsabilité de la comptabilisation centrale des bureaux de poste à commission et des déboursés prélevés sur les recettes, du système de comptabilisation des recettes locales et de la vérification financière; du fonctionnement d'un centre des données; de l'administration du système des mandats et de la Caisse d'épargne et de la distribution, de la régie des timbres et autres valeurs postales.

La direction des Budgets assume la responsabilité du système de régie budgétaire interne au sein du Ministère, de la préparation du budget du Ministère qui doit être soumis au Parlement; et de l'achat et l'entreposage des approvisionnements et du matériel.

La direction du Génie s'occupe d'établir les plans des systèmes mécaniques de traitement du courrier et voit à trouver, soit en les créant, soit en faisant l'acquisition, à installer, à entretenir et à modifier toutes les installations mécaniques utilisées pour le transport et le traitement du courrier. Il lui incombe aussi de fournir le matériel postal ordinaire, par l'étude, la mise au point, l'expérimentation et l'acquisition d'articles de toutes sortes.

La direction du Contrôle de la gestion établit et applique un système selon lequel toutes les modalités de la gestion du Ministère sont périodiquement examinées pour assurer l'administration efficace du service postal. Cette direction maintient un service d'enquêtes sur les irrégularités majeures du service postal, et elle s'occupe de procurer un service du contentieux.

La direction de la Classification des employés élabore et dirige le programme de la classification des emplois du Ministère, et donne des avis et des conseils aux administrateurs des services d'exécution, en ce qui concerne la classification et les questions connexes de rémunération.

La direction de la Coordination des programmes et Services des employés coordonne les programmes de questions de personnel dans les bureaux de personnel des districts postaux et des grands bureaux de poste; elle dirige aussi le bureau du personnel de l'Administration centrale, et élabore, étend et coordonne les services des employés et les programmes de communications du Ministère.

La direction des Effectifs élabore et coordonne l'organisation, et la planification de la main-d'oeuvre, ainsi que les programmes touchant l'appréciation, l'inventaire, la formation, le perfectionnement et l'embauche des employés.

La direction des Relations de travail élabore et dirige le programme des relations de travail du Ministère.

La direction des Études et des Projets spéciaux élabore des prévisions à long terme et prépare des projets intégrés d'innovations pour le Ministère. Elle fournit des renseignements sur les fonctions du Ministère aux députés et autres groupes intéressés, et elle entreprend des projets spéciaux pour le sous-ministre des Postes.

La direction des Tarifs et de la Classification établit et recommande un barème convenable pour les différentes classes de courrier et de service postal; elle applique et réalise le programme de vérification des frais d'exploitation; elle représente le Ministère aux conventions et aux commissions de l'Union Postale Universelle et de l'Union Postale des Amériques et de l'Espagne; elle établit des règlements qui régissent les objets acceptables dans le courrier interne; elle interprète les règlements internationaux et applique les décisions et les barèmes postaux.

La direction du Service postal formule des règles, établit et maintient des critères et des règlements relativement à la prestation du service postal au public. Elle prête son concours aux services extérieurs pour l'application des règles, des procédés et des normes relatifs aux établissements, aux locaux et au personnel. Elle élabore et maintient des programmes de contrôle de la production et de contrôle de la qualité. Elle met au point des méthodes améliorées de traitement du courrier. Elle représente et engage le Ministère lors des réunions de fonctionnaires du ministère des Travaux publics et du Conseil du Trésor concernant des projets de construction à des fins postales. Elle prend des mesures pour fournir des locaux en dressant les plans des immeubles et en procurant ceux-ci.

La direction des Transports négocie des contrats pour le transport du courrier et établit des règlements et des systèmes pour l'administration et l'inspection des services dispensés.

La direction des Relations extérieures élabore et recommande des initiatives conçues pour obtenir la collaboration du public nécessaire à l'efficacité du service postal, et elle réalise ces initiatives lorsqu'elles sont approuvées; elle dispense des conseils professionnels aux agents des Relations extérieures dans les services d'exécution et elle se charge d'obtenir les dessins des timbres-poste.

La direction des Programmes statistiques fournit des services de mathématiques et de statistique au niveau de la gestion, à toutes les directions de l'Administration centrale.

Elle a pour but de fournir des renseignements quantitatifs à la direction, pour l'aider à prendre des décisions importantes dans les domaines des finances et de l'exploitation. Elle s'occupe aussi de l'application de sondages statistiques, d'études de marché, de recherches opérationnelles et de techniques d'extrapolation.

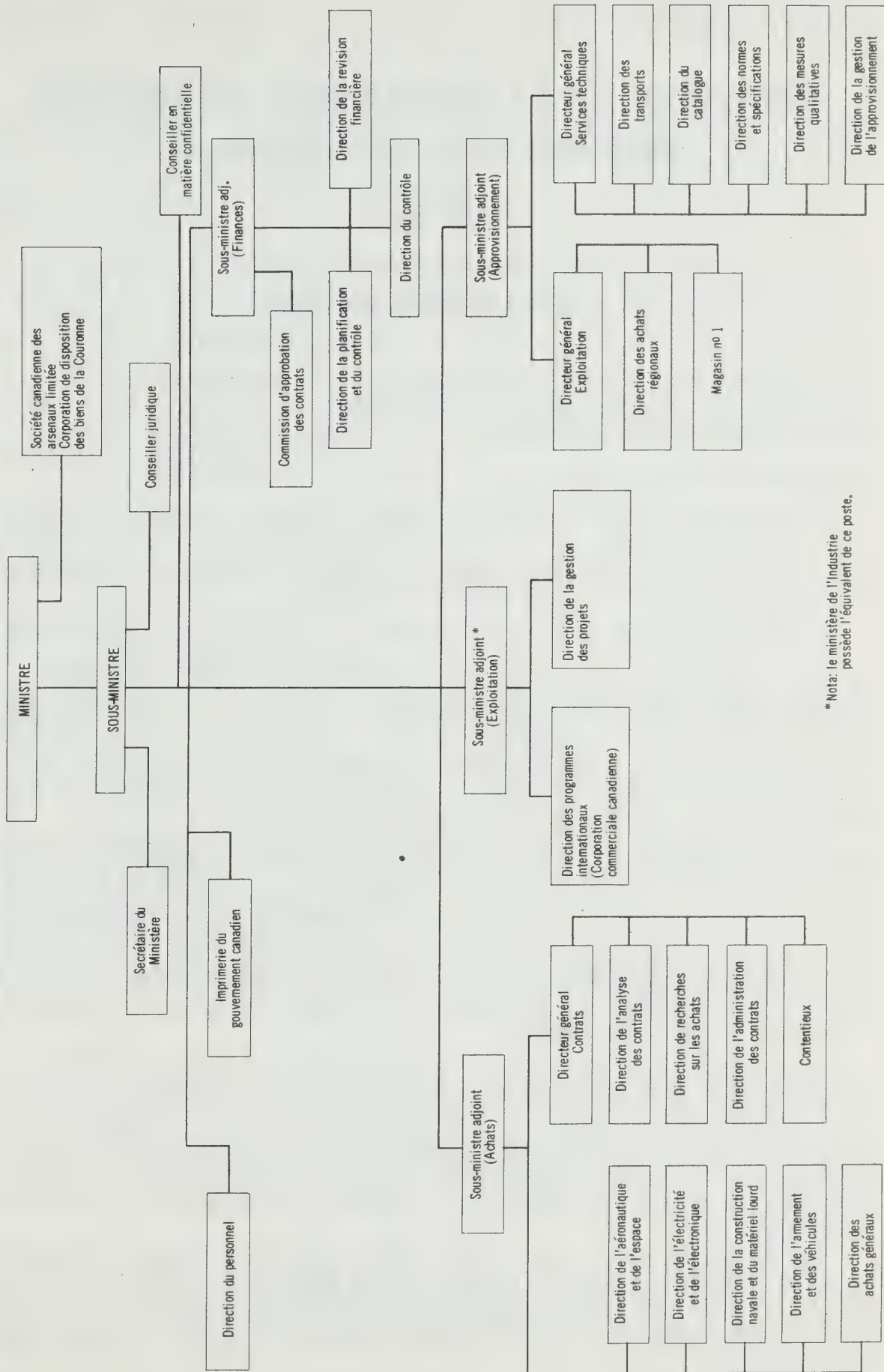
Le service des Systèmes et Procédés établit des méthodes et des programmes efficaces de traitement électronique et automatique des données, de comptabilité et de rédaction des dossiers. Il régit la conception et l'usage des formules. Il administre les services de bureau et établit et maintient les techniques d'évaluation

du travail de bureau. Enfin, il coordonne et rédige les manuels et les directives.

Le Canada compte environ 11,172 bureaux de postes, dont quelque 6,292 sont des bureaux à commission où le titulaire partage généralement son temps entre le bureau et sa propre entreprise.

Quatorze directeurs de district, chacun responsable de l'activité postale dans les limites de son district, sont situés dans les quartiers généraux suivants: St. John's (T.-N.); Halifax (N.E.); Saint John (N.-B.); Quebec (P.Q.); Montreal (P. Q.); Ottawa (Ont.); North Bay (Ont.); Toronto (Ont.); London (Ont.); Winnipeg; Saskatoon (Sask.); Edmonton (Alb.); Calgary (Alb.); Vancouver (C.B.).

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE



* Nota: le ministère de l'Industrie possède l'équivalent de ce poste.

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

Immeuble MacDonald—123, rue Slater, Ottawa

Ministre

L'hon. Charles M. Drury, C.P., député

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre	G.H. Hunter
Sous-ministre adjoint (Approvisionnement)	W.H. Huck
Sous-ministre adjoint (Finances)	R.M. Keith
Sous-ministre adjoint (Exploitation).....	D.B. Mundy
Sous-ministre adjoint (Achats)	J.S. Glassford

Le ministère de la Production de défense a le pouvoir exclusif d'acquérir les biens et services requis par le ministère de la Défense nationale. Il doit aussi s'assurer de la disponibilité au Canada du potentiel de production et des matériels nécessaires au programme de production pour la défense.

Les cadres du ministère de la Production de défense ont été transformés au cours de l'année 1966 en application de certaines recommandations de la Commission royale sur l'administration fédérale du Canada. Les transformations en cours feront du Ministère l'organisme chargé d'effectuer les achats pour le compte de tous les ministères et organismes civils autres que les corporations de la Couronne de caractère essentiellement commercial. A cette fin, un nouveau Service des achats du gouvernement canadien et un Service d'approvisionnement du gouvernement canadien ont été établis au sein du Ministère.

La Direction des normes et spécifications fait partie intégrante du Service d'approvisionnement. Elle a été officiellement établie au début de juin 1965 en vue de mettre au point et de publier les normes et spécifications nécessaires au fonctionnement du Service d'approvisionnement du gouvernement canadien. Cette direction assure également le service de secrétariat pour l'Office des normes du gouvernement canadien, lequel prépare les normes et spécifications régissant les produits, les matériaux, les procédés et l'équipement auxquels les ministères et organismes de l'Etat s'intéressent.

Le ministère de la Production de défense est chargé de la coordination et de l'administration de la partie canadienne du Programme de partage de la production de défense entre le Canada et les États-Unis. Établi en 1959, ce programme a pour objet la coordination des programmes canadiens de développement et de production de défense avec ceux des États-Unis afin de réaliser l'utilisation la plus efficace possible des ressources industrielles de défense des deux pays en vue de leur défense commune.

En collaboration avec les ministères des Affaires extérieures, du Commerce et de la Défense nationale, le ministère de la Production de défense est chargé d'élaborer et de réaliser des programmes coopératifs de recherche, de développement et de production avec les pays alliés, membres de l'OTAN, et avec d'autres pays étrangers.

Le Ministère est représenté par des attachés en poste auprès des missions diplomatiques canadiennes à Londres, Paris, Bonn et Rome ainsi qu'aux quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles. Dans d'autres pays, c'est le délégué commercial du gouvernement canadien qui représente le Ministère.

Le Ministère achète également à l'industrie canadienne des matériels et d'autres équipements de défense pour le compte des pays alliés et amis. A cette fin, la Corporation commerciale canadienne est avant tout l'organisme du gouvernement canadien chargé de négocier les contrats et les achats pour le compte des gouvernements étrangers qui désirent obtenir des matériels de défense et d'autres fournitures et services au Canada sur une base inter-gouvernementale.

Le Groupe du Plan des approvisionnements d'urgence est chargé de la Planification des approvisionnements d'urgence. Elle comprend l'établissement de plans et l'organisation nécessaires pour mettre sur pied, en cas de conflit nucléaire, la Régie des approvisionnements de guerre.

En mars 1964, l'Imprimerie du gouvernement canadien a été constituée pour exécuter certains travaux d'impression de l'ancien Département des impressions et de la papeterie publiques. Le directeur général de l'Imprimerie relève du sous-ministre de la Production de défense.

Le Ministre, en qualité de ministre de la Production de défense, est responsable du ministère, des sociétés de la Couronne et des organismes ci-après:

Ministère de la Production de défense

Loi sur la production de défense, S.R.C. 1952, chap. 62

Les Arsenaux canadiens limitée

Loi sur les compagnies, S.R.C. 1952, chap. 53

Corporation commerciale canadienne

Loi sur la Corporation commerciale canadienne, S.R.C. 1952, chap. 35

Corporation de disposition des biens de la Couronne

Loi sur les biens de surplus de la Couronne, S.R.C. 1952, chap. 260

Société Polymer limitée

Loi sur les compagnies (1^{re} partie) S.R.C. 1952, chap. 53

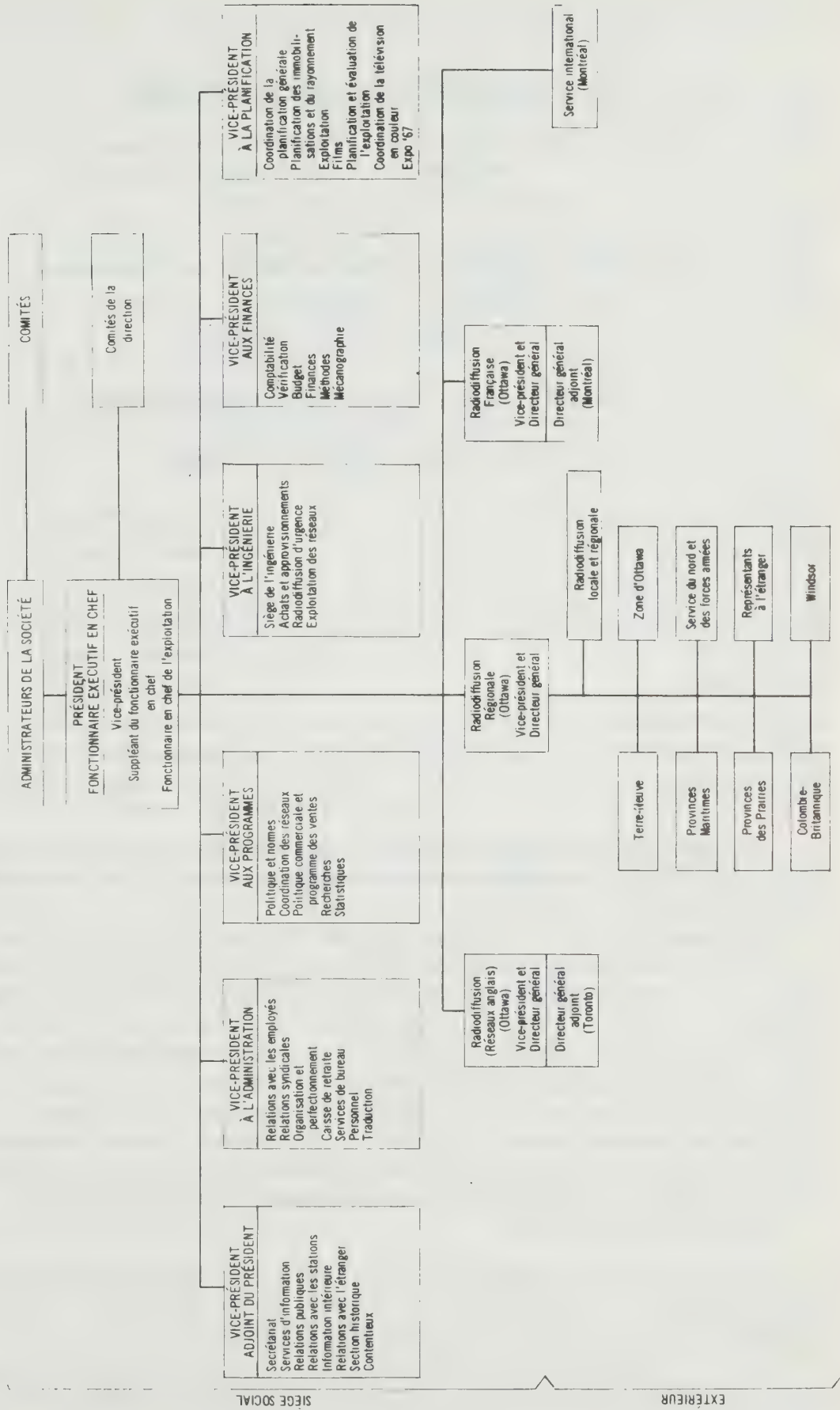
Loi sur le ministère des Munitions et approvisionnements, S.C. 1939 chap. 3

Imprimerie du gouvernement canadien

Organisation des mesures d'urgence du Canada

C.P. 1959-656 du 28 mai 1959 et C.P. 1963-993 du 27 juin 1963

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA



LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Case postale 478 1500, avenue Bronson
Terminus A Ottawa 2 (Ont.)
Ottawa 2 (Ont.) Tél.: 731-3111

Ministre comptable de Radio-Canada au Parlement

L'honorable Judy V. LaMarsh, C.P., député
Secrétaire d'État du Canada

Administrateurs de la Société Radio-Canada

Président: Alphonse Ouimet
Vice-président: Cap. W. E. S. Briggs

D ^r J. M. R. Beveridge.....	Wolfville (N.-É.)
M. F. L. Jenkins.....	London (Ont.)
M. D. M. MacAulay.....	Sackville (N.-B.)
M. T. W. L. MacDermot.....	Lennoxville (P.Q.)
M. E. B. Osler.....	Winnipeg (Man.)
D ^r S. Potoski.....	Yorkton (Sask.)
M. J. G. Prentice.....	Vancouver (C.-B.)
M. André Raynauld.....	Outremont (P.Q.)
M. R.-N. Séguin.....	Ottawa (Ont.)

La Société Radio-Canada, établie en 1932 sous le nom de Commission canadienne de la radiodiffusion, fut désignée sous son nom actuel par la *Loi canadienne sur la radiodiffusion* 1936.

Aux termes de la *Loi sur la radiodiffusion*, 1958, la Société est autorisée à assurer un service national de radiodiffusion, à savoir: a) établir, outiller, entretenir et exploiter des stations émettrices et des réseaux de stations émettrices; b) réaliser des émissions et en obtenir de sources canadiennes ou extérieures et prendre les dispositions voulues pour en assurer la diffusion; c) conclure des ententes d'exploitation avec des stations privées en vue de diffuser des émissions.

La Société se compose de onze administrateurs désignés par le Gouverneur général en conseil et choisis de manière à représenter les principales régions géographiques du Canada. La fonction exécutive et l'exploitation courante sont confiées au Président et au Vice-président, qui sont nommés par le Gouverneur général en conseil.

Les autres dirigeants sont:

Le Vice-président à l'Administration.—Il anime et oriente les relations avec le personnel de la Société et les artistes, et assure les services voulus; il supervise les Services de bureau et l'administration locale du siège social.

Le Vice-président et Adjoint du Président.—Il aide le Président à élaborer les programmes d'action de la Société ainsi que les principes directeurs, plans et projets d'ordre social visant à rendre plus efficaces les relations avec le public, le gouvernement et les organismes gouvernementaux, les radiodiffuseurs privés (radio et télévision) et les autres groupements intéressés. Il assure des conseils et services juridiques

à tous les échelons de la direction ou voit à les faire assurer. Il veille à ce que le public soit bien renseigné sur toutes les questions pertinentes de radiodiffusion qui touchent la Société.

Le Vice-président à l'Ingénierie.—Il assure conseils et services de spécialiste en ingénierie à la direction sociale et à celle de l'exploitation en ce qui a trait à la gestion des terrains, immeubles et installations, et supervise les activités du Service des achats et approvisionnements de la Société.

Le Vice-président aux Finances.—A titre d'agent financier principal de la Société, il assure à la direction sociale conseils et services de spécialiste en matière de finances ainsi qu'un programme d'amélioration des méthodes. Il oriente et conseille la direction de l'exploitation en lui fournissant les renseignements financiers propres à l'aider dans le contrôle de l'exploitation et assure la coordination voulue. Il analyse et évalue les résultats financiers et veille à la bonne garde des biens de la Société.

Le Vice-président à la Planification.—A titre d'agent d'état-major, il mène à bonne fin les rapports sur l'élaboration, la tenue à jour, la revision, la communication et l'exécution des plans à longue échéance de la Société ainsi que des projets communs à brève échéance en matière d'immobilisations, de rayonnement et d'exploitation. Il assure conseils et services de spécialiste en matière de gestion des services d'exploitation de la production radiophonique et télévisuelle et assure des services statistiques à l'échelon social.

Le Vice-président aux Programmes.—A l'échelon social, il assure l'orientation, la coordination et l'évaluation des fonctions relatives aux programmes et aux ventes et dirige les activités des services de recherche.

Les Vice-présidents et Directeurs généraux.—Trois Vice-présidents et Directeurs généraux dirigent l'activité des trois divisions d'exploitation: les réseaux anglais, les réseaux français et la radiodiffusion régionale, conformément aux objectifs généraux de Radio-Canada. Les trois Vice-présidents et Directeurs généraux exercent leurs fonctions au siège social de la Société et participent à la direction sociale.

Le Directeur du Service international.—Il est chargé de planifier et de diriger l'exploitation du Service international conformément aux principes, normes et méthodes établis; il reste en liaison constante avec le ministère des Affaires extérieures, qui oriente la ligne de direction des émissions du Service. Il évalue régulièrement le rendement du Service et est comptable au Vice-président pour les questions d'exploitation courante et au Président pour les questions d'administration.

Exploitation de Radio-Canada

Aux termes de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société Radio-Canada est une société de la Couronne qui a pour mandat d'exploiter le service national de radiodiffusion. La Société tire ses recettes de l'exploitation commerciale de ses réseaux et de ses stations ainsi que des crédits annuels votés par le Parlement. La Loi exige que Radio-Canada soumette au Parlement ses budgets annuels d'immobilisation et d'exploitation et un plan quinquennal d'immobilisation.

Radio-Canada assure son service national d'émissions au moyen de deux réseaux radiophoniques—un de langue française et un de langue anglaise—qui groupent 41 stations de Radio-Canada et 88 des 200 stations privées du pays. La Société exploite de plus deux réseaux de télévision, l'un de langue française et l'autre de langue anglaise, constitués de 16 stations de Radio-Canada et de 44 stations privées. La distribution géographique de la population canadienne sur une bande relativement étroite de territoire, parallèle à sa frontière méridionale, complique l'établissement de réseaux de radio et de télévision. Tant à cause de ces particularités que des exigences de la

topographie du pays, Radio-Canada a dû installer, pour la radio, 131 émetteurs-relais de basse puissance, raccordés directement aux lignes de ses réseaux. En télévision, quelque 30 ré-émetteurs et relais appartenant à la Société et 97 appartenant à l'entreprise privée desservent les régions difficiles d'accès. Des prolongements des réseaux de radio et de télévision sont en voie de construction, d'autres seront entrepris sous peu.

La radio nationale touche environ 97 p. 100 de la population et la télévision environ 95 p. 100.

Le Service du Nord, inauguré en 1958, distribue le programme national au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et aux parties septentrionales des provinces, à l'exception des Maritimes. Avec son établissement, Radio-Canada étendait la régionalisation de son organisation à tout le Canada. La Région du Nord s'étend, au nord, jusqu'au pôle et, au sud, jusqu'à une ligne imaginaire englobant les auditeurs qui ne peuvent capter de façon régulière et convenable le signal d'une station de réseau ou d'une station privée située en dehors de ces limites. Son domaine englobe une superficie de près de deux millions de milles carrés où vit une population d'environ 80,000 habitants.

Le Service des Forces armées, mandaté par le ministère de la Défense nationale, assure un service d'émissions aux stations radiophoniques de l'armée en Europe. En effet, le 21 mars 1956, l'émetteur à modulation de fréquence de 250 watts de la station CAE, établie à Werl, en Allemagne, entrain en service. Toutes les semaines sont expédiées par avion de Montréal environ 67 heures d'émissions: théâtre, musique, émissions scolaires, etc. Quant aux émissions d'information et sportives, la station CAE les capte directement par des émetteurs ondes courtes de Sackville (N.-B.), et les retransmet en Allemagne. En outre, les forces armées du Canada ont maintenant un réseau de stations qui est entré en activité à Metz, en France, le 21 mai 1962. Le réseau comprend cinq émetteurs à modulation de fréquence de 50 watts, soit un à chacune des cinq bases de la Division de l'air, qui a son Q.G. à Metz, ainsi que cinq studios pour la production locale. Le réseau est relié par liaisons hertziennes entretenues par les Forces armées, et des enregistrements sur bande magnétique lui sont envoyés chaque semaine de même qu'à CAE, de sorte que les émissions ne sont jamais décalées de plus d'une semaine.

En plus de ces services, la Société administre, pour le compte du Gouvernement du Canada, le Service international de diffusion sur ondes courtes. Inauguré le 25 février 1945, le Service international avait pour principale fonction de fournir aux auditeurs étrangers une image authentique du Canada et de la vie canadienne au moyen de causeries, de commentaires, d'informations et d'émissions de divertissement diffusés sur ondes courtes ou enregistrés sur bandes et expédiés outre-mer. L'administration et les bureaux de production du Service ont leur siège dans l'immeuble Radio-Canada, à Montréal, et ses trois émetteurs ondes courtes de 50,000 watts sont situés à Sackville (N.-B.). Le Service diffuse en onze langues: anglais, français, allemand, espagnol, portugais, tchèque, slovaque, russe, ukrainien, polonais et hongrois.

CONSEIL DE LA RADIO-TÉLÉVISION

Transportation Building, 48, rue Rideau Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Jean Marchand, C.P., député,
Secrétaire d'Etat du Canada

Membres à plein temps

M. Pierre Juneau,.....	Président
M. Harry J. Boyle,.....	Vice-président
Mme Pat Pearce,	Commissaire
M. Harold Doman,	Commissaire
M. Réal Therrien,.....	Commissaire

Membres à temps partiel

M. Colomb Cliche	— Sainte-Foy, Québec
M. Armand Cormier	— Moncton, N.-B.
M. Northrop Frye	— Toronto, Ontario
M. Gordon Hughes	— Windsor, N.-E.
Mlle Helen James	— Toronto, Ontario
Mme Gertrude Laing	— Calgary, Alberta
M. George McKeen	— Vancouver, C.-B.
M. John Shanski	— Winnipeg, Manitoba
M. Gorden Thomas	— St. Anthony, T.-N.

Le Conseil de la radio-télévision canadienne est né le 1^{er} avril 1968, date où la *Loi sur la radiodiffusion* (S.C. 1967/68, chapitre 25) est entrée en vigueur par promulgation.

Le Conseil a mandat de réglementer et de surveiller tous les aspects du système canadien de radio-télévision, en mettant en pratique la politique de radio-diffusion énoncée à l'article 2 de la Loi sur la radiodiffusion, sous réserve des restrictions que comporte la Loi.

Le Conseil constitue l'autorité en matière de permis. Les demandes de permis et les amendements aux permis doivent être adressés au Secrétaire du Conseil de la radio-télévision canadienne, à Ottawa.

L'article 16 de la Loi sur la radiodiffusion établit les pouvoirs du Conseil en fait de réglementation.

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA

Chemin de Montréal, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Charles Mills Drury, C.P., député,
Président du Comité de recherches scientifiques et industrielles du Conseil privé

Fonctionnaires supérieurs

Président William G. Schneider
Vice-président (Sciences) K.F. Tupper,
Vice-président (Administration) F.T. Rosser,

Le Conseil national de recherches du Canada (primitivement autorisé par l'arrêté en conseil C.P. 1266 du 6 juin 1916, qui a été remplacé par la *Loi du Conseil de recherches* (chapitre 20 des S.C. 1917), devenue la *Loi sur le Conseil National de recherches* (chapitre 239 des S.R.C. 1952, modifié) a été créé afin d'entreprendre, de faciliter ou d'encourager les recherches scientifiques et industrielles au Canada. Ses travaux embrassent: l'utilisation des ressources naturelles du Canada; le perfectionnement des procédés et méthodes techniques employés dans les industries du Canada et l'utilisation des déchets industriels; l'étude et la détermination des unités et des modes de mesurage; la détermination des constantes physiques et des propriétés fondamentales de la matière; l'unification et la certification des appareils et instruments scientifiques et techniques destinés aux services de l'État et aux industries du Canada; la détermination des normes de qualité des matériaux employés dans l'édification des ouvrages publics de même que des fournitures utilisées dans les divers services de l'État; des recherches dont l'objet est d'améliorer la situation agricole et, sur demande, l'étude et la normalisation des matériaux ou des produits des industries canadiennes.

Le Conseil national de recherche à la direction de toutes matières touchant la recherche scientifique et industrielle au Canada qui peuvent lui être assignées par le Comité du conseil privé sur les recherches scientifiques et industrielles.

Le Conseil national de recherches du Canada se compose du président, de deux vice-présidents (questions scientifiques), d'un autre vice-président (questions administratives), et d'au plus 17 autres membres nommés par le Gouverneur général en Conseil. Le Conseil national de recherches est un corps constitué qui doit se réunir au moins trois fois par an dans la ville d'Ottawa.

Les Laboratoires du Conseil national de recherches comptent dix divisions et deux institutions régionales: Sciences biologiques, Biologie des radiations, Recherches en bâtiment, Chimie appliquée, Chimie pure, Génie mécanique, Établissement aéronautique national, Radiotechnique et Génie électrique, Physique appliquée, Physique pure, le Laboratoire régional de l'Atlantique, à Halifax et le Laboratoire régional des Prairies, à Saskatoon.

La Division de sciences biologiques est chargée d'un domaine varié qui va des études appliquées sur l'emmagasiner et le transport des aliments jusqu'à des travaux fondamentaux sur le métabolisme et la composition chimique des organismes vivants.

La Division de biologie des radiations tout récemment établie au Conseil national de recherches étudie les effets des radiations sur les êtres vivants, y compris les humains.

La Division des recherches en construction fournit un service de recherches à l'industrie de la construction au Canada.

L'une des principales fonctions de la Division de chimie appliquée consiste à faire des recherches de longue haleine tendant à mettre en valeur les ressources naturelles du Canada.

La Division de chimie pure poursuit des recherches fondamentales dans le domaine de la chimie physique et organique.

Le domaine de la Division de génie mécanique s'étend à certains aspects du génie hydraulique et mécanique et de l'architecture navale.

L'Établissement aéronautique national étudie les problèmes de recherche aéronautique concernant la défense et l'aviation civile.

En plus de travailler à des projets de défense, la Division de radiotechnique et de génie électrique s'occupe de problèmes intéressant l'industrie et elle effectue des recherches fondamentales en sciences électriques.

La Division de physique appliquée poursuit des recherches dans des domaines directement liés à l'essor du Canada; elle établit et maintient les étalons physiques fondamentaux qui sont à la base de nombreux procédés industriels.

Dans la Division de physique pure, les travaux portent sur divers problèmes fondamentaux qui n'ont pas d'application immédiate, mais élargissent le champ des connaissances humaines et, par suite, servent de base à de nouveaux progrès dans les sciences appliquées.

Le Laboratoire régional de l'Atlantique poursuit des recherches sur les possibilités d'exploitation des richesses naturelles des provinces maritimes, tandis que le Laboratoire régional des Prairies mène des études sur l'utilisation des produits agricoles.

La Division de l'administration et du personnel s'occupe de l'administration et de la gestion de l'ensemble du Conseil national de recherche, et lui fournit des services techniques d'entretien et d'installation. Elle possède également un service financier, un service de planification administrative et un bureau de contentieux.

La Direction des installations de recherche spatiale est chargée d'aménager les installations nécessaires à la réalisation des programmes de recherche sur la haute atmosphère et l'espace interplanétaire par les scientifiques canadiens dépendant des universités ou des organismes publics.

Le Bureau des bourses et des subventions du Conseil des recherches, la Bibliothèque scientifique nationale, le Service de renseignements techniques, les Bureaux de liaison d'Ottawa, de Londres, de Washington et de Paris sont tous au service général de la science canadienne.

Le programme de subventions et de bourses de recherches, administré par le Bureau précité, a pour but de venir en aide aux étudiants et aux professeurs des universités canadiennes qui se spécialisent dans les divers domaines de la science et du génie. Le Service des renseignements techniques fournit à l'industrie canadienne des données scientifiques et techniques concernant les matières, les méthodes et les machines et s'occupe de problèmes industriels tels que l'emballage et la stimulation de la main-d'oeuvre. Ce Service, par ailleurs, administre le programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil dont le but est d'encourager la recherche dans l'industrie canadienne.

Les Bureaux de liaison facilitent les échanges de renseignements scientifiques et permettent d'établir des liens intergouvernementaux dans certains domaines où

la science rejoint la diplomatie. En outre, un représentant du Conseil national de recherches fait partie de la Délégation permanente du Canada auprès de l'OECD à titre de premier secrétaire (questions scientifiques). Le Conseil a conclu un accord d'échanges scientifiques avec l'Académie des sciences d'URSS, prévoyant que des scientifiques de chaque pays feront des séjours dans l'autre pendant des périodes allant de 3 semaines à 9 mois. Le Conseil s'est également chargé du programme d'échanges scientifiques entre le Canada et la France dans le cadre de l'accord culturel entre les gouvernements canadien et français.

Le Conseil des recherches médicales a été institué en novembre 1960, selon l'avis du comité spécial nommé par le gouvernement en vue d'étudier les sources extérieures d'aide à la recherche médicale. Il fonctionne comme un organisme pratiquement autonome dans le général du Conseil national de recherches du Canada, et sert de canal principal d'acheminement de l'aide fédérale à la recherche médicale. Actuellement, le programme du Conseil des recherches médicales est entièrement externe, et se compose de deux secteurs: l'aide à la recherche médicale dans les centres universitaires de recherche canadiens, et l'encouragement de ces travaux de recherche.

La Société canadienne des brevets et d'exploitation, limitée, une filiale du Conseil national de recherches, s'occupe de breveter les nouveaux produits, méthodes et matériaux mis au point à la suite des recherches scientifiques poursuivies au Conseil national de recherches, dans les sections scientifiques des ministères fédéraux et des organismes de la Couronne, dans les universités et dans les organismes provinciaux de recherches.

L'industrie peut obtenir des licences d'exploitation relatives à nombre de ces découvertes. La S.C.B.E. est aussi prête à contribuer aux frais de mise en oeuvre en cas de nécessité (voir page 120).

BUREAU DU COMMISSAIRE À LA REPRÉSENTATION

507, Édifice Burnside, 151, rue Slater, Ottawa 4

Commissaire à la représentation

Nelson Castonguay

Le Bureau du Commissaire à la représentation a été établi le 21 décembre 1963 en vertu de la *Loi sur le Commissaire à la représentation* (chapitre 40 des S.C. 1963).

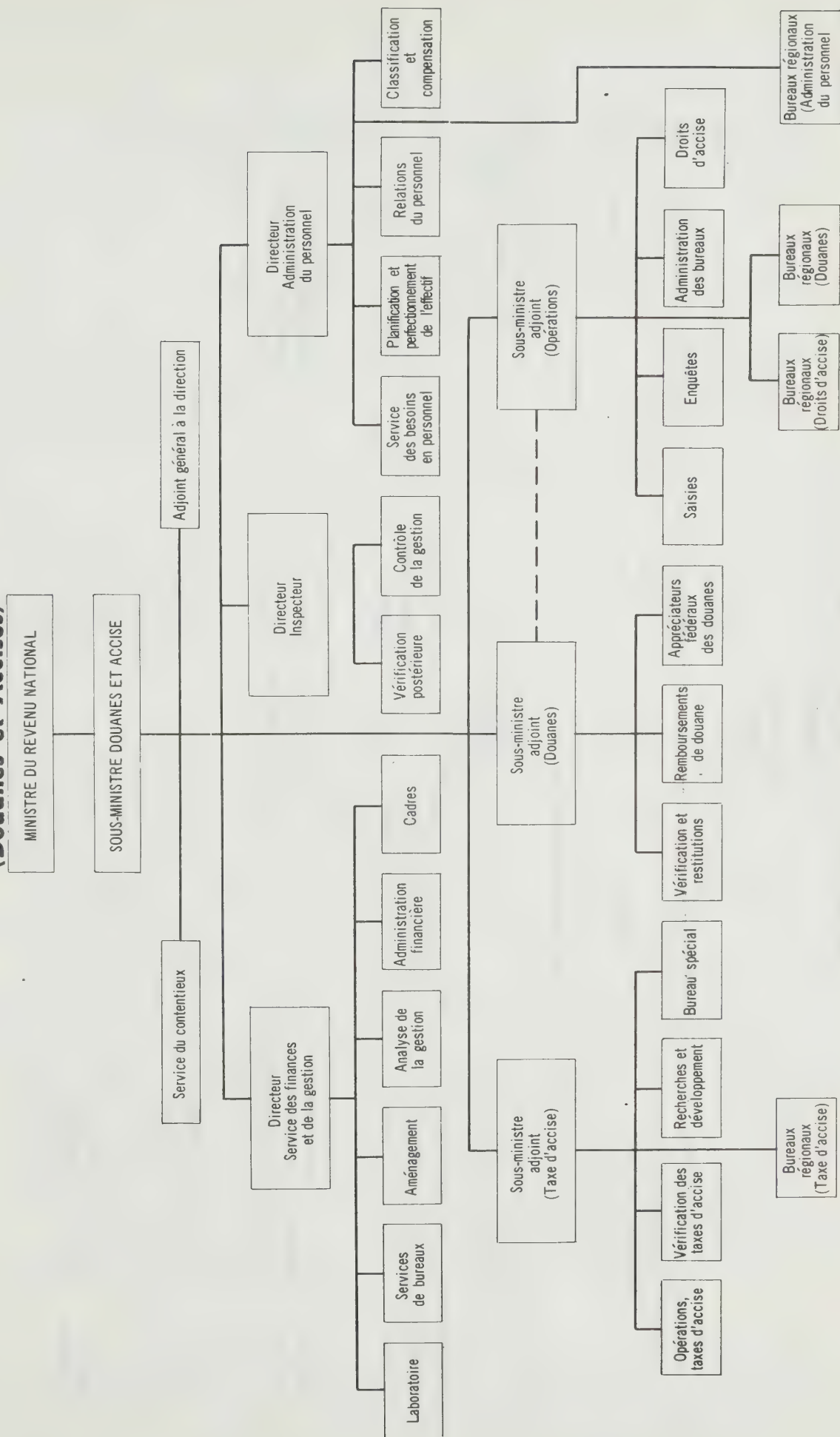
Le Commissaire à la représentation est nommé par résolution de la Chambre des communes et occupe son poste à titre inamovible, sauf inconduite, mais il peut être révoqué par le Gouverneur général sur une adresse du Sénat et de la Chambre des communes. Le Commissaire cesse d'occuper son poste dès qu'il a atteint l'âge de soixante-cinq ans. Il occupe le rang et possède les pouvoirs d'un sous-chef de ministère et communique avec le Gouverneur en conseil par l'intermédiaire du Secrétaire d'État.

Le Commissaire exerce les fonctions suivantes et telles autres fonctions que lui attribue le Parlement du Canada et il peut remplir telles autres tâches et se livrer à tels autres travaux qu'autorise le Gouverneur en conseil :

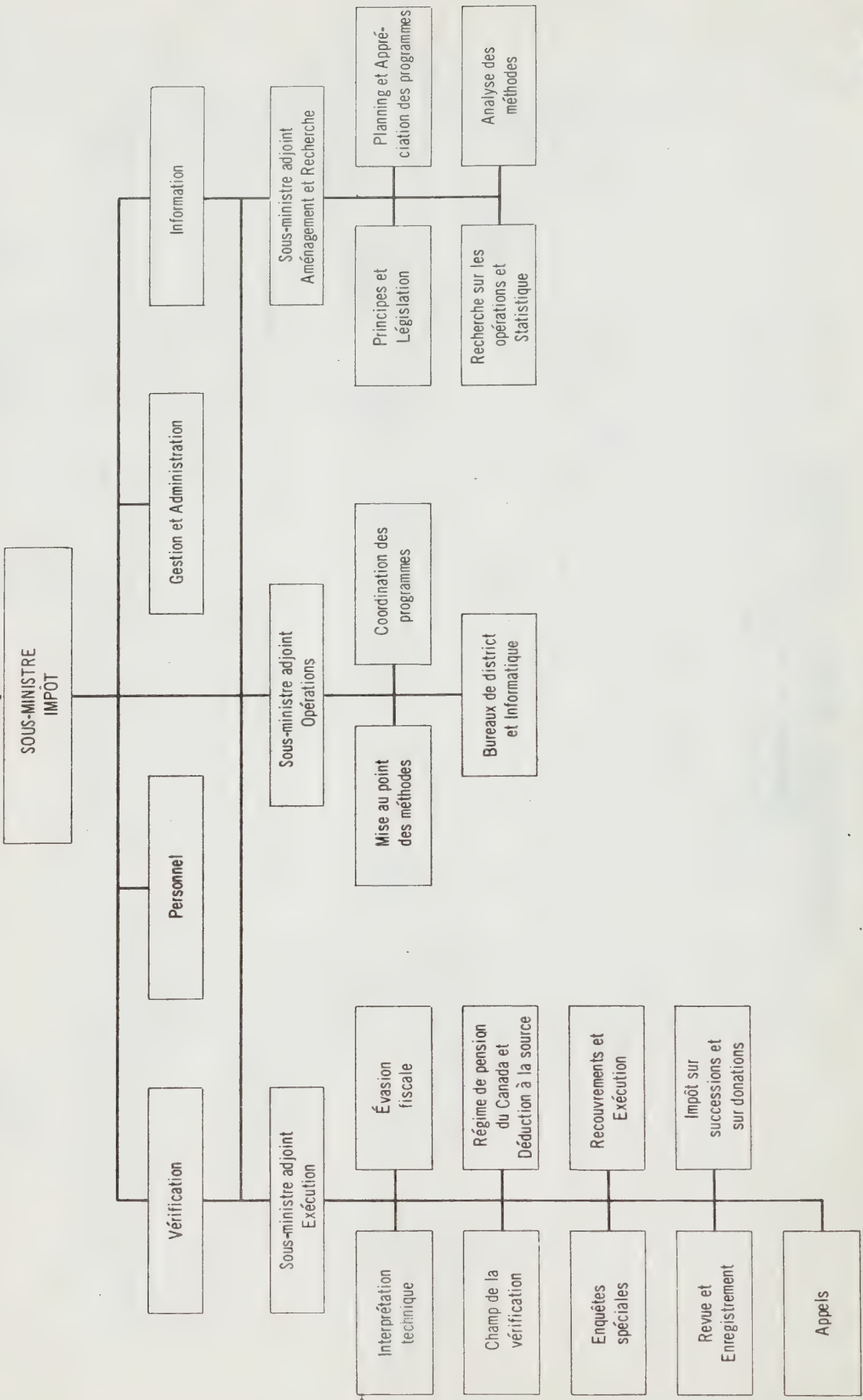
- (1) Aussitôt qu'il est possible après l'achèvement d'un recensement décennal quelconque, faire préparer des cartes indiquant, dans chaque province, la répartition de la population et proposer de nouvelles délimitations des circonscriptions électorales de chaque province;
- (2) examiner et étudier les méthodes d'inscriptions sur les listes électorales, utilisées lors de la tenue d'élections provinciales et nationales dans les provinces et les pays où de telles listes sont maintenues de façon permanente;
- (3) examiner et étudier les façons de procéder à l'égard des absents, suivies lors de la tenue d'élections provinciales et nationales dans les provinces et les pays où des dispositions prévoient la possibilité de voter, pour les électeurs qui, par suite d'absence, de maladie ou pour quelque autre motif, sont incapables de voter à ces élections dans les districts ou arrondissements de votation où ils résident ordinairement;
- (4) préparer un rapport contenant ses recommandations sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, (2) et (3) ci-dessus peuvent s'appliquer ou s'adapter aux élections fédérales tenues au Canada.

Le Directeur général des élections est responsable devant le Commissaire et doit agir sous sa direction et sa surveillance.

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL (Douanes et Accises)



MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL
(Impôt)



LE MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL

Édifice Connaught, avenue MacKenzie, Ottawa

Ministre

L'honorable Jean Chrétien, C.P., député
ministre du Revenu national

Adjoint exécutif	John Rae
Adjoint spécial.....	Jean Fournier
Secrétaire particulière.....	Mme M. Déziel

Fonctionnaires supérieurs

Douanes et Accise

Sous-ministre	R.-C. Labarge
Sous-ministre adjoint – Opérations.....	J.G. Howell
Sous-ministre adjoint – Douanes	A.R. Hind
Sous-ministre adjoint – Accise	G.L. Bennett

Impôt

Sous-ministre	D.H. Sheppard
Sous-ministre adjoint – Exécution	H.H. Milburn
Sous-ministre adjoint – Opérations.....	S.E. Bernier
Sous-ministre adjoint – Planification et Recherches.....	H.F. Herbert

Le ministère du Revenu national a été créé en vertu des dispositions de la *Loi du ministère du Revenu national* (chapitre 34 des S.C. 1926-1927), devenue la *Loi sur le ministère du Revenu national* (chapitre 75 des S.R.C. 1952).

Depuis la Confédération jusqu'en 1917, la perception des recettes incombait à deux organismes: le ministère des Douanes et le ministère du Revenu de l'intérieur. En 1917 fut créé un troisième organisme: le service de l'Impôt sur le revenu du ministère des Finances. En 1918, les ministères des Douanes et du Revenu de l'intérieur furent confiés à un seul ministre et fondus en un seul, désigné sous le nom de ministère des Douanes et du Revenu de l'intérieur; le nom de "Revenu de l'intérieur" disparut en 1921 avec la création du ministère des Douanes et de l'Accise. En 1924, celui-ci fut chargé de la perception de l'impôt sur le revenu et, en 1927, reçut le nom qu'il porte aujourd'hui: ministère du Revenu national.

Le Ministère se compose actuellement de deux grands services, celui des Douanes et de l'Accise et celui de l'Impôt, dirigés chacun par un sous-ministre et considérés comme entités distinctes aux fins administratives.

Douanes et Accise

Le ministère du Revenu national, Douanes et Accise, a pour fonctions d'appliquer le *tarif des douanes* (chapitre 60, 316, modifié, des S.R.C. 1952), la *Loi sur l'accise* (chapitre 99, modifié, des S.R.C. 1952) et la *Loi sur la taxe d'accise* (chapitre 100, modifié, des S.R.C. 1952). Il compte six Directions, savoir: les Douanes, les Taxes d'accise, les Opérations, le Service des finances et de la

gestion, l'Inspection et l'Administration du personnel, exerçant chacune un certain nombre d'activités spéciales, comme en fait foi l'organigramme ci-joint.

La *Direction des douanes* est chargée de l'application des dispositions du Tarif des douanes et de la Loi sur les douanes en ce qui regarde les marchandises importées.

La Division de l'appréciation des douanes détermine le classement tarifaire et la valeur imposable des marchandises importées. Elle procède à des enquêtes sur la fabrication et la production des marchandises au Canada et sur le coût et le prix de vente des marchandises produites dans des pays qui les exportent vers le Canada.

La Section de la vérification et des restitutions vérifie les déclarations d'importation et les factures à l'appui afin de s'assurer de leur exactitude et de l'application uniforme des dispositions de la Loi sur les douanes, du Tarif des douanes et de la Loi sur la taxe d'accise. Cette Section étudie également les demandes en restitution des droits de douane et des taxes d'accise payés en trop sur des marchandises importées.

La Division des drawbacks de douanes fait des enquêtes à propos des demandes produites par les fabricants et par d'autres personnes en vue du remboursement des droits et des taxes payés sur des marchandises importées qui sont réexportées ou qui entrent au Canada dans la production d'articles destinés à la consommation nationale ou à l'exportation.

La *Direction des taxes d'accise* prend la responsabilité de l'application des dispositions de la Loi sur la taxe d'accise, à l'exception de celles contenues dans la Partie I, qui sont appliquées par le département des assurances.

La Division des opérations, taxes d'accise, rend des décisions sur l'application des taxes imposées par la Loi sur la taxe d'accise, sauf en vertu de la Partie I. Elle contrôle également la délivrance des licences et s'occupe de la perception.

La Division de la vérification des taxes d'accise procède à des vérifications périodiques de la comptabilité des fabricants et des grossistes qui détiennent une licence en vertu de la Loi sur la taxe d'accise, pour s'assurer de l'exactitude des déclarations produites et des demandes en restitution.

Le Bureau spécial règle les cas spéciaux de perception des taxes d'accise.

La Division des recherches et du développement poursuit des recherches ayant trait à la Loi sur la taxe d'accise et à son application et fournit des services techniques pour la préparation des directives de taxe d'accise et pour la formation du personnel.

La *Direction des opérations* se charge d'appliquer les dispositions de la Loi sur l'accise et de résoudre toutes les questions relatives au contrôle de douane et d'accise sur l'entrée et la sortie des marchandises et des voyageurs.

La Division de l'administration des bureaux donne des directives générales à l'égard des opérations et des méthodes de bureaux, en matière de contrôle et d'acheminement des marchandises importées ou exportées. Elle veille aussi à l'uniformité de l'application des lois et des règlements qui régissent les entrepôts de douane et les entrepreneurs de transport de marchandises importées.

La Division des enquêtes fait une enquête lorsqu'elle soupçonne qu'il y a eu infraction aux lois et aux règlements en matière de douane ou d'accise.

La Division des saisies s'occupe des cas de saisies effectuées à la suite d'infractions aux lois sur les douanes ou sur l'accise.

La Division des droits d'accise a la responsabilité de l'application des dispositions de la Loi sur l'accise, y compris toutes les questions se rattachant à l'octroi de licences et à l'exercice des distilleries, des fabriques et d'autres établissements munis d'une licence aux termes de la Loi sur l'accise.

L'administration des diverses tâches relatives aux douanes et à l'accise est décentralisée; ces tâches sont exécutées par six administrations régionales à Halifax, Montréal, Toronto, London, Regina et Vancouver. Des bureaux d'entrée principaux, des bureaux secondaires, des postes d'expédition des navires et des bureaux saisonniers sont situés à des endroits stratégiques le long de la frontière canado-américaine, aux ports de mer et à quelques points choisis à l'intérieur des terres.

Impôt

Le ministère du Revenu national, Impôt, est chargé de l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (S.R.C. 1952, chapitre 178, modifié), de la *Loi fédérale sur les droits successoraux* (S.R.C. 1952, chapitre 89, modifié), de la *Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès* (S.C. 1958, chapitre 29), la Partie I de la *Loi instituant le Régime de pensions du Canada* (S.C. 1965, chapitre 51) et de la perception des cotisations pour le Régime de pensions du Canada, depuis le mois de janvier 1966, ainsi que du recouvrement d'une partie déterminée de l'impôt établi par la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* (S.R.C. 1952, chapitre 200). L'application et la perception des autres tranches de l'impôt de sécurité de la vieillesse incombent au Revenu national, Accise.

Le 1^{er} janvier 1962, le gouvernement fédéral a conclu des accords de perception fiscale avec toutes les provinces, sauf le Québec. En conséquence, c'est maintenant l'Impôt qui est chargé de la perception et de la comptabilisation des impôts sur le revenu qu'ont établis ces neuf provinces. L'Impôt perçoit de plus l'impôt sur le revenu des corporations pour le compte de chacune des provinces, sauf l'Ontario et le Québec.

L'Impôt comporte trois divisions: Exécution, Opérations et Planification et Recherches. Chacune de ces trois directions relève d'un sous-ministre adjoint.

La Division de l'Exécution est chargée de l'interprétation et de l'application uniforme des lois fiscales et des méthodes et pratiques établies en matière d'impôt, ainsi que de la mise au point de méthodes efficaces destinées à amener les contribuables à produire correctement leurs déclarations et à acquitter promptement leur impôt. La Direction de l'Exécution est aussi chargée de faire échec aux méthodes abusives d'évasion fiscale.

La Division des Opérations est chargée de l'application ainsi que de la mise en oeuvre efficace des méthodes et pratiques et des programmes du ministère. Les bureaux de district et le Centre des données sont comptables au sous-ministre adjoint (Opérations), lequel est chargé de la coordination générale de l'activité des administrations locales, y compris la mise au point des systèmes.

La Division de la Planification et des Recherches est chargée des projets et des activités à long terme ayant trait aux changements qui surviennent dans les lois fiscales et dans les méthodes et pratiques en matière d'impôt. Ses effectifs comprennent des spécialistes dans la planification et l'évaluation des programmes, les systèmes de recherches, la politique fiscale et les accords fiscaux conclus avec d'autres gouvernements.

L'administration centrale de l'Impôt est situé au 444, promenade Sussex, Ottawa et trente bureaux de district sont disséminés à travers le Canada. Ces bureaux sont situés dans les localités suivantes:

Terre-Neuve
Charlottetown
Sydney
Halifax
Saint-Jean
Québec

Kingston
Belleville
Toronto
Hamilton
St. Catharines
Kitchener

Sherbrooke
Montréal
Rouyn
Ottawa
Winnipeg
Regina
Saskatoon
Calgary
Edmonton

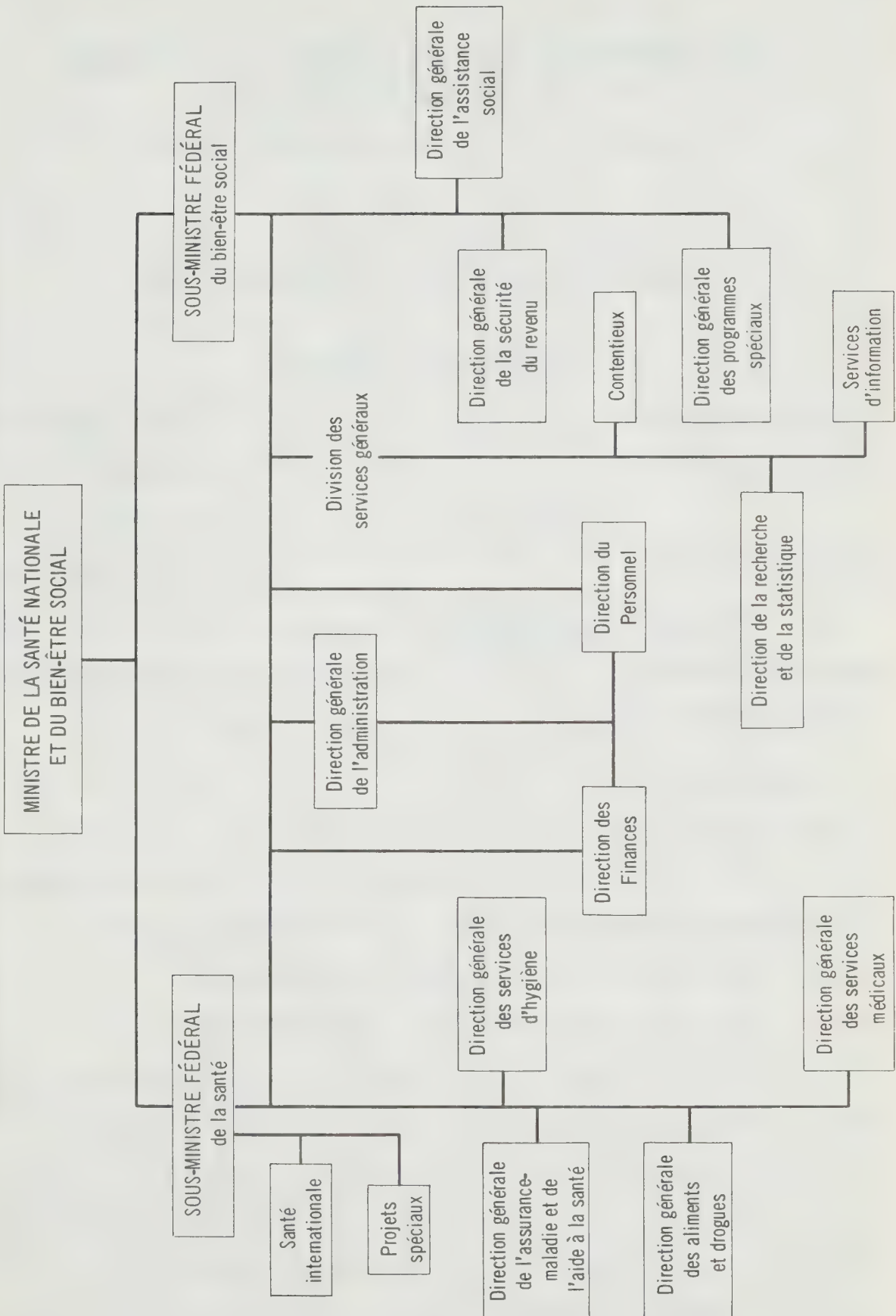
London
Windsor
Sudbury
Fort William
Penticton
Vancouver
Victoria
Whitehorse
Centre des données, Ottawa

Le ministre du Revenu national est chargé de l'application des lois suivantes:

- Loi sur le ministère du Revenu national, S.R.C. 1952, chapitre 75
- Loi sur l'accise, S.R.C. 1952, chapitre 99, modifié
- Loi sur la sécurité de la vieillesse, S.R.C. 1952, Chapitre 200
- Loi sur les douanes, S.R.C. 1952, chapitre 58, modifié
- Tarif des douanes, S.R.C. 1952, chapitre 60, modifié
- Loi sur l'impôt sur le revenu, S.R.C. 1952, chapitre 148
- Loi fédérale sur les droits successoraux, S.R.C. 1952, chapitre 89
- Loi de 1961 sur une convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôt sur les biens transmis par décès, S.C. 1960-1961, chapitre 19
- Loi de 1965 sur une Convention entre le Canada et le Japon en matière d'impôt sur le revenu, chapitre 37
- Régime de pensions du Canada (Partie I), S.C. 1965, chapitre 51

Par l'intermédiaire de la Commission d'appel de l'impôt, le ministre du Revenu national est aussi responsable de l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (S.C. 1958, chapitre 32) et la *Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès* (S.C. 1958, chapitre 29, modifié).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL



LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Immeuble Brooke Claxton, Parc Tunney, Ottawa

Ministre

L'honorable Allan Joseph MacEachen, C.P., député,
ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Fonctionnaires supérieurs

Secrétaire parlementaire	Margaret Rideout, député
Directeur du Cabinet	Jacques Bernier
Adjoints spéciaux	W. MacEachen Mel McInnis
Secrétaire particulière	Mme P. Hunter
Sous-ministre (Santé)	Dr. J.N. Crawford, M.D. Santé internationale – Médecin principal Projets spéciaux – Médecin principal
Sous-ministre (Bien-être)	Joseph W. Willard, D.PH.
Services Généraux	
Direction de la recherche et de la statistique – Directeur	
Services d'information – Directeur	
Contentieux – Chef	
Direction générale de l'administration – Directeur général	
Direction générale des services d'hygiène – Directeur général	
Direction générale de l'assurance-maladie l'aide à la santé – Directeur général	
Direction générale des services médicaux – Directeur général	
Direction générale des aliments et des drogues – Directeur général	
Direction générale de la sécurité du revenu – Directeur général	
Direction générale des programmes spéciaux – Directeur général	
Direction générale de l'assistance sociale – Directeur général	

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, établi sous le régime de la *Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social* (Chapitre 22 des S.C. 1944-1945), devenue la *Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social* (chapitre 74 des S.R.C. 1952), a succédé au ministère de la Santé qui, créé en 1919, avait été fusionné en 1928 avec le ministère du Rétablissement civil des soldats pour former le ministère des Pensions et de la Santé nationale. Celui-ci, en 1944, fut remplacé par deux ministères: le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministère des Affaires des anciens combattants.

Le Ministère est chargé de la plupart des affaires qui se rapportent à l'avancement ou à la conservation de la santé, à la sécurité sociale et au bien-être social de la population canadienne, et sur lesquelles s'exerce l'autorité du

Parlement canadien. Il applique les lois indiquées plus bas et il est chargé, d'appliquer le Programme national d'hygiène, en vertu duquel des subventions sont mises à la disposition des provinces pour fins de développement et d'amélioration des services de santé; de veiller aux aspects fédéraux des services d'urgence de santé et de bien-être; d'assurer des services d'hygiène, de soins médicaux et d'hospitalisation aux Indiens et aux Esquimaux de tout le Canada, aussi bien qu'aux autres éléments de la population du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; sur demande, d'assurer des services d'assistance et de consultation aux provinces en matière de lutte contre la cécité, en matière d'hygiène maternelle et infantile, d'hygiène mentale, d'hygiène dentaire, de nursing, d'hygiène alimentaire, de réadaptation fonctionnelle, et de projets de construction d'hôpitaux; de voir à l'examen et au soin médical des immigrants et des marins, à la dispensation de soins médicaux pour et de concert avec la Garde côtière canadienne; de voir à la surveillance des aménagements sanitaires à bord des chemins de fer, des navires et des autres moyens de transport; de faire respecter les règlements de la Commission mixte internationale concernant l'hygiène publique, d'encourager et de favoriser la santé des fonctionnaires fédéraux et des autres employés du Gouvernement; sous réserve des dispositions de la *Loi sur la statistique* (chapitre 275, modifié, des S.R.C. 1952), de recueillir, de publier et de distribuer des renseignements sur l'hygiène publique, sur l'amélioration des aménagements sanitaires, sur les conditions sociales et industrielles qui influent sur la santé des Canadiens.

Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social (chapitre 74, modifié, des S.R.C. 1952);

Loi sur les aveugles (chapitre 17, modifié, des S.R.C. 1952);

Régime d'assistance publique du Canada (chapitre 45 des S.C. 1966);

Loi sur le Régime de pensions du Canada (chapitre 51 des S.C. 1964-1965);

Loi sur la marine marchande, partie V, marins malades et hôpitaux de marine (chapitre 29, modifié, des S.R.C. 1952);

Loi sur les invalides (chapitre 55, modifié, des S.C. 1953-1954);

Loi sur les allocations familiales (chapitre 109, modifié, des S.R.C. 1952);

Loi sur la santé et le sport amateur (chapitre 59 des S.C. 1960-1961);

Loi sur les aliments et drogues (chapitre 38, modifié, des S.C. 1952-1953);

Caisse d'aide à la santé (chapitre 42 des S.C. 1966);

Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques (chapitre 28, modifié, des S.C. 1957);

Loi sur la lèpre (chapitre 165 des S.R.C. 1952);

Loi sur l'assistance-vieillesse (chapitre 199, modifié, 1952);

Loi sur la sécurité de la vieillesse (chapitre 200, modifié, des S.R.C. 1952);

Loi sur les stupéfiants (chapitre 35, modifié, des S.C. 1960-1961);

Loi sur les spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés (chapitre 220 des S.R.C. 1952);

Loi relative à l'hygiène sur les travaux publics (chapitre 229 des S.R.C. 1952);

Loi sur la quarantaine (chapitre 231 des S.R.C. 1952);

Loi sur l'assistance-chômage (chapitre 26, modifié, des S.C. 1956);

Loi sur les allocations aux jeunes (chapitre 23 des S.C. 1964);

Le Conseil fédéral d'hygiène, dont le président est le sous-ministre fédéral de la Santé, et le Conseil national du bien-être social dont le président est le sous-ministre fédéral du Bien-être social, ont été établis en vertu de la *Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social* aux fins de conseiller directement le titulaire du Ministère.

Le Ministère comprend des services généraux: Contentieux, Recherche et Statistique, Services d'information; les sections de la Santé internationale et des Projets spéciaux du cabinet du sous-ministre de la Santé, ainsi que huit directions générales; Administration, Aliments et drogues. Assurance-maladie et Aide à la Santé, Services de santé, Sécurité du revenu, Services médicaux. Programmes spéciaux et Assistance sociale.

Direction générale de l'Administration

La Direction générale de l'administration, qui dépend des sous-ministres fédéraux de la Santé et du Bien-être social se compose des Divisions suivantes: Finances, Personnel, Études administratives, Immeubles et matériel, Secrétariat, Archives et Bibliothèque.

Direction générale des services d'hygiène

La Direction générale des services d'hygiène comprend les services spéciaux et les services consultatifs qui suivent.

Le Laboratoire d'hygiène s'intéresse surtout aux enquêtes bactériologiques, biologiques, parasitologiques, virologiques et biochimiques sur divers problèmes d'hygiène et au contrôle des produits biologiques en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues*; il dispense des services consultatifs aux laboratoires d'hygiène provinciaux et à l'administration des subventions à l'hygiène du Ministère; la Division de l'épidémiologie recueille, trie et dissémine des renseignements d'ordre technique en vue d'aider à prévenir et à enrayer les maladies transmissibles et autres.

La Division de l'hygiène du travail sert de bureau central d'information sur les sujets concernant la protection et l'amélioration de la santé des travailleurs canadiens. Elle fournit aussi des services techniques, consultatifs et de laboratoire sur les problèmes d'hygiène du travail pour le bénéfice des organismes du gouvernement fédéral, des ministères provinciaux de la santé, des entreprises commerciales et d'autres groupements et individus intéressés. Elle s'acquitte aussi de certaines responsabilités en ce qui concerne des études sur la pollution de l'air et l'appréciation des insecticides; la Division de la radio protection est chargée de la protection de la santé des travailleurs canadiens en radiologie et de donner des conseils techniques et consultatifs sur différents aspects de la radio protection, y compris les dangers pour la population civile; la Division du génie sanitaire est chargée de surveiller la salubrité du milieu dans les entreprises de transport public, dans les parcs nationaux et dans d'autres propriétés fédérales, et de protéger contre la pollution les eaux limitrophes internationales et les régions de pêche de coquillages. Des bureaux régionaux sont maintenus dans les villes suivantes: Truro (N.-E.); Moncton (N.-B.); Montreal (P.Q.); Kingston (Ont.); St. Catharines (Ont.); Winnipeg (Man.); Regina (Sask.); Edmonton (Alb.); Vancouver (C.-B.); la Division des services de santé d'urgence est chargée d'organiser et de coordonner les services de santé civils d'urgence, durant et après un état de guerre, et d'aider les provinces à mettre au point des services d'urgence de médecine, d'hospitalisation et d'hygiène publique; la Section de la médecine aérospatiale effectue des recherches dans le domaine de la médecine civile de l'espace en étroite collaboration avec le Conseil national de recherche, le Conseil de recherche pour la défense et l'Institut de la médecine de l'aviation royale canadienne; sont encore à l'oeuvre, la Division de la réadaptation fonctionnelle, la Division de l'hygiène maternelle et infantile, la Division de l'hygiène dentaire, la Division de l'hygiène mentale, la Division de l'hygiène alimentaire, l'Infirmière conseillère en chef, le Conseiller en maladies chroniques et en gériatrie, le Conseiller en planification et en évaluation, et le Conseiller en organisation de la recherche.

Direction générale de l'assurance-maladie et de l'aide à la santé

La Direction générale de l'assurance-maladie et de l'aide à la Santé administre le Régime d'assurance-hospitalisation et des services de diagnostic, le Programme des subventions nationales à l'hygiène, ainsi que la Caisse d'aide à la santé, et sera chargée de l'administration de la Loi sur les soins médicaux. La Division des plans et devis des établissements sanitaires fait également partie de cette Direction générale.

La Loi de l'assurance-hospitalisation et des services diagnostiques porte sur l'établissement d'un régime fédéral-provincial d'assurance en vertu duquel le gouvernement fédéral partage avec les provinces le coût des soins hospitaliers fournis aux personnes assurées, hospitalisés ou malades externes.

Aux termes du Programme des subventions nationales à l'hygiène, le gouvernement fédéral accorde des subventions aux provinces en vue de favoriser la mise sur pied et la consolidation des services sanitaires. Parmi ces subventions, figurent les subventions à la construction hospitalière, les subventions générales à l'hygiène, les subventions à la lutte antituberculeuse, les subventions à l'hygiène mentale, les subventions à la formation professionnelle, les subventions à la lutte anticancéreuse, les subventions à la recherche en hygiène publique, les subventions à la réadaptation fonctionnelle et aux enfants infirmes et les subventions à l'hygiène maternelle et infantile.

La Loi sur la caisse d'aide à la santé autorise le versement d'une aide pécuniaire à la construction, à la restauration et à l'équipement de base des établissements de recherche, des hôpitaux d'enseignement, des écoles de médecine et des établissements de formation de toute autre catégorie de personnel sanitaire.

La Loi sur les soins médicaux prévoit l'établissement d'un Régime national d'assurance médicale, ainsi que le paiement de contributions fédérales aux provinces afin de leur permettre de supporter le coût de tous les services dispensés par des médecins aux personnes assurées en vertu de régimes provinciaux d'assurance médicale, conformément aux principes établis par la Loi. Ce régime doit entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1968.

La Division des plans et devis des établissements sanitaires tient les provinces au courant des derniers renseignements sur la planification relative aux hôpitaux et aux autres établissements sanitaires, offre des services consultatifs touchant les problèmes que peuvent soulever la construction de ces établissements et l'élaboration de leurs plans; en outre, la Division entreprend ou aide à entreprendre des projets de recherche sur les plans et devis des établissements hospitaliers.

Direction générale des services médicaux

La Direction générale des services médicaux comprend les Services de santé des Indiens et du Nord, les Services de santé des fonctionnaires fédéraux, la Division de médecine de l'aviation civile, les Services de quarantaine, les Services de santé des immigrants et les Services de santé des marins.

Les Services de santé des Indiens et du Nord sont responsables de l'hygiène publique, des soins médicaux et hospitaliers aux Indiens et aux Esquimaux dans le but d'amener ces populations à un niveau d'hygiène égale à celui des autres collectivités. Ces Services sont aussi responsables de la santé des populations du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, sauf pour ce qui est des forces armées. Des hôpitaux sont situés aux endroits suivants: Ohsweken, Moose Factory et Sioux Lookout (Ont.); Hodgson et Norway House (Man.); Fort Qu'Appelle et North Battleford (Sask.); Gleichen, Cardston et Edmonton (Alb.); Sardis et Prince Rupert

(C.-B.); Whitehorse (Yukon); Inuvik et Frobisher Bay (T.N.-O.). En outre, des postes de soins infirmiers, des centres sanitaires et des dispensaires se rencontrent dans plusieurs endroits du Canada.

Le Service de santé des fonctionnaires fédéraux sert d'organisme consultatif auprès de chaque ministère du gouvernement fédéral en ce qui touche les problèmes de santé et de bien-être social des fonctionnaires de ce gouvernement. Ce Service fournit aussi le diagnostic et la consultation à tous les employés fédéraux d'Ottawa. La Division de médecine de l'aviation civile offre des services consultatifs à la Direction des services de l'air du ministère des Transports sur les normes physiques exigées du personnel de l'aviation civile auquel le ministère de Transport délivre le permis de vol.

Les Services de la quarantaine répondent de l'application de la Loi sur la quarantaine en vertu de laquelle des mesures doivent être prises pour empêcher l'introduction au Canada des six grandes maladies quarantenaires, soit le choléra, la peste, la variole, la fièvre récurrente, le typhus et la fièvre jaune. Ces Services appliquent aussi les dispositions de la Loi sur la lèpre qui autorise l'isolement et le traitement des personnes souffrant de cette maladie, ainsi que l'établissement d'installations hospitalières à cette fin.

Les Services de santé des marins se chargent, là où les installations portuaires le permettent, de fournir les services prépayés de médecine, de chirurgie et d'hospitalisation aux équipages de navires qui satisfont à certaines dispositions de la partie V de la Loi sur la marine marchande du Canada. Les Services de santé des immigrants, en vertu de la Loi du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et conformément aux dispositions de la Loi et des Règlements sur l'immigration, exercent au Canada et à l'étranger le contrôle médical de tous les candidats à l'immigration au Canada et dispensent également les soins médicaux à certaines catégories de personnes après leur arrivée au pays, notamment aux immigrants qui tombent malades pendant le voyage ou en attendant un emploi.

Il y a des stations de quarantaine maritime à St-Jean (T.-N.); Sydney et Halifax (N.-É.); Saint-Jean (N.-B.); Québec (P.Q.), avec des sous-stations à Sept-îles, Baie-Comeau, Rimouski, Port-Alfred, Port-Cartier, Trois-Rivières, Sorel et Montréal; Victoria (C.-B.), avec sous-stations à Vancouver, Esquimalt et New Westminster.

Des services de quarantaine aéronautique fonctionnent à Gander et Stephenville (T.-N.); Sydney et Halifax (N.-É.); Moncton (N.-B.); Dorval (P.Q.); Ottawa, Toronto, Windsor, London et Trenton (Ont.); Winnipeg (Manitoba); Calgary et Edmonton (Alberta); Vancouver, Abbotsford et Victoria (C.-B.).

Les bureaux du Service de santé des immigrants au Canada se trouvent à St-Jean et Gander (T.-N.); Sydney et Halifax (N.-É.); Saint-Jean (N.-B.); Québec, Montréal et Dorval (P.Q.); Toronto, Fort Erie et Niagara Falls (Ont.); Winnipeg (Manitoba); Vancouver et Victoria (C.-B.). Outre-mer, les examens sont faits à Londres, Leeds, Liverpool, Bristol, Glasgow et Belfast, dans les îles Britanniques; sur le continent européen, à Athènes, Bruxelles, Copenhague, Vienne, Paris, Rome, La Haye, Cologne, Stuttgart, Berlin, Hambourg, Munich, Helsinki, Berne et Lisbonne, et à Hong-Kong en Asie.

Le Service de santé des marins dirige des cliniques permanentes à Sydney et Halifax (N.-É.), Saint-Jean (N.-B.), Québec et Montréal (P.Q.); Vancouver et Victoria (C.-B.). Il est également possible de prendre des dispositions en vue d'un traitement à cinq cents autres ports des côtes de l'Atlantique et du Pacifique.

Direction générale des aliments et drogues

La Direction générale des aliments et drogues comprend les Services administratifs, le Bureau des opérations qui est chargé de la Division des services locaux

(services d'exécution, laboratoires, inspection) ainsi que de la Division de la publicité, de l'étiquetage et de l'inscription; elle comprend aussi le Bureau des services scientifiques consultatifs qui est chargé des Divisions médicale, de l'évaluation pharmacologique, des normes et additifs alimentaires, de la médecine vétérinaire, des consommateurs, des appels d'urgence (lutte antipoison); enfin, la Division des stupéfiants et des drogues contrôlées et la Division des laboratoires de recherche sur les aliments et drogues.

La Direction générale des aliments et drogues répond de l'application de la Loi sur les aliments et drogues dont les dispositions concernent la fabrication, la publicité, l'emballage et la vente des aliments, drogues, cosmétiques et instruments de médecine dans tout le Canada. La Direction applique aussi la Loi sur les spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés, législation se rapportant à l'inscription avant la mise sur le marché et au permis annuel requis par les médicaments à formule secrète se vendant sous le nom de la spécialité pharmaceutique ou de la marque de commerce. La Direction applique aussi la Loi sur les stupéfiants, législation pour le contrôle de l'approvisionnement et l'usage des stupéfiants, et elle voit à l'exécution des règlements imposés par ces lois.

Les Laboratoires de recherche sont situés à Ottawa et des laboratoires régionaux se rencontrent dans les villes suivantes: Ottawa (Ont.); Halifax (N.-É.); Montréal (P.Q.); Toronto (Ont.); Winnipeg (Man.) et Vancouver (C.-B.). Les bureaux des Aliments et Drogues sont situés à Ottawa (Ont.); Halifax (N.-É.); Charlottetown (I.-P.-É.); Saint-Jean (N.-B.); Sydney (N.-É.); St-Jean (T.-N.); Québec, Hull, Trois-Rivières et Sherbrooke (P.Q.); Belleville, Cornwall, Hamilton, Kitchener, London, Windsor, Sudbury et Port Arthur (Ont.); Winnipeg et Brandon (Man.); Saskatoon et Regina (Sask.); Calgary et Edmonton (Alb.); Kamloops, Vancouver et Victoria (C.-B.).

Direction générale de la sécurité du revenu

La Direction générale de la sécurité du revenu administre les régimes des allocations familiales et de la sécurité de la vieillesse, ainsi que le Régime de pensions du Canada.

Direction des allocations familiales et de la sécurité de la vieillesse est responsable des allocations versées à l'intention des enfants de moins de seize ans et des adolescents dans le groupe d'âge de 16 à 18 ans qui fréquentent à plein temps l'école ou l'université ou qui en sont empêchés en raison d'une infirmité mentale ou physique; la Direction répond aussi des allocations aux enfants immigrants au cours de leur première année au Canada, alors qu'ils ne sont pas encore admissibles aux allocations familiales; la Direction est responsable en outre du paiement des pensions fédérales de sécurité de la vieillesse à toute personne qui satisfait aux exigences d'âge et de résidence aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse; enfin, la Direction administre le Régime du supplément du revenu garanti qui octroie un maximum de \$30 par mois aux bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse qui n'ont pas de revenu ou en ont peu.

Des bureaux régionaux sont installés dans les villes suivantes: St-Jean (T.-N.); Charlottetown (I.-P.-É.); Halifax (N.-É.); Fredericton (N.-B.); Québec (P.Q.); Toronto (Ont.); Winnipeg (Man.); Regina (Sask.); Edmonton (Alb.); et Victoria (C.-B.).

Les fonctionnaires du Régime de pensions du Canada sont responsables de l'administration du Régime qui est en vigueur dans tout le Canada, sauf pour ce qui touche la province de Québec où existe un régime similaire étroitement coordonné avec le régime fédéral. Le Régime de pensions du Canada est un régime d'assurance sociale à base de cotisations et il est conçu dans le but d'assurer aux coti-

sants une pension de retraite établie d'après leurs revenus antérieurs. Le Régime accorde aussi des prestations au cotisant invalide et à ses enfants à charge et, lors de la mort du cotisant, il verse une somme unique, ainsi que des prestations mensuelles, à sa veuve et à ses enfants. Aux termes du Régime de pensions du Canada, les pensions de retraite suivent, dans leur entrée en vigueur, les phases qui suivent. En 1967, les cotisants âgés de 68 ans et plus pourront réclamer la pension de retraite; en 1968, pourront le faire, les cotisants de 67 ans et plus; en 1969, ceux de 66 ans et plus; en 1970 et, par la suite, ceux de 65 ans et plus. La perception des cotisations a débuté du mois de janvier 1966.

Des bureaux régionaux sont installés dans les villes suivantes: Comer Brook (T.-N.); Saint-Jean (T.-N.); Charlottetown (I.P.-É.); Antigonish, Halifax et Sydney (N.-É.); Edmundston, Fredericton et Moncton (N.-B.); Etobicoke, Hamilton, Kingston, Kitchener-Waterloo, London, North York, Ottawa, Peterborough, Port Arthur-Fort William, St-Catharines, Sault-Sainte-Marie, Scarborough, Sudbury, Timmins, Toronto, Windsor (Ont.); Brandon et Winnipeg (Man.); Regina et Saskatoon (Sask.); Calgary, Edmonton et Lethbridge (Alb.); Penticton, Vancouver et Victoria (C.-B.); Whitehorse (Yukon).

Direction générale des programmes spéciaux

La Direction générale des programmes spéciaux se compose des Services de bien-être d'urgence, de la Direction de la santé et du sport amateur et de la Division du bien-être international.

Les Services de bien-être d'urgence ont pour fonction d'élaborer des programmes de bien-être d'urgence et d'aider les provinces et les municipalités à mettre sur pied les Services fondamentaux de bien-être d'urgence.

La Direction de la santé et du sport amateur administre les subventions aux associations sportives d'envergure nationale et internationale, accorde des bourses d'études et de perfectionnement en vue de la formation du personnel voulu, entreprend et encourage la recherche et les enquêtes sur la santé et le sport amateur, forme des comités à l'échelon fédéral et provincial en vue de promouvoir et d'étendre les objectifs de la Loi sur la santé et le sport amateur, prépare et diffuse des renseignements au sujet de la santé et du sport amateur, coordonne les activités fédérales visant à encourager, à promouvoir et à perfectionner le sport amateur, et ce, de concert avec les autres ministères et organismes du Gouvernement qui se livrent à ces activités.

Le Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur, dont le président est M. James Worrall, est chargé de conseiller directement le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

La Division du bien-être international coordonne et encourage les travaux de bien-être international du Canada, notamment la collaboration fournie aux organismes des Nations Unies et aux autres organismes internationaux s'occupant de bien-être et l'aide accordée à des pays étrangers.

Direction générale de l'assistance sociale

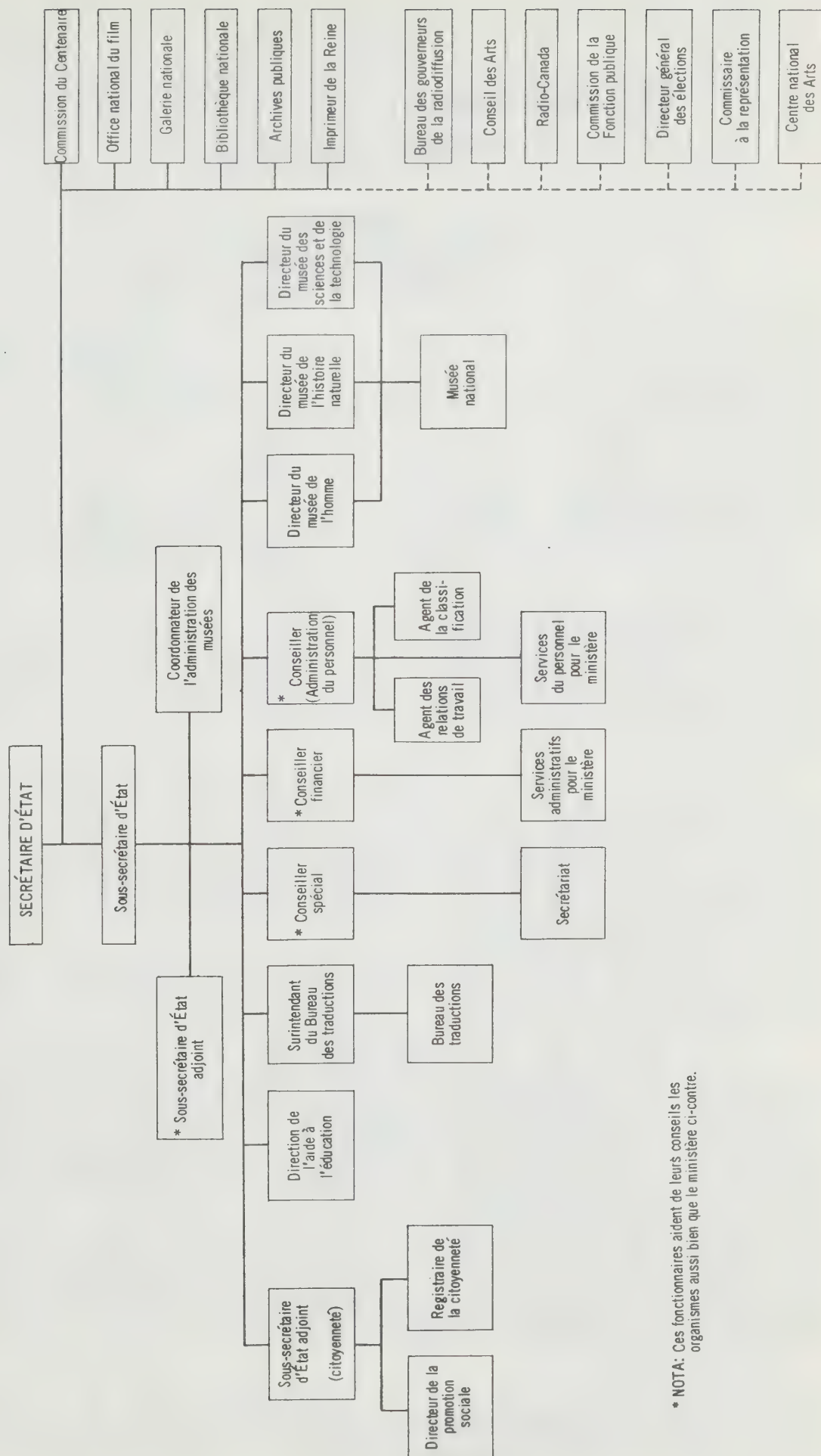
La Direction générale de l'assistance sociale répond de l'aspect fédéral des régimes d'allocations aux aveugles, et aux invalides, ainsi que des régimes d'assistance-vieillesse et d'assistance-chômage, du Régime d'assistance publique du Canada et du Programme de subventions nationales à l'hygiène.

La loi instituant le Régime d'assistance publique du Canada prévoit la mise au point d'un programme complet et intégré d'assistance générale. Alors qu'il existe maintenant quatre régimes d'assistance fédérale-provinciale, soit pour les personnes

agées, les aveugles, les invalides et les chômeurs, le Régime d'assistance publique du Canada permet aux provinces, à leur choix, de fusionner ces derniers en un seul et unique régime. La loi prévoit une participation fédérale au coût des paiements additionnels aux bénéficiaires de pensions et d'allocations qui sont dans le besoin, au coût des services de santé aux personnes nécessiteuses, au coût de l'assistance aux mères nécessiteuses et enfants à charge, ainsi qu'au coût de l'extension des régimes provinciaux de bien-être social aux Indiens qui vivent dans les réserves ou dans les territoires provinciaux non organisés; la loi prévoit aussi un support fédéral à l'administration des régimes d'assistance publique et des services connexes de bien-être social.

La Division des Subventions au bien-être administre un programme destiné à mettre au point et à renforcer les services de bien-être au Canada par le moyen de subventions aux provinces en vue de les aider à payer le coût de projets de démonstration et d'une variété de régimes de formation; aux services de bien-être, organismes sociaux et universités en vue de projets de recherches; aux écoles de service social pour l'accroissement de leur personnel et à des particuliers pour des études postérieures au grade universitaire.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT DU CANADA



*NOTA: Ces fonctionnaires aident de leurs conseils les organismes aussi bien que le ministère ci-contre.

LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT DU CANADA

Immeuble Canadian, Ottawa

Ministre

L'honorable Judy V. LaMarsh, c.p., député,
Secrétaire d'État

Secrétaire parlementaire..... Albert Béchar, député,
Adjoint exécutif..... W. H. Neville
Adjoint spécial Claude Roy

Sous-secrétaire d'État G.G.E. Steele
Sous-secrétaire d'État adjoint..... H.O.R. Hindley

Le secrétariat d'État a été établi par la *Loi prévoyant l'organisation du secrétariat d'État du Canada ainsi que l'administration des terres des Indiens et des terres de l'artillerie* (chapitre 42 des S.C. 1867-1868), devenue la *Loi sur le secrétariat d'État* (chapitre 77 des S.R.C. 1952), sanctionnée le 22 mai 1868.

Lors de l'établissement du ministère de l'Intérieur par la *Loi prévoyant l'établissement du ministère de l'Intérieur* (chapitre 4 des S.C. 1873), la direction des affaires indiennes, la surveillance et l'administration des terres et biens des Indiens au Canada, de même que la surveillance et l'administration des terres fédérales de la Couronne en général, et notamment des terrains de l'Artillerie et de l'Amirauté, sauf certaines exceptions spécifiées, furent soustraites à la compétence du Secrétaire d'État.

La même loi assignait au Secrétaire d'État la correspondance d'État avec les gouvernements des provinces et abolissait le poste indépendant de Secrétaire d'État aux affaires provinciales.

Le 1^{er} octobre 1966, la *Loi sur l'organisation du gouvernement* (chapitre 25 des statuts du Canada) effectuait le transfert du Service des corporations et de la Division de l'enregistrement au nouveau ministère du Registraire général. En même temps, la Direction de l'enregistrement de la citoyenneté ainsi que la Direction de la promotion sociale (anciennement citoyenneté) furent transférées du Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration (anciennement de la Citoyenneté et de l'Immigration) au Secrétariat d'État.

Les devoirs, pouvoirs et fonctions du Secrétaire d'État visent et comprennent maintenant toutes les questions qui sont du ressort du Parlement du Canada et que les lois n'attribuent pas à quelque autre ministère, département, direction, ou organisme du gouvernement du Canada, concernant:

- la citoyenneté;
- les élections;
- le cérémonial d'État, la direction de la correspondance d'État et la conservation des archives et documents d'État;

- l'encouragement aux lettres, aux arts plastiques et aux arts d'interprétation, à la diffusion du savoir et à l'activité culturelle; et
- les bibliothèques, les archives, les sources historiques, les musées, les galeries, le théâtre, le cinéma et la radiodiffusion.

Le Secrétaire d'État à la direction et l'administration des services suivants:

La Direction du protocole (secrétariat)

L'aide à l'enseignement

La Direction de la citoyenneté (promotion sociale)

La Direction de l'enregistrement de la citoyenneté

Le Musée national du Canada

Le Bureau des traductions.

Direction du protocole

La Direction du protocole s'occupe de la correspondance avec le cabinet du gouverneur général et avec les lieutenants-gouverneurs des provinces; elle répond aux diverses demandes de renseignements concernant le patronage royal, l'utilisation des noms et des photographies de la famille royale; elle voit à faire parvenir les messages de la souveraine, du gouverneur général et du premier ministre à l'occasion d'anniversaires de mariage et de naissance; elle renseigne sur l'ordre des préséances relatives des dignitaires canadiens et étrangers, les décorations et distinctions honorifiques, le cérémonial, les titres, les drapeaux, les hymnes nationaux, les armoiries et les sceaux. En outre, elle prépare, pour publication, le *Guide des préséances relatives à Ottawa* et la *Liste des préséances des hauts fonctionnaires de la Fonction publique à Ottawa*. Elle veille à l'impression et à la distribution du discours du trône prononcé à l'ouverture et à la clôture de chaque session parlementaire. La Direction comprend la Section des documents parlementaires, à qui incombe la coordination des réponses à toutes les questions des parlementaires ainsi que des motions portant dépôt de documents.

Aide à l'enseignement

Cette Direction est chargée de coordonner les lignes de conduite fédérales en matière d'aide à l'enseignement, d'aide aux étudiants et d'aide à la recherche dans les universités. Elle applique la partie de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (1967) qui concerne le financement des études post-secondaires. La Direction organise une sous-section chargée d'effectuer des recherches et d'obtenir des renseignements sur la façon dont l'activité du gouvernement fédéral en matière d'enseignement se répercute sur les progrès de l'enseignement à l'échelle nationale.

La Direction de la citoyenneté (promotion sociale)

Cette Direction a pour fonctions de favoriser un civisme agissant chez tous les Canadiens, en cherchant à assurer une meilleure compréhension du rôle du citoyen dans une société démocratique et l'acceptation des responsabilités individuelles en ce qui a trait à la participation de tous les citoyens à la vie communautaire. Les domaines particuliers auxquels la Direction s'intéresse sont les voyages et les échanges culturels, les initiatives et projets multi-ethniques, les services à la jeunesse, l'intégration des Indiens, le bilinguisme et le biculturalisme, les droits de l'homme, l'intégration des immigrants, l'enseignement des langues aux immigrants et le progrès du civisme. Ses principes et méthodes d'action sont tirés des sciences sociales et appliqués en vue d'encourager une plus grande participation.

La Direction offre gratuitement ses services, sur demande, aux organismes, associations et groupements qui désirent établir des programmes ou des projets dans les domaines susmentionnés. Ces services comprennent des renseignements

sur les ressources disponibles; de la documentation éducative et du matériel pour les programmes; des conseils d'experts et de l'aide pour les projets, programmes, conférences, cours de formation et réunions. En vertu d'ententes avec les ministères provinciaux de l'Éducation, la Direction de la citoyenneté fournit des manuels gratuits et un appui financier pour l'enseignement des langues aux immigrants.

La Direction rassemble aussi des renseignements sur les différents groupes ethniques du Canada, concernant leur histoire, leurs associations, leurs activités et leur apport à la vie canadienne. Cette documentation comprend, en outre, de nombreux textes sur la structure et le rôle des associations bénévoles au Canada.

La Direction comprend quatre divisions, soit celles de la liaison, des programmes nationaux, des services d'information et des publications, et de l'administration. Le bureau central compte un certain nombre de fonctionnaires chargés de domaines particuliers. Il existe quatorze bureaux régionaux situés dans les principaux centres du Canada.

La Direction de l'enregistrement de la citoyenneté

La Direction de l'enregistrement de la citoyenneté est chargée de l'application de la Loi sur la citoyenneté canadienne (S.R., 1952, chap. 33). Elle comprend le Bureau du registraire de la citoyenneté, les Divisions de l'examen et de l'administration, à Ottawa, treize cours de citoyenneté canadienne et quatre bureaux de moindre importance situés dans divers centres à travers le pays.

La Direction étudie et approuve les demandes, et délivre les certificats de citoyenneté; elle fournit aux Canadiens des preuves de citoyenneté; enregistre les naissances des Canadiens nés à l'étranger; et s'occupe de la révocation et de la reprise de la citoyenneté canadienne. Elle est aussi chargée de conserver les dossiers relatifs à la Loi sur la citoyenneté et à la Loi sur la naturalisation antérieurement en vigueur au Canada. La Direction doit également encourager les étrangers à devenir citoyens canadiens.

Dans les régions du pays où la Direction n'a pas ses propres bureaux, environ 160 cours du magistrat, de district ou de comté acceptent et examinent les demandes de citoyenneté. Il incombe à la Direction de guider ces tribunaux dans l'application de la Loi sur la citoyenneté. En plus, dans les endroits éloignés où il n'existe pas de cours, des personnes ont été nommées pour accepter et examiner les demandes de citoyenneté; plus de 40 personnes remplissent ces fonctions.

Le Musée national du Canada

Les fonctions du Musée sont de:

- a) Collectionner des objets d'importance culturelle, historique et scientifique. Ses collections et ses travaux portent sur l'étude de la terre (géologie, minéralogie et paléontologie); l'étude de la vie (flore et faune); l'étude de l'homme (archéologie, folklore, anthropologie physique, ethnologie, histoire civile et histoire militaire); les sciences physiques et la technologie.
- b) Conserver ces collections, c'est-à-dire les entretenir et les remettre en bon état.
- c) Faire des recherches fondées, d'une part, sur les collections et, d'autre part, sur des travaux effectués sur place qui enrichissent en retour les collections.
- d) Au moyen de publications scientifiques et d'ouvrages destinés au grand public, d'étalages et de conférences, de films, de films fixes, de tournées et de prêts de spécimens, participer à l'éducation des Canadiens en mettant à leur disposition les connaissances que le Musée a accumulées grâce à ses recherches.

- e) Appuyer le Centre canadien de classement du plancton qui offre ses services aux organismes privés et gouvernementaux pour l'identification des plantes et des animaux marins recueillis au cours d'études océanographiques.

Le Bureau des traductions

Le Bureau des traductions a été établi en vertu de la Loi sur le Bureau des traductions (S.R., 1952, chap. 270).

Le Bureau des traductions est chargé de traduire, pour le compte des ministères ou du Parlement, de l'anglais au français ou du français à l'anglais et des langues étrangères au français ou à l'anglais ou vice versa, rapports, documents, débats, bills, lois, comptes rendus et correspondance. Il doit en outre assurer l'interprétation simultanée des discours à la Chambre des communes et au Sénat, ainsi que l'interprétation consécutive ou simultanée aux comités des deux Chambres; faire l'interprétation simultanée ou consécutive pour le compte des ministères et organismes de l'État, en particulier aux conférences nationales ou internationales tenues au Canada ou à l'étranger.

La Direction de la terminologie et de la formation effectue, au sein du Bureau, des recherches linguistiques et terminologiques qui sont publiées sous forme de glossaires et de lexiques traitant de sujets spécialisés. Elle dirige aussi une école de traducteurs stagiaires.

En outre, des textes scientifiques et techniques traduits surtout du russe et de l'allemand sont catalogues au Conseil national de recherches qui, en sa qualité d'organisme international d'échange de traductions scientifiques, en communique la liste à Washington, Londres et Delft, et en met des exemplaires à la disposition des savants du monde entier.

BUREAU DU SÉQUESTRE DES BIENS ENNEMIS

219 ouest, avenue Laurier, Ottawa

Séquestre

L'honorable John Tumer C.P., député,
Registraire général du Canada

Sous-séquestre

Jean Miquelon,

Sous-séquestre adjoint

Maurice Robitaille

Le décret du conseil C.P. 755 du 14 avril 1920, établi d'après la Loi sur les traités de paix, 1919 (chapitre 30 des S.C. 1919, deuxième session), accorda les pouvoirs de Séquestre des biens ennemis au Secrétaire d'Etat, pouvoirs que détenait jusqu'alors le ministre des Finances. La législation actuelle est la Loi sur le commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires) (chapitre 24 des S.C. 1947), qui contient une cédula des Règlements révisés sur le commerce avec l'ennemi (1943) tels que modifiés par cette loi, et tels que présentement en vigueur. Ces Règlements, en ce qui concerne la Seconde guerre mondiale, avaient d'abord été établis par le décret du conseil C.P. 2512 du 5 septembre 1939, établi d'après la Loi des mesures de guerre (présentement le chapitre 288 des S.R.C. 1952). Conformément aux dispositions de la Loi de 1966 sur l'organisation du gouvernement, 14-15 Elisabeth II, chapitre 25, le Registraire général du Canada succéda au Secrétaire d'Etat comme Séquestre des biens ennemis.

Le Registraire général est nommé Séquestre pour recevoir, détenir, gérer et libérer les biens ennemis qui lui sont signalés, qu'il reçoit ou contrôle, ou qui lui sont attribués en vertu des Règlements. Après la guerre, les biens ennemis confiés au Séquestre sont soit confisqués, liquidés et utilisés en compensation pour des réclamations de guerre de la part de Canadiens, ou remis à leurs propriétaires en vertu de lois ou de décrets du conseil établis après la guerre, au moins en partie, par suite de traités de paix et d'autres ententes internationales.

Revisé en juillet 1967



LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Chemin de Montréal, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable John R. Nicholson, C.P., député,
Ministre du Travail

Conseil d'administration

H. W. Hignett, M.B.E., président.....	Ottawa (Ont.)
Jean Lupien, vice-président.....	Ottawa (Ont.)
R. B. Bryce.....	Ottawa (Ont.)
Louis de G. Giguère.....	Montréal (P.Q.)
A. F. Laidlaw.....	Ottawa (Ont.)
Donald A. S. Lanskail.....	Vancouver-Ouest (C.-B.)
M ^{me} J. D. Newman.....	Toronto (Ont.)
J. F. Parkinson.....	Ottawa (Ont.)
R. G. Robertson.....	Ottawa (Ont.)
N. M. Zunic.....	St-Boniface (Man.)

Agents exécutifs

Vice-présidents.....	H. C. Linkletter
	I. R. MacIennan
Directeurs exécutifs {	Économiste en chef..... R. T. Adamson
	Prêts..... A. D. Wilson
	Hypothèques et propriétés..... H. Saint-Pierre
Contrôleur.....	R. W. Desbarats

La Société centrale d'hypothèques et de logement a été établie le 1^{er} janvier 1946 par la *Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement* (chapitre 15 des S.C. 1945, devenu le chapitre 46 des S.R.C. 1952).

Le rôle principal de la Société est d'appliquer la *Loi nationale sur l'habitation 1954* (chapitre 23, modifié, des S.C. 1953-1954). Aux termes de cette Loi, la Société peut assurer les prêts hypothécaires consentis par les prêteurs agréés pour l'achat de maisons existantes et pour la construction de maisons nouvelles destinées à être occupées par le propriétaire, ainsi que pour la construction de logements à loyer, l'achat de maisons occupées par le propriétaire et de maisons à loyer dans certains secteurs de rénovation urbaine, la construction de maisons de ferme et la construction de logements entreprise par des sociétés coopératives. Dans les milieux où les prêteurs agréés ne consentent pas de prêts, la Société peut consentir des prêts pour son propre compte. Elle peut aussi consentir des prêts: a) à une province, à une municipalité et à un Office du logement public pour la construction de logements publics et pour l'aménagement de terrains devant servir aux mêmes fins; b) à des sociétés sans but lucratif pour la construction de logements destinés

aux familles à revenu modique et aux personnes âgées; c) aux provinces et aux municipalités afin de les aider à réaliser des programmes d'épuration des eaux-vannes en vue d'enrayer la pollution de l'eau et du sol; et d), aux provinces, aux municipalités, aux universités, aux collèges, aux commissions scolaires, aux hôpitaux, aux sociétés coopératives et aux sociétés de bienfaisance, afin d'aider à procurer des logements aux étudiants célibataires et aux étudiants mariés.

Dans le domaine des prêts, la Société est aussi autorisée à garantir jusqu'à 5 p. 100 de la valeur globale du principale des prêts pour l'amélioration de maisons, consentis par les banques et par les organismes agréés de crédit à tempérament.

La Société peut acheter et vendre des prêts hypothécaires assurés, administrer des prêts assurés, consentir des prêts aux prêteurs agréés sur garantie de prêts hypothécaires et acheter des obligations des institutions prêteuses.

La *Loi nationale de 1954 sur l'habitation* autorise aussi la Société à aider à améliorer la situation du logement au Canada; a) en participant avec les gouvernements provinciaux à l'aménagement de terrains pourvus des services, à des fins résidentielles, à la construction de nouveaux ensembles d'habitations et à l'acquisition de bâtiments existants ainsi qu'à leur amélioration ou transformation aux fins de logements publics; b) en versant des contributions aux provinces et aux municipalités pour qu'elles fassent entreprendre des études en vue de définir leurs zones délabrées et en décrépitude, pour qu'elles préparent des programmes de rénovation urbaine, et, grâce à des subventions et à des prêts, pour qu'elles mettent à exécution leurs programmes de rénovation urbaine; c) en construisant et en administrant des ensembles d'habitations pour son propre compte et pour le compte d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral; et d) en faisant des recherches sur les conditions de logement, en encourageant l'urbanisme et d'autres formes d'activité de nature à améliorer la construction résidentielle, ainsi que la production expérimentale de matériaux requis pour améliorer la construction ou pour en réduire le coût. La Société étudie et examine avec soin toute proposition pratique de nature à accroître le volume de la construction au Canada, à améliorer les conditions de logement et à produire à plus bas prix des maisons répondant aux normes requises.

La Société se compose des divisions suivantes: a) la Division des prêts, qui s'occupe de toutes les questions d'assurance et de prêt; b) la Division des hypothèques et des propriétés, qui s'occupe de l'administration des prêts hypothécaires des conventions de vente (sales agreements) et des garanties, ainsi que de la gestion des immeubles; c) la Division de la rénovation urbaine et des logements publics de qui relève la responsabilité de la Société dans ces domaines; d) la Division du génie et de la construction, qui voit à l'administration des programmes de construction de la Société, dont les plus pressant en ce moment sont la construction de logements publics d'après les dispositions de la Loi visant les ententes fédérales-provinciales; e) la Division de l'architecture et de l'urbanisme, où sont conçus et préparés les plans de programmes de construction dont la Société est responsable; f) la Division de l'information, qui s'occupe des publications et des services de renseignements; g) la Division de la recherche économique et de la statistique qui est responsable des données, des relevés et rapports statistiques préparés par la Société; h) la Division de l'évaluation, qui est chargée de conseiller la Société sur la valeur des propriétés immobilières; i) la Division de l'organisation et des méthodes, qui étudie tous les aspects de l'organisation de la Société, les méthodes et procédés, et fait les recherches relatives à l'administration; et j) la Division de l'administration de qui relève le fonctionnement au jour le jour de la Société.

De plus, un Groupe consultatif étudie et donne des conseils sur divers aspects de la construction tels les modèles, les techniques de construction, les matériaux, l'urbanisme et l'utilisation du terrain. Ce comité entreprend aussi des recherches sur le logement.

Les services administratifs comprennent la comptabilité, les prévisions budgétaires, la vérification-comptable interne, le contentieux, les services de bureaux et le personnel.

Cinq bureaux régionaux, situés dans les villes suivantes, surveillent les diverses formes d'activité qui se déroulent dans les régions indiquées: Halifax, pour les provinces de l'Atlantique; Montréal, pour la province de Québec; Toronto, pour la province d'Ontario; Winnipeg, pour les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et la partie des territoires situés au nord de ces provinces; et Vancouver, pour la Colombie-Britannique et le Yukon. Des bureaux locaux sont établis dans les villes où l'application de la *Loi nationale de 1954 sur l'habitation* exige un centre administratif.

COMMISSION DU TARIF

219, avenue Argyle, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Mitchell Sharp, C.P., député,
ministre des Finances

Membres

Président.....	L.-C. Audette, C.R.
1 ^{er} vice-président.....	G. H. Glass
2 ^e vice-président.....	F. L. Corcoran, C.R.
Membres.....	G. A. Elliott E. C. Gerry Léo Gervais A. De B. McPhillips
Chef du service des recherches.....	J. E. Gander
Secrétaire.....	R.-F. Lalonde
Secrétaire adjoint.....	J. B. Moran

La Commission du tarif, constituée par la *Loi sur la Commission du tarif*, tient ses devoirs et ses responsabilités de trois Statuts du Canada: la *Loi sur la Commission du tarif* (chapitre 261, modifié, des S.R.C. 1952); la *Loi sur les douanes* (chapitre 58, modifié, des S.R.C. 1952), et la *Loi sur la taxe d'accise* (chapitre 100, modifié, des S.R.C. 1952).

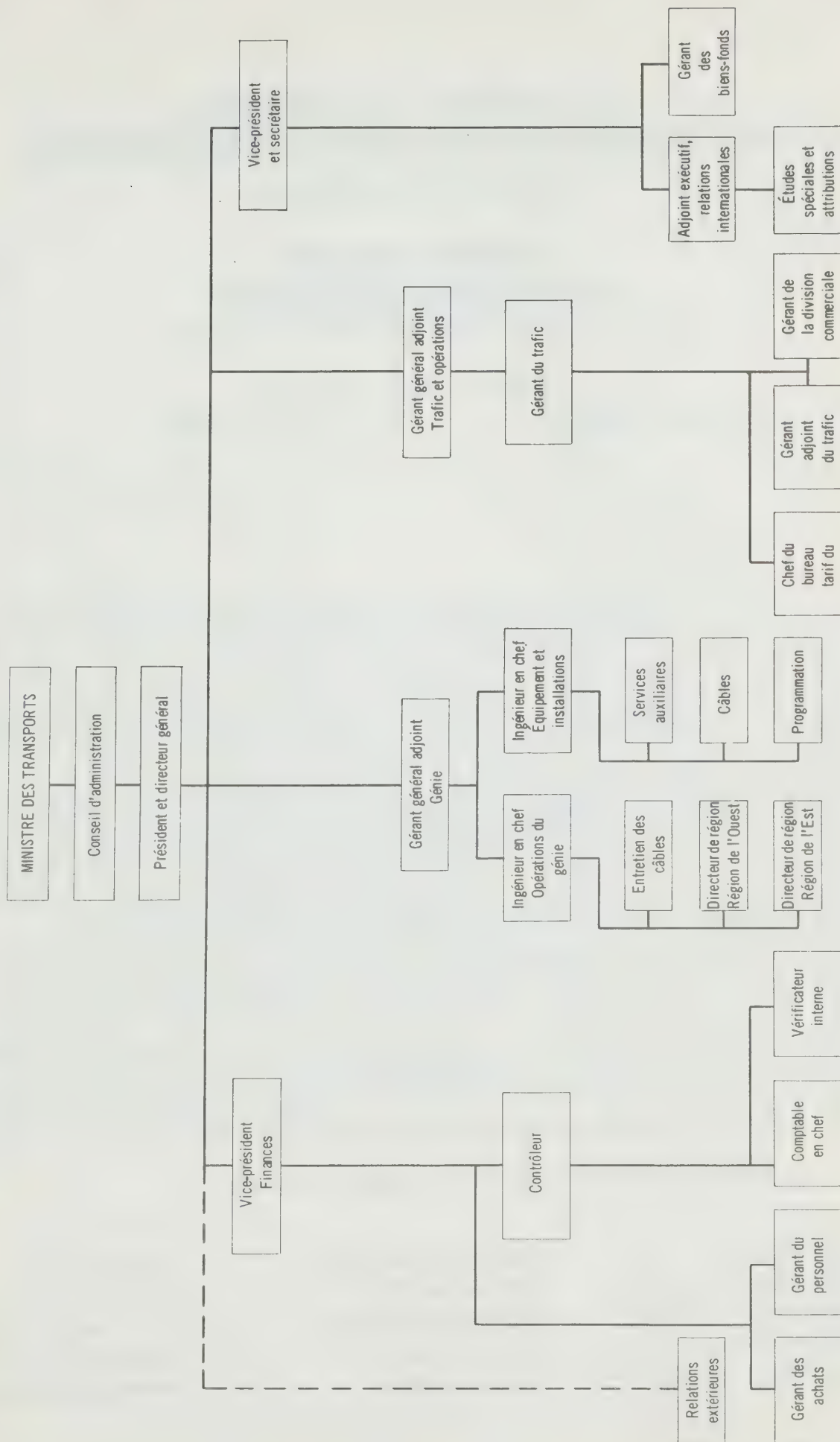
D'après la *Loi sur la Commission du tarif*, la Commission doit mener des enquêtes et faire rapport sur tout ce qui a trait aux marchandises qui, importées au Canada, sont soumises aux droits de douane ou aux taxes d'accise ou sont exemptes des droits de douane ou des taxes d'accise, et au sujet desquelles le ministre des Finances désire des renseignements. Ces enquêtes peuvent s'étendre aux conséquences que peuvent avoir une augmentation ou une diminution du tarif de douane d'un item de marchandise sur l'industrie ou le commerce et aussi dans quelle mesure le consommateur est protégé contre le profitage. La Commission est aussi responsable de faire enquête sur tout autre sujet relatif au commerce du Canada que le gouverneur en conseil juge à propos de soumettre à la Commission pour enquêter et faire rapport. Les attributions prennent habituellement une des deux formes suivantes: le pouvoir de reviser des sections du Tarif des douanes relatives à une industrie entière ou le pouvoir d'enquêter au sujet de produits spécifiques. Les rapports de la Commission sont déposés au Parlement par le ministre des Finances.

D'après les dispositions de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*, la Commission du tarif agit à titre de tribunal pour entendre les appels contre les décisions du ministère du Revenu national, Douanes et Accise, concernant les matières d'administration, y inclus celles des taxes d'accise, de la classification du tarif, de

l'évaluation pour le tarif, et du remboursement des droits de douane. Les déclarations de la Commission par suite des appels et sur des questions de fait sont finales et décisives. Mais les lois prévoient des rappels à la Cour de l'Échiquier du Canada et à la Cour suprême du Canada lorsqu'il s'agit de questions de droit.

Les renvois et les appels sur le tarif sont entendus en séance publique de la Commission.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS TRANSMARINES



LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS TRANSMARINES

625, rue Belmont, Montréal 3

Ministre responsable

L'honorable Paul Hellyer, C.P., député
ministre des Transports

Président et directeur général..... D F. Bowie

La Société canadienne des télécommunications transmarines, établie par la *Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines* (chapitre 10 des S.C. 1949) (2^e session), devenu le chapitre 42 des S.R.C. 1952, modifié), a été créée aux fins suivantes: *a*) établir, maintenir, et exploiter, au Canada et ailleurs, des services de télécommunications extérieures en vue de la conduite de communications publiques; *b*) exercer l'entreprise de communications publiques par câble, appareil de radio-télégraphie, radiotéléphone ou tout autre moyen de télécommunication entre le Canada et quelque autre endroit, ainsi qu'entre Terre-Neuve et toute autre partie du Canada; *c*) utiliser tous perfectionnements dans la transmission ou la réception par câble et radio pour les services de télécommunications extérieures; *d*) poursuivre des investigations et des recherches en vue d'améliorer l'efficacité des services de télécommunications en général; et *e*) coordonner les services de télécommunications extérieures du Canada aux services de télécommunications d'autres nations.

En vue d'atteindre les fins précitées, la Société a acquis les services transmarins de communications sans fil de la *Canadian Marconi Company*, et des biens, au Canada, de la *Cable and Wireless Limited*, société qui était propriété exclusive du gouvernement du Royaume-Uni et exploitée au Canada sous le nom de *Pacific Cable Board*. L'acquisition de ces biens par la Société est conforme à l'Accord sur les télégraphes du Commonwealth, intervenu le 11 mai 1948. Cet accord a pour objet de consolider et de renforcer le réseau de communications par radio et par câble du Commonwealth.

La Société a aussi des bureaux aux locations suivantes:

St-Jean (T.-N.)
Deer Lake (T.-N.)
Corner Brook (T.-N.)
Halifax (N.-É.)
Mill Village (N.-É.)

Drummondville (P.Q.)
Yamachiche (P.Q.)
Grosses-Roches (P.Q.)
Toronto (Ont.)
Winnipeg (Man.)

Ladner (C.-B.)
Langley (C.-B.)
Port-Alberni (C.-B.)
Vancouver (C.-B.)
Keawaula (Hawaii)

LE CONSEIL DU TERRITOIRE DU YUKON

Whitehorse (T.Y.)

Ministre responsable

L'honorable Arthur Laing, C.P., député,
ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Membres élus du Conseil

G.O. Shaw	Dawson
(Mme) G. Jean Gordon	Mayo
Norman S. Chamberlist	Whitehorse-Est
John Dumas	Whitehorse-Ouest
John O. Livesey	Carmacks-Kluane
J. Kenneth McKinnon	Whitehorse-Nord
D. Taylor	Watson Lake

Commissaire du territoire du Yukon..... James Smith

Le Conseil du territoire du Yukon a été créé en vertu de la Loi du Yukon (devenue le chapitre 53, modifié, des S.C. 1952-1953). Le Commissaire administre le gouvernement du territoire selon les instructions que le gouverneur en Conseil ou le ministre lui donne à l'occasion.

Le Commissaire en conseil a le pouvoir de légiférer sur les matières suivantes (entre autres): l'impôt direct dans le territoire en tant que source de revenus, l'entretien d'institutions municipales, l'octroi de permis, la célébration du mariage, la propriété et les droits civils, l'instruction, la santé publique et, en général, toutes les affaires d'intérêt local.

Le Conseil du territoire du Yukon se compose de sept membres élus. Le Commissaire du territoire du Yukon est le fonctionnaire exécutif en chef du territoire, mais il n'est pas membre du Conseil.

LE CONSEIL DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Bureau du Commissaire—400 ouest, avenue Laurier, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Arthur Laing, C.P., député,
ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Membres élus du Conseil

Mackenzie Delta.....	L.R. Trimble
Mackenzie River.....	M.D. Fairbrother
Mackenzie South.....	D.M. Stewart
Mackenzie North.....	D.H. Searle
Central Arctic.....	R.G. Williamson
Western Arctic.....	D.M. Pryde
Eastern Arctic.....	Simonee Michael

Membres désignés du Conseil

John H. Parker, sous-commissaire des Territoires
du Nord-Ouest

Air Marshal H. Campbell
Prof. Lloyd Barber
Chief John Tetlich
James Gordon Gibson

Commissaire des Territoires du Nord-Ouest.....	S.M. Hodgson
Sous commissaire des Territoires du Nord-Ouest	John H. Parker

Principaux bureaux régionaux

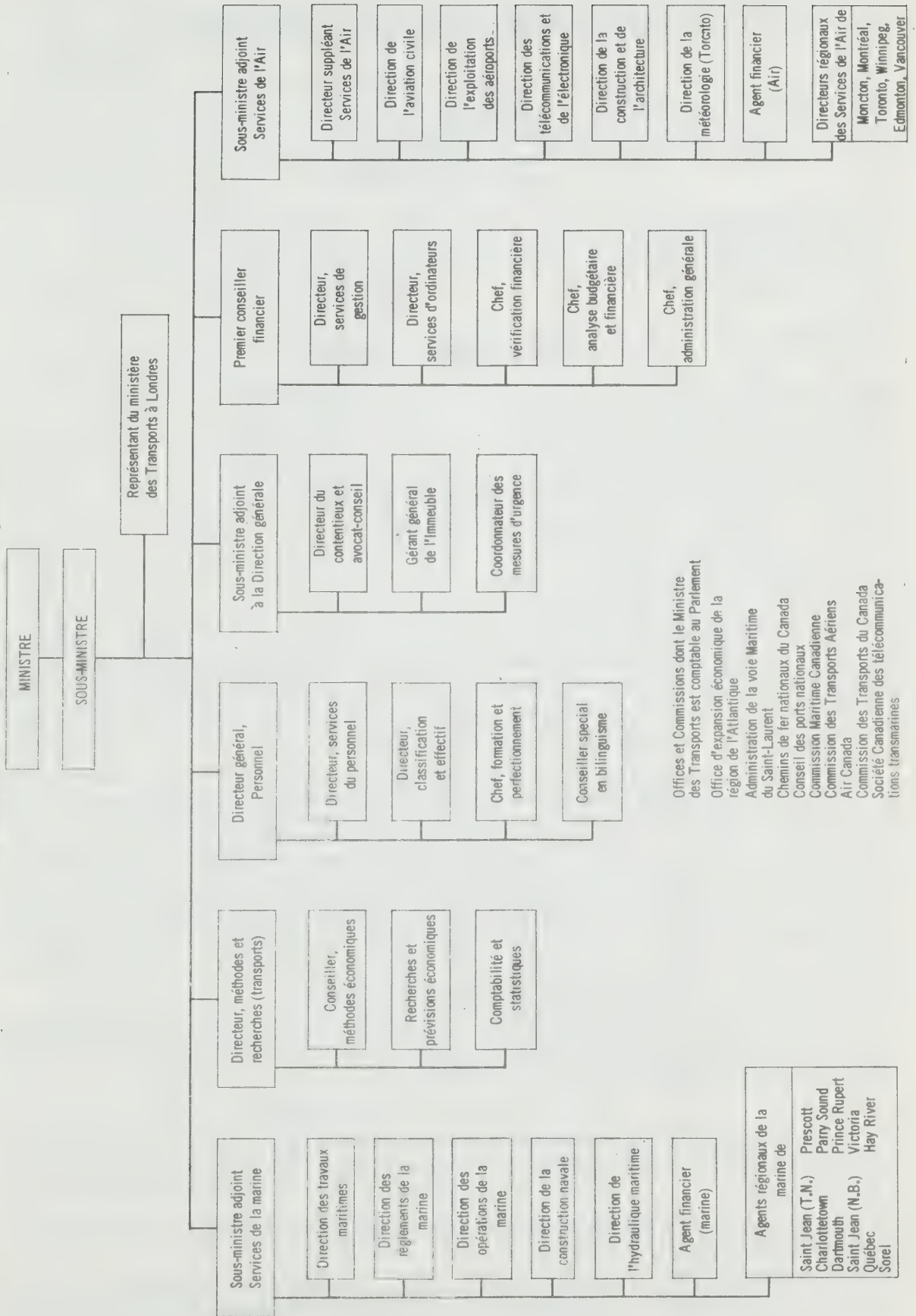
L'administrateur du Mackenzie.....	Fort Smith (T.N.-O.)
L'administrateur de l'Arctique.....	Ottawa

Le Conseil des Territoires du Nord-Ouest a été créé en vertu de la *Loi des Territoires du Nord-Ouest* (chapitre 331, modifié, des S.R.C. 1952).

Le Commissaire en conseil possède des pouvoirs législatifs à l'égard des matières suivantes (entre autres): les impôts directs levés dans les Territoires afin de créer des revenus, l'entretien d'institutions municipales, l'octroi de permis, la célébration du mariage, la propriété et les droits civils, l'administration de la justice, l'instruction, la santé publique, le bien-être, et, en général, toutes les affaires d'intérêt local.

Le Conseil des Territoires du Nord-Ouest se compose de douze membres dont cinq désignés par le Gouverneur en conseil et sept élus. Le Commissaire des Territoires du Nord-Ouest préside les réunions du Conseil, mais n'en est pas membre.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS



MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Immeuble Hunter, rue O'Connor, Ottawa

Ministre

L'honorable Paul T. Hellyer, C.P., député,
ministre des Transports

Secrétaire parlementaire James A. Byrne, député
Adjoint exécutif W.M. Lee
Adjoint spécial R.A. Morrison

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre J.R. Baldwin
Sous-ministre adjoint pour la Marine G.W. Stead
Sous-ministre adjoint pour l'Air G.A. Scott
Sous-ministre adjoint à la direction générale G. Sicotte
Directeur, méthodes et recherches (transports)
Premier conseiller financier
Directeur générale, Personnel

Le ministère des Transports a été établi en 1936 par la *Loi sur le ministère des Transports*, 1936 (S.C. 1936, c. 34—maintenant la *Loi sur le ministère des Transports*, S.R.C. 1952, c. 79, modifié) lorsque le ministère des Chemins de fer et des Canaux, le ministère de la Marine et la Division de l'aviation civile du ministère de la Défense nationale ont été fusionnés.

Le ministère des Transports a la gestion, la charge et la direction de tous les chemins de fer de l'Etat (par l'entremise de la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada); des canaux (à l'exclusion de ceux qui relèvent de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent); des Services de la marine dont relèvent le service des phares et des autres aides à la navigation maritime, l'inspection des navires à vapeur, les services nautiques et la Garde côtière canadienne, les Services de l'Air qui comprennent l'entretien et l'exploitation des aéroports, le contrôle des opérations de vol, les services de la météorologie et les services des télécommunications et de l'électronique.

Les fonctions du Ministère sont assumées par deux groupes principaux de services d'exploitation, la Marine et l'Air, qu'appuient différentes directions affectées aux recherches ou à l'administration.

SERVICES DE LA MARINE

Les services de la marine comprennent cinq directions: Travaux maritimes, Règlements de la marine, Opérations de la marine, Hydraulique maritime, et Construction navale.

La *Direction des travaux maritimes* comprend trois divisions: Aide à la navigation, Ports et Biens, et Canaux.

Les fonctions de la Division des aides à la navigation comprennent la construction, la réparation, l'exploitation et l'amélioration de tous les phares, avertisseurs de brume, bateaux-feux, bouées et balises et autres aides à la navigation maritime. La Division régit toutes les propriétés des agences de la marine et elle est responsable de l'établissement des plans et de l'entretien des immeubles et

des quais des agences régionales de la marine ainsi que de l'établissement des plans des immeubles et ouvrages des autres divisions des Services de la marine, à l'exception de la Division des canaux; elle exploite tous les ateliers des agences de la marine, y compris le centre de mises au point de Prescott (Ontario); elle publie la nomenclature des feux et avertisseurs de brume ainsi que des avis aux navigateurs.

Quelque 309 ports publics, proclamés en vertu de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, relèvent de la Division des ports et des biens; l'administration de 113 de ces ports est confiée à des maîtres de port. Onze ports, sur l'exploitation desquels le Ministère exerce une surveillance générale, sont administrés par des Commissaires de port.

La Division des canaux est chargée de l'entretien et de l'exploitation des canaux des rivières Ottawa, Rideau et Richelieu, des canaux qui se trouvent entre le lac Ontario et la baie Georgienne et entre l'océan Atlantique et les lacs Bras-d'Or ainsi que du canal de Canso.

La Direction des règlements de la marine comprend le Service d'inspection des navires à vapeur et la Division nautique et du pilotage. Les fonctions du Service d'inspection des navires à vapeur comprennent l'examen et l'approbation des plans faisant voir la construction des navires à vapeur, leurs machines et leur équipement, et l'inspection des navires à vapeur au cours de la construction; l'inspection périodique des navires à vapeur et la délivrance de certificats en conformité de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et de ses règlements d'exécution; l'inspection de l'outillage de chargement pour assurer qu'il est conforme aux exigences de l'Organisation internationale du travail ayant trait à la protection contre les accidents des travailleurs employés au chargement et au déchargement des navires; l'examen des candidats au certificat de capacité de mécanicien de marine; l'application des dispositions de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer; l'application des dispositions de la Convention internationale sur les lignes de charge; l'application du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses sur les navires et l'application du Règlement sur la pollution des eaux par les hydrocarbures.

La Division nautique et du pilotage s'occupe, entre autres, de l'immatriculation des navires; du jaugeage des navires; des écoles de marine du gouvernement et des écoles de marine qui reçoivent de l'aide du gouvernement; de l'examen des candidats aux certificats de capitaine, de lieutenant et de matelot qualifié ainsi que de la délivrance de tels certificats; de la délivrance des diplômes de cuisinier de navire; des enquêtes préliminaires et de la préparation des enquêtes officielles sur les sinistres maritimes; des stations de sauvetage des côtes de l'Atlantique et du Pacifique, et du pilotage.

La Division tient le Registre central des marins et administre en général les règlements touchant le bien-être des marins du Canada. Les gardiens de port, les visiteurs des pontées de bois et les inspecteurs des expéditions de bétail relèvent de sa compétence. Elle agit aussi à titre de receveur dans les cas ayant trait aux épaves et au sauvetage.

Une autre des fonctions de la Division consiste à surveiller les différentes circonscriptions de pilotage en vue d'assurer un service efficace dans le cadre des dispositions de la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

La Direction des opérations de la marine dirige les opérations des navires du Ministère (garde côtière canadienne); elle est responsable des opérations de déglacage, du service consultatif sur l'état des glaces, des entreprises de la marine dans l'Arctique canadien et de la coordination des opérations de recherches et de sauvetage.

La Direction de l'hydraulique maritime se compose de trois divisions: Chenal maritime du Saint-Laurent, Études hydrauliques et Contrôle de la circulation maritime.

La Direction des services hydraulique maritimes est responsable de la gestion et de l'administration, activités concernant l'utilisation des ressources hydrauliques pour fins de transport maritime, dont les projets de recherches hydrauliques et les enquêtes au sujet des plans d'amélioration des chenaux de navigation, les services consultatifs pour le creusage exigé pour la construction des ponts, les quais et autres travaux qui affectent l'utilisation du chenal maritime du Saint-Laurent et autres dont le ministère des Transports est responsable; l'assistance en génie hydraulique et les conseils requis par la Commission mixte internationale au sujet de l'utilisation des eaux qui servent au transport; une assistance semblable et des conseils, ou une participation active dans les travaux d'autres commissions et comités nationaux et internationaux, lorsque l'intérêt du ministère est en jeu; et les services de contrôle de la glace lorsqu'il s'agit de l'intérêt et des responsabilités du ministère des Transports.

La Division du chenal maritime du Saint-Laurent est chargée de l'entretien et de l'amélioration d'un chenal de navigation en eau profonde s'étendant de Montréal jusqu'en aval de la cité de Québec, y inclus la rivière Saguenay, et les voies non canalisées entre Montréal et le lac Ontario. Agissant au nom de la Direction des opérations maritimes, cette division surveille, durant l'hiver, les opérations de déglacage destinées à prévenir les inondations.

La Division des études hydrauliques a pour fonction: la planification, l'analyse et l'évaluation des projets d'amélioration de la navigation, ainsi que l'aide à l'intégration des travaux du ministère des Transports en ce qui a trait à fournir des services de navigation dans le bassin des Grands lacs et du fleuve Saint-Laurent et d'autres cours d'eau sur lesquels le ministère a juridiction, en entreprenant les études et les recherches hydrauliques nécessaires, y compris les études sur modèles hydrauliques; la participation à la coopération normale entre les diverses directions des Services maritimes, et la liaison avec (1) d'autres organismes intéressés à la navigation, et responsables au ministre et (2) d'autres organismes qui s'occupent de la gestion des ressources hydrauliques, en fournissant l'aide technique et l'information nécessaire dans le domaine de l'hydraulique maritime; la participation au nom du ministère des Transports aux activités de la Commission mixte internationale à un degré nécessaire pour justifier la contribution du transport maritime à l'utilisation des cours d'eau disponibles; c'est aussi une source d'assistance en génie lorsque le ministère des Transports doit participer aux enquêtes sur les bords des cours d'eau.

Une division chargée nommément du contrôle de la circulation maritime est en voie de formation et aura son centre à Montréal.

La Direction de la construction navale est responsable: a) de la construction de nouveaux navires; établissement des besoins, préparation des dessins de base, estimation du coût, analyse des soumissions, approbation des dessins et surveillance de la construction des navires destinés au ministère des Transports ou à d'autres ministères du gouvernement qui demandent une telle aide; b) de la réparation et du réarmement, préparation des devis concernant les réparations et le réarmement, estimation des frais, analyse des soumissions et surveillance des travaux dans le cas des navires du ministère des Transports et des navires des autres ministères de l'État qui demandent une telle aide.

SERVICES DE L'AIR

Les responsabilités des Services de l'Air sont réparties entre quatre directions: l'Aviation civile, les Télécommunications et l'Électronique, la Météorologie et la Construction.

Les fonctions de la Direction de l'aviation civile comprennent: l'exécution du Règlement de l'Air et des ordonnances sur la navigation aérienne; la délivrance des licences aux aviateurs et l'immatriculation des aéronefs; les enquêtes sur les accidents d'aviation et les analyses y afférentes; la surveillance des aéroclubs et des écoles d'aviation, des études, de la construction des aéronefs du point de vue de la navigabilité et de la performance; l'inspection des aéroports et des bases d'hydravions et la délivrance de permis; l'organisation générale et l'entretien des aéroports de l'État; le contrôle de la circulation aérienne; la désignation des routes et des voies aériennes; l'aide aux municipalités relativement au choix et à l'aménagement d'emplacements pour les aéroports.

La Direction de la météorologie est chargée d'assurer, dans tout le Canada, les services météorologiques civils qui sont compatibles avec la responsabilité générale de l'État fédéral. Ces services sont destinés, entre autres, à l'aviation civile tant nationale qu'internationale; aux ministères du gouvernement, aux corps publics et aux organismes locaux; au public en général par le truchement de la presse, de la radio et de la télévision; certains services répondent aux besoins de l'agriculture en général, de la sylviculture, de la pêche, du transport et d'autres industries essentielles au Canada; elle assure également des services à la navigation sur les Grands lacs et dans les eaux du littoral du Canada. La Direction est aussi chargée de l'observation des glaces, de la transmission de rapports et de l'établissement de prévisions sur l'état des glaces dans les eaux canadiennes et en particulier dans les régions de l'Arctique. Elle se livre à des recherches météorologiques afin de satisfaire aux besoins actuels du Canada et aux exigences nouvelles que l'on peut prévoir et afin de contribuer à l'avancement de la météorologie.

Les fonctions de la *Direction des télécommunications et de l'électronique* comprennent l'application des lois nationales et internationales sur la radio, des règlements et des conventions ayant trait au spectre des fréquences radio-électriques par l'adoption de normes pour le matériel radio; la délivrance de permis aux stations radio; l'application des lois et règlements régissant l'exploitation des stations radio et l'usage de la radio pour la sauvegarde de la vie humaine dans les airs et sur les mers; la construction, l'entretien et l'exploitation de stations de radiocommunications aéronautiques, maritimes et météorologiques et d'aides radio et électroniques à la navigation ayant trait aux aéroports et aux voies aériennes intérieures et internationales ainsi qu'à la navigation maritime le long du littoral du Canada et sur les Grands lacs; l'application des règlements et conventions télégraphiques nationaux, internationaux et du Commonwealth; l'administration des services centralisés de téléphone et de communications du gouvernement; étudie les besoins et avise le Conseil du Trésor sur l'utilisation des services administratifs de télécommunication; coordonne et planifie les services généraux de télécommunication du gouvernement, et l'exploitation des services de lignes terrestres du Ministère.

Direction de la construction et de l'architecture—Cette direction se charge de la construction des ouvrages nécessaires aux directions de l'Aviation civile, des Télécommunications de l'Exploitation des aéroports et de la Météorologie. Elle veille à la construction d'aéroports, à la préparation des plans, à l'érection et à la modification de bâtiments et à la fourniture de services comme l'énergie, l'eau et les égouts ainsi que l'éclairage des aéroports.

Direction de l'exploitation des aéroports—Cette direction assure la conception, la coordination, la direction et le contrôle des ressources qui ont trait à l'aménagement des installations d'aéroport au sol et des services auxiliaires afférents aux opérations et installations des Services de l'Air.

Dans plusieurs centres importants du Canada, le Ministère exploite des bureaux chargés d'accomplir les tâches susmentionnées.

Agents régionaux de la Marine

St-Jean (T.-N.); Charlottetown (Î.P.-É.); Dartmouth (N.-É.); Saint-Jean (N.-B.); Québec (P.Q.); Sorel (P.Q.); Parry Sound (Ont.); Prescott (Ont.); Prince Rupert (C.-B.); Victoria (C.-B.) et Hay River (T.N.-O.).

Ingénieurs — surintendants des Canaux

Canaux du Rideau et de la Nouvelle-Écosse.....Ottawa
Canaux du QuébecMontréal
Canaux de la Trent et Murray.....Peterborough

Directeurs régionaux des Services de l'air

Moncton (N.-B.); Montréal (P.Q.); Toronto (Ont.); Winnipeg (Man.); Edmonton (Alb.); et Vancouver (C.-B.).

Le ministre en plus d'être comptable au Parlement du ministère des Transports, l'est aussi des organismes suivantes:

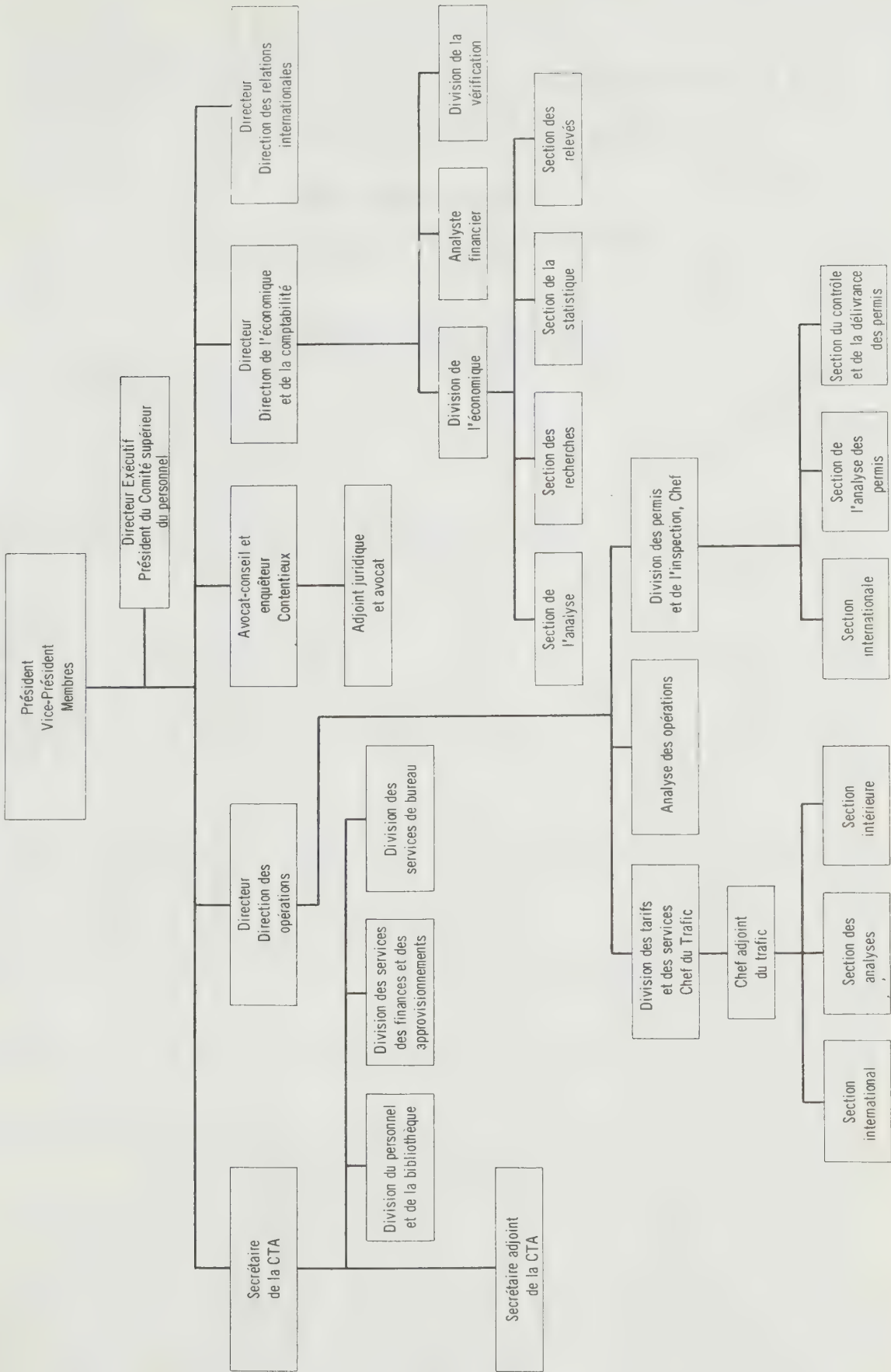
L'Office d'expansion économique de la région atlantique
La Commission Canadienne des transports
Les Chemins de fer Nationaux du Canada
La Société canadienne des télécommunications transmarines
Le Conseil des ports nationaux
L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
Air Canada

Le Ministère applique les lois qui suivent ou détient certaines responsabilités qui s'y rapportent.

Loi sur le ministère des Transports, c. 79 des S.R.C. 1952
Loi sur les connaissements, c. 16 des S.R.C. 1952
Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, c. 42 des S.R.C. 1952
Loi sur les pipe-lines, c. 211 des S.R.C. 1952
Loi sur les télégraphes, c. 262 des S.R.C. 1952
Loi sur les transports, c. 271 des S.R.C. 1952
Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, c. 242 des S.R.C. 1952
Loi sur l'aéronautique, c. 2 des S.R.C. 1952
Loi sur le transport aérien, c. 45 des S.R.C. 1952
Loi sur la radio, c. 233, S.R.C. 1952
Loi sur les commissaires du port de Belleville, c. 34 des S.C. 1952
Loi sur les commissaires du havre de Hamilton, c. 17 des S.C. 1951
Loi sur les commissaires du havre de New Westminster, c. 158 des S.C. 1912-1913
Loi sur les commissaires du havre de North Fraser, c. 162 des S.C. 1912-1913
Loi sur les commissaires du havre de Port-Albemi, c. 42 des S.C. 1947
Loi sur les commissaires du havre de Toronto, c. 26 des S.C. 1910-1911
Loi sur les commissaires du havre de Winnipeg et de Saint-Boniface, c. 55 des S.C. 1911-1912
Loi sur la marine marchande du Canada, c. 29 des S.R.C. 1952
Loi sur la Commission maritime canadienne, c. 38 des S.R.C. 1952
Loi nationale sur les Transports c. 69 des S.C. 1966-67

Loi des paquebots nationaux du Canada, c. 29 des S.C. 1926-1927
 Loi sur les ports et jetées de l'État, c. 135 des S.R.C. 1952
 Loi sur la discipline à bord des bâtiments de l'État, c. 137 des S.R.C. 1952
 Loi sur l'expédition du bétail, c. 169 des S.R.C. 1952
 Loi sur le Conseil des ports nationaux, c. 187 des S.R.C. 1952
 Loi sur la protection des eaux navigables, c. 193 des S.R.C. 1952
 Loi sur le transport des marchandises par eau, c. 291 des S.R.C. 1952
 Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, c. 29 des S.C. 1955
 Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, c. 39 des S.R.C. 1952
 Loi sur les chemins de fer de l'État, c. 136 des S.R.C. 1952
 Loi sur la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer Inter-colonial et de l'Île du Prince-Édouard, c. 22 des S.C. 1906-1907
 Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, c. 174 des S.R.C. 1952
 Loi sur les chemins de fer, c. 234 des S.R.C. 1952
 Loi sur la revision du capital des Chemins de fer Nationaux du Canada, c. 41 des S.R.C. 1952
 Loi sur la revision du capital des chemins de fer Nationaux du Canada, c. 311 des S.R.C. 1952
 Loi sur l'aménagement de l'énergie des rapides internationaux, c. 157 des S.R.C. 1952
 Loi sur l'indemnisation des marins marchands, c. 178 des S.R.C. 1952
 Loi sur les billets de transport, c. 202 des S.R.C. 1952
 Loi sur le transport par véhicule à moteur, c. 59 des S.C. 1953-1954
 Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises, c. 27 des S.C. 1959
 Loi sur les Commissaires du port de Nanaimo, c. 19 des S.C. 1960
 Loi sur les Commissaires du port d'Oshawa, c. 21 des S.C. 1960

COMMISSION DES TRANSPORTS AÉRIENS



LA COMMISSION DES TRANSPORTS AÉRIENS

Queensway Towers, 200, rue Isabella, Ottawa 1

Ministre responsable

L'honorable J. W. Pickersgill, C.P., député,
ministre des Transports

Membres de la Commission

Président.....	J.-L.-G. Morisset
Vice-président.....	J. R. Belcher
Membres.....	G.-R. Boucher, J. F. Clark

La Commission des transports aériens a été créée en vertu d'une nouvelle Partie II ajoutée à la *Loi sur l'aéronautique* par le chapitre 28 des Statuts du Canada 1944-1945 (maintenant le chapitre 2 des S.R.C. 1957).

Elle a pour fonction de délivrer les permis concernant l'exploitation de services aériens commerciaux; d'établir la réglementation applicable aux transporteurs aériens; à la demande du ministre des Transports, d'effectuer des enquêtes et de préparer des relevés sur l'exploitation et le développement des services aériens commerciaux au Canada; de conseiller le Ministre dans l'exercice des devoirs et pouvoirs que lui confère la *Loi sur l'aéronautique* à l'égard de toute question se rapportant à l'aviation civile.

Le Directeur exécutif est le fonctionnaire supérieur du personnel. Il conseille la Commission sur les questions de ligne de conduite, par exemple, les règlements, les accords aériens et les dispositions intraministérielles. Il s'occupe aussi de maintenir la liaison avec l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Association du transport aérien international, l'Association du Transport aérien du Canada et les gouvernements étrangers. Il est également président du comité du personnel supérieur de la Commission.

La Commission se compose de cinq services: le Contentieux, la Direction des opérations, la Direction de l'économique et de la comptabilité, la Direction des relations Internationales, le Secrétariat.

L'Avocat-conseil et examinateur dirige le Contentieux, conseille la Commission sur les questions juridiques, conduit des audiences publiques ou autres pour la Commission, prépare les conclusions et fait les recommandations.

La Direction des opérations se compose de la Division du trafic, de la Division de l'analyse des opérations et de la Division des permis et de l'inspection.

La Division du trafic analyse les tarifs; étudie et examine les demandes en ce qui a trait à la structure des prix et des taux de transport; fait passage de des études spéciales sur les tarifs et les taux de transport, s'occupe des plaintes; examine les prix demandés, les factures et les rapports sur le transport gratuit; maintient la liaison, en ce qui concerne les tarifs, avec les transporteurs aériens et autres organismes.

L'Analyste des opérations donne des avis techniques et présente des analyses sur

les aspects pratiques des opérations aux bases et des opérations de transport aérien.

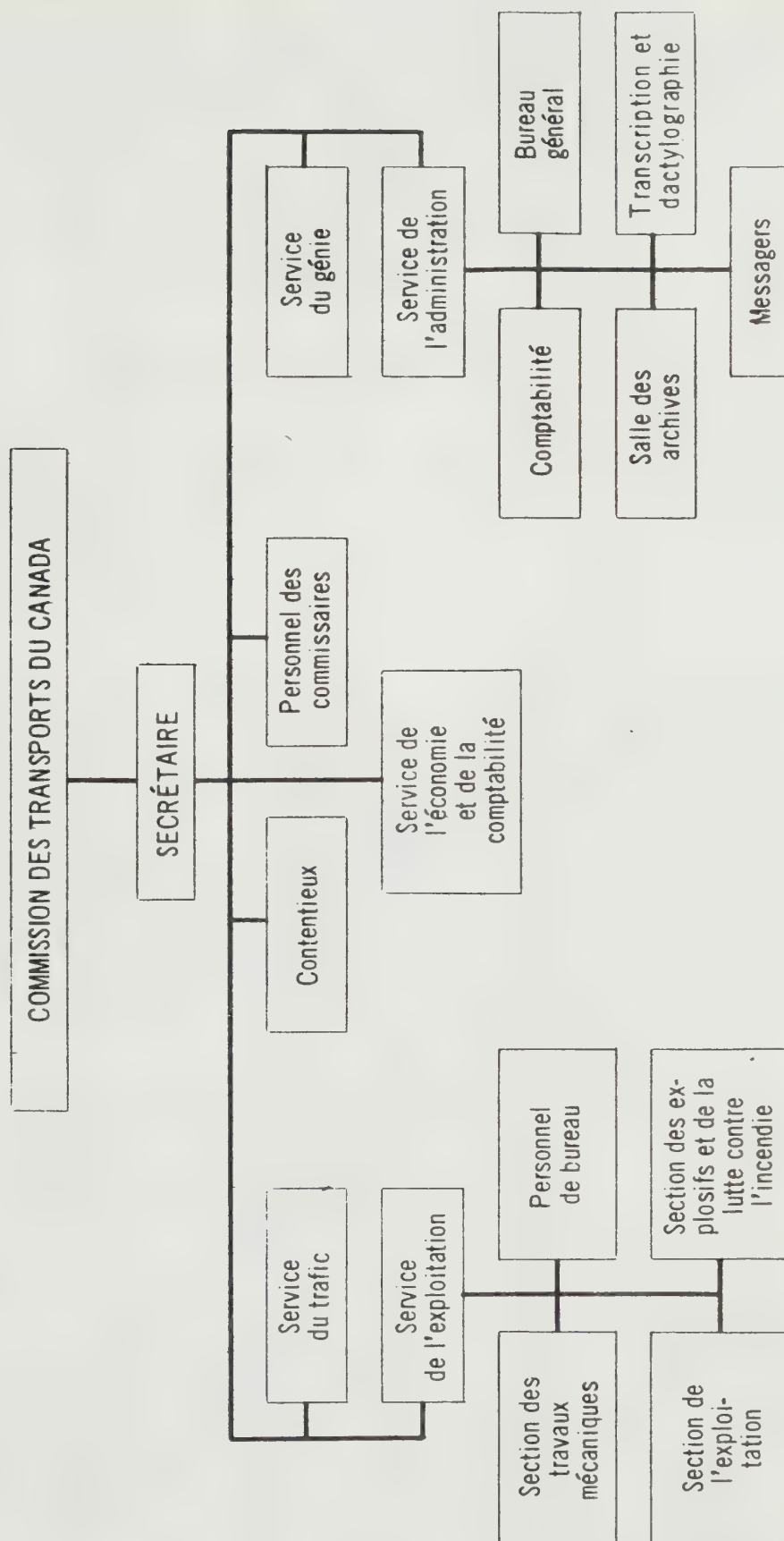
La Division des permis et de l'inspection s'occupe des demandes de permis d'exploitation de services aériens commerciaux intérieurs et internationaux, prépare et publie des rapports statistiques sur les transporteurs aériens et tient le Répertoire des services aériens commerciaux. Elle se tient en liaison étroite avec la Direction des Services de l'air du ministère des Transports et avec l'industrie en ce qui concerne les questions touchant la délivrance des permis. Elle fait sur place des enquêtes sur la façon dont les transporteurs aériens observent les conditions de leurs permis et les règlements, ordonnances et directives de la Commission et elle prépare des rapports sur ces enquêtes et fait les recommandations qu'elle juge utiles.

La Direction de l'économie et de la comptabilité comprend la Division de l'économie, la Division de l'analyste financier et la Division de la vérification. Elle est chargée de renseigner la Commission sur les répercussions économiques de la ligne de conduite et des règlements actuels ou envisagés.

La Direction des relations internationales est chargée de la préparation, de l'organisation et de l'administration de tout ce qui se rapporte à la ligne de conduite de la Commission en matière de services aériens internationaux.

Le Secrétariat comprend les Divisions du personnel et de la bibliothèque, des finances et des services de bureau. Le secrétaire et le secrétaire adjoint s'occupent de toute la correspondance officielle de la Commission, de l'administration générale et de la surveillance des divisions qui composent le Secrétariat et ils assurent la liaison avec le public, l'industrie et les ministères du gouvernement.

COMMISSION DES TRANSPORTS DU CANADA



LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU CANADA

La Tour du Centenaire 400, rue Laurier Ouest

Ministre responsable

L'honorable J. W. Pickersgill, c.p., député,
ministre des Transports

Membres de la Commission

Commissaire en chef.....	Rod Kerr,
Commissaire en chef adjoint.....	H. H. Griffin
Commissaire en chef suppléant.....	J.-E. Dumontier
Commissaires.....	J. M. Woodard W. R. Irwin A. S. Kirk

Secrétaire..... C.W. Rump

La Commission des Transports du Canada, d'abord désignée sous le nom de Commission des chemins de fer du Canada, a été créée le 1^{er} février 1904, conformément à la *Loi des chemins de fer, 1903*. Cette Loi substituait la Commission des chemins de fer au Comité des chemins de fer du Conseil privé comme cour d'archives investie de vastes pouvoirs régulateurs, administratifs et judiciaires en ce qui concernait les tarifs et taux des compagnies de chemins de fer, l'emplacement, la construction, l'entretien et l'exploitation des chemins de fer soumis à l'autorité du Parlement du Canada, autres que les chemins de fer de l'État, ainsi que la sécurité des ponts en conformité, de la loi antérieure à la *Loi sur les ponts* (devenue le chapitre 20 des S.R.C. 1952).

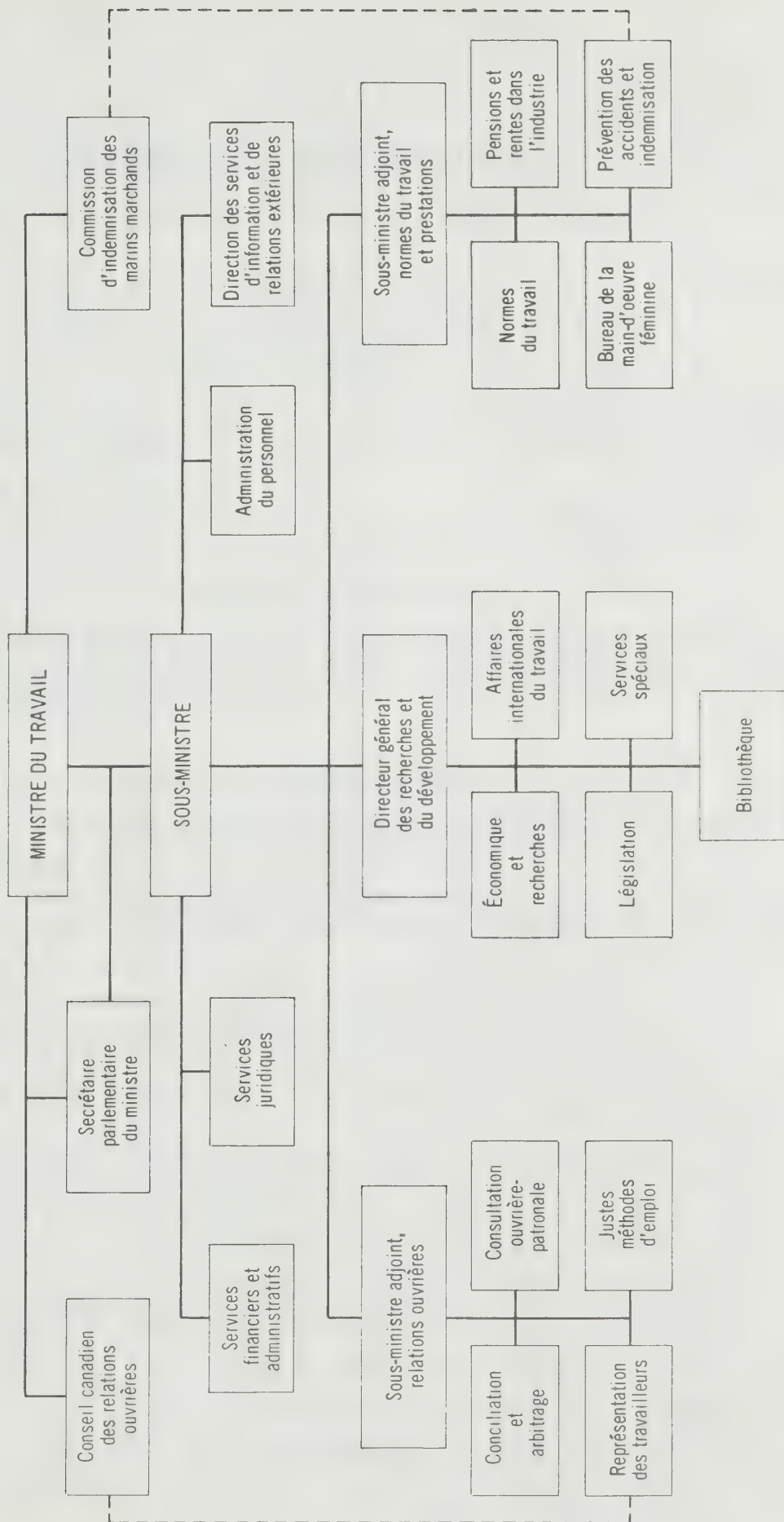
Quand entra en vigueur, le 1^{er} juillet 1938, la Partie I de la *Loi des Transports, 1938* (devenue la *Loi sur les Transports*, chapitre 271, modifié, des S.R.C. 1952), la Commission des chemins de fer du Canada prit le nom de Commission des Transports du Canada. Lors de la mise en vigueur de la Partie I de la Loi sur les transports nationaux, chapitre 67 des S.C. 1966-1967, l'actuelle Commission fera partie de la nouvelle Commission des transports du Canada.

La Commission a étendu sa sphère de compétence de façon notamment, à y faire entrer les chemins de fer de l'État, les compagnies de messageries et de téléphone (1906), les compagnies de télégraphe (1908) et les ponts et tunnels internationaux (1929). On a de plus ajouté à ses attributions, en 1933, le règlement des questions que soulève l'abandon de certaines voies ferrées; en 1938, l'administration et l'approbation des taux convenus négociés entre les chemins de fer et les expéditeurs et la réglementation des tarifs des navires en service dans certaines eaux intérieures du Canada et la délivrance de permis à ces navires.

La Commission comprend six services principaux: Administration; Économie et Comptabilité; Génie; Exploitation; Contentieux; Trafic.

La Commission a des bureaux régionaux dans les villes suivantes: St-Jean (T.-N.), Moncton (N.-B.), Montréal (P.Q.), Toronto (Ont.), Winnipeg (Man.), Saskatoon (Sask.), Calgary (Alb.), et Vancouver (C.-B.).

MINISTÈRE DU TRAVAIL



LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

Édifice Sir Wilfrid Laurier, 340 ouest, avenue Laurier, Ottawa

Ministre

L'honorable John Robert Nicholson, C.P., député,
ministre du Travail

Secrétaire parlementaire.....	Bryce S. Mackasey, député
Directeur du cabinet	Richard D. Hayes
Adjoint spécial	Mark H. Larratt-Smith
Secrétaire particulière	Mlle P. Dewdney

Principaux fonctionnaires

Sous-ministre	George V. Haythorne
Sous-ministres adjoint	Jean-Pierre Després Bernard Wilson

Principaux bureaux régionaux

Direction de la conciliation et de l'arbitrage bureaux régionaux:

Saint-Jean (T.-N.); Halifax; Fredericton; Montréal; Toronto; Winnipeg et Vancouver.

Direction de la consultation ouvrière-patronale bureaux régionaux:

Amherst; Trois-Rivières; Montréal; London; Winnipeg et Vancouver.

Direction des normes du travail:

St. John's (T.-N.), Halifax, Saint John (N.-B.), Chicoutimi, Trois-Rivières, Montréal, Toronto, London, North Bay, Winnipeg, Saskatoon, Edmonton, Vancouver.

Le ministère du Travail a été établi en vertu de la *Loi de la conciliation* (chapitre 24 des S.C. 1900), devenue la *Loi sur le ministère du Travail* (chapitre 72 des S.R.C., 1952).

Cette loi autorise le ministère à recueillir, résumer et publier, sous une forme appropriée, divers renseignements statistiques et autres au sujet des conditions de la main-d'oeuvre, à instituer et mener des enquêtes sur des questions industrielles importantes et à publier la *Gazette du Travail*.

Le ministère du Travail applique les lois ci-après:

Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail.

Loi sur les justes salaires et les heures de travail

Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi

Loi sur l'égalité de salaire pour les femmes

Loi relative aux rentes sur l'État

Loi sur le ministère du Travail

Loi sur l'indemnisation des employés de l'État

Loi sur l'indemnisation des employés marchands

Code canadien du travail (Normes)

Loi sur la mise en tutelle des syndicats des transports maritimes.

Le ministère se compose des directions ci-après: Prévention des accidents et indemnisation, Conciliation et arbitrage, Économique et recherches, Représentation des travailleurs, Justes méthodes d'emploi, Services financiers et administratifs, Services d'information et de relations extérieures, Affaires internationales du travail, Consultation ouvrière-patronale, Normes du travail, Législation, Bibliothèque, Administration du personnel, Services spéciaux et Bureau de la main-d'œuvre féminine.

Le ministère compte également un conseiller du travail attaché à l'Ambassade du Canada à Washington, D.C., ainsi qu'un conseiller du travail qui fait partie du personnel de l'Ambassade du Canada à Bruxelles, Belgique.

La Direction de la prévention des accidents et de l'indemnisation est chargée de l'application de la *Loi sur l'indemnisation des employés de l'État*, de la *Loi sur l'indemnisation des marins marchands*, et le Code canadien du travail (Sécurité), adopté par le Parlement le 21 décembre 1966, mais non pas encore proclamé en vigueur.

La Direction de la conciliation et de l'arbitrage assure l'application des dispositions de la *Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail* qui se rapportent à la conciliation et aux enquêtes en matière de différends du travail. La Direction est chargée de nommer des conciliateurs et des commissions de conciliation, d'instituer des commissions d'enquête industrielle en cas de différends ouvriers-patronaux, de faire enquête sur les plaintes portées au sujet de pratiques injustes en matière d'emploi, du refus de négocier et de toute autre infraction à la législation ouvrière.

La Direction de l'économique et des recherches fait fonction d'organisme central d'analyses et de recherches économiques et sociales dans le domaine du travail. Elle s'occupe également des archives concernant les syndicats ouvriers, tel que le prévoit la partie 3, article 13, de la *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers*.

La Direction de la représentation des travailleurs sert d'organisme administratif du Conseil canadien des relations ouvrières établi en vertu de la *Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail*, en ce qui concerne l'accréditation des agents de négociation. Les fonctionnaires de la Direction s'occupent des demandes d'accréditation et de désaccréditation de syndicats ouvriers soumises au Conseil et surveillent les scrutins de représentation.

La Direction des justes méthodes d'emploi est chargée de l'application de la *Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi* qui vise à prévenir toute distinction injuste en matière d'emploi fondée sur la race, la couleur, la religion ou l'origine nationale. Il appartient à cette Direction de mener des enquêtes sur les plaintes portées au sujet d'infractions à la loi.

La Direction des services financiers et administratifs assure les services administratifs généraux nécessaires au fonctionnement du ministère, y compris les services financiers, les archives, le matériel, les fournitures et l'ameublement de bureau et le traitement des données. Elle s'occupe également d'établir les prévisions budgétaires annuelles et est chargée du maintien des effectifs, en consultation avec les chefs de directions.

La Direction des services d'information et de relations extérieures prodigue des conseils sur les aspects de l'établissement de la politique et de la mise à exécution des programmes qui se rapportent aux relations extérieures. Elle est

chargée d'un vaste programme d'information visant à faire mieux comprendre au grand public les questions de relations industrielles, de négociations collectives et d'évolution du milieu du travail. Elle assure des services de publicité et de propagande à toutes les directions et à l'égard de tous les programmes du ministère et, avec l'autorisation du Parlement (Art. 4, *Loi du ministère du Travail*) publie la *Gazette du Travail*, organe officiel du ministère.

La Direction des affaires internationales du travail, établie en 1946 pour servir d'agent officiel de liaison entre le Canada et l'Organisation internationale du Travail, coordonne tout le travail concernant l'OIT et le secteur d'activité du ministère dans les cadres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, en collaboration avec le ministère des Affaires extérieures et tous les autres ministères, avec les dix gouvernements provinciaux, avec les principales organisations d'employeurs et de travailleurs et avec le grand public.

La Direction de la consultation ouvrière-patronale recommande et encourage la formation de comités ouvriers-patronaux au niveau de l'usine, aux fins de discuter de toutes les questions d'intérêt mutuel, sauf celles qui sont considérées comme des points contractuels faisant l'objet de négociations collectives.

La Direction des normes du travail voit à l'application du *Code canadien du travail (Normes)* et des mesures législatives concernant les justes salaires: la *Loi sur les justes salaires et les heures de travail* et la politique du gouvernement du Canada en matière de justes salaires telle qu'elle est établie dans le décret du conseil C.P. 1954-2029. En vertu de ces mesures législatives, la Direction détermine les conditions de travail, y compris les taux minimums de salaire et la durée maximum du travail, à insérer dans les contrats de construction et d'approvisionnement adjugés par le gouvernement fédéral. Aux fins de l'application de ces mesures, la Direction mène des enquêtes sur les taux de salaire versés dans l'industrie privée et examine les contrats pour s'assurer qu'ils satisfont aux conditions de travail établies. La Direction mène également des enquêtes sur les taux de salaire afin de formuler des recommandations au Conseil du Trésor sur les taux de salaire à verser aux employés du gouvernement du Canada rémunérés aux taux courants. Ces recommandations sont formulées conformément aux dispositions des Règlements généraux concernant les employés rémunérés aux taux courants. La Direction assure également l'application de la *Loi sur l'égalité de de salaire pour les femmes*.

La Direction de la législation a pour fonction d'étudier les lois du travail du Canada et d'autres pays et de fournir des renseignements dans ce domaine.

La bibliothèque du ministère, établie en 1900 à l'intention des hauts fonctionnaires du ministère, est devenue la bibliothèque du travail la plus complète au Canada. Elle constitue une source de renseignements et assure des services de prêt à d'autres ministères, aux employeurs, aux syndicats, aux étudiants et au public en général.

La Direction de l'administration du personnel est chargée du domaine de la gestion du personnel du ministère. Elle met ses services à la disposition des autres directions et des employés. Elle tient des concours d'avancement, fait la révision des effectifs et applique des programmes de formation en vue d'augmenter la compétence des membres du personnel.

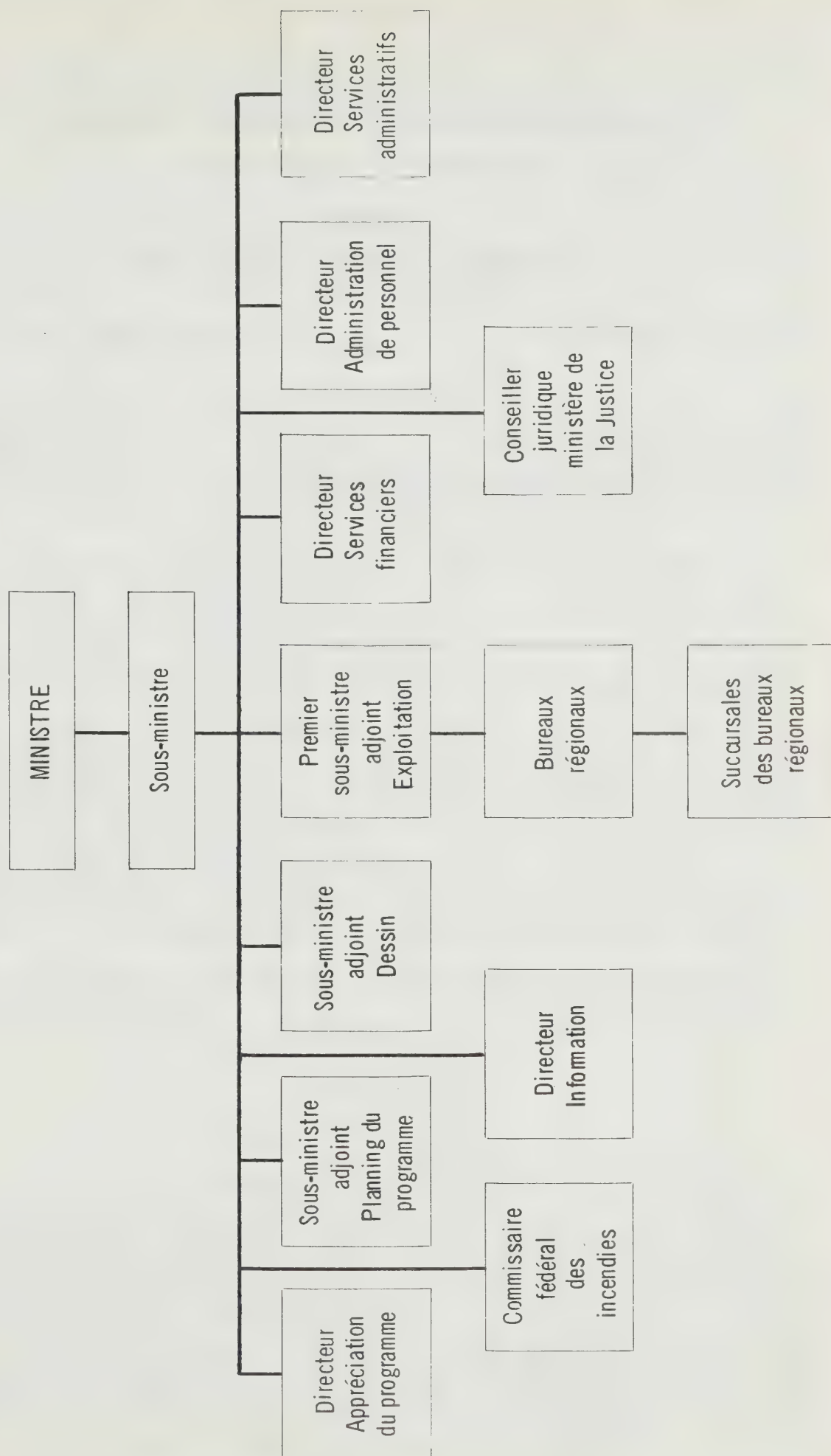
La Direction des services spéciaux s'occupe de la mise au point de l'application des programmes destinés à accroître l'emploi et la sécurité du revenu des travailleurs, plus particulièrement de ceux qui occupent des emplois saisonniers ou sont affectés à d'autres travaux exposés à des variations annuelles ou autres très marquées; entre autres programmes il y a celui qui se rapporte au Règlement concernant les allocations (prestations) d'aide de transition qui prévoit une aide aux travailleurs de l'industrie de l'automobile et des pièces d'automobiles, qui se trouvent en chômage par suite de l'Accord Canado-Américain de l'automobile.

Le Bureau de la main-d'oeuvre féminine a été établi pour faire mieux comprendre les problèmes particuliers aux travailleuses et à l'emploi des femmes, afin d'améliorer la situation des femmes en emploi.

On a organisé divers comités, commissions et conseils qui, à des fins administratives, constituent une partie des services fournis par le ministère du travail. Ce sont: le Conseil canadien des relations ouvrières, le Comité consultatif du service de la collaboration ouvrière-patronale et la Commission d'indemnisation des marins marchands.

(Les pages 328 à 330 restent délibérément pages blanches).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS



LE MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Édifice Sir Charles Tupper, Ottawa

Ministre

L'honorable G. J. McIlraith, C.P., LL.B., député,
ministre des Travaux publics

Secrétaire parlementaire..... John B. Stewart, député

Fonctionnaires supérieurs

Sous-ministre	Lucien Lalonde
Sous-ministre adjoint principal	G. B. Williams
Sous-ministre adjoint (programme et planification)	R. B. Whiting
Sous-ministre adjoint (études techniques)	J. A. Langford

Le ministère des Travaux publics a été formé en 1867 en vertu de la Loi concernant les travaux publics (S.C. 1867-1868, chapitre 12). Avant cette date, les travaux publics de la province du Canada relevaient du Commissaire des travaux publics qui s'occupait de la gestion des canaux, des ouvrages dans les eaux navigables, des ports, des phares, des fanaux et bouées, des glissoires et estacades, des chemins et ponts, des édifices publics et des navires provinciaux.

En vertu de la Loi sur les travaux publics (S.R.C., 1952, chapitre 228), le Ministère est chargé de la gestion et de la direction des travaux publics du Canada à l'exception de ceux qui sont régis par d'autres statuts. De lui relèvent la construction et l'entretien des édifices publics, la fourniture de locaux à bail à des fins publiques, la construction et l'entretien de quais, de jetées, de chemins et ponts et l'amélioration de ports et de chenaux de navigation. De plus, le Ministère a à sa charge la route transcanadienne et l'administration de divers statuts, par exemple: la Loi sur les passages d'eau (S.R.C., 1952, chapitre 114) et la Loi sur les subventions aux bassins de radoub (S.R.C., 1952, chapitre 91).

L'organisation du Ministère comprend le bureau central situé à Ottawa et six régions qui dirigent les opérations des bureaux de district sur une base décentralisée. Le bureau central du Ministère est formé des six Directions suivantes:

- Programme et planification
- Études techniques
- Opérations
- Évaluation des programmes
- Services financiers
- Administration du personnel
- Services administratifs.

Sous la direction d'un sous-ministre adjoint, la Direction des programmes et de la planification au bureau central s'occupe essentiellement de l'établissement des programmes. Cette Direction sert de lien principal entre le ministère des Travaux publics et ses ministères-clients au niveau du bureau central. En demeurant en rapport avec les ministères-clients, elle détermine les besoins des clients, en établit les détails et analyse les différents moyens de répondre aux exigences en utilisant, au besoin, les ressources professionnelles et techniques disponibles de

la Direction des études techniques et de la Direction des opérations du Ministère. Elle s'occupe de faire approuver des programmes au besoin. Cette Direction est également chargée de la planification d'urgence qui a été assignée au ministère des Travaux publics.

La fonction principale de la Direction des études techniques comporte l'établissement de critères de conception et de normes de génie qui concernent le Ministère. Ces normes sont utilisées par les centres d'études techniques situés dans les bureaux de district et les bureaux régionaux par tout le pays. La Direction des études techniques met également au point des normes relatives au logement dont l'approbation, la promulgation et la mise en vigueur relèvent du Conseil du Trésor et, de plus, elle est chargée d'effectuer ou de diriger les études techniques relatives à tous les projets d'édifices importants.

Le bureau central de la Direction des opérations est chargé de diriger les opérations décentralisées du Ministère. Chacun des six directeurs régionaux est comptable directement au sous-ministre adjoint principal (opérations). Les principaux postes particuliers relevant de la Direction des opérations sont:

- la conception de projets particuliers de génie;
- la conception des édifices selon le programme;
- la conception des modifications, des réparations et des travaux de remise à neuf des ouvrages actuels;
- l'administration quotidienne de toutes les installations du Ministère;
- la surveillance de tous les projets de construction.

Le bureau central de la Direction des opérations comprend une Division du génie industriel dont les fonctions particulières comprennent la préparation de normes relatives aux travaux de construction englobant l'élaboration de programmes d'entretien préventif de divers genres d'ouvrages. Cette Direction est également chargée de préparer des normes et des méthodes de travail dans les domaines de la mécanique, de l'électricité et du génie civil.

La Direction de l'évaluation des programmes est chargée d'apprécier l'efficacité de tous les éléments en ce qui concerne la façon d'exécuter le programme du Ministère.

Le Ministère fournit les services de personnel suivants par l'entremise des Directions et des Divisions:

- Services financiers
- Administration du personnel
- Services administratifs
- Services d'information
- Contentieux.

La Direction de la prévention des incendies, sous la direction du commissaire fédéral des incendies, est chargée de la vérification des plans de tous les projets de construction, de l'inspection des propriétés et de la prévention des incendies en général dans toute les propriétés du gouvernement à l'exclusion de celles qui relèvent du ministère de la Défense nationale, tel que le définit le Règlement concernant la prévention des incendies, C.P., 1960-1950/1949.

Les bureaux régionaux, pourvus d'un personnel, qui suffit largement à leurs besoins et dont la compétence est professionnelle et technique et reconnue en matière financière, administrative ou dans la conduite de personnel, sont situés dans quelques villes importantes du Canada. Chaque directeur de région est

appuyé par des bureaux de district, qui sont les suivants.

Directeur de la région de Halifax (N.-É.) —

Directeurs de district à Saint-Jean (T.-N.), à Halifax, à Saint-Jean (N.-B.)
et à Charlottetown

Directeur de la région de Montréal (P.Q.) —

Directeurs de district à Montréal et à Québec

Directeur de la région de la capitale nationale, Ottawa

Directeur de la région de Toronto —

Directeurs de district à Toronto, à London et à Sault-Sainte-Marie

Directeur de la région d'Edmonton (Alb.) —

Directeurs de district à Edmonton, à Calgary, à Winnipeg et à Regina

Directeur de la région de Vancouver —

Directeurs de district à Vancouver et à Whitehorse

Outre son ministère des Travaux publics, le ministre est responsable de la Commission de la capitale nationale devant le Parlement.

Le ministère des Travaux publics est chargé de l'application des lois suivantes:

Loi sur les travaux publics, c. 228 des S.R.C. 1952

Loi sur la protection des eaux navigables, c. 193 des S.R.C. 1952

Loi sur les passages d'eau, chapitre 114 des S.R.C. 1952

Loi sur les subventions aux bassins de radoub, c. 91 des S.R.C. 1952

Loi sur les expropriations, c. 106 des S.R.C. 1952

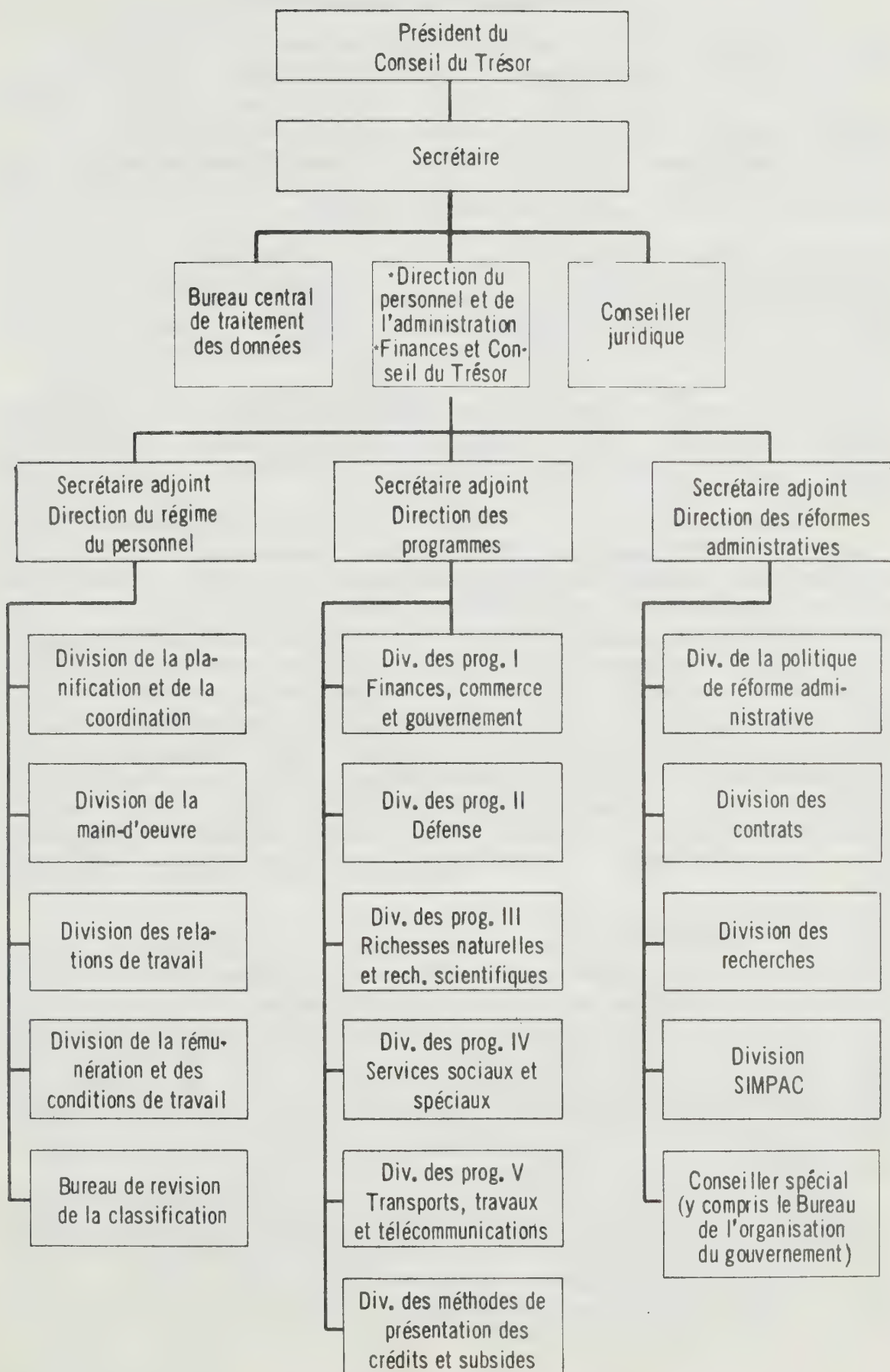
Loi relative à la circulation sur les terrains du gouvernement, c. 324 des S.R.C.
1952

Loi sur les droits de passage dans les ouvrages de l'État, c. 138 des S.R.C. 1952

Loi sur le parc de Kingsmere, c. 161 des S.R.C. 1952

Loi sur la maison Laurier (Laurier House), c. 163 des S.R.C. 1952

CONSEIL DU TRÉSOR



CONSEIL DU TRÉSOR

Président du Conseil du Trésor
L'honorable E.J. Benson, C.P., député

Adjoint spécial..... J.C.Y. Charlebois
Secrétaire particulière..... Mme E. Ballantyne

Fonctionnaires supérieurs

Secrétaire du Conseil du Trésor S. Reisman
Secrétaire adjoint, programmes Sylvain Cloutier
Secrétaire adjoint, régime du personnel..... J.D. Love
Secrétaire adjoint, réformes administratives D.R. Yeommans

Le 1^{er} octobre 1966, on proclamait, en vertu de la *Loi de 1966 sur l'organisation du gouvernement fédéral*, le Conseil du Trésor à titre de ministère. Ce conseil est dirigé par le président du Conseil du Trésor qui est nommé par commission sous le Grand Sceau du Canada.

Le Conseil du Trésor est un comité du Conseil privé de la Reine pour le Canada. Il se compose du Président du Conseil du Trésor, du ministre des Finances, et de quatre autres membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui sont nommés de temps à autre par le Gouverneur en conseil; (voir page 59).

Le Secrétariat du Conseil du Trésor, dirigé par le Secrétaire du Conseil du Trésor, constitue l'équipe administrative du Conseil. Dans ses opérations journalières, il examine les programmes de dépenses projetées de tous les ministères et départements, et revoit constamment la mise en œuvre des programmes approuvés en vue d'assurer un contrôle effectif des dépenses. Il établit des lignes de conduite relativement à la gestion du personnel dans la fonction publique, y compris l'utilisation de la main-d'œuvre, les relations entre employeurs et employés, les taux de traitement et les conditions d'emploi. Enfin, il veille à l'amélioration des méthodes de gestion et à l'efficacité du contrôle administratif dans tous les ministères de l'Etat.

Direction des programmes

La Direction des Programmes permet au Secrétariat du Conseil du Trésor de passer au creuset les questions d'ordre ministériel. Cette Direction est conçue de telle façon que chaque division puisse répondre d'un groupe de ministères exerçant une activité ou poursuivant des objets connexes. Chaque Division des Programmes veille aux rapports entre le Secrétariat du Conseil et chacun des ministères; elle doit connaître à fond les ministères qu'elle dessert; enfin, elle s'occupe de coordonner l'évaluation effectuée par le Secrétariat du Conseil des demandes émanant de chaque ministère.

La Division des méthodes de présentation des crédits et subsides coordonne la présentation des prévisions budgétaires et des affectations de fonds (subsides), ainsi que des projets de loi, au Conseil du Trésor, au gouvernement et au Parlement; elle guide la préparation de toutes les questions qui appellent en dernier ressort la sanction ou l'examen du Parlement; elle guide l'analyse du budget des sociétés de la Couronne; elle surveille l'utilisation qui est faite du crédit général

pour éventualités du gouvernement; et elle coordonne toute l'activité du Conseil du Trésor en ce qui à trait aux observations formulées par l'Auditeur général, ainsi qu'aux communications présentées aux comités parlementaires et aux délibérations de ces derniers.

Direction du régime du personnel

La Direction du régime du personnel qui est chargée, de façon générale, d'élaborer la ligne de conduite en matière de gestion du personnel dans la Fonction publique, comprend cinq divisions principales, chacune dirigée par un directeur.

La Division de la planification et de la coordination est chargée de la coordination administrative, des rapports avec les services de personnel des ministères, des programmes destinée à améliorer les communications avec les gestionnaires, les surveillants et les employés, et du libellé et de la teneur des autorisations émises par le Conseil du Trésor en matière de personnel.

La Division de la main-d'œuvre s'occupe des mesures destinées à améliorer l'utilisation de la main-d'œuvre: elle est chargée notamment des lignes de conduite régissant la formation, le perfectionnement du personnel de direction et la nature et l'utilisation des dossiers sur le personnel et des méthodes de renseignements.

La Division de la rémunération et des conditions de travail est chargée des régimes de rémunération, congé, heures de travail et indemnisation du temps supplémentaire, allocations versées aux employés en poste à l'étranger ou dans des endroits isolés et paiement des dépenses de voyage et de déménagement; elle veille aussi aux normes des conditions matérielles de travail et aux normes d'hygiène et de sécurité professionnelles.

La Division des relations de travail est chargée du processus de négociations collectives que prévoit la loi récemment adoptée sur les relations de travail dans la Fonction publique; elle est chargée de la coordination de la politique en matière de négociations, de la négociation et de l'application des conventions collectives et autres questions intéressant les rapports entre les employés syndiqués et le gouvernement en tant qu'employeur.

Le Bureau de révision de la classification, qui relève depuis quelque temps de la compétence du Conseil du Trésor en vertu de la Loi (révisée) sur l'administration financière, est chargé de mettre au point et d'appliquer des normes régissant la classification, l'évaluation et le classement des positions ainsi que l'administration des régimes de rémunération.

Direction des réformes administratives

La Direction des réformes administratives donne des avis au Conseil du Trésor au sujet de toutes les questions importantes de gestion, telles que l'organisation du gouvernement, la productivité, la gestion financière, la gestion du matériel, les services d'information, le matériel, les recherches sur les opérations la vérification opérationnelle et le traitement électronique des données.

Elle prend l'initiative d'études portant sur ces sujets et de la rédaction d'énoncés de principe qui doivent être approuvés par le Conseil du Trésor et subseqüemment communiqués aux ministères; elle s'assure enfin que les ministères mettent en pratique les nouvelles techniques proposées.

C'est à la Direction des réformes administratives qu'incombe l'élaboration de méthodes de planification, de programmation et d'établissement de budget qui servent à guider et à contrôler la répartition des ressources au sein d'un même ministère et entre les ministères.

Cette Direction est également chargée de tracer la ligne de conduite du gouvernement en matière de contrats.

En outre, il lui incombe d'étudier le bien-fondé des vœux formulés par la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement, de donner des avis à cet égard, et de promouvoir la réalisation de ces recommandations.

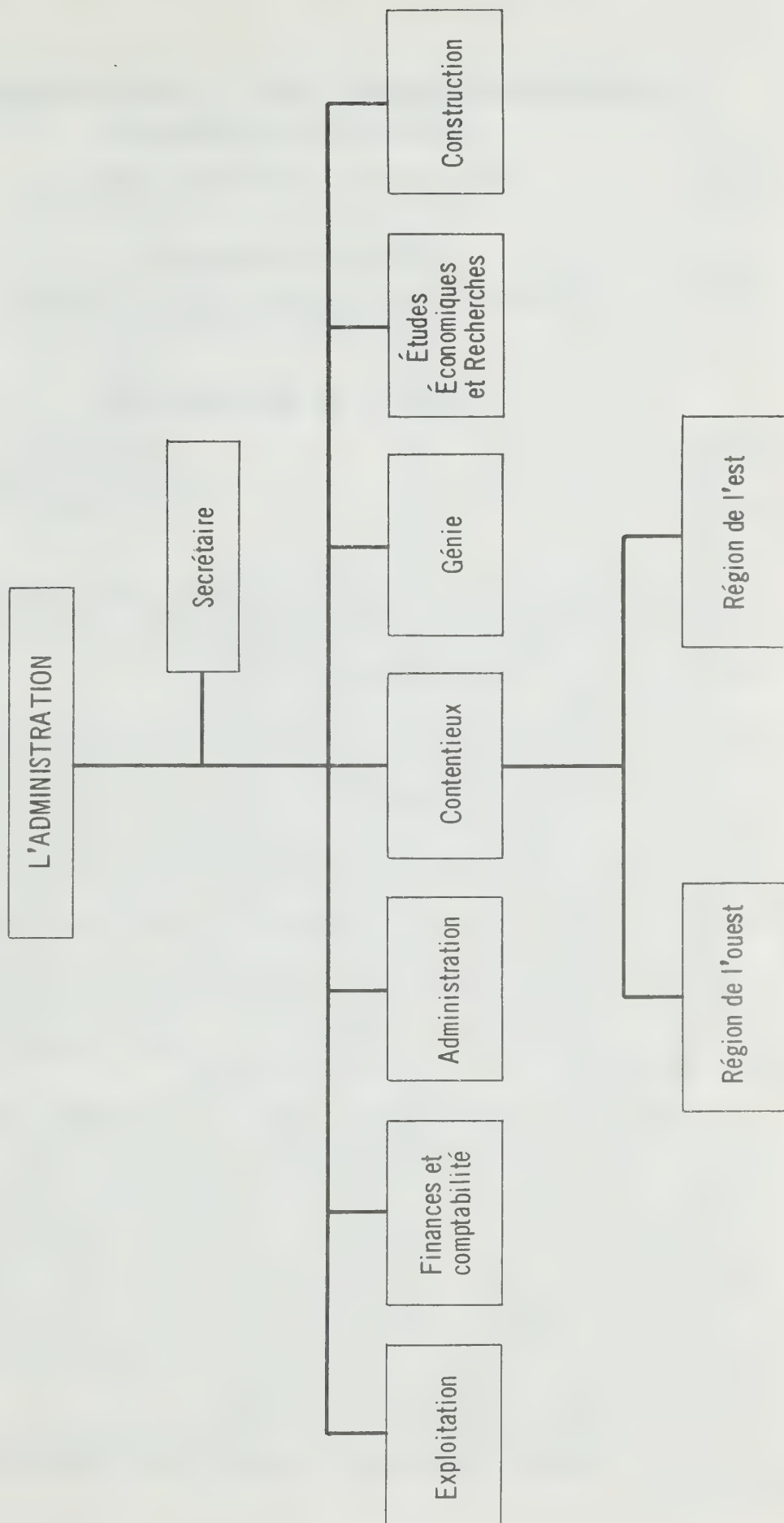
Le Service central de traitement des données

Le Service central de traitement des données est entré en activité le 1^{er} avril 1965, en vue de fournir un service de traitement des données aux ministères et départements du gouvernement du Canada. Le Service s'appliquera à découvrir de nouvelles utilisations des ordinateurs et à aider les utilisateurs de l'État à faire face aux périodes d'activité intense ainsi qu'à leurs difficultés spéciales. Au début, le Service a coordonné l'utilisation de l'excédent de capacité disponible du matériel des ministères et départements et a retenu les services d'organismes commerciaux. Le 1^{er} septembre 1966, le Service a reçu livraison d'un ordinateur moderne à grand rendement, qu'il peut maintenant utiliser, en plus des installations des autres organismes de l'État, pour assurer un service d'informatique.

Les Services du personnel et de l'administration

Les services du Personnel et de l'Administration sont assurés par une Direction ayant à sa tête un directeur qui doit répondre tant au Secrétaire du Conseil du Trésor qu'au Sous-ministre des Finances de la fourniture des services de soutien administratif aux deux organismes.

**L'ADMINISTRATION DE
LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT**



L'ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

Place de Ville, 112, rue Kent, Ottawa

Ministre responsable

L'honorable Paul T. Hellyer, C.P., C.R., député,
ministre des Transports

Membres de l'administration

Président.....	Pierre Camu
Vice-président.....	P. E. R. Malcom
Membre.....	D. E. Taylor

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été établie par la *Loi de l'Administration maritime du Saint-Laurent* (chapitre 24 des S.C. 1951 (2^e session)), devenue la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* (chapitre 242, modifié, des S.R.C. 1952) promulguée le 1^{er} juillet 1954.

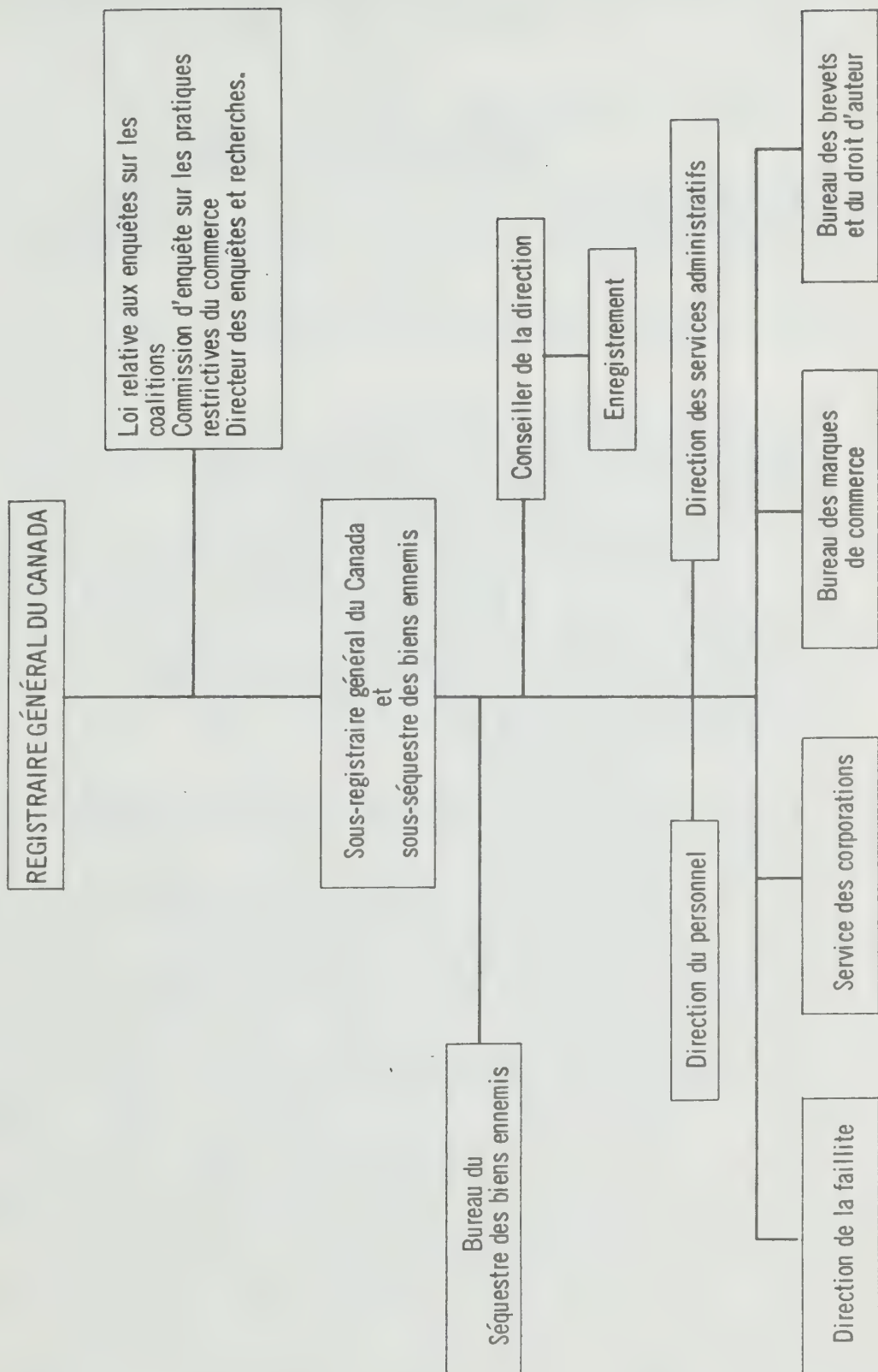
L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent est constituée en corporation en vue a) d'acquérir des terrains pour la construction, l'entretien et la mise en service d'ouvrages qui peuvent être nécessaires à l'établissement et à l'entretien, soit entièrement au Canada soit conjointement avec des travaux entrepris par une autorité compétente aux États-Unis, d'une voie en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Erie, et b) de construire, entretenir et mettre en service tels ouvrages relatifs à cette voie en eau profonde que le Gouverneur en conseil peut juger nécessaire pour remplir toute obligation assumée aux termes de tout accord actuel ou éventuel.

Les membres de l'Administration sont le président, le vice-président et le membre, qui sont chargés de mettre en œuvre les dispositions générales contenues dans la loi. Pour fins d'administration, un secrétariat et 7 directions ont été établis, soit: Administration, Finances et Comptabilité, Contentieux, Génie, Exploitation, et Études Économiques et Recherches et Construction.

La direction de l'Administration s'occupe du personnel, achats et magasins, statistiques, archives et administration générale. La direction du Génie voit aux travaux de génie, y compris les relevés, recherches, dessins, plans, devis, et autres tâches analogues. Le service des Finances et de la Comptabilité est chargé de toutes les questions financières, dont la vérification de la comptabilité. Le service du Contentieux avise l'Administration sur les sujets juridiques. La direction de l'Exploitation est responsable de l'opération de la Voie maritime tel que prévu par les règlements. L'activité de la Direction des études économiques et des recherches comporte des études économiques, des recherches sur les marchés et des recherches d'ordre général tandis que la direction de la construction est responsable pour l'administration des contrats de construction et d'entretien.

Le siège social de l'Administration est à Ottawa, tandis que les bureaux d'exploitation sont à Cornwall. Les principaux membres du personnel de génie sont localisés à Montréal.

MINISTÈRE DU RÉGISTRARE GÉNÉRAL



MINISTÈRE DU REGISTRAIRE GÉNÉRAL.

Immeuble Canadian, Ottawa

Ministre

L'honorable John N. Turner, c.p. député
Registraire général du Canada

Chef de cabinet J.S. Graftstein

Secrétaire particulière..... Mme G. Bollen

Sous-registraire général du Canada..... James F. Grandy

Le ministère du Registraire général a été établi en vertu de la *Loi de 1966 sur l'organisation du Gouvernement* chapitre 25 des S.C. 1966, sanctionnée le 16 juin 1966 et mise en vigueur le 1^{er} octobre 1966.

Le Registraire général du Canada est aussi Séquestre des biens ennemis et, à ce titre, il est chargé de l'administration des biens ennemis confiés à sa garde.

Les devoirs, pouvoirs et fonctions du Registraire général du Canada visent et comprennent toutes les questions concernant

- a) les coalitions, fusions, monopoles et pratiques restrictives du commerce;
- b) les brevets, le droit d'auteur et les marques de commerce;
- c) la faillite et l'insolvabilité; et
- d) les affaires des corporations.

Le Registraire général du Canada a la garde du grand sceau du Canada, du sceau privé du gouverneur général, du sceau de l'administrateur du Canada et de celui du Registraire général du Canada.

La Direction des coalitions, soumise à l'autorité du directeur des enquêtes et recherches, est chargée d'enquêter sur les coalitions et les autres pratiques restrictives et de présenter les témoignages pertinents à la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce, en vertu de la *Loi relative aux enquêtes sur les coalitions*. Les enquêtes sont instituées à la demande formelle de six citoyens ou sur les directives du ministre, ou encore, comme c'est ordinairement le cas, de l'initiative du directeur. Au cours des enquêtes qu'il mène, le directeur est autorisé à interroger des témoins, à faire des perquisitions et à exiger des rapports écrits. Toutefois, il ne peut exercer ces pouvoirs qu'en vertu d'une attestation d'un membre de la Commission. Lorsque le directeur a réuni tous les renseignements disponibles, s'il estime que ces renseignements démontrent l'existence d'une pratique interdite, il peut présenter un rapport des témoignages à la Commission et aux parties jugées responsables à cet égard. Il peut aussi choisir de transmettre le dossier au Procureur général du Canada aux fins d'étudier si une infraction a été commise et de prendre les mesures qui s'imposent à ce sujet.

La Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce, composée d'au plus trois membres, étudie les éléments de preuves qui lui sont présentés par le directeur des enquêtes et recherches. Elle peut recevoir d'autres preuves ou d'autre documentation et donne l'occasion de se faire entendre à toutes les personnes présumément coupables d'infraction ou à tous les intéressés dans le cas d'une enquête d'ordre général ou menée à des fins de recherches. Après une audience formelle où elle entend le plaidoyer présenté au directeur des enquêtes et recher-

ches par les personnes qui font l'objet de l'enquête ou par d'autres parties intéressées, la Commission, dans un rapport soumis par écrit au Registraire général du Canada, étudie les éléments de preuves et la documentation, fait l'appréciation des conséquences que peut avoir pour l'intérêt public les dispositions et les pratiques révélées dans la preuve et fait des recommandations sur l'application de mesures correctives prévues par la Loi ou autres. Le Registraire général du Canada publie le rapport et en fournit des exemplaires.

Sur réception du rapport, le Registraire général du Canada peut renvoyer l'affaire au Procureur général du Canada aux fins de poursuites judiciaires ou il peut prendre toute autre mesure lui paraissant appropriée.

Le Bureau des brevets et du droit d'auteur ainsi que le Bureau des marques de commerce ont été transférés du ministère du Commerce au Secrétariat d'État le 1^{er} décembre 1927 et, le 3 février 1964 et le 9 février 1965, l'application des lois pertinentes devint la responsabilité du ministre de la Justice; l'application en fut de nouveau transférée au président du Conseil privé le 22 décembre 1965 tandis que l'administration des services relevait toujours du Secrétaire d'État jusqu'à la création du nouveau ministère.

Le Bureau des brevets et du droit d'auteur applique la *Loi sur les brevets* (chapitre 303, modifié, des S.R.C. 1952), relativement à l'émission de brevets d'invention, la *Loi sur les dessins industriels et les étiquettes syndicales* (chapitre 150, modifié, des S.R.C. 1952), la *Loi sur le marquage des bois* (chapitre 265 des S.R.C. 1952) et la *Loi sur le droit d'auteur* (chapitre 55 des S.R.C. 1952). Le Bureau publie chaque semaine la *Gazette du Bureau des brevets*.

Le Bureau des marques de commerce est chargé d'appliquer la *Loi sur les marques de commerce* (chapitre 49 des S.C. 1952-1953). Il tient un registre complet de toutes les marques de commerce déposées en vertu de cette loi ou des lois antérieures sur les marques de commerce. Il publie chaque semaine le *Journal des marques de commerce* où sont annoncées, entre autres, les demandes de dépôt de marques de commerce afin de permettre aux intéressés de s'y opposer s'il y a lieu.

Le Service des corporations est surtout chargé d'appliquer la *Loi canadienne relative aux corporations* (chapitre 53 des S.R.C. 1952, modifié par le chapitre 52 des statuts de 1964-65), qui porte sur la constitution en corporation des compagnies, le dépôt des états financiers et des sommaires annuels, la tenue d'un registre des hypothèques et des charges de ces sociétés et sur d'autres questions connexes. Le Service tient à jour l'index de toutes les corporations canadiennes à charte fédérale ou provinciale. Il incombe aux Services, en vertu de la *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers* (chapitre 26 des S.C. 10-11 Elis. II, 1962) de tenir un bureau en vue de fournir au public les renseignements que renferme la partie A des déclarations. Le Service applique aussi la *Loi sur les chambres de commerce* (chapitre 18 des S.R.C. 1952), la *Loi sur les syndicats ouvriers* (chapitre 267 des S.R.C. 1952), et la *Loi sur les sociétés de caisse de retraite* (chapitre 208 des S.R.C. 1952).

La Direction des faillites est responsable de l'administration efficace de la *Loi sur la faillite*. Le surintendant des faillites exerce une certaine autorité sur les syndics de faillite répartis dans tout le Canada en vue de les surveiller dans l'exercice de leurs fonctions, fait enquête et fait rapport au Registraire général du Canada sur les questions relatives à l'administration de la loi.

En conformité des modifications apportées à la *Loi sur la faillite*, et sanctionnées le 11 juillet 1966, on a conféré au Surintendant le pouvoir de faire enquête sur de prétendues infractions et irrégularités présumément commises avant la faillite et de faire rapport de ses conclusions au sous-procureur général de la province intéressée, s'il lieu. La Direction des faillites a des bureaux régionaux à Montréal, Toronto et Vancouver.

La Direction de l'enregistrement est chargée d'enregistrer des documents officiels, soit les proclamations, nominations, les lettres patentes concédant des terres et les lettres patentes des compagnies et autres corporations. En outre, la Direction est chargée de sceller tous les actes juridiques émis sous le grand sceau du Canada, sous le sceau du Registraire général du Canada et la plupart de ceux émis sous le sceau privé du gouverneur général.

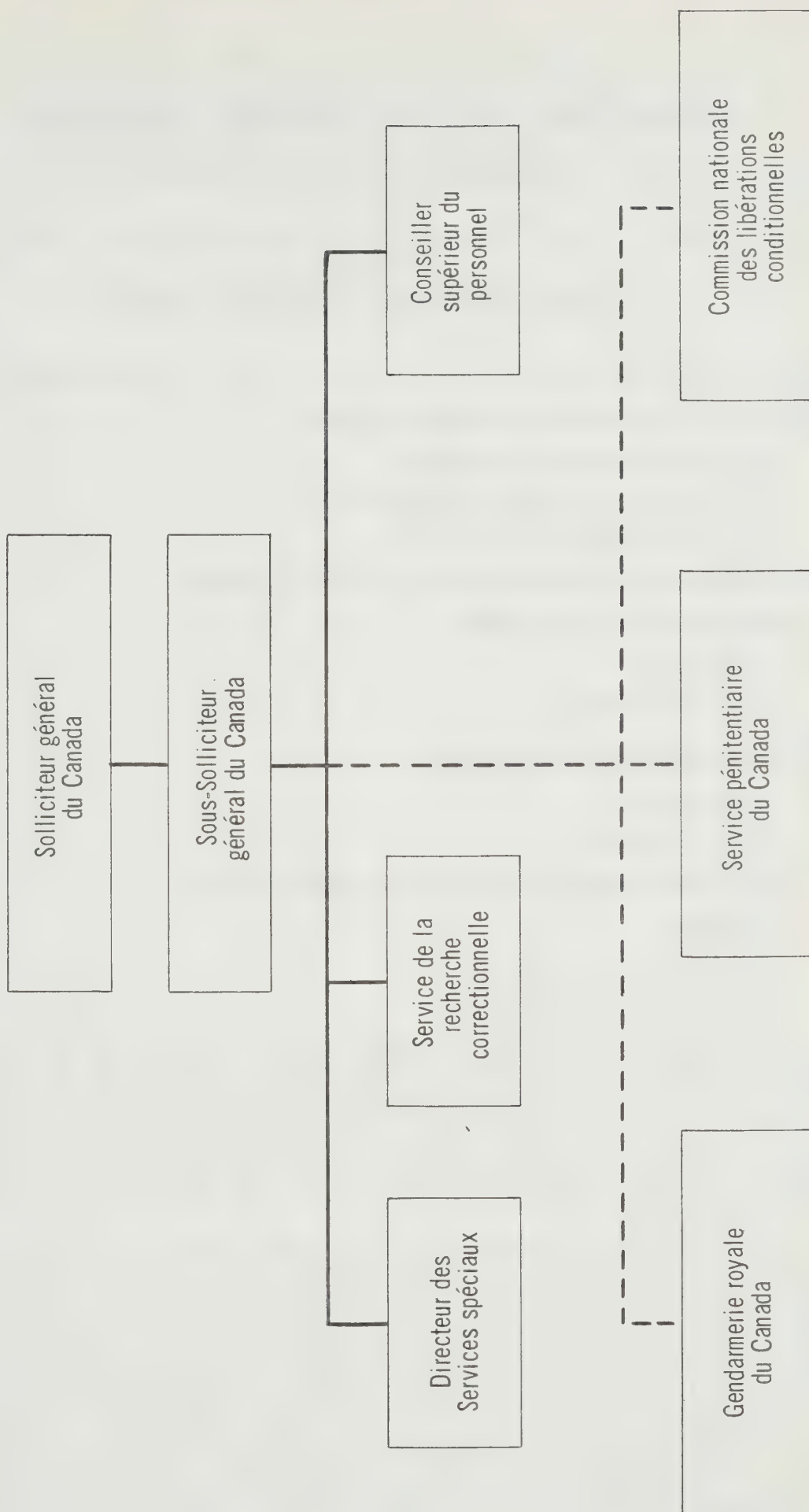
La Direction des services administratifs est chargée d'organiser toutes les divisions du ministère, de les conseiller et de mettre à leur disposition les services nécessaires en ce qui a trait aux fonctions suivantes: budget des dépenses, comptabilité, revenu, achats et approvisionnements, logement et entretien, bibliothèque, gestion des formules et des archives, programme des primes à l'initiative, protection des bâtiments et coordination des services de transcription.

La Direction du personnel est chargée de la planification de l'effectif et du développement de l'employé, des relations avec le personnel, de l'administration de la classification et de la rémunération ainsi que du bien-être et de l'orientation des employés.

Le ministre est chargé d'appliquer les lois suivantes:

- Loi sur les corporations canadiennes (chapitre 53 des S.R.C. 1952) modifiée
- Loi relative aux enquêtes sur les coalitions (chapitre 314 des S.R.C. 1952) modifiée
- Loi sur les marques de commerce (chapitre 49 des S.C. 1952-1953)
- Loi sur le droit d'auteur (chapitre 55 des S.R.C. 1952)
- Loi sur les brevets (chapitre 203 des S.R.C. 1952) modifiée
- Loi sur le marquage des bois (chapitre 265 des S.R.C. 1952)
- Loi sur les dessins industriels et les étiquettes syndicales (chapitre 150 des S.R.C. 1952) modifiée
- Loi sur la faillite (chapitre 14 des S.R.C. 1952)
- Loi sur les chambres de commerce (chapitre 18 des S.R.C. 1952)
- Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers (chapitre 111 des S.R.C. 1952)
- Loi sur les sociétés de caisse de retraite (chapitre 208 des S.R.C. 1952)
- Partie I de la Loi sur les liquidations (chapitre 296 des S.R.C. 1952)
- Loi sur le commerce avec l'ennemi (pouvoirs transitoires) (chapitre 24, 1947)
- Loi sur les syndicats ouvriers (chapitre 267 des S.R.C. 1952)
- Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (chapitre 26, Partie III, article 13 des S.C. 10-11 Elis. II, 1962)
- Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (chapitre 54 des S.R.C. 1952)

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL



MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL.

Immeuble de la Justice, rue Wellington
Ottawa

Ministre

L'honorable Lawrence Pennell, C.P., député

Sous-Solliciteur général T. D. MacDonald, C.R.

Fonctionnaires supérieurs au siège du ministère:

Directeur des Services spéciaux
Directeur de la Recherche correctionnelle
Conseiller supérieur du personnel

Fonctionnaires supérieurs des trois organismes suivants:

Gendarmerie royale du Canada:—

Commissaire
Sous-Commissaire

Service pénitenciaire du Canada:—

Commissaire
Sous-Commissaire

Commission nationale des libérations conditionnelles:—

Président
Membres
Directeur d'administration

Avant le 1^{er} octobre 1966, les organismes qui composent le ministère du Solliciteur général relevait du ministre de la Justice. A compter du 1^{er} janvier 1966, un arrêté en conseil a fait passer les trois organismes susmentionnés de la responsabilité du ministre de la Justice à celle du solliciteur général, et la Loi sur l'organisation du gouvernement établie en 1966 a donné naissance à un nouveau ministère reconnu officiellement le 1^{er} octobre 1966 sous le nom de ministère du Solliciteur général.

Le sous-solliciteur général et le personnel préposé au siège du Ministère assument la responsabilité d'organiser la police chargée d'appliquer les lois fédérales et les programmes correctionnels. Ils prêtent leur concours aux trois organismes susmentionnés en vue de mettre en oeuvre les programmes approuvés, d'examiner et d'apprécier le résultat de ces programmes et de faire rapport au gouvernement sur l'efficacité de l'application des lois et des programmes correctionnels.

La Gendarmerie royale du Canada, le Service pénitenciaire du Canada et la Commission nationale des libérations conditionnelles veillent à l'exercice de la police et de chargés correctionnelles qui leur sont assignées en vertu de leurs lois respectives. Tous trois possèdent des bureaux de région ou de district dans diverses villes du Canada.

Le Solliciteur général est responsable des lois suivantes:

Loi sur la libération conditionnelle de détenus (1958, c. 38)

Loi sur les pénitenciers (1960-1961, c. 53)

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada (1959, c. 54)

Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada
(S.R., c. 241)

Loi sur les pensions de retraite de la Gendarmerie royale du Canada (1959, c.
34)

Loi sur les prisons et les maisons de correction (S.R., c. 217)

COMPAGNIE DES JEUNES CANADIENS

Bureau central: 323, rue Chapel, Ottawa 2

Ministre responsable

Le très Honorable Lester B. Pearson

Membres du Conseil Provisoire

J. Douglas Ward, Président	Toronto, Ontario
Mlle Jean Archibald	Wolfville, Nouvelle-Ecosse
Léo Dorais	Montréal, Québec
Joseph Kanuka	Regina, Saskatchewan
Wally Kubiski	Winnipeg, Manitoba
Tim Reid	Toronto, Ontario
Marc Lalonde	Ottawa, Ontario
Ed Lavallee	Ottawa, Ontario
Mlle Bevan Patterson	Calgary, Alberta
R.A.J. Phillips	Ottawa, Ontario
William Rompkey	Happy Valley, Labrador
Rév. Père Roland Soucie	Moncton, Nouveau-Brunswick
Roger Tessier	Montréal, Québec
Alan M. Clarke, Directeur	Ottawa, Ontario

La Compagnie des jeunes Canadiens a été instituée par la *loi sur La Compagnie des jeunes Canadiens* (S.C. 1966, Chapitre 36)

La Compagnie des jeunes Canadiens a pour objet "d'appuyer, encourager et mettre au point des programmes tendant au progrès social, économique et communautaire, au Canada ou à l'étranger grâce au service volontaire". La mise en oeuvre des programmes de la Compagnie est assurée par le travail à plein temps que doivent accomplir les volontaires pendant deux années consécutives auprès de collectivités données. Leur travail consiste non seulement à aider les membres d'une collectivité à identifier leurs problèmes, mais encore à les aider à s'organiser pour qu'ils puissent eux-mêmes trouver les solutions qui s'imposent.

Les volontaires de la Compagnie accomplissent leur travail dans des agglomérations urbaines de grande et moyenne importance, dans des régions rurales, dans des réserves indiennes, auprès de collectivités où vivent ensemble noirs et blancs, dans des hôpitaux psychiatriques, des maisons de correction, et des maisons d'enseignement.

Les affaires de la Compagnie sont gérées par un Conseil composé de quinze membres dont dix doivent être élus par les membres volontaires de la Compagnie. Les autres membres sont nommés par le gouverneur en conseil. Tant que le Conseil n'est pas créé, les affaires de la Compagnie sont gérées par un Conseil provisoire composé d'au plus vingt membres nommés par le gouverneur en conseil. Le directeur de la Compagnie, M. Alan Clarke, en est le fonctionnaire administratif en chef et, sous la direction du Conseil, il dirige l'activité de la Compagnie et en surveille le personnel.

Les volontaires s'engagent à servir dans la Compagnie pendant deux ans; en retour, la Compagnie leur verse une allocation de subsistance ainsi qu'une allocation personnelle de \$35.00 par mois. De plus, une somme mensuelle de \$50.00 est mise de côté pour chaque volontaire somme qu'il pourra toucher une fois son service terminé.

La Compagnie ne pose aucune restriction quant à l'âge ou au niveau d'instruction de ses membres, bien qu'elle ait recours à une sélection précise. Chaque volontaire fait l'objet d'un entraînement avant d'être affecté à un projet donné. Au mois d'avril, 1967, il y avait 150 volontaires et stagiaires sur le terrain.

CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA

Adresse postale — a/s Bureau du Conseil privé
Bloc de l'Est, Edifices du Parlement,
Ottawa

Ministre responsable

Le très honorable Lester B. Pearson, C.P., député,
Premier Ministre

Membres du Conseil

O. M. Solandt, Président	Toronto, Ontario
Roger Gaudry, Vice-président	Montréal, Québec
W. M. Armstrong	Vancouver, C.-B.
B. G. Ballard	Ottawa, Ontario
G. Malcolm Brown	Ottawa, Ontario
William H. Gauvin	Pointe Claire, P.Q.
Robert Glen	Ottawa, Ontario
J. L. Gray	Ottawa, Ontario
Jessie Gray	Toronto, Ontario
J. M. Harrison	Ottawa, Ontario
J. D. Houlding	Montréal, P.Q.
Leon Katz	Saskatoon, Sask.
J. W. Ker	Fredericton, N.-B.
Roger Larose	Dorval, P.Q.
F. C. MacIntosh	Montréal, P.Q.
Cyrilas Ouellet	Québec, P.Q.
G. N. Patterson	Toronto, Ontario
H. E. Petch	Waterloo, Ontario
E. R. Rowzee	Sarnia, Ontario
P. R. Sandwell	Vancouver, C.-B.
Leonard H. Shebeski	Winnipeg, Manitoba
A. D. Turnbull	Victoria, C.-B.
Daniel Wermenlinger	Roxboro, P.Q.
J. D. Wood	Calgary, Alberta
A. H. Zimmerman	Ottawa, Ontario

Membres associés

R. B. Bryce	Ottawa, Ontario
A. J. R. Smith	Ottawa, Ontario
S. S. Reisman	Ottawa, Ontario
J. R. Weir	Ottawa, Ontario

Le Conseil des sciences du Canada a été établi d'après la *Loi prévoyant l'établissement d'un Conseil des Sciences du Canada* (S.C. 1966, chapitre 19).

Il incombe au Conseil d'évaluer dans son ensemble les ressources, les besoins et les possibilités du Canada sur le plan scientifique et technologique et de faire au Ministre des recommandations à ce sujet; et, en particulier, le Conseil a le devoir d'étudier les questions suivantes et de soumettre à leur égard des rapports et recommandations au Ministre: a) la convenance des recherches et des travaux scientifiques et techniques en cours au Canada; b) les priorités à accorder au Canada à des secteurs particuliers de la recherche scientifique et technologique; c) l'expansion et l'utilisation efficaces de l'effectif scientifique et technique dont dispose le Canada; d) la planification à long terme en ce qui concerne les recherches et les travaux scientifiques et techniques; e) les facteurs que comporte la participation du Canada à l'activité scientifique ou technique internationale; f) les attributions des ministères et organismes du gouvernement du Canada, en fonction de celles des universités, compagnies privées et autres institutions, dans l'avancement de la science et de la technologie au Canada; g) la documentation statistique et autre à obtenir, sur les recherches et les travaux scientifiques et techniques, en vue de formuler à bon escient le programme du gouvernement relatif à la science et à la technologie au Canada; et h) les meilleurs moyens de susciter et maintenir la collaboration et l'échange de renseignements entre le Conseil et d'autres organismes, publics ou privés, intéressés aux aspects scientifiques, technologiques, économiques ou sociaux de la vie au Canada.

Selon que les circonstances l'exigent, le Conseil doit, de sa propre initiative ou si le Ministre l'en requiert, faire les études, les enquêtes et les autres travaux qui peuvent être nécessaires relativement à toute question concernant l'exercice de ses fonctions et doit faire tenir au Gouvernement ses rapports, ses avis et ses recommandations à ce sujet.

Le Conseil doit présenter au ministre un rapport de son activité pour chaque année financière. Ce rapport est ensuite déposé au Parlement. De plus, le ministre a autorisé le Conseil à publier, à son gré, les études et rapports préparés à son intention.

Le Conseil est composé de vingt-cinq membres et de quatre membres associés qui sont nommés par le Gouvernement en conseil. C'est le Secrétariat des sciences du Bureau du Conseil privé qui se charge de l'aspect professionnel et administratif du travail du Conseil.

LA SOCIÉTÉ DU DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

Sydney, Nouvelle-Écosse

Ministre responsable

Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources

Membres du Conseil d'administration

Président du Conseil	M. Douglas H. Fullerton, Ottawa (Ont.)
Président	M. Robinson Ord, Sydney (N.-É.)
Administrateurs	M. David O. Hartigan, Sydney Mines (N.-É.).
	M.R.I. Grant, Port Hawkesbury (N.-É.).
	M.R.B. Cameron, Boulderwood, comté d'Halifax (N.-É.).
	M. Kenneth A. West, Toronto (Ont.).
	M. J.J. Gagnon, Montréal (P.Q.)

La Société de développement du Cap-Breton a été créée en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* (S.C. 1967, c. 6), en vue de prendre en main la situation difficile où se trouve l'économie de l'île du Cap-Breton dont les exploitations houillères de Sydney sont sur le point de fermer leurs portes par suite de la hausse des frais d'opération et à cause de certains autres facteurs économiques défavorables. La fermeture des mines, qui font vivre la quasi-totalité de la population et sur lesquelles est basée à peu près toute l'économie de la région, paraît imminente à moins qu'un important apport de capitaux vienne relancer leur activité sur le plan réorganisation et modernisation. Un accord est intervenu entre les gouvernements du Canada et de la Nouvelle-Écosse pour constituer une société de la Couronne avec titres de propriété et qui aura la tâche de solutionner ce problème.

Cette Société devra favoriser le financement et l'établissement d'industries dans l'île afin de créer des emplois autres que ceux offerts par l'industrie du charbon et afin aussi de diversifier les fondements de l'économie de l'île. De plus, elle devra se porter acquéreur de la plus importante société productrice de charbon du bassin houiller de Sydney, elle devra réorganiser et diriger l'exploitation des mines dans le but de rationaliser la production de charbon et de se retirer graduellement de ce secteur.

Le Conseil d'administration de la Société de développement du Cap-Breton comprend un président du Conseil, un président et cinq autres administrateurs, tous nommés par le Conseil des ministres. La Société compte deux Divisions: celle des charbonnages et celle du développement industriel, toutes deux sous la direction d'un vice-président dûment nommé qui relève du président.

La Division des charbonnages est chargée de l'acquisition, de la réorganisation et de la réadaptation des exploitations houillères et des entreprises connexes des sociétés (désignées à l'article 2d de la Loi) en opération dans l'île du Cap-Breton. Elle dirigera ces entreprises selon les méthodes d'efficacité dans l'exploitation, selon les principes de sécurité minière et selon un plan d'ensemble.

La Division du développement industriel devra faciliter le financement et l'expansion de l'industrie dans l'île du Cap Breton, seule ou conjointement avec toute personne ou tout organisme, rattaché au gouvernement fédéral ou provincial ou non, afin de trouver des emplois ailleurs que dans les charbonnages et diversifier l'économie de l'île.

COMMISSION CANADIENNE DES TRANSPORTS

Immeuble Birks, rue Sparks, Ottawa

(Comité des transports par chemin de fer, Centennial Tower,
400 ouest, avenue Laurier)

(Comité des transports aériens, Queensway Towers, 200, rue Isabella)

(Comité des transports par eau, Centennial Tower,
400 ouest, avenue Laurier)

Ministre responsable

Ministre des Transports

Membres de la Commission

Président.....	L'honorable J.W. Pickersgill, C.P.
Vice-président.....	Pierre Taschereau, c.r.
Membres.....	D.H. Jones (Président, Comité des transports par chemin de fer) J.-L.-G. Morisset (Président, Comité des transports aériens) H.J. Darling (Président, Comité des transports par eau) Laval Fortier, c.r. (Président, Comité des transports par véhicule à moteur) J.R. Belcher G.R. Boucher, c.r. A.P. Campbell J.F. Clark J.-E. Dumontier H.H. Griffin W.R. Irwin A.S. Kirk J.A.D. Magee J.M. Woodard
Secrétaire.....	Harris Arbique

La Commission canadienne des transports a été établie le 19 février 1967 en vertu de la Loi nationale sur les transports, 14-15-16 Elis. II, ch. 69. Elle remplace la Commission des transports du Canada, la Commission des transports aériens et la Commission maritime canadienne, et elle est tenue d'exercer toutes les fonctions

de réglementation et autres qui lui sont dévolues par cette loi, la Loi sur les chemins de fer, la Loi sur l'aéronautique, la Loi sur les transports et diverses autres lois, en vue, de façon générale, de coordonner et d'harmoniser les opérations de tous les transporteurs qui font des transports par chemin de fer, par eau, par aéronef, des transports par véhicules à moteur s'étendant sur plus d'une province et des transports par pipelines de denrées. En outre, elle doit poursuivre les programmes d'études et de recherches que nécessite la réalisation des objectifs de la ligne de conduite établie en matière de transport national.

La Commission est une cour d'archives et se compose d'au plus dix-sept membres nommés par le gouverneur en conseil pour un terme ne dépassant pas dix ans. Pour s'acquitter de ses fonctions, la Commission doit établir des comités se composant d'au moins trois commissaires chacun; et n'importe lequel de ces comités peut, conformément aux règles et règlements de la Commission, exercer tous les pouvoirs de la Commission, sous réserve de révision par la Commission en certains cas. Trois de ces comités sont en fonctionnement: le Comité des transports par chemin de fer, le Comité des transports aériens et le Comité des transports par eau. Un quatrième, le Comité des transports par véhicule à moteur, a été établi mais il n'aura pas de juridiction en matière de permis tant que la Partie III de la Loi nationale sur les transports qui traite de la réglementation du transport extra-provincial par véhicule à moteur n'aura pas été proclamée. Des dispositions ont été prises pour l'établissement d'un cinquième comité devant avoir juridiction sur la construction et l'exploitation des pipelines de denrées lorsque la Partie II de la Loi aura été proclamée.

Les Règles générales de la Commission, y compris les règles de pratique et de procédure, ont été adoptées le 20 septembre 1967 et publiées dans l'édition du 14 octobre 1967 de la Gazette du Canada.

La Commission tient des bureaux régionaux à Saint-Jean (T.-N.), à Moncton, à Montréal, à Toronto, à Winnipeg, à Saskatoon, à Calgary et à Vancouver pour les inspections d'exploitation et techniques des chemins de fer.

- a) des services de navigation, entre ports canadiens et depuis des ports du Canada jusqu'à des ports de l'étranger, qui sont nécessaires pour maintenir et faire progresser normalement le commerce intérieur et extérieur du Canada;
- b) du type, de la dimension, de la vitesse et des autres caractéristiques des navires qui sont et, de l'avis de la Commission, devraient être utilisés par ces services;
- c) du coût de l'assurance maritime, de l'entretien et des réparations, des salaires et de la subsistance des officiers et hommes d'équipage et de tous autres articles de dépenses afférents à l'exploitation des navires immatriculés au Canada de même qu'au sujet de la comparaison entre ces frais et ceux de navires analogues naviguant sous un autre pavillon;
- d) de l'industrie des transports par eau et des entreprises et services qui y sont directement rattachés;
- e) des modalités et usages s'appliquant au transport par eau des marchandises et des voyageurs à l'intérieur, à destination ou en provenance du Canada;
- f) des travaux des agences et organismes internationaux et intergouvernementaux qui s'occupent de transport par eau de marchandises et de voyageurs, et
- g) des autres questions afférentes à la marine marchande dont le Ministre peut lui demander de s'occuper ou dont la Commission peut estimer qu'il est nécessaire de connaître pour appliquer toute disposition ou réaliser toute fin de la présente loi.

La Commission doit

- a) au nom du Ministre, exercer tels pouvoirs et remplir tels devoirs ou fonctions dévolus au Ministre par la *Loi sur la marine marchande du Canada* que le Ministre a la charge d'exercer ou de remplir, et
- b) exercer les autres pouvoirs et remplir les autres devoirs ou fonctions, relativement au transport par eau, qui lui sont conférés ou qu'il lui est ordonné de remplir ou d'exercer par ou en conformité de toute autre loi ou de tout décret du gouverneur en conseil.

Aux fins d'exercer ses fonctions en vertu de la présente loi, la Commission doit constituer les comités suivants:

- a) comité des transports par chemin de fer;
- b) comité des transports aériens;
- c) comité des transports par eau;
- d) comité des transports par véhicule à moteur;
- e) comité des transports par pipe-line de denrées; et
- f) tels autres comités que la Commission estime utiles.

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

7^e étage, 165 rue Sparks, C.P. 1525, succursale postale "B", Ottawa 4

Ministre responsable

L'honorable Walter L. Gordon, C.P., député,
président du Conseil privé

Membres de la Commission

M. Jacob Finkelman, c.r., président
M. Georges-É. Gauthier vice-président

Représentants des intérêts des employés

M. A. Andras Ottawa (Ont.)
Prof. J.-R. Cardin ... Québec (Qué.)
Prof. Saul Frankel .. Montréal (Qué.)
M. E.P. O'Connor ... Vancouver (C.-B.)

Représentants des intérêts des employeurs

M. P.T. Davis Ottawa (Ont.)
M. J. Guilbault Montréal (Qué.)
Mlle H. Crydeman .. Vernon (C.-B.)
M. René Doucet Montréal (Qué.)

Fonctionnaires supérieurs

Commission des relations de travail dans la Fonction publique

M. L.-P. Levac secrétaire
M. R.M. Macleod secrétaire adjoint
M. G.E. Plant greffier

Bureau de recherches sur les traitements

M. T.J. Wilkins directeur
M. R.H. Saunders ... directeur adjoint

Tribunal d'arbitrage de la Fonction publique

Juge André Montpetit président

Arbitrage des griefs

Prof. H.W. Arthurs arbitre en chef

La Commission des relations de travail dans la Fonction publique a été créée en 1967 en vertu des dispositions de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* (S.C. 1967, chapitre 72).

La Commission est composée d'un président et d'un vice-président, nommés à leurs fonctions à temps complet pour une période de dix ans, et d'un nombre maximum de huit membres, divisés en deux groupes égaux représentant l'un les intérêts des employés et l'autre ceux de l'employeur, nommés à leurs fonctions à temps partiel pour une période de sept ans. Toute ces personnes sont nommées par le gouverneur en conseil et peuvent être relevées de leur charge pour inconduite.

Les autres fonctionnaires et employés à l'emploi de la Commission sont nommés en vertu des dispositions de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

La Commission est un organisme indépendant qui a pour tâche de décider de la composition des unités de négociation, accréditer les agents négociateurs, étudier les plaintes relatives à des pratiques déloyales et, d'une façon générale, surveiller l'application de la législation concernant la négociation collective dans la Fonction publique du Canada.

En vertu de la loi, les agents négociateurs accrédités auxquels il appartient exclusivement de conclure avec l'employeur des conventions collectives liant les parties, ont le droit de choisir l'une ou l'autre de deux méthodes de règlement des différends: le recours au Tribunal d'arbitrage de la Fonction publique, dont la décision est obligatoire, ou le recours à un bureau de conciliation autorisé à faire des recommandations publiques. Les employés faisant partie des unités de négociation qui ont choisi la deuxième méthode, à l'exception de ceux qui assument des fonctions "nécessaires dans l'intérêt de la sûreté ou de la sécurité du public", ont le droit de se mettre en grève une fois épuisées les procédures de conciliation. Dans tout autre cas la loi interdit le déclenchement d'une grève.

La loi permet aussi le recours à une procédure de règlement des griefs, établie dans les ministères et organismes du gouvernement. Les griefs qui ont pour origine l'interprétation de conventions collectives ou de décisions arbitrales, ou encore les sanctions disciplinaires entraînant le licenciement, la suspension ou une amende, peuvent être soumis à un conseil d'arbitrage impartial.

Le Tribunal d'arbitrage de la Fonction publique est composé d'un président et de deux groupes d'autres membres, comprenant chacun au moins trois membres. L'un de ces groupes représente les intérêts de l'employeur, et l'autre ceux des employés. Le président est nommé pour une période d'au plus sept ans par le gouverneur en conseil sur la recommandation de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, alors que les autres membres du tribunal sont nommés par la même Commission pour une durée que cette dernière juge appropriée.

C'est également le gouverneur en conseil qui, sur la recommandation de la Commission des relations du travail dans la Fonction publique, nomme les arbitres pour une période n'excédant pas cinq ans.

A la suite de l'institution du système de la négociation collective dans la Fonction publique, le Bureau de recherches sur les traitements, créé en 1957 en tant que division de la Commission du service civil, a été transféré sous l'autorité administrative de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique.

Le Bureau se livre à des recherches objectives et impartiales pour obtenir des renseignements sur les taux de salaire, les gains des employés, les conditions d'emploi et autres pratiques connexes qui ont cours dans la Fonction publique et en dehors de celle-ci, afin de fournir les données nécessaires aux parties à la négociation dans la Fonction publique. Le Bureau peut également fournir d'autres données statistiques à caractère administratif.

C'est au président du Conseil privé qu'il appartient de présenter au Parlement le rapport de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique.

**ORGANISATIONS
INTERNATIONALES
DONT LE CANADA
FAIT PARTIE**

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

Bruxelles, Belgique

Secrétaire-général..... M. Manlio Brosio

Représentant permanent et ambassadeur du Canada
auprès du Conseil de l'Atlantique Nord..... C.S.A. Ritchie

Le Traité de l'Atlantique Nord a été signé le 4 avril 1949. Il proclame comme premier objectif que les gouvernements membres sont déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie des libertés individuelles et le règne du droit.

Tout en constituant une alliance militaire en vertu de laquelle les Parties sont convenues que toute attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes, le Traité a également pour objet de développer la coopération entre les pays membres dans le domaine économique, social et culturel.

Les quinze pays membres de l'OTAN sont les suivants: République Fédérale d'Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, et Turquie.

Organe de direction suprême de l'OTAN, le Conseil de l'Atlantique Nord se compose des ministres des Affaires étrangères et, selon l'ordre du jour de la réunion, des ministres de la Défense et des Finances des pays membres. C'est un ministre des Affaires extérieures qui assume la présidence du Conseil, et on choisit chaque année un nouveau président parmi les représentants des pays membres. Le Conseil ne tient de réunions ministérielles qu'environ deux fois par année, mais dans l'intervalle il demeure en session permanente à Paris, où les gouvernements membres ont des représentants permanents qui détiennent généralement le rang d'ambassadeur. Le Conseil doit être emménagé à Bruxelles fin 1967.

Le Conseil est secondé par des organismes civils et militaires. Du côté civil, comités et groupes de travail s'attachent à divers domaines d'activité de l'OTAN: Examen annuel des programmes de défense des pays membres, aménagement d'installations militaires fixes à l'usage commun des forces de l'OTAN (infrastructure), contrôle budgétaire, activités culturelles et d'information, organisation d'urgence, coopération civile, et sécurité. Comptable au Conseil, chaque comité travaille en collaboration avec un groupe d'experts du Personnel international. Les réunions se tiennent à Paris. En général, le Personnel international fournit les présidents et les secrétaires de ces comités. Dans certains cas, la présidence en est assurée par l'un des délégués permanents des pays membres à Paris.

Un certain nombre de comités composés d'experts de divers pays dans tel ou tel domaine se réunissent fréquemment pour étudier des problèmes de caractère technique.

Du côté militaire, le principal organisme comptable au Conseil est le Comité militaire, composé des chefs d'état-major des pays membres. Il se réunit d'habitude lorsque les ministres sont en session ministérielle afin de les conseiller sur les questions d'ordre militaire et de recevoir d'eux une direction politique. Le Comité de représentants militaires installé à Washington est constitué des représentants des auto-

rités militaires nationales et assure la direction et la coordination militaires. Il remplace le comité permanent qui a été dissous en 1966.

L'OTAN est beaucoup plus qu'une alliance militaire, car elle offre un forum où le Canada et ses partenaires peuvent faire connaître leurs intentions, échanger opinions et renseignements, de façon complète et franche, au sujet des événements de l'heure, dans les domaines politique, économique, culturel et scientifique. C'est une organisation qui est appelée à jouer un rôle important dans la recherche d'une solution pacifique au problème de l'Europe.

A la suite des recommandations du Comité des Trois approuvées à la session ministérielle de décembre 1956, des mesures ont été prises pour accorder une plus grande attention aux consultations politiques en matières d'intérêt mutuel et, en particulier des séances d'étude durant lesquelles les pays membres peuvent échanger leurs points de vue avant de prendre des décisions fermes ou de faire des déclarations importantes sur des sujets touchant l'OTAN ou ses membres. Il se tient chaque printemps une réunion des ministres des Affaires étrangères, afin d'étudier les progrès politiques de l'Alliance, particulièrement en ce qui a trait à l'affermissement du procédé de consultation politique. Afin d'aider le Conseil dans cette direction, un Comité consultatif politique a été organisé en janvier 1957 sous la présidence du secrétaire général adjoint pour les affaires politiques. Il se réunit une fois par semaine et discute officiellement des événements internationaux qui intéressent l'OTAN.

La même année, un Comité consultatif économique a été établi pour examiner les problèmes qui pourraient affecter la santé économique de l'Alliance, et à la session des chefs d'État tenue en décembre 1957, les représentants des États membres ont réaffirmé le principe de l'interdépendance et souligné de nouveau l'importance des consultations politiques et de la coordination économique. Les chefs d'État ont décidé d'établir un Comité scientifique, qui sera chargé de stimuler la collaboration dans le domaine de la science et d'accroître l'efficacité des efforts nationaux par une meilleure répartition des tâches et par une mise en commun des moyens scientifiques et de la documentation de base.

Dans les domaines culturels et d'information, l'OTAN continue à faire un très grand effort pour promouvoir une connaissance réciproque plus approfondie et des échanges entre les peuples des pays membres.

LE COMMONWEALTH DES NATIONS

Le Commonwealth des nations consiste en un groupe de 21 nations indépendantes associées ensemble, non par suite de traités ou de pactes, mais comme partenaires ou en «fraternité des nations». C'est le produit d'une lente évolution qui s'est accélérée au cours du XX^e siècle.

Le statut de souveraineté auquel avaient accédé les pays du Commonwealth, y compris le Canada, fut défini en ces termes dans la Déclaration Balfour de 1926: «Ce sont des pays de statut égal; ils ne sont en rien subordonnés les uns aux autres sous quelque aspect que ce soit de leurs affaires intérieures ou étrangères; mais ils sont unis par une allégeance commune à la Couronne et associés librement comme membres du Commonwealth des Nations britanniques.» Quelques pays du Commonwealth, étant devenus des républiques, ne doivent plus allégeance à la couronne bien qu'ils reconnaissent la Reine comme chef du Commonwealth. A la suite de la Déclaration de 1926, le principe de l'égalité au sein du Commonwealth fut incorporé dans le Statut de Westminster. Toutefois, même avant que le principe d'égalité en matière d'affaires étrangères fût défini juridiquement, les gouverneurs généraux cessèrent de représenter le Gouvernement de Grande-Bretagne et devinrent représentants personnels du souverain. Un haut commissaire fut nommé pour agir en qualité de représentant du Gouvernement de Grande-Bretagne à Ottawa et les échanges de lettres s'effectuèrent directement entre les deux gouvernements et non plus par l'entremise du gouverneur général.

La nature du Commonwealth a changé de façon radicale particulièrement dans les années 20 et au cours de la décennie qui a suivi la guerre, quand l'Inde, le Pakistan et le Ceylan ont atteint à l'indépendance. D'autres changements importants se sont produits depuis quelques années: plusieurs territoires britanniques en Afrique ont atteint à l'indépendance au sein du Commonwealth, et l'Union Sud-Africaine s'est retirée du Commonwealth. Le souci qu'on a de maintenir les liens du Commonwealth démontre de la façon la plus convaincante les avantages continus que ses membres en retirent.

L'une des initiatives les plus importantes du Commonwealth en ces dernières années a été l'institution du Plan de Colombo qui vise à aider les pays sous-développés du Sud-Est asiatique. Depuis sa mise en application, un certain nombre de pays non membres du Commonwealth ont adhéré au Plan. L'institution du Programme spécial d'aide du Commonwealth à l'Afrique, celle du Programme canadien d'aide aux Antilles et celle du Programme d'éducation du Commonwealth ont été des événements marquants dans le domaine économique et éducationnel.

A l'heure actuelle, le Commonwealth compte les pays suivants: Australie, Canada, Ceylan, Chypre, Ghana, Grande-Bretagne, Inde, Jamaïque, Malawi, Grande-Malaisie (Malaysia), Malte, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Sierra-Leone, Tanzania (République Unie de Tanganyike et Zanzibar), Trinidad, Tobago, Zambie, Guyanne, Singapour, Botswana, Lesotho et Barbade

NATIONS UNIES

Siège: New-York 17, N.-Y., États-Unis

Secrétariat

Secrétaire général..... U Thant (Birmanie)
Représentant permanent du Canada..... M. Paul Tremblay

L'Organisation des Nations Unies a été établie par charte le 26 juin 1945. Le Canada a été l'un des 51 signataires originels de la Charte.

Les buts de l'ONU sont:

- a) maintenir la paix et la sécurité internationales;
- b) développer entre les nations des relations amicales;
- c) réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire; et
- d) être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins.

Au 31 octobre 1966, l'ONU comptait 121 États membres, y compris tous les pays du Commonwealth des nations. L'ONU se compose de six organismes principaux: l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, le Conseil de tutelle, la Cour internationale de Justice et le Secrétariat.

L'Assemblée générale se réunit tous les automnes en session ordinaire; elle peut convoquer en cas de besoin des sessions extraordinaires ou des sessions d'urgence. L'Assemblée qui comprend 121 États membres de l'ONU, répartit sa besogne entre sept grandes commissions: Première Commission (Commission des questions politiques et de sécurité); Commission politique spéciale (questions politiques et de sécurité); Deuxième Commission (Commission économique et financière); Troisième Commission (Commission des questions sociales, humanitaires et culturelles); Quatrième Commission (Commission de tutelle, y compris les territoires non autonomes); Cinquième Commission (Commission des questions administratives et budgétaires); Sixième Commission (Commission juridique). En outre un Comité de direction comprend le président de l'Assemblée, treize vice-présidents élus et les directeurs des sept grandes commissions.

Le Conseil de sécurité, qui siège en session permanente. Il se compose de: Grande-Bretagne, Chine, France, Union soviétique et États-Unis comme membres permanents, et dix membres non permanents élus par l'Assemblée générale pour une période de deux ans, sur une base géographique. Le 31 décembre 1959, le Canada complétait son second terme à titre de membre non permanent.

Le Conseil économique et social siège normalement deux fois par année et il se compose de 27 membres. Comme au Conseil de sécurité, ses membres sont élus par l'Assemblée générale sur une base géographique, mais ils servent pour une durée de trois ans, un tiers d'entre eux se retirant chaque année. Bien que la Charte ne le spécifie pas, le Grande-Bretagne, la France, l'Union soviétique et les États-Unis ont toujours été élus au Conseil. Le Canada, qui a servi au Conseil en trois occasions différentes, a été élu en 1964 pour un terme de trois ans se terminant en 1967.

Le Conseil de tutelle siège, lui aussi, deux fois par année. Il se compose des membres des Nations Unies qui administrent des territoires sous tutelle, des États membres du Conseil de sécurité qui n'en administrent pas, et des membres élus par l'Assemblée générale pour des périodes triennales; ainsi, on obtient un équilibre satisfaisant entre les pays administrants et non administrants. Le Canada n'a jamais posé sa candidature à ce Conseil.

La Cour internationale de Justice a son quartier général à La Haye. Elle se compose de quinze juges, élus pour des mandats de neuf ans par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité, ces deux organismes votant indépendamment l'un de l'autre.

INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES

Le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

a) Historique

Les accords à l'origine du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ont été conçus au cours de la conférence monétaire et financière qui a eu lieu à Bretton Woods en 1944. C'est en décembre 1945 toutefois qu'ont été créés ces deux organismes qui ont pour objet principal de favoriser la coopération universelle en matière de change, d'investissements internationaux et de développement économique.

b) Structures

Le Fonds monétaire et la Banque internationale sont des institutions spécialisées de l'ONU. A la fin de 1964, 102 pays étaient membres du Fonds monétaire et de la Banque internationale et plusieurs pays qui ont récemment obtenu leur indépendance étaient à compléter la procédure nécessaire à leur adhésion. Ces deux institutions sont dirigées de façon générale par leurs conseils de gouverneurs respectifs, qui se réunissent tous les ans en session conjointe. Chaque pays peut désigner un gouverneur, poste que la plupart confie à leur ministre des Finances. Les gouverneurs ont délégué une grande partie de leurs pouvoirs à des commissions exécutives qui se composent chacune de 20 administrateurs, dont 5 nommés par les pays versant les plus fortes quotes-parts au Fonds et les plus fortes souscriptions à la Banque. Les autres administrateurs sont élus par le reste des membres. Le président de la Banque et le directeur général du Fonds ont autorité sur leurs personnels respectifs.

Le Fonds monétaire international

Siège: Washington, D.C.

a) Fonctionnement

Le Fonds monétaire a été conçu pour favoriser l'expansion et le développement harmonieux du commerce international, ainsi que la stabilité des changes, fins qu'il tend à réaliser en mettant ses ressources en or et en devises à la disposition des membres, moyennant des garanties appropriées. Les prêts du Fonds monétaire comportent, eu égard aux possibilités de paiements des bénéficiaires, des délais de remboursement allant jusqu'à 3 ans, ou par exception jusqu'à 5 ans.

b) Ressources

Les ressources du Fonds monétaire proviennent des quotes-parts des membres, versées en or ou en monnaie nationale. Celles des membres originaires ont été fixées dans l'accord, et les autres ultérieurement par le Fonds, au moment des nouvelles adhésions et est sujet à une révision périodique. Les membres doivent verser en or 25 p. 100 de leurs quotes-parts ou 10 p. 100 de leurs avoirs en or et en dollars des Etats-Unis, soit le plus faible de ces deux montants, et le reliquat en monnaie nationale sous forme d'effets sans intérêt.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Siège: Washington, D.C.

a) Fonctionnement

Le rôle de la Banque est le suivant: *a)* accorder des prêts pour couvrir les dépenses en devises étrangères pour des travaux relatifs à la reconstruction, à la mise en valeur, à l'énergie électrique, au transport, à l'agriculture, à l'irrigation, à la lutte contre les inondations, et aux communications; *b)* négocier ses propres obligations et d'autres obligations sur le marché monétaire privé, d'où provient la plus grande partie de l'argent qu'elle prête; *c)* fournir de l'assistance technique dans le cas des travaux qu'elle finance. Les prêts sont accordés aux gouvernements membres ou garantis par les gouvernements des pays emprunteurs et ils doivent être remboursés dans la devise qu'ils ont été consentis.

b) Ressources

Le capital souscrit de la Banque représente une garantie que les membres peuvent être appelés à verser au besoin non pour servir à des prêts mais pour permettre à la Banque de faire face à ses obligations; sur la foi de cette garantie, la Banque obtient la plus grande partie de ses fonds par la vente de ses propres titres sur les principaux marchés financiers du monde.

La Société financière internationale

Siège: Washington, D.C.

a) Historique

La Société financière internationale, qui a pour objet de stimuler l'expansion d'entreprises privées de production, en particulier dans les pays moins développés, a commencé à fonctionner en septembre 1956.

b) Structure

Elle est étroitement liée à la Banque mondiale. A la fin de 1963 elle groupait 75 pays. Ses structures administratives sont les mêmes que celles de la Banque internationale et du Fonds monétaire. Les membres de la Banque internationale sont éligibles à devenir membres de la Société.

c) Fonctionnement

La Société financière est plutôt une institution d'investissement que de prêt; aussi évalue-t-elle les projets d'entreprise du point de vue des placements privés. Contrairement à la Banque internationale, la Société financière peut investir sans une garantie d'un gouvernement. En septembre 1961, la charte de la Société a été révisée afin de permettre des placements en actions ordinaires. Elle a mis à profit cette grande flexibilité *a)* en combinant les placements en actions et en obligations dans des entreprises industrielles privées; *b)* en effectuant des placements qui encouragent le développement des marchés de capitaux dans les pays sous-développés, et *c)* en effectuant des placements d'actions dans les banques locales de développement.

L'Association internationale pour le développement

Washington, D.C.

a) Historique

L'Association internationale pour le développement, nouvelle institution affiliée à la Banque, a commencé ses opérations le 8 novembre 1960. Son rôle consiste à

favoriser l'expansion économique en accordant des prêts à des conditions plus souples que n'en peut consentir la Banque et grevant moins lourdement la balance générale des comptes.

b) Structure

Bien que l'AID soit une institution distincte et séparée, le président de la Banque en est d'office le président, et les fonctions de direction sont assurées par les détenteurs des mêmes fonctions à la Banque.

c) Fonctionnement

L'AID, institution prêteuse, a un large choix de moyens pour dispenser son aide. Il lui est loisible d'accorder des échéances lointaines, de longs délais de remboursement, de faibles taux d'intérêt et la faculté de rembourser intérêt et principal en devises quelconques. Tandis que le remboursement des prêts bancaires varie entre dix et vingt-cinq ans, l'AID a accordé des crédits de développement remboursables en 50 ans. De plus, la Banque exige un intérêt annuel de $5\frac{1}{2}$ p. 100 sur les prêts, tandis que les crédits de l'AID ne portent pas d'intérêt. Une charge annuelle de $\frac{3}{4}$ p. 100 sur les retraits est demandée par l'AID afin de combler l'excédent du coût de l'administration. Les projets, toutefois, doivent avoir une «haute priorité de développement» et l'AID appliquera le même haut niveau d'efficacité que la Banque en ce qui concerne les plans, l'administration et le financement des projets qu'elle supporte.

Organisation de l'aviation civile internationale

Siège: Montréal, Canada

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a été créée comme institution spécialisée des Nations Unies, en avril 1947. Ses principaux objectifs sont les suivants: élaborer les principes et développer les techniques de la navigation aérienne internationale, favoriser l'organisation et le progrès du transport aérien de façon à assurer la sécurité, l'efficacité, l'économie et la croissance ordonnée des services aériens.

L'Organisation est dirigée par une Assemblée qui se compose des 110 États membres, et qui se réunit au moins une fois tous les trois ans. Un Conseil auxiliaire de 27 membres est élu pour trois ans, au cours des sessions de l'Assemblée; le Conseil se réunit en séances pour ainsi dire continues, à son siège à Montréal. Le Canada fait partie de cet organisme depuis la formation, en 1945, de l'OACI à titre d'organisation provisoire. Le Conseil travaille en collaboration avec la Commission de la navigation aérienne et avec quatre comités spécialisés: Comité du transport aérien, Comité juridique, Comité du support conjoint des services de navigation aérienne, et Comité des finances.

Organisation internationale du Travail

Siège: Genève, Suisse

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a été créée le 11 avril 1919 aux termes de la section XIII du traité de Versailles, qui en renfermait la constitution. Relevant à l'origine de la Société des Nations, elle est devenue en 1946 une institution spécialisée des Nations Unies. Le Canada compte parmi les membres fondateurs, puisque son adhésion remonte à 1919.

Les fins que poursuit l'OIT ont été définies ainsi: Contribuer au maintien de la paix en favorisant la justice sociale; améliorer par une action internationale les conditions de travail et les niveaux de vie; favoriser la stabilité économique et sociale.

Dans la poursuite de ces objectifs, l'OIT associe les représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs à ses propositions sur les normes internationales ainsi qu'à la rédaction de projets de conventions internationales sur diverses questions: salaires, heures, conditions et âge minimum de travail, indemnisation pour les accidents du travail, assurances sociales, congés payés, sécurité professionnelle, services de placement, inspection du travail, liberté d'association, etc. En outre, l'OIT accorde une assistance technique aux gouvernements et publie des rapports et des études périodiques sur des questions sociales, industrielles et professionnelles.

Structure

La plus haute autorité de l'Organisation, la Conférence générale, se réunit tous les ans; elle se compose de délégations nationales comprenant deux représentants du gouvernement, un représentant des employeurs et un représentant des travailleurs. La première fonction de la Conférence est de formuler des normes internationales sous forme de conventions.

Le Conseil d'administration contrôle l'activité du Bureau international du Travail et des divers comités et commissions. Il comprend vingt représentants des gouvernements (dont dix des grands pays industriels), dix représentants des employeurs et dix représentants des travailleurs. Le Canada est membre du Conseil d'administration en qualité de pays industriel important.

Le Bureau international du Travail, qui est situé à Genève, assure les services d'un secrétariat pendant les sessions annuelles de la Conférence générale et les réunions du Conseil d'administration; rassemble et diffuse de la documentation; aide les gouvernements, qui le lui demandent, à rédiger une législation conforme aux décisions de la Conférence; fait des enquêtes spéciales; fournit les dispositifs nécessaires à la mise en œuvre des conventions et édite diverses publications.

Au siège de Genève s'ajoutent douze succursales réparties régionalement dans le monde; c'est par l'intermédiaire de celles-ci que l'OIT reste en liaison avec les gouvernements, qu'elle dispense ses publications et reçoit des demandes de renseignements sur son travail. L'une de ces douze succursales se trouve à Ottawa.

L'Organisation mondiale de la santé

Siège: Palais des Nations, Genève, Suisse

La constitution de l'Organisation mondiale de la santé a été adoptée le 22 juillet 1946 par la Conférence internationale de la santé, réunie à New York par le Conseil économique et social. Vingt-six États membres ayant ratifié sa constitution, l'Organisation entra officiellement en fonctions le 7 avril 1948. La première Assemblée mondiale de la santé se réunit en juin de la même année, afin d'étudier les moyens qui permettraient à tous les peuples d'atteindre les normes de santé les plus élevées possibles. En mai 1965 l'OMS comptait 121 membres et 3 membres associés.

L'Organisation mondiale de la santé offre deux catégories de services: les services consultatifs et les services techniques. Les services consultatifs aident les divers États membres à renforcer leurs propres services de santé. On forme des spécialistes, et des équipes de démonstration assistent les gouvernements intéressés à combattre la malaria, la tuberculose, à améliorer la santé des mères et des enfants, à résoudre les divers problèmes sanitaires et alimentaires. Parmi les services techniques de l'Organisation, on trouve des organismes étudiant les maladies causées par les parasites et les virus, poursuivant la standardisation des produits pharmaceutiques et la publication d'ouvrages techniques et scientifiques.

Structure

Une Assemblée mondiale de la santé, se composant des délégués de tous les États membres, se réunit une fois par an; elle est l'organe chargé des décisions et des directives au sein de l'Organisation, et c'est elle qui élit les membres du Conseil exécutif.

Le Conseil exécutif se réunit tous les semestres; il agit en qualité d'organisme exécutif de l'Assemblée et se compose de 24 personnes désignées par les gouvernements faisant partie de l'Assemblée mondiale de la santé.

Le Secrétariat comprend un directeur général et les membres du personnel technique et administratif. Le directeur général actuel est le docteur Marcolino Gomes Candau, du Brésil.

L'Organisation mondiale de la santé pratique une administration décentralisée. Elle a formé six comités régionaux qui s'occupent des problèmes de santé dans les régions relevant de leur compétence. Conformément à des ententes spéciales, dans la région américaine ces responsabilités incombent à la *Pan American Health Organization* (PAHO), dont le Canada ne fait pas partie, bien qu'il envoie toujours un observateur officiel aux réunions de cet organisme.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture

Siège: Rome, Italie

L'origine de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) remonte à mai 1943, alors qu'une Conférence spéciale des Nations Unies se réunissait à Hot Springs. C'est là, en Virginie, que furent élaborés les plans destinés à résoudre les problèmes probables d'après-guerre quant à l'agriculture et aux matières alimentaires. En octobre 1945, l'OAA a été officiellement fondée au cours d'une Conférence qui eut lieu dans la ville de Québec; elle avait au début 42 pays membres, dont le Canada. Depuis lors, cette organisation est devenue l'une des plus importantes institutions spécialisées de l'ONU. Son siège, qui était à Washington, a été transféré à Rome.

L'OAA a pour objet d'élever les niveaux de vie et d'alimentation, d'améliorer la production et la répartition des produits alimentaires de l'agriculture, de la pêche et des forêts et de relever la condition des producteurs agricoles. A cette fin l'OAA recueille, analyse et répand les données techniques et économiques ayant trait à l'alimentation et à l'agriculture, et encourage les initiatives nationales et internationales tendant vers le même but. L'organe exécutif de l'Organisation est la Conférence de l'OAA, qui se réunit ordinairement tous les deux ans. La conférence élit un Conseil de 31 membres qui se réunit deux fois par an afin de mettre au point ses divers projets. Le Canada est membre du Conseil. De temps à autre, l'OAA crée des commissions auxiliaires et d'autres organismes, chargés de tâches bien définies. L'un des plus importants de ces groupements est le Comité des produits, dont le Canada fait partie, et qui permet aux divers gouvernements d'étudier ensemble les problèmes de la production et du commerce des denrées agricoles de base. Un sous-comité, dont les sessions ont lieu à Washington, s'occupe de l'écoulement des produits excédentaires.

Les Nations Unies et l'OAA ont établi conjointement un Programme expérimental d'alimentation mondiale, qui a débuté le 1^{er} janvier 1963. Le bureau-chef est à Rome. Le Canada est au nombre des 24 membres du Comité intergouvernemental chargé de l'administration du Programme. Le but du Programme est d'utiliser les aliments en vue d'aider le développement économique et social des pays récipiendaires et aussi de combler les besoins de nourriture en cas d'urgence.

Organisation météorologique mondiale

41, avenue Giuseppe Motta, Genève, Suisse

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a son siège à Genève; elle a succédé à l'Organisation météorologique internationale, association libre de services météorologiques nationaux, créée en 1878. C'est le 23 mars 1950 qu'est entrée en vigueur la Convention fondant l'OMM, et le 20 décembre 1951 cet organisme est devenu une institution spécialisée des Nations Unies. Les buts de l'Organisation sont les suivants: faciliter par la collaboration internationale la création de stations météorologiques et le perfectionnement de l'observation; encourager la création et le maintien des systèmes de télécommunications propres à assurer l'échange rapide de renseignements météorologiques; favoriser la normalisation des observations météorologiques et assurer la publication uniforme des observations et des statistiques; développer l'application de la météorologie à l'aviation, à la navigation et à l'agriculture; encourager la recherche et aider à la formation technique de spécialistes.

Ces tâches sont menées à bien par un Congrès, où chacun des États membres et territoires est représenté par le directeur de ses services météorologiques. Le Congrès se réunit généralement tous les quatre ans. Entre les sessions, la direction est assurée par le Comité exécutif, composé de 21 directeurs de services de météorologie. En outre, sept commissions techniques s'occupent des principaux domaines de la météorologie actuelle, et il existe également six associations régionales.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Place de Fontenoy, Paris, France

Pièce 2201, édifice des Nations Unies, angles des rues 42^e et East River,
New York (N.Y.)

Création et autorité—L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est une institution spécialisée des Nations Unies. Sa constitution a été adoptée le 4 novembre 1946.

Buts et fonctions—L'UNESCO se propose de «contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue et de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples».

Structure—L'UNESCO comprend une Conférence générale, un Conseil exécutif et un Secrétariat administré par le directeur général. La Conférence générale se réunit tous les deux ans; elle détermine l'orientation et la ligne de conduite générale de l'Organisation. Elle se compose des délégués nommés par les gouvernements des États membres. Le Conseil exécutif se compose de 30 membres, élus par la Conférence générale et choisis parmi les représentants que désignent les gouvernements. Il se réunit au moins deux fois par an et il est chargé de l'exécution du programme adopté par l'Organisation.

L'UNESCO fonctionne, dans les divers États membres, avec la collaboration d'organismes nationaux portant le nom de Commissions nationales de l'UNESCO.

Union internationale des télécommunications

Palais des Nations, Genève, Suisse

L'Union internationale des télécommunications (UIT) dont le siège est à Genève, doit son origine à la Convention télégraphique internationale de 1865 et à la Convention radio-télégraphique internationale de 1906. Les membres de ces deux organismes se sont réunis à Madrid, en 1932, et ont conclu une convention internationale unique, régissant les services de télégraphie, de téléphonie et de radio. La nouvelle convention créa l'Union internationale des télécommunications, qui reçut sa forme actuelle le 2 octobre 1947, par la Convention d'Atlantic City. Le Canada était représenté à la Convention de 1906, signée à Berlin, et depuis lors a été membre des organismes internationaux qui s'intéressent à ce domaine. Les buts de l'Union sont: maintenir et étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications, favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.

L'autorité suprême de l'UIT est la Conférence des plénipotentiaires dont les réunions ont normalement lieu tous les cinq ans. En période d'intersession, les tâches de l'Union sont confiées au Conseil administratif, qui se réunit tous les ans. Le Canada fait partie de ce Conseil depuis 1947, année de sa création. A la Conférence plénipotentiaire de Montreux de 1965, le nombre de membres du Conseil a été accru de 18 à 29. Le Conseil contrôle le Secrétariat et trois organismes techniques permanents: le Comité international d'enregistrement des fréquences, qui siège à Genève; le Comité consultatif de télégraphie (CCIT), de téléphonie (CCIF) et de radio-communications (CCIR) qui se réunissent ordinairement tous les trois ans.

Union postale universelle

Schosshaldenstrasse 46, Berne, Suisse

L'Union postale universelle remonte au 1^{er} juillet 1875; elle a été créée en vertu de la Convention postale qui fut adoptée à Berne le 9 octobre 1874. Depuis 1948, elle compte parmi les institutions spécialisées de l'ONU. Son premier objet est de faciliter les communications postales entre ses membres et de développer la collaboration internationale dans les domaines de son ressort. Ainsi chacun des membres s'engage à acheminer le courrier de tous les autres par les meilleurs moyens en usage pour le sien.

Structure

L'organe de l'UPU qui possède la plus haute autorité est le Congrès; celui-ci, qui se réunit normalement tous les cinq ans, revise la convention universelle et les accords qui en découlent, d'après les propositions des membres. La dernière revision a eu lieu à Ottawa en 1957. Les décisions adoptées lors de ce congrès sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 1959.

La Commission exécutive et de liaison, qui se compose de 27 membres élus par le Congrès selon une répartition géographique équitable, assure des relations utiles avec les autres organisations internationales; il rédige des études et formule des recommandations à l'intention du Congrès et sert d'organe de direction au Bureau international.

Le Bureau international, dont le secrétariat permanent est situé à Berne, centralise et publie les renseignements et joue le rôle d'une chambre de compensation entre les diverses administrations postales.

Agence Internationale de l'Énergie Atomique

11 Kaerntnerring, Vienna 1, Austria

L'Agence internationale de l'énergie atomique, établie en octobre 1957, compte actuellement 97 pays membres. Les buts de l'Agence sont d'encourager et faciliter la recherche en matière d'énergie atomique, et de mettre au point les méthodes d'application pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques à travers le monde; de fournir le matériel, les services, l'équipement, etc. à cette fin; de favoriser l'échange de renseignements scientifiques et techniques sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique; d'encourager l'échange et la formation de scientifiques dans le domaine de l'énergie atomique; d'établir des garanties pour que les matières fissiles, l'équipement, etc. fournis par l'Agence ne soient pas utilisés à des fins militaires; d'appliquer ces garanties, à la demande des parties, à tout accord bilatéral ou multilatéral ou, à la demande d'un État, à toute activité des divers États dans le domaine de l'énergie atomique. L'Agence est aussi chargée d'étudier des normes de sécurité pour la protection de la santé afin de réduire les dangers que peut causer l'utilisation de matières radioactives à la vie et à la propriété.

Le Canada a toujours appuyé fortement l'Agence internationale d'énergie atomique et est membre du Conseil d'administration depuis sa création. Il a joué un rôle actif dans diverses activités de l'Agence.

ORGANISATIONS CANADO-AMÉRICAINES

Comité ministériel canado-américain de défense commune

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

Commission des pêches des Grands lacs

Commission internationale de la frontière

Commission mixte internationale

Commission internationale du flétan du Pacifique

Commission internationale des pêches de saumon du Pacifique

Comité ministériel canado-américain pour le commerce et les affaires économiques

Commission permanente canado-américaine de défense

Commission du parc international Roosevelt de Campobello

AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Organisations interaméricaines

- Institut interaméricain de statistique
- Institut panaméricain de géographie et d'histoire
- Office interaméricain de la radio
- Union postale des Amériques et de l'Espagne

Plan de Colombo

- Comité consultatif pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-est asiatiques
- Conseil de la coopération technique dans le Sud et le Sud-est asiatiques

Organisations de conservation

- Commission internationale de la chasse à la baleine
- Commission internationale des pêches du nord-ouest de l'Atlantique
- Commission internationale des pêches du Pacifique nord
- Commission du phoque à fourrure du Pacifique nord
- Commission nord-américaine des forêts

Organisations économiques

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)
- Agence européenne de productivité (membre associé)
- Comité international d'études sur le plomb et le zinc
- Conseil de coopération douanière
- Convention internationale relative à l'étain
- Convention internationale relative au blé
- Convention internationale relative au sucre
- Groupe international d'études sur le café
- Comité consultatif international du coton
- Comité intergouvernemental pour les migrations européennes
- Comité permanent du commerce et des affaires économiques du Canada et du Royaume-Uni
- Groupe international d'études sur la laine
- Groupe international d'études du caoutchouc
- Organisation de coopération et de développement économiques
- Union internationale pour la protection de la propriété industrielle
- Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques
- Convention universelle des droits d'auteurs
- Bureau international pour la publication des tarifs douaniers

Organisation juridique

- Cour permanente d'arbitrage

Organisations scientifiques

- Bureau hydrographique international
- Bureau international des poids et mesures
- Institut international du froid

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

